

Aleksandra Kolaković, Sacha Markovic (dir.)

LA FRANCE ET LA SERBIE  
LES DÉFIS DE L'AMITIÉ ÉTERNELLE

Hommage au 180e anniversaire des relations diplomatiques franco-serbes

Aleksandra Kolaković, Sacha Markovic (dir. )

**La France et la Serbie : les défis de l'amitié éternelle:  
Hommage au 180<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques franco-serbes**

seconde édition modifiée

[https://doi.org/10.18485/ips\\_frsr\\_defis.2023](https://doi.org/10.18485/ips_frsr_defis.2023)

***Relecteurs:***

Prof. Dr. Mira Radojević, membre correspondant de l'Académie serbe des sciences et des arts, Faculté de philosophie, Belgrade, Serbie

Prof. Dr. Philippe Gelez, Paris IV- Sorbonne, UFR Etudes slaves,  
Paris, France

Prof. Dr. Philippe Claret, Université de Bordeaux, France

Prof. Dr. Anne Madelain, INALCO, Maitresse de conférences au  
département Europe, Chercheuse au Centre de recherche  
Europes-Eurasie (CREE), Paris, France

Prof. Dr. Slobodan Zečević, Conseiller scientifique,  
Institut d'études européennes

***Traduction:***

Vasilisa Branković, Marijana Buljugić, Aleksandra Tadić

***Maison d'édition:***

Institut d'études politiques

***Pour la maison d'édition:***

Zoran Milošević, directeur intérimaire

***Secrétaire:***

Smiljana Paunović

- ❖ Cette publication a été créée dans le cadre de l'activité de recherche scientifique de l'Institut d'études politiques, financée par le Ministère de l'éducation, des sciences et du développement technologique de la République de Serbie

Aleksandra Kolaković, Sacha Markovic (dir.)

# LA FRANCE ET LA SERBIE LES DÉFIS DE L'AMITIÉ ÉTERNELLE

Hommage au 180<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques  
franco-serbes



Institut d'études politiques  
2023



## TABLE DES MATIÈRES

---

Uroš Tatić LE SOUTIEN DE LA FRANCE À LA SERBIE POUR OBTENIR LES FORTERESSES DES TURCS EN 1867	13
Marie Hassler DIPLOMATIE ET INDUSTRIALISATION, AU TRAVERS DES RELATIONS FRANCO-SERBES (1871–1914)	41
Ksenia Smolovic De L'HUMANITÉ À LA CROIX: DIVERSITÉ DES REPRÉSENTATIONS DE LA SERBIE DANS LA PRESSE FRANÇAISE (1903–1908)	59
Mariana Stamova REGARD FRANÇAIS SUR LES BALKANS À LA FIN DU XIX <sup>e</sup> ET AU DÉBUT DU XX <sup>e</sup> SIÈCLE: À PROPOS DES BULGARES ET DES SERBES	77
Biljana Stojić LA POLITIQUE FRANÇAISE PENDANT LA CRISE DE SHKODËR (1912–1913)	97
Dušica Bojić LES DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA COOPÉRATION ENTRE LA FRANCE ET LA SERBIE DANS LA GRANDE GUERRE: UN REGARD CENT ANS PLUS TARD	119
Florin Turcanu SERBOPHILIE ET FRANCOFILIE DANS LA ROUMANIE DES ANNÉES 1914–1916: LE CAS DE L'HISTORIEN NICOLAE IORGA	147
Giordano Merlicco, Wah Wah Htay UN ENNEMI COMMUN NE FAIT PAS DES ALLIÉS: L'ITALIE, L'ENTENTE ET LE PROJET YOUGOSLAVE PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE	163

---

Aleksandar Lukić	
L'INFLUENCE IDÉOLOGIQUE FRANÇAISE PARMIL LES RÉPUBLICAINS SERBES DE 1920 À 1926	189
<hr/>	
Olivier Dard	
LES DROITES NATIONALISTES FRANÇAISES ET LA SERBIE (YOUGOSLAVIE) DE L'AVANT PREMIER CONFLIT MONDIAL AUX ANNÉES 1930	205
<hr/>	
Dalibor Denda	
LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE ET LES PROJETS FRANÇAIS D'OUVERTURE DU FRONT DES BALKANS 1939 – 1940	225
<hr/>	
Ratomir Milikić	
COLLABORATION DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE EN EXIL AVEC LA FRANCE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE	251
<hr/>	
Miljan Milkić	
LES RELATIONS MILITARO-POLITIQUES DE LA YOUGOSLAVIE ET DE LA FRANCE DANS LE CONTEXTE DE LA RÉOLUTION DU CONFLIT DE TRIESTE (1945–1954)	283
<hr/>	
Aleksandra Kolaković	
PRÉSENTATION DE LA NOUVELLE YOUGOSLAVIE EN FRANCE DE 1945 À 1973: DIPLOMATIE ET CULTURE	307
<hr/>	
Naïma Berkane	
LA RÉCEPTION DU CINÉMA YOUGOSLAVE EN FRANCE, ENTRE RELATIONS DIPLOMATIQUES, CHOIX DE PROGRAMMATION ET ACCUEIL CRITIQUE: LE CAS DE <i>J'AI MÊME RECONTRÉ DES TZIGANES HEUREUX</i> D'ALEKSANDAR PETROVIĆ	333
<hr/>	

Velimir Mladenović	
UN NOUVEAU MUSÉE D'ART EN EUROPE: LA RÉCEPTION DES BEAUX-ARTS CLASSIQUES ET MODERNES SERBES DANS LES LETTRES FRANÇAISES (1945–1970)	357
Sacha Markovic	
LE SILENCE DE LA GAUCHE INTELLECTUELLE FRANÇAISE SUR LA CRISE MORALE DU MARXISME CRITIQUE SERBE (1963–1968)	375
Marko Pejković	
L'INFLUENCE DE L'HOMME DE DROITE FRANÇAIS CHARLES MAURRAS SUR L'HOMME DE DROITE SERBE MOMIR NIKOLIC	401
Dušan Gujaničić	
LA DROITE EN FRANCE ET EN SERBIE: IDEES, VALEURS, ACTION	421
Nebojsa Vukadinovic	
L'UNION EUROPÉENNE ET LA SERBIE: ESPACES ET TEMPS	439
Duško Lopandić	
LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION D'ACCESSION DE LA SERBIE À L'UE ET LE RÔLE DE LA FRANCE DANS L'ÉLARGISSEMENT	463
Jelena Todorović Lazić	
EUROPÉANISATION DE L'ADMINISTRITATION PUBLIQUE EN SERBIE: LE RÔLE DE LA FRANCE	479



## INTRODUCTION

Nous avons le plaisir de mettre en lumière dans cette publication une approche historique, politique et pluridisciplinaire de thèmes importants et jusqu'ici sous-explorés : les relations franco-serbes d'hier et d'aujourd'hui (relations diplomatiques, „ image de l'autre “, performances stéréotypées, représentations médiatiques, transfert culturel entre deux environnements, culture de la mémoire, relations entre les Balkans occidentaux et l'UE, rôle de la France dans les processus d'intégration européenne de la Serbie). Un groupe de documents met en lumière le rôle de la France et des relations diplomatiques franco-serbes au cours de certains moments historiques marquants (1867, 1908, 1912, 1913, 1914–1918). Les auteurs, à travers le prisme des conflits, des guerres et des périodes de crise, à partir de documents d'archives et des littératures française et serbe soulignent dans plusieurs langues l'importante présence de la France dans les Balkans et notamment en Serbie dans la seconde moitié du XIXe et au début du XXe siècle. Une partie des articles complète cette dimension politique des relations diplomatiques franco-serbes en donnant un aperçu des aspects économiques de ces dernières. Le rayonnement culturel et l'image de la Serbie et des Serbes dans l'opinion publique française sont également envisagés. Nous avons souhaité intégrer une approche comparative dans ce recueil thématique. Les articles des collègues qui ont mis en lumière les relations entre les Français, les Serbes, les Roumains et les Bulgares sont significatifs à cet égard. Ce groupe d'articles présente plusieurs nuances de la politique française dans les Balkans, ainsi que l'influence des relations franco-italiennes sur cette politique, avant, pendant et après la Grande Guerre. Les relations franco-serbes (yougoslaves) pendant et après la Seconde Guerre mondiale n'ayant pas encore été suffisamment explorées, quelques articles ont cherché à donner une impulsion à de nouvelles recherches. Le Royaume de Yougoslavie et les plans français d'ouverture du front des Balkans en 1939/40, la coopération du gouvernement du Royaume de Yougoslavie en exil à Londres avec la France libre, les relations entre la France et la Yougoslavie de Tito,

les relations politico-militaires pendant la crise de Trieste, la diplomatie culturelle de la RSFY en France. Les chercheurs posent pour la première fois des questions entièrement nouvelles aux relations culturelles, notamment artistiques et cinématographiques, entre les deux pays.

Alors que la première génération de libéraux serbes est arrivée en France pour étudier en 1841, elle a été marquée par de fortes influences idéologiques de gauche comme de droite, ainsi que des échanges intellectuels intermittents, que nous nous sommes proposés d'étudier en France et en Serbie (Yougoslavie). Le lecteur attentif verra dans les pages du recueil et à travers les articles d'auteurs éminents une véritable confrontation entre arguments de gauche et de droite. La dernière partie du Recueil traite des aspects contemporains des relations franco-serbes, c'est-à-dire du sujet actuel de l'intégration européenne de la Serbie et du rôle de la France dans ce processus. A l'heure où les pays des Balkans occidentaux attendent avec impatience une nouvelle approche, des conditions et des dates d'élargissement, conformément à la nouvelle stratégie de la France pour les Balkans occidentaux proclamée en avril 2019, cette question nous apparaît cruciale au moment où l'on célèbre le 180<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques entre la France et la Serbie.

Tous les articles publiés dans ce recueil sont le résultat de plusieurs années de recherche et sont des contributions originales à la recherche des relations franco-serbes. Les auteurs sont responsables de leur contenu et de leur argumentation.

L'idée de la publication de ce recueil d'articles nous est venue à la suite des travaux des membres du projet de coopération scientifique bilatérale entre la France et la République de Serbie, dans le cadre du „ partenariat Hubert Curien Pavle Savić “ (RNS, 2018/2019), intitulé : *Relations franco-serbes dans le domaine de la diplomatie et la représentation des médias : Expérience historique et défis contemporains*. Depuis le début de l'année 2018, dans le cadre du projet précité, des universitaires serbes et français ont effectué des recherches dans les archives et bibliothèques françaises et serbes, organisé un panel à Belgrade (*Idées et changements*:

*transfert de connaissances et images d'un autre dans les relations franco-serbes*), une table ronde à Paris (*Les thèmes (non) explorés des relations franco-serbes*) et une conférence en 2019, sur la base de laquelle une partie des articles a été publiée à cette occasion.

Tout en travaillant sur le projet, les chercheurs français et serbes ont eu le soutien de leurs institutions d'origine, notamment la Sorbonne-Paris IV et l'Institut d'études politiques, ainsi que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République de France, le Ministère de l'Éducation des Sciences et du Développement technologique de la République de Serbie, l'Ambassade de la République de France en Serbie et de l'Institut français en Serbie, auxquels nous exprimons notre gratitude. Nous adressons tous nos remerciements à M. Bertrand Millet, attaché pour la coopération de l'Ambassade de la République française en Serbie, qui a montré un grand intérêt pour ce projet et nous a accordé toute sa confiance et son soutien.

Nous remercions tous les auteurs des articles pour leurs contributions, ainsi que les relecteurs: Prof. Dr. Mira Radojević, membre correspondant de l'Académie serbe des sciences et des arts, Faculté de philosophie, Belgrade, Serbie, Prof. Dr. Philippe Gelez, Paris IV Sorbonne, UFR d'Études slaves, Paris, France, Prof. Dr. Philippe Claret, Université de Bordeaux, France, Prof. Dr. Anne Madelain, INALCO, Maitresse de conférences au département Europe, Chercheuse au Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE), Paris, France et Prof. Dr. Slobodan Zečević, Conseiller scientifique, Institut d'études européennes, dont nous avons particulièrement apprécié les conseils précieux et l'expertise. Des remerciements particuliers sont dus aux rédacteurs de la publication, Dr. Živojin Đurić, directeur de l'Institut d'études politiques de Belgrade, ainsi qu'aux collègues Dr. Jelena Todorović Lazić, MA Mladen Lišanin et MA Dušan Gujaničić, qui ont sincèrement soutenu le projet, ainsi que la publication du recueil. Nous adressons également toute notre gratitude aux membres de notre famille pour leur patience, leur compréhension et leur soutien.

Nous transmettons au public le recueil des articles *La France et la Serbie: les défis de l'amitié éternelle* dans l'espoir que la

publication atteigne l'objectif, à travers un hommage au 180e anniversaire des relations diplomatiques franco-serbes, d'être la base scientifique de l'évolution favorable des relations franco-serbes à l'avenir.

Après la publication de la première édition de ce Recueil, on a pu constater l'intérêt porté à l'héritage des relations franco-serbes. Notre Recueil s'est retrouvée dans les bibliothèques de France et de Serbie, ainsi que dans les mains de nombreux universitaires, étudiants, diplomates et d'un lectorat plus large. Les articles publiés dans ce Recueil ont initié des discussions et l'organisation de tables rondes à Belgrade et à Paris. Nous avons repoussé les limites de la connaissance du passé et du présent des relations franco-serbes. Un nouveau chapitre dans le développement des relations franco-serbes et de la coopération entre les deux pays, nous incitait à décider d'une seconde édition révisée à l'occasion du 185e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Serbie.

27 janvier 2023  
Belgrade et Paris

Dr. Aleksandra Kolaković  
Dr. Sacha Markovic

**Dr. Uroš Tatić**

*collaborateur scientifique*

*Institut d'Histoire de Belgrade, Belgrade, Serbie*

---

## **LE SOUTIEN DE LA FRANCE À LA SERBIE POUR OBTENIR LES FORTERESSES DES TURCS EN 1867\***

### **Résumé**

---

*Après la bataille de Sadowa (le 3 juillet 1866), la France ne voulait pas que la crise en Europe s'approfondît à cause des événements dans l'Empire Ottoman. Déterminé à empêcher le démantèlement de la Turquie, Napoléon III mit au second plan l'application du principe des nationalités dans les Balkans. Le soutien de la France aux chrétiens de l'Empire Ottoman dépendait du degré de consensus avec la Russie et l'Autriche sur d'autres questions. Dans ces circonstances, durant l'automne 1866, le gouvernement serbe se décida à demander à la Porte la cession des forteresses tenues par les garnisons turques sur le territoire de la Principauté. Le président du gouvernement Ilija Garašanin voulait savoir si la France était prête à soutenir cette réclamation de la Serbie et dans quelle mesure elle pouvait compter sur l'appui de celle-ci. Afin d'inciter l'engagement de Paris, Garašanin déclara que, dans le domaine de la*

---

\* Le travail est le résultat des recherches effectuées sur le projet du Ministère de l'Éducation, de Science et du Développement Technologique de la République de Serbie l'Europe et les Serbes(1804-1918), les incitations et les enjeux de l'Époque moderne européenne (Evropa i Srbi (1804-1918), podsticaji i iskušenja evropske Moderne, 177031).

*politique extérieure, la Principauté devait peut-être se tourner vers la Russie. Le gouvernement français devint plus tolérant. En raison de la menace du soulèvement général dans les Balkans, Lionel Moustier, le ministre des Affaires Etrangères, considéra qu'il était nécessaire de parvenir à un accord l'année suivante à la fin du printemps. De crainte que cette proposition désagréable à la Porte concernant la cession des forteresses aux Serbes contribuât à l'affaiblissement de l'influence française à Constantinople, le ministre essaya d'inciter l'Autriche à prendre l'initiative à ce sujet. Le comte de Beust, le nouveau ministre autrichien des Affaires Etrangères, adopta le point de vue français. De son côté, Moustier adopta la proposition du gouvernement de Vienne selon laquelle le voyage du prince Michel à Constantinople pour présenter ses hommages au sultan devait constituer une garantie suffisante que la Principauté ne ferait pas de nouvelles complications à la Turquie et aux puissances garantes. Nicolas Bourrée, ambassadeur français à Constantinople s'engagea auprès de la Porte en faveur de la Serbie. Tout en consultant au gouvernement turc de s'entendre à tout prix avec la Principauté, Moustier menait avec Saint-Pétersbourg les négociations sur la Question d'Orient. Bien qu'elle ait agi ainsi en faveur de l'Empire Ottoman, la France, en contrepartie du service qu'elle rendait à la Serbie dans l'affaire de la remise des forteresses en question, demandait à Saint-Pétersbourg la réalisation des projets de guerre contre la Prusse qu'elle avait en vue. En donnant ce soutien à la Principauté, le gouvernement des Tuileries souhaitait empêcher les actions futures de celle-ci entreprises dans le but d'agrandir son territoire et de conquérir son indépendance. Il apparaissait que la Porte avait pris l'initiative pour cette démarche. Le 3 mars 1867, le Grand Vizir Ali-pacha lut à Jovan Ristić, ministre serbe à Constantinople, la lettre où*

*il portait à la connaissance du prince Michel que la Porte consentait à la Serbie la cession des forteresses.*

**Mots clés:** *les forteresses, Moustier, le prince Michel, France, Serbie, la Porte.*

---

À l'été 1866, la France ne voulut pas que la crise en Europe s'approfondît à cause des événements en Orient. Malgré son assurance en la victoire autrichienne, les conseils de Saint-Pétersbourg et de Paris ont contribué pour une bonne part à la résolution du gouvernement serbe de s'abstenir de la participation à la guerre austro-prussienne.<sup>1</sup> La situation a complètement changé après la bataille de Sadowa. Le président du gouvernement serbe Ilija Garašanin ne pouvait pas prévoir l'avenir de l'Autriche, mais il estimait critique sa situation. Il a exprimé ses doutes concernant le bruit qui courait : que Napoléon III avait offert à l'Autriche un agrandissement territorial en Orient comme compensation pour une alliance conclue avec la France contre la Prusse. Garašanin considérait que cette politique serait sans fondement et qu'elle favoriserait l'extension de l'influence russe sur les Slaves en Autriche, ce que l'empereur des Français ne voulait certainement pas.<sup>2</sup> Le président du gouvernement serbe a encore une fois exprimé son opinion que le maintien de l'Empire Ottoman n'était pas viable et que la Question d'Orient ne pourrait être durablement réglée que par une satisfaction des intérêts des peuples chrétiens.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Archives du Ministère des Affaires Etrangères (AMAE) Paris, Correspondance politique des consuls (1826-1896), Turquie-Belgrade 16, No 2, Druyn de Lhuys à Botmiliau, Paris, le 22 juin 1866; Milan Piroćanac, Knez Mihailo i zajednička radnja balkanskih naroda, Državna štamparija Kraljevine Srbije, Beograd, 1895, p. 123.

<sup>2</sup> Урош Тагић, «Политика Француске према Кнежевини Србији у време одржавања Преображенске скупштине 1861. Године», *Историјски часопис*, бр. 67, 2018, стр. 215.

<sup>3</sup> Nikola Petrović, „Austro-ugarska nagodba, gradovi i Istočno pitanje“, *Oslobođenje gradova u Srbiji od Turaka 1862-1867. god. Zbornik radova prikazanih na naučnom skupu Srpske akademije nauka i umetnosti, održanom od 22. do 24. maja 1967. god. u Beogradu povodom proslave 100-godišnjice oslobođenja gradova*, Srpska akademija nauka i umetnosti, Beograd, 1970, p. 264.

Les objectifs de la politique française sont devenus plus clairs au cours des dernières années.<sup>4</sup> Les chrétiens dans les Balkans ont perdu le soutien de Napoléon III. Désormais, il allait les utiliser comme un moyen pour parvenir à un accord avec l'Autriche et avec la Russie.<sup>5</sup> Cette ligne de conduite de la politique française, annoncée par la circulaire du 16 septembre 1866, fut rédigée par le ministre par intérim, le marquis de Lavalette. Une phrase de cette circulaire a notamment produit une impression profonde sur l'opinion publique en Serbie : «L'Autriche dégagée de ses préoccupations italiennes et germaniques, n'usant plus ses forces dans des rivalités stériles, *mais les concentrant à l'Est de l'Europe*, représente encore une puissance de 35 millions d'âmes». Cette déclaration a été interprétée à Belgrade comme une invitation faite à l'Autriche de s'emparer des provinces turques, plus particulièrement menacées en Bosnie et en Herzégovine selon l'opinion publique serbe. La Serbie avait également des craintes pour son avenir. Plusieurs personnes en avaient parlé avec une certaine inquiétude à Botmiliau, consul de France à Belgrade, parce qu'elles pressentaient que la politique française en Orient pourrait être modifiée. Il parut au consul que le sentiment dominant dans le public serbe était le suivant : si les Serbes ne pouvaient pas former un Etat indépendant, il était préférable de remettre son sort entre les mains de la Russie que de tomber sous la domination autrichienne.<sup>6</sup>

Face à ce danger, la Serbie intensifia les négociations avec les autres peuples chrétiens. La Principauté prit la décision de mettre fin aux préparatifs militaires jusqu'à l'été 1867. Son motif de guerre contre la Turquie fut l'obtention des forteresses occupées encore et toujours par les garnisons turques, qui devaient les livrer aux Serbes. Mécontenté des solutions proposées à la Conférence de Canlidja, la Serbie signala aux grandes puissances à plusieurs reprises que la présence des garnisons turques dans les

---

<sup>4</sup> Урош Тагић, «Став Француске према испоруци оружја Србији 1862. године», *Војно-историјски гласник*, бр. 1, 2012, стр. 25.

<sup>5</sup> Grgur Jakšić, Vojislav Vučković, *Spoljna politika Srbije za vlade kneza Mihaila*. Prvi balkanski savez, op. cit., pp. 296-297.

<sup>6</sup> АМАЕ, Turquie-Belgrade 16, No 229, Botmiliau à Moustier, Belgrade, le 1er octobre 1866.

forteresses était la raison principale de ses désaccords avec la Porte. Cependant, le problème consistait en ceci que cette réclamation de la Principauté ne reposait pas sur un fondement légal ferme, le Traité de Paris de 1856 ayant accordé à la Turquie le droit explicite de maintenir les garnisons dans ces villes. Par conséquent, satisfaire cette revendication serbe dépendait exclusivement de la bonne volonté de la Porte, c'est-à-dire des pressions qui allaient s'exercer sur elle par suite des circonstances défavorables dans lesquelles elle s'était trouvée. Il était indispensable de déposer une revendication périodiquement et opportunément afin que la diplomatie européenne ne doutât pas que sa non réalisation allait servir à la Principauté de motif de guerre. Garašanin n'était pas d'accord avec le fait que la réclamation fût adressée seulement au gouvernement turc.<sup>7</sup>

Malgré une profonde méfiance du gouvernement de Belgrade, il était nécessaire de vérifier encore une fois l'attitude de la France sur la question serbe. D'abord, l'action a été entreprise par l'intermédiaire de l'ancien ministre de la guerre serbe, le colonel Hippolyte Mondain, et ensuite par l'intermédiaire de l'historien et du publiciste Abdolonyme Ubicini.<sup>8</sup> Par la lettre d'Ubicini au président du Conseil Jovan Marinović, on a l'impression que la Serbie a été sur le moment prête à maintenir la paix pourvu que la Turquie abandonnât les forteresses et qu'elle fit encore quelques concessions territoriales (comme exemple le publiciste mentionna la Vieille Serbie). Ubicini eut la tâche de remettre à Napoléon III le mémoire dans lequel le gouvernement serbe fit ressortir que l'idée de l'expansion de l'Autriche en Orient, exprimée dans le circulaire de Lavalette, était irréalisable et que la création de la grande confédération des peuples chrétiens était dans l'intérêt de la France.<sup>9</sup> Ce mémoire du gouvernement serbe eut pour but

<sup>7</sup> Grgur Jakšić, Vojislav Vučković, *Spoljna politika Srbije za vlade kneza Mihaila. Prvi balkanski savez*, op. cit., pp. 296-297.

<sup>8</sup> Урош Татић, «Иполит Монден у Србији : Други боравак (1861–1865)», *Војно-историјски гласник*, бр. 1, 2014, стр. 68

<sup>9</sup> AS (Archives de Serbie), fonds Pokloni i otkupi (PO) 76/35, Ubicini à Marinović, Paris, le 2 novembre 1866; PO 76/36, Ubicini à Marinović, Paris, le 4 novembre 1866.

d'écarter la conviction de la France que la Principauté de la Serbie était le principal représentant de la politique russe dans les Balkans.

Après deux premières tentatives vers la fin d'octobre 1866, la troisième eut pour but de gagner le cabinet de Paris au projet serbe de la libération des Balkans et de l'Europe centrale. Cette fois-ci, Ilija Garašanin s'est adressé personnellement au consul Botmiliau à la veille de son départ en congé pour Paris. Encore une fois, Garašanin s'est employé à convaincre la France que son soutien aux intérêts de l'Autriche en Orient allait contribuer à la victoire de l'influence russe. Ayant parlé des souffrances des populations chrétiennes soumises à la domination ottomane, Garašanin a ouvertement déclaré qu'un soulèvement général de ces populations pouvait éclater du jour au lendemain. La Principauté ne prendra pas l'initiative du soulèvement, mais, s'il éclate, elle se joindra à ces populations, et elle leur apportera le concours de toutes les forces dont elle peut disposer, *quelles que soient les conséquences de la lutte*. Elle ne se fait aucune illusion sur les dangers de cette lutte, et elle veut compter sur l'appui du gouvernement de l'Empereur. Avec lui, elle est sûre de la victoire, et l'influence de la France en Orient devient à jamais dominante. Si la France le lui refuse, elle se trouvera dans l'obligation de demander cet appui à la Russie, dont l'influence alors dominera seule sur ces provinces de la Turquie.<sup>10</sup>

En redoutant l'influence déjà si grande de la Russie, Garašanin demanda l'appui de la France. Ayant laissé à Moustier, ministre des Affaires Etrangères, le soin de répondre aux ouvertures du président du gouvernement serbe, Botmiliau exprima l'opinion que les plus grands efforts devaient être tentés pour éviter une lutte entre les Turcs et les populations chrétiennes de l'Empire. Le consul craignait que, même vainqueurs, les chrétiens ne seraient pas en état de réorganiser l'Empire Ottoman ; l'anarchie qui éclaterait de toutes parts conduirait presque inévitablement à l'intervention étrangère. Afin d'empêcher la guerre d'éclater, Botmiliau proposait que la Porte fît des concessions aux populations chrétiennes

---

<sup>10</sup> Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871, t. I-XXI, Henri Charles-Lavauzelle, Paris 1910/1932, t. XIII, no 3689, pp. 5-7, Botmiliau à Moustier, Paris, le 21 octobre 1866.

qui lui étaient soumises. Elle devait concéder aux Serbes les lieux comme Mali Zvornik, Kastel et Ada Kale, peu importants du point de vue stratégique, ainsi que les forteresses de Šabac et de Smederevo. Bien que l'abandon de la citadelle de Belgrade soit sans doute une affaire beaucoup plus grave, il était peut-être politiquement plus sage de l'abandonner, à condition de détruire au préalable ses fortifications.<sup>11</sup>

Le gouvernement des Tuileries apprit du rapport de son consul à Belgrade que la Serbie était déterminée à entamer la guerre contre la Turquie pour libérer les Slaves et pour créer son Etat indépendant. L'exposé de Garašanin ne fut qu'un avertissement parce que le gouvernement serbe, sans attendre la réponse, prit des mesures afin d'obtenir le soutien de la Russie. Cette initiative fut prise presque simultanément. Les fêtes à l'occasion du mariage du prince héritier russe Alexandre donna à la Principauté une bonne occasion d'entamer à Saint-Pétersbourg, par l'intermédiaire de l'émissaire extraordinaire Jovan Marinović, les pourparlers sur le développement des événements dans les Balkans.<sup>12</sup>

Les circonstances internationales étaient favorables aux intentions du gouvernement serbe. La faiblesse de l'Autriche, la situation peu enviable où la Porte s'était trouvée par suite de l'insurrection crétoise, l'activité accrue de la Russie, tout cela fut profitable à la Principauté au moment où était soulevée la question de l'évacuation des garnisons turques casées dans les forteresses en Serbie.<sup>13</sup> Le prince Michel, en accord avec ses conseillers, décida d'envoyer directement sa demande au Grand Vizir sans en informer des puissances garantes. La lettre du souverain serbe devait être rédigée dans un ton conciliant pour ne pas dévoiler ces intentions de guerre à la Porte, celle-ci et les puissances garantes devant avoir l'impression que la cession des forteresses était la dernière revendication de la Principauté. Cette tâche a été confiée à

<sup>11</sup> Ibidem, n° 3690, pp. 7-8, Botmiliau à Moustier, Paris, le 21 octobre 1866.

<sup>12</sup> Grgur Jakšić, Vojislav Vučković, *Spoljna politika Srbije za vlade kneza Mihaila. Prvi balkanski savez*, op. cit., p. 300.

<sup>13</sup> Vasilj Popović, *Politika Francuske i Austrije na Balkanu u vreme Napoleona III*, Grafički zavod „Makarije“ A. D., Beograd-Zemun, 1925, p. 120.

Jovan Marinović, diplomate très expérimenté. En ménageant la susceptibilité de la Porte, avec mesure, politesse et dignité, Marinović exprima la volonté du prince que les forteresses ruinées avec les garnisons turques, source constante de méfiance devaient être évacuées du territoire serbe. Le 10 novembre, Ristić a remis la lettre au grand vizir Mehmed Rüşdi Pacha. Il a lu immédiatement cette lettre et a déclaré que le gouvernement turc allait examiner cette demande.<sup>14</sup>

La montée de la Prusse après la bataille à Sadowa perturba l'équilibre entre les grandes puissances. La diplomatie française développait une grande activité pour rétablir l'équilibre européen. Après l'échec de ses négociations avec la Prusse afin d'obtenir élargissement territorial en direction de la rive du Rhin, le gouvernement de Paris essaya de s'assurer l'alliance avec l'Autriche ou la Russie. L'entente avec l'une de ces deux puissances allait permettre à la France de réaliser sa revendication par la voie des armes. En dehors de la protection des intérêts français en Occident, la Question d'Orient fut le sujet principal des négociations entre Paris, d'un côté, la Russie et l'Autriche, de l'autre. Le refroidissement dans les relations avec la Russie en raison de l'insurrection polonaise de 1863 contribua au changement de l'attitude de la France envers la Turquie. Ayant accepté le point de vue britannique que chaque agitation dans les Balkans pouvait servir à la Russie, le gouvernement français s'engagea pour le maintien de l'Empire Ottoman. Etant considérée comme le principal représentant de la politique russe dans les Balkans, de même qu'un centre de ralliement des peuples chrétiens, la Serbie ressentit grandement le changement d'attitude de Paris.

Ayant répondu à Botmiliau, le nouveau ministre français des Affaires Etrangères, le marquis Lionel de Moustier relevait que l'opinion publique serbe avait mal interprété la circulaire de Lavalette, c'est-à-dire que le passage concernant le rôle de l'Autriche fut

---

<sup>14</sup> Grgur Jakšić, Vojislav Vučković, *Spoljna politika Srbije za vlade kneza Mihaila. Prvi balkanski savez*, op. cit., pp. 301-302; Jovan Ristić, *Spoljašnji odnošaji Srbije novijega vremena*, I-III, Štamparija Kraljevine Srbije, Beograd, 1887-1901, II, pp. 462-469.

mal compris. Les craintes qui s'étaient manifestées, il y a quelques mois, que le gouvernement de Vienne cherchait dans l'annexion des provinces slaves du Nord de l'Empire Ottoman une compensation à la cession de la Vénétie, tendaient à favoriser un retour de l'influence de la Russie à Belgrade. Le ministre invita le consul à représenter au gouvernement du prince Michel que la politique de la France était avant tout conservatrice et qu'elle n'était pas disposée à seconder les projets qui avaient pour conséquence de porter atteinte à l'autonomie des populations chrétiennes en Orient.<sup>15</sup>

À la mi-novembre 1866, le baron de Budberg, ambassadeur russe à Paris, indiqua à Moustier le fait que la décision récemment prise en faveur de l'unification des Principautés Danubiennes n'était pas bien vue par les Serbes à cause d'un sentiment d'envie. Il a ajouté qu'il y avait peut-être opportunité à leur accorder des satisfactions analogues, notamment en ce qui concerne l'évacuation des forteresses et le règlement de la question de l'hérédité du trône princier. L'ambassadeur de Russie a rappelé à Moustier l'attitude que celui-ci avait eue à Constantinople en 1862, lors du bombardement de Belgrade, et lui demanda s'il était disposé à appuyer de nouveau les vœux des Serbes. De la part du chargé d'affaire du consulat à Belgrade Moustier a pris connaissance d'une fausse information selon laquelle Garašanin se rendait à la Russie personnellement à l'occasion de la fête du mariage du prince héritier. Cette nouvelle ainsi que l'engagement de Budberg en faveur des demandes serbes contribuèrent au renforcement des doutes chez le ministre français concernant la participation russe aux projets du gouvernement de Belgrade.<sup>16</sup>

Ayant décidé d'empêcher le démembrement de la Turquie et l'expansion de l'influence russe, Moustier dut rassurer les Serbes. La question des forteresses lui en fournit une occasion favorable. Cependant, le ministre considérait que les démarches auprès de la Porte devaient être prises en accord avec l'Autriche. Le cabinet de Vienne avait le plus grand intérêt à ne pas voir se produire dans les

<sup>15</sup> AMAE, Turquie-Belgrade 16, No 4, Moustier à Botmilieu, Paris, le 19 octobre 1866.

<sup>16</sup> Ibidem, Russie 237, No 77, Moustier à Talleyrand, Paris, le 12 novembre 1866.

provinces slaves de la Turquie un mouvement dont le contre-coup se ferait nécessairement sentir parmi les populations de même origine et de même croyance qui appartiennent à la couronne d'Autriche. C'est au gouvernement autrichien qu'il appartenait d'examiner la façon dont il serait possible de recommander à Constantinople la satisfaction des revendications formulées par la Serbie en échange des garanties que le gouvernement ottoman, ainsi que les puissances signataires du Traité de Paris, sont en droit d'exiger d'elle. Le duc de Gramont, ambassadeur français à Vienne, fut chargé de faire cette proposition au comte de Beust, ministre autrichien des Affaires Étrangères.<sup>17</sup>

Beust pensait qu'il était préférable pour la Turquie qu'elle fasse à la Serbie une concession qui ne porterait pas atteinte à l'intégrité de l'Empire. La satisfaction des réclamations serbes présentait une garantie pour le maintien de la paix dans les Balkans.<sup>18</sup> La cession des forteresses à la Serbie était la dernière limite jusqu'à laquelle Beust était prêt à aller pour dissuader le cabinet de Belgrade de l'une action de plus grande envergure dans les Balkans en effervescence.<sup>19</sup> En même temps, il exprima le désir de s'entendre avec le gouvernement des Tuileries sur tous les points que comprend la Question d'Orient. Par conséquent, Beust fut disposé à conseiller à la Porte l'abandon de la citadelle de Belgrade dont l'occupation par les troupes turques, sans utilité réelle au point de vue stratégique, avait l'inconvénient d'être pour les Serbes une cause permanente d'humiliation et de mécontentement. Etant d'accord avec ce que Moustier fit savoir au baron Budberg, Beust pensa que les concessions qui pouvaient être faites à la Serbie devaient être proportionnées aux garanties qu'elle allait donner, tant à la Porte qu'aux puissances garantes, de sa forte intention de rester unie à l'Empire Ottoman. Convaincu que la Russie encourageait cette démarche du prince Michel, Beust considérait nécessaire de s'enquérir

---

<sup>17</sup> Ibidem, Autriche 493, No 112, Moustier à Gramont, Paris, le 13 novembre 1866.

<sup>18</sup> Grgur Jakšić, Vojislav Vučković, *Spoljna politika Srbije za vlade kneza Mihaila. Prvi balkanski savez*, op. cit., pp. 308-309.

<sup>19</sup> Nikola Petrović, „Austro-ugarska nagodba, gradovi i Istočno pitanje“, op. cit., p. 269.

préalablement des garanties que le cabinet de Saint-Pétersbourg pouvait offrir contre l'usage ou l'abus de l'énorme influence qu'il exerçait en Serbie.<sup>20</sup>

Bien que le ministre français avait des motivations différentes de celles qui l'avaient conduit à l'époque où il avait, comme ambassadeur, appuyé le point de vue serbe, il est important de noter que Moustier soutenait toujours l'idée que la garnison turque devait quitter la forteresse de Belgrade. Au moment où elle chercha à assurer des compensations territoriales et ses frontières orientales, ainsi que de trouver un allié pour la guerre contre la Prusse, la France avait un intérêt direct à maintenir la paix dans l'Empire Ottoman. Moustier considérait que ce but devait être réalisé par la cession au prince Michel de la forteresse de Belgrade. Moustier estima que les réclamations du prince Michel, appuyées par l'Autriche, n'avaient pas la même portée qu' auparavant, quand elles n'étaient soutenues que par la Russie.<sup>21</sup>

Sur la question de la cession des forteresses aux Serbes, Moustier voulut inciter l'Autriche à prendre l'initiative. L'attitude du ministre fut fondée sur la conviction que cette proposition désagréable à la Porte contribuait à l'affaiblissement de l'influence française à Constantinople. Bien qu'il fût en correspondance permanente avec Vienne, le gouvernement français ne renonçait pas rallier Saint-Pétersbourg à un accord. La France ne voulut pas trop s'éloigner de la Russie avec laquelle elle menait, juste à ce moment-là, les négociations sur la Question d'Orient et sur la protection de ses intérêts en Occident. Le gouvernement des Tuileries soutenait entre autres la réclamation serbe par égard envers de Saint-Pétersbourg.<sup>22</sup> Ali-pacha, le ministre turc des Affaires Etrangères, dit que la Porte n'allait pas se prononcer au sujet de la demande serbe avant d'écouter l'opinion du gouvernement des Tuileries. Cependant, bien qu'elle considérât que la Serbie devait être

<sup>20</sup> AMAE, Autriche 493, No 149, Gramont à Moustier, Vienne, le 26 novembre 1866.

<sup>21</sup> Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871, tome XIII, No 3940, pp. 299-300, La Tour d'Auvergne à Moustier, Londres, le 18 décembre 1866.

<sup>22</sup> Vasilj Popović, *Politika Francuske i Austrije na Balkanu u vreme Napoleona III*, op. cit., p. 121.

soutenue, la France était indécise. La réserve de la Russie contribua à cette attitude, en exerçant son influence sur la méfiance toujours plus grande du cabinet de Paris.<sup>23</sup>

En apprenant la réponse d'Ali-pacha à Moustier, le gouvernement de Vienne décida de prendre l'initiative. Il voulait à tout prix empêcher la solution radicale de la Question d'Orient et le démembrement de la Turquie. Prokesch conclut que la Porte n'allait pas prendre en considération la demande serbe sans la pression des puissances et qu'une attitude semblable était nécessaire comme preuve auprès du sultan. Quant aux garanties, l'ambassadeur autrichien considéra que les suivantes devaient être demandées de la Serbie : 1) que le prince Michel présente ses hommages au sultan ; 2) l'augmentation du tribut. Le ministre autrichien décida de soutenir ouvertement la demande du prince afin de rallier les Serbes. De cette manière la Russie n'allait pas s'attribuer, à elle seule, le succès éventuel de cette démarche.<sup>24</sup>

En apprenant la demande serbe, après un échange de vues avec Budberg et Beust, Moustier adopta la proposition autrichienne. Cependant, il n'pas voulu en informer immédiatement Ali-pacha. La principale raison pour laquelle Moustier s'abstenait d'exprimer sa position à propos des forteresses, ce furent les négociations franco-russes sur la Question d'Orient, déjà mentionnées. Elles commencèrent au milieu de novembre 1866 à Compiègne où Budberg fut invité par Napoléon III. La principale condition pour que la France adhérât à l'entente avec la Russie sur les affaires d'Orient fut avant tout l'adhésion préalable du cabinet de Saint-Pétersbourg à la politique de Paris en Occident.

Au cours des pourparlers avec Moustier, Budberg émit les principes sur lesquels, selon l'opinion du gouvernement de Saint-Pétersbourg, les deux puissances devaient parvenir à un accord : 1) que la Russie n'ait aucune ambition et ne songeât à s'appropriier et encore moins sa capitale; 2) que les chrétiens d'Orient n'étaient pas mûrs pour une indépendance complète; 3) qu'un progrès graduel

<sup>23</sup> AMAE, Turquie 368, No 66, Moustier à Bonnières, Paris, le 22 novembre 1866.

<sup>24</sup> Leopold Ranke, *Srbija i Turska u XIX veku*, Parna štamparija D. Dimitrijevića, Beograd 1879, p. 492.

était pour le gouvernement turc, comme pour les populations soumises à ses lois, préférable à toutes les solutions violentes ; 4) qu'il importait de régler pratiquement les conflits partiels, dont l'extension, si on ne l'arrêtait pas, poserait prématurément le problème dans toute son étendue.

Dans la note de Saint-Pétersbourg que Budberg avait lue à Moustier, la Serbie ne fut pas mentionnée, ce qui a étonné le ministre français. Malgré cela, dans leur conversation, les deux diplomates discutèrent de la Principauté. Moustier estima que la Porte devait se réconcilier avec les Crétois et avec les Serbes à quelque prix que ce fût. Le ministre français conseilla au gouvernement turc de consentir à la Crête un gouvernement semi-indépendant et d'abandonner à la Serbie la citadelle de Belgrade. Il lui semblait très souhaitable que de telles concessions émanent de l'initiative du sultan. Moustier proposa aux grandes puissances de recourir à des conseils amicaux adressés séparément, mais simultanément, à la Porte. Si ces conseils n'étaient pas écoutés, il y aurait lieu de délibérer sur le recours à une pression exercée sur elle en commun. Le ministre fit observer que l'action de la France et des autres puissances dans ce sens serait subordonnée aux garanties qui leur seraient offertes pour la sécurité de l'Empire Ottoman. A côté des Serbes, des Crétois et des Grecs, ces garanties devaient être reçues par le gouvernement russe lui-même qui pouvait par son attitude et ses conseils calmer sensiblement les populations chrétiennes.

Le principal sujete de négociation entre les deux puissances fut le principe de non-intervention appliqué dans les conflits en Orient. La Russie tenait beaucoup à s'entendre avec Paris sur cette question. Moustier insista que ce principe devait être imposé aux Grecs, aux Serbes et aux Roumains. Dans le cas contraire, les grandes puissances allaient avoir les mains liées pour la défense de l'ordre en Orient, tandis que les éléments de désordre allaient s'y trouver déchaînés. Moustier n'a pas caché de Budberg qu'il lui était difficile de saisir le genre d'intérêt que la Russie attachait à poser la non-intervention comme règle de conduite et des résultats pratiques qu'elle en attendait. Budberg n'a pu lui fournir aucun éclaircissement à cette égard. Moustier crut entrevoir que le cabinet

de Saint-Pétersbourg était surtout préoccupé des projets que l'Autriche pourrait nourrir éventuellement à propos de la Serbie d'une part et de la Bosnie et Herzégovine d'autre part. La Russie avait en vue d'empêcher dans toute hypothèse la Monarchie des Habsbourg d'occuper, pour sa sécurité, ces provinces de la Turquie si elles venaient à se révolter contre le sultan.<sup>25</sup>

Au début même de son entretien avec Gortchakoff à Saint-Pétersbourg, le baron Talleyrand, ambassadeur français, mentionna la Serbie. Le vice-chancelier a approuvé les conseils de réconciliation que Moustier avait fait entendre à la Porte concernant les Crétois et les Serbes. Il partageait le désir du ministre français de voir le sultan prendre l'initiative des concessions. Le vice-chancelier considérait que, par suite d'une entente préalable, les conseils pouvaient être adressés simultanément et séparément, sans perte aucune de temps. En cas d'insuccès, Gortchakoff serait prêt à délibérer sur le recours à d'autres mesures contre la Porte. Il estima que le principe de non-intervention ne pouvait assermenter que les pays étrangers, comme la Grèce, mais les sujets chrétiens auraient agréé ce principe seulement dans le cas où les pouvoirs de police leur seraient confiés dans l'Empire Ottoman. Gortchakoff a dit à Talleyrand qu'il serait toujours disposé à un échange d'idées entre les cabinets, mais qu'il n'était pas prêt pour une conférence.<sup>26</sup>

Compte tenu de cette déclaration du vice-chancelier, on peut tirer la conclusion que la convocation d'une conférence à laquelle les questions les plus graves de l'Empire Ottoman devaient être soumises à la résolution ne conviendrait pas aux projets du gouvernement de Saint-Pétersbourg. Il voulut se laisser les mains libres au sujet des décisions futures. Hormis cela, la Russie donnant à savoir que la France avait adhéré à l'application du principe de non-intervention dans les conflits d'Orient, essaya d'inciter les autres puissances à l'adopter. Dans ce but, elle dévoila au gouvernement autrichien les détails des négociations franco-russes.

Le comte de Stackelberg, l'ambassadeur russe à Vienne, a communiqué à Beust, début janvier 1867, le contenu de la dépêche

---

<sup>25</sup> AMAE, Russie 237, No 83, Moustier à Talleyrand, Paris, le 24 décembre 1866.

<sup>26</sup> Ibidem, Russie 238, Talleyrand à Moustier, Saint-Pétersbourg, le 2 janvier 1867.

de Gortchakoff du mois de novembre de l'année précédente que l'ambassadeur Budberg avait lue à Napoléon III au cours de leur entretien au Château de Compiègne. Répondant à une ouverture secrète du cabinet de Paris adressée à Saint-Pétersbourg, le vice-chancelier exprimait le désir de l'empereur russe, son maître, de sceller une entente cordiale avec le souverain français. Alexandre II devait se livrer à l'examen des diverses conditions qu'il croyait nécessaires pour que cette entente produise dans la pratique, les résultats souhaitables du point de vue du maintien général de la paix et de la solution des difficultés qui naissaient en Orient. Il devait déclarer que le principe de non-intervention serait dorénavant rigoureusement appliqué par toutes les puissances dans les conflits qui viendraient à éclater entre la Porte et ses sujets chrétiens. Tels seraient les principaux traits de cette dépêche, dont le duc de Gramont, l'ambassadeur français à Vienne, n'a pas eu connaissance. Le comte de Stackelberg a informé le baron Beust que le cabinet de Paris, ayant adhéré aux propositions du gouvernement de Saint-Pétersbourg, avait établi une entente complète entre la Russie et la France sur les bases suivantes : demander à la Porte d'accorder à la Crète une entière autonomie, en ne conservant sur l'île que des droits et des rapports de suzeraineté ; 2) demander également au gouvernement turc de satisfaire les réclamations de la Serbie ; 3) s'abstenir de toute intervention entre la Porte et ses sujets chrétiens dans le cas d'un conflit ; 4) exercer à Constantinople une pression énergique, identique et simultanée, pour amener la Porte à ces concessions ; 5) dans le cas d'un refus, se concerter pour prendre les mesures les plus à même de produire les résultats recherchés.

Dans son entretien avec le duc de Gramont, Beust exprima sa surprise face à cette attitude du gouvernement français. Rien dans le langage de Moustier ou de Gramont n'autorisait Beust à croire que les pourparlers entre la France et la Russie étaient déjà entamés. Les derniers rapports du prince de Metternich présentaient Moustier comme étant disposé à bien accueillir les propositions du gouvernement de Vienne, conçues conformément aux vues du cabinet de Paris. Gramont répondit au ministre autrichien qu'il ne savait rien des pourparlers entre la France et la Russie. Il

ne fut pas prêt pour le débat sur des faits dont son gouvernement ne l'avait pas informé et qui ne parvenaient à sa connaissance que par l'intermédiaire du comte de Stackelberg. Au surplus, il ne voyait pas, en admettant que les pourparlers fussent menés, qu'il y avait contradiction entre les conventions franco-russes et les propositions autrichiennes. Ce que le cabinet de Vienne recherchait avant tout, c'était le but même de l'accord dont on venait de lui donner la nouvelle : le dernier paragraphe de cet accord contient les motifs pour convocation d'une conférence qui fera l'objet des ouvertures autrichiennes.

Beust a dit à l'ambassadeur français que les documents mentionnés, ainsi que ces informations, ne faisaient que fortifier son opinion que le gouvernement de Saint-Pétersbourg voulait susciter le conflit et non pas le prévenir. Selon lui, dans le cas où les puissances adopteraient le principe de non-intervention, la Question d'Orient serait résolue au bénéfice exclusif de la Russie. Par conséquent, au moment où les autres puissances s'effaçaient, le cabinet de Saint-Pétersbourg reprenait le libre usage de tous ses moyens d'action. Pour recueillir les fruits de ces sacrifices, il avait besoin d'un conflit en dehors du contrôle et de l'intervention des autres puissances européennes. L'intérêt européen était de prévenir le conflit au lieu de le provoquer car, une fois la lutte engagée, il n'était vraiment pas possible d'en prévoir les conséquences.<sup>27</sup>

En répondant à Gramont, Moustier expliqua qu'à cause du caractère confidentiel de la note de Gortchakoff de novembre de l'année précédente, il ne s'est pas cru autorisé à lui en faire part. C'était pour cette raison que le ministre fut d'autant plus étonné que Stackelberg connût le contenu de ce document et ait cru devoir en entretenir Beust. Moustier démentit qu'un accord fut établi entre la France et la Russie en faisant savoir clairement que la proposition du gouvernement de Saint-Pétersbourg concernant l'application du principe de non-intervention n'avait pas été adoptée.<sup>28</sup> D'un

---

<sup>27</sup> Ibidem, Autriche 494, No 8, Gramont à Moustier, Vienne, le 7 janvier 1867.

<sup>28</sup> Ibidem, No 5 et No 8, Moustier à Gramont, Paris, le 11 et le 13 janvier 1867; Gramont à Moustier (les deux dépêches: la première sans date et No 12), Vienne, le 16 janvier 1867.

autre côté, Gortchakoff nia que Stackelberg fût informé de la note confidentielle que Beust analysa lors son entretien avec Gramont.<sup>29</sup> Cependant, le procédé du baron de Brunow, l'ambassadeur russe à Londres, qui dévoila au gouvernement de Londres le contenu de cette dépêche, témoigna du fait que le vice-chancelier russe n'avait pas dit la vérité.<sup>30</sup> Ayant envoyé à Vienne la copie de sa lettre du 24 décembre à Talleyrand dans laquelle se trouvait la proposition de Gortchakof sur l'entente franco-russe, Moustier essaya de prouver à Gramont que les bases de l'entente étaient tout à fait différentes de celles contenues dans la dépêche que le vice-chancelier avait envoyée à Stackelberg et dont il a transmis à Beust le contenu. Il est certain que Moustier, lors de cet incident, avait agi sur les ordres de Napoléon III lui-même. L'empereur n'abandonnait jamais son projet d'alliance avec la Russie qui, selon lui, valait mieux que l'alliance avec l'Autriche. Malgré cet incident, les négociations franco-russes ont été poursuivies et ont été menées en même temps que l'on menait celles entre Paris et Vienne. L'entente avec la Russie en Orient était indispensable pour Napoléon afin de s'assurer une liberté d'action en Occident, c'est-à-dire l'adhésion de Saint-Pétersbourg à sa politique envers la Prusse.

Dans la poursuite de ses négociations avec la Russie, la France refusa le principe de non-intervention. Les principaux sujets furent la Crête et les forteresses en Serbie. A ce sujet, Napoléon III fit à la Russie, le 23 janvier, la proposition d'agir à Constantinople dans le sens de l'abandon des forteresses aux Serbes et de la constitution du Royaume de Grèce en fonction de ses frontières naturelles. L'intention du gouvernement des Tuileries était de clore définitivement la Question d'Orient de concert avec la Russie.<sup>31</sup> Dans sa longue conversation avec Talleyrand, Gortchakoff a dit que la France, en principe, pouvait compter sur la bienveillance de la Russie concernant la protection de ses intérêts en Occident.

---

<sup>29</sup> Ibidem, Russie 238, dépêche télégraphique, Talleyrand à Moustier, Saint-Pétersbourg, le 10 janvier 1867.

<sup>30</sup> Ibidem, Autriche 494, sans numéro, Gramont à Moustier, Vienne, le 14 janvier 1867.

<sup>31</sup> Ibidem, Russie 238, No 6, Moustier à Talleyrand, Paris, le 23 janvier 1867.

Cependant, le vice-chancelier voulait savoir quels étaient les idées et les projets de Napoléon III. Il souligna que l'empereur des Français n'avait jamais donné au gouvernement de Saint-Pétersbourg sa réponse catégorique à cette question. L'indécision de son souverain, dont il ne connaissait pas les intentions, non plus que la plupart des membres du corps diplomatiques, ne permit pas à Talleyrand de déterminer la ligne de conduite de la politique extérieure de la France «dans l'état de réorganisation où se trouve l'Europe entière». L'ambassadeur considéra que certains aspects de la Question d'Orient ne pouvaient être traités par la Russie que du point de vue de sa politique nationale. En présentant immédiatement que son interlocuteur pensait à la neutralisation de la mer Noire, le vice-chancelier a dit que c'était plutôt là des questions d'amour-propre russe et a souligné que Talleyrand n'a jamais entendu sortir de sa bouche un mot qui eût trait à la révision du Traité de Paris. Gortchakoff adopta la proposition française selon laquelle la Porte devait être encouragée à entrer largement dans la voie des réformes morales et matérielles et assura qu'il allait s'y employer de bon cœur. Mais, il douta de la capacité du gouvernement turc de réaliser ce programme. Talleyrand considéra que la satisfaction chez Gortchakoff concernant la Crète et la Grèce était complète, mais il fut un peu désappointé de ne pas en apprendre davantage sur les «intérêts de la France en Occident».<sup>32</sup>

Leur attitude envers la Prusse influait de manière décisive sur les relations de la France et de la Russie. Les arguties des deux ministres, qui se reflétaient dans leur tentatives de tirer l'un de l'autre une information de plus à ce sujet, ne parvenaient pas à un accord franco-russe. Napoléon III n'était pas prêt à s'engager envers la Russie dans la révision du Traité de Paris concernant la neutralisation de la mer Noire, ce qui était l'objectif principal de Saint-Pétersbourg. Les événements énoncés qui étaient liés à ses négociations avec la Russie et l'Autriche influencèrent grandement l'attitude de la France à l'égard de la demande serbe concernant les forteresses, mais aussi le développement des relations gréco-serbes qui étaient les fondements de l'alliance balkanique.

---

<sup>32</sup> Ibidem, sans numéro, Talleyrand à Moustier, Saint-Pétersbourg, le 1<sup>er</sup> février 1867.

A la dernière réception des Tuileries, Napoléon III lui-même dit à Djémil-pacha, ambassadeur de la Turquie à Paris, que le moment lui paraissait venu pour la Porte de régler d'une manière satisfaisante les questions de la Serbie et de la Crète.<sup>33</sup> De tous côtés on conseillait au gouvernement ottoman de ne pas présenter la reddition des forteresses à la Principauté comme une décision prise sous la pression des puissances ou sous la menace d'un vassal, mais comme un geste de bonne volonté.<sup>34</sup>

Une nouvelle étape dans la question des forteresses a commencé depuis l'arrivée à Constantinople du nouvel ambassadeur français, Nicolas Bourrée. De ses nombreux entretiens avec Bourrée, Ristić conclua que celui-ci voulait sauvegarder l'Empire Ottoman et aider à son renouveau. Il s'engagea pour le rapprochement entre la Porte et ses sujets chrétiens par le biais de l'accord et des réformes en Turquie. Bourrée estima qu'après la cession des forteresses, les intérêts de la Turquie et de la Serbie pouvaient être les mêmes et que le renouveau de l'Empire Ottoman, dont la Principauté faisait partie, était dans l'intérêt même de celle-ci. Sur la question des forteresses, l'ambassadeur s'engagea vivement en faveur de la Serbie, mais il conseilla au cabinet de Belgrade de ne pas hâter les choses. Compte tenu de l'importance de cette question, Bourrée attendait de la Principauté qu'elle traite la Porte avec beaucoup d'égards, laissant à celle-ci le temps de prendre la décision. «La forteresse de Belgrade n'avait pas d'importance militaire, comme l'ont déclaré Mondain et les autres experts, mais les questions de dignité et de susceptibilité étaient souvent plus graves que les questions matérielles». D'un autre côté, l'ambassadeur voulait être informé par Ristić des contreparties que la Porte pouvait attendre de la Serbie. En considérant tout d'abord que la venue du prince Michel à Constantinople n'allait pas être d'un grand profit pour la Porte, Bourrée cherchait des garanties complémentaires de la Serbie. Ristić recommanda le rétablissement des relations commerciales entre la Principauté et la Turquie, rompues en 1862

<sup>33</sup> Ibidem, No 9, Moustier à Bourrée, Paris, le 18 janvier 1867.

<sup>34</sup> G. Jakšić, V. Vučković, *Spoljna politika Srbije za vlade kneza Mihaila. Prvi balkanski savez*, op. cit., p. 369.

au cours du bombardement de Belgrade. C'est par ce biais que le suzerain et son vassal allaient obtenir de nouvelles ressources. Le plénipotentiaire serbe exprima la conviction que le prince Michel s'engageait volontiers à faire de Belgrade à Niš un chemin de fer qui relierait les lignes autrichiennes aux lignes ferroviaires à construire par la Turquie.<sup>35</sup>

Cependant, Bourrée essayait de trouver pour la forteresse de Belgrade une solution qui serait plus favorable à la Porte et un peu moins à Belgrade. Il envisageait la possibilité que la forteresse de Belgrade fût cédée au prince Michel un an plus tard. La promesse turque que la forteresse lui serait rendue allait justifier la tendance du prince Michel à soutenir la paix auprès de l'opinion publique serbe alors que, de leur côté, le sultan et le monde musulman allaient avoir le temps de se résigner à cette perte.<sup>36</sup> Tout en s'inquiétant du conseil donné par Bourrée de consentir à la Porte le temps de se décider, Ristić demanda à Garašanin d'exprimer son opinion sur ce sujet. Le président du gouvernement adressa à Constantinople une lettre tranchante dans laquelle il indiqua que la Serbie n'était pas un instrument entre les mains de la Russie mais qu'elle agissait dans son propre intérêt. En se défendant de ces reproches, l'ambassadeur déclara que ses paroles furent mal comprises. Le conseil aux Serbes de ne pas se hâter n'implique pas qu'il refusait de leur apporter son soutien sur la question des forteresses. Bourrée leur demandait seulement d'être compréhensifs pour les Turcs qui sacrifiaient leur dignité pour faire cette concession. Toutefois, l'explication maladroite de Bourrée n'offrait qu'une confirmation de la justesse de jugement de Garašanin à savoir que l'ambassadeur français craignait l'influence russe en Serbie. En fait, l'ambassadeur ne croyait pas aux promesses de Ristić sur la loyauté future de la Principauté envers le sultan. De cette conversation, Ristić tira la conclusion que le gouvernement français avait donné à Bourrée l'instruction d'appuyer sérieusement la revendication du prince Michel. Le représentant serbe jugea que cela était d'un

---

<sup>35</sup> AMAE, Turquie 369, No 2, Bourrée à Moustier, Péra, le 2 janvier 1867.

<sup>36</sup> Ljiljana Aleksić, *Stav Francuske prema Srbiji z avreme druge vlade kneza Miloša i Mihaila* (1858-1868), Naučno delo, Beograd, 1957, p. 127.

grand profit pour la Principauté parce que, à cette époque, la Porte tenait compte exclusivement de l'opinion de Napoléon III et n'entendait que ses conseils.<sup>37</sup>

Sous l'influence de Prokesch qui s'employait, selon les instructions du gouvernement autrichien, à hâter la décision, Bourrée dissipa ses doutes et renforça la pression sur la Porte. A chaque occasion, l'ambassadeur français soulignait que le gouvernement turc devait céder la forteresse de Belgrade et qu'il fallait faire cela le plus tôt possible afin que tout espoir d'aide de la Serbie fût enlevé à la Grèce.<sup>38</sup> Les paroles que Bourrée adressa à Ali-pacha témoignent à quel point fut forte la pression qu'il exerça par lui sur la Porte: «Comme nous ne pouvons, je vous l'ai dit, consacrer tous les dix ans deux milliards et le sang de 60.000 hommes à la défense de l'intégrité de la Turquie, tous nos intérêts restant d'ailleurs les mêmes, toutes nos sympathies étant inspirées par la conscience de ces intérêts, nous faisons la seule chose qui nous soit possible: nous vous conseillons le sacrifice de Candie et de Belgrade comme le prix de dix années complètement perdues».<sup>39</sup>

Les ministres turcs attendaient que la séparation habituelle entre les puissances leur permît d'éviter la concession. Cependant, c'est le contraire qui est arrivé : leur attitude unanime contraignit la Porte à céder. Les puissances occidentales aspiraient à la satisfaction des réclamations serbes afin de stabiliser la situation dans les Balkans en empêchant de cette façon l'action révolutionnaire de la Russie. Le grand vizir Fuad-pacha et le ministre des Affaires étrangères Ali-pacha demandèrent à la diplomatie européenne de les aider à trouver une forme pour sauver la face du sultan.<sup>40</sup> En satisfaisant la demande du gouvernement serbe, la Porte voulait inciter la Principauté à renoncer à un soulèvement général dans les Balkans et à enlever aux grandes puissances tout prétexte qui justifierait des réclamations en faveur de celle-ci.<sup>41</sup> De son côté, le ministre français

<sup>37</sup> Jovan Ristić, *Spoljašnji odnošaji Srbije novijega vremena*, op.cit., II, 533-539.

<sup>38</sup> Ljiljana Aleksić, *Stav Francuske prema Srbiji za vreme druge vlade kneza Miloša i Mihaila* (1858-1868), op.cit., 127.

<sup>39</sup> AMAE, Turquie 369, No 13, Bourrée à Moustier, Péra, le 22 janvier 1867.

<sup>40</sup> Ibidem, dépêche télégraphique, Bourrée à Moustier, Péra, le 22 janvier 1867.

<sup>41</sup> Jovan Milićević, „Istorija predaje turskih gradova u Srbiji srpskoj vladi 1867.

jugea qu'après l'obtention des forteresses, la Serbie n'aurait pas le droit de formuler de nouvelles demandes.<sup>42</sup> En soutenant la Principauté, la France voulait faire échouer son action future qui consisterait à agrandir son territoire et à conquérir son indépendance.

La Porte utilisa la procédure d'élection des nouveaux ministres pour ajourner la conclusion de l'accord avec la Serbie. Préoccupé par la tournure que prenaient les événements, Moustier fit savoir au gouvernement turc qu'il n'avait pas de temps à perdre.<sup>43</sup> La France pressa la Porte de céder les forteresses à la Serbie le plus tôt possible afin d'empêcher que l'armée de celle-ci envahît le Bosnie et l'Herzégovine. En fait, ce que Moustier appréhendait le plus c'était que la Porte ne se mette à temporiser, ce qui pouvait être utilisé par la Russie. On devait d'autant plus s'y attendre que cet accord était exclusivement le résultat des efforts communs de la France et de l'Autriche.<sup>44</sup>

Le 3 mars Ali-pacha lut à Ristić la lettre adressée au prince Michel. Au début, le Grand Vizir écrit que le sultan avait entendu avec satisfaction les assurances de fidélité du prince en ajoutant que la Porte estimait toujours la loyauté du peuple serbe. On exprima l'espoir que le prince allait respecter les droits du sultan reconnus par les traités et qu'il allait garder ses bonnes relations avec la Cour de Constantinople. La Porte adopta la solution selon laquelle la défense des forteresses occupées par les garnisons serbes serait confiée au prince Michel à condition que le pavillon turc flotte sur les remparts à côté du pavillon serbe. Le sultan ordonna que le prince soit informé de cette décision.<sup>45</sup>

---

godine“, *Oslobođenje gradova u Srbiji od Turaka 1862-1867. god. Zbornik radova prikazanih na naučnom skupu Srpske akademije nauka i umetnosti*, održanom od 22. do 24. maja 1967. god. u Beogradu povodom proslave 100-godišnjice oslobođenja gradova, Srpska akademija nauka, Beograd, 1967, 248.

<sup>42</sup> Arhiv Srpske akademije nauka i umetnosti (ASANU), (Archives de l'Académie Serbe des Sciences et des Arts), Hartije Jovana Ristića (fonds de Jovan Ristić), XI/7, 11/22.

<sup>43</sup> AMAE, Turquie 369, télégramme chifré, Moustier à Bourrée, Paris, le 7 mars 1867.

<sup>44</sup> Origines diplomatiques de la guerre 1870-1871, t. XV, document no 4311, pp. 24-27, Moustier à Gramont, Paris, le 6 mars 1867.

<sup>45</sup> Bogdan Popović, *Diplomatska istorija Srbije*, Zavod za udžbenike, Beograd, 2010, 327.

Ne croyant pas à l'efficacité d'une demi-satisfaction, le gouvernement français jugea que l'Empire Ottoman pouvait être conservé seulement si les Serbes obtenaient les forteresses occupées par les Turcs dans la Principauté et si la Grèce recevait ses frontières naturelles. Son but était d'éviter l'éclatement d'une crise grave en Orient suivie d'un état de choses violent et anarchique qui pourrait ajourner pour longtemps toutes les espérances de progrès de la Turquie. Le cabinet de Paris désirait qu'un système bien défini soit arrêté pour empêcher la dissolution de l'Empire Ottoman et pour introduire dans son administration les réformes nécessaires.<sup>46</sup> En essayant, par l'accord sur la Question d'Orient avec la Russie ou avec l'Autriche, de s'assurer un allié pour la guerre contre la Prusse, la France aspirait en même temps au maintien de la paix en Turquie. Les connaissances qu'on avait sur l'action envisagée par le prince Michel qui, en collaboration avec l'insurrection crétoise auraient provoqué un mouvement de plus large envergure, incitaient le cabinet de Paris à faire une pression sur la Porte pour satisfaire la demande serbe. La concession à la Serbie au sujet des forteresses aurait calmé ses ambitions et l'inclination du meneur de l'insurrection générale des chrétiens à Constantinople aurait dissipé leurs attentes.

## Bibliographie

Aleksić, Ljiljana, *Stav Francuske prema Srbiji za vreme druge vlade kneza Miloša i Mihaila (1858-1868)*, Naučno delo, Beograd, 1957.

Jakšić, Grgur, Vučković, Vojislav, *Spoljna politika Srbije za vlade kneza Mihaila. Prvi balkanski savez*, Istorijски institut, Beograd, 1963.

Milićević, Jovan, „Istorija predaje turskih gradova u Srbiji srpskoj vladi 1867. godine“, *Oslobođenje gradova u Srbiji od Turaka 1862-1867. god. Zbornik radova prikazanih na naučnom skupu Srpske akademije nauka i umetnosti, održanom od 22. do 24. maja 1967.*

---

<sup>46</sup> Origines diplomatiques de la guerre 1870-1871, t. XV, document no 4182, 271-273, Moustier à Gramont, Paris, le 9 février 1867.

god. u Beogradu povodom proslave 100-godišnjice oslobođenja gradova, Srpska akademija nauka, Beograd, 1967, pp. 243-250.

*Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, t. I-XXI, Henri Charles-Lavauzelle, Paris 1910-1932, tomes XIII, XV.

Petrović, Nikola, „Austro-ugarska nagodba, gradovi i Istočno pitanje“, *Oslobođenje gradova u Srbiji od Turaka 1862-1867. god. Zbornik radova prikazanih na naučnom skupu Srpske akademije nauka i umetnosti, održanom od 22. do 24. maja 1967. god. u Beogradu povodom proslave 100-godišnjice oslobođenja gradova*, Srpska akademija nauka i umetnosti, Beograd, 1970, pp. 263-279.

Popović, Bogdan, *Diplomatska istorija Srbije*, Zavod za udžbenike, Beograd, 2010.

Popović, Vasilj, *Politika Francuske i Austrije na Balkanu u vreme Napoleona III*, Grafički zavod „Makarije“ A. D., Beograd-Zemun, 1925.

Ranke, Leopold, *Srbija i Turska u XIX veku*, Parna štamparija D. Dimitrijevića, Beograd 1879.

Ristić, Jovan, *Spoljašnji odnosi Srbije novijega vremena*, I-III, Štamparija Kraljevine Srbije, Beograd, 1887-1901, II.

Татић, Урош, «Став Француске према испоруци оружја Србији 1862. године», *Војно-историјски гласник*, бр. 1, 2012, стр. 21-36.

Татић, Урош, «Политика Француске према Кнежевини Србији у време одржавања Преображенске скупштине 1861. Године», *Историјски часопис*, бр. 67, 2018, стр. 207-222.

Татић, Урош, «Иполит Монден у Србији : Други боравак (1861-1865)», *Војно-историјски гласник*, бр. 1, (2014, стр. 59-84.

## Summary

### THE FRENCH HELP TO SERBIA IN OBTAINING THE FORTERESSES IN 1867

After the Sadowa battle on 3rd July, 1866, French Government did not want for the European crisis to deepen because of the current events in the Osman Empire. Napoleon III put the nationality principle aside in his determination to save Turkey from deterioration. The French support to the Christians depended on the degree of the consent on foreign policy matters achieved with Russia and Austria (which became Austro-Hungary on 8th June, 1867). In such circumstances, the Government in Belgrade decided to ask the Turkish Government (the Port) to give them the fortresses in Serbia in the autumn, 1866. The Prime Minister, Ilija Garašanin, wanted to know if the official Government in Paris was ready to support the Serbian demand, and to what extent Serbian Government could count on its support. In his determination to support the activities of France, Garašanin said that the Principality might have to turn to Russia in the matters of foreign policy. The Government of Paris started to loosen and the Minister of Foreign Affairs, Lionel Moustier, believed that it was necessary to come to agreement by the end of the spring, due to the danger of general uprising in the Balkans. Being afraid that giving such unpleasant proposal to the Port would diminish French influence in Constantinople, Minister believed that Austria should take the initiative in the matters of giving the fortresses to Serbia. New Austrian Minister of Foreign Affairs accepted the French attitude, while Moustier adopted the proposal of the Government of Vienna that the submission of Prince Michael to the Sultan was enough to guarantee that the Principality would not make new difficulties to Turkey. The French Ambassador in Constantinople Nicolas Bourrée supported Serbia in the Port. While he advised Turkish Government to come to agreement with the Principality at any cost, Moustier negotiated the attitude on the Eastern Question with the Russian Government. In its

support to the Serbian Government in obtaining the fortresses, France had the goal to preserve the Osman Empire. Despite that, the Government of Paris expected counter-favour from Russia because of its support to Serbia, in order to realize its plans for the war with Prussia. Giving support to the Principality in obtaining the fortresses, France wanted to disable its further action in the course of territorial enlargements and obtaining independence. It seemed that the Port itself took initiative for this step. The Great Vizier Ali Pasha read a letter to the Serbian deputy Jovan Ristić on 3<sup>rd</sup> March, 1867, in which he said to Prince Michael that the Port gives the fortresses to Serbia.

**Key words:** the fortresses, Moustier, Prince Michael, France, Serbia, the Port.

---

**САЖЕТАК****ПОМОЋ ФРАНЦУСКЕ СРБИЈИ У  
ДОБИЈАЊУ ГРАДОВА 1867. ГОДИНЕ**

После битке код Садове (3. јула 1866), француска влада није желела да се европска криза продубљује због догађаја у Османском царству. Одлучан у намери да сачува Турску од пропадања, Наполеон III је ставио у други план примену начела народности на Балкану. Француска подршка хришћанима зависила је од степена постигнуте сагласности с Русијом и Аустријом (од 8. јуна 1867. Аустро-Угарском) по другим питањима. У таквим околностима, влада у Београду је у јесен 1866. године одлучила да од Порте затражи уступање тврђава. Председник владе, Илија Гарашанин је желео да сазна да ли је званични Париз спреман да подржи српски захтев и у којој мери Правитељство може рачунати на његову потпору. У намери да подстакне ангажовање Француске, Гарашанин је изјавио да ће Кнежевина у спољној политици можда морати да се окрене Русији. Влада у Тиљеријама постала је попустљивија, а министар спољних послова Лионел Мутје је сматрао да је због опасности од општег устанка на Балкану неопходно постићи споразум до краја пролећа наредне године. Бојећи се да би давање овако неугодног предлога Порти допринело слабљењу француског утицаја у Цариграду, министар је навео Аустрију да по питању уступања градова Србима она преузме иницијативу. Нови аустријски министар гроф Бајст прихватио је француско гледиште, а Мутје је усвојио предлог владе у Бечу да одлазак кнеза Михаила на поклоњење султану буде довољно јемство да Кнежевина неће стварати Турској и силама нове тешкоће. Француски амбасадор у Цариграду Никола Буре заузео се на Порти у корист Србије. Док је саветовао турској влади да по сваку цену постигне споразум с Кнежевином, Мутје је са званичним Петроградом преговарао о ставу према

Источном питању. Пружајући подршку Правитељству у добијању тврђава, Француска је пре свега имала за циљ очување Османског царства. И поред тога, влада у Паризу је за помоћ Србији очекивала од Русије противуслугу у циљу спровођења својих планова за рат против Пруске. Пружајући Кнежевини потпору по питању тврђава, Француска је желела да онемогући њену даљу акцију у циљу проширења и стицања независности. Изгледало је као да је сама Porta узела иницијативу за овај корак. Велики везир Алипаша је 3. марта 1867. године прочитао српском посланику Јовану Ристићу писмо у коме је обавестио кнеза Михаила да Porta уступа градове Србији.

**Кључне речи:** тврђаве, Мутје, принц Михаило Обреновић, Француска, Србија, Porta.

---

**Dr. Marie Hassler**

*Université de Lorraine ED  
Fernand Braudel – CRULH, France*

---

## **DIPLOMATIE ET INDUSTRIALISATION, AU TRAVERS DES RELATIONS FRANCO-SERBES (1871–1914)**

### **Résumé**

*A partir d'un travail sur les archives diplomatiques françaises relatives à la Serbie, l'industrialisation européenne m'apparaît comme un aspect prenant une importance croissante et conduisant à une réelle évolution du métier de diplomate et de la diplomatie elle-même. En Europe, l'un des phénomènes significatifs de l'industrialisation au XIXe siècle est la densification du réseau de chemin de fer. Entamé dans les Balkans à partir des années 1860, ce processus s'intensifie suite au Congrès de Berlin: l'internationalisation de la question s'accompagne de l'intention de raccorder au plus vite le réseau ferré européen aux lignes construites jusqu'alors par la Turquie. Ce réseau connaît une décennie favorable (1880-1890), pendant laquelle sont construits 27,7% de la longueur totale des lignes existant en 1913. Les deux décennies suivantes sont marquées par un rythme de construction plus lent. A partir de 1878, la construction du réseau ferré devient donc une affaire européenne. En cela, elle devient un objet de préoccupation des pays traversés, comme la Serbie, mais aussi des Puissances, qui cherchent à valoriser leurs propres appareils industriels. C'est en cela que l'industrie devient affaire*

*de diplomatie. Dans les archives consultées, la place du chemin de fer est de premier plan. Il s'agit pour les représentants français d'informer Paris des projets serbes mais aussi des manœuvres concurrentes, afin de donner une place visible aux compagnies de construction et aux banques d'investissement françaises. Par la suite, une fois les travaux entamés, la légation française à Belgrade a aussi la charge de résoudre des problèmes rencontrés par des ouvriers français employés pour la construction des lignes, de défendre la position des ingénieurs français etc. Il est aussi question de contrats d'exploitation de mines, de construction d'usines etc. La diplomatie a donc absorbé les questions industrielles dans son champ d'action. L'industrialisation a également pour effet de transformer la pratique diplomatique. Alors que les informations suivent le chemin du Danube au début de la période étudiée, on note une accélération importante des communications jusqu'en 1914. Grâce au chemin de fer, au télégraphe puis au téléphone, Belgrade se rapproche de Paris. Le métier des représentants français à Belgrade est à la fois simplifié mais la question du secret des échanges apparaît également comme de plus en plus prégnante : qui peut intercepter les messages ? Qui peut les écouter ? La diplomatie industrielle rencontre des problématiques nouvelles.*

**Mots clés:** *diplomatie, France, Serbie, l'industrialisation, les Balkans, 1871–1914.*

---

L'étude des relations diplomatiques franco-serbes, entre 1871 et 1914, peut conduire à envisager leur évolution à travers le processus d'industrialisation. Une des caractéristiques du XIX<sup>e</sup> siècle est la multiplication des interactions, dans des cadres nationaux et internationaux. Les quatre décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale sont une période où le processus de mise en réseau connaît une accélération à l'intensité inconnue jusqu'ici. Or, le travail du diplomate est lié à ces interactions nouvelles : il est au cœur des réseaux

d'informations internationaux, en tant qu'émetteur d'information ou médiateur. La progression de l'industrialisation conduit donc à faire évoluer l'action diplomatique tout comme les conditions de la pratique diplomatique.

### **L'industrialisation progressive de l'Europe médiane**

L'une des innovations symboliques de l'industrialisation est le chemin de fer. Né de l'application de la machine à vapeur à la locomotion, il révolutionne les conditions de transports et de communication. Le réseau ferroviaire européen est achevé en 1880 en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, une vingtaine d'années plus tard dans le reste de l'Europe. Les techniques du rail se diffusent au-dessus des frontières nationales mais les développements se font de manière séparée. Ainsi, la question de l'écartement des voies ralentit les trajets, mais en 1910, on pouvait voyager en train de Lisbonne à Pékin moyennant de petites interruptions aux changements d'écartements.<sup>1</sup>

Dans le sud-est du continent européen, les premières voies ferrées sont construites à partir de 1860. La mise en place du réseau est déterminée par trois facteurs, comme l'écrit Alexandre Kostov, dans son article intitulé « les Balkans et le réseau ferroviaire européen avant la Première Guerre mondiale ».<sup>2</sup> Il distingue ainsi un développement tardif des économies balkaniques, une position géographique caractérisée par la densité importante des voies navigables maritimes et fluviales et l'influence politique et économique des grandes puissances comme éléments de contexte à la mise en place de ce réseau ferroviaire. Les premières lignes sont tout d'abord isolées puis la construction connaît une réelle accélération lors de la décennie 1880–1890, au cours de laquelle 27,7% de la longueur des lignes existant en 1913 sont construits (tableau 1).

<sup>1</sup> Jürgen Osterhammel, *La transformation du monde, une histoire globale du XIXe siècle*, Nouveau monde éditions, Paris, 2017, p 970.

<sup>2</sup> Alexandre Kostov, « les Balkans et le réseau ferroviaire européen avant la Première Guerre mondiale », in *Les réseaux européens transnationaux, XIXe-XXe siècle, quels enjeux ?* Michèle MERGER dir., Ouest éditions, Nantes, 1995, p 49-60.

La formation du réseau et la mise en place des grands axes est déterminée par les plans nationaux des gouvernements balkaniques mais également par la politique des grandes puissances occidentales qui ont pour but de relier l'Europe occidentale à l'Empire ottoman en assurant la jonction avec les chemins de fer de la Turquie d'Asie et les grands ports des mers Noire, Egée et Adriatique. Les chemins de fers balkaniques sont construits sous l'action de ces deux conceptions, interne et externe. Et si les projets austro-hongrois visent à relier les lignes autrichiennes aux turques via Bucarest, les projets britanniques envisagent eux la construction d'une voie ferrée vers l'Inde en traversant les Balkans à partir de l'Adriatique via Belgrade et Sofia. Par la suite, l'influence grandissante des ports de la région favorise les projets de lignes au départ de Trieste ou de Fiume. Le Congrès de Berlin impose finalement la construction d'une ligne reliant Vienne à Constantinople et à Salonique par Budapest, Belgrade et Nis. Ce qui permet de fixer la construction des premiers axes en Serbie. En 1884, les chemins de fer hongrois sont reliés à ceux de Serbie grâce à un pont sur le Danube, entre Zemun et Belgrade. En 1888, le réseau serbe est connecté aux réseaux turc et bulgare. En 1906, l'ouverture du tunnel du Simplon assure une liaison Paris-Belgrade par Milan et Zagreb. La guerre commerciale entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie entre 1906 et 1911 conduit, en plus du conflit douanier, à envisager plusieurs projets de construction ferroviaire concurrents. Si Vienne cherche à imposer des lignes vers Salonique, Belgrade projette plutôt un débouché sur la mer Adriatique, afin de créer une route commerciale alternative. En 1908, un groupe financier est créé à Paris pour prendre en charge les dépenses de ce chantier, mais les guerres balkaniques ajournent le projet. Vers 1912–1913, les Etats balkaniques sont reliés par 6 lignes aux chemins de fer de l'Autriche-Hongrie, alors que 5 connexions interbalkaniques seulement sont exploitées.<sup>3</sup> La particularité de ce réseau régional reste alors sa multimodalité: les connexions train-bateau sont nombreuses et favorisent le trafic européen.

---

<sup>3</sup> Alexandre Kostov, « les Balkans et le réseau ferroviaire européen avant la Première Guerre mondiale », in *Les réseaux européens transnationaux, XIXe-XXe siècle, quels enjeux ?* Michèle MERGER dir., Ouest éditions, Nantes, 1995, p 50.

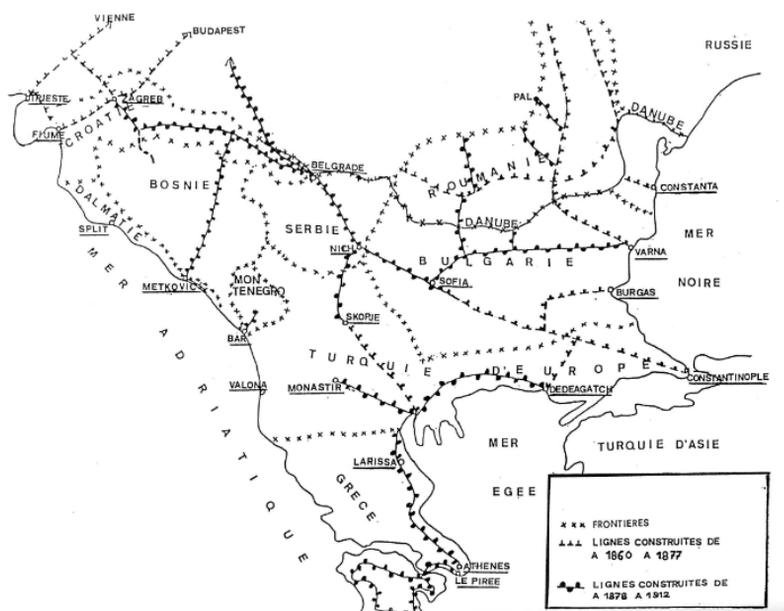


Tableau 1 : Alexandre Kostov, « les Balkans et le réseau ferroviaire européen avant la Première Guerre mondiale », in *Les réseaux européens transnationaux, XIXe-XXe siècle, quels enjeux ?* Michèle MER GER dir., Ouest éditions, Nantes, 1995, p. 48.

A partir des années 1870, en parallèle à la densification du réseau de chemin de fer, se développent également les lignes de télégraphe, électrifiées au courant du siècle à partir d'expérimentations effectuées en 1837. La télécommunication a pour principe de faire voyager l'information plus vite que les hommes et les objets. L'information commerciale se densifie et favorise la construction de conglomérats économiques internationaux. Grâce au télégramme, les délais de réaction se font plus courts. Ce qui a également une influence sur les communications politiques : les négociations, les conférences se font plus rapidement. Dès les débuts du XXe siècle, les premiers réseaux téléphoniques sont installés mais ils ne prendront réellement de l'importance qu'après la Première Guerre mondiale.<sup>4</sup>

<sup>4</sup> Marie Hassler, « Le comte de Saint-Aulaire, homme-clé des négociations entre la Roumanie et les Alliés », *reCHERches* No. 29, 2022, pp. 111-119.

L'industrialisation telle que présentée s'accompagne d'une ouverture à des capitaux et des investissements. En effet, les travaux d'équipement des Balkans favorisent les transferts de technologie depuis les pays d'Europe occidentale. Les entreprises françaises bénéficient ainsi des vagues de construction de chemins de fer : elles s'intéressent à l'Espagne, à l'Italie, à la Russie et aux Balkans. Il faut citer le nom de Philippe Vitali, fondateur de la Régie Générale pour la Construction et l'Exploitation des Chemins de fer, qui obtient notamment la concession de l'État serbe.<sup>5</sup> Des firmes métallurgiques, comme la Société de Construction des Batignolles et Schneider et Cie, du Creusot, édifient plusieurs lignes de chemin de fer, ponts et autres ouvrages. Ce processus d'industrialisation nécessitant des capitaux réguliers et très importants, les États choisissent l'ouverture aux investisseurs étrangers. Le principal mode d'exportation des capitaux est alors le placement, par les banques françaises, de titres étrangers auprès du public, les banques servant d'intermédiaires entre gouvernements étrangers et épargnants. Des agents installés à l'étranger ou des filiales peuvent suivre les opérations et intervenir dans les affaires économiques internationales. A partir de 1871, un titre étranger ne peut être admis à la Bourse de Paris qu'après un avis du ministère des Affaires étrangères. En 1908, les titres étrangers représentent 55% du capital total des valeurs cotées à la Bourse de Paris.<sup>6</sup> On attend alors des diplomates en poste à l'étranger qu'ils surveillent les conditions de mise en place de ces emprunts. A la fin du XIXe siècle, l'association entre industriels et banquiers donne naissance à de véritables consortiums : en plus de l'exemple de la Société de Construction des Batignolles déjà citée, qui travaille avec la Régie générale des Chemins de fer en Serbie, on y trouve également, sans être exhaustive, l'association entre la Banque française pour le commerce et l'industrie, la Société des grands travaux de Marseille.

---

<sup>5</sup> Alexandre Kostov, « les Balkans et le réseau ferroviaire européen avant la Première Guerre mondiale », in *Les réseaux européens transnationaux, XIXe-XXe siècle, quels enjeux ?* Michèle MERGER dir., Ouest éditions, Nantes, 1995, p 51

<sup>6</sup> Dominique Barjot, *Histoire économique de la France*, Nathan Université, Paris, 1995, p 281.

Tableau n° 1 : Principales lignes de chemin de fer construites en Europe par la Régie Générale des Chemins de Fer

1859-62 :	Pays-Bas :	Utrecht-Zwolle :	90 kms
	Espagne :	Malaga-Cordoue :	193 kms
	Italie :	Bologne-Pistoia :	15 kms
1862-70 :	Espagne :	Cordoue-Grenade :	11 kms
	Italie :	Réseau des Chemins de Fer Méridionaux <sup>15</sup>	405 kms
		Réseau des Chemins de Fer Calabro-Siciliens <sup>16</sup> :	640 kms
1870-80 :	Empire ottoman :	(Turquie d'Europe) (dont Andrinople-Constantinople	468 kms 356 kms)
	Italie :	Réseaux divers	85 kms
1881-97 :	Serbie :	Chemins de Fer de l'Etat serbe <sup>17</sup>	506 kms
1887-96 :	Empire ottoman :	(Turquie d'Europe)	851 kms
		(dont Salonique-Constantinople (dont Salonique-Monastir	510 kms 210 kms)

Sources : Régie Générale des Chemins de Fer

L'industrialisation progressive de l'Europe conduit à une modification des expériences économiques, à une transformation des paysages, mais également à une intégration de l'industrie, au sens large, dans le champ d'action diplomatique.

### **L'intégration de l'industrialisation dans le champ d'action diplomatique**

La place de l'industrie est croissante dans le travail diplomatique. Cela est perceptible de façon quantitative dans les archives. La place accordée à l'économie et à la finance se renforce considérablement à partir de 1880. Ainsi, pour les archives du consulat de France à Belgrade, constituées de dossiers comprenant des documents de 1838 à 1879, on ne compte qu'un seul carton pour les affaires économiques et financières, réunissant les courriers adressés au consulat. Les archives de la Légation de France à Belgrade, pour la période suivante, à savoir 1880 à 1941, réunissent 9 cartons, dont les thèmes sont nettement plus précis : questions financières (2 cartons), questions économiques et commerciales (2 cartons), entreprises françaises en Serbie (cinq cartons). Il s'agit d'une augmentation significative, d'autant qu'il existe de nombreuses lacunes

documentaires pour la deuxième période évoquée : les transferts d'archives pendant les conflits ont causé la disparition de nombreuses caisses.<sup>7</sup>

L'intégration de l'industrialisation dans le champ de l'action diplomatique doit aussi être considérée de façon qualitative. Les questions liées à l'industrie française atteignent les diplomates en service à l'étranger de manière très diversifiée. En observant la documentation diplomatique, issue du Ministère des Affaires étrangères ou du Ministère de la Défense, on remarque que les services légataires à Belgrade apparaissent peu à peu comme des relais des industries françaises, cherchant à investir en Serbie.

4 documents peuvent donner une idée de l'étendue de cette diplomatie de l'industrie.

Datée du 9 mars 1885, une lettre du Marquis de Reverseaux, ministre de France à Belgrade, adressée à Jules Ferry, alors Président du Conseil des ministres et Ministres des Affaires étrangères, montre explicitement le rôle joué par la Légation dans le choix que le gouvernement serbe effectue pour une commande de matériel d'artillerie.<sup>8</sup> Dans un contexte de rivalités entre les usines allemande Krupp, britannique Armstrong et française De Bange, le ministre souligne la longue indécision du gouvernement serbe. Il évoque aussi l'influence exercée par ministre d'Allemagne : « les membres de la commission, circonvenues tout d'abord par Krupp et influencés par le Ministre d'Allemagne, s'étaient déclarés partisans des pièces allemandes ». Pour parvenir à un choix différent, favorable à l'industrie française, le ministre français s'appuie sur l'influence du roi Milan mais appuie fortement sur l'action de la Légation. Il souligne que cette attitude s'est faite avec l'autorisation du Ministère des Affaires étrangères français. L'appui aux industries nationales est donc un élément constitutif de la politique de la jeune III<sup>e</sup> République qui cherche à s'affirmer davantage sur la

---

<sup>7</sup> En 1940, lors du transfert de la Légation à Athènes, seules 13 caisses sur les 24 au départ de Belgrade arrivent à destination.

<sup>8</sup> SHD, 7N1574, lettre du 9 mars 1885 du marquis de Reverseaux, ministre de France à Belgrade à Jules Ferry, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères.

scène européenne, après des années de repli. Le Marquis de Reverseaux montre que selon lui, la victoire du système De Bange par la commande de 23 batteries de canons de campagne de 80 mm, permet à la fois une avancée de l'industrie française en Serbie mais aussi de façon plus large, une avancée de la diplomatie française, face à ses concurrents, notamment l'Allemagne.

**REVERSEAUX DE VOUVRAY, Jacques – Marie – Ferdinand – Frédéric Guéau, marquis de**, né le 6 mars 1845, licencié en droit ; attaché à la direction politique 9 novembre 1866 ; attaché payé, 30 juin 1871, chevalier de la Légion d'Honneur 9 mai 1874 ; secrétaire de deuxième classe (hors cadres), désigné à Tanger, 15 décembre 1875 ; nommé secrétaire de 2<sup>e</sup> classe à Tanger, 31 décembre 1875 ; chargé d'affaires, 20 juillet 1876-5 mars 1877, rédacteur au cabinet, 20 novembre 1877 ; secrétaire de 2<sup>e</sup> classe hors cadres (commission des Pyrénées), 8 mars 1879 ; secrétaire de 2<sup>e</sup> classe chargé des mêmes fonctions, 25 mars 1879 ; secrétaire de 1<sup>ère</sup> classe à Rome, 20 avril 1880 ; conseiller d'ambassade, 1<sup>er</sup> avril 1882, *envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade, 6 mars 1884* ; délégué de France à la Commission européenne du Danube, 12 octobre 1885 ; ministre plénipotentiaire de 1<sup>ère</sup> classe en Egypte, 14 mars 1891, officier de la Légion d'Honneur, 10 novembre 1893, commandeur de la Légion d'honneur, 10 novembre 1893, ambassadeur à Madrid, 19 avril 1894, à Vienne, 14 octobre 1897, commandeur du Mérite agricole, 22 janvier 1905.

Le Marquis de Reverseaux, biographie

Si l'armement est un objet traditionnel des enjeux de relations entre Etats, les archives permettent également de comprendre l'action des membres de la Légation au sujet d'objets plus récents de la société industrielle, comme le téléphone. En juin 1898, le Ministre des Affaires étrangères serbe annonce à la Légation française le choix du gouvernement de Belgrade d'adopter pour l'installation des appareils téléphoniques en Serbie le système autrichien de la fabrique Berliner, qualifié de « système hongrois ».<sup>9</sup> Le ministre remercie néanmoins les membres de la Légation française d'avoir présenté au mieux les différents aspects de l'offre française. Pour renforcer leur argumentation, les diplomates peuvent s'appuyer sur la documentation envoyée directement par des différentes sociétés industrielles, cherchant à investir à l'étranger<sup>10</sup>. Ces sociétés présentent leurs catalogues et leurs matériels mais cherchent surtout

<sup>9</sup> CADN, 79PO/A/157, lettre du 9 juin 1898 du ministère des Affaires étrangères serbe à la Légation de France à Belgrade.

<sup>10</sup> CADN, 79PO/A/157, lettre du 15 mars 1898 de la Société industrielle des Téléphones au ministre de France à Belgrade.

l'appui de la Légation : elles insistent donc sur leur probité et leur honorabilité, celles-ci pouvant être mises au service de la diplomatie française.<sup>11</sup>

La diplomatie n'étant pas le seul fait des diplomates, la Légation de France à Belgrade cherche également à s'appuyer sur la proximité de certains Français avec la monarchie pour asseoir la présence industrielle française en Serbie. Ainsi, en novembre 1903, Monsieur Benoît, alors ministre de France à Belgrade écrit à Théophile Delcassé, ministre des Affaires étrangères pour lui demander son soutien afin de permettre la nomination du lieutenant-colonel de Rose au grade de Colonel de réserve.<sup>12</sup> Il apparaît pour la Légation que la proximité du lieutenant-colonel de Rose auprès de Pierre Ier pourrait être très avantageuse, dans les circonstances nouvelles où elle n'a pas de relations régulières avec le nouveau gouvernement serbe issu du coup d'Etat de 1903. Le premier argument mis en avant par le diplomate est le rôle que pourrait jouer le lieutenant-colonel de Rose dans les négociations d'un contrat de matériels d'artillerie entre l'armée serbe et la Compagnie des Aciéries de Saint-Chamond. L'importance de l'activité industrielle au début du XXe siècle rend nécessaire la mise en place de réseaux de connaissances et d'influence auprès du gouvernement serbe. La Légation cherche à mettre en avant un proche du nouveau roi, afin que cette proximité devienne un atout dans les négociations commerciales à venir.

Ce rôle de médiateur, la diplomatie le développe pour les différents aspects de l'industrie française. Nous avons évoqué l'armement et les communications téléphoniques. Les chantiers liés à la mise en place du réseau ferré serbe conduisent tout autant à une implication diplomatique. Soutenir des entreprises de travaux publics, des compagnies d'investissement, des ingénieurs devient une des missions des agents français. Il en est de même avec le secteur des mines. La découverte de différents gisements en Serbie attire

---

<sup>11</sup> Marie Hassler, *Les relations diplomatiques franco-serbes entre 1871 et 1914: histoire d'une montée en puissance*, Université de Lorraine, 2021, p. 35.

<sup>12</sup> SHD, 7N1574, lettre du 8 novembre 1903 de M. Benoît, ministre de France à Belgrade à Théophile Delcassé, ministre des Affaires étrangères.

plusieurs entreprises européennes: la Légation française appuie les investissements nationaux. A partir de l'été 1911, il est souvent question d'un syndicat formé entre la Banque franco-serbes, la maison Louis Dreyfus et la Société d'entreprises de dragages et de Travaux Publics, dont l'objectif est la réalisation de travaux publics en Serbie. La situation de cette association est l'objet de correspondances régulières entre Paris et Belgrade jusqu'en 1914, moment où la guerre interrompt les négociations. Cet exemple permet de montrer que l'industrie est devenue, en quelques décennies, un enjeu clef de l'action diplomatique.<sup>13</sup>

Cette diplomatie nouvelle se trouve également en charge de la situation d'individus recherchant appui ou aide, dans le cadre de la mise en place de ces contrats et de ces chantiers. Cette assistance n'est pas en tant que telle une nouveauté dans le champ d'action diplomatique. A l'étranger, le consulat ou l'ambassade sont les points de référence des voyageurs en cas de problème. Mais on note une évolution, lorsqu'on observe les archives relatives à la Serbie : à partir des années 1870, le nombre de Français souhaitant les services de la Légation augmente. Ils sont plus nombreux en Serbie, l'industrialisation du pays conduit à attirer différentes figures : ingénieurs mis à disposition de compagnie de transport, ouvriers, etc.

En 1874, le consulat français est sollicité par le gouvernement serbe, pour obtenir la désignation d'un ingénieur pour la construction du chemin de fer<sup>14</sup>. L'affaiblissement de la puissance française depuis la défaite de 1871 est considéré comme une garantie d'impartialité dans le choix de cet ingénieur. Pendant plusieurs mois, les échanges sont réguliers: présentation des conditions de travail, du traitement, de la durée de l'engagement... Le consul présente plusieurs candidats possibles pour la mission. En 1875, le choix est finalement fixé sur M.Poncin, qui devient ainsi Directeur des Chemin de fer serbes. Par la recherche de cet ingénieur, le consulat a pu montrer sa fiabilité auprès des autorités serbes mais a

---

<sup>13</sup> Marie Hassler, *Les relations diplomatiques franco-serbes entre 1871 et 1914: histoire d'une montée en puissance*, op. cit., p. 70.

<sup>14</sup> CADN, 79/PO/A/49, lettre du 16 février 1874 de M. Marinovitch, ministre des Affaires étrangères de Serbie à M. d'Istria, gérant de l'Agence et du consulat.

surtout pu placer un ingénieur français à un poste clef, dans cette période de construction du réseau ferré. En 1880, un groupe d'ouvriers français écrit au consulat pour connaître l'avancée des travaux. Ils sont à la recherche d'emploi et veulent connaître l'ouverture de chantiers de construction du chemin de fer.<sup>15</sup>

L'industrialisation, par différents aspects, devient un point central de l'activité des diplomates. Cherchons maintenant à observer en quoi la pratique du métier s'en trouve modifiée.

### **Vers une industrialisation de la diplomatie ?**

Le changement le plus flagrant apporté par la révolution des transports est la vitesse. La densification des réseaux de chemin de fer et de télécommunication permet une accélération des déplacements et des communications, deux éléments essentiels dans l'action diplomatique. La situation de la Serbie, au cœur des Balkans, rend les contacts avec Paris assez complexes jusqu'à la fin du XIXe siècle. Ils sont en effet très dépendants des conditions climatiques. Ainsi, en 1879, l'arrivée à Belgrade du nouveau ministre résident, le baron Des Michels, est fortement retardé par un Danube gelé. Parti de Paris le 3 février, il ne parvient à Belgrade que le 11 du mois.<sup>16</sup> Il explique ce délai par « l'interruption de la navigation sur le Danube », du fait de la glace sur le fleuve. Pour présenter ses lettres d'accréditation au Prince Milan, il faut ensuite envisager un voyage jusqu'à Nis : « Son Altesse a exprimé le désir que j'allasse lui présenter à Nis les lettres de Monsieur le Président de la République. Je me prépare donc à ce voyage qui ne demande pas moins de huit à dix jours, et qui ne [laisse] pas, en raison de l'état des voies de communication, d'être assez compliqué en cette saison. » En août 1883, le ministre résident doit constater le retard de l'arrivée de la valise diplomatique : « La valise du 26 août m'a apporté une dépêche politique en date du 9 de ce mois, dans laquelle Votre Excellence me priait de me concerter avec mes

---

<sup>15</sup> CADN, 79/PO/A/124, lettre du 12 mai 1880, de Jules N. Elisée au gérant du consulat français de Belgrade.

<sup>16</sup> CADC, P14117, lettre du 19 février 1879 du ministre résident Des Michels au ministre des Affaires étrangères Waddington

collègues... Lorsque cette dépêche m'est parvenue, la démarche qu'elle m'enjoignait n'avait plus d'objet».<sup>17</sup> Les ordres sont dépassés par la lenteur des communications. En janvier 1884, la difficulté des communications fait à nouveau l'objet de quelques lignes dans un télégramme: « Dans les rudes hivers de Serbie, en effet, les communications deviennent difficiles ; les routes de l'intérieur du pays sont obstruées par les neiges, la congélation des rivières arrête la navigation, et comme il n'y a pas encore de chemins de fer, toute activité politique se trouve forcément enrayée pendant quelques semaines ».<sup>18</sup> La mise en place du réseau ferré et des télécommunications va rapprocher Belgrade de Paris au cours de la décennie suivante. L'information circule plus vite et cela change profondément la pratique diplomatique. Ainsi, le télégraphe augmente la pression directe sur les diplomates en poste à l'étranger et sur les instances décisionnaires. Les délais de réaction sont plus courts, les conférences internationales sont plus brèves. Les représentations diplomatiques sont alors soumises au temps réel des instructions venues des capitales. Les diplomates à l'étranger perdent en autonomie d'action, autonomie que leur laissait la lenteur des communications. Au contraire, cette autonomie devient finalement un élément désagréable car imposé quand un diplomate se voit coupé du réseau de câbles ou de train.<sup>19</sup>

La mise en place de réseaux de communication permet l'accélération de l'information mais conduit également à s'inquiéter de la subversion de la télégraphie.<sup>20</sup> La surveillance des communications diplomatiques est bien plus ancienne et n'attend pas la mise en place des systèmes modernes de communication. Des valises sont parfois ouvertes ou retenues par des douanes étrangères : en 1875, des lettres venues de Paris sont retenues à la frontière serbe par la direction des postes hongroises. Cependant, avec les

<sup>17</sup> CADC, P14119, lettre du 29 août 1883 du ministre résident au ministre des Affaires étrangères Fallières.

<sup>18</sup> CADC, P14119, télégramme du 4 janvier 1884.

<sup>19</sup> Jürgen Osterhammel, *La transformation du monde, une histoire globale du XIXe siècle*, Nouveau monde éditions, Paris, 2017, p 978.

<sup>20</sup> Marie Hassler, *Les relations diplomatiques franco-serbes entre 1871 et 1914: histoire d'une montée en puissance*, op. cit., p. 102.

télégrammes, la question de la sécurité des communications prend de l'ampleur. Les messages sont chiffrés (codés) mais il est régulièrement question de la sécurité des transmissions : les services diplomatiques sont à la recherche de moyens de communication les plus sûrs. On craint que les télégrammes soient interceptés et déchiffrés. Pour cette raison, plusieurs moyens de communication sont employés en parallèle : lettres par valises, dépêches, télégrammes. En 1889, le ministre résident à Belgrade choisit de faire accompagner les valises jusqu'à Vienne par un coursier, par réaction à des tentatives d'effraction. Il fait prolonger cette surveillance en juin 1890, suite à l'ouverture illégale d'une valise italienne.<sup>21</sup>

## Bibliographie

CADN, 79PO/A/157, 79/PO/A/49, 79/PO/A/124, P14117, P14119

SHD, 7N1574

Barjot, Dominique, *Histoire économique de la France*, Nathan Université, Paris, 1995.

Kostov, Alexandre « les Balkans et le réseau ferroviaire européen avant la Première Guerre mondiale », in *Les réseaux européens transnationaux, XIXe-XXe siècle, quels enjeux ?* Michèle MERGER dir., Ouest éditions, Nantes, 1995, p 49-60.

Osterhammel, Jürgen, *La transformation du monde, une histoire globale du XIXe siècle*, Nouveau monde éditions, Paris, 2017.

Hassler, Marie, *Les relations diplomatiques franco-serbes entre 1871 et 1914: histoire d'une montée en puissance*, Université de Lorraine, 2021.

Hassler, Marie, "Le comte de Saint-Aulaire, homme-clé des négociations entre la Roumanie et les Alliés", *reCHERches* No. 29, 2022, pp. 111-119. DOI: <https://doi.org/10.4000/cher.14333>

---

<sup>21</sup> CADN, télégramme du 22 juin 1889.

## Summary

### **DIPLOMACY AND INDUSTRIALIZATION: FRANCO-SERBIAN DIPLOMATIC RELATIONS BETWEEN 1871 AND 1914**

According to research conducted in the French diplomatic archives related to Serbia, the evolution of Franco-Serbian diplomatic relations between 1871 and 1914 can be envisaged through its industrialization process. In Europe, one of the significant phenomena of industrialization during the 19th century was the intensification of the railway network. This process, which started in the Balkans during the 1860s, intensified after the Berlin Congress: its internationalization was accompanied by the intention to connect the European rail network as quickly as possible to the lines built until then by the Ottoman Empire. This network experienced a favourable decade (1880-1890), during which 27.7% of the total length of the existing lines were built in 1913. The next two decades were marked by a slower pace of construction. From 1878, the construction of the railway network became a European affair. It is here that it became an object of concern for countries, such as Serbia, but also other countries, which sought to develop their own industrial network. That is precisely what makes the industry a matter of diplomacy. In the archives consulted, the railway's place is prominent. For the French representatives, it is a question of informing Paris of Serbian projects but also of competing manoeuvres, in order to provide a visible status to the French construction companies and investment banks. Subsequently, once the work had begun, the French delegation in Belgrade was also responsible for solving problems encountered by French workers employed for the construction of the lines, as well as defending the position of French engineers, etc. Moreover, the French diplomats had to address issues such as the allocation of mining contracts, the further construction of factories, etc. Diplomacy thus absorbed industrial

issues into its scope of action. Industrialization also transformed diplomatic practice. While the information followed the Danube river's path at the beginning of the study period, there wasn't a significant acceleration of communications until 1914. Thanks to the railway, the telegraph and then the telephone, Belgrade started getting closer to Paris. The job of the French diplomats in Belgrade was simplified, but the question of trade secrets also appeared to be more and more prominent: who could intercept such messages? Who could listen to them? Therefore, industrial diplomacy started facing new problems.

**Key words:** diplomacy, France, Serbia, industrialization, the Balkans, 1871–1914.

---

**САЖЕТАК****ДИПЛОМАТИЈА И ИНДУСТРИЈАЛИЗАЦИЈА:  
ФРАНЦУСКО-СРПСКИ ДИПЛОМАТСКИ  
ОДНОСИ ИЗМЕЂУ 1871. И 1914. ГОДИНЕ**

Почетка рада на документима француских дипломатских архива, који се односе на Србију, указао ми је да је европска индустријализација аспект који добија на значају и води ка стварној еволуцији професије дипломате и саме дипломатије. У Европи, један од значајних феномена индустријализације у деветнаестом веку јесте развој железничке мреже. Започет на Балкану од 1860, овај процес се интензивира након Берлинског конгреса: интернационализација питања је праћена намером да се што пре повеже европска железничка мрежа са линијама које су до тада изграђене у Турској. Ова мрежа има повољну деценију развоја (1880-1890), током које се гради 27,7% од укупне дужине линија које су постојале 1913. године. Следеће две деценије обележене су споријим темпом изградње. Од 1878. године изградња железничке мреже постаје европски посао. Упоредо, постаје и питање од велике важности земаља преко којих пролази, попут Србије, али и Великих сила које покушавају да промовишу своје индустрије. Ово је место где индустрија постаје дипломатија. У архивама који су консултоване, место железнице је у првом плану. На француским дипломатским представницима је обавеза да информишу Париз о српским пројектима, као и о конкурентским плановима, да би омогућили продор француским грађевинским компанијама и инвестиционим банкама. Након што су послови започети, Амбасада Француске у Београду је задужена за решавање проблема са којима се суочавају француски радници у изградњи железничких линија, да бране позицију француских инжењера итд. Такође, и за уговоре о експлоатација рудника, изградњу постројења итд. Дипломатија је апсорбовала

индустријска питања у свом пољу деловања. Индустријализација има и ефекат трансформације дипломатске праксе. Иако информације прате трасу Дунава на почетку проучаваног периода, долази до значајног убрзања комуникација до 1914. године. Захваљујући железници, телеграфу и телефону, Београд се приближава Паризу. Професија француских дипломатских представника у Београду је и поједностављена, али се и питања тајности размена порука све више увећавају: Ко може пресрести поруке? Ко их може слушати? Индустријска дипломатија наилази на нове проблеме.

**Кључне речи:** дипломатија, Француска, Србија, индустријализација, Балкан, 1871–1914.

---

**Dr. Ksenia Smolovic**

*Université Paris I Panthéon Sorbonne, France*

---

## **De L'HUMANITÉ À LA CROIX: DIVERSITÉ DES REPRÉSENTATIONS DE LA SERBIE DANS LA PRESSE FRANÇAISE (1903-1908)**

### **Résumé**

*Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la sphère politique française est indifférente à l'actualité serbe, très peu d'ouvrages sur la Serbie sont publiés et la majorité d'entre eux sont rédigés par des Serbes. Les événements en Macédoine attirent cependant l'attention des journalistes vers les Balkans et la presse est un biais de diffusion de discours et de représentations. Dans ce contexte, la comparaison entre L'Humanité et La Croix permet de mettre en lumière la diversité des images de la Serbie véhiculées à cette époque. Loin d'être homogènes, les représentations de la Serbie dépendent des positions politiques des rédactions: l'étude de ces titres, l'un socialiste et l'autre traditionnaliste, révèle que les affinités ou non avec la Russie dictent aux journaux leurs positions vis-à-vis de la Serbie. La ligne éditoriale de L'Humanité est très critique envers la Russie tsariste et, outre les articles sur les socialistes serbes, le journal l'est aussi envers la Serbie. À l'inverse, La Croix soutient la Russie et le rappelle à maintes reprises pendant la guerre russo-japonaise. Le soutien au régime tsariste ainsi que l'engagement religieux de La Croix expliquent la confiance du journal dans le rôle de la Serbie à jouer dans les Balkans. Cette diversité des positions*

*précise la vision homogène des Balkans évoquée par Maria Todorova : si les Serbes entrent bien dans des catégories rigides, avec notamment les stéréotypes liés à la violence ou à la simplicité, la Serbie du début du siècle suscite toutefois des sentiments contradictoires auprès des Français. Plus largement, ces images sont le reflet des positions françaises sur la politique à mener dans les Balkans.*

**Mots clés:** France, Serbie, L'Humanité, La Croix, les représentations, la presse française, 1903–1908.

---

Au début du XIXe siècle, l'opinion publique française se prend d'intérêt pour les différents épisodes de la question d'Orient, et notamment pour les insurrections serbes qui fascinent les auteurs romantiques. Le gouvernement ottoman ne parvient plus à maintenir l'ordre dans ses provinces et le banditisme se développe, des côtés chrétien et musulman. À partir de 1804, les Serbes se regroupent autour du notable local Djordje Petrović, surnommé Karadjordje (« Georges le Noir »), pour gagner leur autonomie. Alors que les Serbes se battent pour obtenir leur indépendance, les Français se sentent investis d'un rôle moral dans le soutien des populations balkaniques et construisent des images stéréotypées en adéquation avec ce soutien. Pourtant, après le Congrès de Berlin qui retrace les frontières des Balkans et reconnaît l'indépendance de la Serbie, les Français se détachent de la Serbie car celle-ci n'incarne plus les idéaux romantiques de liberté. Quelques années plus tard, 1903 marque une nouvelle rupture dans l'histoire serbe lorsque le roi Milan Obrenović et son épouse sont assassinés dans leur palais de Belgrade. Pierre Karadjordjević le remplace et engage une nouvelle politique en se rapprochant de la Russie. Malgré l'alliance franco-russe signée en 1893, le désintérêt des Français se confirme après 1903 et le peu de publications françaises sur la Serbie au début du XXe siècle est significatif : très peu d'ouvrages paraissent et, parmi les quelques ouvrages publiés entre 1903 et 1908, la grande majorité est rédigée par des Serbes, témoignant surtout des mobilités de la Serbie vers

la France<sup>1</sup>. Le coup d'État, qui a choqué les Français par sa violence, a peut-être aussi contribué à les détacher de la Serbie.<sup>2</sup> Paul Deschanel regrette ce manque d'intérêt dans un discours à la Chambre des députés en novembre 1903 et souligne la place à prendre par la France face à l'Allemagne dans les Balkans<sup>3</sup>. Malgré son discours, la sphère politique et les Français de manière générale ne voient pas les avantages d'un rapprochement avec la Serbie.

Entre 1903 et 1908, la presse est donc le seul médium de diffusion publique d'informations et de représentations sur la Serbie. Les conflits en Macédoine, notamment, attirent l'attention du public lorsque l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM<sup>4</sup>) organise une insurrection générale en 1903. Alors que les Ottomans répriment violemment les insurrections, l'opinion internationale s'émeut et les grandes puissances s'inquiètent de la déstabilisation de la péninsule balkanique. La description des événements dans la presse mène les journalistes à évoquer la Serbie, comme lorsque le correspondant du *Petit Parisien* compare les ambitions des différentes populations face à l'Empire ottoman : « Je ne saurais mieux comparer la Serbie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, et coetera [sic], qu'à des neveux impatients de se partager l'héritage de la vieille tante malade »<sup>5</sup>. Le mois suivant,

<sup>1</sup> Parmi les quelques ouvrages publiés par des Français, on trouve des rééditions ainsi que quelques nouveaux ouvrages. Citons notamment la réédition de l'ouvrage de Pierre-Julien Hamard, *Par-delà l'Adriatique et les Balkans : Autriche méridionale, Serbie, Bulgarie, Turquie & Grèce*, publié en 1891, mais aussi la réédition de *La Turquie et l'hellénisme contemporain : la Macédoine, hellènes, bulgares, valaques, albanais, autrichiens, serbes* de André Bérard ou encore de la *Grammaire de langue serbo-croate* traduite par Feuvrier dès 1877.

<sup>2</sup> Sur le coup d'État de 1903, voir Ljušić, R. (ed.) (2003) *Enciklopedija srpskog naroda* [L'Encyclopédie du peuple serbe]. Belgrade : Zavod za udžbenike. Sur la perception française, voir Smolović, K. (2018) « Réactions françaises face au régime serbe de 1903. Émotion ou politique européenne ? », *Srpska Politička Misao/Serbian political thought*, 32.

<sup>3</sup> « Courrier du Parlement. Chambre, séance du 19 novembre », *Journal des débats politiques et littéraires*, 21 novembre 1903 : 2.

<sup>4</sup> L'ORIM est créée en octobre 1893 et réclame « la Macédoine aux Macédoniens ». Puis, en 1895, le Comité macédonien est créé sous la présidence d'un député bulgare. Mais les relations entre l'ORIM et le Comité sont compliquées et les deux groupes s'opposent fréquemment, ce qui avantage les Ottomans.

<sup>5</sup> J.-R. de Beaulieu, « Le Petit Parisien dans les Balkans. Chez le comte Kapnist », *Le Petit Parisien*, 24 mars 1904 : 2. Gaston-Routier de Beaulieu a déjà publié,

ce même correspondant se rend en Serbie pour interroger le Premier ministre et relate son séjour à Belgrade dans un article qui rappelle les récits ethnographiques publiés au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Alors que l'opinion publique et l'édition se sont détournées de la Serbie, la presse constitue la source principale pour l'analyse des discours sur les Serbes et leur pays au début du XX<sup>e</sup> siècle. Dans le contexte du désintérêt français pour la Serbie, il faut interroger la typologie des images en circulation. La diversité des images doit être interrogée et croisée avec la perception des Balkans évoquée par Maria Todorova dans son travail sur le balkanisme: les images françaises de la Serbie au début du XX<sup>e</sup> siècle sont-elles homogènes ? Alors que l'opinion publique s'est détournée de la Serbie, les sensibilités politiques jouent-elles un rôle dans la diffusion des représentations ? La presse permet de prendre en compte la diversité des opinions et de les croiser avec les affinités politiques des différents titres : ainsi la comparaison entre *L'Humanité* et *La Croix* interroge-t-elle la diversité des images, d'un extrême à l'autre de l'échiquier politique français.

Dès l'arrivée de Pierre Karadjordjević sur le trône de Serbie, la monarchie serbe est critiquée par les journalistes de gauche dans *L'Humanité*. Le journal est fondé en 1904 par Jean Jaurès et incarne les idées socialistes. En 1904, René Viviani signe un article acerbe dans lequel il se moque de l'opportunisme du roi et de ses calculs pour plaire aux Serbes : « Quel dommage que la pauvre Draga et son triste époux n'aient pu, avec un peu de circonspection, ajourner leur assassinat. Ils auraient bien dû, tout de même, ne se faire tuer qu'en ce moment ».<sup>7</sup> Son ironie traduit un vif ressentiment et la réprobation de la gauche à l'égard de la monarchie serbe. Les relations entre les puissances suscitent aussi de nombreux articles dans la rubrique internationale, tenue par Léon Rémy et Jean Longuet. Petit-fils de Karl Marx, ce dernier est un membre important de la SFIO et évoque régulièrement les relations entre l'Angleterre et la Russie. Il loue notamment l'intervention d'un militant du Parti

---

quelques mois auparavant, un ouvrage intitulé *La question macédonienne*, Paris, Le Soudier, 1903.

<sup>6</sup> J.-R. de Beaulieu, « Chez le général Grouitch », *Le Petit Parisien*, 3 avril 1904 : 1.

<sup>7</sup> R. Viviani, « Sa majesté Pierre Ier », *L'Humanité*, 22 septembre 1904 : 1.

du travail anglais, qui dénonce à la Chambre des Communes la visite du roi Edouard VII en Russie. Il compare la réaction du militant anglais aux positions françaises vis-à-vis de la Russie, qui lui semblent scandaleuses :

Quel contraste entre ces nobles paroles d'un simple journal libéral anglais et l'attitude humiliante de nos gouvernants français qui multiplient les plus abjectes marques de servilité à l'égard du tsarisme ! [...] N'annonce-t-on pas un emprunt russe en octobre ? Nous ne savons si on osera nous imposer la honte d'un voyage du chef de l'État républicain français à Saint-Petersbourg. Nous osons encore espérer que non. Mais ce que nous savons bien, c'est que tant que les socialistes de France auront quelque sang dans les veines, ils ne toléreront pas à Paris la présence de Nicolas Romanov, ce *tsar, rouge* -du sang de 50.000 hommes, femmes et enfants, lâchement assassinés.<sup>8</sup>



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

René Viviani, « Sa majesté Pierre Ier », *L'Humanité*, 22 septembre 1904, p. 1.

<sup>8</sup> Longuet, J. « Nicolas II et l'Europe », *L'Humanité*, 28 mai 1908 : 2.

Plus généralement, la ligne éditoriale de *L'Humanité* se montre très critique envers la Russie tsariste, ce qui a des conséquences sur la façon de traiter l'actualité serbe. Hormis les articles sur les socialistes serbes, le journal est aussi critique envers la Serbie. Ainsi trouve-t-on par exemple un article qui tourne en dérision l'indignation serbe face à l'Autriche<sup>9</sup>, ou un autre qui relate le deuil de la Cour de Belgrade à la nouvelle de la mort du roi portugais Carlos et de son fils, assassinés par des révolutionnaires : « Le roi Pierre de Serbie a ce qu'on peut appeler du culot ! »<sup>10</sup> Par ailleurs, le journal admet ses difficultés à traiter des événements qui se déroulent en Europe orientale et se défend de ne pas favoriser les intérêts français dans ses analyses, malgré le manque de moyens :

Il nous faut revenir un peu sur les événements qui se passent actuellement en Orient. Notre travail à *L'Humanité* est difficile. Trop souvent, malheureusement, nous ne pouvons éclaircir les renseignements que nous fournissent les agences. Ils arrivent tardivement, nous n'avons aucun moyen de les contrôler et la plupart du temps nous sommes obligés de nous borner à produire à nos lecteurs les quelques lignes qu'on nous communique. [...] Tous ces problèmes sont fort compliqués. Qu'on nous excuse donc s'il y a parfois un peu de flottement dans les notes, trop brèves, que nous publions sur l'étranger et quelques contradictions dans les dépêches que l'on nous fournit.<sup>11</sup>

Ces exemples témoignent d'une évolution des positions de la gauche vis-à-vis de la Serbie depuis le XIXe siècle. Après la Révolution française, la Commune de Paris aussi a eu des retentissements en Serbie où le socialiste Dragiša Stanojević<sup>12</sup> est par exemple influencé par les utopistes et radicaux français. Les publications des

<sup>9</sup> « Hors de France. La question balkanique », *L'Humanité*, 20 février 1908 : 2.

<sup>10</sup> « Mots pour rire », *L'Humanité*, 4 février 1908 : 2.

<sup>11</sup> Remy, L. « Questions d'Orient », *L'Humanité*, 7 septembre 1908 : 1.

<sup>12</sup> Dragiša Stanojević est un des premiers partisans du républicanisme en Serbie, inspiré par Louis Blanc et Pierre-Joseph Proudhon. Il a fait des études de droit en Suisse puis de sciences politiques à Paris. Il devient ensuite professeur à la Grande École de Belgrade. On le retrouve sous le nom de Stephan Draguica dans plusieurs écrits français. Sur lui, voir Radenić, A. (1957) « Dragiša Stanojević. Život, rad, ideje » [Dragiša Stanojević. Vie, travaux et idées], *Istoriski časopis* : 145-212.

socialistes serbes en français permettent alors au lectorat français de s'informer de l'évolution des socialistes serbes et certains ouvrages sont même plus remarqués en Europe occidentale que dans les Balkans. Des articles sur la Serbie sont publiés dans la presse socialiste française, laissant transparaître une certaine admiration<sup>13</sup>. La *zadruga* notamment, communauté de famille traditionnelle serbe, attire l'attention des socialistes français qui publient de nombreux articles sur le sujet pour vanter la façon dont elle limite les inquiétudes des paysans, allège les charges sociales et les accidents de la vie tout en limitant la pauvreté<sup>14</sup>.

Alors que la gauche française exprimait un véritable intérêt pour la Serbie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>, attirée par les idéaux de liberté portés par l'indépendance et faisant apparaître en France une « sensibilité de gauche » pour le pays, l'analyse de *L'Humanité* de sa création à 1908 traduit un changement : au début du XX<sup>e</sup> siècle, les socialistes se montrent déçus de la direction prise par la politique serbe. *L'Humanité* reproche au roi serbe son hypocrisie et les socialistes français condamnent la proximité de la politique serbe avec la Russie.<sup>16</sup>

Le ton est bien différent dans *La Croix*, journal traditionaliste qui soutient la Russie et le rappelle à de nombreuses reprises à l'occasion de la guerre russo-japonaise : « Nous avons dit les raisons de nos vœux pour le succès des armes de la Russie ».<sup>17</sup> La position

<sup>13</sup> Voir par exemple Malon, B. (1888) « Svetosar Markowitch et le socialisme serbe », *La revue socialiste* : 582. « Par ses traditions de collectivisme communal, [...], par son passé révolutionnaire, par son sentiment très vif de la solidarité, de la justice, le peuple serbe paraissait devoir être l'un des premiers à entrer dans les grandes réalisations socialistes ».

<sup>14</sup> Citons notamment Émile de Laveleye, socialiste belge qui publie beaucoup dans les revues et maisons d'édition françaises, par exemple Laveleye, É. de. (1859) « De la constitution primitive de la société serbe », *Bulletin de la société de géographie*, XVII : 432.

<sup>15</sup> Ksenia Smolovic, « French Perception of Serbia at the 1900 World Fair: A Support to the Serbian National Construction », in: *Discussing Heritage and Museums: Crossing Paths of France and Serbia, Choice of Articles from the Summer School of Museology Proceedings*, (Eds.) Dominique Poulot and Isidora Stanković, HiCSA Paris, 2017, p. 69.

<sup>16</sup> « A la Chambre. Un deuil de 5 minutes. L'impôt sur le revenu », *L'Humanité*, 4 février 1908 : 2.

<sup>17</sup> A..P-B, « Le sujet rouge ! », *La Croix*, 19 février 1904 : 1.

du journal s'explique en partie par son engagement catholique, qui a des répercussions sur le soutien des chrétiens des Balkans. Ainsi *La Croix* évoque-t-elle les effets des lois antireligieuses dans les Balkans et particulièrement en Serbie :

La fermeture de certains couvents en France a ici une fâcheuse répercussion, puisque les meilleures familles serbes sont accoutumées à envoyer leurs filles dans les écoles françaises tenues par des religieuses. Les demoiselles dont les études sont ainsi interrompues seront dirigées à présent sur Vienne, au grand regret des parents qui tiennent, ici comme en Roumanie, qu'un fonds français est indispensable pour la formation d'esprit de toute jeune fille supérieure.<sup>18</sup>

Si le coup d'État de 1903 n'a pas manqué de susciter une certaine ironie dans *La Croix*, le journal exprime ensuite un soutien à la Serbie et notamment une confiance dans le rôle qu'elle doit jouer dans les Balkans : « La Serbie fera dans l'avenir des sacrifices que lui impose l'insécurité de sa frontière ; elle restera la gardienne de la paix et de l'ordre légal dans les Balkans, en espérant que les réformes européennes amélioreront bientôt la situation de ses nationaux ». <sup>19</sup> De manière générale, on trouve d'ailleurs plus d'articles sur la Serbie dans *La Croix* que dans *L'Humanité*, avec de fréquentes nouvelles dans la rubrique « En Serbie », dans les « Nouvelles de l'étranger » ou encore dans les « Petites dépêches ». <sup>20</sup> À l'inverse de *L'Humanité* qui moquait les positions antiautrichiennes de la Serbie, *La Croix* blâme franchement l'attitude de l'Autriche et condamne la politique du comte Goluchowski. En d'autres termes, il a fait ce qu'il pouvait faire de pire pour que la retraite des Serbes fût humiliante et honteuse. Son but était moins de faire prévaloir les intérêts de la monarchie austro-hongroise que d'obliger la Serbie à confesser devant l'Europe qu'elle est l'humble vassale de l'Autriche-Hongrie. La Serbie a refusé, et la guerre douanière s'engage. <sup>21</sup>

---

<sup>18</sup> « Nouvelles de l'étranger », *La Croix*, 10 octobre 1906 : 4.

<sup>19</sup> « En Serbie », *La Croix*, 18 octobre 1905 : 3.

<sup>20</sup> Voir par exemple « En Serbie » le 2 août 1905 : 3, ou « Petites dépêches » le 13 octobre 1905 : 3.

<sup>21</sup> « Lettres d'Autriche », *La Croix*, 25 janvier 1906.



Premier épisode du feuilleton « Les pionniers du Balkan »,

*La Croix*, 18 octobre 1905, p. 3.

Outre ce soutien régulier à la Russie et aux Serbes, un feuilleton paru dans *La Croix*, avec les Balkans comme décor, est l'occasion de véhiculer des représentations de la région à un large public. « Les pionniers du Balkan » est publié en 38 épisodes, d'octobre 1905 à janvier 1906. Pendant trois mois, il permet de présenter les Balkans auprès d'un large public et traduit la bienveillance du journal envers la péninsule balkanique. L'auteur du feuilleton, Romain Le Monnier<sup>22</sup>, est fervent catholique, écrivain et correspondant de *La Croix*. Son récit utilise le contexte des crises en Macédoine et témoigne d'une bonne connaissance du contexte, lorsqu'il évoque par exemple l'influence de la Russie dans les Balkans ou la construction des chemins de fer. Tout le récit vise à décrire « le Balkan » : du cheval qui s'appelle « Danube bleu » aux nombreux voyages des personnages dans la péninsule balkanique, en passant par les descriptions de Boris, le héros bulgare, « ancien sujet du Grand Turc »<sup>23</sup> qui a le sentiment de passer pour « un sauvage à demi-dégrossi ».<sup>24</sup> Ce dernier affirme aussi être « Slave et dévoué à [sa] race » et l'auteur décrit le « fils des valeureux champions de l'indépendance »<sup>25</sup> ainsi que sa « mobilité des tempéraments slaves ».<sup>26</sup> Boris explique

<sup>22</sup> Jules Romain Le Monnier (1870-1941) est géomètre de profession et écrivain aux éditions Bayard. Il publie aussi le pseudonyme de Xavier Tesnière, entre 1928 et 1934, et relate des scènes réalistes d'un village en Normandie.

<sup>23</sup> Le Monnier, R. « Les pionniers du Balkan », *La Croix*, 21 octobre 1905 : 3.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

sa présence en France par l'envie de fuir une zone agitée : « Le Balkan est triste, je ne me sens pas de goût pour me ceinturer de handjars et de pistolets et guerroyer contre les Turcs ». <sup>27</sup>

Les Balkans sont un décor exotique et le récit fournit de nombreuses mentions des combats contre les Turcs. <sup>28</sup> Le feuilleton offre notamment aux lecteurs de nombreuses références aux combats des populations balkaniques pour la liberté: Pendant le reste de la soirée, ce ne furent qu'anecdotes sur les maîtres d'écoles bulgares, propagateurs de l'idée de liberté, chefs d'insurrection dans la montagne, remisant, le matin, le sabre et les pistolets qui, la nuit, ornaient leur ceinture ou jetaient bas les Turcs ; pour reprendre le plus pacifique martinet ou l'abécédaire. Et l'on rit fort à la pensée de Sœur Valérie déguisée en chef de rebelles, prêchant la guerre sainte contre l'opresseur turc. <sup>29</sup>

L'humour repose ici sur le décalage entre l'idée que les lecteurs se font d'une religieuse et un environnement aussi violent. La prédominance des armes est d'ailleurs un autre thème récurrent dans la description des Balkans : «Les rues d'une ville d'Orient ne ressemblent pas aux avenues de New-York ou aux boulevards de Paris. Avant d'avoir parcouru cinq cents mètres, vous seriez assassinés par quelque rôdeur ou dévoré par les chiens». <sup>30</sup> Si le feuilleton évoque surtout la Bulgarie, plusieurs épisodes mentionnent directement la Serbie. Un des personnages a par exemple investi des sommes importantes dans les fonds serbes, Boris exprime sa joie lorsque son train passe en Serbie où il est « agréablement réveillé par des accents familiers » <sup>31</sup> et plusieurs scènes se déroulent à Belgrade.

Plus largement, le feuilleton mène les lecteurs à se familiariser avec les Balkans, Boris notant d'ailleurs que si « la distance

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, 21 octobre 1905 : 3.

<sup>28</sup> Ksenia Smolovic, "Joseph Reinach et la Conférence de Tocqueville, 1874 : forge de l'image de la Serbie en France", *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, Issue 41, 2015, p. 114.

<sup>29</sup> *Ibid.*, 11 novembre 1905 : 3.

<sup>30</sup> *Ibid.*, 22 novembre 1905 : 3.

<sup>31</sup> *Ibid.*, 15 novembre 1905 : 3.

paraît effrayante, la réalité prouve le contraire ». <sup>32</sup> Une protagoniste remarque alors fièrement : « Maintenant, je sais distinguer la Roumanie et la Serbie ». <sup>33</sup> Le fait que Boris soit catholique vise aussi à rapprocher le personnage de la France et plusieurs éléments de l'intrigue permettent d'aborder la question cléricale en France : alors que Boris remarque que les « arbres, en France, ont du moins cet avantage de n'être point les témoins de massacres perpétuels des chrétiens réfugiés à leur ombre » <sup>34</sup>, on lui répond que « les catholiques de France ont aussi leurs Turcs » <sup>35</sup>. Boris lui-même finit par s'en rendre compte et se trouve choqué par l'intervention de la police pour déloger les religieuses : « C'est plus fort qu'en Turquie ; les bachibouzouks ne se mettent que quatre pour martyriser une chrétienne » <sup>36</sup>. La comparaison avec les Balkans permet de condamner les méthodes des anticléricaux français que l'auteur dénonce. Le Monnier fait aussi remarquer à ses lecteurs que les Français avaient soutenu les chrétiens balkaniques alors qu'ils laissent désormais tomber ceux qui vivent en France. Enfin, les Balkans apparaissent comme une région où la France est admirée et Boris affirme qu'« il est en Europe une contrée où la France est vénérée, où la plus grande ambition est d'imiter les Français, d'adopter leurs idées généreuses : j'ai nommé le Balkan » <sup>37</sup> Ainsi ce feuilleton constitue-t-il un exemple rare de récit sur les Balkans diffusé au début du XX<sup>e</sup> siècle à un large public. Il dénote la persistance des stéréotypes balkaniques du XIX<sup>e</sup> siècle mais aussi l'empathie de *La Croix* pour une région dont l'opinion publique s'est désintéressée. Le journal, traditionaliste et favorable au tsar, a une ligne éditoriale sensible aux Serbes et aux populations balkaniques protégées par la Russie.

Dans le contexte européen mouvementé du début du XX<sup>e</sup> siècle, les représentations de la Serbie qui circulent dans la presse dépendent donc des positions politiques des titres et notamment

---

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> *Ibid.*, 25 novembre 1905 : 3.

<sup>34</sup> *Ibid.*, 25 octobre 1905 : 3.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *Ibid.*, 08 novembre 1905 : 3.

<sup>37</sup> *Ibid.*

de leurs positions vis-à-vis de la Russie.<sup>38</sup> Ainsi *La Croix* russo-phile a-t-elle une ligne éditoriale sensiblement plus empathique vis-à-vis de la Serbie que *L'Humanité* qui se moque de l'hypocrisie du roi Pierre I<sup>er</sup>. Si les Serbes entrent bien dans des catégories rigides, avec notamment la permanence de stéréotypes liés à la violence ou à la simplicité, la Serbie du début du siècle suscite toutefois des sentiments contradictoires et variables auprès des Français. Cette diversité des opinions et des représentations précise la vision homogène des Balkans analysée par Maria Todorova et laisse transparaître un spectre varié d'images directement liées aux idées politiques des acteurs. Il n'existe pas une perception française figée des Serbes, mais plusieurs opinions, qui s'opposent parfois et s'expliquent par l'évolution du contexte européen. Le désintérêt de l'opinion publique française pour la Serbie au début du XX<sup>e</sup> siècle doit par ailleurs être comparé et opposé aux intérêts français qui s'y développent. Depuis 1893 en effet, la France cherche à suivre la politique économique de sa nouvelle alliée russe et investit des fonds en Serbie et l'influence culturelle dont la France jouit en Serbie s'ajoute aux investissements financiers. Dans le contexte des conflits entre la Serbie et l'Autriche, les nouveaux intérêts économiques et culturels français en Serbie sont intimement liés à la politique et le conflit auto-serbe de 1906 constitue un tournant pour la politique du Quai d'Orsay. Le gouvernement français fait preuve d'un certain pragmatisme en apportant son soutien à la Serbie, dès lors qu'il commence à considérer la Serbie comme un pays stratégique dans la région.

Après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en 1908, une nouvelle évolution est visible lorsque l'opinion publique française se prend de nouveau d'intérêt pour les Balkans. La presse politique s'empare de l'annexion et *L'Humanité* publie de très nombreux articles, inaugurés par Jean Jaurès lui-même. Au-delà de préoccupations socialistes classiques (« Est-ce la guerre ? »<sup>39</sup>), le journal ne prend plus seulement en compte sa russophobie dans

---

<sup>38</sup> Ksenia Smolovic, « French Perception of Serbia at the 1900 World Fair: A Support to the Serbian National Construction », *op. cit.*, p.72.

<sup>39</sup> Jaurès, J. « En Orient », *L'Humanité*, 6 octobre 1908 : 1.

l'analyse des événements : si Jean Longuet rappelle qu'il faut détruire le tsarisme pour établir l'équilibre européen, il note aussi qu'« entre la brutalité autrichienne et l'intrigue russe, il n'y a guère lieu de se prononcer ».<sup>40</sup> Les conflits balkaniques de 1908 à 1913 remettent la région dans le viseur des socialistes et, après une période de désapprobation de la royauté serbe, ils ont de nouveau l'occasion de se prononcer en faveur des nationalités et de mettre en avant leurs liens avec les socialistes serbes et balkaniques. Du côté traditionnaliste, un nouveau quotidien est fondé en 1908 avec *L'Action française*.<sup>41</sup> Avant l'annexion, le journal n'évoque pas les événements en Serbie. Puis, la France demeure le thème principal des articles sur les Balkans. Jacques Bainville, chargé de la rubrique de politique extérieure, incarne la position du journal sur la position dans les Balkans ; il craint que la France ne sacrifie ses privilèges en Orient et évoque une « fureur d'immolation nationale »<sup>42</sup> : d'après lui, la France est le seul gouvernement qui risque de ne rien retirer d'une crise où elle prend pourtant des risques. Pendant les guerres balkaniques, en revanche, le journal prend parti pour les États balkaniques face à la Turquie et au mouvement Jeune-turc. Après la russophilie du début du siècle, l'extrême droite est donc désormais portée par sa turcophobie. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine a donc fait converger les regards et petit à petit, jusqu'à la Première Guerre mondiale, la gauche et la droite françaises se rejoignent dans leur perception de la Serbie.

---

<sup>40</sup> Longuet, J. « La crise balkanique – le dénouement », *L'Humanité*, 30 mars 1909 : 2.

<sup>41</sup> *L'Action française* est née en 1899 dans le contexte de l'Affaire Dreyfus mais ce n'est alors qu'une revue bimensuelle. Voir Joly, L. (2006) « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite », *Revue historique*, 639/3 : 695-718.

<sup>42</sup> J. B., « La Question d'Orient – Un congrès international », *L'Action française*, 10 octobre 1908 : 2.

## Bibliographie

Bliss, W. *A handbook of socialism: a statement of socialism in its various aspects, and a history of socialism in all countries, together with statistics, biographical notes on prominent socialists, bibliography, calendar, chronological table and chart*, Cornell University Library, New-York, 1894.

Candar, G. Duclert, V. *Jean Jaurès, Fayard*, Paris, 2014.

Cendar, G. *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2007.

Chiclet, C. Lory, B. *La République de Macédoine*, L'Harmattan, Paris, 1998.

Dard, O. Grunewald, M. (ed.), *Jacques Bainville Profils et réceptions*, Peter Lang, Berne, 2010.

Delporte, C. *Les journalistes en France 1880-1930. Naissance et construction d'une profession*, Seuil, Paris, 1999.

Djordjević, Dimitrije « La Commune de Paris et les Yougoslaves » *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 19/2 (1972), 345-353.

Jelavitch, Barbara *History of the Balkans. Eighteenth and Nineteenth Centuries*, Cambridge University Press Cambridge, 1994.

Pavlović, Vojislav *De la Serbie vers la Yougoslavie : la France et la naissance de la Yougoslavie 1878-1918* Institut des études balkaniques, Belgrade, 2015.

Smolovic, Ksenia, « French Perception of Serbia at the 1900 World Fair: A Support to the Serbian National Construction », in: *Discussing Heritage and Museums: Crossing Paths of France and Serbia, Choice of Articles from the Summer School of Museology Proceedings*, (Eds.) Dominique Poulot and Isidora Stanković, Paris, Website of HiCSA, online October 2017, p. 66-79.

Smolovic, Ksenia, "Joseph Reinach et la Conférence de Tocqueville, 1874 : forge de l'image de la Serbie en France", *Bulletin de*

*l'Institut Pierre Renouvin*, Issue 41, 2015, pp. 111-120, <https://doi.org/10.3917/bipr.041.0111>

Smolović, Ksenia, «Réactions françaises face au régicide serbe de 1903. Émotion ou politique européenne ?», *Serbian political thought* – special edition, 2018, pp. 29-38.

Todorova, Maria *L'imaginaire des Balkans*, EHESS, Paris 2011.

**Summary**

---

**FROM *L'HUMANITÉ* TO *LA CROIX*:  
DIVERSITY OF THE SERBIAN REPRESENTATIONS  
IN THE FRENCH NEWSPAPERS (1903-1908)**

In the early XX<sup>th</sup> century, the French political sphere is indifferent to the Serbian news. Very few books about Serbia are published and most of them are written by Serbian authors. Yet, the events in Macedonia draw the attention of the journalists to the Balkans and the newspapers become a way to spread representations about Serbia. In that context, the comparison between the newspapers *L'Humanité* and *La Croix* allows to underline the diversity of those representations of Serbia. These images aren't homogeneous and depend on political positions of the newspapers: the study reveals the difference between socialist and traditionalist newspapers, especially because their relations with Russia influence their positions concerning Serbia. *L'Humanité's* editorial policy is very critical of tsarist Russia and Serbia. On the other hand, *La Croix* supports Russia and often emphasizes it during the war between Russia and Japan. This support to the tsarist system, as well as the religious engagement, explain the trust put in the Serbia's influence in the Balkans. This diversity of the positions about Serbia completes the homogeneous vision proposed by Maria Todorova: if Serbians are put in inflexible groups, especially with stereotypes of violence or simplicity, Serbia of the beginning of the century provokes contradictory feelings in the French society and these images are the reflection of the French positions about the politics to lead in the Balkans.

**Key words:** France, Serbia, *L'Humanité*, *La Croix*, representations, the French press, 1903–1908.

---

**САЖЕТАК****ОД „ИМАНИТЕА“ ДО „ЛА КРОА“:  
РАЗНОЛИКОСТ ПРЕДСТАВЉАЊА СРБИЈЕ  
У ФРАНЦУСКОЈ ШТМПИ (1903-1906)**

Почетком двадесетог века, француска политичка јавност била је индиферентна према актуелностима из Србије, објављено је веома мало текстова о Србији, а већину њих су написали Срби. Догађаји у Македонији, међутим, привлаче пажњу новинара широм Балкана и штампа постаје средство ширења дискурса и представа. У овом контексту, поређење између „Иманитеа“ и „Ла Кроа“ омогућава да се осветли разноликост слика о Србији, које су владале у овом периоду. Далеко 27 од хомогене слике, представе Србије зависе од политичких позиција редакција: проучавање наслова, једног социјалистичког и другог традиционалистичког листа, откривају да афинитети или анимозитети према Русији диктирају новинама став о Србији. Уредничка линија „Иманитеа“ је веома критична према царској Русији, а осим чланака о српским социјалистима, лист је критичан и према Србији. Насупрот томе, „Ла Кроа“ подржава Русију и у више наврата током руско-јапанског рата подсећа на њу. Подршка царистичком режиму, као и верска опредељења новинара „Ла Кроа“, објашњавају поверење листа у улогу Србије на Балкану. Поменута разноликост ставова наглашава хомогену визију Балкана коју је истакла Марија Тодорова: иако се Срби уклапају у ригидне категорије, укључујући стереотипе везане за насиље или једноставност, Србија на почетку века, међутим, изазива контрадикторна осећања код Француза. Шире гледано, ове слике одражавају и позицију француске политике коју води на Балкану.

**Кључне речи:** Француска, Србија, „Иманите“, „Ла Кроа“, репрезентације, француска штампа, 1903–1908.



**Dr. Marijana Stamova**

*professeure adjointe*

*Institut des Balkans avec le Centre de Thracologie*

*Académie bulgare des sciences, Sofia, Bulgarie*

---

## **REGARD FRANÇAIS SUR LES BALKANS À LA FIN DU XIX<sup>e</sup> ET AU DÉBUT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE : À PROPOS DES BULGARES ET DES SERBES**

### **Résumé**

---

*L'article examine l'intérêt des enseignants français, des professeurs et du public français pour la vie des nations des Balkans, en particulier des Bulgares et des Serbes, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Une attention particulière a été accordée à la compréhension de la façon dont les idées sur les Bulgares et les Serbes ont été façonnées dans l'opinion publique, ainsi qu'aux changements survenus lors de l'affaiblissement de l'Empire ottoman et de la montée en puissance des États balkaniques indépendants et pendant les guerres du début du XX<sup>e</sup> siècle (guerres balkaniques 1912-1913 et Grande Guerre 1914-1918). Pendant la Grande Guerre, non seulement il y a eu une lutte sur le front militaire mais aussi sur le front de la propagande. Les relations et les contacts dans les cercles des éditeurs français et les intérêts des alliés ont également déterminé comment l'image des Bulgares et des Serbes sera présentée au public, ainsi que le niveau et la forme de l'influence française dans*

*les Balkans. Par conséquent, certaines parties de cet article sont consacrés à ce problème.*

**Mots-clés:** France, public français, Balkans, Bulgares, Serbes, Bulgarie, Serbie, fin XIXe et début XXe siècle.

---

L'intérêt des universitaires, du public et des hommes d'État français pour la région des Balkans et les peuples slaves de cette région a été amplifié depuis la période du romantisme. Cet intérêt s'est aussi porté sur la manière dont la survie de l'Empire ottoman en Europe a été sérieusement remise en question, c'est-à-dire sur les facteurs d'apparition et d'essor de la « question d'Orient ».

Après l'ouvrage de Lamartine « Voyage en Orient », qui est apparu comme le signe d'un premier intérêt, l'un des premiers à apporter des informations plus fiables sur les Serbes et les Bulgares en France fut Jérôme-Adolphe Blanqui, membre de l'Académie française des économistes.

À partir d'une tournée dans les territoires européens de l'Empire ottoman en 1841, sur laquelle il fut envoyé par le ministre français des Affaires étrangères Guizot, Blanqui publia plusieurs ouvrages.<sup>1</sup> Il s'intéressa à la position des chrétiens au sein de l'Empire ottoman, auxquels il consacra la plupart de ses ouvrages: dans *Voyage en Bulgarie pendant l'année 1841* et *La Turquie d'Europe*, Blanqui présente des données historiques et, en parallèle, un instantané de la situation au moment où il écrit. Il est intéressant de noter qu'il n'a pas vu la différence entre les Serbes et les Bulgares et que ses textes étaient un soutien important pour les chrétiens (Serbes et Bulgares) de l'Empire ottoman.

Depuis le milieu du XXe siècle, les successeurs de Mickiewicz à la chaire de langues et littératures slaves ont accordé une attention particulière aux Balkans. Cyprien Robert a publié *Les Slaves en Turquie. Les Serbes, les Monténégrins, les Bosniaques, les Albanais et les Bulgares* en 1844.<sup>2</sup> Il fut le premier parmi les slavistes

---

<sup>1</sup> Mihailo Pavlovic, *Od Esklavonije do Jugoslavije*, Izdavačka knjižarnica Zorana Stojanovića, Novi Sad Sremski Karlovci, 1994, pp. 92–93.

<sup>2</sup> Robert a enseigné à la Chaire de 1844 à 1875. L'ouvrage ci-dessus a été ré-imprimé en 1852 en France et a également été traduit en allemand et en italien.

français à défendre l'idée de deux types de panslavisme: le russe et celui des Slaves sous la monarchie des Habsbourg et l'Empire ottoman.<sup>3</sup>

A partir de cette période, un nombre important de jeunes des Balkans sont venus à Paris avides de savoir et d'éducation. Ils ont commencé à établir des contacts et à transférer des informations sur les peuples des Balkans à la société française. Ainsi, par exemple, Edouard Laboulaye, membre de l'Académie française, professeur de droit et homme politique, a utilisé le livre *Slaves du Sud, ou le peuple Serbe avec les Croates et les Bulgares* de 1853 des étudiants français Jevrem Grujić et Milovan Janković.<sup>4</sup> Dans le même temps, l'historien français Jean Ubicini collabore avec *La Revue d'Orient*, *La Revue des Deux Mondes* et *La Revue géographique*, dans lesquels il analyse les questions balkaniques.<sup>5</sup> En 1854 et 1855, Ubicini a publié deux livres traitant de la résolution de la question orientale: *La question d'Orient devant l'Europe* et *La Turquie actuelle*.<sup>6</sup>

Au XIXe siècle, une « image » des Bulgares et des Serbes avait déjà été construite dans l'opinion publique française, mais elle est devenue plus importante à mesure que les crises et les guerres modifiaient la carte géopolitique des Balkans. Au moment du Congrès de Berlin, la France ressentait encore les conséquences de la défaite de la guerre franco-prussienne et n'était donc pas en mesure de jouer un rôle plus actif dans les Balkans. La diplomatie des

---

<sup>3</sup> Cyprien Robert, *Les deux panslavisme situation actuelle des peuples slaves vis-à-vis de la Russie*, CreateSpace Independent Publishing Platform, Paris, 2018; J. Veyrenc, *Histoire de la slavistique française*, Wien OAW 1985, 247; <http://ebookbrowse.com/j-veyrenc-histoire-de-la-slavistique-fran-caise-wien-oaw-1985-pdf-d194171025> (22.10.2019.)

<sup>4</sup> Il s'agit de l'oeuvre: *Etudes contemporaines sur l'Allemagne et les pays slave* imprimé en 1856. Laboulaye a utilisé les poèmes du cycle du Kosovo comme source pour l'écriture de l'histoire serbe du Moyen Âge et s'est appuyé sur le livre de Grujić et Janković. Voir: Mihailo Pavlovic, *Od Esklvonije do Jugoslavije*, op. cit., p. 101.

<sup>5</sup> *Ibid*, pp. 103–104.

<sup>6</sup> Jean Ubicini, *Les Serbes de Turquie. Etudes historiques, statistiques et politiques sur la principauté de-Serbiele Monténégro et les pays adjacents*, Paris 1865. [https://archive.org/details/bub\\_gb\\_jsC/page/n8/mode/2up](https://archive.org/details/bub_gb_jsC/page/n8/mode/2up) (03.11.2019)

grandes puissances et des relations internationales à cette époque commence à être influencée par la presse, dont le pouvoir augmente avec l'avènement des journaux à grand tirage et bon marché. Sur l'axe de l'enquête menée par Sacha Markovic, la guerre entre la Russie et l'Empire ottoman, qui s'est terminée avec l'accord de San Stefano le 3 mars 1878, puis avec le Congrès de Berlin, a provoqué l'émergence d'une campagne anti-slave dans la presse française. Dans les textes qui ont alors émergé, l'opinion dominante est que la France devrait considérer la Russie, ainsi que tous les chrétiens des Balkans, comme une menace majeure pour la paix et la sécurité européenne. Sur les Serbes et les Bulgares, ainsi que sur d'autres peuples chrétiens des Balkans, la presse française répand des stéréotypes et des préjugés, soulignant qu'elle « fait entendre une voix au nom de la justice » et accuse les signataires du traité de paix de Paris (1856) de quitter l'Empire ottoman et de créer une opportunité pour l'expansion de la Russie.<sup>7</sup> Les peuples des Balkans sont considérés comme un seul groupe, et même la lutte avec les Turcs est considérée comme « le nettoyage slave des Balkans ».<sup>8</sup>

Dans de telles circonstances, il était essentiel que des scientifiques et des personnalités éminentes telles que Victor Hugo écrivent sur la violence contre les chrétiens des Balkans. En 1876, lorsqu'il est élu sénateur de la Seine sur la liste de l'Union républicaine, Hugo se lève pour protéger les intérêts des chrétiens de la « Turquie européenne ». Il écrit un discours intitulé « Pour la Serbie » et proteste contre le massacre ottoman dans la ville bulgare de Batak.<sup>9</sup> « Tout ce qui se passe en Europe est causé par l'Europe, que s'il y a un gouvernement qui agit comme une bête sauvage, il doit être traité comme tel; qu'en ce moment, non loin de nous, il y a un massacre sous nos yeux, incendies, pillages, extermination,

---

<sup>7</sup> Mariana StamoVA, "Republic of Macedonia: Ethno-Political Dilemmas and Challenges in the Eurointegration Processes" In: *The Balkans and Europe between Integration and Particularism*, Maria Bakalova (dir.), Университет за национално и световно стопанство (УНСС), 2019, p. 310.

<sup>8</sup> Sacha Markovic, « La Presse française et le Congrès de Berlin », *Srpska politička misao*, édition spéciale, 2018, pp.7–25.

<sup>9</sup> Alexis Troude, *Francuska i Srbija vekovi prijateljstva = La France et la Serbie : les siècles d'amitié*, Zavod za proučavanje kulturnog razvitka, Beograd 2019.

massacre de pères et de mères, de filles et de garçons vendus; les enfants trop petits pour être vendus sont coupés en deux avec une épée; des familles entières sont brûlées dans les maisons; qu'une telle ville était tombée en quelques heures de neuf mille à mille trois cents habitants » écrit Hugo, ajoutant qu'il était temps d'« élever la voix ». À propos des atrocités ottomanes contre les Bulgares, il écrit: « La ville bulgare de Batak n'a pas été nettoyée en quelques heures mais en quelques jours; vous dites que deux cents villages ont été incendiés, et en fait seulement quatre-vingt-dix; ce que vous appelez une peste est en fait une tache de rousseur de typhus; toutes les femmes n'ont pas été violées, toutes les filles n'ont pas été vendues, certaines ont été sauvées », ainsi que sur la violence contre les Serbes. « D'où ce qui se passe en Serbie. Où cela s'arrêtera-t-il? Quand le martyr de cette petite nation héroïque prendra-t-il fin? Il est temps que la civilisation exprime sa magnifique défense pour avancer. Nous, le peuple, exhortons les gouvernements à interdire la propagation du crime ». Il est particulièrement intéressant de noter que, sur la base de ce qui arrive aux Serbes, Hugo propose la création des États-Unis d'Europe comme mesure de protection, de sécurité et d'état de paix.

À cette époque, la France manifeste officiellement son souhait de garder le contrôle de l'Empire ottoman, par l'intermédiaire du ministre français des Affaires étrangères, Decazes.

Il a personnellement appelé le prince serbe Milan pour que la Serbie suive l'exemple de la France et reste neutre dans la guerre russo-turque de 1877. Il lui a aussi enjoint de ne pas faire sécession de la Turquie, comme la Roumanie, en raison de « conséquences inévitablement fatales ». Les inquiétudes concernant la nouvelle implication directe de la Serbie ont été dissipées en octobre 1877 à la suite de la mission militaire du capitaine français D'Ormeson en Serbie. Après la paix de San Stefano, en mars 1878, la France voyait la Serbie comme un outil de l'orientation anti-russe de la politique française. La France a confié à la Serbie le rôle de poste de contrôle anti-hongrois et anti-russe dans les Balkans, les politiciens français jugeant le nouvel agenda russe pour les Balkans inacceptable. À l'avenir, avec la construction du chemin de fer, la Serbie

était également considérée par la diplomatie française comme un élément potentiel de la domination anti-autrichienne dans les Balkans.<sup>10</sup>

*L'École spéciale des langues orientales vivantes* à Paris, avec la Chaire de langues slaves, a été le centre d'un rassemblement de chercheurs et de publicistes qui ont exploré les Balkans. Depuis les années 1870, professeurs de la Sorbonne orientent une partie de leurs intérêts vers les Slaves du Sud.<sup>11</sup> Parmi les slavistes, c'est Louis Léger qui affirme l'importance de l'histoire, de la tradition et de la culture slave.<sup>12</sup> Il s'agit des études de Léger sur *Les Slaves du Sud et leur civilisation*, *Le Monde Slave* et *La Sava, le Danube et les Balkans, voyage chez les Slaves, les Croates, les Serbes et les Bulgares*, par lesquelles Léger a introduit l'étude systématique et complète du monde des Slaves du Sud auprès des intellectuels français et du grand public.<sup>13</sup> Il est particulièrement important que Léger montre un intérêt pour l'histoire et la culture des Slaves, leurs particularités et spécificités, les différences et les similitudes entre les différents peuples slaves du Sud, créant ainsi un espace pour affirmer l'idée d'unification des Slaves du Sud en France.<sup>14</sup> Pendant l'écriture de *La Sava, le Danube et les Balkans, voyage chez les Slaves, les Croates, les Serbes et les Bulgares* impressionné par le scandale qui a provoqué l'effondrement de l'Union générale, ainsi que par le régime du roi Milan, sa politique austro-africaine et la persécution politique des radicaux, l'intérêt de Léger est passé de la Serbie à la Bulgarie par déception. Sa plus grande désillusion fut la politique du roi Milan, qu'il accusa de trahir les intérêts slaves, notamment à l'occasion de la guerre qui opposa la Serbie à

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> Aleksandra Kolaković, «O Srbiji i Srbima u delima francuskih intelektualaca krajem 19. i početkom 20. veka», *Kultura časopis za teoriju i sociologiju kulture i kulturnu politiku*, Beograd : Zavod za proučavanje kulturnog razvitka, 164 (2019), pp. 127–151

<sup>12</sup> J. Veyrenc, *Histoire de la slavistique française*, Wien OAW 1985, p. 247.

<sup>13</sup> Louis Léger, *Les Slaves du Sud et leur civilisation*, Paris 1869; *Ibid.*, *Le Monde Slave*, Paris 1873; *Ibid.*, *La Sava, le Danube et le Balkan, voyage chez les Slaves, les Croates, les Serbes et les Bulgares*, Paris 1884.

<sup>14</sup> Aleksandra Kolaković, *U službi otadžbine: saradnja francuskih i srpskih intelektualaca 1894–1914*, Institut za političke studije, Beograd, 2016, pp. 127–129.

la Bulgarie. Après cela, Léger écrivit sur la Serbie mais l'essentiel de son intérêt et de son travail se reporta sur la Bulgarie.

Ses intérêts financiers ont largement contribué à façonner la politique serbe et bulgare de la France, ainsi que l'image des Bulgares et des Serbes, indirectement.

Les Français avaient investi leur capital dans l'Empire ottoman par le biais de la *Banque impériale ottomane* depuis les années 1860, ce qui s'est traduit par leur engagement à préserver l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman sur les territoires européens. La position susmentionnée de la France était contraire aux intérêts bulgares et serbes de créer, de préserver et de développer des États indépendants, ainsi que de poursuivre l'expansion territoriale. Bien que la résistance sanglante des chrétiens dans l'Empire ottoman, notamment le soulèvement et le massacre des Arméniens en 1894, ait commencé à remettre en question la détermination de la France à préserver l'intégrité de l'Empire ottoman, le processus de recherche d'intérêts communs était lent et changeant.

À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, les Balkans étaient une zone non spécifiée de la *blockchain* et ont attiré l'attention non seulement des politiciens mais aussi des universitaires, des journalistes et des publicistes. Dès la guerre serbo-bulgare de 1885, le lieutenant-général Cholet est arrivé dans le cadre d'une mission spéciale française dans les Balkans, notamment en Serbie. En plus de la Serbie, il a également visité la Bulgarie, ainsi qu'une partie importante des Balkans.<sup>15</sup> À la suite de sa visite de 1887, il a écrit *La guerre serbo-bulgare*. Il s'agit de la première œuvre d'un expert militaire français qui avait pour sujet l'état de préparation au combat, les armes et le mode de guerre serbes. Les premières livraisons d'armes françaises à la Serbie, ainsi que les efforts de la France pour pleinement, après la défaite de 1871, revenir sur la scène diplomatique européenne ont été des incitations indirectes à l'émergence d'un tel acte. Tous les signaux susmentionnés indiquent

---

<sup>15</sup> Марияна Стамова, „Велика Албания“ – мит или опит за реализация (1878–1978)», In: *Formování moderních národů ve střední a východní Evropě v 19. a 20. století*, Richard Vašek, Jan Rychlík (Eds.), Masarykův ústav a Archiv AV ČR, v. v. i., Praha – Sofie, 2010.

que les sujets littéraires et historiques dans les œuvres des intellectuels français ont perdu leur position principale au cours des deux dernières décennies du XIXe siècle, au profit des sujets politiques, économiques et militaires concernant les Serbes et les Bulgares. L'accord franco-russe de 1894 a définitivement orienté l'intérêt des Français vers les Serbes et les Bulgares, en tant qu'alliés potentiels d'une future guerre.<sup>16</sup>

Au tournant des XIXe et XXe siècles, la présence culturelle de la France dans les pays des Balkans suivit la courbe de ses intérêts économiques, précurseur de ses intérêts politiques. Les influences culturelles ont atteint les Roumains, les Grecs, les Bulgares et les Serbes, non seulement par des actions fortes de la diplomatie culturelle française, et en particulier l'Alliance française et l'ouverture des écoles françaises, mais aussi par des individus formés dans les universités françaises.<sup>17</sup> Pendant l'Empire ottoman, nous avons pu voir la présence de certaines écoles et collègues catholiques français qui avaient également des étudiants bulgares.<sup>18</sup> Ce sont eux qui, à leur retour dans leur pays d'origine, ont transmis l'esprit de la culture du pays de leur éducation, tout en créant la base d'influences économiques et politiques. Selon les recherches effectuées jusqu'à présent, un étudiant étranger sur trois dans les universités françaises en 1899 provenait des Balkans. Cette année,

<sup>16</sup> *Ibid*, p. 321.

<sup>17</sup> Mariyana Stamova, «L'état du système de l'éducation et les problèmes des écoles catholiques en Bulgarie pendant la période d'Entre-deux-guerres», in: *Impact et réception de la culture française dans les balkans (XIXe – XXe SIÈCLES)*, ed. Raïa Zaïmova, Sofia, 2023, p. 262.

<sup>18</sup> Николай Иванов, *Френските католически училища в Османската империя (от средата на 30-те години на 19 в. до Първата световна война)*. София, 2019; *Histoire de la Mission lazarisite de Macédoine (1839–1939)* par Arthur Droulez C. M. Texte publié par les soins de Raïa Zaïmova. Istanbul, Les Editions ISIS, 2018; *À propos des écoles françaises en Bulgarie*, voir :В. Търкова-Займова и Л. Генова, *Френските училища в България и католическата духовна култура (втората половина на 1920 в.)*, В: Католическата духовна култура и нейното присъствие и влияние в България, София, Геа Либрис, 1992; Фльори, Един френски колеж в България „Свети Августин“, Пловдив, 1884–1948. 16 Les Roumains et les Serbes ont étudié le plus souvent à Paris et les Bulgares davantage à Nancy et Montpellier. Voir: Ljubinka Trgovčević, *Planirana elita*, Istorijski institut, Beograd, 2003, pp. 215–216.

sur les 1635 étudiants étrangers en France, la majorité étaient roumains (243), caractéristique de toute la période jusqu'en 1914. Il y avait 218 étudiants bulgares, tandis que les Serbes en avaient 27. Au 20<sup>e</sup> siècle, le nombre d'étudiants des Balkans a augmenté et à la veille de la Grande Guerre, il y avait un total de 987 Roumains 459, Bulgares 291, Grecs 134 et Serbes 103. À leur retour dans leur pays d'origine, ces jeunes instruits ont introduit consciemment et inconsciemment sous la forme directe et / ou altérée les modèles et les formes culturels de l'environnement dans lequel ils ont obtenu leurs diplômes universitaires. Parallèlement, au cours de leurs études, ils ont créé et développé des réseaux de contacts et de coopération avec des scientifiques, journalistes, hommes politiques et diplomates français. Ils ont également indirectement influencé la formation de la vision française des Balkans dans les guerres balkaniques et la Grande Guerre.

Des informations importantes se sont répandues dans les milieux savants de la société française, ainsi que dans la diplomatie, les missions et les livres des savants. De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux guerres balkaniques (1912-1913), les missions et les textes du professeur Victor Bérard ont surtout été crédités de la création d'une image des Serbes et des Bulgares en France. Ses œuvres contenaient initialement des informations peu fiables, ce qu'il a lui-même reconnu, comme le livre *La Turquie et L'Hellénisme contemporain. La Macédoine: Hellènes, Bulgares, Valaques, Albanais, Autrichiens, Serbes; la lutte des races*.<sup>19</sup> Plus tard, à la veille de la Grande Guerre, Viktor Bérard fut l'un des plus connus des Balkans, non seulement en France mais aussi en Europe. L'intérêt pour les Balkans a également été démontré par les professeurs de la Sorbonne, Emile Haumant et Ernest Denis.<sup>20</sup> Dans une lettre adressée à Nikola Pasic, Gregory Jaksic a déclaré que Haumant, alors qu'il était professeur à Lille, était « une sorte de consul bulgare » et

<sup>19</sup> Victor Bérard, *La Turquie et L'Hellénisme contemporain. La Macédoine: Hellènes, Bulgares, Valaques, Albanais, Autrichiens, Serbes; la lutte des races*, Paris 1893.

<sup>20</sup> Aleksandra Kolaković, «French Intellectuals and the French Policy Change in the Balkans (1912– 1913)», *Journal of Turkish World Studies*, XII/2 (2012), pp. 199–212.

qu'il le resta jusqu'à ce qu'il le connaisse en 1905, lorsqu'il s'intéressa davantage aux Serbes. Dans les années 1870 et 1880, Danny a critiqué le tsarisme russe et la politique de la Russie envers les Balkans, en particulier la Bulgarie.<sup>21</sup> De plus, Danny voulait que les Slaves du Sud surmontent seuls leurs problèmes et « conservent leur individualité et ne pas plonger dans l'Empire russe. Panslavisme, oui; mais pas le panrusisme ».<sup>22</sup>

Après 1908, la Serbie s'est tournée vers la réalisation de ses objectifs nationaux dans le Sud, la rapprochant ainsi des États des Balkans. En 1911, la Serbie et la Bulgarie ont entamé des négociations sur une alliance des États des Balkans, qui s'est terminée par la conclusion d'une alliance militaro-politique offensive entre la Serbie et la Bulgarie le 13 mars 1912.<sup>23</sup> Avec le soutien actif de la diplomatie russe et la conquête ouverte de l'empire austro-hongrois et du grand mouvement albanais, les conditions ont été créées pour la formation de la première alliance balkanique en 1912 et le début des hostilités contre la Turquie. Les membres de l'Entente, convaincus que les États des Balkans n'étaient pas en mesure de conquérir la Turquie, inquiets des aspirations des puissances centrales à conquérir des points stratégiques dans les Balkans, étaient contre la guerre.

A la veille des guerres balkaniques (1912–1913), la diplomatie française surveille de près les relations entre les nations balkaniques. Léon Decaux, député français à Belgrade (1907–1914) a rendu compte le 10 septembre 1912 au ministère français des Affaires étrangères, « du message du roi Ferdinand et du réveil de l'opinion publique serbe ». Le rapport a particulièrement souligné la méfiance entre Serbes et Bulgares: « L'habitude des crises a aiguë le sens politique des Serbes et malgré leur approche, leur méfiance à l'égard des Bulgares est restée la même », ajoutant que « la méfiance à l'égard du gouvernement bulgare est constamment

<sup>21</sup> Stanoje Stanojevic, *Narodna enciklopedija Srpsko Hrvatsko Slovenačka*, vol. 1, Sremski Karlovci, Novi Sad 2001, pp. 579–580.

<sup>22</sup> Aleksandra Kolaković, *U službi otadžbine: saradnja francuskih i srpskih intelektualaca 1894–1914*, op. cit., p. 213.

<sup>23</sup> Dimitrije Djordjevic, « Pašić i Milovanović u pregovorima za Balkanski savez 1912 », *Istorijski časopis*, 9-10 (1959), pp. 467-485.

présente en Serbie aujourd'hui, comme hier, chaque initiative du gouvernement serbe, même s'il devait se résoudre à être soumis à l'influence bulgare, il faudrait que celle-ci vienne de Russie.»<sup>24</sup> Il a ajouté, cependant, que les Serbes « ont une grande compréhension de la déception actuelle du peuple de Sofia et de l'acuité de son empressement à voir la réalisation de la constellation des Balkans, qui a pris des années de travail ... pour concrétiser les réalisations qui comptaient pour les aspirations nationales ».<sup>25</sup> Le député français fait également référence à un entretien avec Jovan Jovanovic, dans lequel le diplomate serbe a avoué que Spalajkovic a décrit la situation comme « un état très inquiétant de l'opinion publique bulgare; ses rapports parlent désormais d'un véritable calme: selon eux, le roi Ferdinand et M. Geshov s'efforcent autant que possible de calmer les cercles militaires et nationalistes; M. Danev lui-même est trop russophile pour ne pas accepter la solution de Petrograd ».<sup>26</sup>

Pendant les guerres balkaniques (1912–1913), un certain nombre de journalistes sont apparus sur les lignes de front, dont certains avaient une carrière d'officier ou étaient membres d'associations qui se battaient pour la justice, les droits des nations et les valeurs universelles. Henri Barby, correspondant du magazine parisien *Le Journal*, était l'un des journalistes de première ligne. Après la guerre des Balkans, il publie deux recueils de ses textes : *Les Victoires serbes* et *Brégalnitza. La guerre serbo-bulgare*.<sup>27</sup> En tant que correspondant du très populaire magazine français *L'Illustration*, Alain de Penennrun a suivi les combats des troupes bulgares en Thrace pendant la première guerre des Balkans et a ensuite déménagé en Macédoine, c'est-à-dire à Skopje où il a été témoin de la seconde guerre des Balkans.<sup>28</sup> Sur la base de rapports et d'articles publiés dans *L'Illustration*, il a publié un recueil de 40

<sup>24</sup> Aleksandra Kolaković, *U službi otadžbine: saradnja francuskih i srpskih intelektualaca 1894–1914*, op. cit., p. 329–342.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> Hanry Barby, *Les Victoires serbes*, Paris 1914; Hanry Barby, *Brégalnitza. La guerre serbo-bulgare*, Paris 1914.

<sup>28</sup> Alain de Penennrun, «Comment les Serbes ont vaincu les Bulgares», *L'Illustration*, N° 3674, 26 juillet 1913, 71.

*jours de guerre dans les Balkans. La Campagne Serbo-bulgare en juillet 1913* (guerre de 40 jours dans les Balkans. Conflit serbo-bulgare juillet 1913).<sup>29</sup> Jean Pélissier, correspondant de *La Dépêche de Toulouse*, publie des textes en 1914 sous le titre *Dix mois de guerre dans les Balkans octobre 1912 août 1913* (octobre 1912 août 1913).<sup>30</sup> Alors que la propagande des belligérants dans les guerres des Balkans était menée par les rédactions des journaux parisiens, Léger publia en 1913 un recueil d'articles historico-philologiques et littéraires *Serbes, Croates et Bulgares. Études historiques, politiques et littéraires (Serbes, Croates et Bulgares)*, qui était de nature « intelligente sur un nouveau monde en Europe du Sud-Est ».<sup>31</sup> Malgré une attitude plus favorable envers les Bulgares, ce livre, ainsi que l'ensemble du travail de Louis Léger, ont apporté une contribution remarquable à l'apprentissage de l'histoire et des traditions de tous les Slaves du Sud.

Au milieu des guerres balkaniques, des financiers français ont remis en question la capacité économique des Balkans, dans le cadre desquels Alphonse Muzet, ingénieur des mines et plus tard attaché commercial français à Belgrade, a remis en question la possibilité de construire un réseau ferroviaire. Le livre *Aux pays balkaniques : Monténégro, Serbie, Bulgarie* a été écrit à la suite du séjour de Muzet en Serbie en 1912, dont une partie importante est consacrée aux circonstances politiques, à la vie de la population et aux sujets économiques.<sup>32</sup> Ce livre est une indication de l'intérêt économique accru de la France pour les Serbes et les Bulgares.

Pendant la Grande Guerre, non seulement il y a eu une lutte sur le front militaire, mais aussi sur le front de la propagande. Les relations et contacts dans les cercles des éditeurs français et les intérêts des alliés ont également déterminé l'image des Bulgares

---

<sup>29</sup> Alain de Penennrun, *40 jours de guerre dans les Balkans. La Campagne Serbo-bulgare en juillet 1913*, Paris 1914.

<sup>30</sup> Jean Pélissier, *Dix mois de guerre dans les Balkans Octobre 1912 – Août 1913*, Paris 1914.

<sup>31</sup> Louis Léger, *Serbes, Croates et Bulgares. Etudes historiques, politiques et littéraires*, Paris 1913.

<sup>32</sup> Alphonse Mouzet, *Aux pays balkaniques: Monténégro Serbie Bulgarie*, Paris 1912.

et des Serbes présents dans la sphère publique. Alors que l'on espérait que la Bulgarie adhérerait à l'Entente, une censure stricte en France empêchait les textes de propagande serbe de paraître, afin de poursuivre des intérêts dans des territoires qui intéresseraient la Bulgarie.<sup>33</sup> Après l'effondrement de l'État serbe et le retrait des Serbes par l'Albanie, l'empathie du public français est devenue pro-serbe. En particulier, un groupe informel de professeurs d'université et de journalistes français (Ernest Denis, Emile Haumant, Pierre Lanny, Charles Diehl, etc.) a distingué les souffrances et le courage serbes. L'intellectuel serbe Jovan Zujovic a particulièrement souligné l'atténuation de la bulgarophilie de Denis bulgarophilie par les mots suivants: « attachez-vous aux vrais Yougoslaves », ce qui est d'une grande importance pour l'activité des intellectuels français et le soutien à l'unification des Slaves du Sud.<sup>34</sup> La distanciation de Denis, Haumant et d'un groupe important d'intellectuels français par rapport à leurs sentiments pro-bulgares initiaux s'est accélérée pendant la crise d'annexion, pour être définitive pendant les guerres des Balkans et la Grande Guerre. Déjà pendant la Grande Guerre, Denis a écrit le livre *La grande Serbie*, panégyrique de l'histoire et des victoires serbes, et en même temps a écrit négativement sur les Bulgares, comme l'ont mentionné d'autres intellectuels français.<sup>35</sup> Il est intéressant de noter que même Léger, fermement attaché à la Bulgarie, a soutenu la Serbie pendant la Grande Guerre, mais ne faisait pas partie du « lobby serbe » comme Emile Haumant ou Ernest Denis.<sup>36</sup> Bien qu'une image positive des Serbes et une image négative des Bulgares aient prévalu dans le public français pendant la Grande Guerre, il est très significatif pour les deux peuples que les intellectuels français de

<sup>33</sup> Aleksandra Kolakovic, «War and Propaganda in 1915: French Intellectuals and Actualization of Serbian Issues», in: D. Denda, M. C. Ortner (ed.), *The Great War in 1915*, Institut za strategijska istrazivanja, Belgrade Wien, 2017, pp. 330–352.

<sup>34</sup> Jovan Zujovic, «Ernest Denis, Godišnjak» SKA, XXIX (1920), pp. 206–209

<sup>35</sup> Ernest Denis, *La grande Serbie*, Paris 1915.

<sup>36</sup> Aleksandra Kolaković, „Intellectuals in the Great War: French-Serbian Cooperation“, in: Antonello Biagini, Giovanna Motta (ed.), *The First World War Analysis and Interpretation*, Volume 2, Cambridge Scholars Publishing, Cambridge 2015, pp. 133–144.

l'époque se sont rendu compte que dans les périodes antérieures (et surtout au cours du XIXe siècle) le public français avait une image vague et / ou fruste des Balkans et des peuples slaves de la région, et en particulier des Serbes et des Bulgares, qui constituaient la base de nouvelles études scientifiques.

Même après la Grande Guerre, la France a cherché à jouer un rôle dominant dans les Balkans à travers le système de Versailles. Son influence était avant tout culturellement visible, notamment en Yougoslavie. L'Institut d'études slaves, fondé au domicile du professeur Ernest Denis, est devenu un lieu de rassemblement pour les universitaires des Balkans et un acteur important de la diplomatie culturelle française parmi les peuples des Balkans. Il est significatif de souligner qu'après la guerre, à un moment où la position de la France dans les relations internationales était remise en cause par les exigences révisionnistes et l'instabilité générale provoquée par les séquelles de la terrible guerre, l'Institut d'études slaves a notamment travaillé à rapprocher les peuples slaves des Balkans. Les Bulgares sont restés au centre des travaux de cette institution. La Déclaration du Comité slave en France, adoptée en 1924, créée sous les auspices de l'Institut d'études slaves à Paris, visait à relier les Serbes et les Bulgares, ainsi que les Slaves, culturellement et politiquement à la France, et une partie importante d'entre eux, et en particulier les Serbes, a vu la France comme une puissance protectrice.<sup>37</sup> Les scientifiques se sont réunis autour de l'Institut d'études slaves et, pendant l'entre-deux-guerres, ont façonné l'image des Bulgares et des Serbes en France.

---

<sup>37</sup> Voir: *La Déclaration du Comité slave en France*, Paris, 1924.

## Bibliographie

Barby, Hanry, *Les Victoires serbes*, Paris, 1914.

Barby, Hanry, *Brégalnitza. La guerre serbo-bulgare*, Paris, 1914.

Bérard, Victor, *La Turquie et L'Hellénisme contemporain. La Macédoine : Hellènes, Bulgares, Valaques, Albanais, Autrichiens, Serbes ; la lutte des races*, Paris 1893.

Denis, Ernest, *La grande Serbie*, Paris 1915.

Droulez C. M. Arthur, *Histoire de la Mission lazarisite de Macédoine (1839–1939)*, Istanbul, Les Editions ISIS, 2018.

Djordjevic, Dimitrije, “Pašić i Milovanović u pregovorima za Balkanski savez 1912”, *Istorijski časopis*, 9-10 (1959), pp. 467–479.

Фльори, Един френски колеж в България Свети Августин, Пловдив, 1884–1948.

Иванов, Николай, *Френските католически училища в Османската империя (от средата на 30-те години на 19 в. до Първата световна война)*, София, 2019.

Kolaković, Aleksandra, “French Intellectuals and the French Policy Change in the Balkans (1912–1913)”, *Journal of Turkish World Studies*, XII/2 (2012), pp. 199–212.

Kolaković, Aleksandra, “Intellectuals in the Great War: French-Serbian Cooperation”, in: Antonello Biagini, Giovanna Motta (ed.), *The First World War Analysis and Interpretation, Volume 2*, Cambridge Scholars Publishing, Cambridge 2015, pp. 133–144.

Kolaković, Aleksandra, *U službi otadžbine: saradnja francuskih i srpskih intelektualaca 1894 – 1914*, Institut za političke studije, Beograd, 2016.

Kolaković, Aleksandra, “War and Propaganda in 1915: French Intellectuals and Actualization of Serbian Issues”, in: D. Denda, M. C. Ortner (ed.), *The Great War in 1915*, Institut za strategijska istraživanja, Belgrade Wien, 2017, pp. 330–352.

Kolaković, Aleksandra, “O Srbiji i Srbima u delima francuskih intelektualaca krajem 19. i početkom 20. veka”, *Kultura časopis za teoriju i sociologiju kulture i kulturnu politiku*, Beograd : Zavod za proučavanje kulturnog razvitka, 164 (2019), pp. 127–151.

Markovic, Sacha, “La Presse française et le Congrès de Berlin”, *Srpska politička misao*, édition spéciale, 2018, pp.7–25.

Mouzet, Alphonse, *Aux pays balkaniques: Monténégro Serbie Bulgarie*, Paris 1912.

La Déclaration du Comité slave en France, Paris, 1924. Léger, Louis, *Les Slaves du Sud et leur civilisation*, Paris 1869. Léger, Louis, *Le Monde Slave*, Paris 1873;

Léger, Louis, *La Save, le Danube et le Balkan, voyage chez les Slaves, les Croates, les Serbes et les Bulgares*, Paris 1884.

Léger, Louis, *Serbes, Croates et Bulgares. Etudes historiques, politiques et littéraires*, Paris 1913.

Pavlovic, Mihailo, *Od Esklavonije do Jugoslavije*, Izdavačka knjižarnica Zorana Stojanovića, Novi Sad Sremski Karlovci, 1994.

Péllissier, Jean, *Dix mois de guerre dans les Balkans Octobre 1912 – Août 1913*, Paris 1914.

Penennrun, Alain de, “Comment les Serbes ont vaincu les Bulgares”, *L'Illustration*, № 3674, 26 juillet 1913, 71.

Penennrun, Alain de, *40 jours de guerre dans les Balkans. La Campagne Serbo-bulgare en juillet 1913*, Paris 1914.

Robert, Cyprien, *Les deux panslavismes situation actuelle des peuples slaves vis-à-vis de la Russie*, CreateSpace Independent Publishing Platform, Paris, 2018.

Стамова, Марияна, „Велика Албания“ – мит или опит за реализация (1878–1978)», In: *Formování moderních národů ve střední a východní Evropě v 19. a 20. století*, Richard Vašek, Jan Rychlík (Eds.), Masarykův ústav a Archiv AV ČR, v. v. i., Praha – Sofie, 2010, pp. 265–283.

Stamova, Mariana, “Republic of Macedonia: Ethno-Political Dilemmas and Challenges in the Eurointegration Processes” In: *The Balkans and Europe between Integration and Particularism*, Maria Bakalova (dir.), Университет за национално и световно стопанство (УНСС), 2019, pp. 309-318.

Stamova, Mariyana, “L’état du système de l’éducation et les problèmes des écoles catholiques en Bulgarie pendant la période d’Entre-deux-guerres, in: *Impact et réception de la culture française dans les balkans (XIXE – XXE siècles)*, ed. Raïa Zaimova, 2023, pp. 254-270.

Тъпкова-Заимова В., Генова Л., Френските училища в България и католическата духовна култура (втората половина на 19-20 в.), Католическата духовна култура и нейното присъствие и влияние в България, София, ГеаЛибрис, 1992.

Trgovčević, Ljubinka, *Planirana elita*, Istorijски institut, Beograd, 2003.

Troude, Alexis *Francuska i Srbija vekovi prijateljstva = La France et la Serbie : les siècles d’amitié*, Zavod za proučavanje kulturnog razvitka, Beograd 2019.

Stanojevic, Stanoje, *Narodna enciklopedija Srpsko Hrvatsko Slovenačka*, vol. 1, Sremski Karlovci, Novi Sad 2001.

Ubicini, Jean, *Les Serbes de Turquie. Etudes historiques, statistiques et politiques sur la principauté de Serbie le Monténégro et les pays adjacents*, Paris 1865. [https://archive.org/details/bub\\_gb-mihKgwUjsC/page/n8/mode/2up](https://archive.org/details/bub_gb-mihKgwUjsC/page/n8/mode/2up) (03.11. 2019)

Veyrenc, J. *Histoire de la slavistique française*, Wien OAW 1985; <http://ebookbrowse.com/j-veyrenc-histoire-dela-slavistique-francaise-wien-oaw-1985-pdf-d194171025> (22.10.2019.)

Zujovic, Jovan, “Ernest Denis, Godišnjak” SKA, XXIX (1920), pp. 206–209.

**Summary**

---

**FRENCH REGARD ON THE BALKANS AT THE END OF THE 19TH AND AT THE BEGINNING OF THE 20<sup>TH</sup> CENTURY: ABOUT BULGARIANS AND SERBS**

The paper examines the interest of French scholars, professors and the public in the life of Balkan nations, especially Bulgarians and Serbs, in the late 19<sup>th</sup> and early 20<sup>th</sup> centuries. Particular attention was invested for understanding the ways in which the ideas about Bulgarians and Serbs were created in public, as well as to the changes that occurred during the weakening of the Ottoman Empire and in the rising of independent states and during the wars (Balkan wars 1912-1913 and the Great War 1914-1918). During the Great War, not only was there a struggle on the front, but also on the front of propaganda. The relations and contacts in the circles of French publishers and the interests of the allies also determined how the image of Bulgarians and Serbs will be presented in the public, as well as the level and form of French influence in the Balkans. Therefore, some parts of this work are devoted to this problem.

**Key words:** France, French public opinion, Balkans, Bulgarians, Serbs, Bulgaria, Serbia, end of the 19th and beginning of the 20th century.

---

**САЖЕТАК****ФРАНЦУСКИ ПОГЛЕД НА БАЛКАН КРАЈЕМ 19. И ПОЧЕТКОМ 20. ВЕКА: О БУГАРИМА И СРБИМА**

У раду се истажује интересовање француских научника, професора и јавности за балканске народе, а посебно Бугаре и Србе крајем 19. и почетком 20. века. Посебна пажња посвећена је разумевању начина на који су се идеје о Бугарима и Србима стварале у јавности, као и променама које су се десиле током слабљења Османског царства и стварања независних држава и током ратова (балкански ратови 1912–1913 и Велики рат 1914–1918). Током Великог рата није се водила само борба на фронту, већ и на фронту пропаганде. Односи и контакти у круговима француских публициста и интереси савезника одређивали су и начин на који ће слика Бугара и Срба бити представљена у јавном мњењу, као и степен и облик француског утицаја на Балкану. Стога су поједини делови овог рада посвећени овом проблему.

**Кључне речи:** Француска, француско јавно мњење, Балкан, Бугари, Срби, Бугарска, Србија, крај 19. и почетак 20. века.

---



**Dr. Biljana Stojić**

*collaboratrice scientifique supérieur  
Institut d'histoire, Belgrade, Serbie*

---

## **LA POLITIQUE FRANÇAISE PENDANT LA CRISE DE SHKODËR (1912–1913)\***

### **Résumé**

---

*Dans cet article, nous examinons le déroulement et les conséquences de la crise de Shkodër du point de vue de l'Etat français. La France s'était ingérée plus qu'elle ne le souhaitait dans cette crise de la Première guerre balkanique – à son sommet (avril–mai 1913), elle était la mandataire de la Russie dans le blocage maritime de la côte monténégrine. Dans cet ouvrage, nous tendons à présenter progressivement le dénouement de la crise et les changements qu'a traversés la politique française dans sa volonté de résoudre la crise par la voie pacifique. Pour les besoins de cet article, nous nous sommes servis de la documentation disponible aux Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères à Paris, où nous avons surtout utilisé les documents du fonds personnel de Paul Cambon, ambassadeur à Londres, de Léon Krajewski, consul à Shkodër et des documents de la Conférence d'ambassadeurs. Les sources d'origine française ont été complétées par des documents provenant des Archives de Serbie et des Archives de l'Académie serbe des sciences*

---

\* Cet ouvrage fait partie des résultats du projet de l'Institut de l'histoire :L'Europe et les Serbes (1804–1918): incitations et enjeux du mouvement moderniste européen“ (177031), jouissant du soutien financier du Ministère de l'Education, de la science et du développement technologique.

*et des arts à Belgrade, des documents publiés, de la littérature et des périodiques.*

**Mots-clés:** *Crise de Shkodër, Première guerre balkanique, Monténégro, France, roi Nikola, Paul Cambon, Raymond Poincaré.*

---

## **La politique française par rapport à la Première guerre balkanique**

En tant qu'alliée de la Russie, la France savait dès le début que la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro avaient conclu, pendant le printemps de 1912, des alliances entre elles, dont les clauses étaient dirigées contre l'Empire ottoman.<sup>1</sup> Dans la situation politique générale, tendue en raison de la guerre turco-italienne, la dernière chose que souhaitait la France était une nouvelle guerre dans l'Est. Depuis le moment où elle apprit l'existence de l'Alliance Balkanique, en avril, jusqu'au début de la guerre en octobre 1912, la France investit des efforts diplomatiques très importants pour empêcher le déclenchement de la guerre. L'idée du Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Raymond Poincaré consistait en l'organisation d'une conférence internationale, lors de laquelle les grandes puissances adopteraient un paquet de mesures, visant à améliorer la situation des chrétiens dans l'Empire ottoman, pour enlever ainsi aux pays des Balkans l'argument permettant de déclencher la guerre. Cependant, la proposition de Poincaré relative à la conférence ne fut pas approuvée par les autres grandes puissances, qui la rejetèrent comme précocité. Lorsque la guerre éclata début octobre et happa soudainement les Balkans entiers – depuis la frontière avec l'Autriche-Hongrie à l'Ouest jusqu'aux murailles de Constantinople à l'Est, les grandes puissances furent mises devant un fait accompli. Incapables de forcer les parties belligérantes à interrompre les conflits armés, elles essayaient, avec tous les moyens dont elles disposaient, d'empêcher l'extension de la guerre

---

<sup>1</sup> Biljana Stojić, «Saznanja velikih sila o stvaranju Balkanskog saveza», *Istorijski časopis* (IČ), LXV (2016), pp. 385–402.

au reste de l'Europe.<sup>2</sup> Le manque de préparation des grandes puissances pour un conflit global fut la raison essentielle pour laquelle les guerres balkaniques ne servirent pas de motif pour l'éclatement de la Première guerre mondiale.

Les deux facteurs les plus déterminants pour la politique de la France dans les guerres balkaniques furent le rapport que son alliée la Russie entretenait avec ces guerres, alors que cette dernière était le sponsor de la création de la Ligue balkanique, et la position qu'adopterait l'Autriche-Hongrie, en tant que deuxième puissance la plus intéressée par les Balkans.<sup>3</sup>

Poincaré ne souhaitait pas mener la politique de Clémenceau et de Pichon de l'époque de la Crise d'annexion, lorsque la France tourna le dos à son allié, l'argumentant par le manque d'intérêt pour s'ingérer directement dans les affaires des Balkans. Cette position fit une fissure dans l'alliance à partir de l'an 1909.<sup>4</sup> Poincaré prit la position que la France avait le devoir d'être la médiatrice entre les deux blocs des grandes puissances. Il a clairement fait savoir à Sergey Sazonov, ministre russe des Affaires étrangères, que la France apporterait son soutien diplomatique à la Russie, mais qu'elle ne la suivra pas sur la route vers la guerre. La différence importante par rapport à la période de la Crise d'annexion reposait dans le fait que Sazonov n'était pas doté du caractère ambitieux et intrigant de son prédécesseur Alexander Iswolsky et la conception de l'importance de l'alliance franco-russe de Poincaré était différente par rapport à celle de Clémenceau.<sup>5</sup>

<sup>2</sup> Archives des Ministère des affaires étrangères (AMAE), Nouvelle série 1896–1914(NS), su-série Turquie, doss. 239, № 11, Saint-Pétersbourg, le 16 octobre 1912 ; AMAE, NS, Turquie, doss. 247, № 138–154, Londres, le 29 novembre 1912.

<sup>3</sup> Biljana Stojić, Giordano Merlicco, "Italy and France in the Austro-Serbian Crisis of July 1914", in: *The First World War: Analysis and Interpretation*, Volume 2, (Eds.) Antonello Biagini and Giovanna Motta, Cambridge Scholars Publishing, 2015, pp. 285-299.

<sup>4</sup> Biljana Stojić, *Francuska i balkanski ratovi (1912–1913)*, Istorijски institut, Beograd 2017, pp. 37–38.

<sup>5</sup> Maurice Paléologue, *Au Quai d'Orsay à la veille de la tourmente. Journal 1913–1914 (1er Janvier 1913–28 Juin 1914)*, Plon, Paris 1947, 86–87; Международные отношения в эпоху империализма (МО). Документы из архивов царского и временного правительства 1878–1917. Серия вторая

A la différence de la Russie, dont elle pouvait influencer la politique, l'Autriche-Hongrie s'est retrouvée dans le camp des puissances opposées. Depuis 1878, lorsqu'elle obtint l'administration de la Bosnie-Herzégovine, elle prétendait intervenir toutes les questions des Balkans. Les Balkans devinrent le polygone principal de la politique étrangère austro-hongroise. L'Albanie était le fief principal de la politique autrichienne en dehors de ses frontières. L'Autriche-Hongrie considérait les Albanais, en tant que peuple non slave, comme une "sphère d'influence naturelle" et un contre-poids à l'influence des Slaves des Balkans, sous la protection de l'Empire russe. Profitant de l'affaiblissement constant du pouvoir central ottoman, l'Autriche-Hongrie et l'Italie augmentaient proportionnellement leur influence. Les ministres des Affaires étrangères, le comte Agenor Goluchowski et le marquis Emilio Visconti-Venosta conclurent, en 1896, un traité (ratifié en 1900/01), portant sur le partage des sphères d'intérêt en Albanie. D'après ce traité, la partie côtière serait la sphère d'intérêt italienne et la partie continentale la sphère austro-hongroise.<sup>6</sup>

### **Début de la crise de Shkodër**

Le Monténégro fut le premier des quatre membres de la Ligue balkanique à entrer en guerre contre l'Empire ottoman, le 8 octobre 1912. En commentant cette nouvelle, Raymond Recouly, journaliste du *Figaro*, écrit: «La coïncidence n'est point effet du hasard. Il s'agit de mettre l'Europe en présence du fait accompli; une fois de plus, comme en 1896, c'est la Tchernagore qui prend l'initiative des hostilités. Un palais qui a l'air d'une villa, un hôtel,

---

1900–1913, части II (14августа – октября 1912 г), Москва; Ленинград : Государственное социально-экономическое издательство, 1940 г, № 489, Докладная записка министру иностранных дел Николаю II, 17/4 августа 19г, pp. 29–35.

<sup>6</sup> *The secret treaties of Austria-Hungary 1879–1914*, A. F. Pribram, *Austro-Italian Agreement concerning Albania 1900*, Oxford University Press 1920, № 19, 196–201; Ferdo Šišić, «Predratna politika Italije i postanak Londonskog pakta (1870–1915)», *Pomorska biblioteka Jadranske straže*, kolo 1, Split, 1933, p. 44.

une rue et voilà le tout Cettigné, la capitale de ce royaume qui n'a guère plus d'habitants qu'un de nos arrondissements».<sup>7</sup>

L'armée monténégrine guida la guerre dans trois directions: vers le nord et le sandjak de Novi Pazar, vers le nord-est dans la Metochie et la troisième direction, principale, visait la forteresse de Shkodër à la frontière sud-est du Monténégro avec l'Empire ottoman. Immédiatement après la proclamation de guerre, le roi Nikola déploya ses troupes sur les versants de la montagne Rumi-ja. Le champ de bataille autour de Shkodër était divisé en quatre secteurs. Le point-clé fut la butte Tarabosh à 500 mètres d'altitude, entourée de trois côtés. La chute de Tarabosh marquerait aussi la chute de la ville.<sup>8</sup>

Le roi Nikola souhaitait conquérir Shkodër depuis longtemps. Les avantages principaux de Shkodër par rapport au pauvre Monténégro étaient évidents. Le lac de Shkodër était riche en poisson et autour du lac se trouvaient des terrains fertiles. Il ne faut pas négliger non plus le facteur de prestige dont se doterait le petit Monténégro par la conquête de la ville qui était le centre du vilayet éponyme. Cependant, c'est dans ce même fait que reposait l'obstacle principal pour la conquête de la ville. Shkodër fut bien établie, avec une garnison bien armée, approvisionnée en denrées et par la suite préparée pour supporter un long siège.<sup>9</sup> Le roi Nikola ne se laissa pas troubler par le manque d'expérience du Monténégro dans la guerre de siège, le manque d'artillerie et d'effectifs et, à la fin, par le fait que la population majoritaire de la ville appartenait à l'ethnie albanaise, de confession musulmane et catholique.<sup>10</sup> L'at-

<sup>7</sup> Raymond Recouly, «Dans les Balkans – La Guerre», *Le Figaro*, № 283, le 9 octobre 1912, 1; Archives de Serbie (AS), Ministère des Affaires étrangères – Bureau de presse (1903–1918), fas. № 7, octobre-décembre 1912, revue de presse pour 1/14 Octobre 1912.

<sup>8</sup> Dimitrije Vujović, «Francuski vojni ataše, pukovnik Furnije, o operacijama oko Skadra 1912. i 1913. godine», *Oblasti Stare Raške krajem XIX i početkom XX veka*, P. Vlahović S. Gojković, Ustanova za kulturu i obrazovanje Dom revolucije, Prijepolje, 1994, pp. 267–302.

<sup>9</sup> *Ilustrovana istorija Balkanskog rata 1912–1913*. II knjiga, Dušan Slavić, Književni odbor Beograd, 1913, 13.

<sup>10</sup> Pendant que la crise battait son plein, en avril 1913, dans le siège de Shkodër participaient 45.000 soldats au total (28.000 monténégrins et 17.000 serbes du

taché militaire français pour le Monténégro, la Serbie et la Roumanie, Pierre-Victor Fournier observait le siège de Shkodër en mars 1913 et nota que le Monténégro ne serait pas capable de conquérir Shkodër même s'il disposait de deux fois plus de temps que les cinq mois que durait déjà le siège.<sup>11</sup> Le général de l'Armée serbe, Petar Bojovic, en vint à la même conclusion, avant de reprendre le commandement conjoint du siège en février 1913.<sup>12</sup>

La question de Shkodër, ensemble avec les autres problèmes découlant de la Première guerre balkanique, figura sur l'ordre du jour de deux conférences de paix à Londres.<sup>13</sup> Le 18 décembre, premier jour de la session, le secrétaire du Foreign Office, lord Edward Gray dit au délégué monténégrin, Lazar Mijuskovic, que "Shkodër est une grenade et je ne veux pas qu'elle explose", ce qui signifiait que la question de Shkodër devait être résolue rapidement, pour le bien-être général et primordialement du Monténégro.<sup>14</sup>

Tout comme pour la demande de la Serbie d'obtenir la sortie sur la Mer adriatique, dans le cas de Shkodër l'Autriche-Hongrie et la Russie prirent des positions de tête opposées. Au début même des négociations de paix, l'Autriche-Hongrie prit une position rigide indiquant que Shkodër devait intégrer l'Etat albanais

---

Corps maritime), tandis que la garnison de Shkodër comptait 26.000 soldats. Le Corps maritime fut formé le 8 février des Troupes maritimes réorganisées sous le commandement du colonel Damjan Popovic. Le Corps fut sous le commandement du général Petar Bojovic, Milić Milićević, *Rat za more*, Medija centar Odbrana, 2011, pp. 216–218, p. 250.

<sup>11</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 439, Missions militaires française, № 138, Belgrade, le 19 février 1913; D. Vujović, „Francuski vojni ataše, pukovnik Furnije, o operacijama oko Skadra 1912. i 1913. godine“, pp. 267–302.

<sup>12</sup> M. Milićević, *ibid.*, p. 250.

<sup>13</sup> La première conférence était composée par les délégués des pays des Balkans et de l'Empire ottoman. Ils siégeaient au palais Saint James. Leur compétence comprenait les conditions pour la paix et le partage du territoire. Les grandes puissances furent représentées par les ambassadeurs accrédités en Grande Bretagne: Paul Cambon (France), Alexander Beckendorff (Russie), marquis-Guillermo Imperiali (Italie), comte Albert von Mensdorff (Autriche-Hongrie) et prince Karl Max Lichnowsky (Allemagne). Ils se réunissaient dans les locaux de Foreign Office dans la matinée, à l'heure du thé. La question de Shkodër et de la frontière d'Albanie relevait, entre autres, de leurs compétences.

<sup>14</sup> Pavle Popovitch, *Le Monténégro et la Question de Scutari*, Édition Atar, Genève 1918, p. 11.

et elle n'y renonça point jusqu'à la fin de la session.<sup>15</sup> Le comte Mensdorff et Balplatz insistèrent notamment sur le fait que les Albanais au nord considéraient Shkodër comme leur capitale et que l'Autriche-Hongrie, en tant que protectrice principale des catholiques albanais, qualifiait d'inadmissible que «la population majoritaire catholique de Shkodër rejoigne un Etat orthodoxe dans lequel ses droits ne seraient pas protégés».<sup>16</sup> La Russie adopta la position d'avocat du Monténégro. Pendant les mois de négociations, le comte Beckendorff essaya par tous les moyens d'obtenir le soutien des autres ambassadeurs. Il invoquait le plus souvent les raisons économiques mais il essaya aussi de jouer la carte de la sentimentalité, indiquant que Shkodër devait appartenir au Monténégro en vue de la préservation de la dynastie monténégrine.<sup>17</sup> Lord Gray tentait d'assurer la médiation entre les ambassadeurs russe et autrichien mais il comprit, début janvier 1913, qu'il n'existait aucun argument qui pouvait changer la position rigide de l'Autriche-Hongrie relative à Shkodër, ce qui fut confirmé ensuite par l'escalade et l'issue de la crise.<sup>18</sup>

Les négociations à Londres furent interrompues en janvier et la guerre continua début février. La suite de la guerre contribua à l'aggravation de la situation générale à Shkodër, dont faisait état en détail le consul Léon Krajewsky, qui resta en ville pendant le siège. Déterminé à conquérir la ville, le Monténégro ferma complètement les voies d'accès vers Shkodër depuis deux directions terrestres. La situation sanitaire et hygiénique devint immédiatement alarmante. Les maladies infectieuses se propageaient parmi la population civile qui payait le plus lourd tribut au siège. Pour les besoins d'hébergement des blessés et des malades, le Konak de la

<sup>15</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 243, №163–164, Scutarid'Albanie, le 8 novembre 1912.

<sup>16</sup> *British documents on the origins of the war: 1898–1914. Vol. 9, The Balkan Wars. Part 2, The League and Turkey*, G. P. Gooch and Harold Temperley, His Majesty's Stationery Office, London, 1934, № 464, Foreign Office, January 7, 1913, p. 371.

<sup>17</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 294, № 32–38, Londres, le 22 janvier 1913.

<sup>18</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 439, Missions militaires française, № 138, Belgrade, le 19 février 1913. 19 AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MFPO8628, №222–223, Scutarid' Albanie, le 1er avril 1913.

ville fut transformé en hôpital. Tous les bâtiments scolaires furent mis à disposition des missions médicales de la Croix rouge britannique, autrichienne et autres. Leur aide fut capitale parce que l'aide du Croissant rouge ne parvenait pas jusqu'à la ville.<sup>19</sup>

Le coup de force des Jeunes-Turcs à Constantinople se refléta autant sur la situation à Shkodër. Le mécontentement culmina le 30 janvier 1913 par l'attentat contre le commandant de la défense de la ville, Hasan Riza Pasha.<sup>20</sup> Le lieutenant-colonel Fournier douta que le meurtre fût commandité par le commandant de garnison Essad Pasha Toptani, en raison d'un désaccord entre eux. Après la mort de Riza Pasha, Essad Pasha prit le contrôle total de Shkodër, ce qui, selon Fournier, «ouvrait une nouvelle perspective à ses propres ambitions».<sup>21</sup>

Les grandes puissances persuadèrent les délégués des pays belligérants de revenir à la table de négociations au mois de mars. C'était un signe que la fin de la guerre s'approchait, mais le Monténégro n'avait toujours pas réalisé son objectif de guerre principal. Déterminé à conquérir la ville à tout prix, il demanda en janvier l'aide de la Serbie, qui arriva début février. Sous le commandement du général Bojovic, à partir de mars commença une nouvelle tactique de siège. A la place des bombardements des positions militaires, effectués jusqu'à présent, on commença avec le bombardement au hasard de tous les quartiers de la ville, y compris ceux où se trouvaient des représentants diplomatiques.<sup>22</sup> L'agressivité et l'obstination du Monténégro à conquérir Shkodër, usant de tous les moyens disponibles, a eu pour conséquence la prise de distance entre lui et ses pays amis tels que la Russie, l'Italie et la France. Jusqu'au mois de mars, la Russie, bien qu'elle fût la protectrice la

<sup>19</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MFPO8628, №222–223, Scutarid'Albanie, leler avril 1913.

<sup>20</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 255, MF, PO8620, №215–216, Scutarid' Albanie, le31janvier 1913; „Übistvo Hasan Rize“, Pijemont, №114, 25.april/8. maj 1913.

<sup>21</sup> Dimitrije Vujović, «Francuski vojni ataše, pukovnik Furnije, o operacijama oko Skadra 1912. i 1913. godine», 267–302; AMAE, NS, Turquie, doss. 259, MF PO 8624, № 145–147, Scutari d'Albanie, le 5 mars 1913; Arhiv Srbije (AS), lični fond Stojana Novakovića, SN– 253, Cettigné, le 25 mars 1913.

<sup>22</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MFPO8628, № 222–223, Scutarid' Albanie, leler avril 1913.

plus constante, faisait des concessions en vue de l'établissement d'une paix générale.<sup>23</sup> Le député russe à Cetinje, Alexandre de Giers suggérait au Monténégro de renoncer à Shkodër, parce qu'il n'y avait pas de perspective qu'il l'obtienne.<sup>24</sup>

Le destin de Shkodër fut définitivement décidé à la séance de la Conférence des ambassadeurs le 22 mars. Le comte Mensdorff proposa une solution de compromis – que Djakovica reste en dehors des frontières de l'Albanie, à la condition que Shkodër soit dans le cadre des limites.<sup>25</sup> Le Monténégro n'avait aucune puissance de son côté, même le représentant russe Beckendorff avait voté pour la proposition austro-hongroise. Le Monténégro perdait le soutien non pas seulement de la Russie officielle, mais aussi "panslaviste", à qui il faisait le plus confiance. Le tzar Nicolaï II affaiblissait lui-aussi son soutien aux Slaves des Balkans, révolté par les tentatives permanentes d'impliquer la Russie dans leurs "petites altercations", comme il les appelait.<sup>26</sup> Seule la Serbie resta du côté du Monténégro, mais pas au prix de la guerre contre l'Autriche-Hongrie.<sup>27</sup>

La décision des ambassadeurs du 22 mars contribua à l'augmentation des intolérances au sein de la famille royale et du gouvernement monténégrin. Le mécontentement s'est accru suite à l'arrivée des informations sur la chute d'Ioannina le 6 et d'Edirne le 26 mars. Shkodër resta l'unique forteresse sous l'autorité des Turcs dans les Balkans tout entiers.<sup>28</sup>

<sup>23</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 260, MF PO 8625, № 192–193, Scutari d'Albanie, AMAE, NS, Turquie, doss. 294, № 68–69, Londres, le 11 février 1913.

<sup>24</sup> Mitar Martinović, *Ratne godine 1912–1916*, Službeni list SRJ; Slovo, Beograd–Kraljevo 1996, 68.

<sup>25</sup> Arhiv Srpske akademija nauka i umetnosti (ASANU), Zaostavština Nikole Pašića, br. 11611, J. Jovanović–N. Pašić, Beograd, 23. februar/8. mart 1913.

<sup>26</sup> Andrew Rossos, *Russia and the Balkans (1909–1914)*, An Arbor: University Microfilms, Stanford University 1971 (manuscript PhD thesis), p. 359.

<sup>27</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 261, MF PO 8626, № 79, Sofia, le 17 mars 1913.

<sup>28</sup> Andrija P. Jovičević, *Dnevnik iz balkanskih ratova*, Službeni list SRJ ; Slovo, Beograd–Kraljevo, 1996, p. 83; AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MF PO 8628, № 37–39, Cettigné, le 29 mars 1913.

## Démonstration de pouvoir des grandes puissances et culmination de la crise

Déterminées à forcer le Monténégro à interrompre le siège, les grandes puissances conseillèrent d'abord aux crédeurs du Monténégro, l'Italie et la Russie, de ne plus accorder de prêts, se qui revenait à soutenir financièrement une guerre vaine.<sup>29</sup> La pression économique fut accompagnée d'une proposition encore plus radicale. Craignant que l'Autriche-Hongrie perde patience et qu'elle attaque seule le Monténégro, l'Ambassade russe à Londres avança l'idée d'une démonstration de force commune par les grandes puissances dans les eaux monténégrines.<sup>30</sup> La crainte que la Russie avait face aux démarches de l'Autriche-Hongrie n'était pas sans fondements. Lors d'un conseil interne entre le comte Leopold Berchtold et le chef de l'Etat-major, le général Conrad von Hötzendorf, vers la mi-mars, les interlocuteurs parvinrent à un accord de principe pour entreprendre, contre le Monténégro, une démonstration maritime et un blocage pacifique de la côte monténégrine. Si ces mesures n'apportaient pas les résultats souhaités, il faudrait alors procéder à l'invasion terrestre non seulement du Monténégro mais aussi de la Serbie, qui lui apportait l'aide.<sup>31</sup> Les navires austro-hongrois quittèrent le port du Pula le 23 mars, se dirigeant vers la côte monténégrine. Le départ des navires fut accompagné par un ultimatum, remis par l'émissaire à Cetinje, Wladimir Giesl von Gieslingen. C'était le début de la phase culminante de la crise de Shkodër.<sup>32</sup>

Afin d'empêcher l'invasion réalisée par la seule l'Autriche-Hongrie, la Russie était d'avis que la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie prennent part à cette démonstration, pour la faire

---

<sup>29</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MF PO 8628, № 129, Londres, le 31 mars 1913.

<sup>30</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 18, Berlin, le 2 avril 1913.

<sup>31</sup> Ernst Christian Helmreich, *The diplomacy of the Balkan Wars (1912–1913)*, Harvard University Press; H. Milford, Cambridge–London 1938, p. 296; Graydon A. Tunstall Jr., *Planning for war against Russia and Serbia: Austro-Hungarian and German military strategies (1871–1914)*, Social Science Monographs, Colorado 1993, pp. 127–128.

<sup>32</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 32, Saint-Petersbourg, le 2 avril 1913; Mihailo Vojvodić, «Razgraničenje Srbije i Crne Gore s Albanijom 1912–1913», IČ, br. 36 (1989), pp. 149–162.

apparaître ainsi comme une mission commune et légitime de toutes les grandes puissances. L'idée de prendre part à une démonstration contre un petit pays des Balkans, qui ne menaçait aucunement ses intérêts vitaux fut inacceptable pour la France, qui la qualifia de presque'insensée.<sup>33</sup> Elle présenta une contre-proposition, à savoir de confier le mandat à une puissance des deux blocs respectifs : l'Autriche-Hongrie (en tant que représentante de la Triple alliance) et la Grande Bretagne (qui représenterait les forces de l'Entente), avec des limites claires imposées aux mandataires. Cependant, cette proposition fut catégoriquement rejetée par Gray, arguant que «l'opinion publique britannique n'approuverait jamais que la Grande Bretagne soit l'un des exécuteurs de la volonté de toutes les grandes puissances».<sup>34</sup> A la place de la proposition française, lord Gray présenta aux ambassadeurs la proposition russe, lors d'une séance qui eut lieu le 28 mars.<sup>35</sup> Ils l'acceptèrent le 31 mars. Ce même jour, les Monténégrins entreprirent une nouvelle grande attaque sur Tarabosh, qui finit par un échec, tout comme les précédentes.<sup>36</sup>

Bien que Paul Cambon ait exprimé son accord formel pendant la réunion, dans les jours qui suivirent, confrontée à la condamnation de l'opinion publique, la France hésitait à prendre part à la démonstration. La Russie lui demandait d'être son mandataire, parce qu'elle ne pouvait pas y participer, en raison des relations proches qui existaient entre la Russie tsariste et le Royaume du Monténégro. C'est en raison des liens de parenté entre la dynastie des Savoie et des Petrovic que l'Italie examinait aussi la possibilité d'être exempte.

Dans le processus de prise de décision, la France était aussi inquiète des motivations de l'Allemagne. Le 2 avril, l'ambassadeur à Berlin, Jules Cambon s'entretint avec le secrétaire d'Etat allemand, Gotlieb von Jagov. Jagov nia l'existence de toute motivation cachée,

<sup>33</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 262, MF PO 8627, N° 168, Paris, le 27 mars 1913.

<sup>34</sup> *British Documents on the Origins of the War 1898–1914 (BD), vol. IX, part II*, ed. by G.P. Gooch and H. Temperley, Published by Her Majesty's Stationery Office, London, 1934, N° 801, Foreign Office, April 3, 1913, p. 650.

<sup>35</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, N° 170–176, Londres, le 4 avril 1913.

<sup>36</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 262, MF PO 8627, N° 170, Paris, le 27 mars 1913.

soulignant que l'Allemagne répondait seulement à l'appel de son allié et ajoutant qu'elle saluerait la participation de la France, parce qu'il était important que les deux blocs de grandes puissances soient représentés dans l'entreprise sur un pied d'égalité.<sup>37</sup> A la différence de la politique officielle, l'opinion publique allemande condamnait cette idée. Le journal *Vossische Zeitung* rapportait, avec ironie, qu'il était «ridicule de voir les grandes puissances se manifester avec leur flotte meurtrière et puissante contre le royaume monténégrin» et que «les grandes puissances sont coupables elles-mêmes de devoir recourir maintenant aux grands moyens contre les points les plus faibles des Balkans, rien que pour assurer leur crédibilité et celle de leur politique».<sup>38</sup>

La Grande Bretagne fut la plus agile à pousser la France à rejoindre les autres puissances dans la démonstration de force. Le 2 avril, par le biais d'une lettre personnelle, lord Gray s'adressa au ministre des Affaires étrangères, Stéphane Pichon, le rappelant que toutes les puissances, y compris la France, avaient conçu ensemble le projet de l'Etat albanais, suivant lequel Shkodër serait située dans les frontières de l'Albanie. Selon Gray, la démonstration de force représenterait ne serait que la mise en œuvre d'une décision déjà prise. Si la France n'y participait pas, la Grande Bretagne y renoncerait également et se retirait aussi de la conférence, parce que la poursuite des séances sans manifestation d'unité des puissances dans cette mission n'aurait pas de sens, conclut Gray.<sup>39</sup>

Suite à cette intervention, le navire français Edgar-Quintet, stationné à Corfou, reçut l'ordre de lever les voiles et de suivre deux navires britanniques.<sup>40</sup> Dans le même temps, Pichon rendit public un communiqué indiquant que la France acceptait, avec ressentiment, de participer à la démonstration de force maritime, en qualité de mandataire de la Russie.<sup>41</sup> Comme attendu, la participation de la France dans la crise de Shkodër ébranla sa réputation

<sup>37</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 18, Berlin, le 2 avril 1913.

<sup>38</sup> AS, Ministarstvo inostranih dela – Presbiro (1903–1918), fas. 9, januar – april 1913, pregled štampe za 1/14 april 1913.

<sup>39</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 129–130, Londres, le 3 avril 1913.

<sup>40</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 47–48, Paris, le 2 avril 1913.

<sup>41</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 90, Paris, le 3 avril 1913.

en Serbie et au Monténégro. Le géographe Jean Brunhes, qui visita la Serbie en mars 1913, nota qu'en raison de cette décision la France gagna la qualification de "poltron honteux de la Russie", attribuée par certains journaux serbes.<sup>42</sup>

Huit navires appartenant aux grandes puissances apparurent près du port monténégrin de Bar le 4 avril au crépuscule. Sir Cecil Buney, vice-amiral britannique, l'officier le plus haut gradé, fut choisi pour commander l'escadre. Le lendemain, les amiraux envoyèrent une missive au gouvernement monténégrin, fixant un délai de 24 heures pour interrompre le siège et le bombardement de la ville.<sup>43</sup> Le gouvernement de Cetinje exprima ses regrets face à une telle décision des grandes puissances et répondit qu'il continuait le siège.<sup>44</sup> La démonstration de force se transforma le 10 avril en blocus complet de la côte, depuis Bar jusqu'aux bouches de Drim.<sup>45</sup>

Suite à l'élargissement du blocus le long de la côte monténégrine, il était clair que la démonstration de force serait plus longue que la France ne le prévoyait. En raison des pressions puissantes exercées par son opinion publique, elle souhaitait mettre fin à la crise de Shkodër dans les plus brefs délais.<sup>46</sup> Critique à l'encontre de son propre gouvernement, l'opinion publique française n'épargnait pas non plus le Monténégro. Par son obstination et son refus tenace de renoncer à Shkodër, le roi monténégrin Nikola réussit à retourner contre lui et son pays une grande partie de l'opinion publique française. Ainsi le journal parisien *Journal des Débats* se demandait, le 10 avril, «au nom de quoi ce petit pays, partie minuscule du peuple serbe, s'attribuait le droit d'annexer la population non-serbe». Ce journal s'alignait avec la déclaration de lord Gray selon laquelle le Monténégro menait une guerre de conquête.<sup>47</sup>

<sup>42</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 269, № 56–66, Salonique, le 13 mai 1913.

<sup>43</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 211–212, Antivari, le 5 avril 1913.

<sup>44</sup> E. Ch. Helmreich, op. cit., p. 310.

<sup>45</sup> Mitar Đurišić, *Prvi balkanski rat 1912–1913: operacije crnogorske vojske*, knj. 3, Istorijski institut Jugoslovenske narodne armije; Vojno štamparsko preduzeće, Beograd 1960, 343.

<sup>46</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 263, Paris, le 7 avril 1913.

<sup>47</sup> AS, Ministarstvo inostranih dela – Presburo (1903–1918), fas. 9, januar – april 1913, pregled štampe za 1/14 april 1913.

Tandis que les autres grandes puissances essayaient de trouver une sortie de crise par le biais des négociations sur l'indemnisation financière du Monténégro, la patience du sommet militaire et politique austro-hongrois était à bout. Le fait que le siège soit non seulement poursuivi mais aussi renforcé, provoquait la fureur dans les milieux autrichiens qui se rapprochaient de plus en plus de la décision d'envoyer l'armée contre le Monténégro.<sup>48</sup> Vienne était aussi troublée par de fausses informations sur la chute de Shkodër qui se propageaient de façon erratique. La fréquence de telles informations augmenta à partir du moment où les grandes puissances bloquèrent la côte du Monténégro.<sup>49</sup> En dépit de l'état de veille, l'anxiété atteignit son sommet lorsque le 23 avril arriva à Vienne la confirmation de la capitulation de Shkodër.<sup>50</sup>

Avant l'acte de reddition formelle, Essad Pasha adressa aux représentants du corps diplomatique un bref communiqué portant sur les raisons de la capitulation. Il indiqua, entre autres, que les dépôts militaires et alimentaires n'étaient pas approvisionnés depuis le début du siège, qui durait depuis sept mois, que les conditions offertes par le Monténégro étaient dignes et qu'elles ne rabaisaient pas la réputation des soldats qui résistaient courageusement au siège pendant plusieurs mois. Il fut permis à la garnison qui comptait 20.000 personnes d'emporter les armements restants, y compris les munitions. Ils se retirèrent vers Tirana et le pouvoir monténégrin plaça Shkodër et ses environs sous son autorité le 24 avril à l'aube.<sup>51</sup>

Les grandes puissances apprirent rapidement que les communiqués d'Essad pacha et celui lu par le roi Nikola à l'Assemblée n'étaient qu'une simple farce.<sup>52</sup> La raison principale de la capitu-

<sup>48</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 47–48, Vienne, le 23 avril 1913.

<sup>49</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 253, Corfou, le 6 avril 1913.

<sup>50</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 47–48, Vienne, le 23 avril 1913 „Pad Skadra“, „Skadar je pao“, „Pad Skadra u Narodnoj skupštini“, Samouprava, №84, 10/23. april 1913, pp. 1–3.

<sup>51</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 50, Scutari d'Albanie, le 23 avril 1913.

<sup>52</sup> *Dokumnti o spoljnoj politici Kraljevine Srbije (1903–1914), knj. 6, sv. 2, 1/14. april – 30. juni/13. juli 1913*, Vaso Čubrilović, Dušan Lukač, SANU, Beograd 1981, № 327, pp. 422–423.

lation était l'ambition d'Essad Pasha de devenir gouverneur d'Albanie. En tant que descendant d'une des familles musulmanes les plus renommées, il était très méfiant envers ses compatriotes de confession catholique et orthodoxe. Selon lui, une Albanie homogène du point de vue religieux et plus petite sur le plan territorial serait un pays beaucoup plus stable. Il était prêt à corriger les frontières établies en échange du soutien de la Serbie, de la Grèce et du Monténégro. Il promettait lorsqu'il gagnerait le trône. Les souverains du Monténégro, de la Serbie et de la Grèce lui promirent oralement qu'ils soutiendraient ses prétentions et le roi Nikola lui donna même une partie de l'aide reçue de la Russie.<sup>53</sup>

Le jour même de la remise du pouvoir, à Londres se réunirent les ambassadeurs pour adopter de nouveau la même décision – la chute de Shkodër ne changeait pas la décision sur le sort de la ville ni le tracé établi des frontières albanaises. Les frontières du plus jeune Etat des Balkans furent tracés le 14 avril par les cartographes austro-hongrois et le comte Alexander Beckendorff. Après avoir déterminé de nouveau le tracé identique de la frontière, les ambassadeurs envoyèrent la carte, accompagnée d'un protocole assorti, au roi Nikola, l'invitant à évacuer la ville.<sup>54</sup> L'Autriche-Hongrie n'était pas satisfaite de cette réaction mitigée. Le comte Berchtold demandait aux ambassadeurs d'adopter des mesures plus rigoureuses. Il qualifia le comportement du Monténégro d'insultant envers les grandes puissances.<sup>55</sup> L'Allemagne n'avait pas de dilemme s'il fallait continuer à soutenir son allié. Dans les nouvelles instructions pour le prince Lichnowsky à Londres figurait la demande d'octroyer à l'Autriche le mandat pour l'attaque.<sup>56</sup>

La conférence des ambassadeurs se mit d'accord sur le fait qu'il fallait élever les mesures punitives à un niveau supérieur, mais

<sup>53</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 82, Paris, le 24 avril 1913.

<sup>54</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 58, Paris, le 24 avril 1913; Сборник дипломатических документов, касающихся событий на Балканском полуострове (август 1912 – июль 1913), Министерство иностранных дел, Санкт Петербургъ 1914, № 106, Санкт Петербургъ, 2/15 Апрелья 1913, 77–78.

<sup>55</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 73, Londres, le 24 avril 1913.

<sup>56</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 218–219, Berlin, le 28 avril 1913.

elle insista une dernière démarche auprès du Monténégro avant l'invasion. La démarche fut remise le 27 avril.<sup>57</sup> Paul Cambon insistait particulièrement sur ce dernier pas en direction de la paix. Il fit clairement savoir à son collègue Beckendorff que si le gouvernement russe soutenait l'idée de la campagne terrestre, la Russie devrait «y prendre part elle-même ou les grandes puissances octroieraient leur mandat à l'Autriche-Hongrie».<sup>58</sup>

Le Quai d'Orsay ne partageait pas la détermination de Cambon. Il hésitait entre la loyauté envers l'allié et la responsabilité envers les intérêts de l'Etat français. L'aggravation des relations entre l'Autriche-Hongrie et le Monténégro inquiétait surtout Maurice Paléologue, chef du Département politique. Il se concertait régulièrement avec Poincaré sur le déroulement de la crise et ses conséquences. Les deux étaient d'avis que la diplomatie russe avait fait preuve de contradiction, voire de déloyauté. La culmination survint suite à la chute de Shkodër, lorsque Sazonov informa Pichon qu'il «approuvait l'action militaire contre le Monténégro, mais que cette position devait rester leur secret absolu».<sup>59</sup>

Pendant que la France et la Russie tentaient de trouver une sortie de la crise de Shkodër, elles apprirent que les forces austro-hongroises étaient prêtes à faire mouvement. Le comte Berchtold informa les grandes puissances qu'il attendrait la réponse du roi du Monténégro jusqu'au soir du 5 mai. Si la réponse n'arrivait pas, l'armée, déjà stationnée à la frontière, recevrait l'ordre de se déployer. L'Italie a immédiatement fait savoir qu'elle suivra l'Autriche-Hongrie et annonça son intention d'occuper Valone (Vlorë).<sup>60</sup> Le 4 mai, Sazonov adressa au gouvernement monténégrin un dernier appel à quitter Shkodër dans le plus brefs délais grande urgence, parce que ce serait l'unique manière d'éviter l'attaque de l'Autriche-Hongrie.<sup>61</sup> Outre au gouvernement monténégrin, Sazonov envoya des télégrammes à Pichon et à lord Gray, exprimant l'espoir

<sup>57</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 231–232, Cettigné, le 28 avril 1913.

<sup>58</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 235–239, Londres, le 28 avril 1913.

<sup>59</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 268, № 162–163, Paris, le 4 mai 1913.

<sup>60</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 268, № 164, Paris, le 4 mai 1913.

<sup>61</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 268, № 165, Paris, le 4 mai 1913.

que la France et la Grande Bretagne rejoindraient les soldats austro-hongrois et italiens. Il souligna qu'une opération terrestre n'était qu'une continuation de la démonstration de force déjà amorcée, dans laquelle les deux Etats avaient déjà consenti à participer en leur nom propre et en celui de la Russie et que cette promesse devait être tenue jusqu'au bout.<sup>62</sup>

Confronté au danger d'être attaqué par au moins deux grandes puissances, le Monténégro annonça le 5 mai la remise inconditionnelle de la ville.<sup>63</sup> La décision du roi Nikola fut condamnée par son entourage. Le gouvernement de Mitar Martinovic démissionna «parce qu'il définissait la remise de Shkodër comme une trahison». Le nouveau gouvernement fut composé par Janko Vukotic, avec beaucoup de mal, parce que la majorité des députés ressentait de la honte à l'idée d'assumer une telle responsabilité devant le peuple.<sup>64</sup>

La réunion des ambassadeurs du 5 mai porta de nouveau sur le problème de Shkodër. Lord Gray ouvrit la séance par la lecture du télégramme parvenu de Cetinje. Tous les délégués réunis saluèrent la décision de roi Nikola de se conformer à la volonté de l'Europe. Il ne restait plus, conclurent-ils, qu'à obtenir du Monténégro qu'il réalisait la promesse donnée et retirât ses troupes de Shkodër et de ses environs.<sup>65</sup> L'évacuation des troupes monténégrines se déroula très lentement. Selon ce qui fut convenu, les soldats monténégrins devaient évacuer les lieux avant le 7 juin et se retirer à 10 kilomètres en dehors de Shkodër et de Tarabosh, mais fin mai l'armée n'avait toujours pas entamé la retraite ou presque.<sup>66</sup>

Les conséquences de la crise de Shkodër étaient fatales pour la situation intérieure. La perte de Shkodër représentait pour le Monténégro plus que la simple perte d'une ville fortifiée. Shkodër était la cible principale et l'axe de tous les objectifs de guerre monténégrins. La réputation du roi et de la dynastie tombèrent au niveau le plus bas depuis son accession au trône. Le roi dirigea toute sa

---

<sup>62</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 268, N° 167, Paris, le 4 mai 1913.

<sup>63</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 268, N° 177, Londres, le 5 mai 1913.

<sup>64</sup> A. P. Jovičević, *op.cit.*, pp. 93–94.

<sup>65</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 295, N° 74–78, Londres, le 5 mai 1913.

<sup>66</sup> AMAE, NS, Turquie, doss. 270, N° 56, Scutari d'Albanie, le 26 mai 1913.

fièvre contre la Russie. Il commença à mettre en œuvre une campagne antirusse, visant à chasser tout ce qui est russe, flirtant, en même temps, avec l'Autriche-Hongrie. Avec ce comportement, de base, il rendit impossible le travail de l'émissaire russe Alexander Giers, qui prit, début juin, des vacances d'une durée indéterminée. L'Institut des filles qui était sous la protection de l'impératrice russe Maria Fiodorovna, mère de l'empereur Nicolaï II, ferma ses portes.

Contrairement à sa mauvaise situation intérieure, les perspectives de politique extérieure du Monténégro étaient bonnes. C'est ce que pensait l'intellectuel et publiciste français Charles Loiseau qui s'y rendit en automne 1913. En tant qu'ami proche de la maison royale des Petrovic et de la famille renommée Vojnovic, Loiseau connaissait bien la situation au Monténégro. En résumant les guerres, Loiseau conclut que le Monténégro avait pris part trop vite à la Première guerre balkanique. Pendant la plus grande partie de la guerre, il manquait de munitions et n'avait pas de services médicaux organisés pour les blessés. Loiseau accusait pour cela le général russe Nikolaï Potapov qui était, depuis 1903, à la tête de la mission militaire russe. Selon Loiseau, la mission n'avait pas accompli son devoir, parce que «l'armée monténégrine entra en guerre mal préparée et, en tant que telle, mena mal cette guerre». Cependant, la guerre aux côtes de l'armée serbe, qui était plus organisée et plus disciplinée, contribua largement à la consolidation de l'armée monténégrine. En outre, le combat commun des armées serbe et monténégrine avait contribué à l'attisement des sentiments nationaux «de deux peuples qui partageaient la même tradition et la même langue». Loiseau conclut ses notes sur son séjour par les mots suivants :«pendant des siècles, le Monténégro ne connut d'autre protecteur que la Russie, mais pendant la guerre, il acquit un nouveau protecteur, l'Etat voisin et fraternel de Serbie».<sup>67</sup> C'est justement le rapprochement entre le Monténégro et la Serbie qui fut, pour Loiseau, l'acquis le plus important des guerres balkaniques. Compte tenu des positions de politique

<sup>67</sup> Arhiv Srpske akademija nauka i umetnosti (ASANU), Zaostavština Šarla Loazoa i Luje Vojnovića, 14427–III–202, Rapport au Département du 18 octobre 1913 sur la situation au Monténégro.

extérieure, intérieure et économique des deux pays, rien ne semblait plus logique à Loiseau que l'unification, dans un futur proche, de la Serbie et du Monténégro en un pays commun, ce qui surviendra cinq ans plus tard, mais ce pays dépassait de loin les idées et les prévisions de Loiseau.

## Bibliographie

Archives des Ministère des affaires étrangères (AMAE), Nouvelle série 1896–1914(NS)

Arhiv Srpske akademija nauka i umetnosti (ASANU), Zaostavština Šarla Loazoa i Luje Vojnovića, 14427.

Arhiv Srpske akademija nauka i umetnosti (ASANU), Zaostavština Nikole Pašića, br.11611.

*Dokumenti o spoljnoj politici Kraljevine Srbije (1903–1914), knj. 6, sv. 2, 1/14. april – 30. juni/13. juli 1913*, Vaso Čubrilović, Dušan Lukač, SANU, Beograd 1981

Graydon A. Tunstall Jr., *Planning for war against Russia and Serbia: Austro-Hungarian and German military strategies (1871–1914)*, Social Science Monographs, Colorado 1993.

Helmreich, Ernst Christian *The diplomacy of the Balkan Wars (1912–1913)*, Harvard University Press; H. Milford, Cambridge–London 1938.

Martinović, Mitar *Ratne godine 1912–1916*, Službeni list SRJ; Slovo, Beograd–Kraljevo 1996.

Международные отношения в эпоху империализма (МО). Документы из архивов царского и временного правительства 1878–1917. Серия вторая 1900–1913, часть II (14 августа – октября 1912 г), Москва; Ленинград : Государственное социально-экономическое издательство, 1940.

Andrew Rossos, *Russia and the Balkans (1909–1914)*, An Arbor: University Microfilms, Stanford University 1971.(manuscript PhD thesis)

Pavle Popovitch, *Le Monténégro et la Question de Scutari*, Édition Atar, Genève 1918.

Сборник дипломатических документов, касающихся событий на Балканском полуострове (август 1912 – июль 1913), Министерство иностранных дел, Санкт Петербургъ 1914.

Stojić, Biljana “Saznanja velikih sila o stvaranju Balkanskog saveza”, *Istorijski časopis (IČ)*, LXV (2016), pp. 385–402.

Stojić, Biljana, *Francuska i balkanski ratovi (1912–1913)*, Istorijski institut, Beograd, 2017.

Stojić, Biljana, Merlicco, Giordano, “Italy and France in the Austro-Serbian Crisis of July 1914”, in: *The First World War: Analysis and Interpretation*, Volume 2, (Eds.) Antonello Biagini, Giovanna Motta, Cambridge Scholars Publishing, 2015, pp. 285 -299.

Vujović, Dimitrije “Francuski vojni ataše, pukovnik Furnije, ooperacijama oko Skadra 1912. i 1913. godine”, *Oblasti Stare Raške krajem XIX i početkom XX veka*, P. Vlahovićm S. Gojković, Ustanova za kulturu i obrazovanje Dom revolucije, Prijepolje, 1994, pp. 267–302.

## **Summary**

---

### **FRENCH POLICY DURING THE SHKODËR CRISIS (1912–1913)**

The paper deals with France's policy towards the Shkodra crisis and the aftermath of the Balkan wars (1912–1913) on Franco-Russian relations and relations between the two blocs of great powers in the near beginning of the World War I. The problem of defining place of the Shkodra among great forces was assessed as very serious, and as such it was included on the agenda of the Ambassador Conference, which began with the London meeting on December 17, 1912. The Shkodra crisis escalated in March 1913, when the Austro-Hungarian-influenced ambassadors decided that Shkodra should belong to Albania instead to Montenegro. The situation was additionally complicated by King Nikola's refusal to obey the will of Europe, and by the Montenegrin conquest of the city, on March 26th. Being the patron of Montenegro and the Balkan Slavs, Russia could not directly intervene in solving the crisis, so she transferred its mandate to an ally, France. Under pressure coming from Russia and the United Kingdom, France accepted the mandate and sent ships to block the coast of Montenegro. However, she felt that she was forced to interfere with a local problem that did jeopardize her vital national interests and that sending ships to the Adriatic Sea violated the neutrality that she had proclaimed at the beginning of the war. Until the crisis was finally resolved in early May, the policies of France and Russia were inconsistent, leaving serious consequences for their allied relations. This paper is based on documents obtained from the Archives of the Ministry of Foreign Affairs of France, on the material of the Archives of Serbia, as well as on the relevant literature and periodicals.

**Key words:** Crisis of Shkodër, First Balkan War, Montenegro, France, King Nikola, Paul Cambon, Raymond Poincaré.

---

**САЖЕТАК**

---

**ФРАНЦУСКА ПОЛИТИКА У  
СКАДАРСКОЈ КРИЗИ 1913. ГОДИНЕ**

У раду ћемо се бавити политиком Француске према Скадарској кризи и последицама балканских ратова (1912–1913) по француско-руске односе у предвечерје Првог светског рата. Проблем припадности Скадра оцењен је као врло озбиљан и као такав је био уврштен у дневни ред Амбасадорске конференције која је почела заседање у Лондону 17. децембра 1912. Скадарска криза је ескалирала у марту 1913. године када су Амбасадори под утицајем Аустроугарске донели одлуку да Скадар уместо Црној Гори припадне Албанији. Ситуација се искомпликовала одбијањем црногорског краља Николе да се повинује вољи Европе и црногорским освајањем града 26. марта. Као заштитница Црне Горе и балканских Словена Русија није могла да се директно умеша у решавање кризе те је свој мандат пренела на савезницу Француску. Под притиском Русије и Велике Британије Француска је мандат прихватила и послала бродове да блокирају обалу Црне Горе. Ипак, сматрала је да је натерана да се умеша у локални проблем који се није тичао и да је слањем бродова у Јадранско море прекршила неутралност коју је прокламовала на почетку рата. Све док криза није разрешена почетком маја политике Француске и Русије су биле у раскораку што је оставило озбиљне последице по њихове савезничке односе. Рад је заснован на документима похрањеним у Архиву Министарства спољних послова Француске у Паризу, грађи Архива Србије у Београду, као и релевантној литератури и периодици.

**Кључне речи:** Скадарска криза, Први балкански рат, Црна Гора, Француска, Краљ Никола, Пол Камбон, Ремон Поенкаре.

---

**Dr. Dušica Bojić**

*Directrice du Musée historique de Serbie, Belgrade, Serbie*

---

## **LES DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA COOPÉRATION ENTRE LA FRANCE ET LA SERBIE DANS LA GRANDE GUERRE : UN REGARD CENT ANS PLUS TARD**

### **Résumé**

---

*Les relations franco-serbes pendant la Grande Guerre ont été marquées par l'alliance et l'amitié, particulièrement après 1915. Les Français contribuent à aider l'armée serbe à récupérer après la traversée de l'Albanie et organisent le transport par les bateaux de Corfou jusqu'à Thessalonique. Les deux dernières années de guerre ont été marquées par une coopération en matière de commandement sur le front de Thessalonique. La France est l'un des pays d'Europe qui a accueilli plus de 17 000 réfugiés, écoliers, personnes handicapées, soldats malades et civils serbes. L'assistance à la Serbie et au peuple serbe a été fournie par des parties de l'Afrique du Nord placées sous le patronage de la France. La Banque nationale serbe a été créée en France, où se trouvait également les Chambres des ingénieurs et des travailleurs. En France, il y avait aussi le siège de la Commission de recrutement, le Commissariat général pour les réfugiés, le Département de l'éducation. En 1918 et 1919, des Serbes et d'autres émigrants sont rentrés du monde entier. Après la guerre, de nombreuses amitiés et contacts personnels sont restés. De nombreux Serbes parlaient français. La*

*langue de la diplomatie était le français. En France, Alexander I Karadjordjevic a perdu la vie. Aujourd'hui, après 100 ans, les relations avec la France sont complètement différentes, mais les documents et les souvenirs ramènent et enseignent aux nouvelles générations le temps d'une excellente coopération entre les deux pays.*

**Mots-clés:** *Relations franco-serbes, diplomatie, réfugié, vie quotidienne, coopération.*

---

### **La vie des réfugiés serbes en France depuis 1915.**

Commençons par les relations franco-serbes liées à la Grande Guerre, nous commencerons par les relations liées à la Grande guerre. Après les victoires importantes de 1914 contre l'Autriche-Hongrie, à Cer, à Kolubara et sur la Drina, la Serbie réussit seule sans l'aide des forces de l'Entente à libérer le Royaume de Serbie de la pénétration austro-hongroise et allemande à l'est.

Déjà à la fin de 1914, la Serbie libérée était frappée à cette époque par une typhoïde incurable, qui se présentait sous trois formes. À cette époque, de nombreuses missions médicales, notamment françaises, écossaises, britanniques, grecques, russes, canadiennes et même australiennes, se sont rendues en Serbie pour offrir de l'assistance médicale. Sur invitation du ministère français de l'Armée, 100 agents de santé sont arrivés en Serbie. Pas moins de 3500 personnes ont postulé à cette mission.

Déjà en 1914, le dr. Emil Konsey venu à Valjevo, qui était touchée pour la première fois par la typhoïde. Une mission militaire avec le dr. Jober est arrivée à Nis fin mars 1915. Ils sont intervenus dans toute la Serbie. La typhoïde qui a tué plus de 150 000 habitants, soldats et civils a été stoppée au début du mois de mai 1915.<sup>1</sup> À l'époque, tout les maisons en Serbie arboraient un drapeau noir bien visible, chacune comptant au moins une personne

---

<sup>1</sup> Dr Emil Konsey et Charles Nicholas ont découvert déjà en 1909 que la typhoïde est transmise par les poux blancs. Voir: Dusica Bojic, Nebojsa Damjanovic, *Srbija 1915-1916*, Istorijski muzej Srbije, Beograd, 2017, p. 21.

décédée, victime des suites de cette maladie infectieuse très grave, transmise par les poux. Il a été démontré qu'elle avait été apportée des soldats austro-hongrois.

Début octobre 1915, le Royaume de Serbie fut envahi par l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Bulgarie. Obligée de battre en retraite face à « l'ennemi à trois bras », l'Armée serbe fut accompagnée dans son repli par de très nombreux civils, à travers des régions hostiles où les guerres précédentes avaient été émailleées de nombreuses exactions et dévastations perpétrées contre les familles serbes. Ils se laissèrent parfois aller à des représailles. La Serbie n'a pas capitulé. Le gouvernement, l'Assemblée, le roi, le régent, l'armée et les réfugiés sont passés par l'Albanie et le Monténégro. Le point de rencontre pour tous était à Skadar. Une partie de l'armée a atteint les ports albanais de Drac et de Ljes. En raison de la non-coopération avec l'Italie, la correspondance entre le ministre des Affaires étrangères et Premier ministre Nikola Pašić et l'empereur de Russie Nicolas II, il a été établi une coopération par laquelle des soldats et des civils serbes ont été transférés à Corfou avec de nombreuses difficultés. Puis après une récupération de deux mois, jusqu'en avril 1916, ils furent envoyés sur le front de Salonique.<sup>2</sup>

### **Admission des étudiants serbes en France**

En France, depuis janvier 1915, la Société franco-serbe était active et regroupait principalement les épouses d'hommes politiques et d'universitaires dans le but d'organiser la collecte de l'aide aux enfants serbes en danger de disparition. Parallèlement à cette action, un processus planifié était en cours pour créer le Comité universitaire par lequel une assistance spécialisée serait fournie à la jeunesse serbe. Il était présidé par Louis Liars, recteur de l'Université de Paris. Le secrétaire était Coulet, directeur du Bureau national des universités et des écoles. Il était composé de trois représentants des domaines de l'enseignement primaire, secondaire et

---

<sup>2</sup> Dušica Bojić, *Srpske izbeglice u Velikom ratu 1914–1921*, Zavod za izdavanje udzbenika, Beograd, 2007, pp. 222–223.

universitaire. Le président de l'Académie royale de Serbie, Jovan Zujovic, le recteur de l'Université de Belgrade, Djordje Stanojevic, et la professeure assistante Mileta Novakovic, représentaient la partie serbe. Les fonds à cette fin furent rapidement collectés.

Lorsque, fin 1915, après une offensive conjointe des puissances centrales, de nombreux enfants serbes se sont retrouvés sur la côte albanaise ou à Thessalonique et à Corfou, ce Comité a été créé sous le nom de « La Nation serbe en France », servant de bureau de renseignement et d'assistance aux Serbes. Il était présidé par deux députés Auguste Boppe et Milenko Vesnic. Il comprenait le Comité des associations caritatives, le Comité d'action, le Bureau et le Secrétariat. Il a rassemblé plus de 80 personnalités de la vie publique et politique des deux pays.

Depuis avril 1915, il avait été proposé au ministère serbe de l'Education et des Affaires religieuses que plusieurs enfants de guerriers serbes tombés ou morts soient envoyés dans des lycées français, pour la suite de leur scolarité. Le ministère français de l'Education s'est montré très réceptif à cette idée. Ces enfants deviendront plus tard les enfants de la République française.

Dans des circonstances aussi difficiles pour la Serbie, au moment où l'on pensait que toute la nation serait anéantie, un télégramme important du député serbe à Paris est arrivé. Le télégramme se faisait l'écho d'un événement important qui se déroulait à Paris à ce moment-là. Le député national du département des Basses-Alpes, M. Honorat, avait soumis une proposition pour examen au Parlement français. Dans le cadre de cette proposition, il a comparait la générosité du gouvernement français, qui avait admis des étudiants belges dans les écoles supérieures de l'Hexagone, alors qu'ils fuyaient leur pays sous la menace de l'ennemi, à celle qu'il aurait s'il proposait la même hospitalité aux lycéens serbes, eux – mêmes chassés de leur patrie par les ennemis de l'Entente. Le Parlement a approuvé à l'unanimité la proposition, les emprunts nécessaires à sa réalisation et il autorisé le gouvernement à faire ce qu'il devait faire en conséquence. Le télégramme de la mission serbe à Paris a été clair et concis : « Le gouvernement français accueillera et hébergera plusieurs centaines d'étudiants réfugiés

serbes dans ses écoles. Demandez au consulat de prendre des mesures pour envoyer des étudiants à Marseille pour poursuivre leurs études ». Plus tard, un autre télégramme a expliqué que les enseignants devaient accompagner les étudiants, le cas échéant. On a attribué un enseignant par groupe de 25 élèves. Le consul général de Serbie à Thessalonique a dû faire beaucoup d'efforts, pour que ce projet se réalise. Le gouvernement serbe entraît à Skadar à ce moment-là alors que l'armée et les réfugiés se retiraient vers l'Adriatique via l'Albanie.

Le premier groupe de jeunes réfugiés serbes est arrivé en France, au port de Marseille, fin décembre 1915. Il venait de Thessalonique et a été accueilli par le Comité présidé par le président de l'Académie de Marseille, Avar, le directeur du bureau des réfugiés de Chappelle, le président de la municipalité de Marseille, E. Pierre, le chef du département du Ministère français de l'éducation, M. Coulet et d'autres. Ils étaient accompagnés de Mileta Novakovic, envoyée par la Mission serbe à Paris pour accueillir des étudiants et les réfugiés.<sup>3</sup>

Seule la situation créée par le retrait de l'armée serbe et des réfugiés de Serbie par l'Albanie à Corfou, qui avait été désignée par le gouvernement français comme stationnaire, a entraîné une accumulation de populations dans une petite zone. L'arrivée à Thessalonique d'un nombre excessivement élevé de soldats et de fauteurs de troubles serbes était indésirable et difficile. De nombreux garçons et filles, en particulier du sud de la Serbie, sont venus à Thessalonique avec leurs parents. Il y avait aussi un certain nombre d'enfants qui sont arrivés seuls en suivant les colonnes de réfugiés et de militaires. Le désespoir était général, les conditions étaient terribles pour les personnes âgées et les jeunes. Les autorités locales n'ont pas pu accepter un nombre de personnes aussi important et ces quelques troupes de l'armée serbe distraites et déchirées. Le consulat de Serbie à Thessalonique a envoyé des étudiants en France et à d'autres endroits où ils ont été dispersés par les Alliés, par groupes plus ou moins importants.

---

<sup>3</sup> «Naši studenti u Francuskoj», *Srpske novine*, 7 avril 1916, *Corfou*, pp. 2-3.

La situation dans les ports albanais était encore pire. Immédiatement après leur arrivée à Skadar, le ministère serbe de l'Éducation et des Affaires religieuses a été invité à proposer à tous les écoliers qui s'étaient échappés devant l'ennemi de se rendre indifféremment dans les écoles françaises pour y organiser leur séjour et poursuivre l'année scolaire. Le rassemblement d'étudiants à Skadar et dans d'autres lieux a immédiatement commencé, leur permettant de se rendre en France dans un groupe dirigé par des enseignants. C'est ainsi que s'est formé un groupe de 800 étudiants qui, accompagnés de nombreux civils et de nombreux documents d'archives de Medova, sont partis les 6 et 7 janvier 1916 pour s'embarquer pour la France.

Aca Stanojevic, inspecteur du ministère de l'Éducation et des Affaires religieuses, qui a déjà connu des opportunités et des personnalités importantes, a pris en charge le premier hébergement de réfugiés et d'étudiants. Il a ensuite travaillé avec Avar, puis avec Etienne Poor, inspecteur général du ministère français de l'Éducation. La première vague a accueilli environ 1 200 étudiants avant que les personnes désignées pour des soins ultérieurs ne soient amenées en France. Par la suite, le ministre de l'Éducation, Ljuba Davidovic, a confié à trois inspecteurs de l'éducation les soins des étudiants serbes déjà à Skadar. Certains délégués ont amené en France fin janvier 1916 un certain nombre d'enfants abandonnés en Albanie. Des circonstances difficiles ont été créées à Marseille en raison des groupes d'étudiants nouvellement arrivés qui devaient être immédiatement déplacés vers l'intérieur du pays, dans différentes villes.

La France s'est retrouvée submergée par le nombre de Serbes gravement menacés qui cherchaient le salut sur son sol. Outre le désir d'aider, les Français devaient s'habituer au fait que des navires qui étaient des navires en détresse, qui avaient besoin de toute urgence de logements, de nourriture, de vêtements, de chaussures et, surtout, de soins hospitaliers, entraient dans leurs ports. La France transformait des écoles en hôpitaux temporaires et hébergeait une armée alliée dans chaque établissement moins utilisé, organisait des préparations et une formation pour le front. Ainsi, presque tous les établissements d'État libres ou semi-libres étaient déjà occupés et surpeuplés.

## Le travail du Département de l'éducation

À Paris, à l'époque, à la suite de l'action du gouvernement français et de notre mission, le Département de l'éducation avait déjà été créé, dirigé par Jovan M. Zujovic, président de l'Académie des sciences et ancien ministre de l'Éducation et des Affaires religieuses. Afin de permettre au Département de l'éducation de s'acquitter au mieux de sa tâche, le ministre a conféré au chef du Département des pouvoirs étendus en ce qui concerne la nomination d'enseignants serbes, le déploiement d'élèves, ainsi que leur éducation. Cela s'expliquait surtout par la faiblesse des liens entre les ministères de l'éducation et le Département de l'éducation, qui était due au trafic lent et non réglementé entre Paris et Corfou. Ainsi, le chef du Département devint le représentant officiel du ministère de l'Éducation de Serbie auprès du ministère de l'Éducation français.<sup>4</sup>

Outre le fait que les premiers groupes d'enfants ont été accueillis le 26 décembre 1915, lorsqu'ils ont été acceptés par le Lycée Lacanal, près de Paris, ce travail n'a pu être réalisé à un rythme soutenu, en particulier pour des raisons de santé et de pédagogie. L'accueil ne fut pas interrompu de sorte qu'à la fin de janvier et les premiers jours de février 1916, les étudiants étaient à l'abri dans plus de vingt endroits en France. Un seul groupe d'étudiants est arrivé à Paris et, avant cela, le Lycée Saint-Louis a été l'un des premiers à signaler, le 4 décembre 1915, qu'il accueillait un autre groupe d'étudiants.

Les autres étaient dispersés dans les écoles du sud de la France, autour du lac Léman, à Lyon, Bordeaux et autres. Les enseignants ont signalé qu'ils étaient bien reçus et chaleureusement accueillis. Les étudiants serbes ont été reçus par le Conseil municipal de Joigny et par le lycée de Brest. La solidarité avec les enfants réfugiés a également été manifestée par des écoliers de Beaumont, près de Toulouse. Ils ont été rejoints par un lycée de Tournon, près de Grenoble, et par un lycée de Bartoli d'Ancy. De même, le lycée Henri

---

<sup>4</sup> Jelica Reljic, *Arhivska građa Ministarstva prosvete na Krfu*, Istorijski institut, 1987, pp. 273-274.

IV de Paris et d'autres, parmi lesquels le lycée Saint Rambert de Lyon, se distinguaient.<sup>5</sup>

Outre l'adaptation, la question de la disparité des systèmes scolaires et du retard pris en matière d'éducation chez les jeunes Serbes posait également problème. Tout cela devait être résolu par les autorités éducatives serbes. Ainsi, plusieurs cours de fin de secondaire ont été lancés. Cela a permis à une génération d'étudiants qui était en retard de terminer leurs études conformément aux exigences réglementaires de leur pays d'origine. En raison de tous les problèmes rencontrés, les dispositions pour l'adoption de la Convention sur l'éducation en novembre 1915 ont été accélérées. Les élèves serbes suivaient le niveau et le programme qui devait être le leur en Serbie, en fonction de leur degré d'avancement scolaire. Même une académie de commerce purement serbe a été créée, avec des professeurs français et serbes.

À partir de février 1916, Jovan Zujovic aurait appris par ces informations qu'il y avait plus de 4000 élèves dans les écoles françaises. Le département de l'éducation a commencé à organiser des cours pour tous ceux qui sont arrivés à destination. Des professeurs français et serbes enseignaient aux élèves exclusivement en français, puisque c'était l'une des conditions préalables pour pouvoir entrer régulièrement à l'université afin de pouvoir suivre des cours. Des cours à Montdauphin, Viriville et Voreppe ont été préparés pour les étudiants des écoles secondaires et des lycées afin de préparer les examens du baccalauréat et ceux pour les concours de l'enseignement.<sup>6</sup>

À Marseille, il y avait un délégué permanent du ministère de l'Éducation et des Affaires religieuses, Drag. C. Obradovic, inspecteur de région de Skopje. Il a reçu des étudiants dès son arrivée en France et a continué à les envoyer dans des écoles où il y avait des places. Le dr. Milorad Godjevac, de Serbie, a été nommé médecin de l'école pour tous les étudiants en France, afin d'avoir un meilleur aperçu permanent de l'état de santé des élèves.

---

<sup>5</sup> Ljubinka Trgovčević, «Doprinos proučavanju organizacije obrazovanja mladih Srba u Francuskoj početkom 1916», *Istorijski časopis*, 5 (1987), p. 266.

<sup>6</sup> Dušica Bojić, *Srpske izbeglice u Velikom ratu 1914–1921*, p. 227.

Les élèves serbes ont été répartis dans une cinquantaine de lieux différents, notamment en Corse et en Afrique. Une attention particulière a été portée à l'apprentissage de la langue française, parce que beaucoup n'en avaient aucune notion. Presque la moitié de l'année scolaire a été consacrée à l'enseignement de la langue, ainsi qu'une partie du second semestre de 1916.

Un bataillon d'étudiants était basé à Jausiers, en France. Après avoir obtenu leur diplôme, ils participeraient au recrutement et à la formation militaire et, si nécessaire, seraient envoyés au front de Thessalonique. Parmi ces étudiants et les étudiants d'autres écoles, un certain nombre ont été déclarés aptes au combat d'examen médicaux. Ils ont fait l'objet d'une formation militaire et se sont rendus sur le front.

Compte tenu de la situation, en mai 1916, le ministre serbe de l'Armée prit la décision de former en France les étudiants de la promotion de 1897 jugés aptes au combat. Il s'agissait d'un bataillon de jeunes qui poursuivraient leurs études, tout en bénéficiant d'une formation militaire.<sup>7</sup>

Par la décision du ministre de l'Armée, les étudiants nés en 1897, qui faisaient alors partie des troupes serbes combattant sur le front de Salonique, ont également été envoyés en formation continue en France. Selon cette décision, les étudiants étaient déclarés non-combattants ou temporairement incapables, quelle que soit leur année de naissance, et n'étaient pas invités à participer au service militaire mais ils pouvaient poursuivre leurs études à l'étranger. Le bataillon d'étudiants accueillit également des jeunes nés en 1896. Trois étaient à Jausiers et un à Montdauphin. Le ministère de l'Intérieur français en a pris soin. Initialement, le bataillon comptait 381 étudiants (étudiants, élèves, lycéens, etc.). Le ministre de l'Armée a émis un ordre en novembre 1916 pour envoyer les étudiants nés avant 1896 dans les troupes de réserve à Bizerte.

Le ministre de l'Education, Ljuba Davidovic, a estimé que les étudiants scolarisés en France ou dans un bataillon universitaire ne devraient pas être appelés au front, quelle que soit leur année de naissance. Il a également demandé que les responsables

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 230.

d'éducation soient libérés de leurs fonctions militaires. Il s'agissait donc de libérer tous les professeurs d'université et professeurs associés qui se trouvaient en France et en Angleterre, puisqu'ils étaient presque tous employés ou occupaient des postes au sein du Département de l'éducation ou dans des groupes d'étudiants, donnaient des conférences ou écrivaient divers articles et discussions politiques importants. Cela renforça la propagande liée aux souffrances des Serbes pendant la Grande Guerre.<sup>8</sup>

Afin de rendre l'éducation complètement légale fin octobre 1916, la Convention de Corfou entre la Serbie et la France sur l'éducation de la jeunesse serbe dans les universités et les écoles de formation d'enseignants françaises a été signée.

Conscients de la difficulté à maîtriser la langue, les étudiants serbes ont obtenu des résultats satisfaisants aux examens. Certains doyens et recteurs ont loué leur diligence et leur succès. Outre le travail scolaire régulier, les étudiants serbes ont organisé des conférences, des concerts et des fêtes dans presque tous les groupes. À ces occasions, les alliés et les amis, les Français se sont familiarisés avec la culture serbe. A Grenoble, par exemple, il a été organisé une conférence sur « La musique populaire serbe ». A Bordeaux, une conférence sur « Les Serbes en Serbie ». A Clermont Ferrand « Sur le Saint Sava ». Des conférences ont eu lieu dans de nombreuses villes pour discuter de l'importance de Saint Sava pour le peuple serbe et ses caractéristiques culturelles ...<sup>9</sup>

La santé de la jeunesse universitaire serbe a d'abord été affectée par le catastrophe qui avait frappé la Serbie et à laquelle ils avaient survécu. Les garçons adultes avaient une mine sombre, pâle et maigre. Il était rare de voir un élève en bonne santé et fort. Tous les étudiants serbes ont reçu un soutien régulier et les étudiants malades ont été soignés. Chaque étudiant serbe a bénéficié d'un grande générosité. Ils ont tous été pourvus en vêtements, livres et matériel scolaire. Il y avait des étudiants serbes dans plusieurs villes : à Saint-Étienne, Nîmes, Orléans, Lyon à Versailles. Tous étaient scolarisés dans les lycées de ces villes et leur nombre a augmenté en 1917.

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 231.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p.232.

Après la percée du front de Salonique, lorsque la patrie fut libérée à la fin de l'année 1918 et au milieu de 1919, le ministre de l'éducation a ordonné à tous les professeurs d'Université et aux autres de rester à Belgrade jusqu'au 8 février 1919, afin de reprendre les cours. L'Université devait rouvrir ses portes le 1<sup>er</sup> mars 1919. Un avertissement était envoyé à tous ceux qui n'étaient pas rentrés avant cette date et le versement de leur salaire en France serait suspendu.

Immédiatement après, le 18 février 1919, le chef de la Section générale du Département de l'éducation a reçu un ordre du ministre de l'Éducation demandant au Commissariat général à Paris que les élèves des écoles serbes avec enseignants et parents puissent être évacués en deux groupes et en deux directions. L'un irait à Dubrovnik et l'autre à Thessalonique. Si un tel retour n'était pas possible, la demande se référerait au moins aux navires en partance pour Thessalonique qui devaient partir de Toulon. Le Département était tenu de fournir le nombre de personnes qui voyageraient dès que possible.

### **Réfugiés serbes en France**

Au début de 1916, les soins de base pour les réfugiés en France étaient dirigés par la Mission à Paris avec les Consulats régionaux et le Ministère de l'Intérieur. Trois centres ont été formés: pour le sud de la France, la Corse et le nord de l'Afrique française. M. Svetolik Radovanovic, professeur d'université et ancien ministre, a été nommé à partir de juin 1916 au poste de commissaire principal du gouvernement pour les réfugiés en France, basé à Paris. Le commissaire général a présenté les commissariats dans les consulats comme étant leurs succursales. À ce moment-là, la mission et le ministère de l'Intérieur dirigeaient deux administrations distinctes. Avec l'introduction du Commissariat, les deux administrations étaient réunies.<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> AS, Ministarstvo unutrašnjih dela u izbeglištvu, Krf, br. Protokol 3237, 20. 07. 1916; AS, Ministarstvo unutrašnjih dela u izbeglištvu, Solun, Odeljenje P, Br. Protokola10674, 25. 08. 1917.

Pendant la Grande Guerre, les réfugiés serbes représentaient des groupes de personnes expatriées dans des territoires étrangers. Ils étaient privés de propriété, de moyens de subsistance et d'économies. Leur seul soutien dans les années qui suivirent fut le Commissariat, une institution spécialement conçue pour faciliter leur vie à l'étranger. Les nombreux documents conservés parlent clairement des problèmes quotidiens de cette population dont les familles ont disparu lors de l'évacuation ou ont péri en grand nombre. Ces personnes présentaient des profils différents mais il s'agissait principalement de problèmes de santé et de problèmes sociaux. Alors que la guerre se poursuivait, les problèmes se multipliaient au fil du temps ont grandi. Dans ce contexte, le commissariat constituait un facteur d'unité et d'autorité. Et même si les commissariats étaient introduits dans les consulats en tant que sections temporaires, ils travaillaient dans le sens des ordres, liés aux réfugiés, mais aussi souvent aux affaires consulaires, créées par l'arrivée et l'accumulation de Serbes en France.<sup>11</sup>

Le Bureau du Commissariat général était le siège de l'ensemble des administrations des réfugiés en général et des réfugiés du nord de la France en particulier. Tous les 15 jours, des rapports des délégués de toutes les régions où se trouvaient des réfugiés parvenaient au commissariat, faisant le point sur leur situation, et ils étaient consignés dans le protocole du commissaire en chef. Ainsi, tous les quinze jours, des rapports arrivaient à Paris de toute la France, de Corse, d'Afrique et d'Italie.

Outre le commissariat, le département de la police, dirigé par le délégué Milorad Popovic, au cours de l'année 1917, s'est également occupé des réfugiés à Paris. Dragoljub Stefanovic a été nommé chef des visas, tandis que Vasa Aleksic, qui était également assistant du commissaire en chef, dirigeait la division du code. Ces départements avaient des locaux dans le bâtiment où se trouvait le Consulat.<sup>12</sup>

Le ministre de l'Armée a réussi à organiser avec les autorités françaises le transfert et l'embauche de travailleurs et d'officiers de

---

<sup>11</sup> Dušica Bojić, *Srpske izbeglice u Velikom ratu 1914–1921*, p. 240.

<sup>12</sup> Arhiv Jugoslavije (AJ), Fond 14, No. 230-822/3, 21.10. 1917.

l'Institut technique Vono. La plupart des officiers destinés à être logés à Paris, ont été transférés de Corfou pour soulager l'île tout en aidant l'économie et l'industrie militaires françaises.<sup>13</sup>

Un certain nombre de réfugiés ont été hébergés dans des propriétés rurales autour de Paris ou d'autres régions de la France, spécifiquement désignées pour eux. Le commissariat avait besoin d'informations sur la main-d'œuvre nécessaire dans les domaines ruraux. À certains moments, les Français riches et vieux étaient signalés au Commissariat personnellement par le manque de travailleurs saisonniers ruraux. Le Commissariat disposait déjà de données (listes) permettant d'atteindre facilement les réfugiés ayant besoin d'un tel travail. Beaucoup de Serbes étaient analphabètes, certains ne connaissaient pas le français ou avaient des difficultés à s'adapter. Ils n'avaient donc qu'à travailler sur le terrain et à survivre. Les Français et de nombreux Serbes étaient satisfaits de cette organisation car ils recevaient généralement un logement et de la nourriture en plus d'un salaire.

Il y avait des Chambres à Paris qui s'occupaient des ouvriers et des employés serbes. Dans chaque ministère, il y avait des délégués affectés à chaque département. Une fois l'accord enterriné, les négociations pouvaient commencer. Initialement, le Commissaire ne s'occupait que des greffiers. Il avait lui-même collaboré avec le gouvernement français pour employer tous les officiers qui souhaitaient améliorer leur pratique professionnelle, en se familiarisant avec l'organisation et le fonctionnement des autorités et institutions françaises.

Toute personne bénéficiant d'une recommandation spéciale pouvait obtenir pour lui-même et pour sa famille un billet de train à moitié prix, correspondant à la classe souhaitée pour la destination. Là où il était nécessaire de recruter davantage de personnes de ce type, cet appel pouvait être lancé en plusieurs exemplaires et devait être diffusé simultanément pour accélérer l'annonce. Les demandes et les déclarations étaient envoyées dans l'ordre dans lequel elles étaient soumises et le rapport fut finalement envoyé à

---

<sup>13</sup> Dušica Bojić, *Srpske izbeglice u Velikom ratu 1914–1921*, p. 243.

toutes les personnes. Sur ordre, toutes les personnes ayant besoin d'assistance devaient signer l'appel convenu.

En plus d'un emploi les réfugiés serbes, ont bénéficié d'allocations spéciales, d'un traitement gratuit dans les hôpitaux et, pour une partie d'entre eux, en fait ceux qui se trouvaient dans les colonies, d'un logement et d'une ration alimentaire. Afin de répartir le plus équitablement possible l'assistance fournie par le ministère de l'Intérieur de la République française aux réfugiés serbes, le Bureau du commissaire général a examiné toutes les listes à partir desquelles les allocations étaient versées. Les personnes extérieures aux colonies qui vivaient dans des conditions extrêmement difficiles ont également bénéficié de ce type d'assistance.<sup>14</sup>

\*

Depuis 1916, trois commissions militaires serbes ont travaillé en France. Tous les sujets du Royaume de Serbie, mais aussi ceux du territoire de la monarchie des Habsbourg qui jouissaient de certains privilèges par l'intermédiaire de ces autorités, étaient obligés de se présenter à ces examens.

La commission a voyagé de Paris à Londres et de Toulon à la Corse, où leur travail s'est poursuivi en 1917. Après un certain temps, ceux qui ne répondaient pas étaient considérés comme des fugitifs ou des déserteurs. Leur séjour légal en France n'était pas possible.

Au fil des années de guerre, les étudiants envoyés en tant que réfugiés à l'école étaient prêts à être recrutés. Les commissions militaires ont continué à faire passer des examens médicaux à des étudiants d'âges spécifiques pour les entraîner et les envoyer au front. Avant que les commissions médicales militaires n'arrivent à destination, les commissaires ou les délégués informaient les jeunes recrues serbes pour qu'elles se préparent à passer ces examens avec succès. Les rapports étaient ensuite renvoyés à Paris.

Par ailleurs, sur le lui-même, on montrait une certaine compréhension pour les étudiants recrutés, qui, selon l'État, seraient beaucoup plus utiles en tant que personnel instruit serbe plutôt

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, pp. 245-246.

qu'en tant que soldats sous-expérimentés. C'est le commandement suprême qui avait fait cette préconisation. Outre les personnes en âge de travailler et les jeunes, il y avait également des réfugiés gravement malades à Paris. Certains étaient déjà mortes à leur arrivée en France. Au cours des derniers mois de 1915, ils étaient mal nourris, dormaient rarement et étaient sensibles à diverses infections. En plus de cette misère, certains élèves ont dû abandonner leurs études et subvenir à leurs besoins.

Les réfugiés serbes de Paris avaient une autre vie, souvent tributaire de leurs moyens financiers propres. Il y avait des sujets riches qui n'avait besoin d'aucune aide. Il y avait aussi des personnes qui dépendaient uniquement de l'État serbe ou d'une autre forme d'assistance.

La vie à Paris devenait de plus en plus chère, jour après jour. Il y avait pénurie alimentaire, surtout de farine. Une grande partie de la récolte est allée au front. Afin de rendre leur ordinaire plus supportable, des restaurants pour réfugiés ont été ouvertes à Paris, où un repas gratuit pouvait être obtenu avec leur carte d'identité de réfugié. Ce sont par exemple les restaurants « Coopérative » et « Franco – America Lakey » (depuis le milieu de 1918 seulement) qui servaient ce type de repas. Par le biais du Commissariat, de la nourriture, des vêtements et du linge ont été distribués.<sup>15</sup>

\*

Paris a abrité une partie de la haute administration et des élites intellectuelles serbes. Dès le début de la guerre, avant même que les réfugiés serbes n'affluent, une intense activité littéraire et politique franco-serbe est née. Certains cercles littéraires et politiques parisiens ont organisé de nombreuses campagnes de propagande, par le biais d'ouvrages et d'articles, médiatisées sous le nom de « Journées serbes », dès 1915.

Plus tard, de telles opérations se sont répandues dans toute la France. Tout le mois de mars 1916 a été consacré à diverses conférences sur le peuple serbe et son histoire.

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 250.

De nombreux articles ont été publiés dans la presse française cette occasion. Ainsi, on écrit sur les Serbes, leur histoire et leur culture dans *Le Temps*, *Le Journal des Debats*, *Le Journal*, *Le Figaro*, *Le Petit Parisien*, *Le Progrès*, *Le Matin*, *L'Action*, *L'Excelsior*, *La Liberté*, *Le Petit Journal* et bien d'autres. Albert Saurraut, ministre de l'Éducation et des Arts, a prononcé l'un des premiers discours consacrés à l'histoire de la Serbie et aux souffrances de la guerre devant des collégiens et lycéens parisiens, réunis au grand théâtre de la Sorbonne.<sup>16</sup>

Les sociétés « Peuple serbe » et le « Comité franco-serbe » ont été organisés pour prendre part à l'accueil de jeunes réfugiés serbes dans les écoles. Le gouvernement et les parlementaires français ont particulièrement aidé ces Serbes. Le lieu qui s'imposa comme le centre de rassemblement naturel de tous les amis de la Serbie, qui souhaitaient aider ses ressortissants exilés et leur patrie outragée, fut le Consulat serbe dirigée par Milenko Vesnic.

Immédiatement après l'arrivée des premiers réfugiés à Paris, un événement allié a été organisé en Sorbonne à l'occasion de la Saint Sava en 1916. Le président de la République française, Poincaré, les plus hauts représentants de l'État, le corps diplomatique, les principaux hommes politiques et le Tout Paris ont également assisté à cette importante réunion. Les représentants de la Serbie ont parlé avec enthousiasme, même si, à ce moment-là, leur patrie était complètement occupée par l'ennemi.

Paris, en tant que grand centre culturel et politique mondial, a été choisi comme siège des comités de rédaction par plusieurs journaux serbes. Le journal *Srpska Otadzbina* (« La Patrie serbe »), avec son supplément en langue serbe, a acquis une importance inhabituelle pour l'éducation des jeunes exilés, privés de littérature dans leur propre langue. Des Serbes de renom ont publié dans ce journal Mihailo Gavrilovic, Tihomir Djordjevic, Jovan Radonjic, Stanoje Stanojevic, Stefanovic et d'autres. Il contenait d'importants comptes rendus sur les étudiants réfugiés serbes et d'autres nouvelles utiles.

---

<sup>16</sup> *Ibid*, 250.

Depuis sa création en 1915, le *Bulletin yougoslave* du Comité yougoslave, dirigé par Ante Trumbic, a été publié à Paris. Ce journal est également paru en anglais dans une édition de Londres. Un comité monténégrin pour l'unité nationale, dirigé par Andrija Radovic, a publié un *Bulletin monténégrin* à Paris. Le rédacteur en chef de ce bulletin était Dragomir Ikonic, avec la coopération de nombreux intellectuels serbes. Le journal littéraire *Srpska Otadžbina* en français a également été publié à Paris et était destiné aux jeunes écoliers serbes. *La nouvelle Serbie* a été imprimée pendant une courte période en serbe et en français.

L'édition de *l'Encyclopédie yougoslave* était en préparation dans la capitale française et contenait des articles d'histoire, de littérature, de géographie, d'économie, de finance, de droit, de sciences naturelles et d'autres savoirs nécessaires à une connaissance précise des Slaves du Sud. L'encyclopédie s'étire sur environ 1 000 pages, avec deux colonnes par page et une distribution alphabétique, de la taille d'un dictionnaire Larousse. Les éditeurs de cette édition étaient M. Kumanudi, Stanojevic, Belic et Radonjic. Cinquante collaborateurs se sont rassemblés autour de cette ouvrage, couvrant les domaines qui les concernaient individuellement.

L'activité d'un grand nombre de patriotes serbes était significative. En février 1917, l'Association des femmes serbes est créée. Cette association a entrepris de nombreuses activités de collecte de nourriture et de vêtements pour les soldats et citoyens serbes capturés et emprisonnés.<sup>17</sup>

\*

Durant l'année scolaire 1917/1918, le nombre d'étudiants serbes à Paris a dépassé le chiffre de 200. Le besoin d'organisation a été ressenti parmi les étudiants eux-mêmes. Une Section des étudiants serbes a été créée pour la première fois au sein de « l'Association des étudiants interconnectés ». Presque tous les étudiants étaient rassemblés dans la section et elle commença bientôt son travail, par une série de conférences pour ses membres. Les séances tenues

---

<sup>17</sup> Aleksa Stanojević, *Od naše emigracije, Francuska i prihvatanje naših mladih izbeglica, Emigracija i njena literatura o propagandi*, Beograd, 1930, pp.18-19.

une fois par semaine ont porté sur diverses questions politiques nationales. En plus de cette association, les jeunes ont ressenti le besoin de créer leurs propres associations indépendantes qui réuniraient tous les étudiants yougoslaves et travailleraient plus activement à la promotion de l'unité. Ainsi, on créa *l'Association des étudiants yougoslaves à Paris*, qui a immédiatement étendu ses actions en prenant contact avec des organisations d'étudiants de Poitiers. L'établissement d'une communauté plus large l'organisation de tous les étudiants yougoslaves à Paris ont commencé. Les règles développées par les étudiants de Poitiers ont été acceptées conjointement et cette organisation a mis en œuvre et réalisé ses idées. Au nom de tous les étudiants, un appel a été lancé au président américain Wilson, pour lui demander son soutien, afin de réaliser l'unité des Yougoslaves.<sup>18</sup>

\*

En 1918, les réunions de la Commission nationale de la santé se tenaient régulièrement, plusieurs fois par mois à Paris. À l'époque, son président étaient Svetolik Radovanovic et ses membres les plus éminents les dr. Sava Petrovic, Vladislav Ribnikar et Aleksa Radosavljevic. Le 6 octobre 1918, le ministre de l'Intérieur a nommé le dr. Ribnikar comme agent sanitaire au commissariat général à Paris. Au même moment, il a nommé le docteur Subotic officier sanitaire de la mission militaire serbe à Paris.

Nombreux sont les Serbes qui ne dépensaient pas tout leur pécule et envoyaient une partie de cet argent au pays, pour aider leurs familles. Avant le rapatriement proprement dit, la plupart d'entre eux perdaient leur emploi ou tombaient malades. De ce fait, ils ne conservaient que les aides irrégulièrement perçues de l'État serbe.

Le chef de la Section des finances militaires à Paris a répondu à bon nombre des demandes concernant l'arriéré des finances publiques par la décision suivante, présentée sous le no. 8559: « Toutes les personnes recevant un salaire ou d'autres avantages de la caisse du Département doivent rédiger une demande à l'adresse exacte à laquelle l'argent doit être remis en Serbie et, dans le même

---

<sup>18</sup> Dušica Bojić, *Srpske izbeglice u Velikom ratu 1914–1921*, p. 253.

temps, envoyer cet argent par l'intermédiaire du Département. Cette argent sera envoyé au destinataire de toute urgence. »<sup>19</sup>

\*

Après la proclamation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le 1er décembre 1918 à Belgrade, et la formation d'un nouveau gouvernement dirigé par Stojan Protic, le nom de la mission a changé dans tous les pays où les missions serbes existaient auparavant. À la mi-février, le commissaire en chef Mihailo Martinac a été remplacé à son poste par Svetolik Radovanovic.

Un rapport a été envoyé au délégué financier indiquant que le commissaire Radovanovic avait laissé 7 770,95 FR sur le budget qui lui avait été alloué (50.000 FR.) pour le rapatriement des exilés.

Le reçu pour la réception de ce solde a été signé par Martinac, qui a transféré l'argent à son parti.<sup>20</sup>

Comme le Royaume héritait de territoires autrefois austro-hongrois, tous les citoyens de ces territoires ont dû être pris en charge. Cela signifiait leur délivrer des passeports et des visas et fournir des billets de train gratuits et des places à bord de navires à destination de Dubrovnik ou de Thessalonique. La nouvelle situation exigeait beaucoup plus de travail et d'ordre. Au cours de cette période, de nouvelles personnes aux besoins différents sont apparues au Commissariat. Il n'y avait plus que de Serbes des Balkans, mais aussi de toutes les autres nations et nationalités à aider. L'ensemble de la structure des travailleurs du Commissariat et des autres établissements situés à Paris a changé. De nouvelles personnes sont venues. L'administration de cette époque était dirigée depuis longtemps par des représentants du Royaume de Serbie. De plus, ce nouveau personnel comprenait d'anciens sujets habsbourgeois avec lesquels les fonctionnaires serbes devaient partager les responsabilités, alors qu'ils les considéraient profondément comme des ennemis.

En raison du rapatriement organisé de nos citoyens, après la création du dépôt à Toulon et à Hyères, le président de la Commission s'est rendu officiellement dans la région pour voir comment

---

<sup>19</sup> *Ibid* 253.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 258.

les réfugiés pourraient le mieux se loger. Il était en accord constant avec l'attaché militaire Stefanovic. Il a donc été convenu de renvoyer les personnes handicapées en Serbie par l'intermédiaire de ces dépôts. L'attaché a été informé que seuls ceux qui pouvaient se rendre de Belgrade dans leurs villes, leurs villages et leurs maisons à pied pouvaient se lancer dans ce long voyage. Sur la base d'une telle décision, une évacuation partielle à Toulon a commencé. Mais à cause de l'assaut de prisonniers serbes venant d'Allemagne, il a reçu un message de Toulon lui demandant de suspendre l'expédition pendant un certain temps. Bien sûr, c'était très mauvais pour les personnes handicapées qui se rendaient au dépôt tous les jours depuis qu'elles avaient appris que le retour était organisé. Le commissariat de Lyon pouvait renvoyer les personnes handicapées en Serbie, avec 100 kg de bagages, accompagnées par des fonctionnaires de police français. À leur arrivée à Toulon, le Service de rapatriement des réfugiés serbes devait en être informé.<sup>21</sup>

Dès le 17 janvier 1919, les personnes handicapées de l' « Ancienne Serbie » (Stara Srbija : Makedonija, Kosovo i Metohija) et celles des districts de Vranje et de Toplica pouvaient être renvoyées dans leur patrie, car les nouvelles routes permettaient d'améliorer considérablement les conditions de déplacement. Ils ont reçu des « certificats » spéciaux pour le transport de bagages volumineux. Il fallait d'abord se procurer des billets pour le transport gratuit dans les lieux de départ avec leurs bagages personnels. Si cela n'était pas possible, il fallait demander des billets par Lyon. La colonie prévue à Hyères pouvait accueillir plus de 700 personnes handicapées. Au moment où cette correspondance était tenue, environ 300 réfugiés attendaient déjà de partir et environ 500 à 600 d'entre eux étaient prêts à partir immédiatement pour Thessalonique. Une bonne coordination était essentielle, les navires ne voulant pas attendre des collectes individuelles pour pouvoir effectuer le rapatriement.

Le travail s'est encore compliqué avec l'arrivée de réfugiés yougoslaves et d'émigrants d'Amérique. Pour leur accueil, toutes les institutions concernées à travers la France ont été impliquées.

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 261.

L'action a été coordonnée, avec une correspondance importante, de sorte que les informations soient transmises de la mission par l'intermédiaire du commissaire en chef aux commissariats locaux. Du fait de cette communication, qui était certainement nécessaire, nous héritons de nombreux documents d'archives contenant des informations concordantes. Le retour des Yougoslaves des États-Unis était contrôlé par la mission à Washington et les consulats à New York et dans d'autres villes. Tous les passagers devaient être munis d'un visa et d'un titre de transport. Une partie seulement des listes de voyageurs ayant été conservée, il est impossible de déterminer avec certitude le nombre d'émigrés et de réfugiés en provenance d'Amérique, certaines archives ayant été détruites ou perdues. Les premiers renseignements sur les mouvements de Serbes et de Yougoslaves en provenance d'Amérique ont été obtenus par la Mission royale de Serbes, Croates et Slovènes à Paris et le Commissaire en chef en a été immédiatement informé. Par l'intermédiaire de la Croix-Rouge américaine en provenance de Washington, il a été signalé que 630 émigrés serbes s'étaient embarqués à Port-Saïd le 29 novembre 1918. Ils ont voyagé sur le Danube en empruntant des transport anglais. Ce n'est que parmi ce groupe que nous découvrons qu'il restait encore 402 personnes sur le quai qui attendaient un autre navire. Dans la mesure où ils n'empruntaient pas ce moyen de transport, on peut en déduire qu'ils étaient toujours pris en charge par la Croix-Rouge. Cette nouvelle a immédiatement été transmise à tous les Commissariats et publiée dans la presse française.

\*

Au lendemain de la guerre il s'est avéré que de nombreux réfugiés serbes devaient être rapatriés depuis l'étranger. De nombreux fonctionnaires ont dû retourner de toute urgence dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ce nouveau pays qui était le leur, pour y assumer leurs nouvelles fonctions. Monsieur le ministre de l'Armée a décidé de faire un grand pas en avant en aidant l'éducation de nombreux étudiants. Il a décidé de libérer de l'armée tous les étudiants et lycéens qui souhaitaient terminer leurs

études. L'ordre fut transmis à toutes les unités et établissements concernés, avec effet immédiat.

Cela a également été signé par l'attaché militaire à Paris, le général Dusan P. Stefanovic. Cet ordre a aussi été transmis à tous les commissariats et à tous les délégués. Le 17 février 1919, le ministre de l'Armée a indiqué que l'ordre du 23 décembre s'appliquait désormais aussi aux étudiants de l'Académie royale du commerce de Serbie qui n'avaient pas encore terminé leurs études. Le général Stefanovic susmentionné était responsable de l'exécution de cette ordonnance. Cet ordre fut envoyé à tous les Commissariats et à tous les délégués.

Cependant, après la guerre, certains étudiants ont immédiatement voulu se rendre chez eux. Les étudiants ont reçu des passeports sur la base d'un certificat scolaire. D'autres étudiants de cet âge ont utilisé des visas et des documents de voyage sans problèmes majeurs. Belgrade par besoin du Ministère des finances et d'autres ministères.

La recherche des boursiers mobilisaient non seulement les ministères mais aussi de nombreuses autres institutions, nécessitant du personnel nouvellement formé. Des passeports leur furent délivrés et ils furent envoyés en mission de toute urgence.

Le général Stefanovic a signé des autorisations à la Mission royale à Paris pour la délivrance de passeports pour le départ vers la Serbie, sur la base d'informations connues obtenues par des commissions militaires ayant travaillé à Bizerte, Paris, Toulon jusqu'au 16 février 1919.

Les autorités navales françaises se sont plaintes du fait que certains navires prêts à évacuer des réfugiés serbes devaient attendre deux à trois jours les gens n'étant pas prêt à embarquer. Elles ont demandé au Commissariat d'ordonner aux autorités serbes de préparer les réfugiés à partir dans tous les ports d'escale après avoir reçu l'invitation. Cette ordonnance a été immédiatement envoyée au commissaire des réfugiés à Toulon, demandant le strict respect de l'instruction et une compétence supplémentaire.<sup>22</sup>

---

<sup>22</sup> *Ibid*, p. 263.

Ces situations étaient dues à un manque de moyens financiers, juste avant de partir. Le commissaire en chef a reçu des demandes individuelles de financement pour l'achat de costumes, de chaussures, de manteaux d'hiver, de vêtements, de lessive, etc. On savait que ces biens manquaient en Serbie et, sans les équipements de base, il n'était pas possible de partir. Le commissaire, considérant cette situation et avec l'argent fourni à ces fins, aidait toujours.

\*

Marseille était le plus grand port de commerce du sud de la France. C'était à l'époque une ville de plus de 600 000 habitants. Plus de 5 000 réfugiés serbes l'ont traversée. C'était le siège de l'un des 4 délégués du gouvernement royal serbe. Le délégué était chargé de superviser toutes les personnes qui arrivaient dans cette zone. Sous sa supervision, les commissariats furent établis au consulat de Toulon, Arles, Bordeaux, Lorgues et Draguignan, alors qu'on trouvait des colonies de réfugiés serbes à Nîmes, Aix-les-Bains, Petit Dal, Mont Dauphin, Aix-en-Provence, Hyères, Lyon, Tours, Toulouse, Fourvière, Bordeaux, Ancy, Dijon, Ripolle et des asiles à Serres et Saint Joseph.

La mission de la Serbie à Paris était chargée de gérer les réfugiés sur le territoire français situé au nord de la ligne Bordeaux-Lyon, alors que les fonctionnaires serbes basés à Marseille avaient la main sur ceux qui se trouvaient au sud de cette même ligne.

Les délégués nommés par le Commissaire général avaient des droits et des devoirs spéciaux. Ils devaient examiner, analyser, comparer les informations qui leur parvenaient et mettre en œuvre les rapports des commissaires de district pour ensuite envoyer des rapports circonstanciés au commissaire en chef. Ils assuraient la supervision générale des réfugiés dans leur région, remplaçant et nommant les commissaires et les fonctionnaires des commissariats locaux en fonction des besoins, et envoyaient ces décisions au ministre de l'Intérieur pour approbation.

## **Les influences françaises d'après-guerre sur la situation en Serbie**

Les relations entre la France et la Serbie après la Grande Guerre furent étroites et fortes. De nombreux étudiants ont réussi leur baccalauréat à leur retour de France dans leur pays d'origine. Les familles se sont retrouvées et des clubs franco-serbes ont vu le jour sur le territoire du Royaume pays des Serbes, Croates et Slovènes, ensuite la Royaume de Yougoslavie.<sup>23</sup>

C'est surtout à Belgrade que ces relations franco-serbes furent le plus durables. De nombreux étudiants scolarisés pendant la Première Guerre mondiale se sont rencontrés à Belgrade. Presque tous ont obtenu leur diplôme et ont occupé de bons postes au gouvernement.<sup>24</sup>

Nous citerons l'exemple de Vojislava Krstic, qui vivait avec sa mère à Nice et à Baulieu pendant la Grande Guerre. Ses relations avec la France restèrent intactes pour le reste de sa vie en 1980. La réunion à Belgrade a permis aux anciens écoliers français de se réunir plus souvent. Les amitiés forgées dans l'exil en France sont devenues indéfectibles et donnaient lieu à de nombreuses réunions régulières, puis annuelles, au cours desquelles on partageait le souvenir des moments passés en France.

Les photographies sur Kalemegdan perpétuent l'une de ces réunions. Les anciens exilés et « écoliers français » prirent l'habitude de fréquenter les mêmes restaurants de Belgrade.

Vojislava Krstic s'est mariée en 1929 avec Branislav Vojinovic, directeur du théâtre de Novi Sad, qui a été incendié en 1928. Il est nommé au poste de directeur du théâtre national de Skopje, où il rencontre la pharmacienne Vojislava. Tous deux sont des étudiants français qui ont largement transféré l'influence de la France en Serbie, chacun dans leur domaine.

---

<sup>23</sup> Dušica Bojić, *Iz života Vojislave i Branislava Vojinovića: Francuski kulturni uticaj na Srbe, Srbi na Francuze i Francuski na Srbe*, Univerzitet u Beogradu, Filološki fakultet Srbije. Društvo za kulturnu saradnju Francuska Srbija, Beograd 2015, p. 268.

<sup>24</sup> *De la vie de Vojislava et Branislav Vojinovic*, p.269.

Tous les étudiants serbes, leurs parents, les tuteurs qui les accompagnaient, ainsi que les enseignants responsables des élèves et des étudiants, parlaient français d'une manière excellente. Branislav Vojinovic est diplômé de la Sorbonne en philosophie. Il a rejoint la Bibliothèque nationale où il a préparé des examens et a largement utilisé la littérature de son fonds. Il a assisté à des conférences à l'Ecole de théâtre chez le célèbre acteur et metteur en scène Firmin Gémier et était particulièrement intéressé par la réalisation dans les théâtres « Odéon » et « Antoine ».<sup>25</sup>

Il termina ses études en 1919 et poursuivit sa thèse de doctorat intitulée : L'immortalité de l'âme selon Platon et Descartes. Justement avant la soutenance de sa thèse, son mentor, François Picavet est décédé. Il a ensuite obtenu son diplôme de doctorat en Pologne dans la ville polonaise de Lviv.

Lorsqu'il fut nommé directeur à Novi Sad en 1923, il dut organiser les conditions matérielles et améliorer techniquement les conditions de travail dans le bâtiment même du théâtre de Lazar Dundjerski. Sous sa direction, ce théâtre est devenu une institution culturelle stable et bien organisée, avec une ambition artistique bien définie.<sup>26</sup>

Branislav Vojinovic, en tant que metteur en scène, était très compréhensif avec les artistes. Ses contemporains ont témoigné du fait qu'il s'occupait de tous les différents aspects de la vie au théâtre, y passant tous les soirs, et qu'il essayait de maintenir les performances des arts dramatiques au plus haut niveau. Son séjour à Paris, l'éducation et la formation qu'il y reçut ont eu une influence impact significative sur ses travaux futurs. Il a mis en scène jusqu'à onze drames français.

Malheureusement, le théâtre a brûlé en 1928 dans un incendie. Vojinovic a ensuite été chargé d'organiser et de mettre en scène le théâtre national « Le roi Alexandre I » à Skopje. La période de 1928 à 1935 est considérée comme la période la plus étincelante de ce théâtre. A cette époque, ses relations avec l'acteur et réalisateur

---

<sup>25</sup> *Ibid*, 271.

<sup>26</sup> Dušica Bojić, *Dr Branislav Vojinović (1892-1952), pozorište kao život*, Belgrade 2012, p. 6.

Mihailo Kovacevic, qui est resté vivre et travailler en France, étaient particulièrement significatives. À travers lui, il a été informé de ce qui se passait sur la scène française et européenne. Il était en contact permanent avec les acteurs et les cadres de la Comédie française à Paris.<sup>27</sup>

Son influence dans le monde du théâtre, et en particulier sa coopération culturelle avec la France, lui ont valu la Légion d'honneur en 1936. Il ne s'agit là que de quelques exemples de coopération entre les Serbes et les Français au lendemain de la Grande Guerre. Des centaines d'autres Serbes gardaient des contacts professionnels avec leurs collègues français dans d'autres domaines.

Malheureusement, après la Seconde Guerre mondiale et surtout depuis les années 1990 les relations entre la Serbie et la France ne sont plus ce qu'elles étaient. En Serbie, le français n'est plus la langue étrangère la plus pratiquée comme elle l'était auparavant.

La coopération a diminué à tous les niveaux et dans tous les domaines, de la culture au commerce, en passant par tous les segments de relations internationales constructives entre deux États et nations qui se respectent mutuellement.

## Bibliographie

Arhiv Srbije (AS), Ministarstvo unutrašnjih dela u izbegištvu, Krf.

Arhiv Jugoslavije (AJ), Fond 14, Ministarstvo unutrašnjih poslova Kraljevine Jugoslavije.

Dušica Bojić, *Srpske izbeglice u Velikom ratu 1914–1921*, Zavod za izdavanje udzbenika, Beograd, 2007.

Dušica Bojić, *Dr Branislav Vojinović (1892-1952), pozorište kao život*, Belgrade 2012.

Dušica Bojić, *Iz života Vojislave i Branislava Vojinovića: Francuski kulturni uticaj na Srbe, Srbi na Francuze i Francuski na Srbe*, Univerzitet u Beogradu, Filološki fakultet Srbije. Društvo za kulturnu saradnju Francuska Srbija, Beograd 2015.

Dusica Bojic, Nebojsa Damnjanovic, *Srbija 1915-1916*, Istorijski muzej Srbije, Beograd, 2017.

---

<sup>27</sup> *Ibid*, 8–10.

Jelica Reljić, Arhivska građa Ministarstva prosvete na Krfu, Istorijski institut, 1987.

Srpske novine

Aleksa Stanojević, *Od naše emigracije, Francuska i prihvatanje naših mladih izbeglica, Emigracija i njena literatura o propagandi*, Beograd, 1930.

## Summary

### **ASPECTS OF COOPERATION BETWEEN FRANCE AND SERBIA IN THE GREAT WAR : A HUNDRED YEARS LATER**

The Franco Serbian relations in the Great War were influenced by their alliance and friendship, especially after 1915. The French strongly contributed in the recovery of the Serbian army, after the crossing of Albania, and later, in the Corfu they organized a boat ride to Thessaloniki. The last two years of the War have been marked by cooperation in command on the Thessaloniki Front. France is one of the European countries that received over 17,000 Serb refugees, students, disabled people, patients and civilians. Assistance to Serbia and the Serbian people was also provided by parts of North Africa that were under French patronage. The Serbian National Bank moved to France, as did the Engineering and Workers' Chambers. France has become the headquarter of the Serbian Recruitment Commission, the Main refugee commissariat, of the Education Department. Many Serbian emigrants returned to Serbia via France, during 1918 and 1919, from different parts of the World. Also, many personal friendships and contacts remained after the War. Large number of Serbs spoke French and it was official language of serbian diplomacy. France was the state where King Alexander Karadjordjevic lost his life. Today, hundred years later, Serbian relations with France are completely different, but numerous documents and memories remind and teach new generations of all those days of excellent cooperation between the two countries.

**Key words:** Franco-Serbian relations, diplomacy, refugee, daily life, cooperation.

**САЖЕТАК**

---

**АСПЕКТИ САРАДЊЕ ФРАНЦУСКЕ И СРБИЈЕ У  
ВЕЛИКОМ РАТУ – ПОГЛЕД СТО ГОДИНА КАСНИЈЕ**

Француско–српске односе у Првом светском рату обележило је савезништво и пријатељство посебно после 1915. године. Французи учествују у помоћи српској војсци приликом опоравка после преласка преко Албаније, на Крфу организују превоз бродовима до Солуна. Последње две ратне године обележене су сарадњом у командовању на Солунском фронту. Француска је једна од земаља Европе која је примила преко 17.000 српских избеглица, школске омладине, инвалида, болесних војника и цивила. Помоћ Србији и српском народу су учинили делови Северне Африке који су били под Француским патронатом. У Француску је прешла Српска народна банка, ту су се налазиле Инжењерска и Радничка комора. У Француској је било седиште Комисије за регрутовање, Главни комесаријат за избеглице, Образовно одељење... Преко Француске су се током 1918. и 1919. враћали из разних крајева света Срби емигранти... После рата остала су бројна лична пријатељства и контакти. Много Срба је говорило француски језик. Језик дипломатије је био француски. У Француској је живот изгубио Александар I Карађорђевић. Данас, после 100 година односи са Француском су потпуно другачији, али документа и сећања враћају и уче нове генерације на дане одличне сарадње између две државе.

**Кључне речи:** француско-српски односи, дипломатија, избеглица, свакодневни живот, сарадња.

---

**Prof. Dr. Florin Țurcanu**

*Faculté des sciences politiques, Université de Bucarest, Roumanie*

---

## **SERBOPHILIE ET FRANCOPHILIE DANS LA ROUMANIE DES ANNÉES 1914 – 1916 : LE CAS DE L’HISTORIEN NICOLAE IORGA**

### **Résumé**

*Les Guerres balkaniques ont marqué en Roumanie l'émergence des intellectuels et de l'opinion publique comme acteurs du débat national autour des priorités de politique étrangère du pays. Ce phénomène qui s'est prolongé durant la neutralité roumaine des années 1914-1916 : a propulsé l'historien Nicolae Iorga (1871-1940) comme une des principales figures de cette nouvelle scène publique. Cristallisée pendant les Guerres balkaniques et nourrie de sa réflexion d'historien la serbophilie de Iorga s'épanouit à partir de 1914 et rejoint une francophilie qui associe l'image de la France à celle des petites nations victimes des puissances impériales de l'Europe continentale.*

**Mots clés:** *la France, La Serbie, les serbes, Nicolae Iorga, 1914, 1916.*

---

Après des études d'histoire médiévale en France et en Allemagne, couronnées en 1893 par un doctorat de l'Université de Leipzig, Nicolae Iorga avait fait d'abord figure de jeune prodige de l'historiographie roumaine, professeur à l'Université de Bucarest dès 1894, membre correspondant de l'Académie en 1897 alors qu'il n'avait que 26 ans, auteur prolifique dont l'œuvre commence à se répartir, après 1900, dans les trois cercles concentriques formés

par l'histoire roumaine, l'histoire des peuples voisins des roumains – notamment celle des peuples sud-est européens – et, enfin, l'histoire universelle<sup>1</sup> sur le terrain de laquelle il avait fait son entrée en jeune historien des « croisades défensives »<sup>2</sup> du XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Dans les années 1900 l'historien Iorga est doublé par l'idéologue et le militant d'une nouvelle conception de la culture nationale – centrée sur la nostalgie du terroir et la valorisation de la vie paysanne – qu'il oppose impitoyablement au déracinement et à la consommation culturelle pratiquée par les élites roumaines francisées. Orateur passionné aussi bien dans les amphithéâtres que dans les réunions publiques, idole du monde étudiant, fort populaire parmi les enseignants, cultivant des liens étroits avec les intellectuels roumains de Transylvanie et de Bucovine, Iorga, comme le remarquait un de ses contemporains avait toutes les qualités nécessaires pour conquérir l'opinion publique et lui imposer une idéologie politique.<sup>3</sup>

Les Guerres balkaniques ont représenté pour Iorga l'occasion de défendre sa vision des priorités nationales roumaines dans les rapports internationaux. Il l'a fait dans une ambiance d'excitation collective et face à la confusion initiale d'un gouvernement pris au dépourvu par l'échec cuisant des armées ottomanes et par les perspectives d'un rapide changement de la carte politique des Balkans. Les prises de positions de l'historien au sujet du conflit se répartissent entre plusieurs scènes et postures publiques. Iorga parle de l'actualité en historien à l'Académie roumaine, en journaliste dans son quotidien *Neamul Românesc* (« Le peuple roumain ») et dans certains journaux étrangers, en tribun de la cause nationale dans des meetings politiques, en parlementaire à la Chambre des députés. Il finira même par accompagner l'armée roumaine en Bulgarie en juillet 1913. A travers cette dépense d'énergie se précise le triple rôle dans lequel il s'installe par rapport à la politique:

---

<sup>1</sup> Nicholas M. Nagy-Talavera, *Nicolae Iorga. A Biography*, The Center for Romanian Studies, Iasi, 1996, p. 89.

<sup>2</sup> Nicolae Iorga, *Philippe de Mézières (1327-1405) et la croisade au XIV<sup>e</sup> siècle*, Librairie Emile Bouillon, Paris, 1896, p. 5.

<sup>3</sup> Pamfil Șeicaru, *Nicolae Iorga*, Editions Clio, Bucarest, 1991, p. 56.

l'historien qui se penche sur l'actualité avec l'efficacité explicative spécifique que lui confère son savoir, le dispensateur d'une pédagogie nationale opposée à la démagogie nationaliste de l'âge démocratique et, enfin, l'intellectuel responsable qui fustige l'irresponsabilité des élites politiques roumaines concernant l'intérêt national. «Je mets à votre disposition l'expérience spéciale qui est la mienne en tant qu'historien, issue d'une carrière de vingt ans et en vertu de laquelle j'entends me prononcer sur la question des rapports de la Roumanie avec l'étranger»<sup>4</sup> déclare Iorga devant ses collègues parlementaires en décembre 1912. Les Balkans et, plus généralement, le Sud-est européen – un terme que Iorga finira par préférer – lui offre alors un terrain idéal pour appliquer et soumettre à l'épreuve de l'actualité sa pensée historique.

Si, comme l'écrit Iorga, les Serbes, les Bulgares les Grecs et les Monténégrins coalisés en 1912 «accomplissent, face à un ennemi séculaire, le plus naturel des idéaux nationaux»,<sup>5</sup> c'est la serbophilie qui distingue son attitude à l'égard des membres de l'alliance.<sup>6</sup> Une serbophilie qui se construit et se renforce à travers les crises successives des années 1908-1914 et qui n'avait pas attendu les Guerres Balkaniques pour se manifester publiquement, car elle s'était déjà affichée dès 1908 à l'occasion de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie<sup>7</sup>. Bien que ses sentiments d'alors à l'égard du roi Pierre Karageorgévitch – «le souverain (dont) le trône repose sur un assassinat» semblent avoir été encore ambiguës, Iorga se montre sensible à la mobilisation populaire serbe contre l'annexion et propose une lecture des événements qui rappelle un penchant déjà manifeste sous sa plume : comparer la Roumanie à ses voisins sud slaves, Bulgares et Serbes, de manière favorable à ces derniers<sup>8</sup>. «Travail, ordre et une démocratie paysanne» sont les

<sup>4</sup> *Discursrostit de dl. Nicolae Iorga, deputat al Colegiului II de Prahova înședința Adunării Deputați- lorucazia Răspunsului la Mesajul Tronului*, 15 Decembrie 1912, p. 7.

<sup>5</sup> Nicolae Iorga, *Acțiuneamilitară a României*, op.cit., p. 20.

<sup>6</sup> Nicholas M. Nagy-Talavera, op.cit., p. 137.

<sup>7</sup> Nicolae Iorga, *O viață de om. Așa cum a fost*, Editura N. Stroilă, Bucarest, 1934, tome II, p. 181.

<sup>8</sup> Pour une comparaison avec la Roumanie parsemée d'aperçus favorables à

traits valorisés par l'historien roumain dans une Bulgarie qu'il visite avec curiosité en juillet 1906.<sup>9</sup> Quant à la Serbie, si elle partage avec la Roumanie la calamité de la politique politicienne elle compense « les turpitudes du quotidien » par « la foi fanatique en un grand idéal politique, le culte d'une patrie plus grande, d'une nation unifiée, le lien étroit avec les meilleures époques du passé »<sup>10</sup>. A la différence d'une Roumanie qui se satisfait d'une rhétorique patriotarde sans conséquences la Serbie rêve « d'une autre Serbie », la Serbie idéale « des frontières légitimes, la Serbie de tout le peuple serbe ». L'historien roumain a entendu « le cri de douleur qui a résonné à Belgrade » en octobre 1908, celui du « seul peuple tragique de la Péninsule Balkanique ». Il évoque « le bel enthousiasme qui s'est emparé de tout un pays »<sup>11</sup> disposé à aller jusqu'à la guerre même sans espoir de la gagner.<sup>12</sup> « L'on peut apprendre des Serbes ce qu'est le culte d'un idéal politique » conclut-il en proposant cet exemple à ses compatriotes dont il déplore l'enrôlement dans les « troupeaux » des différentes factions partisans.<sup>13</sup>

Les sources de ce puissant sentiment sont multiples. Il se cristallise à la rencontre entre sa sensibilité historique pour le monde balkanique et son admiration pour les jeunes états-nations sud-danubiens dont il oppose la fraîcheur et l'authenticité politique à l'artificialité des élites dirigeantes roumaines. S'y ajoute le rôle de l'identité assumée par Iorga, celle de prophète et de pédagogue d'un nationalisme roumain renouvelé qui cherche des exemples à suivre aussi bien dans le passé que dans l'actualité immédiate. Sa serbophilie se renforce au contact de confrères serbes comme les historiens Iovan Radonic et Stoian Novakovic ou l'ethnologue

---

la Bulgarie voire les relations de voyage de Nicolae Iorga publiées dans *Prin Bulgaria* la Constantinopol, Editura Minerva, Bucarest, 1907.

<sup>9</sup> Nicolae Iorga, *Corespondență*, tome I, p. 386 – lettre à A.C. Cuza du 4 août 1906.

<sup>10</sup> Nicolae Iorga, „Serbia tragica”, *Neamul Românesc*, III, n° 119 du 5/18 octobre 1908.

<sup>11</sup> Nicolae Iorga, «Serbia tragica», *Neamul Românesc*, III, n° 119 du 5/18 octobre 1908.

<sup>12</sup> Vladimir Corovic, *The Relations between Serbia and Austria-Hungary in the 20<sup>th</sup> Century*, Archives of Yugoslavia, Institute for Balkan Studies and Hoover Institution, Stanford University, Belgrade 2018, p. 294.

<sup>13</sup> Nicolae Iorga, „Serbia tragica”, *op.cit.*

Tihomir Georgevic qu'il rencontre avant 1914 en Roumanie et à Belgrade tandis que l'Académie serbe à laquelle Iorga s'adresse en novembre 1913 fait de l'historien roumain un de ses membres correspondant.<sup>14</sup> Filtrée à travers des strates intellectuels et affectifs complexes, attisée par les grands événements de politique balkanique qui désignent l'Autriche-Hongrie comme l'adversaire principal des aspirations nationales dans l'Europe sud-orientale – la serbophilie de Iorga est une ramification de son nationalisme roumain et un ingrédient important de sa pédagogie politique pendant les dix ans qui séparent la crise bosniaque de 1908 de l'achèvement de la Grande Guerre.

La convergence des intérêts fondamentaux de la Roumanie et de la Serbie se précise définitivement sous la plume de l'historien en 1913 dans le contexte des tensions grandissantes entre la Bulgarie, épaulée par l'Autriche-Hongrie, et ses alliés balkaniques de la veille que Sofia finira par attaquer le 30 juin. «Une seule attitude s'impose à nous, écrit Iorga lors de l'éclatement de la Seconde guerre balkanique: empêcher, même par les armes, que la Serbie soit écrasée. La Bulgarie veut le faire pour satisfaire Vienne, dont l'existence même de la Serbie, prête à combattre pour la Bosnie et l'Herzégovine, n'est qu'une épine dans la chair. C'est précisément pour faciliter la mission nationale de la Serbie que nous devons intervenir, car elle est similaire à ce que nous attendons au-delà des Carpates. (...) Aujourd'hui, la question de la Transylvanie se joue au sud du Danube».<sup>15</sup> Iorga est un des premiers leaders intellectuels et politiques roumains à comprendre qu'à l'issue des Guerres balkaniques l'alliance, vieille de trois décennies, entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie a vécu. Il ose même proposer «une alliance nationale avec les Serbes au service du triomphe des intérêts de chacune des deux nations».<sup>16</sup> En attendant, il visite, en novembre 1913 la Serbie où il remet au roi Pierre une cloche d'église faite sur ordre du fondateur de la dynastie des Karageorgévitch et qui avait été mise

<sup>14</sup> Nicolae Iorga, *O viață de om...*, *op.cit.* tome II, p. 202.

<sup>15</sup> Nicolae Iorga, *Acțiune militară a României. In Bulgaria cu ostașii noștri*, Tipografia Societății-Neamul Românesc, Vălenii-de-Munte, 1913, pp. 95-96.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 116.

à l'abri à Craiova un siècle plus tôt.<sup>17</sup> Un banquet en son honneur est donné à l'hôtel «Moskva» où « les intellectuels du Royaume ont levé les verres pour la prospérité et la grandeur de la Roumanie, pour que s'accomplissent les rêves de nos deux peuples».<sup>18</sup> C'est une manière de prendre les devants d'une politique roumaine officielle en lui montrant le chemin de Belgrade. Mais, constate Iorga en avril 1914, même dans l'absence d'une alliance formelle entre les deux capitales, les nations serbe et roumaine sont capables «de sentir que leurs chemins vers l'avenir est inséparable» et «sur ces chemins nos drapeaux avanceront ensemble vers la victoire».<sup>19</sup> L'hypothèse d'une guerre commune à mener dans un avenir prévisible contre l'Autriche-Hongrie s'enracine dans la pensée de Iorga avant la crise fatidique de l'été 1914.<sup>20</sup> Cette année marque le début d'une série consistante d'articles et de conférences qui se prolongera pendant la neutralité roumaine de 1914-1916 : et à travers lesquels l'historien entend diffuser l'image de la Serbie dans les rangs d'un public roumain qui ignore presque tout de la vie du royaume sud-danubien et de l'histoire des relations roumano-serbes.<sup>21</sup>

L'éclatement de la Grande Guerre est pour Iorga un moment de vérité. C'est le dénouement violent du conflit larvé austro-serbe qu'il observait depuis des années. C'est aussi l'éclatement au grand jour sur notre continent du clivage irréconciliable entre les projets politiques impériaux et l'idée nationale. Tout en imposant à son verbe public une réserve bien dosée au sujet du meilleur moment pour une entrée en guerre de la Roumanie qu'il considère inévitable,

<sup>17</sup> Nicolae Iorga, «Un drum de cultură și înfrățire la Belgrad», *Neamul Românesc*, VIII, n° 48, 1913. D'autres textes sont inspirés par le voyage de 1913 : «În Serbia, câteva însemnări», *Drum drept*, 1913, pp. 482-490; *Pagini despre Serbia de azi*. Conferință ținută la Casa Școalelor culturale însemnări, Editura Casa Școalelor, București, 1914.

<sup>18</sup> Nicolae Iorga, «Bombardarea Belgradului», *Neamul Românesc*, IX, n° 28 du 20 juillet/2 août 1914.

<sup>19</sup> Nicolae Iorga, «Sârbi pentru România», *Neamul Românesc*, IX, n° 14 du 13/26 avril 1914.

<sup>20</sup> Florin Țurcanu, « Une guerre oubliée : la Première Guerre mondiale », *Citės*, 2007/1 (n° 29), pp.157-160.

<sup>21</sup> Florin Țurcanu, «Turtucaia/Toutrakan 1916: La postérité d'une défaite dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres», *Balkanica* 2018 Issue 49, p. 208.



Nicolae Iorga (1871–1940)

Iorga ne se prive pas d'extérioriser son admiration pour la résistance serbe des années 1914-1915 en écrivant et en prenant la parole à ce sujet à plusieurs reprises. Sa *serbophilie* compense alors la patience à laquelle il s'astreint et qui l'empêche – afin de ne pas compliquer la tâche du gouvernement – de signer en septembre 1914 le mémoire des 58 universitaires bucarestois qui demandaient l'entrée en guerre immédiate du pays contre l'Autriche-Hongrie.<sup>22</sup>

L'historien roumain suit avec une extrême attention les aléas des opérations militaires dans la Serbie de l'année 1914. Après la victoire serbe du Mont Cer et la libération de Šabac en août 1914, il drape son enthousiasme dans les mots de l'Évangile: «Il a renversé les grands de leurs trônes, et il a élevé les petits» en ajoutant: «Le caractère tragique de ce châtimeut fera tressaillir la conscience humaine».<sup>23</sup> Ce qui ne l'empêche pas de compter le nombre de rou-

<sup>22</sup> Lucian Boila, *Germanofilii. Elita intelectuală românească în anii Primului război mondial*, Humanitas, Bucarest, 2009, pp. 112-113.

<sup>23</sup> Nicolae Iorga, *Războiul nostru în note zilnice*, tome I, Editura Ramuri, Craiova, p. 280-297, p. 20.

mains de Transylvanie morts dans ces circonstances au service de «l'impérialisme magyare qui s'est jeté avec arrogance à la conquête des Balkans». Cependant, la retraite de l'armée serbe en novembre lui arrache des accents pathétiques où les regrets concernant l'impossible aide roumaine à la Serbie et l'alliance qui n'avait pas été conclue à temps entre les deux pays se mêlent aux souhaits que tant de sacrifices finissent par porter leur fruit pour la Serbie.<sup>24</sup> La chute de Belgrade à la fin du mois est déclarée par le journal de Iorga, *Neamul Românesc*, «une journée de deuil pour la Roumanie et les Roumains»<sup>25</sup>. Lorsque la ville sera de nouveau libre, «je reviendrais à Belgrade» – promet Iorga en se rappelant la visite qu'il avait entrepris un an plus tôt dans la capitale serbe – «avec la conscience de celui qui n'a pas abandonné les vieux amis aux moments les plus difficiles et je vais, sans trop de mots, serrer encore plus fort leur mains héroïques».<sup>26</sup>

Par endroit, l'éloge de la résistance serbe prend, sous la plume de Iorga, des accents mystiques et envoûtants comme le 24 octobre 1915 devant un publicconquis, réunit à l'Athénée Roumain de Bucarest.<sup>27</sup> Après la chute de Belgrade et l'avancée des Puissances Centrales au cœur de la Serbie, l'historien se laisse tenté par la vision d'un Armageddon balkanique«à Kosovo, dans la plaine traditionnelle de l'héroïsme serbe»<sup>28</sup> ou «la détermination du paysan... à verser jusqu'à la dernière goûte de sang pour son pays» rejoindra «les combattants de 1389 (...) toujours présents» et «prêts à affronter de nouveaux oppresseurs tout comme ils ont affronté, il a 500 ans, la puissance ottoman».<sup>29</sup> Il espère aussi que les forces mystiques de cette résistance serbes auront épargner les soldats roumains de l'armée austro-hongroise«martyres eux-mêmes

<sup>24</sup> Nicolae Iorga, «Retragereasârbilor», *Neamul Românesc*, IX, n°44 du 9/22 novembre 1914.

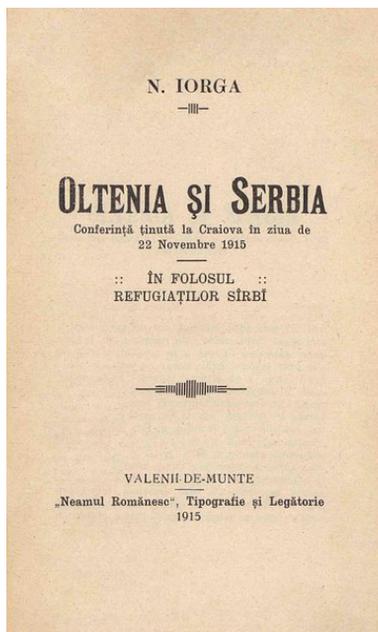
<sup>25</sup> *Neamul Românesc*, IX, n°46 du 23 novembre/6 décembre 1914.

<sup>26</sup> Nicolae Iorga, «Belgradul robît», *Neamul Românesc*, IX, n°48 du 7/20 décembre 1914.

<sup>27</sup> Nicolae Iorga, «Serbia eroică și martiră», *Războiul nostru în note zilnice*, tome I, op.cit., pp. 280-297.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 288.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 289.



Oltenia și Serbia : Conferință ținută la Craiova în ziua de 22 Noiembrie 1915  
în folosul refugiaților sîrbi  
Olténie et Serbie : Conférence tenue à Craiova le 22 novembre 1915 au profit  
des réfugiés serbes

d'une liberté nationale bafouée »mais « forcés à combattre pour étrangler la liberté d'un autre peuple».Même la défaite serbe de la fin 1915 lui permet d'opérer une autre analogie porteuse d'espoir avec le Moyen Age et qui est en même temps familière au public roumain, comme lors d'une conférence donnée le 22 novembre 1915 à Craiova au profit des réfugiés serbes en Roumanie :tel au XVe siècle Etienne le Grand, prince de Moldavie victorieux des Ottomans, le roi Pierre, «entouré de tout ce que la Serbiea comme ressources d'héroïsme et d'intelligence politique» se réfugie, au temps de l'infortune, dans les montagnes en attendant l'heure de la revanche.<sup>30</sup> A l'heure même de la défaite serbe c'est de nouveau l'occasion d'imaginer «les deux peuples (roumain et serbe) avançant sur le même chemin à travers les mêmes souffrances... qui

<sup>30</sup> Nicolae Iorga, "Olteniași Serbia", *Războiulnostruîn note zilnice*, tome I, *op. cit.*, pp. 315-316.

formeront ici, en Orient, le rempart contre les convoitises impériales venues, aujourd'hui, de l'Ouest mais qui, demain, nous menaceront, peut-être de l'Est». <sup>31</sup>

La nécessaire collaboration serbo-roumaine qu'il prône depuis 1913 pousse Iorga à lui chercher une logique et un enracinement historique qui remontent au XIV<sup>e</sup> siècle. <sup>32</sup> Sa conférence donnée à l'Institut Sud-Est Européen le 21 novembre 1914 et intitulée «La politique autrichienne à l'égard de la Serbie» fait de l'expansion austro-hongroise dans les Balkans et la vallée du Danube la continuatrice de l'expansionnisme du royaume médiéval hongrois que la consolidation de la Principauté de Valachie et celle de la Serbie d'Etienne Dusan après 1330 avait arrêté. <sup>33</sup>

La serbophilie de Iorga ne s'enferme pas, cependant, dans l'alternance entre le discours ardent et l'argumentation historique. A travers l'acharnement de ses ennemis contre la Serbie se lit le mépris des «impérialismes» d'alentour à ce qu'il appellera dans le titre d'une conférence de 1915 «le droit à la vie des petits Etats». <sup>34</sup> «L'impérialisme», voilà l'ennemi, proclame Iorga dès la mi-août 1914, cet impérialisme qui « depuis Londres exerce sa domination sur cinq continents, depuis Pétersbourg demande les Balkans et la Mandchourie, depuis Vienne observe la Serbie et l'Ukraine, depuis Berlin rêve d'Asie Mineure et de la route vers Bagdad », « ce monstre brutal qui écrase les nations et les droits » de ceux qui ne sont quelque chose « qu'à travers l'idée nationale ». <sup>35</sup> On remarque l'absence de Paris de cette énumération de capitales impériales rapaces. La cause est évidente, dès le premier mois de la guerre. Pour Iorga, la France se range, sans ambiguïté, au rang des victimes

<sup>31</sup> *Ibid.* p. 331.

<sup>32</sup> Florin Țurcanu, «Mémoire et historiographie de la Grande Guerre dans la Roumanie communiste (1948-1989)», In: *Cent ans après : la mémoire de la Première Guerre mondiale*, (ed.) Elli Lemonidou, École française d'Athènes, 2019, p. 134.

<sup>33</sup> Nicolae Iorga, »Politica austriacă față de Serbia», Editura Institutului Sud-Est European, Bucarest, 1915.

<sup>34</sup> Nicolae Iorga, «Dreptul la viață al statelormici», *Analele Academiei Române*, seria II, Tom XXXVII, *Memorile secțiunii istorice*, 1915, pp. 323-335.

<sup>35</sup> Nicolae Iorga, »Care e dușmanul nostru?», *Războiul nostru în note zilnice*, tome I, op.cit.p.17.

de la première heure même si elle n'est pas un de ces petits Etats comme la Belgique ou la Serbie auxquels va d'abord sa sympathie. Elle voit « son territoire envahi... elle est menacée d'être amputée », écrit-il le 9 août<sup>36</sup> 1914 en évoquant aussi l'image hypothétique « d'un Paris détruit par les bombes comme le fut Belgrade ».

Plus qu'un fait de sensibilité fraternelle, la francophilie de Iorga se cristallise au début de la guerre et rejoint sa serbophilie comme un choix moral et un fait de raison.<sup>37</sup> Il faut être franco-ophile non pas parce que « toute notre classe supérieure vit selon la mode et dans le luxe » français. Faut-il aimer la France « parce que nous sommes latins et nous lisons français? », se demande ensuite Iorga. « Oui, pour une grande partie », répond-t-il pour dévoiler ensuite la raison profonde et immédiate de sa francophilie : « Que veut la France ? Elle veut vivre. L'Etat français et la nation française veulent vivre. Garder leur terre et leurs droits. Et venger leur honneur ».<sup>38</sup> En septembre 1914, pour l'historien roumain, la France est « vaincue pour la deuxième fois »<sup>39</sup> par les armées allemandes, c'est « le moment de son malheur »<sup>40</sup> et ce statut de victime est un aliment premier de la sympathie de l'historien. Après le répit que donne à la France la victoire de la Marne, Iorga approfondit sa réflexion sur le caractère de la guerre et le sort commun que la France partage avec les petites nations agressées comme la Serbie. D'emblée, en ouverture de sa conférence donnée le 20 novembre 1914 devant l'Académie roumaine et intitulée « Le développement parallèle des impérialismes autrichien et russe » il déclare : « A l'exception de la France qui défend son territoire et son héritage historique, de la Belgique qui combat pour l'honneur et l'indépendance... de la Serbie concentrée sur son héritage national

<sup>36</sup> Nicolae Iorga, « Franțași Germania încumpănarecuonoștințeinoastre », *Ibid.* p. 9 (la date du 9 août 1914 correspond dans le calendrier grégorien à celle du 27 juillet utilisée par Iorga pour dater son article selon le calendrier julien alors en vigueur en Roumanie, n.n.).

<sup>37</sup> Florin Țurcanu, « Mémoire et historiographie de la Grande Guerre dans la Roumanie communiste (1948-1989) », *op. cit.*, p. 138.

<sup>38</sup> Nicolae Iorga, « De ce iubim Franța? », *Războiul nostru în note zilnice*, tome I, *op.cit.*, p. 18.

<sup>39</sup> Nicolae Iorga, « Două feluri de simpatii pentru Franța », *op.cit.* p. 34.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 34.

et sur les droits de sa race, la guerre actuelle a le caractère d'une énorme compétition entre les 'Monarchies' désireuses de dominer le monde : l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, monarchies offensives auxquelles s'ajoutent une monarchie défensive, l'Autriche ».<sup>41</sup> Cette posture de la France fait sortir celle-ci du rang des grandes puissances impérialistes pour la ranger dans le voisinage tragique de petits pays déjà victimes de la guerre ou qui pourrait le devenir bientôt. C'est la vision d'un historien attaché à l'histoire des nations, de leur cristallisation, de leur émancipation sous la forme des Etats-nations et dont l'hostilité se dirige contre les empires qui visées par ces processus émancipateurs tentent de les étouffer. Pour l'historien du Moyen Age qu'était Iorga, l'idée d'empire, héritée de l'Antiquité romaine, a pu être « le facteur d'unité par excellence du monde médiéval »<sup>42</sup> mais elle était devenue à partir du XIXe siècle le principal ennemi de l'émergence des nations modernes. Il apparaît assez clairement que cette proximité entre la France d'une part et d'autre part les petits Etats dont « le droit à la vie » est refusé par les « monarchies » impériales fut le catalyseur de la francophilie de Iorga en 1914 – une francophilie qui rejoint sa serbophilie et qu'il prendra soin de distinguer de celle frivole et mimétique à ses yeux de la haute société roumaine.

## Bibliographie

Boila, Lucian, Germanofilii. Elita intelectuală românească în anii Primului război mondial, Humanitas, Bucarest, 2009.

Corovic Vladimir, The Relations between Serbia and Austria-Hungary in the 20th Century, Archives of Yugoslavia, Institute for Balkan Studies and Hoover Institution, Stanford University, Belgrade 2018.

---

<sup>41</sup> Iorga Nicolae, «Imperialismul austriac și cel rus în dezvoltar eparalelă», *Analele Academiei Române*, seria II, Tome XXXVII, *Memorile secțiunii istorice*, 1914, p. 205.

<sup>42</sup> Papacostea Șerban, "Nicolae Iorga și Evul Mediu românesc" postface du recueil d'études de Nicolae Iorga in intitulé *Studii a supra Evului Mediu românesc*, Editura Științifică și Enciclopedică, Bucarest, 1984, p. 414.

Discurs rostit de dl. Nicolae Iorga, deputat al Colegiului II de Prahova în ședința Adunării Deputaților cu ocazia Răspunsului la Mesajul Tronului, 15 Decembrie 1912, p. 7.

Iorga Nicolae, Philippe de Mézières (1327-1405) et la croisade au XIVe siècle, Librairie Emile Bouillon, Paris, 1896.

Iorga Nicolae, Corespondență, tome I, p. 386 – lettre à A.C. Cuza du 4 août 1906.

Iorga Nicolae, „Serbia tragica”, Neamul Românesc, III, n° 119 du 5/18 octobre 1908.

Iorga Nicolae, Acțiunea militară a României. In Bulgaria cu ostașii noștri, Tipografia Societății „Neamul Românesc,, Vălenii-de-Munte, 1913.

Iorga Nicolae, „Un drum de cultură și înfrățire la Belgrad”, Neamul Românesc, VIII, n° 48, 1913.

Iorga Nicolae, „În Serbia, câteva însemnări”, Drum drept, 1913, p. 482-490.

Iorga Nicolae, „Bombardarea Belgradului”, Neamul Românesc, IX, n°28 du 20 juillet/2 août 1914.

Iorga Nicolae, „Sârbii pentru România” Neamul Românesc, IX, n° 14 du 13/26 avril 1914.

Iorga Nicolae, Războiul nostru în note zilnice, tome I, Editura Ramuri, Craiova.

Iorga Nicolae, „Retragerea sârbilor”, Neamul Românesc, IX, n°44 du 9/22 novembre 1914.

Iorga Nicolae, „Belgradul robit”, Neamul Românesc, IX, n°48 du 7/20 décembre 1914.

Iorga Nicolae, „Imperialismul austriac și cel rus în dezvoltare paralelă” Analele Academiei Române, seria II, Tome XXXVII, Memoriile secțiunii istorice, 1914.

Iorga Nicolae, „Politica austriacă față de Serbia”, Editura Institutului Sud-Est European, Bucarest, 1915.

Iorga Nicolae, „Dreptul la viață al statelor mici” *Analele Academiei Române*, seria II, Tom XXXVII, *Memorile secțiunii istorice*, 1915, p. 323-335.

O viață de om. Așa cum a fost, Editura N. Stroilă, Bucurest, 1934.

Nagy-Talavera, Nicholas M. Nicolae Iorga. A Biography, The Center for Romanian Studies, Iasi, 1996.

Pamfil, Șeicaru, Nicolae Iorga, Editions Clio, Bucurest, 1991.

Papacostea Șerban, „Nicolae Iorga și Evul Mediu românesc” postface du recueil d'études de Nicolae Iorga intitulé *Studii asupra Evului Mediu românesc*, Editura Științifică și Enciclopedică, Bucurest, 1984.

Țurcanu, Florin, „Mémoire et historiographie de la Grande Guerre dans la Roumanie communiste (1948-1989)”, In: *Cent ans après : la mémoire de la Première Guerre mondiale*, (ed.) Elli Lemonidou, École française d'Athènes, 2019, pp. 131-144. DOI:10.4000/books.efa.4548

Țurcanu, Florin, “Turtucaia/Toutrakan 1916: La postérité d'une défaite dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres”, *Balkanica* 2018 Issue 49, pp. 205-219. <https://doi.org/10.2298/BALC1849205T>

Țurcanu, Florin, «Une guerre oubliée : la Première Guerre mondiale», *Cités*, 2007/1 (n° 29), pp.157-160.

DOI : 10.3917/cite.029.0157. URL : <https://www.cairn.info/revue-cites-2007-1-page-157.htm>

**Summary**

---

**SERBOPHILIA AND FRANCOFILIA IN ROMANIA  
1914–1916 : THE CASE OF THE HISTORIAN  
NICOLAE IORGA**

In Romania, the Balkan wars were marked by the rise of numerous intellectuals and the public opinion, as new participants in the national debate over the country's foreign policy priorities. This phenomenon, which continued throughout period of Romanian neutrality, from 1914 to 1916, highlighted the work of historian Nikola Jorga (1871–1940) as one of the leading figures of this new public scene. Defined during the Balkan Wars and developed by his historical thoughts, Jorga's Serbophilia had its glory days since 1914 and had become important part of Francophilia, which made a bond between picture of the France and this small nations – victims of imperial forces of the Continental Europe.

**Key words:** France, Serbia, Serbs, Nicolae Iorga, 1914, 1916.

---

**САЖЕТАК**

---

**СРБОФИЛИЈА И ФРАНКОФИЛИЈА У  
РУМУНИЈИ ТОКОМ 1914–1916: СЛУЧАЈ  
ИСТОРИЧАРА НИКОЛЕ ЈОРГЕ**

У Румунији Балкански ратови су обележили појаву интелектуалаца и јавног мњења као актера у националној деба-ти око спољнополитичких приоритета земље. Овај феномен, који се наставио током румунске неутралности 1914–1916, истакао је историчара Николу Јоргу (1871–1940) као једну од главних фигура ове нове јавне сцене. Кристализована током балканских ратова и негована његовим размишљањем као историчара, Јоргина србофилија је цветала од 1914. године и придружила се франкофилији која повезује слику Француске са овим малим нацијама – жртвама империјалних сила континенталне Европе.

**Кључне речи:** Француска, Србија, Срби, Никола Јорга, 1914, 1916.

---

**Dr. Giordano Merlicco**

*Osservatorio sul Mediterraneo, Istituto di Studi Politici "S. Pio V"  
Roma, Italie*

**WahWah Htay**

*Université des langues étrangères, Yangon, Myanmar*

---

## **UN ENNEMI COMMUN NE FAIT PAS DES ALLIÉS: L'ITALIE, L'ENTENTE ET LE PROJET YOUGOSLAVE PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

### **Résumé**

---

*La Déclaration de Corfou est l'aboutissement d'une longue et difficile négociation entre deux hommes politiques qui exprimaient des intérêts considérablement différents. Le contexte international les a aidés à mettre de côté leurs divergences. Si l'Autriche était l'ennemi direct de l'Italie, dans une certaine mesure le véritable ennemi était la Serbie et la future Yougoslavie. L'Italie n'avait pas participé à la guerre depuis le début et les observateurs italiens n'avaient donc aucun problème à accorder plus d'importance à la Russie, à la France et à la Grande-Bretagne. L'article étudie le rôle de la France et des autres pays de l'Entente dans le cadre de la construction du projet yougoslave.*

**Mots clés:** *l'Entente, la France, l'Italie, la Serbie, La Déclaration de Corfou, La première guerre mondiale.*

---

La participation de l'Italie à la Première Guerre mondiale comprenait un mélange d'ambitions irrédentistes et impérialistes, dans lesquelles l'Adriatique était le facteur clé.<sup>1</sup> Au sein de l'élite italienne, un consensus s'est dégagé sur le fait que l'Italie devait non seulement conquérir les terres où vivaient des Italiens, mais aussi acquérir «une suprématie militaire exclusive» dans la région adriatique.<sup>2</sup> Si l'Autriche était l'ennemi direct de l'Italie, dans une certaine mesure le véritable ennemi était la Serbie et la future Yougoslavie.<sup>3</sup> De nombreux responsables politiques italiens affirmaient que les Slaves étaient plus dangereux que les Habsbourg, car ils étaient un peuple jeune, «plus fort et plus agressif» que la décadente Autriche.<sup>4</sup>

### Monténégro et Albanie dans les projets italiens

Comme l'année 1917 a été un tournant dans l'histoire de la Première Guerre mondiale, il en a été de même pour la question adriatique. Pour empêcher la création d'une Yougoslavie unifiée, l'Italie tenta de jouer la carte du Monténégro. Le roi monténégrin Nikola considérait son pays comme une terre purement serbe et

<sup>1</sup> L. Monzali, *La politica estera di Sidney Sonnino e i fini di guerra dell'Italia (1915-1917). Alcune riflessioni*, dans P. Neglie, A. Ungari (eds.), *La guerra di Cadorna 1915-1917*, USSME, Roma, 2018, pp. 315-25.

<sup>2</sup> A. Salandra, *L'intervento: 1915, ricordi e pensieri*, Milano, Mondadori, 1930, p. 169; *Documenti Diplomatici Italiani* [ci-après DDI], Quinta serie, vol. I, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, Libreria dello Stato, Roma, 1954, San Giuliano à Imperiali, 16/09/1914, doc. 703; De Martino à Salandra, 31/10/14, dans S. Sonnino, *Carteggio, 1914-1916*, Laterza, Roma-Bari, 1974, p. 62; DDI, Quinta serie, vol. I, De Martino à San Giuliano, 04/09/1914, doc. 581.

<sup>3</sup> G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma: documenti della politica che non fu fatta*, Torino, Gobetti, 1925, pp. LI-LII; voir aussi M. Bucarelli, *Allies or Rivals? Italy and Serbia during the First World War*, dans D. Živojinović (ed.), *The Serbs and the First World War: 1914-1918*, Serbian Academy of Sciences and Arts, Belgrade, 2015, pp. 247-62.

<sup>4</sup> Martini à Bartolomei, 23/09/1914, dans F. Martini, *Lettere, 1860-1928*, Mondadori, Milano, 1934, p. 496; «le véritable combat c'est entre nous et les Yougoslaves» écrivait par exemple Colocci, député et collaborateur du ministère des affaires étrangères, Colocci à Sonnino, 30/08/1918, dans S. Sonnino, *Carteggio, 1916-1922*, Laterza, Bari, 1975, pp. 475-77; A. Colocci, *Prima l'Adriatico!*, Gonnelli, Firenze, 1915.

il était souvent cité comme «le premier des Serbes». Mais malgré ses déclarations rhétoriques, il ne favorisa pas l'unité serbe et yougoslave car l'unification constituait une menace mortelle pour la survie de sa dynastie.<sup>5</sup> Après la défaite de l'armée monténégrine, en 1916, Nikola s'exila, cherchant à obtenir le soutien de l'Entente pour le rétablissement de son royaume au lendemain de la guerre. Une partie considérable des cercles politiques du Monténégro optait pour l'unification immédiate avec la Serbie, se plaignant que le roi sacrifiait les aspirations nationales au profit de ses intérêts personnels. Pour assurer le soutien de l'Italie, Nikola choisit un citoyen italien, Evgenije Popović, pour le poste de premier ministre de son gouvernement en exil.<sup>6</sup>

Un autre facteur important de la politique italienne était l'Albanie. Afin d'empêcher les ambitions serbes de conquérir un débouché sur la mer dans le nord du pays, Rome proclame, le 4 juin 1917, l'indépendance de l'Albanie sous son protectorat. Peu après, le 20 juin, le ministre italien des affaires étrangères, Sonnino, incluait officiellement le rétablissement du Royaume du Monténégro parmi les buts de guerre italiens. Pour contrer ces actes, le premier ministre serbe Nikola Pašić a envisagé la possibilité de parvenir à un accord avec le Comité yougoslave. Fondé en 1915 et dirigé par l'avocat croate Ante Trumbić, le Comité avait pour tâche principale de défendre les droits nationaux des populations yougoslaves vivant dans l'Empire des Habsbourg, en opposant les revendications italiennes sur leurs terres.<sup>7</sup> Un accord entre Pašić et Trumbić

<sup>5</sup> ASMAE [Archive historique du ministère italien des affaires étrangères], seriepolitica [s. p.] busta [b.] 199, Negrotto à San Giuliano, 09/07/1914; Documenti Diplomatici a Stampa, serie XXII, Serbia 1913-1914, Carlotti à San Giuliano, 22/07/1914; Bollati à San Giuliano, 27/06/1914. Sur l'unification entre Serbie et Monténégro, DDI, Quintaserie, vol. VI, Carlotti à San Giuliano, 12/09/1916, doc. 420. Pour l'identité serbe du roi Nikola et de sa cour, S. Pavlowitch, *Serbia: la storia al di là del nome*, Beit, Trieste, 2010, pp. 85, 134.

<sup>6</sup> D. Živojinović, *Italija i Crna Gora 1914-1925: studija o izneverenom saveznistvu*, Službeni List SRJ, Beograd, 1998, pp. 232-34.

<sup>7</sup> M. Paulova, *Jugoslavenski odbor: Povijest jugoslavenske emigracije za svjetskog rata od 1914-1918*, Prosvjetna nakladna zadruga, Zagreb, 1925; V. Bogdanov, F. Čulinović, M. Kostrenčić, *Jugoslovenski odbor u Londonu: u povodu 50-godišnjice osnivanja*, Jugoslavenska akademija znanosti i umjetnosti, Zagreb, 1966.

marginalisait le roi monténégrin et Nikola réagit en qualifiant le yougoslavisme de projet autrichien. Il essaya donc de convaincre l'Italie que les différences entre la Serbie et le Comité étaient trop grandes pour être résolues, ajoutant qu'avec le soutien de Rome, il pourrait détacher le Comité de la Serbie et le traîner ensuite du côté de l'Italie.<sup>8</sup>

En juin 1917, Pašić a invité le Comité à Corfou, sans rien dire à l'Italie.<sup>9</sup> Lorsque les membres du Comité étaient déjà sur l'île grecque, Sonnino a demandé à Sforza, ministre italien auprès du gouvernement serbe, de séparer le Comité de la Serbie, offrant en échange une aide financière à Trumbić et à ses collègues. Cette tentative reposait davantage sur la fausse information du roi Nikola que sur la réalité. Le jour même où Sonnino a donné ces instructions, Trumbić exprimait le souhait que le prince serbe Aleksandar puisse devenir le roi de tous les Serbes, Croates et Slovènes. Le 5 juillet Sforza a signalé que ses «enquêtes directes et indirectes» montraient que le Comité ne souhaitait pas se détacher du gouvernement serbe.<sup>10</sup> Le 10 juillet, après une conversation avec Trumbić, Sforza a conclu: «L'unification avec la Serbie est (...) son idée et sa raison d'être politique».<sup>11</sup>

La manœuvre de l'Italie s'est finalement effondrée le 20 juillet, lorsque Pašić et Trumbić ont signé la Déclaration de Corfou. Ce document énonçait l'unicité nationale de Serbes, Croates et Slovènes, les définissant comme une « nation à trois noms ». Le document envisageait la création d'un grand État comprenant la Serbie et les terres des Habsbourg peuplées de Yougoslaves. L'État aurait été une monarchie constitutionnelle, avec la dynastie serbe Karadjordjević au sommet. Trumbić et Pašić n'ont pas pu s'entendre sur la structure interne de l'État, sa définition a donc été confiée

<sup>8</sup> DDI, Quinta serie, vol. VIII, Romano Avezzana à Sonnino, 30/05/1917, doc. 158; Sonnino à Sforza, 23/06/1917, doc. 435.

<sup>9</sup> D. Živojinović, *Italija i Crna Gora*, p. 235.

<sup>10</sup> Giordano Merlicco, «Between old Austria and new foes: Italy and the Yugoslav project (1917-18)», *ISTORIJSKI ZAPISI*, 1-2/2021, pp. 115-138.

<sup>11</sup> DDI, Quinta serie, vol. VIII, Sonnino à Sforza, 23/06/1917, doc. 435; Sforza à Sonnino, 23/06/1917, doc. 446; Sforza à Sonnino, 05/07/1917, doc. 546; Sforza à Sonnino, 10/07/1917, doc. 609.

à une assemblée constituante qui devait comprendre les représentants de toutes les régions yougoslaves. Aucune référence n'a été faite au Monténégro. La Serbie, avec l'accord de Trumbić, voulait résoudre la question de l'unification avec Cetinje en empêchant la reconstitution du royaume monténégrin. Les craintes de l'Italie et du roi Nikola semblaient devenir réalité: l'unification yougoslave constituait une option concrète.<sup>12</sup>

### Un compromis difficile

La Déclaration de Corfou est l'aboutissement d'une longue et difficile négociation entre deux hommes politiques qui exprimaient des intérêts considérablement différents. Le contexte international les a aidés à mettre de côté leurs divergences. Auparavant, le projet yougoslave était contrecarré par la Russie, qui s'opposait à la création d'un État où les catholiques croates et slovènes pourraient contrebalancer la russophilie traditionnelle des Serbes orthodoxes. Cependant, après la chute du Tsar, le nouveau gouvernement russe a adopté un point de vue différent sur la question. En outre, l'instabilité politique persistante remettait en question la pertinence du soutien russe à la Serbie. Parallèlement, la prolongation de la guerre a incité plusieurs secteurs de l'Entente à reconsidérer l'opportunité de démembrer l'Empire des Habsbourg.<sup>13</sup> La principale puissance politique et militaire ennemie était l'Allemagne; Paris et Londres ont donc pris en compte l'éventualité d'un accord séparé avec Vienne, afin d'isoler Berlin. Dans une telle éventualité, la double monarchie n'aurait subi que des pertes territoriales mineures.<sup>14</sup> Pour contrer ces événements, Pašić devait gagner un rôle plus approprié sur la scène internationale. En même temps,

<sup>12</sup> D. Janković, *Jugoslovensko pitanje i Krfska deklaracija 1917. godine*, Beograd, 1967.

<sup>13</sup> DDI, Quinta serie, vol. VIII, Imperiali à Sonnino, 24/05/1917, doc. 77; V. Sotirović, *The 1917 Corfu Declaration and its importance for the creation of the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes in 1918*, *Nacionalni Interes*, 2/2014, pp. 47-54.

<sup>14</sup> L. Albertini, *Venti anni di vita politica*, parte II, *L'Italia nella guerra mondiale*, Zanichelli, Bologna, 1952, vol. III, p. 232.

le premier ministre avait fait l'objet de critiques croissantes dans son pays à la suite du procès de Salonique, dans lequel le colonel «Apis» Dimitrijević et d'autres officiers avaient été condamnés à mort. Apis était une figure populaire, en particulier parmi les officiers de l'armée serbe, et sa mort affaiblit la popularité du premier ministre. Les partis d'opposition avaient durci leurs accusations contre le gouvernement, tandis que le Parti radical indépendant préconisait une approche plus chaleureuse vis-à-vis de l'unification yougoslave. Avec la Déclaration de Corfou, Pašić saisit l'occasion pour reprendre l'initiative politique et empêcher l'opposition de lui reprocher de ne pas être suffisamment pro-yougoslave.<sup>15</sup>

Les objectifs du Comité étaient différents. Le fait que l'Autriche-Hongrie puisse survivre à la guerre était plus inquiétant pour Trumbić que pour la Serbie, tout comme les ambitions italiennes étaient plus dangereuses pour les Slovènes et les Croates que pour les Serbes. La Déclaration de Corfou renforçait ainsi l'opposition du Comité aux ambitions italiennes en invoquant le principe national dans la fixation des frontières de l'après-guerre et en reliant à la Serbie le destin des Yougoslaves de la double monarchie. En tant que pays allié ayant consenti des sacrifices énormes pour la cause de l'Entente, la Serbie s'attendait à d'importantes compensations au lendemain de la victoire. Au contraire, les dirigeants politiques croates et slovènes étaient moins importants pour la cause de l'Entente et, en tant que sujets des Habsbourg, auraient pu être traités comme des ennemis vaincus après la guerre, risquant ainsi de voir leurs territoires démembrés en faveur des pays voisins.<sup>16</sup>

La Déclaration était également un compromis entre deux hommes aux origines culturelles différentes. Sforza a souligné qu'il était difficile d'imaginer deux hommes aussi différents l'un de l'autre que Pašić et Trumbić.<sup>17</sup> Le premier ministre serbe provenait d'un village de la vallée du Timok. Il avait étudié comme

<sup>15</sup> D. Bataković (ed.), *Histoire du peuple serbe*, L'âge de l'homme, Paris, 2005, pp. 275-76.

<sup>16</sup> D. Djokić, *Nikola Pašić and Ante Trumbić: the kingdom of Serbs, Croats and Slovenes*, London, Haus Histories, 2010, p. 52.

<sup>17</sup> C. Sforza, *Pachtich et l'union des Yougoslaves*, Gallimard, Paris, 1938, p. 147. Sforza dans son livre démentit l'hypothèse que Trumbić était pro-autrichien,

ingénieur en Suisse et, au cours de sa carrière politique, avait été confronté à de nombreuses situations difficiles, en faisant l'expérience de la prison, de l'exil et même d'une condamnation à mort par contumace. Il était ainsi devenu un homme politique réaliste, opposé aux positions déclamatoires. Il peut être considéré comme un idéaliste, ayant consacré sa carrière à la cause nationale serbe et yougoslave, mais en termes de méthodes, il était un politique pragmatique, voire sans scrupules. Comme le disait un journaliste italien, Pašić avait développé des habilités «byzantines», qui avaient été essentielles à sa survie politique.<sup>18</sup>

Trumbić, quant à lui, était un avocat de Split, qui avait étudié à Zagreb, à Vienne et à Graz. Il avait été membre de la Diète de Dalmatie, puis du parlement de Vienne. Sa formation politique avait été profondément influencée par ses études juridiques et par la culture politique austro-hongroise. Dans la double monarchie, les assemblées provinciales et le parlement lui-même n'avaient pas de véritable pouvoir politique. Comme le dit Sforza, les assemblées recouraient à des « méthodes formalistes et procédurales » pour faire pression sur le gouvernement. C'est avec ce bagage culturel que Trumbić a négocié à Corfou, menant de longues discussions sur l'utilisation des drapeaux et des emblèmes nationaux dans le futur État yougoslave. C'étaient des arguments courants en Autriche-Hongrie où, en 1915, les représentants de la Croatie avaient mené une longue lutte contre les nouvelles bannières de l'Empire, affirmant que les emblèmes de Croatie, Slavonie et Dalmatie n'y figuraient pas. L'article trois de la Déclaration de Corfou traite précisément de l'utilisation des emblèmes, stipulant que les armoiries yougoslaves devaient inclure les emblèmes nationaux serbe, croate et slovène: Trumbić avait transposé dans les négociations avec Pašić les arguments habituels de la politique austro-hongroise. Il était un ennemi de la double monarchie, néanmoins, il continuait à faire de la politique «à la autrichienne», irritant ainsi le premier

---

mais lui-même rependait cette idée pendant son activité diplomatique, DDI, Quintaserie, vol. VI, Sforza à Sonnino, 24/10/1916, doc. 606.

<sup>18</sup> L. Magrini, *Il dramma di Seraievo: origini e responsabilità della guerra europea*, Athena, Milano, 1929, pp. 92-95, 111-12.

ministre serbe, qui ne comprenait pas la nécessité de mener des «discussions interminables (...) à propos de questions de drapeaux et de blasons».<sup>19</sup>

### Silence sur l'Italie

Déclaration de Corfou a été reçue avec quelques réserves par le roi serbe Petar. Le prince Alexandre au contraire a manifesté sa sympathie pour le Comité et était lui-même partisan de la création d'un État yougoslave.<sup>20</sup> Les émigrés politiques croates et slovènes ont loué la disposition de la Serbie à faire des compromis. Peu de temps après la Déclaration, Pašić se rendit à Londres, où il rencontra Frano Supilo, un Croate de Dalmatie qui avait été un protagoniste du mouvement national en Autriche-Hongrie. Bien que les relations entre les deux aient souvent été tendues, Supilo a reçu avec enthousiasme le premier ministre serbe, reconnaissant «les immenses sacrifices moraux» faits par «le vieux serbisme orthodoxe», qui avait accepté de «noyer dans l'esprit nouveau toute sa mentalité séculaire».<sup>21</sup>

La Déclaration a été reçue avec peu d'enthousiasme en Italie. Sforza et le Général Marro, commandant de la mission militaire italienne à Corfou, ont souligné que la Déclaration énonçait des principes répétés depuis longtemps dans les pamphlets du Comité yougoslave, ainsi que dans les documents du gouvernement serbe. La véritable signification politique de la Déclaration était qu'elle résultait d'une négociation. Pour la première fois, ces principes étaient énoncés dans un document signé par la Serbie et par des représentants des Yougoslaves vivant dans la double monarchie.<sup>22</sup> Sforza a

<sup>19</sup> C. Sforza, *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, pp. 147-48; C. Sforza, *Jugoslavia: storia e ricordi*, Rizzoli, Milano, 1948, pp. 131-33; aussi Salvemini considérait Trumbičun "procéduraliste", G. Salvemini, *Impressioni sintetiche sul dialogo avuto col dott. Trumbich*, dans M. Pacetti (ed.), *L'imperialismo italiano e la Jugoslavia: atti del Convegno italo-jugoslavo*, Argalia, Urbino, 1981, pp. 123-24.

<sup>20</sup> DDI, Quinta serie, vol. VIII, Sforza à Sonnino, 25/08/1917, doc. 964.

<sup>21</sup> Cit. dans C. Sforza, *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, p. 149.

<sup>22</sup> ASMAE, Archivio politico ordinario e di gabinetto [APOG], 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Sforza à Sonnino, 05/07/1917; AUSSME [Archive historique de

fait valoir qu'il s'agissait d'«un essai naïf de médiocre littérature politique», qui n'expliquait pas à quoi ressemblerait un éventuel État unitaire. Néanmoins, il contenait plusieurs points critiques, le plus important étant le manque de références à l'Italie.<sup>23</sup> L'Italie n'avait pas participé à la guerre depuis le début et les observateurs italiens n'avaient donc aucun problème à le document accorder plus d'importance à la Russie, à la France et à la Grande-Bretagne.<sup>24</sup> Cependant, l'Italie n'y était pas du tout mentionnée, une omission qui ne pouvait être considérée comme un simple oubli. Les États-Unis d'Amérique étaient mentionnés, même s'ils étaient entrés en guerre deux ans après l'Italie. L'amiral Foschini, commandant du croiseur «Siracusa», écrivit avec «déception» que l'Italie était «exclue de manière significative de la liste des nations alliées».<sup>25</sup> Même dans l'article 10 où le document traite de la mer Adriatique, il n'y a aucune référence à l'Italie. Le général Marro a rapporté comme un «fait extraordinaire» que, bien que Pašić et Trumbić aient «loué la France, l'Angleterre, la Russie et l'Amérique», ils «ont oublié l'Italie, comme s'il était possible d'oublier le pays qui présente le plus grand intérêt pour la question adriatique».

Sforza a conclu que cette «omission volontaire» était due à la concurrence entre l'Italie et les Yougoslaves pour la conquête des terres des Habsbourg. Pašić et Trumbić avaient omis de mentionner l'Italie, afin de ne pas irriter «les populations croates et slovènes censées se battre volontairement contre nous».<sup>26</sup> Sforza a estimé qu'il était difficile pour l'éventuel État yougoslave d'atteindre un équilibre durable entre les différentes «populations, perspectives et traditions» de ses parties constituantes. Cependant, une menace extérieure pourrait aider les Yougoslaves à mettre de côté

[l'armée italienne], Fondo [f.] E-11, busta[b.] 45, Rapporti trasmessi al comando supremo 1917, Attaché militaire à Corfou, 27/07/1917.

<sup>23</sup> ASMAE, APOG, 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Sforza à Sonnino, 25/07/1917.

<sup>24</sup> Cela est justement noté sur la copie de la Déclaration gardée dans l'archive de l'armée italienne; AUSSME, f. E-11, b. 45, rapportitrasmessi al ComandoSupremo, 1917, le Sous-Chef d'État-Major au ministère des affaires étrangères, 02/08/1917.

<sup>25</sup> ASMAE, APOG, 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Relation de l'amiral Foschini, 31/07/1917.

<sup>26</sup> DDI, Quinta serie, vol. VIII, Sforza à Sonnino, 24/07/1917, doc. 720.

leurs divergences et l'Italie pourrait facilement devenir cette menace extérieure, en raison de l'existence de nombreux territoires contestés.<sup>27</sup> Les préoccupations de Sforza étaient également exacerbées par l'absence de référence aux frontières de l'État yougoslave, ce qui risquait de donner lieu à des prétentions exagérées.<sup>28</sup> De même, le général Marro a affirmé que Trumbić et Pašić n'avaient pas mentionné l'Italie pour ne pas «restreindre l'effort de guerre des Croates et des Slovènes qui se battent contre nous»; ils «prétendent que les Croates et les Slovènes se battent contre l'Italie non pas pour l'amour de l'Autriche, mais bien pour la nation yougoslave».<sup>29</sup> L'amiral Foschini a conclu que pour la Serbie et le Comité, les soldats yougoslaves sur le front italien ne «défendaient pas la monarchie autrichienne, mais défendaient une cause nationale yougoslave».<sup>30</sup>

Les autorités italiennes ont interdit la publication de la Déclaration de Corfou, mais les informations et les commentaires ont circulés largement dans la presse italienne. Les interventionnistes démocrates ont chaleureusement accueilli la Déclaration, arguant que garder la Slovénie et la Croatie séparées de la Serbie signifiait sauver la double monarchie. Ils affirmaient que les dénégations de l'identité yougoslave étaient hypocrites, rappelant la définition autrichienne de l'Italie comme une simple «expression géographique».<sup>31</sup> Condamnés comme défaitistes par les nationalistes et entravés par la censure, les interventionnistes démocrates

<sup>27</sup> Giordano Merlicco, *Luglio 1914 : L'Italia e la crisi austro-serba*, Roma : Nuova Cultura, 2018, p. 132.

<sup>28</sup> ASMAE, APOG, 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Sforza à Sonnino, 25/07/1917.

<sup>29</sup> AUSSME, f. E-11, b. 45, Rapporti trasmessi al comando supremo 1917, Attaché militaire à Corfou, 27/07/1917.

<sup>30</sup> ASMAE, APOG, 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Relation de l'amiral Foschini, 31/07/1917. Les interventionnistes démocrates soulignaient que si Vienna pouvait convaincre les soldats yougoslaves à se battre contre les Italiens, c'était précisément à cause des revendications inappropriées de l'Italie sur les terres slaves, ce qui donnait un caractère impérialiste à la guerre, autrement juste, de l'Italie, G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma*, p. XLIV; la même interprétation fut exprimée par Trumbić, O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, Ricciardi, Milano-Napoli, 1960, vol. II, *Dal Piave a Versailles*, p. 336.

<sup>31</sup> G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma*, p. 67.

n'ont pas réussi à partager leur enthousiasme pour un compromis italo-yougoslave avec de larges couches de l'opinion publique. La majorité des publications italiennes ont condamné la Déclaration, affirmant que si elle avait une apparence anti-autrichienne, elle était plutôt anti-italienne dans son essence. La méfiance envers les Yougoslaves était si forte que beaucoup pensaient que la Déclaration était une initiative pro-autrichienne, qui pourrait éventuellement ouvrir la voie à la création d'un état yougoslave dans le cadre de l'Empire des Habsbourg.<sup>32</sup> Trumbić et ses compagnons étaient étiquetés comme «austriacanti», c'est-à-dire des austrophiles, alors que l'ensemble du mouvement yougoslave était considéré comme un outil autrichien. Plusieurs suggestions rappelaient la nécessité de maintenir Croatie et Serbie divisées.<sup>33</sup>

### Une occasion manquée pour la diplomatie italienne

Le gouvernement italien a réagi avec surprise à la Déclaration. Les fausses informations du roi monténégrin sur la divergence irréconciliable entre Trumbić et Pašić ont certainement contribué à induire en erreur la diplomatie italienne. Cependant, ce sont surtout les opinions politiques du gouvernement italien qui ont empêché une évaluation adéquate. Jusqu'à la fin de la guerre, le ministre Sonnino restait attaché à deux idées fondamentales: la survie de la double monarchie et la nécessité de préserver la validité du traité signé en 1915 à Londres, qui représentait la base politique de la participation italienne à la guerre. Ces deux objectifs étaient étroitement liés l'un à l'autre. Le traité de Londres, par lequel Rome avait accordé ses buts de guerre avec ceux des alliés, avait un sens dans le cas où l'Autriche-Hongrie survivrait à la guerre; au contraire,

<sup>32</sup> Albertini à Amendola, 08/08/17, dans L. Albertini, *Epistolario, 1911-1926*, vol. II, *La Grande Guerra*, Mondadori, Milano, 1968, p. 742.

<sup>33</sup> F. Caburi, *Italiani e Jugoslavi nell'Adriatico*, Treves, Milano, 1917; Albertini remarquait que les nationalistes ressortait à la politique traditionnelle autrichienne: utiliser serbes et croates les uns contre les autres, L. Albertini, *Venti anni di vita politica*, partie II, vol. II, p. 543; de façon similaire, G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma*, pp. 38-39; pour le débat dans la presse italienne, M. Bucarelli, *Mussolini la questione adriatica e il fallimento dell'interventismo democratico*, «Nuova rivista storica», 1/2011, pp. 137-205.

l'effondrement de l'Empire produirait une redéfinition générale des frontières en Europe centrale et orientale.<sup>34</sup> Dans ce dernier cas, les ambitions italiennes étaient opposées au nationalisme slave, mais aussi au désir de la France et de l'Angleterre d'empêcher la suprématie italienne sur l'Adriatique.<sup>35</sup>

En raison de ses opinions politiques, Sonnino a toujours refusé de s'engager dans des négociations directes avec Serbes et Yougoslaves. Il resta convaincu que les acquis territoriaux de l'Italie d'après-guerre avaient été convenus une fois pour toutes en 1915. Peu de temps après la Déclaration de Corfou, Pašić a déclaré à la presse italienne qu'il souhaitait parvenir à un accord avec l'Italie, en rappelant que la double monarchie était l'ennemi commun et soulignant les similitudes entre le *Risorgimento* italien et le mouvement yougoslave.<sup>36</sup> Puis, en septembre 1917, Pašić demanda à Sonnino d'entamer des pourparlers directs en vue de parvenir à un accord bilatéral sur l'Adriatique; Sonnino répondit qu'il était bien conscient de l'importance de parvenir à un accord, mais que c'était précisément la Déclaration de Corfou qui rendait la négociation impossible. La Déclaration était «inappropriée, voire dangereuse», presque un «acte de sabotage» contre l'effort de guerre italien. Pour Sonnino, la Serbie aurait plutôt dû accepter les buts de guerre italiens, tout en demandant quelques petits changements au cours des négociations d'après-guerre. Pašić répondit que la Déclaration n'était pas une provocation contre l'Italie, mais plutôt une garantie contre les démarches austro-hongroises. Pour gagner la loyauté de ses populations slaves, Vienne aurait pu leur accorder un certain degré d'autonomie, alors que la Déclaration rappelait que l'indépendance était possible grâce à l'union avec la Serbie. Le premier ministre serbe était prêt à faire des concessions, acceptant l'argument italien selon lequel, pour définir l'avenir de l'Adriatique, il était nécessaire de prendre en compte non

<sup>34</sup> Giordano Merlicco, *Luglio 1914 : L'Italia e la crisi austro-serba*, op. cit., p. 125.

<sup>35</sup> Voir l'opinion de Orlando in A. Tamborra, *L'idea di nazionalità e la guerra: 1914-1918*, Istituto per la storia del Risorgimento italiano, Roma, 1963, p. 46; sur le traité de Londres, L. Monzali, *Una difficile scelta: Il patto di Londra e la politica estera italiana 1914-1915*, «Acta Histriae», 4/2017, pp. 919-38.

<sup>36</sup> L. Albertini, *Venti anni di vita politica*, parte II, vol. II, p. 544-45.

seulement les préoccupations démographiques, mais également les préoccupations stratégiques. Ainsi, il ouvrait la voie à l'annexion par l'Italie de terres peuplées de Slaves. La Serbie était prête à reconnaître à l'Italie Trieste, Pula, la moitié de l'Istrie, quelques îles de l'Adriatique et la ville de Vlora. Cette solution aurait assuré l'hégémonie militaire italienne sur l'Adriatique et la sauvegarde de l'amitié italo-yougoslave. Toutefois, cela ne suffisait pas à Sonnino, qui considérait les territoires concédés par le traité de Londres comme le «minimum essentiel».<sup>37</sup>

Selon Sonnino, l'Italie pourrait donner son accord à l'élargissement de la Serbie en Bosnie-Herzégovine et dans une partie de la Dalmatie, comme indiqué dans le traité de Londres, mais ne pouvait pas accepter la création de la Yougoslavie, ce qui remettait en question la survie même de l'Autriche-Hongrie et menaçait donc les ambitions italiennes. Par conséquent, en octobre 1917, Sonnino proclama officiellement au Parlement italien que, parmi les objectifs italiens, il n'y avait pas «la dissolution des États ennemis, ni le changement de leur régime constitutionnel».<sup>38</sup> Une telle déclaration décevait les partisans de l'interventionnisme démocratique, irritait la Serbie et le Comité yougoslave. Les idées de Sonnino avaient une logique politique; cependant, le contexte dans lequel elles avaient été élaborées était en train de disparaître. En 1917, plusieurs événements ont radicalement changé le contexte international et, comme le montre un rapport du secrétaire général du ministère des affaires étrangères, la diplomatie italienne était consciente du fait que le traité de Londres risquait d'être «de facto» dépassé par les événements.<sup>39</sup> Les États-Unis avaient rejoint l'Entente, mais n'étaient pas liés au traité de Londres; la chute du tsar en Russie a également été une mauvaise nouvelle pour l'Italie,

<sup>37</sup> S. Sonnino, *Diario*, vol. III, 1916-1922, pp. 190-92; C. Sforza, *Jugoslavia: storia e ricordi*, p. 113; Z. Bajin, *Nikola Pašić and Italy on the eve of the establishment of the Yugoslav state (1917-1918)*, dans R. Cukić, V. Kastratović-Ristić, M. Vasiljević (eds.), *The day worth a century: I. XII 1918*, Museum of Yugoslavia, Belgrade, 2019, p. 38.

<sup>38</sup> P.L. Ballini (ed.), *I discorsi parlamentari di Sidney Sonnino*, Polistampa, Firenze, 2015, p. 182.

<sup>39</sup> DDI, Quinta serie, vol. VIII, Relation de De Martino, 22/07/1917, doc. 711.

le nouveau gouvernement russe souhaitant une révision générale des accords parmi les alliés. Plus tard, la révolution d'octobre provoqua la sortie de la Russie du conflit, permettant ainsi à l'armée austro-hongroise d'accroître sa pression sur le front italien.

En 1915, le gouvernement italien avait défini ses objectifs de guerre, estimant devoir conquérir des territoires gouvernés par un empire ennemi. La Déclaration de Corfou a transformé la question adriatique en une question intérieure de l'Entente car deux pays appartenant à l'alliance revendiquaient les mêmes territoires. En plus, Serbes et Yougoslaves revendiquaient ces territoires sur la base du principe national, qui en 1917 avait acquis une place centrale dans le débat politique. Les États-Unis, en particulier, considéraient ce principe comme le critère essentiel pour le règlement des différends territoriaux. Il était donc particulièrement préoccupant pour la diplomatie italienne que l'opinion publique américaine adopte des positions pro-yougoslaves, grâce à la propagande menée par les comités yougoslaves.<sup>40</sup> En plus, après la révolution d'octobre, les bolcheviks plaidaient pour le droit à l'autodétermination des peuples opprimés, la fin des agendas impérialistes et de la diplomatie secrète. Dans le même temps, les dirigeants politiques français et britanniques devenaient de plus en plus persuadés que tout éventuel règlement d'après guerre devait comporter des mesures visant à contenir l'Allemagne et à empêcher sa réémergence en tant que grande puissance.<sup>41</sup> La création de la Yougoslavie était un outil géopolitique utile pour empêcher l'expansion allemande vers l'est. Puis, en novembre 1917, la défaite de Caporetto amoindrit le prestige politique de l'Italie et suscite des doutes chez ses alliés quant à l'importance de la contribution militaire italienne. Enfin, au début de 1918, le président des États-Unis, Woodrow Wilson, publia son programme en 14 points pour la paix; les tendances impérialistes étaient mises en cause, de même que les traités secrets. Sonnino considérait que le programme de Wilson était inadéquat,

---

<sup>40</sup> DDI, Quinta serie, vol. VII, Macchi di Celere à Sonnino, 12/02/1917, doc. 283; Sonnino à Sforza, 28/12/1917, in S. Sonnino, *Carteggio, 1916-1922*, pp. 355-56.

<sup>41</sup> Voir par exemple DDI, Quintaserie, vol. VI, Sforza à Sonnino, 24/10/1916, doc. 606.

car il encourageait les tendances pacifistes. Il a réagi en déclarant que l'Italie n'avait pas d'ambition impérialiste, mais souhaitait des garanties de sécurité dans l'Adriatique.<sup>42</sup>

Comme l'a dit le ministre Leonida Bissolati, Sonnino continuait à vivre dans la première phase de la guerre, refusant de prendre en compte les nouveaux développements en matière de politique et de propagande.<sup>43</sup> La détérioration de la position de l'Italie a incité les milieux favorables à une politique différente à faire entendre leur voix. Les interventionnistes démocrates croyaient depuis le début de la guerre que le gouvernement italien renonçait à son engagement historique envers le principe national, en se privant d'une importante arme morale et matérielle. Comme Giuseppe Mazzini l'avait réclamé des décennies auparavant, ce principe représentait un moyen d'affaiblir de l'intérieur l'Empire des Habsbourg, en excitant les sentiments nationaux de ses peuples.<sup>44</sup> En 1917 de nouveaux secteurs de l'arène politique italienne rejoignent les partisans de l'interventionnisme démocratique. Des libéraux modérés comme Andrea Torre, Giovanni Amendola et Luigi Albertini, directeur du *Corriere della Sera*, n'avaient pas soutenu les idées de l'interventionnisme démocratique depuis le début de la guerre et leur culture politique incluait une dose considérable de nationalisme. Le changement de leur position politique n'était pas dû à des raisons idéologiques, mais plutôt à des raisons tactiques. Ils pensaient que le conservatisme de Sonnino affaiblissait la position de l'Italie. À l'instar des interventionnistes démocrates, ils estimaient que le principe national était un outil diplomatique pouvant facilement devenir également un outil matériel; cela ouvrait la voie à un «bombardement moral» qui pouvait «saper le moral de l'ennemi».<sup>45</sup> En outre, le fait de favoriser l'émancipation de nationalités

<sup>42</sup> S. Sonnino, *Diario*, vol. III, pp. 251-52.

<sup>43</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 369.

<sup>44</sup> Pour les arguments de l'interventionnisme démocratique, A. Ghisleri, *Per l'intesa italo-jugoslava: Scritti della vigilia*, Istituto librario italiano, Lugano, 1918; Un gruppo di scrittori italiani e jugoslavi, *Italia e Jugoslavia*, Libreria della Voce, Firenze, 1918, pour une reconstruction historiographique, F. Leoncini, *Alternativa mazziniana*, Castelveccchi, Roma, 2018.

<sup>45</sup> Emanuel à Albertini, 10/02/18, dans L. Albertini, *Epistolario*, vol. II, p. 894.

opprimées par Vienne, aurait accru le prestige de l'Italie, lui permettant d'établir des relations privilégiées avec les nouveaux États de l'Europe orientale. Soutenant la création de la Yougoslavie, Rome pourrait exercer son influence sur les dirigeants yougoslaves pour obtenir d'eux la reconnaissance des intérêts italiens. Au contraire, si l'Italie s'opposait à la création de la Yougoslavie, les dirigeants adopteraient une position anti-italienne et le nouvel État serait créé au détriment des ambitions italiennes.<sup>46</sup> Sur le plan pratique, les partisans d'un compromis italo-yougoslave étaient favorables à la pleine reconnaissance des droits yougoslaves sur la Dalmatie, en échange de la reconnaissance des droits italiens sur l'Istrie et éventuellement Fiume/Rijeka.<sup>47</sup> Peu de temps après la Déclaration de Corfou, le *Corriere della Sera* commençait une campagne vigoureuse en faveur d'un changement de la politique italienne, soutenant la thèse que Rome devait saisir l'occasion pour devenir le partenaire privilégié de la Serbie.

Ces opinions trouvaient aussi des soutiens parmi les diplomates. La plupart d'entre eux estimaient que quelques concessions au principe national, du moins en termes de tactique et de propagande, étaient nécessaires. Au début de 1918, l'ambassadeur à Londres, Imperiali, écrit à Sonnino que l'Italie devait «immédiatement conclure (...) un accord avec les Serbes et les Yougoslaves». Cela aurait amélioré le prestige de l'Italie, en niant les accusations «d'impérialisme, antidémocratie, opposition au principe national»

---

<sup>46</sup> L'accord italo-yougoslave était en effet, pour beaucoup de ses partisans, une question de convenance; Bissolati, par exemple, admettait n'avoir aucune sympathie pour les Yougoslaves: "si je pouvais, je serais bien content de les exterminer, mais en tant que cela n'est pas possible, il faut trouver un accord avec eux", cit. dans O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, p. 461; dans une autre occasion, Bissolati déclarait son mépris pour les Slaves en général, *ivi*, vol. I, p. 143.

<sup>47</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, p. 378. Les revendications sur la Dalmatie suscitaient plusieurs oppositions en Italie, voir par exemple DDI, Quintaserie, vol. I, Tittoni à San Giuliano, 28/09/1914, doc. 834; G. Salvemini, *La Dalmazia*, 09/11/14, dans *Id.*, *Come siamo andati in Libia e altri scritti dal 1900 al 1915*, Feltrinelli, Milano, 1963, pp. 370-73. Même parmi les forces armées il y avait des positions différentes, lorsque la marine était favorable, l'armée était contraire, O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 501-05.

qui étaient répandues dans les milieux démocratiques européens et américains.<sup>48</sup> Les ambassadeurs à Paris et à Washington exprimaient des arguments similaires. Sonnino était prêt à admettre que l'absence d'un accord avec les Serbes/Yougoslaves mettait en péril la position de l'Italie, mais il restait convaincu qu'un accord était possible seulement si la Serbie et le Comité yougoslave acceptaient les buts de guerre italiens, une solution unilatérale que ni Pašić ni Trumbić ne pouvaient accepter.<sup>49</sup>

Ses rivaux et ses alliés considéraient généralement que Sonnino était têtue.<sup>50</sup> Ses critiques allaient plus loin, le qualifiant de «fou» et de «maniaque».<sup>51</sup> Bissolati s'est plaint que Sonnino ait refusé de discuter «de toute idée de révision possible des accords». L'ambassadeur et ancien ministre des affaires étrangères Tittonia critiqué «l'incapacité diplomatique» de Sonnino. Salandra a déclaré que le ministre évitait toute discussion et que les autres ministres avaient des difficultés à traiter avec lui, car il n'était pas intéressé à écouter les autres opinions, ni à expliquer les siennes. Lorsque les autres ministres tentaient de le convaincre de la nécessité d'un changement, Sonnino réagissait avec dureté, se mettant parfois à crier de manière si grossière qu'il rendait impossible toute discussion.<sup>52</sup> Il croyait que la question des frontières avait été définitivement réglée en 1915 et qu'il était donc inutile, voire dangereux, de rouvrir la discussion.<sup>53</sup> Giovanni Giolitti, l'homme politique qui a marqué une époque entière, a remarqué avec finesse que les caractéristiques personnelles de Sonnino faisaient de lui un excellent ministre du Trésor, mais un choix terrible pour le ministère des Affaires étrangères.<sup>54</sup>

<sup>48</sup> DDI, Quinta serie, vol. X, Imperiali à Sonnino, 11/01/1918, doc. 75.

<sup>49</sup> Sonnino à Sforza, 31/01/1918, dans S. Sonnino, *Carteggio, 1916-1922*, pp. 387-89.

<sup>50</sup> F. Martini, *Diario: 1914-1918*, Mondadori, Milano, 1966, p. 1206.

<sup>51</sup> Pour les opinions sur Sonnino, O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 251, 383 (Orlando), 565-66 (Salandra), 517-18, 544 (Barzilai).

<sup>52</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. I, *Da Sarajevo a Caporetto*, pp. 87, 146 ss., vol. II, p. 544.

<sup>53</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 262, 492-93.

<sup>54</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 198-99.

## Les promesses des alliés

Plusieurs remarques s'imposent en guise de conclusion. Comme Albertini et les interventionnistes démocrates le soulignaient, en 1917 l'Italie a eu une occasion importante de conquérir les sympathies du mouvement yougoslave et surtout de la Serbie. Cela impliquait quand même une révision des buts de guerre et de la stratégie diplomatique italienne. Une telle révision a été empêchée par plusieurs facteurs, le plus important étant la rigidité du ministre des Affaires étrangères. Sonnino répétait qu'il fallait maintenir les populations yougoslaves séparés et a cru jusqu'à la fin de la guerre que la Double monarchie pourrait survivre à une défaite militaire.<sup>55</sup> Ainsi, il a empêché une réévaluation des priorités de l'Italie, mettant en péril la position diplomatique italienne. Le ministre Bissolati se plaignait que Sonnino considérait le traité de Londres comme un «billet à ordre», dont la validité ne pouvait être mise en doute par les événements.<sup>56</sup> Sforza a affirmé que le ministre restait «enfermé dans les clauses de son traité de Londres comme dans un bastion assiégé», empêchant ainsi la diplomatie italienne de se réadapter au nouveau contexte politique.<sup>57</sup> Le premier ministre Vittorio Emanuele Orlando a exprimé des préoccupations similaires, affirmant que Sonnino restait «assis sur son traité», sans se rendre compte qu'il était «dépassé» par des événements imprévisibles en 1915.<sup>58</sup> Néanmoins, Orlando a hésité à adopter une politique différente, principalement parce qu'elle aurait provoqué une crise avec Sonnino, qui continuait de bénéficier

<sup>55</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 373, 387; C. Sforza, *L'Italia dal 1914 al 1944 quale io la vidi*, Mondadori, Roma, 1945, p. 50. Pour inciter le sentiments anti-unionistes parmi les Yougoslaves Sonnino a subventionné des plans visant en particulier Croates et Monténégrins; F. Caccamo, *Il sostegno italiano all'indipendentismo croato*, «Nuova storia contemporanea», 6/2004, pp. 23-56; Sforza plus tard a révélele soutien italien au séparatisme pour pousser Trumbić à accepter les demandes italiennes, U. Ojetti, *I taccuini: 1914-1943*, Sansoni, Firenze, 1954, p. 83.

<sup>56</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 377, 527; Emanuel à Albertini, 16/01/18, dans L. Albertini, *Epistolario*, vol. II, pp. 854-59.

<sup>57</sup> C. Sforza, *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, p.169.

<sup>58</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, p. 540.

d'un soutien considérable parmi des cercles politiques influents, parmi lesquels la franc-maçonnerie, les nationalistes et les catholiques.<sup>59</sup> Le départ de Sonnino aurait déstabilisé le gouvernement et Orlando ne voulait pas une crise sur les questions de politique étrangère, puisque les opposants l'auraient étiqueté comme un lâcheur et un traître.<sup>60</sup>

La dure conséquence de la politique de Sonnino s'est manifestée lors des négociations de paix. La France et la Grande-Bretagne, dont Sonnino attendait la mise en œuvre du traité de 1915, ont jugé plus pratique de revenir sur leurs promesses, en laissant l'Italie fatalement isolée. L'absence d'un accord préventif avec les Serbes/Yougoslaves s'est alors révélée une arme dans les mains des adversaires de l'Italie. Les ambitions de Londres et Paris étaient bien plus impérialistes que celles de l'Italie. Le ministre Bissolati n'a jamais caché ses critiques à l'égard de Sonnino et a finalement démissionné du gouvernement. Néanmoins, il a noté que c'étaient principalement l'Angleterre et la France qui trahissaient «la cause pour laquelle nous avons demandé tant de sacrifices».<sup>61</sup> Les États-Unis n'étaient pas moins hypocrites. Alors que le président Wilson proclamait haut et fort son attachement au droit à l'autodétermination des peuples et le refus des politiques impérialistes, il s'est abstenu d'appliquer ces principes. Il a ainsi obtenu la reconnaissance de la sphère d'influence de Washington en Amérique latine, grâce à l'incorporation de la «doctrine Monroe» dans le statut de la Société des Nations. En plus, il a empêché l'adoption du principe d'égalité entre les races, qui aurait remis en question à la fois la politique étrangère et intérieure des États-Unis.<sup>62</sup> Les interventionnistes démocrates italiens se sont révoltés contre cette adoption flagrante du double standard. D'autant plus que cela déterminait

<sup>59</sup> L. Valiani, *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, Il Saggiatore, Milano, 1985, pp. 426, 430-31.

<sup>60</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 371-72, 540; Ojetti à Albertini, 14/07/18, dans L. Albertini, *Epistolario*, vol. II, pp. 950-51.

<sup>61</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, p. 463.

<sup>62</sup> N. Shimazu, *Japan, Race and Equality: The Racial Equality Proposal of 1919*, Routledge, London, 1998; P. G. Lauren, *Power And Prejudice: The Politics And Diplomacy Of Racial Discrimination*, Routledge, New York, 2018.

la marginalisation, en Italie, des tendances modérées, favorables à l'accord avec les Yougoslaves, au profit des nationalistes et de ceux qui demandait l'application intégrale du traité de Londres.<sup>63</sup>

Cependant, c'est finalement l'Italie et ses «petites» politiques impérialistes qui ont été mises en cause par la presse et la diplomatie de l'Entente et c'est l'absence d'un accord bilatéral avec la Serbie/Yougoslavie qui a rendu cette situation possible. Focalisant leurs soupçons et leurs craintes sur le mouvement yougoslave, s'abstenant d'apaiser la Serbie, le gouvernement italien semblait accorder aux signataires du traité de 1915 une confiance qu'ils ne méritaient pas.<sup>64</sup> Alors qu'en 1915 Londres et Paris étaient disposées à faire des concessions, afin de pousser l'Italie contre l'Autriche, lorsque la guerre fut terminée, leurs intérêts évoluèrent. Elles ont œuvré pour empêcher le renforcement politique de l'Italie, qui en aurait fait un concurrent remarquable dans le scénario politique internationale. Orlando a souligné que la France et la Grande-Bretagne étaient à la fois «méchantes et brutales» pendant les négociations. Elles attisaient le conflit italo-yougoslave, parce que «hypnotisée» par la question adriatique, l'Italie laissait pleine liberté à Londres et à Paris pour avoir les mains libres sur d'autres dossiers importants, tels que le sort des colonies allemandes et les questions financières.<sup>65</sup>

## Bibliographie

ASMAE [Archive historique du ministère italien des affaires étrangères], serie politica [s. p.] busta [b.] 199, Negrotto à San Giuliano,

---

<sup>63</sup> G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma*, pp. 272-74; M. Bucarelli, *Mussolini la questione adriatica e il fallimento dell'interventismo democratico*, «Nuova rivista storica», 1/2011, pp. 191 ss.

<sup>64</sup> Biljana Stojić, Giordano Merlicco, "Italy and France in the Austro-Serbian Crisis of July 1914", in: *The First World War: Analysis and Interpretation*, Volume 2, (Eds.) Antonello Biagini and Giovanna Motta, Cambridge Scholars Publishing, 2015, pp. 285-299.

<sup>65</sup> O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 473, 651; pour un exemple concret d'un officier britannique cherchant à exciter le différend italo-yougoslave, Ogetti à Albertini, 08/07/18, dans L. Albertini, *Epistolario*, vol. II, pp. 948-49.

09/07/1914; Documenti ASMAE, Archivio politico ordinario e di gabinetto [APOG], 1915-1918

AUSSME [Archive historique de l'armée italienne], Fondo [f.]E-11, busta [b.] 45, Rapporti trasmessi al comando supremo 1917, Attaché militaire à Corfou.

Albertini, L. *Venti anni di vita politica*, parte II, *L'Italia nellaguerra mondiale*, Zanichelli, Bologna, 1952.

Bataković Dusan T. (ed.), *Histoire du peuple serbe*, L'age de l'homme, Paris.

Bogdanov, V. Čulinović F. Kostrenčić M., *Jugoslovenski odbor u Londonu: u povodu 50-godišnjice osnivanja*, Jugoslavenska akademija znanosti i umjetnosti, Zagreb, 1966.

Colocci, A. *Prima l'Adriatico!*, Gonnelli, Firenze, 1915. Diplomatici a Stampa, serie XXII, Serbia 1913-1914. Djokić, D. *Nikola Pašić and Ante Trumbić: the kingdom of Serbs, Croats and Slovenes*, London, Haus Histories, 2010.

*Documenti Diplomatici Italiani* [ci-après DDI], Quinta serie, vol. I, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, Libreria dello Stato, Roma, 1954.

Janković, D. *Jugoslovensko pitanje i Krfska deklaracija 1917.godine*, Beograd, 1967.

Magrini, L. *Il dramma di Seraievo: origini e responsabilità della guerra europea*, Athena, Milano, 1929.

Malagodi, O. *Conversazioni de lla guerra*, Ricciardi, Milano-Napoli, 1960.

Monzali, L. *La politica estera di Sidney Sonnino e i fini di guerra dell'Italia (1915-1917). Alcune riflessioni*, dans P. Neglie, A. Ungari (eds.), *La guerra di Cadorna 1915-1917*, USSME, Roma, 2018, pp. 315–325.

Lauren, P. G. *Power And Prejudice: The Politics And Diplomacy Of Racial Discrimination*, Routledge, New York, 2018.

Leoncini, F. *Alternativa mazziniana*, Castelvechi, Roma, 2018.

Salandra, A. *L'intervento: 1915, ricordi e pensieri*, Milano, Mondadori, 1930.

Salvemini, G. *Dal patto di Londra alla pace di Roma: documenti della politica che non fu fatta*, Torino, Gobetti, 1925,

Sonnino, S. *Carteggio, 1916-1922*, Laterza, Bari, 1975. Ojetti, U. *I tacuini: 1914-1943*, Sansoni, Firenze, 1954.

M. Pacetti (ed.), *L'imperialismo italiano e la Jugoslavia: atti del Convegno italo-jugoslavo*, Argalia, Urbino, 1981.

Paulova, M. *Jugoslavenski odbor: Povijest jugoslavenske emigracije za svjetskog rata od 1914-1918*, Prosvjetna nakladna zadruga, Zagreb, 1925.

Pavlowitch, S. *Serbia: la storia al di là del nome*, Beit, Trieste, 2010.

Shimazu, N. *Japan, Race and Equality: The Racial Equality Proposal of 1919*, Routledge, London, 1998.

Sforza, C. *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, Gallimard, Paris, 1938.

Sforza, C. *L'Italia dal 1914 al 1944 quale io la vidi*, Mondadori, Roma, 1945 .

Merlicco, Giordano, *Luglio 1914 : L'Italia e la crisi austro-serba*, Roma : Nuova Cultura, 2018.

Stojić, Biljana, Merlicco, Giordano, "Italy and France in the Austro-Serbian Crisis of July 1914", In: *The First World War: Analysis and Interpretation*, Volume 2, (Eds.) Antonello Biagini, Giovanna Motta, Cambridge Scholars Publishing, 2015, pp. 285-299.

Merlicco, Giordano, "Between old Austria and new foes: Italy and the Yugoslav project (1917-18)", *ISTORIJSKI ZAPISI*, 1-2/2021, pp. 115-138.

Valiani, L. *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, Il Saggiatore, Milano, 1985.

Živojinović, Dragoljub *Italija i Crna Gora 1914-1925: studijao izneverenom saveznstvu*, Službeni List SRJ, Beograd, 1998.

Živojinović Dragoljub (ed.), *The Serbs and the First World War: 1914-1918*, Serbian Academy of Sciences and Arts, Belgrade, 2015.

## Summary

---

### **A COMMON ENNEMY DOESN'T MAKE ALLIES: ITALY, THE ENTENTE AND THE YUGOSLAVE PROJECT DURING THE FIRST WORLD WAR**

The Corfu Declaration is the result of a long and difficult negotiation between two politicians who expressed considerably different interests. The international context has helped them to put aside their differences. If Austria was Italy's direct enemy, to some extent the real enemy was Serbia and the future Yugoslavia. Italy had not participated in the war from the start, so Italian observers had no problem with fact that more importance was attached to Russia, France, and Britain. The article studies the role of France and the other Entente countries in the construction of the Yugoslav project. The harsh consequence of Sonnino's policy was manifested in the peace negotiations. France and Britain, the same countries from which Sonnino expected the 1915 treaty to come into force, found it more practical to backtrack on their promises, leaving Italy fatally isolated. The absence of a preventive agreement with the Serbs / Yugoslavs then proved to be a weapon in the hands of the adversaries of Italy. The ambitions of London and Paris were much more imperialist than those of Italy. Minister Bissolati never hid his criticisms of Sonnino and ultimately resigned from the government. However, it was ultimately Italy and its "small" imperialist policies that were challenged by the Entente press and diplomacy and it was the absence of a bilateral agreement with Serbia / Yugoslavia that made this possible. Focusing their suspicions and fears on the Yugoslav movement, refraining from appeasing Serbia, the Italian government seemed to place in the signatories of the 1915 treaty a trust they did not deserve. While in 1915 London and Paris were available to make concessions in order to push Italy against Austria, when the war was over, their interests changed.

**Key words:** The Entente, France, Italy, Serbia, The Corfu Declaration, The First World War.

---

## САЖЕТАК

### **ЗАЈЕДНИЧКИ НЕПРИЈАТЕЉ НЕ ЧИНИ САВЕЗНИКЕ: ИТАЛИЈА, АНТАНТА И ПРОЈЕКАТ ЈУГОСЛОВЕНСТВА ТОКОМ ПРВОГ СВЕТСКОГ РАТА**

Крфска декларација је резултат дугих и тешких преговора између два политичара који су изразили знатно различите интересе. Међународни контекст им је помогао да оставе по страни своје разлике. Ако је Аустрија била директни непријатељ Италије, у извесној мери је прави непријатељ била Србија и будућа Југославија. Италија није учествовала у рату од почетка, тако да италијански посматрачи нису имали проблема са чињеницом да је већи значај придаван Русији, Француској и Британији. У чланку се проучава улога Француске и других земаља Антанте у изградњи југословенског пројекта. Тешка последица Сонинове политике манифестовала се у мировним преговорима. Француска и Британија – земље од којих је Сонино очекивао подршку да споразум из 1915. године ступи на снагу, сматрале су да је практичније да одустану од својих обећања, остављајући Италију фатално изолованом. Одсуство превентивног споразума са Србима/Југословенима тада се показало као оружје у рукама противника Италије. Амбиције Лондона и Париза биле су много више империјалистичке од италијанских. Министар Бисолати никада није крио своје критике на рачун Сонина и на крају је одступио из владе. Међутим, штампа и дипломатија Антанте су на крају довеле у питање Италију и њене „мале“ империјалистичке политике, што је омогућило и одсуство билатералног споразума са Србијом/Југославијом. Усредсређујући своје сумње и страхове на југословенски покрет, уздржавајући се од смиривања Србије, италијанска влада као да је указала потписницима Уговора из 1915. године поверење које они не заслужују. Док су

1915. године Лондон и Париз били на расположењу да направе уступке како би покренули Италију против Аустрије, када је рат завршен, њихови интереси су се променили.

**Кључне речи:** Антанта, Француска, Италија, Србија, Крфска декларација, Први светски рат.

---



**Dr. Aleksandar Lukić**

*Collaborateur scientifique*

*Institut d'histoire récente de la Serbie, Belgrade, Serbie*

---

## **L'INFLUENCE IDÉOLOGIQUE FRANÇAISE PARMIS LES RÉPUBLICAINS SERBES DE 1920 À 1926**

### **Résumé**

*Le changement dynastique en 1903 dans le Royaume de Serbie a marqué, du moins apparemment, la démocratisation et la libéralisation de la vie politique serbe. Les républicains serbes, bien que formant un petit groupe politique, envisageaient la démocratie parlementaire et la régulation des relations économiques dans la société du royaume serbe sous l'influence forte, entre autres, de la pensée politique française de la Troisième République. Les guerres de libération nationale et l'unification du Royaume de Serbie de 1912 à 1918 n'ont pas complètement interrompu les influences idéologiques françaises – au cours des années 1916 à 1918, on peut affirmer librement qu'elles ont été renforcées du fait de la résidence d'une partie des républicains serbes en exil en France. Lors de la création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en 1918, les républicains serbes dirigés par Ljubomir Stojanovic ont pris une part active à la vie politique. Bien que relativement faible par le nombre de ses militants, le Parti républicain yougoslave s'est vivement employé à propager les idées républicaines et sociales dans la vie politique du royaume yougoslave, principalement celles que*

*ses champions ont rencontrées lors de leur séjour en France, non seulement pendant l'exil de la guerre, mais aussi lors de la période des études à la Belle époque. Les idées de la démocratie républicaine française, du parlementarisme et de l'organisation des relations économiques dans la société yougoslave sur la base de l'expérience française des coopératives seront abordées dans cet article à partir de sources conservées aux Archives de l'Académie des sciences et des arts de Serbie, aux Archives de Yougoslavie, mais aussi à partir de la presse, notamment les périodiques, et de la littérature historiographique pertinente.*

**Mots clés:** *Parti républicain yougoslave, Républicains serbes, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, France, République, idées.*

---

Le changement dynastique en 1903 dans le Royaume de Serbie a marqué, du moins apparemment, la démocratisation et la libéralisation de la vie politique de la Serbie. À partir du 29 mai 1903 au matin, la question de la forme de gouvernement dans le Royaume de Serbie était, du moins en théorie, ouverte.<sup>1</sup> Les républicains serbes, en grande partie issus des derniers radicaux indépendants, bien que constituant un petit groupe politique, ont envisagé l'instauration d'une démocratie parlementaire et la régulation des relations économiques dans la société serbe et dans le royaume serbe sous l'influence forte, entre autres, de la pensée politique française de la Troisième République. Ils n'ont pas réussi à établir la république dans le Royaume de Serbie en raison de la réticence du peuple à changer de forme de gouvernement et de l'enjeu national brûlant de la libération et de l'unification de tous les Serbes en un seul État-nation, mais ils ont donné l'impulsion aux jeunes générations, dirigés à l'Université par les étudiants Slavko

---

<sup>1</sup> Milan Grol, «Republikanska demokratija», *Misao*, vol. III, volume 1-2, Beograd 1920, 969; Mira Radojevic, *Naučnik i politika. Politička biografija Božidara V. Markovića (1874-1946)*, Beograd 2007, p. 65.

Krcevinac et Ilija Vasikic, pour adopter les idées républicaines et les propager au sein du peuple serbe par des imprimés, des petites monographies, des brochures.<sup>2</sup>

Dans la propagande républicaine, une place prépondérante, voire la principale, a été accordée aux travaux de penseurs politiques français tels que Léon Bourgeois (œuvre Solidarité), Georges Clemenceau, Albert Métin, Alexandre Millerand, Gabriel Séailles, Georges Gide, Charles Renard, Paul Ballaguy et François Alphonse Aulard.<sup>3</sup> Conscients du fait que la société serbe était en grande partie analphabète et peu ou pas familiarisée avec les principes fondamentaux de la démocratie républicaine, les républicains serbes cherchaient, outre des articles de journaux, à traduire et à transmettre à la population, dans la langue et le style les plus simples, les idées républicaines des plus grands penseurs républicains européens, au moyen de brochures. Entre autres dans des traductions et des commentaires de penseurs politiques d'Europe occidentale, principalement français, ils prêchaient le nationalisme politique / civique (par nature inclusif et progressif), la limitation du pouvoir par une constitution et des lois démocratiques, le droit à la vie et au travail, le droit de vote général et secret, le caractère laïque de l'État, le respect de la personnalité humaine, l'abolition de la vassalité, l'instauration de la justice sociale, la fraternité entre les

<sup>2</sup> Arhiv Srbije (AS), Lični fond Jovana Žujovića., 60; «Règlement du club de jeunes République», *République*, 18/31. XII 1907; «Slavko Krčevinac», *Kalendar Republikanac za 1924. godinu*, Beograd 1924, p. 44; Ljubomir Stojanovic, «Još o uređenju naše države», *Nova Evropa*, vol. XVI, iss. 11-12, 26 novembre 1927, 381; M. Radojevic, n. d., p. 66-68, 323.

<sup>3</sup> Leon Buržo, Alber Meten, *Deklaracija prava čoveka i građanina*, Beograd, 1907; «Pod okriljem republike», *Republika*, 30 XII, 1907/12. I 1908, 1; «Politička i socijalna mišljenja. O patriotizmu od A. Olara», *Republika*, 23 XII 1907/5. I 1908, 3; «Vaspitanje demokratije. Leon Buržo. Imajte ideal», *Republika*, 6/19. I 1908, p. 2; «Politička i socijalna mišljenja. Kooperativna republika po Šarlu Židu», *Republika*, 13/26. Je 1908, 2-3; «Republika u stvarnosti. Prosveća Francuskoj», *Republika*, 16/29. III 1908, p. 1; «Politička i socijalna mišljenja. Pravo naroda na prosvetu od Gabriela Seaja, I», *Republika*, 30. III / 12. IV 1908, p. 3; «Za republikanski i svetovni ideal», *Republika*, 13/26. IV 1908, 1; «Politička i socijalna mišljenja. Socializam i sloboda od Žorža Renara», *Republika*, 20. IV / 3. V 1908, p. 3; Pol Balagi, *Za slobodu savesti*, Beograd 1910.

peuples, la solidarité et la paix, la poursuite des valeurs *humaines universelles* et la patrie *universelle de l'homme*.<sup>4</sup>

Les guerres de libération nationale et l'unification du Royaume de Serbie, de 1912 à 1918, n'avaient pas interrompu complètement les influences idéologiques françaises de 1916 à 1918, il est juste de dire qu'elles ont été renforcées par le fait qu'une partie des républicains serbes était en exil en France. Lors de la création du royaume des Serbes, Croates et Slovènes en 1918, les républicains serbes dirigés par Ljubomir Stojanovic<sup>5</sup> et Jasa Prodanovic<sup>6</sup> ont également pris une part active à sa vie politique. Bien que relativement faible par le nombre de ses militants, le Parti républicain yougoslave, fondé en janvier 1920,<sup>7</sup> cherchait à promouvoir les idées républicaines et sociales dans la vie politique du royaume yougoslave, en particulier celles que ses champions ont rencontrées lors de leur séjour en

<sup>4</sup> <http://www.republika.co.rs/398-401/19.html> pogledao 31. VIII 2019; Andrew Heywood, *Political ideologies: An Introduction*, 5th edition, Palgrave Macmillan 2012, p. 168–197.

<sup>5</sup> Ljubomir Stojanovic (1860-1930), philologue, politicien et historien, originaire d'Uzice, l'un des fondateurs et dirigeants du Parti radical indépendant. Il a été membre du Parlement et ministre à plusieurs reprises au Royaume de Serbie, de 1905 à 1906 et le Premier ministre du gouvernement royal. Dans l'État yougoslave, il a fondé le Parti républicain yougoslave avec Jasa Prodanovic et Jovan Zujovic et s'est battu pour établir une forme de gouvernement républicain. Une sorte de «l'homme de censure de la nature publique», comme le rappellera plus tard le contemporain, Milan Grol, était célèbre pour ses principes, son ascétisme moral et ses reproches inspirés par les principes dans la vie politique et publique du Royaume de Serbie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes / Yougoslavie. Voir: Mira Radojevic, «Ljubomir Stojanovic u Prvom svetskom ratu», *Istorija XX veka*, n° 2/2000, p. 9–29.

<sup>6</sup> Jakov Jasa Prodanović (1867-1948), publiciste, politicien et critique littéraire, originaire de la région de Kragujevac. Il était l'un des champions du Parti radical indépendant à orientation républicaine et a dirigé le journal du parti «Odkjek» de 1903 à 1912. Il a édité et collaboré à *la Gazette littéraire serbe*, à *Delo*, au *Journal de la société des professeurs* et à de nombreux autres magazines et journaux politiques et littéraires. Il était membre du Parlement et ministre du Royaume de Serbie. Dans l'État yougoslave, il a toujours préconisé un système républicain fédéral, dont il a attendu la mise en place en 1946 Voir : *Spoštenica Jaše M. Prodanovića*, Beograd 1958.

<sup>7</sup> Александар Лукић, „Корени републиканизма у Краљевини Југославији – оснивање Југословенске републиканске странке 1920. године“, Зборник радова *Трибуна: истраживања младих сарадника* ИНИС-а, Београд 2013, стр. 11–30.

France, non pas seulement pendant leur exil de guerre, mais aussi à la Belle époque, alors qu'ils étaient scolarisés dans l'Hexagone.<sup>8</sup>

Les idées propagées dans le Royaume de Serbie avant 1914, à savoir la limitation du pouvoir du monarque par une constitution et des lois démocratiques, le droit à la vie et au travail, le droit de vote général et secret, le caractère laïque de l'État, le respect de la personnalité humaine, l'abolition de la vassalité, l'instauration de la justice sociale, la fraternité entre les peuples, la solidarité et la paix, ont continué à être diffusées par les républicains serbes dans l'État yougoslave créé en décembre 1918, au sein du Parti républicain yougoslave.<sup>9</sup> Depuis la fondation du Parti républicain en 1920 et jusqu'en 1926, date à laquelle ils ont été pratiquement exclus du service public par divers actes des autorités monarchiques, les

<sup>8</sup> Branislav Gligorijević, «Državno i društveno uređenje Jugoslavije u gledištima srpskih republikanaca (1919–1925)», *Istorija 20. veka*, no. 2/1985, pp. 8-9; Ljubinka Trgovčević, *Naučnici Srbije i stvaranje jugoslovenske države 1914-1920*, Beograd 1986, 235-237; M. Radojević, op. cit., pp. 67–69, 322–326; Dragoljub Jovanović, *Medaljoni*, Vol. III, Beograd 2008, p. 223; Andrej Mitrović, *Srbija u Prvom svetskom ratu 1914-1918*, Beograd 20152, 210-211, pp. 216-218.

<sup>9</sup> Après la libération de 1918, il y avait plusieurs groupes de républicains serbes à Belgrade. Jasa Prodanović et Ljubomir Stojanović ont travaillé pour les organiser tous en un seul parti républicain unifié. Les fondateurs et les organisateurs du nouveau parti devraient être la majorité des politiciens, de l'ancien Parti radical indépendant à orientation républicaine, conscients de leur réputation parmi les Serbes de Serbie. Ils souhaitaient que des noms indépendants tels que Milorad Drasković, Božidar Marković, Milan Grol et Milan Marković, anciens républicains connus, influencent la détermination républicaine de la plupart des radicaux indépendants. Cependant, ces noms indépendants se sont divisés sur la question de la république et la plupart des champions se sont déclarés monarchie d'ici au printemps 1919. Le 20 janvier 1920, une minorité de ces noms indépendants forma le Parti républicain yougoslave avec Ljubomir Stojanović et Jasa Prodanović. Ils ont plaidé pour l'extension des libertés politiques des citoyens, une éducation plus étendue et gratuite, la tolérance religieuse, la décentralisation de l'État en unités autonomes commençant par la municipalité et se terminant par des régions (provinces), la représentation nationale unilatérale, la réforme agraire, l'amélioration de la position des travailleurs dans la société (travail quotidien de huit heures, l'assurance des travailleurs et de leurs familles), la transition à l'armée populaire, le recours à la Société des nations et l'établissement de la Fédération des nations des Balkans. Voir : Branislav Gligorijević, *Parlament i političke stranke u Jugoslaviji (1919-1929)*, Beograd 1979, p. 42-43; idem, «Državno i društveno uređenje Jugoslavije u gledištima srpskih republikanaca (1919-1925)», pp. 7-10; Desimir Tosić, *Demokratska stranka 1920-1941*, Beograd 2006, 21; M. Radojević, op. cit., pp. 321–331.

républicains serbes ont inlassablement propagé les idées de démocratie républicaine parmi les peuples yougoslaves.<sup>10</sup>

Les influences idéologiques françaises ont également joué un rôle important dans l'interprétation des processus et des phénomènes politiques par les républicains serbes de la nouvelle époque yougoslave. Lors de la conception et de l'adoption du programme du parti le 6 janvier 1920, le modèle français consistant à ordonner une éventuelle république yougoslave était un concurrent majeur pour les deux autres modèles, le suisse et l'américain.<sup>11</sup> Les discussions sur les modèles républicains souhaitables et applicables aux conditions de la Yougoslavie ont persisté au cours des années suivantes mais elles n'ont pas affecté de manière significative le succès pratique du parti républicain, dont les membres étaient encore peu nombreux.<sup>12</sup>

Scrutant le modèle français de l'ordre républicain, Jasa Prodanovic nota en 1923 que même ici, le parlementarisme républicain n'évitait pas la « corruption générale ». Outre le fait positif que cela empêchait l'arbitraire de l'individu ou de la dictature d'une personne, en France, il créa en revanche le pouvoir de l'Assemblée ni le gouvernement ni le président de l'Assemblée n'osèrent dissoudre le Parlement pendant le demi-siècle de la Troisième République, et le « coup d'Etat » de Mac Mahon était et reste un cas isolé. Les gouvernements dépendaient de la volonté de l'Assemblée – les députés distingués, les sensations journalistiques, les intrigues de couloir, les demandes et les ambitions de candidats des ministres et les cabinets ministériels duraient souvent très peu de temps – deux ou trois mois seulement. Les phénomènes négatifs ont été le placement de partisans du parlement dans la fonction

---

<sup>10</sup> Aleksandar Lukić, „Srpski i hrvatski republikanci 1922. godine», *Istorija XX veka*, br. 1, 2019, str. 35–51.

<sup>11</sup> *Republika*, 26.I 1920, p. 2; *idem*, 9. II 1920, pp. 2–3.

<sup>12</sup> Nikola Stanarevic, l'un des champions du Parti républicain, a souligné, «à la différence de Jasa et de ses camarades», que le programme de l'époque n'était pas un «atout majeur» des partis politiques, c'est-à-dire qu'il n'était pas crucial en soi pour gagner des partisans et des électeurs. Voir: N. Stanarevic, *Jugoslovenska republikanska stranka I (osnivanje stranke i njen rad do 1941)*, livre I, 55, manuscrit déposé aux Archives de l'Académie serbe des sciences et des arts, 14.329.

publique, honorant les agitateurs du parti, créant des accords avec l'État pour les responsables de « campagnes électorales ».<sup>13</sup>

Les critiques de Jasa Prodanovic ne signifiaient pas que le modèle français du système républicain était rejeté. Une solution de compromis a été trouvée pour le programme du parti, qui a été adopté par le Congrès du parti républicain le 9 janvier 1924. Le comité principal du parti, présidé par Ljuba Stojanovic, n'a pas repris dans son programme son idée de l'État yougoslave de république présidentielle de « type américain », mais a opté pour le type de république parlementaire avec les caractéristiques du système républicain français et suisse. La République yougoslave était, en principe, censée être réglémentée sur une base fédérale, dans laquelle les départements communs devaient être administrés par des ministres responsables de leurs travaux à une seule représentation nationale pour l'ensemble du pays et non au président de la république. La République yougoslave était, en principe, censée être réglémentée sur une base fédérale, dans laquelle les départements communs devaient être administrés par des ministres responsables devant une seule représentation nationale pour l'ensemble du pays et non devant président de la République.<sup>14</sup> Conscients des faiblesses de l'ordre parlementaire, les républicains recherchaient un système dans lequel le parlement aurait tout pouvoir, contre les facteurs gouvernants, et serait entièrement dépendant du peuple, qui le contrôlerait par le droit d'initiative législative et de référendum. Le système français de la république a donc grandement influencé l'organisation réfléchie de la plus haute autorité dans le Programme du Parti républicain, mais le modèle républicain suisse (« plus proche de la législation et de l'administration du peuple immédiat, qui sont la seule et véritable démocratie ») n'a jamais été négligé, de même que l'on n'a jamais complètement et explicitement abandonné le système présidentiel américain (basé sur la théorie de Montesquieu de *la séparation totale des pouvoirs*),

<sup>13</sup> Jaša M. Prodanović, «Prava demokratija», *Buktinja, socijalno-politički časopis*, l'an I, vol. 1, n° 1, novembre 1923, p. 6-7.

<sup>14</sup> *Načela, program i statut Jugoslovenske republikanske stranke od 9/1 1924*, Beograd 1924, pp. 10-11.

qui était particulièrement défendu par Ljuba Stojanovic, chef du parti de longue date.<sup>15</sup>

En ce qui concerne l'interprétation des problèmes économiques et de leurs solutions, les républicains serbes, entre autres, se sont appuyés sur les idées de « coopératisme » de l'économiste français Charles Gide, théoricien, propagées par leurs prédécesseurs dans le Royaume de Serbie.<sup>16</sup> Au lendemain de la Grande Guerre, les républicains serbes ont également préconisé le « coopératisme », étant donné les expériences économiques largement négatives de la révolution bolchevique en Russie.<sup>17</sup> Le coopératisme a été interprété non seulement comme un moyen de parvenir à une amélioration, mais également comme un programme global de renouveau pacifique de la société. Selon Charles Gide, le programme de coopération n'était en partie pas socialiste, au sens le plus communément attribué au mot, puisqu'il conservait la propriété privée « avec ses attributs », mais il était également socialiste, parce qu'il offrait un idéal très différent de l'idéal de l'individualisme et du régime capitaliste et a poursuivi plusieurs des « désirs les plus importants du socialisme » en termes d'amélioration rapide et réelle des conditions de vie.<sup>18</sup>

Les républicains serbes se tournaient vers l'Angleterre et plus encore vers la France, où il semblait que l'homme et le monde pourraient être transformés complètement par la libre association – le système coopératif, quelque part de type consommateur (France), quelque part producteur (Angleterre), quelque part de crédit (Allemagne).<sup>19</sup> Ils prônèrent surtout les coopératives de consommation, adoptant les idées de Charles Gide, mais également d'Ernest Poisson, et traduisirent tout son ouvrage *La Coopérative républicaine* dans le journal du parti *République* en 1923.<sup>20</sup>

<sup>15</sup> Branislav Gligorijević, «Državno i društveno uređenje Jugoslavije u gledištima srpskih republikanaca (1919-1925)», pp. 13–14.

<sup>16</sup> Александар Лукић, *Југословенска републиканска странка у политичком животу Краљевине Југославије (1920–1941)*, Београд: Институт за новију историју Србије, 2020, стр. 120.

<sup>17</sup> Charles Gide, «Кооператизам», *Bukinja socijalno-politički časopis*, Année I, Vol. 1, n° 1, novembre 1923, p. 8.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Ernest Poisson, «Zadružna republika», *Republika* 12. VII 1923, 2.

Après avoir lu et étudié les idées des penseurs économiques français, les républicains serbes ont dégagé plusieurs points communs qui caractérisaient le système coopératif et les recommandaient dans les relations économiques des sociétés: toutes les coopératives visaient à la libération économique de certaines catégories de personnalités, de manière à éviter les intermédiaires et à être autosuffisantes; toutes visant à remplacer la concurrence par la solidarité et la devise individualiste « *Chacun pour soi* » par la devise coopérative « *Chacun pour tous* » ; elles visaient non pas à détruire des biens individuels, mais bien à les *généraliser*, en facilitant la création de capital personnel par la coopérative, par l'épargne ou par le biais de prêts, avec la tendance à créer également des biens sociaux sous forme d'entrepôts, de banques, d'ateliers; elles visaient non pas à détruire le capital, mais à *le priver d'un rôle dominant* dans la production et de la part qu'il reçoit en tant que gestionnaire sous forme de bénéfices et de dividendes; en fait, elles ont finalement réduit le capital au rôle de locataire; finalement, les coopératives avaient leur *propre valeur*, parce qu'elles apprenaient leurs membres non pas à sacrifier toute trace d'individualisme et l'esprit d'entreprise, mais de faire preuve d'énergie en s'aidant à soi-même et en aidant les autres et à réduire les objectifs de l'activité économique dans le monde à la satisfaction des besoins, au lieu de rechercher profit, à apporter plus de morale dans les relations économiques en supprimant la publicité, les fraudes, en fait, pour « abolir toutes les formes d'exploitation humaine par l'homme », en éliminant ainsi toutes les causes de conflit interpersonnel.<sup>21</sup> Résumant l'idée et les réalisations du système coopératif, les républicains serbes ont souligné que le modèle français de coopératives de consommation avait tellement évolué qu'à l'époque, il « étonnait non seulement ses opposants, mais ses prédicateurs ». Les coopératives de consommation ont cherché à absorber « toutes les

---

L'oeuvre d'Ernest Poisson a été publiée au cours de 1923 et au début de 1924 en tant que feuilleton spécial dans la République. La dernière partie du livre d'Ernest Poisson a été publiée dans la République en février 1924. Voir: E. Poisson, «Zadružna republika», 21 II 1924, p. 2.

<sup>21</sup> Александар Лукић, *Југословенска републиканска странка у политичком животу Краљевине Југославије (1920–1941)*, op. cit., стр. 148.

formes de coopératives et à créer une sorte de République coopérative » dans laquelle toute la gestion de la production devait passer aux mains des consommateurs, ce qui, selon les républicains serbes, n'était pas une « petite révolution » en termes de régulation sociétés et, indirectement, d'Etat.<sup>22</sup>

Les véritables combattants qui ont rompu avec les traditions monarchistes sont ceux qui, contrairement aux extrémistes, ont préconisé que les avancées sociales soient accomplies de manière évolutive, « petit à petit, d'un double point de vue, matériel et moral ». La transformation de l'évolution a nécessité jusqu'à présent l'expérience du développement socio-étatique les institutions ne sont jamais apparues ou entrées dans la vie juridique sans le consentement et la coopération de la plupart des membres d'une même société. « Nous sommes d'avis », ont déclaré les Républicains dans une déclaration de Léon Jouhaux datée de mars 1920, « que les transformations du régime économique doivent être effectuées progressivement, que le service doit être assuré ».<sup>23</sup>

Les partisans et les opposants des républicains serbes leur ont souvent reproché leur engagement à établir une république avant de rétablir les relations économiques dans la société. Se référant au socialiste-républicain français Jean Jaures, ils expliquent pourquoi ils se sont battus avec tant de persévérance pour instaurer une forme de gouvernement républicain: «La République est une forme de socialisme politique: elle la préfigure, la sauvegarde, elle la contient même dans une certaine mesure, parce qu'elle seule peut le conduire à une évolution juridique sans interrompre la continuité.<sup>24</sup> Ainsi, alors que pour les changements dans les relations sociales, ils voulaient une révolution économique (pour laquelle ils ont qualifié le système coopératif de changement révolutionnaire dans les relations économiques), ils ont estimé qu'ils auraient dû être précédés de changements évolutifs dans les relations politiques.

---

<sup>22</sup> Charles Gide, *op. cit.*, pp. 9–11.

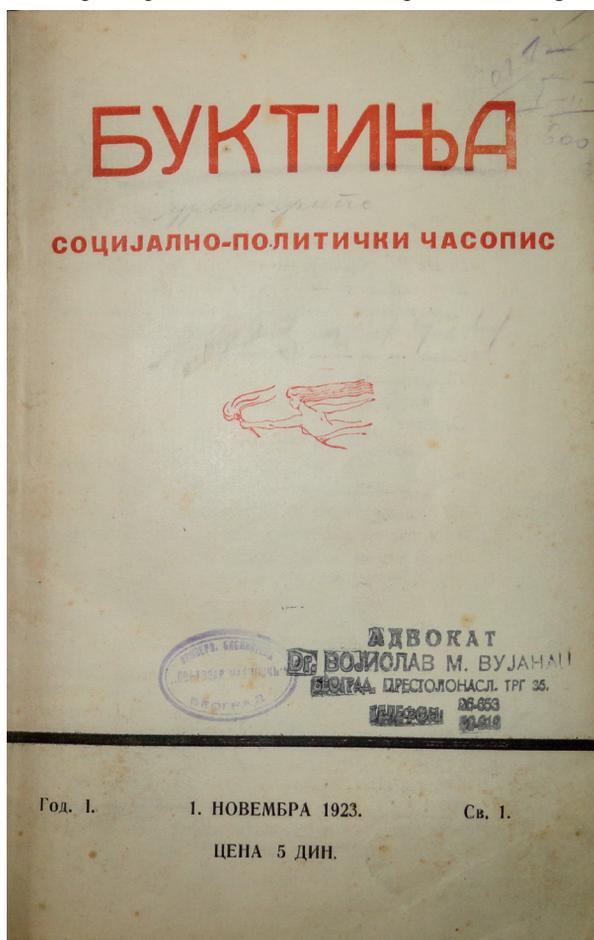
<sup>23</sup> Maxime Leroy, „Réformisme et révolution“, *Buktinja, revue socio-politique*, annéeI, vol. 2, décembre 1923, p. 20.

<sup>24</sup> Jean Jaures, „République et socialisme“, *Buktinja, revue socio-politique*, annéeII, vol. 2, numéro4, février 1924, p. 22.



Republika (République) (1920–1927, 1945–1948), première page du journal Dans le premier numéro (1907), dans l'éditorial « Naša prva reč », l'objectif du lancement du journal était expliqué : « Dans le but de diffuser et d'introduire l'enseignement de la démocratie républicaine à notre peuple, nous avons décidé de lancer un journal qui, reconnaissant le principe de la libre pensée, servira son but ». Republika (République) est le journal officiel du parti républicain

depuis 1920. Le Parti républicain était composé d'intellectuels et d'hommes politiques serbes. Les dirigeants du parti Ljubomir Stojanović, Jaša Prodanović et Jovan Žujović, ainsi que la plupart des membres, tels que Branislav Petronijević, Mihailo Ilić, Mladen Žujović, ont été formés dans les pays les plus développés d'Europe, où ils ont acquis des connaissances dans les domaines dans lesquels ils étaient engagés professionnellement et en même temps étaient exposés à l'influence de diverses idées et mouvements politiques (par exemple, le socio-républicain Jean Jaurès ou le républicain Léon Bourgeois en France). Les idées et les mouvements qui, en tant que nouveaux, dominaient pendant l'éducation des républicains serbes dans les pays européens ont été transmis parmi les masses politiques, d'abord serbes, et après 1918 Yougoslave.



Buktinja (Flambeau) (1924–1926) était un journal hebdomadaire publié par le groupe autour du Parti républicain. Le propriétaire et éditeur responsable était

Mihailo Petrović, à partir du numéro 5/6 (1924) Branko Ivković était l'éditeur, puis Milan V. Bogdanović à partir de 1925. Parti républicain yougoslave a été fondé en janvier 1920 à Belgrade et ses activités ont pris fin avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale au Royaume de Yougoslavie (avril 1941). Au cours de cette période, il était l'un des nombreux partis politiques démocratiques et il a respecté la loi régissant les activités des associations politiques, même lorsque leur travail était interdit par la dictature du roi Alexandre (1929–1931). Une telle position politique ne signifiait pas que la direction du parti approuvait la législation contemporaine. Au contraire, ils le critiquaient fréquemment, mais toujours dans les limites fixées par les lois. C'est la raison pour laquelle les politiciens d'autres partis, et surtout des plus radicaux, les considéraient comme des opportunistes.

## Bibliographie

Arhiv Srbije, Lični fond Jovana Žujovića (60).

Arhiv Srpske akademije nauka i umetnosti, Hartije i rukopisi Nikole Stanarevića (14.329).

Gligorijevic, Branislav, *Parlament i političke stranke u Jugoslaviji (1919-1929)*, Beograd 1979.

Gligorijevic, Branislav, „Državno i društveno uređenje Jugoslavije u gledištima srpskih republikanaca (1919–1925)», *Istorija 20. veka*, no. 2/1985.

Heywood, Andrew, *Political ideologies: An Introduction*, 5th edition, Palgrave Macmillan 2012.

Lukić, Aleksandar, „Srpski i hrvatski republikanci 1922. godine”, *Istorija XX veka*, br. 1, 2019, str. 35–51.

Лукић, Александар „Корени републиканизма у Краљевини Југославији – оснивање Југословенске републиканске странке 1920. године“, Зборник радова *Трибина: истраживања младих сарадника* ИНИС-а, Београд 2013, стр. 11–30.

Лукић, Александар, *Југословенска републиканска странка у политичком животу Краљевине Југославије (1920 – 1941)*, Београд: Институт за новију историју Србије, 2020.

Mitrovic, Andrej, *Srbija u Prvomsvetskomratu 1914-1918*, Beograd 2015.

Radojevic, Mira, «Ljubomir Stojanovic u Prvomsvetskomratu», *Istorija XX veka*, n ° 2/2000.

Radojevic, Mira, *Naučnik i politika. Politička biografija Božidara V. Markovića(1874-1946)*, Beograd 2007.

*Spomenica Jaše M. Prodanovića*, Beograd 1958.

Trgovcevic, Ljubinka, *Naučnici Srbije i stvaranje jugoslovenske države1914-1920*, Beograd 1986.

Jovanovic, Dragoljub, *Medaljoni*, Vol. III, Beograd 2008.

---

**Summary**

---

**THE FRENCH IDEOLOGICAL INFLUENCE AMONG  
THE SERBIAN REPUBLICANS FROM 1920 TO 1926**

The dynastic change in 1903 in the Kingdom of Serbia marked, at least apparently, the democratization and liberalization of Serbian political life. The Serbian republicans, although forming a small political group, envisaged parliamentary democracy and the regulation of economic relations in the society of the Serbian kingdom under the strong influence of the French political thought of the Third Republic. The wars of national liberation and unification of the Kingdom of Serbia from 1912 to 1918 did not completely interrupt French ideological influences – during the years 1916 to 1918, it can be freely stated that they were reinforced by the Serbian republicans in exile in France. When the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes was created in 1918, the Serbian Republicans led by Ljubomir Stojanovic took an active part in political life. Although a political party which is not too large according to the number of its members, the Yugoslav Republican Party worked hard to propagate republican and social ideas in the political life, mainly those with which its champions met during their stay in France, not only during the exile of the war, but also during the period of studies. The ideas of French republican democracy, parliamentarism and the organization of economic relations in the Yugoslav society on the basis of the French experience of cooperatives are discussed in this article from sources kept in the Archives of the SASA, the Archives of Yugoslavia, the press and relevant historiographical literature.

**Key words:** Yugoslav Republican Party, Serbian Republicans, Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes, France, Republic, ideas.

---

**САЖЕТАК**

---

**ФРАНЦУСКИ ИДЕЈНИ УТИЦАЈИ МЕЂУ СРПСКИМ РЕПУБЛИКАНЦИМА 1920-1926. ГОДИНЕ**

Династичка смена 1903. године у Краљевини Србији означила је, макар и привидно, демократизацију и либерализацију србијанског политичког живота. Српски републиканци, иако малобројна политичка група, су парламентарну демократију и уређење економских односа у друштву у српској краљевини разматрали под јаким утицајима, између осталих, и француске политичке мисли Треће републике. Ратови за национално ослобођење и уједињење Краљевине Србије 1912–1918. нису сасвим прекинули француске идејне утицаје – током 1916–1918. године може се слободно рећи да су они оснажени због боравка једног дела српских републиканаца у егзилу у Француској. Када је створена Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца 1918. године, у њеном политичком животу активно учешће узели су и српски републиканци предвођени Љубомиром Стојановићем. Иако чланством малобројна политичка партија, Југословенска републиканска странка је живо настојала да у политичком животу југословенске краљевине пропагира републиканске и социјалне идеје, у првом реду оне које са којима су се њени прваци упознали током боравка у Француској, не само у време ратног егила, него и из периода школовања за време *belle époque*. Идеје француске републиканске демократије, парламентаризма и уређења економских односа у југословенском друштву на основу француског искуства задругарства биће разматране у овом раду на основу извора похрањених у Архиву Српске академије наука и уметности, Архиву Југославије, штампе, периодике и релевантне историографске литературе.

**Кључне речи:** Југословенска републиканска странка, српски републиканци, Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца, Француска, република, идеје.

**Prof. Dr. Olivier Dard**

*Sorbonne Université, Paris, France*

---

## **LES DROITES NATIONALISTES FRANÇAISES ET LA SERBIE (YOUgoslavIE) DE L'AVANT PREMIER CONFLIT MONDIAL AUX ANNÉES 1930**

### **Résumé**

---

*Différents moments donnent la mesure de l'intérêt conféré à la Yougoslavie par les droites nationalistes françaises, huit décennies durant au-delà du premier conflit mondial. Le 7 janvier 1929, Charles Maurras, le chef de l'Action française, publiait dans le quotidien éponyme du mouvement un article (reproduit ensuite dans son Dictionnaire politique et critique, tome V, Paris, A la Cité des Livres, 1933, p. 94 et suivantes) où il encensait « la contre-révolution de Belgrade » et le roi Alexandre pour saluer son « manifeste » et en faire, dans les catégories maurrassiennes (« Dictateur et roi »), un véritable panégyrique débouchant sur un hommage appuyé aux « Karageorgevitch qui règnent à Belgrade » et qui « sont avec les Capétiens, la seule dynastie autochtone d'Europe ». En 1948, sur les décombres du collaborationnisme, René Binet lançait le Mouvement socialiste d'unité française, le premier groupe à se doter d'une croix celtique. Son organe L'Unité, qui accueillait Maurice Bardèche, le beau-frère de Brasillach, prenait position « contre le Front rouge et la Réaction » et s'interrogeait gravement sur la politique étrangère yougoslave en ces termes : « Tito est-il le Doriot slave ?*

» *Enfin, plus de quatre décennies plus tard, lorsque la Yougoslavie se disloquait, les droites nationalistes prenaient position pour défendre largement la cause serbe. Soyons clair : les protagonistes et les contextes ont peu à voir. Ces différentes séquences n'en révèlent pas moins un intérêt et une prise en compte de la question yougoslave, et particulièrement serbe, que cette communication entend retracer en mettant l'accent sur quelques acteurs et temps forts qui jalonnent une histoire d'un siècle.*

**Mots clés:** *les droites françaises, l'Action française, Charles Maurras, Maurice Barrès, France, la Serbie, Yougoslavie.*

---

Le 7 janvier 1929, Charles Maurras (1868-1952), le chef de l'Action française, publiait dans le quotidien éponyme du mouvement un article où il encensait « la contre-révolution de Belgrade » et le roi Alexandre pour saluer son « manifeste ». Il en dressait, dans les catégories de pensée maurrassiennes (« Dictateur et roi »), un véritable panégyrique débouchant sur un hommage appuyé aux « Karageorgevitch qui règnent à Belgrade » et qui « sont avec les Capétiens, la seule dynastie autochtone d'Europe ». Sous la plume de Maurras, cette formule a tout son poids et invite à revisiter l'histoire du positionnement des maurrassiens sur un Etat et une société qui ne comptent pas parmi les domaines d'études qui ont été travaillés lorsque des études ont été conduites sur Maurras et l'étranger.<sup>1</sup> L'objet de cette contribution est donc d'abord de poser des jalons et ce en deux étapes. Il s'agira d'abord de préciser la place revêtue par la Serbie/Yougoslavie chez les dirigeants de l'Action française. Nous examinerons ensuite la nature de cet intérêt, bien réel, chez les maurrassiens.

---

<sup>1</sup> Olivier Dard, Michel Grunewald (dir), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Peter Lang, 2009.

## La place de la Serbie/Yougoslavie chez les dirigeants de l'Action Française

Comprendre la place de la place de la Serbie dans la réflexion de Maurras impose de prendre la mesure de ce qui détermine sa vision du monde et donc de souligner l'importance revêtue chez lui par la latinité.<sup>2</sup> Une latinité qui se caractérise pour lui par la « catholicité ». Elle ne s'entend pas chez Maurras à travers les seuls « dogmes religieux » : « il s'agit des hauts principes d'ordre, d'autorité, d'administration, intérieure et extérieure, d'affinités dans la manière de sentir, dans la vie sociale, héritées de l'Antiquité classique et dont l'Eglise romaine s'est faite l'unique et incomparable gardienne. Il s'agit de mœurs, de façons d'être et de juger ».<sup>3</sup>

De ce texte ressortent des éléments fondamentaux pour saisir la relation de Maurras à la Serbie/Yougoslavie. Elle ne saurait être rangée dans la latinité alors que la Roumanie en est pleinement partie prenante puisque les Roumains sont décrits comme des « Latins [...] campés sur le Danube<sup>4</sup> ». A cette notation, on mesure l'importance de la langue chez Maurras quant à la définition de la latinité : « Nos langues publient l'hérédité de notre pensée. Elles ont une même mère. C'est encore là un merveilleux moyen de reconnaissance et d'accord. Nous avons entre nous des racines et des tours qu'il y a plaisir à retrouver chez les autres. » La Serbie ne saurait évidemment non plus être rattachée à la catholicité dont Maurras, dans son livre *Le pape la guerre et la paix*, a tracé la richesse des perspectives ainsi résumées dans cet article de 1925: « Puis qu'on parle tant d'internationale, pourquoi ne pas commencer par l'internationale des peuples grandis sous le signes de la catholicité ? » proclame-t-il en se faisant l'apôtre d'une « union spirituelle,

<sup>2</sup> Pour un tableau de la question, « Charles Maurras, le fascisme, la latinité et la Méditerranée », in *Cahiers de la Méditerranée*, dossier « La culture fasciste entre latinité et méditerranéité (1880-1940) », coordonné par Jérémy Guedj et Barbara Meazzi, n° 95, décembre 2017, p. 59-70.

<sup>3</sup> Charles Maurras, « Latinité », *Latinité. Revue des pays d'Occident*, n° 9, novembre 1929, p. 137-138. Précisons que ce texte, publié en 1929, a été rédigé en novembre 1925, soit un an avant la condamnation de l'Action française par le Saint-Siège.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 138.

supérieure, mais universelle, englobant non seulement les peuples dits latins, mais tous ceux que le souffle catholique a régénérés. » Fort de cette logique, qu'il faut coupler à sa célèbre opposition « Barbares et Romains » forgée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on saisira mieux cette formule de Maurras : « *l'homo mediterraneus* reconnaît facilement ses frères d'aussi loin qu'ils paraissent venir. Il y a plus de façons de penser, de sentir, de concevoir, communes entre un Français et un Italien, un Français et un Chilien ou un Mexicain, qu'entre un Français et un Danois [...] »<sup>5</sup>. » A l'heure où il est largement question, dans le sillage d'Henri Massis de la « défense de l'Occident » face aux « barbares » incarnés dans le communisme, une union latine s'impose. « La barbarie fait cercle autour de la latinité européenne ; elle menace même, par des voies détournées, la Latinité d'Amérique. » Maurras réclame donc la tenue à Rome, « nombril de la Latinité, centre éternel de *l'homo mediterraneus*, d'un congrès de tous nos frères en esprit » placé sous l'égide du pape. Et le chef de l'Action française de conclure : « Ce principe de l'ordre et d'autorité une fois reconnu et salué par des hommes venus de Rio et de Buenos Aires, de Bucarest et de Québec, on se sentirait un peu mieux gardé contre la poussée des Barbares ».<sup>6</sup>

Comme on peut le constater, il n'est nullement question ici de la Serbie ou de la jeune Yougoslavie qui n'entrent pas, disons le clairement, dans le premier cercle de préoccupations de l'Action française. Considérer qu'il n'y a pas d'intérêt majeur, ne saurait signifier une absence d'intérêt ni une méconnaissance complète.

Car il faut prendre en compte un second enjeu, de nature géopolitique : l'hostilité de l'Action française au principe des nationalités. Jacques Bainville, historien et spécialiste de politique étrangère de l'Action française, le redit à l'occasion de l'attentat de Sarajevo dans son article de l'Action française du 29 juin 1914. Comme toute la presse, Bainville possède alors bien peu d'éléments pour forger une analyse<sup>7</sup>. Il se montre cependant convaincu que ce

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 139. Les italiques figurent dans le texte original.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 141.

<sup>7</sup> Christophe Dickès, *Jacques Bainville, Les lois de la politique étrangère*, Bernard Giovanangeli Editeur, 2008, p. 94.

« crime politique », qui lui rappelle l'attentat d'Orsini, est le résultat de « l'idée des nationalités [qui] en a été l'inspiratrice<sup>8</sup> ». Une « idée » que Bainville condamne en s'opposant dès avant le déclenchement du premier conflit mondial à tout démantèlement de l'Autriche-Hongrie même s'il regrette que « l'Autriche soit engagée dans des alliances hostiles à notre pays. » Pour lui, ce scénario serait une catastrophe. Il en brosse ainsi les contours en considérant que les nationalités iraient grossir les rangs d'une « Roumanie et [d'] une Serbie qui en seraient si démesurément agrandies qu'il faudrait immédiatement faire cadeau de Trieste aux Italiens et de tous les Allemands d'Autriche à l'Allemagne. » Et Bainville de conclure : « Ô chef-d'œuvre de la politique ! Un royaume italien sans contrepartie et maître de toute une mer ; un empire allemand peuplé de près de 80 millions d'habitants, tous deux en face d'une poussière de petits et de moyens Etats tchèque, magyar, serbe, grec, roumain, etc»<sup>9</sup> Tout au long des décennies suivantes, la question géopolitique reste centrale chez Bainville. Ainsi, durant le premier conflit mondial, il s'interroge à différentes reprises sur la question de la politique italienne dans les Balkans et le destin futur de l'Autriche-Hongrie.<sup>10</sup> La question serbe et les potentialités d'une Grande-Serbie suscitent son intérêt<sup>11</sup> et il s'inquiète, dans le dernier chapitre conclusif de son ouvrage *La guerre et l'Italie* intitulé « L'avenir », de « la destinée de la nation serbe » pour lequel, à le lire en 1916, « rien n'est moins certain<sup>12</sup>. » Cette remarque, combinée au « risque » exprimé de voir cette nation, « pour longtemps

---

<sup>8</sup> Cet article est repris in Jacques Bainville, *La monarchie des lettres. Histoire, politique, littérature*, édition établie et présentée par Christophe Dickès, Robert Laffont, 2011, p. 588.

<sup>9</sup> Jacques Bainville, *Journal 1911-1918*, Editions d'histoire et d'Art, 1948, p. 114-115 [28 novembre 1912].

<sup>10</sup> Olivier Dard, „Ligues et droites nationalistes en France au vingtième siècle : signification, place, évolution“, Olivier Dard et Nathalie Sévilla (dirs): *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Metz, 2011, pp. 147-177.

<sup>11</sup> Cet intérêt a été noté par William R. Keylor, *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth Century France*, Louisiana State University Press, 1979, p. 110.

<sup>12</sup> Jacques Bainville, *La guerre et l'Italie*, Fayard, 1916, p. 307.

réduite en servitude », se double d'une certitude clairement affirmée à propos de la nation serbe : « elle pourra sans doute se relever de ses ruines et prendre sa revanche : une nationalité ne disparaît pas quand elle est aussi riche de vie que celle-là ».<sup>13</sup>

Ce constat est essentiel et invite à pointer les éléments d'intérêt manifestés par l'Action française pour la nation serbe et son relèvement.

### **Un intérêt marqué pour la Serbie et sa monarchie**

Fort instructif est le *Journal* de Bainville à la date du 31 octobre 1912. Le propos montre en effet, comment au-delà d'un hommage aux Serbes, ce maurassien du tout premier cercle dresse un parallèle entre l'histoire du renouveau serbe et celle de l'Action française en mettant l'accent sur une analogie supposée des situations (« l'idée de revanche ») et un mode de maturation des deux processus historiques : « Si la nation serbe s'est réveillée après des siècles d'oppression et de sommeil, si elle s'est mise tout entière au service de l'idée de revanche, si le nationalisme est devenu sa règle de vie, il ne faudrait pas se figurer tout de suite que ces choses-là se sont faites toutes seules et par création spontanée. Comme tous les grands moments de même nature et par création spontanée. Comme à tous les grands mouvements de même nature qu'enregistrent les annales de l'espèce humaine, il a fallu d'abord des gardiens de la flamme, et puis des excitateurs qui furent des philosophes, des savants, des intellectuels, avant que le constructeur politique, puis le soldat, apportassent les conditions de succès définitif ».

La suite du propos se présente comme un miroir de ce que tente de faire l'Action française depuis sa création une dizaine d'années plus tôt : « Aux nations qui prennent leur revanche, il faut d'abord des esprits nobles et désintéressés, mainteneurs de la tradition, qui ne laissent pas succomber l'idée. Il faut ensuite que des poètes, des écrivains capables de susciter cette élite enthousiaste qui arrache les peuples à leur torpeur, recueillent l'idée conservée dans les sanctuaires

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 307.

et lui rendent la vigueur de la nouveauté et de la jeunesse. Ni l'un ni l'autre de ces éléments n'a fait défaut à la Serbie».<sup>14</sup>

Ses réflexions sur la Serbie, Bainville ne les limite pas à son journal intime et les a fait partager, en substance, aux lecteurs de *L'Action française* lorsqu'il évoque le 31 octobre 1912 ce qu'il appelle « La revanche de Kosovo ». La lecture de l'article montre d'abord que Bainville en a transcrit dans son *Journal* certains passages : la chose est habituelle chez lui. Mais dans son *Journal* Bainville n'a cependant pas repris les derniers mots qui sonnent pour un lecteur français comme un cri de ralliement, l'invitent à raffermir sa volonté de renversement de la République au profit de la monarchie et à ne surtout pas perdre de vue la perte de l'Alsace-Lorraine et la nécessité de les recouvrer : « N'oublions pas et sachons comprendre la leçon du Champ-des-Merles ».<sup>15</sup>

A la veille de la guerre, le jugement positif de Bainville sur le relèvement serbe, non seulement ne s'est pas démenti mais il s'est renforcé avec « l'avènement du prince Alexandre qui représente une nouvelle génération ». Et Bainville d'exhorter de nouveau ses contemporains à en prendre la mesure : « Combien seraient imprudents et aveugles ceux qui méconnaîtraient la signification de ce rajeunissement des cadres, non seulement dans la hiérarchie dynastique mais encore dans la hiérarchie des peuples ! Le jeune prince Alexandre à la tête de la nation serbe, nation antique mais retrempee et renouvelée par la victoire et avide d'aller de l'avant, de pousser plus loin ses progrès, ce jeune prince représente l'avenir, l'Europe de demain où paraîtront d'autres protagonistes que ceux d'hier, avec des idées, des sentiments, des méthodes qui ne ressembleront en rien peut-être aux idées, aux sentiments, aux méthodes sur lesquels l'Europe de 1870 à nos jours a vécu ».<sup>16</sup>

Si les propos de Bainville sont éclairants, la lecture des volumineux *Cahiers* de Barrès est également significative. Disons-le

<sup>14</sup> Jacques Bainville, *Journal 1911-1918*, op. cit., p. 111-112.

<sup>15</sup> Jacques Bainville, *Chroniques*, préface Abel Bonnard, Editions d'histoire et d'Art, 1938, p. 177.

<sup>16</sup> *L'Action française*, 29 juin 1914, repris in Jacques Bainville, *La monarchie des lettres. Histoire, politique, littérature*, op. cit., p. 589.

clairement, la Serbie en est quasiment absente avant le premier conflit mondial. L'auteur du *Roman de l'énergie nationale* se contente de glisser en février 1913 cette remarque peu amène à propos des Balkans mis en regard de la Turquie et des « Capitulations » : « Avec les Etats balkaniques nous allons trouver un Etat d'esprit xénophobe violent 1913. Nous leur prêterons de l'argent, c'est entendu... Reste que c'est en Serbie que nous souffrirons le moins ».<sup>17</sup>

On ne peut en revanche passer sous silence ce qu'il écrit le 14 septembre 1914. Comme Bainville, Barrès déplore la situation de la France de l'avant-guerre et met en exergue non pas la situation de la Serbie mais les propos du futur roi Alexandre avec lequel il a déjeuné quelques mois plus tôt par le truchement de l'épouse américaine d'un diplomate serbe rencontrée par le couple Barrès à Athènes en 1898<sup>18</sup> : « Depuis quarante-quatre ans nous étions des vaincus » souligne Barrès. « Depuis quarante-quatre ans chacun d'entre nous participait à la diminution de notre pays. Il y avait un tas de Français qui avaient dans le sang les émotions de la défaite ; ils craignaient et admiraient le Prussien. Ce n'est pas seulement notre force morale qui était amoindrie. Ce n'était pas simple affaire d'imagination. Nous étions réellement abaissés de valeur dans l'appréciation de l'univers. » Et l'auteur des *Déracinés*, après avoir mentionné « les Italiens, les Espagnols, les Argentins eux-mêmes », évoquait la Serbie en mettant en scène les propos du futur roi Alexandre de Yougoslavie avec lequel il avait dîné « quasi en tête à tête » à Paris et qu'il présente comme « un des membres de l'une des maisons royales aujourd'hui engagée loyalement à côté de notre pays dans la lutte gigantesque. » Le futur monarque, à lire Barrès, « souhaite notre victoire et notre salut [...] mais il disait : “Votre valeur guerrière, votre artillerie valent mieux, mais ils sont unis et nombreux et vous êtes si divisés ». C'est sans doute la réponse de celui qu'on appelait « le professeur d'énergie » qui mérite d'être citée : « Je vous jure que nos fils valent mieux que nos pères. [...] Je connais la jeunesse

<sup>17</sup> Maurice Barrès, *Mes Cahiers, tome dixième, 1913-1914*, Plon, 1936, p. 38.

<sup>18</sup> Maurice Barrès, *Mes Cahiers, tome onzième, 1914-1918*, Plon, 1938, p. 134 et p. 411.

nouvelle. Elle a oublié l'accident [la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine]. C'est une jeunesse toute simple, toute pure et prête au sacrifice. Quand elle déploiera son âme, on reverra sur la France les drapeaux de la victoire».<sup>19</sup>

La Serbie n'a pas été seulement un miroir. Elle peut être aussi vue chez les hommes d'Action française comme un lien que ces derniers vont valoriser en n'oubliant, comme le reste des Français, l'empreinte de la Première Guerre mondiale. Le 9 octobre 1934, à quelques heures de l'arrivée en France du roi Alexandre, Bainville pouvait noter: « Une amitié déjà ancienne unit la France à la Serbie, qui est devenue le pays de tous les Slaves du Sud ou Yougoslaves. Une alliance existe entre la Yougoslavie et la France. Elle a été scellée par la guerre. Une nombreuse jeunesse serbe, arrachée par sa patrie à l'invasion et réfugiée dans notre pays après l'exode, a été élevée dans lycées et dans nos grandes écoles. Ce sont d'autres liens qui s'ajoutent à bien des souvenirs, depuis ce Karageorgevitch, aïeul d'Alexandre Ier qui, en 1870, s'était engagé dans l'armée française».<sup>20</sup>

Mais il y a plus encore. Le roi Alexandre incarne en effet pour Maurras ce qu'il appelle la contre-révolution de Belgrade » ou la figure du « roi-dictateur ». L'importance de cet article se mesure au fait qu'il est le seul texte sur la Serbie repris dans le tome V du *Dictionnaire politique et critique*.<sup>21</sup> Le choix de la rubrique est instructif : « roi-royauté-royalisme » de même que le titre choisi : « L'action d'un roi : la contre-révolution de Belgrade».

Dès l'entame, Maurras rappelle que son choix en faveur de la monarchie ne vaut que pour la France et qu'il ne saurait être vu comme le partisan de la « monarchie européenne<sup>22</sup> ». Il n'en crédite pas moins les régimes monarchistes de vertus diplomatiques à l'occasion du premier conflit mondial (il cite la Belgique et la Grande-Bretagne) de même qu'après-guerre il salue « l'initiative

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 98-99.

<sup>20</sup> Jacques Bainville, *Journal 1927-1935*, Editions d'histoire et d'Art, 1949, p. 247.

<sup>21</sup> Charles Maurras, *Dictionnaire politique et critique*, tome V, Paris, A la Cité des Livres, 1933, p. 94 et suivantes.

<sup>22</sup> Olivier Dard, Michel Grunewald, *Charles Maurras et l'étranger*, op. cit., p. 123.

» prise à Rome et à Madrid « d'une forme renouvelée de dictature qui fait paraître le régime parlementaire encore plus caduc qu'on ne le croyait jusqu'à là. » C'est dans cette optique qu'il salue l'initiative du roi Alexandre et le « renforcement de son autorité qui rétablit un type de monarchie indépendante et personnelle : ses ministres ne seront responsables que devant lui. » A destination de ses lecteurs, Alexandre se voit revêtu d'une dénomination typiquement maurrassienne, théorisée durant l'été 1899 et publiée dans sa célèbre *Enquête sur la monarchie* : « Le voilà “dictateur et roi !” ». C'est *par* ce biais que Maurras, après avoir souligné les difficultés propres à la Yougoslavie, à commencer par la diversité de ses populations, reprend ses propres propositions pour les y appliquer à l'action que devrait conduire Alexandre de Yougoslavie (« autorité en haut », « libertés en bas » avec une décentralisation poussée etc.). Sans surprise, Maurras salue le manifeste du roi Alexandre sans pour autant s'en livrer à un commentaire détaillé : « Il faut lire cette page car le ton en est beau si la traduction de certains termes paraît molle ou incertaine ». En fait, le chef de l'Action française veut d'abord retenir un vent qui souffle sur l'Europe et dont il espère et veut croire qu'il puisse aussi concerner la France.

On peut à loisir discuter le bien-fondé de l'analyse que Maurras propose, à commencer par l'analogie supposée entre Rome et Belgrade ou les perspectives décentralisatrices dont il pare Alexandre<sup>23</sup>. On peut aussi considérer que l'auteur de l'*Enquête sur la monarchie* confond ses désirs avec la réalité qu'il croit discerner lorsqu'il écrit : « Le succès de cette entreprise à Belgrade après le succès d'une entreprise différente mais foncièrement analogue à Rome, ne manquera pas de signification. Les Savoie qui règnent à Rome viennent de France. Les Karageorgevitch qui règnent à

---

<sup>23</sup> Les perspectives de Maurras vont d'ailleurs à rebours de la perception dominante chez les ministres plénipotentiaires français en poste à Belgrade de 1918 à 1934 qui est « unitaire » (Stanislas Sretenović, « Les ministres plénipotentiaires français dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes/ Yougoslavie, 1918-1940 : poids du passé, cultures politiques, idéologie et réalisations », in Frédéric Dessberg et Antoine Marès (dir), avec la collaboration d'Isabelle Davion, *Militaires et diplomates français face à l'Europe centrale*, Eur'Orbem Editions, 2017, p. 165)

Belgrade sont, avec les Capétiens, la seule dynastie autochtone d'Europe. » Mais on retiendra surtout sa conclusion qui est un appel à peine voilé aux nécessités d'une restauration monarchique en France : « En des conditions très variées, entre des nations différentes et presque ennemies, ce recours à d'identiques méthodes accuse une bien singulière et bien profonde concordance dans les nécessités majeures de notre temps ».

Si Maurras s'affirme convaincu du renouveau possible de la Yougoslavie grâce à la « dictature royale », il n'est pas seul. Ainsi, la *Revue universelle* de Jacques Bainville accueille en 1931 dans son sommaire Ernest Lémonon (1878-1956), un économiste plutôt spécialiste de l'Italie et qui fut un temps secrétaire général du comité France Italie.<sup>24</sup> En 1931, Lémonon publie un ouvrage de synthèse sur l'état économique de l'Europe centrale<sup>25</sup> et donne à la revue de Jacques Bainville un article qui porte exclusivement sur la Yougoslavie. Lémonon y propose un tableau très avantageux des réalisations entreprises par le roi dictateur. La première phrase donne le ton en indiquant qu'à la veille du « coup d'Etat » du 6 janvier 1929, « tout restait encore à faire », une « appréciation » catégorique qui pour son auteur n'a « rien d'exagéré » tant le pays était « désorganisé ». Le tableau dressé de la Yougoslavie des années 1920 est donc fort négatif tant le pays est réputé souffrir de ses divisions, de son instabilité et de son faible développement économique. Et ce en dépit de ses ressources naturelles (minerais, forêts, terres céréalières etc.). Mais à lire Lémonon, la cause du « marasme économique » yougoslave provenait d'autres causes que proprement économiques : « La Yougoslavie était pourrie par la politique : le mot n'est pas excessif<sup>26</sup> ». Lémonon décrit ainsi ce

---

<sup>24</sup> Il a vécu à Naples et s'y rend régulièrement et prononce des conférences en France sur le sujet, notamment à l'Académie des sciences morales et politiques. Il fut reçu par Mussolini le 10 octobre 1932. Voir en particulier Christophe Poupault, *A l'ombre des faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des chemises noires (1922-1943)*, Ecole française de Rome, 2014, p. 399, p. 543, p. 780.

<sup>25</sup> Ernest Lémonon, *La Nouvelle Europe centrale et son bilan économique (1919-1930)*, Félix Alcan, 1931.

<sup>26</sup> « En Yougoslavie. Les antécédents du coup d'Etat », *Revue universelle*, tome XLIV, n° 22, 15 février 1931, p. 446.

qu'il appelle le « confusionnisme » qui « commença avec la naissance même du nouveau royaume » et évoque en quelques pages « la lutte des partis » qui « a résumé pendant dix ans toute l'activité politique de la Skoupchtina ». <sup>27</sup> Une situation dont il ressortait une impuissance généralisée et qu'a résolue, selon Lémonon, le « coup d'Etat » de janvier 1929. Sur ce point, Lémonon rejoint la direction de la *Revue universelle* et Maurras : c'est bien le monarque qui a ouvert la voie du salut à la Yougoslavie. Lémonon explique ainsi que « les 5 et 6 janvier 1929, le roi Alexandre, qui jusqu'alors était demeuré l'esclave de la constitution, a déchiré celle-ci et a résolu par un coup d'Etat une crise ministérielle et plus encore une crise de régime qui ne pouvait recevoir aucune solution légale ». <sup>28</sup> Avant d'ajouter quelques paragraphes plus loin que « sous l'impulsion ardente du roi, le gouvernement se mit à l'œuvre » et que « deux mois ne s'étaient pas écoulés qu'un programme précis de redressement et de restauration était établi. » Avec des résultats de premier ordre puisqu'« une année a suffi pour que la Yougoslavie soit transformée. C'est à présent un Etat neuf ». <sup>29</sup>

On retiendra de cette présentation de Lémonon deux éléments principaux. Le premier est que s'il reprend à son compte le lien entre coup d'Etat et relèvement, Lémonon s'écarte de la doxa maurrassienne en ne faisant pas sienne l'articulation « dictateur et roi » chère au chef de l'Action française: « En agissant ainsi, le roi – qui, dans sa proclamation à son peuple, n'avait pas manqué d'affirmer que le régime parlementaire demeurerait pour lui l'idéal politique – n'obéissait point à une pensée de dictature ou à une volonté de domination personnelle. Son initiative procédait d'un sentiment patriotique et du seul souci de libérer le pays des miasmes et des mares stagnantes qui l'empoisonnaient ». <sup>30</sup>

Un second élément ressort de cette présentation et fait songer aux justifications contemporaines des dictatures de Salazar comme de Metaxas, à savoir que la crise du parlementarisme et

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 447 et p. 450.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 452.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 453.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 453.

plus largement le désordre politique justifient le recours à la dictature et que cette dernière, régime d'ordre, est réputée remettre rapidement l'économie sur de bons rails et poser les bases d'un développement économique et social aux fondations solides. Une thématique qui n'est pas l'apanage des droites nationalistes mais qui irrigue des milieux libéraux et technocratiques.<sup>31</sup>

Les réalités sont moins florissantes que les espoirs développés par Lémonon ou les maurrassiens. La dictature personnelle d'Alexandre n'a pas donné les résultats attendus et la constitution octroyée en 1931 n'a nullement débouché sur un Etat décentralisé. L'épilogue se déroule à Marseille le 9 octobre 1934 avec l'assassinat du monarque. Cette visite et sa fin tragique occupent plusieurs pages du *Journal* de Bainville. Commentant les enjeux du voyage royal quelques heures avant l'arrivée des hôtes de la France, il ne manque pas de rappeler qu'à côté de « l'amitié déjà ancienne » liant les deux pays « il y a la politique ». Fidèle à sa méthode, Bainville pose crûment les termes du débat en rappelant que d'une part « les Yougoslaves sont alliés » mais que de l'autre « il est inutile de dissimuler qu'ils ne sont pas les meilleurs amis des Italiens. » Une rivalité qui « est un des points noirs de la situation européenne comme elle est une des espérances du germanisme ». Bainville espère donc de ce voyage que l'alliance franco-yougoslave soit « un élément de conciliation » et non de « division<sup>32</sup> ». L'assassinat de Marseille bouleverse ces plans et inquiète d'emblée Bainville quant à l'avenir du royaume balkanique : « Que sera le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes après la disparition du prince qui en était l'âme et qui en formait l'unité ? » Reprenant à son compte l'idée maurrassienne du « roi-dictateur », Bainville se montre fort pessimiste :

« Il y avait une Yougoslavie avec un chef. Il n'est plus sûr qu'il y ait de Yougoslavie demain. L'assassinat d'Alexandre Karageorgevich,

<sup>31</sup> Olivier Dard, Ana Isabel Sardinha Desvignes, *Célébrer Salazar en France. Du philosalazarisme au salazarisme français (1930-1974)*, Peter Lang, 2018, p. 84-88. Christophe Poupault, *Dans la Grèce de Metaxas (1936-1941). Observateurs et voyageurs français face à un régime autoritaire*, Editions du Bourg, 2019, p. 131-135.

<sup>32</sup> Jacques Bainville, *Journal 1927-1935, op. cit.*, p. 247-248.

qui avait dû sortir du rôle, infiniment préférable pour son repos, de souverain constitutionnel et prendre celui de roi-dictateur pour le salut de la nation, ce crime, ce coup trop bien frappé, met en péril l'unité politique de l'Etat SHS. Ce qui, auparavant, se trouve atteint, c'est l'unité de pensée qui tenait à l'existence du monarque<sup>33</sup>. » Un autre élément préoccupe vivement Bainville : que « l'indignation des Serbes », qu'il juge « légitime », débouche sur une « vengeance ».

« Pas de vendetta!»<sup>34</sup> proclame l'auteur de *Conséquences politiques de la paix*. La suite est connue. L'« éphémère union autour du cercueil royal»<sup>35</sup> se brise au lendemain des élections de 1935, tandis que la régence du prince Paul peine de plus en plus à maintenir l'unité du pays.

### Conclusion

L'affaire éthiopienne, la guerre d'Espagne, la menace nazie pesant sur la Tchécoslovaquie ou la Pologne vont reléguer la préoccupation serbe et yougoslave au second plan chez les nationalistes français dans la seconde moitié des années trente. On peut y voir un effet de conjoncture lié aux menaces pesant sur la paix et la polarisation des préoccupations sur d'autres enjeux et d'autres aires géographiques que les Balkans. L'assassinat d'Alexandre Ier n'en marque pas moins autant une césure que la fin d'une séquence qui avait débuté deux décennies plus tôt et avait vu les droites nationalistes françaises, sous l'impulsion notamment de l'Action française, s'intéresser peu à peu à la Serbie et voir dans sa « renaissance » un motif de satisfaction comme un enseignement à tirer. A lire aussi *Je suis partout*, l'attentat de Marseille sonne comme une alerte pour dénoncer, sous la plume de Pierre Gaxotte, une France « envahie » par « toute la lie de l'Europe [...] établie chez nous au nom de notre *traditionnelle hospitalité*».<sup>36</sup> Dans la seconde moitié des

---

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 249.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 250.

<sup>35</sup> Georges Castellon, *Histoire des Balkans, XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, 1991, p. 414.

<sup>36</sup> Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, La table ronde, 1973, p. 82. L'article de Gaxotte intitulé « La France envahie » a été publié le 13 octobre 1934.

années trente, lorsque la Yougoslavie est évoquée c'est pour s'inquiéter du danger d'un rapprochement avec l'Allemagne d'Etats de « l'Europe troublée », pour reprendre la formule d'un organe comme *l'Illustration*<sup>37</sup> (la Yougoslavie est associée à la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie). Alors que la Yougoslavie n'est plus guère présente dans les préoccupations des droites nationalistes françaises leurs regards se tournent, pour ce qui est de l'aire balkanique, du côté de la Roumanie du roi Carol et de Codreanu – célébré dans *Je suis partout*<sup>38</sup> – ou en direction de l'expérience de Jean Metaxas qui est comparée à celle de Salazar.<sup>39</sup>

Les décennies suivantes sont assurément moins riches tant le second conflit mondial et l'avènement du communisme en Yougoslavie devaient distendre les liens avec la France<sup>40</sup> et éloigner les droites nationalistes des questions serbe et yougoslave. Fort logiquement, Tito n'est nullement une référence pour les droites nationalistes françaises de l'après 1945 si on excepte certaines occurrences, au final marginales. On mentionnera cependant les prises de position de Maurice Bardèche, le beau-frère de Robert Brasillach, dans *L'Unité*, l'organe du Mouvement socialiste d'unité française lancé en 1948, sur les décombres du collaborationnisme par René Binet et qui fut le premier groupe à se doter d'une croix celtique. Prenant nettement parti « contre le Front rouge et la Réaction », Bardèche s'interrogeait gravement sur la politique étrangère yougoslave et le système communiste mondial en ces termes : «Tito est-il le Doriot slave?». <sup>41</sup> Une question qui rencontre peu d'écho. En réalité, il faut attendre les années 1990, la chute du mur

<sup>37</sup> Christophe Poupault, *Dans la Grèce de Metaxas (1936-1941). Observateurs et voyageurs français face à un régime autoritaire*, op. cit., p. 116-117.

<sup>38</sup> Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, op. cit., p. 149-150.

<sup>39</sup> Christophe Poupault, *Dans la Grèce de Metaxas (1936-1941). Observateurs et voyageurs français face à un régime autoritaire*, op. cit., p. 116-117.

<sup>40</sup> Aleksandra Kolaković, « La France et la Grande Guerre dans la mémoire serbe », in Aleksandra Kolaković (dir.), *Francusko-srpski odnosi : Istorijsko iskustvo i savremeni izazovi*, in *Srpska politička misao*, posebno izdanje, novembre 2018, p. 95.

<sup>41</sup> Nicolas Lebourg, *Le monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme révolutionnaire*, Presses universitaires de Perpignan, 2010, p. 81.

de Berlin et de l'URSS pour voir ressurgir certaines références depuis longtemps occultées mais que la nouvelle donne géopolitique remet au coup du jour. Ainsi, Jacques Rupnik, analysant les conséquences de l'effondrement du bloc de l'Est de la réunification allemande, remet Bainville au goût du jour en se demandant si « nous ne risquons pas de retourner à l'Europe que craignait Bainville et qui fut celle de l'entre-deux-guerres : une Europe du Centre et de l'Est balkanisée, une Europe de l'Ouest affaiblie et, à la charnière entre les deux, une Allemagne surpuissante de 80 millions d'habitants». <sup>42</sup> Mais c'est la guerre de Yougoslavie qui redonne force à un parti pro-serbe en France chez lequel se combinent la réactivation mémorielle d'une alliance vieille de près d'un siècle avec des enjeux très contemporains comme le refus affiché de l'OTAN et de ses frappes. *Avec les Serbes*, proclame ainsi un collectif mené par l'écrivain Alain Paucard et publié par l'Age d'homme dans collection « Objections » en 1996.

## **Bibliographie**

Jacques Bainville, *La guerre et l'Italie*, Fayard, 1916.

Jacques Bainville, *Journal 1911-1918*, Editions d'histoire et d'Art, 1948.

Jacques Bainville, *Journal 1927-1935*, Editions d'histoire et d'Art, 1949.

Maurice Barrès, *Mes Cahiers, tome dixième, 1913-1914*, Plon, 1936.

Maurice Barrès, *Mes Cahiers, tome onzième, 1914-1918*, Plon, 1938.

Georges Castellan, *Histoire des Balkans, XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, 1991.

Olivier Dard, Michel Grunewald (dir), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Peter Lang, 2009.

---

<sup>42</sup> Jacques Rupnik, *L'autre Europe. Crise et fin du communisme*, p. 403. Notre référence est tirée de la collection points [réédition augmentée, 1993]. La première édition parut chez Odile Jacob en 1990.

Dard, Olivier, „Ligues et droites nationalistes en France au vingtième siècle : signification, place, évolution“, Olivier Dard et Nathalie Sévilla (dirs): *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Metz, 2011, pp. 147-177.

Olivier Dard, Ana Isabel Sardinha Desvignes, *Célébrer Salazar en France. Du philosalazarisme au salazarisme français (1930-1974)*, Peter Lang, 2018.

Christophe Dickès, *Jacques Bainville, Les lois de la politique étrangère*, Bernard Giovanangeli Editeur, 2008.

« La culture fasciste entre latinité et méditerranéité (1880-1940) », coordonné par Jérémy Guedj et Barbara Meazzi, n° 95, décembre 2017, p. 59-70.

Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, La table ronde, 1973. L'article de Gaxotte intitulé « La France envahie » a été publié le 13 octobre 1934.

William R. Keylor, *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth Century France*, Louisiana State University Press, 1979.

Aleksandra Kolaković, « La France et la Grande Guerre dans la mémoire serbe », in Aleksandra Kolaković (dir.), *Francusko-srpski odnosi : Istorijsko iskustvo i savremeni izazovi*, in *Srpska politička misao*, posebno izdanje, novembre 2018.

Nicolas Lebourg, *Le monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire*, Presses universitaires de Perpignan, 2010.

Ernest Lémonon, *La Nouvelle Europe centrale et son bilan économique (1919-1930)*, Félix Alcan, 1931.

« En Yougoslavie. Les antécédents du coup d'Etat », *Revue universelle*, tome XLIV, n° 22, 15 février 1931.

Charles Maurras, « Latinité », *Latinité. Revue des pays d'Occident*, n° 9, novembre 1929, p. 137-138.

Charles Maurras, *Dictionnaire politique et critique*, tome V, Paris, A la Cité des Livres, 1933.

Christophe Poupault, *A l'ombre des faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des chemises noires (1922-1943)*, Ecole française de Rome, 2014.

Christophe Poupault, *Dans la Grèce de Metaxas (1936-1941). Observateurs et voyageurs français face à un régime autoritaire*, Editions du Bourg, 2019.

Jacques Rupnik, *L'autre Europe. Crise et fin du communisme*, p. 403. Notre référence est tirée de la collection points [réédition augmentée, 1993]. La première édition parut chez Odile Jacob en 1990.

Stanislas Sretenović, « Les ministres plénipotentiaires français dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes/Yougoslavie, 1918-1940 : poids du passé, cultures politiques, idéologie et réalisations », Frédéric Dessberg et Antoine Marès (dir), avec la collaboration d'Isabelle Davion, *Militaires et diplomates français face à l'Europe centrale*, Eur'Orbem Editions, 2017.

---

## Summary

### **The French nationalist right wing movement and Serbia (Yugoslavia) from the First World War to the 1930s**

The interest shown by the French nationalist right wing movement towards Yugoslavia, eight decades after the end of World War I, can be recognized by numerous examples. On January 7th, in 1929, Charles Moras, leader of the French Action, published an article praising the counter-revolution in Belgrade and king Alexander, applauding to his Manifesto. This grew into a real panegyric that ended with honoring the Karadjordjevic dynasty that ruled in Belgrade as, together with the Kapeovci, the only original dynasty in Europe of that time. In 1948, after the collapse of collaborationism, Rene Bine launched the Socialist Movement of French Unity, as the first organization to take the Celtic cross as its sign. His magazine called Jedinstvo, which employed Morris Brades, the brother-in-law of the Brazijack, took a stand against the Red Front and Reaction and raised a serious question about Yugoslav foreign policy, asking Is Tito a Dorio of the Slavs? Finally, four decades later, in the period of the disolution of the Yugoslavia, the French right wing movement was broadly defending Serbian interests. These different sequences clearly express interest and consideration for the Yugoslav issue, especially the Serbian, what this papaer aims to portray by highlighting some of the important personalities and events.

**Key words:** French right, French action, Charles Moras, Maurice Barres, France, Serbia, Yugoslavia.

**САЖЕТАК**

---

**ФРАНЦУСКА НАЦИОНАЛИСТИЧКА ДЕСНИЦА  
И ЈУГОСЛАВИЈА ОД ПРВОГ СВЕТСКОГ РАТА  
ДО ТРИДЕСЕТИХ ГОДИНА 20. ВЕКА**

Различити моменти указују на интересовање који је француска националистичка десница изражавала према Југославији, осам деценија након завршетка Првог светског рата. 7. јануара 1929. године Шарл Морас, вођа Француске акције, је у истоименом дневном листу објавио чланак где је величао „контра-револуцију у Београду“ и краља Александра, поздрављајући његов „Манифест“ од кога ће направити, у оквиру својих категорија („Диктатор и краљ“), један прави панегирик који ће се завршити одавањем почаста „Карађорђевићима који владају у Београду“ и који су „са Капеовцима, једина аутохтона династија у Европи“. 1948. године на рушевинама колаборационизма, Рене Бине је покренуо „Социјалистички покрет француског јединства“, као прве организације која је узела келтски крст као свој знак. Њен часопис Јединство који је примио Мориса Бардеша, Бразијаковог зета, је заузео став „против Црвеног фронта и реакције“ и озбиљно постављао питање у вези југословенске спољне политике следећим речима: „Да ли је Тито словенски Дорио?“. Најзад, четири деценије касније у доба распада Југославије, националистичка десница је у ширим размерама бранила српске интересе. Будимо јасни: учесници и различити контексти немају много везе. Ове различите секвенце јасно изражавају интерес и узимање у разматрање југословенског питања, а нарочито српског, што управо овај рад има за циљ да обради стављајући нагласак на неколико учесника и битне моменте који су обележили причу стару један век.

**Кључне речи:** француска десница, Француска акција, Шарл Морас, Морис Барес, Француска, Србија, Југославија.

---

**Dr. Dalibor Denda**

*agrégé supérieur de recherche*

*Institut de recherche stratégique, Belgrade, Serbie*

---

## **LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE ET LES PROJETS FRANÇAIS D'OUVERTURE DU FRONT DES BALKANS 1939–1940**

### **Résumé**

---

*Cet article analyse les relations militaro-politiques franco-yougoslaves du début de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la chute de la France le 22 juin 1940. Ce document souligne particulièrement le rôle joué par le facteur militaire dans la préparation des plans du général Maxime Weygand visant à ouvrir le front des Balkans contre l'Allemagne au printemps 1940, avec la participation de la Yougoslavie, de la Grèce, de la Roumanie et de la Turquie. Un accent particulier est mis sur le rôle joué par le ministre yougoslave de l'Armée et de la Flotte, le général Milan Nedić et le prince Pavle Karadjordjević, dans ces négociations. (Ce mémoire a été effectué selon) Cette recherche a utilisé la méthode historico-comparative. Elle a été rédigée à partir de documents d'archives d'origine yougoslave, française et allemande, publiés ou non, et de publications pertinentes.*

**Mots – clés:** *Yougoslavie, France, Seconde Guerre mondiale, front de Balkans, M. Weygand.*

---

## Introduction

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la France devint la principale puissance militaire continentale et, avec la Grande-Bretagne, le garant d'un système de sécurité européen fondé sur les résultats de la Conférence de la paix de Paris (1919-1920).

En tant qu'État résultant dudit « système de Versailles », le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (qui devint le « Royaume de Yougoslavie en 1929) a considéré la France, pendant de nombreuses années, comme le principal soutien en matière de politique étrangère et l'État protecteur du Royaume, bien qu'il n'y ait pas eu d'accord formel sur l'alliance.<sup>1</sup> Cela s'explique principalement par la tension des relations italo-yougoslaves qui, pendant toute la période de l'entre-deux guerres, alourdissaient la politique étrangère et de sécurité de l'État yougoslave. L'Italie, en tant que puissance européenne qui n'est pas opposée aux intérêts allemands en Europe centrale, était un allié plus utile à la France dans sa politique de contrôle de l'Allemagne que le jeune royaume yougoslave. Cependant, par le biais de l'alliance de la Petite Entente avec la Tchécoslovaquie et la Roumanie, beaucoup plus proches de la France, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes / Yougoslavie faisait partie du « système de sécurité français » en Europe centrale, et la France a de temps en temps fait des efforts pour soutenir le renforcement de la puissance militaire du Royaume de Yougoslavie. La première étape dans cette direction a été l'approbation française d'un emprunt de 300 millions de francs fin 1923, suivi du Pacte d'amitié franco-yougoslave de 1927, qui contenait également une convention militaire secrète sur la coopération en matière de renseignement.<sup>2</sup> Peu de temps après, la réforme des forces armées

---

<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur les relations franco-yougoslaves entre les deux guerres : Vuk Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata* (Da li je Jugoslavija bila francuski satelit ?), Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1985 ; Stanislav Sretenović, *Francuska i Kraljevina Srba, Hrvata i Slovenaca 1918–1929*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 2008.

<sup>2</sup> Le pacte d'amitié franco-yougoslave et la Convention sur le règlement des différends arbitraux ont été signés le 11 novembre 1927 à Paris. Voir : Vuk Vinaver, «Da li je jugoslovensko-francuski pakt iz 1927. godine bio vojni savez», *Vojnoistorijski glasnik*, I, Beograd, 1970, pp. 145-183; Vuk Vinaver, *Jugoslavija*

yougoslaves s'est déroulée conformément à la doctrine française, appuyée, de 1928 à 1936, par des officiers français instructeurs en stage dans l'armée yougoslave. *Le roi de Yougoslavie Alexandre Ier* et les cercles militaires réunis autour du général Petar Živković, figure dominante dans l'armée yougoslave jusqu'en 1936, insistèrent particulièrement sur le soutien militaire de la France.<sup>3</sup> Un léger refroidissement de la politique étrangère yougoslave vis-à-vis de la France a commencé au début de 1934 lorsque, après l'arrivée du Parti national-socialiste au pouvoir en Allemagne, le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Louis Barthou, a commencé à rechercher un soutien important en matière de politique étrangère, pour contenir l'Allemagne, auprès de l'URSS et de l'Italie. L'idée d'une coopération avec Mussolini et Staline comme épine dorsale d'une nouvelle politique étrangère française n'a guère séduit le roi yougoslave, qui considérait les nouveaux alliés français comme ses plus grands ennemis.<sup>4</sup> Les points de vue des deux pays ne s'accordaient pas non plus à propos de l'Allemagne car, après l'échec de la tentative du roi de Yougoslavie de résoudre les problèmes litigieux avec l'Italie lors des négociations de 1932, il commença à manifester un intérêt croissant pour des relations plus étroites avec Hitler qui lui semblait être, dans ces circonstances internationales, un possible soutien pour la politique étrangère de la Yougoslavie et un protecteur contre l'expansion italienne.<sup>5</sup> L'accord Laval-Mussolini signé le 7 janvier 1935 dans le but de préserver l'indépendance de l'Autriche par la coopération de l'Italie et de la France dans la région du Danube et l'inviolabilité des frontières yougoslavo-hongroise et roumano-hongroise ont affaibli les positions de la Yougoslavie

---

*i Francuska između dva svetska rata (Da li je Jugoslavija bila francuski satelit?)*, Beograd, 1985, pp 116-127; et *Balkanski ugovorni odnosi 1876-1996*, II tom, 1919-1945. (édité par Momir Stojković), Službeni list SRJ, Beograd, 1998, pp. 271-278.

<sup>3</sup> Mile Bjelajac, *Vojska Kraljevine SHS/Jugoslavije 1922-1935*, Institut za noviju istoriju Srbije, Beograd, 1994, pp. 222-224.

<sup>4</sup> Vuk Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata (Da li je Jugoslavija bila francuski satelit?)*, Beograd, 1985, p. 256.

<sup>5</sup> Vuk Vinaver, «Početak nemačke orijentacije stare Jugoslavije», *Istorijski zapisi*, Istorijiski institut Crne Gore, Titograd, 3-4, 1977, str. 800; Milan Vanku, *Mala Antanta 1920-1938*, IP Dimitrije Tucović, Titovo Užice, 1969, pp. 102-103.

vis-à-vis de l'Italie, devenant ainsi un allié majeur de la France contre l'expansion allemande, dont la politique française privilégiait les intérêts par rapport à ceux des Yougoslaves.<sup>6</sup> La confiance de la Yougoslavie en la France va s'affaiblir avec le déclenchement de la crise d'Abyssinie provoquée par l'agression italienne en Ethiopie en 1935. La Yougoslavie modifie ensuite sa politique étrangère et commence à chercher un soutien au Royaume-Uni avec lequel elle partage les mêmes réticences anti-italiennes, plutôt qu'en France. Par la suite, le Royaume coordonne de plus en plus sa politique avec le Royaume-Uni, qui appuie son rapprochement avec l'Allemagne pour des raisons politiques et économiques.<sup>7</sup> Cependant, la Yougoslavie continuait d'entretenir des relations relativement correctes avec la France, qui étaient particulièrement soulignées par le facteur militaire. Pour cette raison, le traité d'amitié avec la France a été renouvelé en 1933 et 1937 et était en vigueur au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

\* \* \*

Lorsque l'Allemagne envahit la Pologne, la Yougoslavie déclara sa neutralité et, dès le 2 septembre 1939, une mobilisation partielle commença. Lors de la crise de septembre 1939, environ 500 000 personnes ont été mobilisées.<sup>8</sup> Le nouvel état de guerre a imposé des obligations en matière de coopération du renseignement avec la France car la Yougoslavie, à l'époque du gouvernement de Stojadinović, a prolongé le Pacte d'amitié de 1927, qui contenait également une convention militaire secrète exigeant que les deux états-majors modifient leur vision de la coopération technique en cas d'accords coercitifs de défense de la paix et dans le cadre des

<sup>6</sup> Voir plus à ce sujet : Ž. Avramovski, *Balkanske zemlje i velike sile 1935–1937 : od italijanske agresije na Etiopiju do jugoslovensko-italijanskog pakta*, Prosveta, Beograd, 1968, pp. 29–30.

<sup>7</sup> Voir plus à ce sujet : Vuk Vinaver, *Svetska ekonomska kriza u Podunavlju i nemački prodor 1929–1934*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1987; Dušan Likač, *Treći Rajh i zemlje Jugoistočne Evrope, I (1933–1936)*, Vojnoizdavački zavod, Beograd, 1982; Dalibor Denda, *Jugoslovenska vojska i Treći Rajh 1933–1941* (doktorska disertacija u rukopisu), Filozofski fakultet, Beograd, 2016, pp. 234–246.

<sup>8</sup> *Militärwochenblatt*, № 50, Berlin, den 14. Juni 1940, p. 2258.

décisions de la Société des Nations.<sup>9</sup> Conformément à la convention, afin de maintenir la liaison et l'échange de renseignements avec le « deuxième bureau » français. Un centre de renseignement à Berne (Suisse) a été créé lors de l'agression allemande contre la Pologne à l'autonomie 1939<sup>10</sup>. Dès le 11 septembre, l'état-major yougoslave a fourni aux Français les premières informations sur le mouvement des transports militaires transportant du matériel de guerre sur la ligne Bratislava-Vienne, sur les mesures de mobilisation en Hongrie, sur les livraisons de matériel de guerre à la Bulgarie et sur l'état d'avancement des préparatifs militaires yougoslaves.<sup>11</sup>

Dans ses relations avec les Yougoslaves, toutefois, le commandement suprême français ne s'est pas limité à une coopération sous contrat dans le renseignement. À savoir, dans les premiers mois de la guerre, les alliés, en premier lieu les Français, ont commencé à élaborer des plans pour un débarquement allié dans les Balkans. Maxime Weygand, le général français, voulait envoyer un corps de Syrie à Salonique, mais seulement si la Grèce le permettait et l'Italie neutre ne s'y opposait pas. Ce plan a rencontré une forte opposition des Britanniques.<sup>12</sup> Le ministère des Affaires étrangères anglais estimait que la neutralité italienne profitait au Royaume-Uni et à la France et que, par conséquent, il ne fallait rien faire dans les Balkans qui puisse amener l'Italie à changer de position. Les milieux militaires français ont préconisé l'ouverture d'un front dans les Balkans pour forcer Hitler à retirer une partie de ses forces du front occidental. À cet égard, le général français Weygand, qui avait

---

<sup>9</sup> Le traité a été renouvelé le 31 décembre 1933, puis en 1937 et est resté en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1942. Voir : *Balkanski ugovorni odnosi 1876-1996*, II tom, 1919-1945. (édité par Momir Stojković), Službeni list SRJ, Beograd, 1998, p. 273.

<sup>10</sup> Archives militaires (ci-après dénommé AM), Agence de sécurité militaire, 2-4.000.01; Ancien service de renseignement militaire yougoslave (étude), II, pp. 189-190.

<sup>11</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland* (Auswärtiges Amt), Deutschen Verlag, Berlin, 1941, 89; Nr. 47; Der Französische Militärattaché in Belgrad an das Französische Kriegsministerium, Telegramm, Geheim, Nr. 128, den 11. September 1939.

<sup>12</sup> Jakob B. Hoptner, *Jugoslavija u krizi 1934-1941*, Nova iskra, Minhen, 1964, p. 240.

déjà été envoyé en Syrie, a rencontré un délégué de l'état-major grec le 10 septembre et, au cours des entretiens, a déclaré qu'il pensait qu'une décision de faire la guerre pourrait tomber dans les Balkans. Il croyait que les alliés seraient obligés d'attaquer les Allemands depuis le sud, parce qu'il était difficile de franchir le « mur occidental » allemand. Weygand a également manifesté un grand intérêt pour la région de Salonique et il a demandé diverses informations. Le représentant grec, le lieutenant-colonel Dovas, apprenant que les Français n'avaient qu'une division en Syrie et que les renforts attendus ne dépasseraient pas deux divisions supplémentaires, a déclaré au général français que les Grecs n'avaient pas besoin d'une telle assistance, puisqu'ils avaient eux-mêmes 20 divisions et qu'ils n'avaient besoin que de meilleures armes et surtout d'avions. Afin de créer une tête de pont à Salonique, la France avait avant tout besoin de déployer des forces aériennes puissantes.<sup>13</sup>

Après avoir constaté le rejet des Grecs, Weygand se tourna vers les Yougoslaves et lors du dîner avec l'ambassadeur de France à Ankara le 11 septembre, il exprima des vues similaires sur le front de Salonique au député yougoslave Šumenković. Il a déclaré qu'en tant que soldat, il n'avait aucune confiance en l'Italie et en sa neutralité et qu'il estimait qu'on ne devrait pas lui permettre de se positionner dans les Balkans et en Méditerranée avec une action militaire soudaine qui présenterait des difficultés pour l'Angleterre et la France. Il faisait notamment allusion à la soudaine attaque italienne sur Salonique et à son occupation. Il a ajouté que l'armée grecque n'était pas suffisamment préparée pour une guerre aérienne et pour la défense contre les unités motorisées. L'occupation italienne de Salonique priverait l'Angleterre et la France d'une base adéquate dans les Balkans. Selon Weygand, l'Italie, qui détenait Salonique en liaison avec le Dodécanèse et la Cyrénaïque, serait en mesure de lancer des attaques réussies en Méditerranée, et plus particulièrement dans sa partie orientale. Il a également déclaré qu'il amenait constamment des troupes en Syrie pour sécuriser la Méditerranée orientale, mais qu'il envisageait toujours de créer un front à Salonique. Weygand a

---

<sup>13</sup> Bogdan Krizman, *Vanjska politika jugoslavenske države 1918–1941*, Školska knjiga, Zagreb, 1975, pp. 118-119.

dit tout cela à Šumenković uniquement à titre personnel et il a souligné que la décision finale devait être prise par les politiciens, mais il a indiqué qu'il avait reçu un rapport de l'ambassadeur de France à Rome selon lequel le gouvernement italien était divisé et qu'une partie des ministres chargés d'entrer en guerre appartenait au « parti allemand », tandis que la deuxième partie, dirigée par le comte Ciano, était pour l'extension de la neutralité. Il a noté qu'à son avis les pays des Balkans qui seraient un jour obligés d'entrer en guerre devraient le faire immédiatement. Il a répété qu'une solution à la guerre était difficilement envisageable sur le front occidental et qu'il pensait que cette solution pourrait être obtenue d'abord dans les Balkans.<sup>14</sup> Une pensée similaire a également été adoptée à Belgrade, d'où l'envoi de messages à Londres provenant de cercles supérieurs et de l'état-major, indiquant que les alliés avaient commis l'erreur irréparable de ne pas obliger l'Italie à entrer en guerre. La raison en était que, si la guerre sur le front occidental devenait statique, le meilleur moyen de rendre la position de la Pologne moins difficile était de forcer les Allemands à se retirer du front polonais pour les obliger à envoyer en Italie les renforts nécessaires à sa consolidation. En dépit de ce renforcement, L'état-major yougoslave croyait que l'Italie succomberait rapidement à une défaite militaire ou à la révolution intérieure. Sa défaite aurait un impact moral déprimant sur l'Allemagne, tout en encourageant les États balkaniques qui, après la défaite italienne, seraient mieux à même de contrer l'invasion des Balkans, que les dirigeants allemands devraient décider dès que la Pologne serait brisée pour garantir les succès dont le pouvoir avait besoin pour galvaniser le peuple. Le même argument a été avancé par les Français auprès de l'ambassadeur britannique à Paris. Il s'agissait donc probablement d'une action synchronisée franco-yougoslave contre les Britanniques.<sup>15</sup> Au même moment, le chef d'état-major yougoslave,

<sup>14</sup> Archives de Yougoslavie (ci-après dénommé AY), Mission du Royaume de Yougoslavie en Turquie Ankara (ci-après dénommé 370), 370-21 – 433 ; strictement confidentiel 192, Ankara, le 12 septembre 1939.

<sup>15</sup> Public Record Office, Foreign Office (ci-après dénommé PRO, FO) 371/23885, R 7557/409/92 ; Télégramme ouvert du député Kembel de Belgrade au Ministère britanniques des affaires étrangères, N° 67, Belgrade, le 11 septembre 1939 ; *Britanci o Kraljevini Jugoslaviji* (édité par Ž. Avramovski), III (1939 – 1941), Archives de Yougoslavie, Belgrade, 1996, p. 237.

le général Dušan Simović, annonçait à l'attaché militaire allemand que la Yougoslavie ferait également usage des armes pour défendre sa neutralité envers la France et l'Angleterre.<sup>16</sup> En revanche, le 13 septembre, l'attaché militaire français à Belgrade a annoncé que le prince adjoint Pavle Karađordjević avait l'intention d'envoyer au général Maurice Gamelin, un commandant de la division de cavalerie de Zagreb et ancien attaché militaire à Paris, le général Dimitrije Predić, qui n'était pas satisfait du travail du colonel Dragutin Savić qui, en tant qu'attaché de défense yougoslave à Paris, a maintenu le contact avec l'état-major français. Gamelin répondit le lendemain que le prince lui avait envoyé un homme de confiance très important, dont il ne devait pas divulguer les informations, mais qu'il ne s'agissait pas du général Predić.<sup>17</sup> En septembre 1939, le général Emilo Belić fut envoyé à l'état-major français.<sup>18</sup> Un attaché militaire allemand a considéré que le général Belić se rendait en Espagne, en France, en Belgique et aux Pays-Bas, en raison de la question urgente des achats d'armes.<sup>19</sup> L'idée d'un front de Salonique a cependant été abandonnée après l'invasion de la Pologne orientale par les troupes soviétiques le 17 septembre, dont on ne savait pas si elles se dirigeraient vers la Roumanie. Le 6 octobre, le gouvernement anglais a décidé de ne rien faire à propos de Salonique.<sup>20</sup>

Le principal problème de la Yougoslavie dès lors était le refus des alliés de lui vendre des armes. Depuis la signature d'un accord avec les Allemands le 5 octobre 1939 sur la substitution des armes pour les matières premières, la Yougoslavie a également

---

<sup>16</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, Beograd, 1985, p. 420.

<sup>17</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland* (Auswärtiges Amt), Berlin, 1941, 90; Nr. 48; Der Französische Militärattache in Belgrad an das Französische Kriegsministerium, Telegramm, Geheim Nr. 134, Belgrad, den 13. September 1939.

<sup>18</sup> Archives de l'Académie serbe des sciences et des arts, fonds de Milan Antić, 14387/8695.

<sup>19</sup> *Aprilski rat 1941*, Zbornik dokumenata (Fabijan Trgo), Vojnoistorijski institut, Beograd, 1969, I, pp. 385-386; Dokument br.112: Obaveštenje nemačkog Generalštaba KoV od 5. oktobra 1939. godine Vrhovnoj komandi Vermahta o mobilizacijskim merama u Kraljevini Jugoslaviji.

<sup>20</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 419.

utilisé cet accord pour faire pression sur les alliés.<sup>21</sup> Le Gouvernement a publié un décret portant création du Commissariat aux minerais et métaux à l'Inspectorat de la défense terrestre, qui limitait le contrôle de la livraison des produits d'extraction et de fonderie dans le pays et à l'étranger (les mines de Bor et Trepča).<sup>22</sup> L'objectif était d'utiliser des matières premières stratégiques comme principal moyen d'échange pour l'achat d'armes. En annonçant ces mesures, le comte d'Halifax a convoqué le député yougoslave Subotic au Ministère britannique des Affaires étrangères (Foreign Office) et il s'est déclaré préoccupé par le fait que les produits des mines exploitées par les Britanniques iraient de ce fait principalement en Allemagne avec laquelle l'Angleterre était en guerre.<sup>23</sup> Les mesures rencontrèrent de vives protestations franco-britanniques, auxquelles le prince Pavle et Aleksandar Cincar-Marković répondirent par une demande d'armes.<sup>24</sup> Par la suite, en octobre et novembre 1939, le chef d'état-major yougoslave, le général Dusan Simović, mena des négociations avec les représentants du commandement suprême français et de l'état-major impérial britannique en vue d'obtenir des alliés les armes nécessaires, notamment les armes de défense anti-blindées et anti-aériennes, ainsi que les blindés (chars) et les unités motorisées, les aéronefs, l'artillerie lourde et les camions pour transporter des munitions et de la nourriture. Les négociations ont également porté sur l'ouverture du front des Balkans.<sup>25</sup> En octobre, un attaché militaire français, le général Merson, espérait que les événements forceraient encore la Yougoslavie à entrer en guerre du côté français.<sup>26</sup> Les Anglais étant les plus sceptiques quant à l'ouverture du front des Balkans, le prince

<sup>21</sup> Далибор Денда, „Војна обавештајна служба у Краљевини СХС/Југославији (1918 – 1941)», *Војноисторијски гласник*, бр. 2, Београд, 2010, стр. 20–39.

<sup>22</sup> AY Mission du Royaume de Yougoslavie à Londres (ci-après dénommé 341), 341II/1939 ; «Pri Inspekciji zemaljske odbrane osniva se komesarijat za rude i metale» (extrait de journal).

<sup>23</sup> AY, 341 – II/1939; Mission du Royaume de Yougoslavie à Londres, strictement confidentiel n°1692 du 21 octobre 1939.

<sup>24</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 427.

<sup>25</sup> AM (inventaire 16 – matériel donné et racheté, ci-après dénommé P – 16) P – 16, K – 8, F1, n° 2, liste 136.

<sup>26</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 421.

Pavle proposa en novembre 1939 de renforcer la coopération avec les Français et sollicita l'autorisation d'envoyer une mission militaire à Paris. Pour sa part, Weygand souhaitait envoyer un officier de l'Armée de l'air à Belgrade afin de maintenir des liens secrets avec le commandement suprême yougoslave, roumain et grec sans y entraîner les Britanniques.<sup>27</sup> Lors des négociations conduites début novembre, l'attaché militaire français a indiqué que le chef de l'état-major yougoslave Simović montrait des signes de confiance accrue et que les mesures nécessaires seraient prises immédiatement pour améliorer la capacité ferroviaire de Salonique. Simović a souligné auprès du député français Brugère que les négociations commerciales qui devaient débiter le 27 novembre seraient utiles. Brugère estimait que ces négociations, qui étaient essentielles aux intérêts des alliés en Yougoslavie et au renforcement du blocus de l'Allemagne, ne pourraient aboutir que si les alliés acceptaient de fournir à la Yougoslavie le matériel de guerre dont elle avait absolument besoin. Brugère a demandé au gouvernement français de décider si l'aggravation du blocus de l'Allemagne méritait de livrer à la Yougoslavie une petite partie des réserves de matériel de guerre alliées.<sup>28</sup> Le 10 novembre, Édouard Daladier a écrit à Gamelin qu'il avait accepté de fournir à la Yougoslavie de nouvelles armes françaises.<sup>29</sup> Un protocole contenant une liste de matériel de guerre acheté en France en échange de la livraison de cuivre a été signé le 24 décembre 1939.<sup>30</sup> Le traité anglo-yougoslave a été signé le 20 décembre 1939 et les nouveaux contrats ont été signés

<sup>27</sup> J. B. Hoptner, *Jugoslavija u krizi 1934–1941*, p. 241.

<sup>28</sup> Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland (Auswärtiges Amt), Berlin, 1941, 93; Nr. 50; Der Französische Ministerpräsident und Minister des Auswärtigen Daladier an das Französische Kriegsministerium und an den Oberbefehlshaber des französischen Heeres General Gamelin, (Auscug) Betrifft: Liferung von Material an Jugoslawien, Herr de Boisanger 10. November 1939, Telegramm. 834, vom 8. November aus Belgrad.

<sup>29</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 419.

<sup>30</sup> AM (inventaire 17 matériel de l'armée du Royaume des Serbes des Croates et des Slovènes / Yougoslavie, ci-après dénommé P – 17) P – 17, K – 135, F – 4, n° 35 ; strictement confidentiel n° 9756 du 30 décembre 1939 – au ministre des affaires étrangères Aleksandar Cincar-Marković.

en janvier 1940.<sup>31</sup> Après cela, jusqu'en avril 1940, un bataillon complet de 54 chars légers *Renault R35* fut livré à la Yougoslavie, qui était à l'époque un des véhicules de combat les plus modernes de sa catégorie.<sup>32</sup>

Le 23 novembre, un attaché militaire français de Belgrade a fait état du désir du prince et de l'état-major yougoslave de resserrer ses liens avec le représentant de l'armée française, ainsi que de la demande du ministère de l'Armée et de la Marine d'autoriser l'envoi d'une mission militaire yougoslave en France. À cet égard, le général Gamelin a décidé d'envoyer un officier de l'état-major français à Belgrade pour établir des contacts plus étroits et nécessaires avec le commandement suprême « serbe ». Il était également d'avis que l'envoi d'une mission militaire yougoslave en France ne pourrait être que bénéfique et il a suggéré que le Premier ministre français, Daladier, accepte l'envoi de la mission.<sup>33</sup> Gamelin a envoyé le commandant Carolet à Belgrade, alors que Weygand était convaincu, début décembre, depuis la Syrie, que l'action des Balkans pouvait réussir. Le gouvernement britannique a finalement accepté les propositions françaises et a proposé des pourparlers militaires français avec la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce. Le ministre de l'Armée yougoslave, le général Milan Nedić, a reçu Carolet en décembre et a demandé l'établissement de liens plus étroits.<sup>34</sup> Les entretiens ont été menés entre quatre yeux et sans aucune trace écrite. Seuls les attachés militaires, le général Merson et le commandant Carolet, arrivés en France le 19 décembre, connaissaient donc leur contenu du côté français.<sup>35</sup> Selon le général

<sup>31</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 427.

<sup>32</sup> Voir plus à ce sujet: Dalibor Denda, «Tenkovske jedinice u Vojsci Kraljevine Jugoslavije (1930–1941)», *Vojnoistorijski glasnik*, Institut za strategijska istraživanja – Odeljenje za vojnu istoriju, Beograd, 1, 2009, pp. 156–157.

<sup>33</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland* (Auswärtiges Amt), Berlin, 1941, 94; Nr. 51; Der Oberbefehlshaber des französischen Heeres General Gamelin an den Französischen Ministerpräsidenten, Landesverteidigungs- und Kriegsminister Daladier, Geheim, Nr. 126 – Cab./D.N., Großes Hauptquartier, den 27. November 1939.

<sup>34</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 425.

<sup>35</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland*, Berlin, 1941, 99; Nr. 55; Der Französische Militärattache in Belgrad an den Oberbefehlshaber

Simović, les Yougoslaves ont alors coopéré pour élaborer des plans pour le commandant des troupes françaises en Syrie, le général Weygand, concernant la possible ouverture d'un front sur le Danube du côté des forces du pacte balkanique (Roumanie, Yougoslavie, Grèce et Turquie).<sup>36</sup> Plus précisément, lors d'une réunion de généraux anglais et français au commandement suprême français le 11 décembre 1939, Gamelin demanda la défense des Balkans et assura que la Yougoslavie était déjà en négociation avec la France. Les représentants anglais ont estimé que rien ne devrait être fait sans que l'Italie n'en prenne connaissance, alors que Weygand a suggéré que tout dans les Balkans soit préparé pour la défense et pour un éventuel débarquement allié.<sup>37</sup>

Après avoir obtenu l'approbation des alliés occidentaux, à la fin de 1939, le général Dušan Simović, chef d'état-major, décida d'envoyer le capitaine de frégate à la retraite et de réserve Božidar Mažuranić, en tant qu'observateur non officiel, sur le front occidental en Angleterre, en France et en Espagne.<sup>38</sup> Cependant, les relations avec les Allemands n'étant pas négligées, le général de brigade Ivan Prpić<sup>39</sup> fut également envoyé officieusement du côté allemand du front dans le même rôle, tandis qu'à la fin de 1939, le premier adjudant de Sa Majesté le Roi, le général de division Nikola Hristić, qui accompagnait le prince Pavle lors de sa visite à Berlin, a adressé ses vœux de *Nouvel An* au maréchal Göring et au major général Bodenschatz via la mission allemande.<sup>40</sup>

---

des französischen Heeres (Kabinett) für den Französischen Ministerpräsidenten, Landesverteidigungs- und Kriegsminister, Generalstab des Heeres – 2. Büro, Nr. 171/S, Geheim, Bericht, Betrifft: Mission des Majors Carolet, Belgrad, den 20. Dezember 1939.

<sup>36</sup> AM, P-16, K-8, F-1, n° 2, liste 136; Душан Симовић, *Мемоари армијског генерала*.

<sup>37</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, pp. 425–426.

<sup>38</sup> Далибор Денда, *Шлем и шајкача: војни фактор и југословенско-немачки односи (1918–1941)*, Матица српска, Нови Сад, 2019, стр. 550.

<sup>39</sup> AM, P-17, K-12, F-1, n° 2; État-major, Service du renseignement, strictement confidentiel n° 39 du 5 janvier 1940.

<sup>40</sup> Archiv des Auswärtiges Amtes, Politisches Archiv (Berlin), R – 103321; Politische Beziehungen Jugoslawiens zu Deutschland von September 1939 bis 4. Dezember 1941; Pol. IV 42; Deutsche Gesandtschaft, Pers G 9, Belgrad, den 31. Dezember 1939.

En janvier 1940, Gamelin préconisait des liens plus étroits avec les états-majors de Yougoslavie, de Roumanie et de Grèce.<sup>41</sup> Lors d'une conférence du Conseil permanent du pacte balkanique à Belgrade, les 2 et 4 février, la Grèce et la Turquie ont soulevé la question de la défense commune contre l'agression d'un pays non balkanique aux frontières extérieures des pays balkaniques. Cette extension des obligations a été acceptée principalement parce que l'on croyait qu'il n'y aurait pas d'attaque immédiate de la part de l'Allemagne, car l'extension de la guerre à la région irait essentiellement à l'encontre de ses intérêts économiques et qu'elle préserverait l'URSS d'intentions analogues. Aucun document écrit relatif à cette décision n'a été gardé, pas plus qu'à propos des obligations précises des états membres qui, par simple accord oral, ont admis la nécessité d'envisager des préparatifs conjoints de défense contre une éventuelle attaque extérieure. Pour cette raison, il a été décidé d'introduire un contact direct constant et discret entre les états-majors afin d'étudier les questions de défense présentant un intérêt pour les quatre alliés. Pour établir ces contacts, un conseil a été constitué à Athènes sous la présidence du chef de l'état-major grec, Aléxandros Papàgos, qui était composé d'attachés militaires des états membres représentant leurs états-majors.<sup>42</sup>

Début mars, le général Gamelin a expliqué sa position concernant l'ouverture d'un front en Scandinavie visant à réduire l'approvisionnement de l'Allemagne en minerai de fer provenant de Suède. Il a plaidé pour que ces opérations soient combinées à l'ouverture d'un front dans les Balkans, affaiblissant davantage le potentiel de guerre économique de l'Allemagne. Gamelin estimait, d'un point de vue militaire, qu'une action dans les Balkans serait plus bénéfique pour la France que celle en Scandinavie, car le front s'élargirait davantage, tandis que la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie renforceraient les forces alliées de 100

---

<sup>41</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p.426 ; Comparez : Elisabeth Barker, *Britanska politika na Balkanu u II svjetskom ratu*, Globus, Zagreb, 1978, pp. 32–33.

<sup>42</sup> Živko Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1986, pp. 343–344.

divisions. La Suède et la Norvège ne pouvaient déployer que 10 divisions. La force des troupes que les Allemands devraient retirer du front occidental pour s'opposer à la nouvelle action des alliés devrait être, à son avis, au moins aussi élevée. Gamelin a estimé que l'Italie était la clé du succès de l'entreprise dans les Balkans.<sup>43</sup> Entre-temps, l'état-major grec a lancé une étude d'opérations communes, qui a été soumise au général Metaxàs le 13 mars, accompagnée de points de vue sur la conduite d'opérations conjointes. Elle a également été confiée à un attaché militaire français pour être remise au général Weygand au Moyen-Orient.<sup>44</sup> À la mi-mars, une mobilisation semblable à celle de l'automne 1939 a commencé en Yougoslavie, justifiée par des raisons politiques internes et la nécessité de renforcer la cohésion d'une société déchirée par des querelles entre des parties croates et serbes qui, à la connaissance de l'attaché militaire allemand, le colonel Rudolf Toussaint, ont aidé, et financièrement, les puissances occidentales et, secrètement, l'Italie. L'armée devait atteindre un maximum de 500 000 hommes, comme ce fut le cas l'année précédente.<sup>45</sup>

A la suite du lancement de l'offensive allemande contre le Danemark et la Norvège, à la mi-avril 1940, sur proposition du prince Pavle, le général Milan Nedić discuta avec l'ambassadeur de France, Raymond Brugère, du meilleur moyen de renforcer les liens entre les états-majors yougoslave et français.<sup>46</sup> Concernant la question des aéroports militaires et de leur utilisation, qui préoccupait beaucoup le général Weygand, ils ont convenu que Nedić permettrait à un homme de confiance du général Weygand d'entrer en Yougoslavie

<sup>43</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland*, Berlin, 1941, 101; Nr. 56; Aufzeichnung des Oberbefehlshabers des französischen Heeres General Gamelin betreffend die Teilnahme französisch-britischer Streitkräfte an den Operationen in Finland (Auszug), Streng Geheim, Nr. 104/I den 10. März 1940.

<sup>44</sup> Živko Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Beograd, 1986, p. 350.

<sup>45</sup> *Aprilski rat 1941*, ZD, Beograd, 1969, I, pp. 578–579; Dokument br.181: Izveštaj nemačkog vojnog atašea u Beogradu od 13. marta 1940. godine – Generalštabu KoV o situaciji u Jugoslaviji.

<sup>46</sup> En savoir plus sur les activités du général Milan Nedić jusqu'à la guerre d'avril: Dalibor Denda, «Prilozi za biografiju generala Milana Nedića do aprilskog rata 1941. godine», Veljko Đurić – Mišina, *General Milan Nedić i domaća uprava u Srbiji 1941–1944. godine*, Muzej žrtava genocida, Beograd, 2017, pp. 11–30.

dans le plus grand secret, en tenue civile, et de visiter les installations militaires yougoslaves souhaitées.<sup>47</sup> Dans le même temps, le ministre turc des Affaires étrangères, Sükrü Caracoglu, a évoqué la possibilité de convoquer une réunion des attachés militaires des états du pacte balkanique afin de discuter de la défense commune contre l'agression étrangère. Les gouvernements grec et roumain ont soutenu la proposition mais le gouvernement yougoslave s'y est opposé car il prévoyait d'importantes livraisons de matériel de guerre en provenance d'Allemagne au cours des six prochains mois et ne voulait rien faire qui puisse menacer ces livraisons.<sup>48</sup> Par la suite, son homologue français a présenté ses plans de défense des Balkans à un attaché militaire yougoslave en Turquie, le colonel Petar Tomac. Selon ce que Tomac a entendu de l'attaché militaire français du général de division d'Arbonneau, Weygand considérerait la défense des Balkans comme un tout. Son idée principale était de rassembler le gros des forces yougoslaves et roumaines sur une solide ligne de campagne où ils devaient attendre l'arrivée des troupes alliées. Quelles que soient les pertes territoriales, les armées yougoslave et roumaine devaient rechercher la ligne de défense la plus commode à utiliser avant l'arrivée de l'armée alliée et à partir de laquelle, les forces non utilisées pourraient poursuivre leurs opérations. Weygand craignait particulièrement que les armées yougoslave et roumaine ne fassent pas l'objet d'une bataille à la frontière, où elles seraient exposées à des forces ennemies supérieures sur un terrain moins favorable. Il pensait qu'il n'était pas nécessaire de tout défendre, les Polonais s'étant trompés. Selon le plan que d'Arbonneau (Charles-Henri-Paul d'Arbonneau) aurait montré à Tomac sur la carte des Balkans à l'échelle 1/1 000 000, la ligne de défense yougoslave-roumaine irait d'ouest en est de Šibenik (en concluant avec ça) rive gauche de la Krka – Jadovnik – Lisina – Borja (montagne) – Majevisa (montagne) – Brčko – Fruška

<sup>47</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland*, Berlin, 1941, 104; Nr. 58; Der französische Gesandte in Belgrad an das Französische Außenministerium, Telegramm, Geheim, Nr. 364 – 366, Belgrad, den 16. April 1940.; J. Б. Хоптнер, *Југославија у кризи 1934–1941*, Minhen, 1964, p. 241.

<sup>48</sup> Ž. Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Beograd, 1986, p. 354.

gora (va sur toute sa longueur) du canal de Bega à la rivière Mureş frontière nord des Alpes de Transylvanie Galaţi Danube à l'embouchure. Du côté yougoslave, de Majeвица au sud, une variante était prévue, qui allait dans la direction principale de Travnik à Split au cas où l'aile gauche du front yougoslave serait relâchée. Derrière la ligne de défense principale, soutenue par Fruška gora et le canal de Bega, une seconde ligne de défense (d'ouest en est) était prévue : la rive gauche de la Neretva – Sarajevo – Belgrade la rive droite du Danube les Alpes de Transylvanie – Danube à l'embouchure. D'Arbonneau a également indiqué que l'attaché militaire français à Belgrade avait l'impression que les milieux militaires yougoslaves souhaitaient organiser la défense à la frontière. D'Arbonneau n'a pas commenté l'action des troupes alliées et turques. Tomac a eu l'impression que l'armée française devait débarquer à Salonique et à partir de là agir sur la situation. En l'absence de complications avec l'Italie et la Bulgarie, l'armée aurait dû déménager à Belgrade pour assurer la liaison avec les armées yougoslave et roumaine. Tomac a appris plus tard par le chef de l'état-major de d'Arbonneau que l'armée française devait débarquer à Salonique et les Anglais à Gallipoli pour une action en Thrace. Quant à la Turquie et à sa coopération dans le cas de la guerre dans le nord des Balkans, la même source lui a dit qu'une convention stipulait que la Turquie entrerait automatiquement en guerre dans le cas où les armées attaquant casseraient les frontières de la Bulgarie et de la Grèce, mais qu'il croyait que la Turquie déciderait d'entrer plus tôt dans la guerre. En ce qui concerne la Bulgarie, de l'avis de ce Français, elle aurait pour ultime objectif de rater les troupes alliées turques. Si elle s'opposait aux armes, il estimait que l'armée turque, assistée par des alliés (anglais), la vaincrait rapidement si des pressions étaient également exercées sur la vallée de la Strymon. On pourrait en conclure que l'assistance des alliés et des Turcs à la Yougoslavie et à la Roumanie envahies s'exprimerait dans deux directions : l'armée anglo-turque devait pénétrer en Bulgarie, bon gré mal gré, et soutenir l'armée roumaine le long de la ligne qui allait de l'embouchure du Danube aux Alpes de Transylvanie, et la France se dirigerait vers Belgrade pour garantir un lien entre les armées

yougoslave et roumaine, renforçant ainsi les deux principaux piliers du front des Balkans (Yougoslavie et Roumanie).

À propos de la remarque de Tomac selon laquelle l'entrée de l'Italie dans la guerre pourrait gâcher toutes ces combinaisons, en particulier compte tenu de la position du Dodécanèse par rapport à la communication Beyrouth-Thessalonique, il a dit sous une forme détournée qu'il pensait que le Dodécanèse devrait être occupé le plus tôt possible et que les troupes venues de Syrie et d'autres régions du Moyen-Orient seraient transportées par chemin de fer à travers la Turquie. À cet égard, il a souligné qu'il serait préférable que les alliés soient déjà à Salonique, mais il a ajouté que les États balkaniques eux-mêmes s'y opposaient. À la remarque de Tomac selon laquelle le déploiement d'alliés à Salonique provoquerait sûrement une réaction allemande et une guerre dans les Balkans à un moment où l'armée allemande n'était pas encore sérieusement engagée et où les États balkaniques, à partir de la Turquie, n'étaient pas encore prêts pour la guerre, il a répondu qu'il serait préférable d'attendre l'automne. Tomac a indiqué que la date limite de cet automne coïncidait avec l'opinion du ministre des Affaires étrangères turc, qui avait depuis peu déclaré au député Šumenković qu'il ne croyait pas que les alliés feraient quoi que ce soit qui pourrait déclencher une guerre dans les Balkans.<sup>49</sup>

Pourtant, avec le retrait de l'Angleterre de Norvège et l'effondrement de la France, tous les projets français d'atterrissage à Salonique sont tombés à l'eau.<sup>50</sup> Après l'attaque allemande contre la Belgique et la France, Mussolini a réactivé les préparatifs de l'attaque contre la Yougoslavie.<sup>51</sup> En réaction, au printemps 1940, la Yougoslavie maintenait 650 000 personnes sous les armes.<sup>52</sup> À la mi-avril, le commandement suprême de la Wehrmacht avait appris que le prince éprouvait de la sympathie pour l'Allemagne,

<sup>49</sup> AY, 370 – 21 – 638 – 640; *Погледи генерала Вегана на одбрану Балкана са севера*; Attaché militaire du Royaume de Yougoslavie en Turquie – Chef d'état-major (Premier service du renseignement), strictement confidentiel n° 93, Ankara, du 20 avril 1940.

<sup>50</sup> B. Hoptner, *Jugoslavija u krizi 1934–1941*, Minhen, 1964, p. 241.

<sup>51</sup> Ž. Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Beograd, 1986, p. 355.

<sup>52</sup> *Militärwochenblatt*, № 50, Berlin, den 14. Juni 1940, S. 2258.

mais qu'il se méfiait de l'Italie et de l'URSS.<sup>53</sup> Sa déclaration du 7 mai dit explicitement que le peuple de Yougoslavie a de la sympathie pour l'Allemagne à cause de ses succès militaires et qu'il ne veut pas faire la guerre. Les Yougoslaves avaient peur de l'Italie et ils étaient prudents envers la Hongrie. L'ambiance était contre l'Angleterre.<sup>54</sup> À ce moment-là, dans les cercles militaires français à Ankara, il a été question d'un mémoire envoyé par le général Weygand au gouvernement français, exigeant que la question de la coopération militaire avec les états-majors du pacte balkanique soit clarifiée dès que possible et afin de savoir sur quoi il pouvait compter en cas d'enchevêtrement et quelle serait la principale ligne de défense sur laquelle son action serait concentrée. La deuxième question concernait l'obtention de l'approbation du gouvernement grec sur la base de laquelle les matériels de guerre seraient transférés et stockés à Salonique.<sup>55</sup> À cet égard, l'ambassadeur allemand à Ankara von Papen a rendu visite au député yougoslave Šumenković le 8 mai, l'informant de la nécessité pour la Turquie et les pays des Balkans de rester neutres s'il y avait une guerre entre l'Italie d'un côté et la France et l'Angleterre de l'autre. Il a également déclaré que ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Russie n'avaient d'intention hostile envers les Balkans.<sup>56</sup> Le 9 mai, le commandement suprême de la Wehrmacht a été informé de l'énorme sentiment anti-allemand en Yougoslavie. Le consul allemand Franz Neuhausen a indiqué que l'attaché militaire, le colonel Toussaint, brûlait des documents confidentiels dans une mission à Belgrade, que la mobilisation de l'armée yougoslave battait son plein et que des rumeurs circulaient concernant le déploiement d'unités de chars français et anglais. Les tracts ont été distribués. Selon l'Albanie, trois corps

<sup>53</sup> Франц Гальдер, *Военный дневник. Ежедневные записи начальника Генерального штаба Сухопутных войск 1939-1942 гг.*, Том I. От начала войны с Польшей до конца наступления на Западном фронте (14.8.1939 г.–30.6.1940 г.), Военное издательство Министерства обороны СССР, Москва, 1968, p. 355.

<sup>54</sup> Ф. Гальдер, *Военный дневник*, Том I, Москва, 1968, p. 379.

<sup>55</sup> AY, 370 – 21 – 658 – 659; Šumenković à Cincar-Marković, personnellement, strictement confidentiel n° 777, Ankara, du 8 mai 1940.

<sup>56</sup> AY, 370 – 21 – 658 – 659; Šumenković à Cincar-Marković, personnellement, strictement confidentiel n° 778, Ankara, du 8 mai 1940.

(seulement des divisions) ont été déployés. Il a été déterminé que l'armée yougoslave était passée à une formation de guerre mais que les divisions de réserve n'étaient probablement pas encore entièrement composées.<sup>57</sup>

Entre-temps, les Yougoslaves ont à plusieurs reprises mis en doute le point de vue de leurs alliés sur un éventuel soutien en cas d'attaque italienne. Ainsi, le 17 mai, le comte d'Halifax informa la princesse Olga à Londres de l'information selon laquelle la Grande-Bretagne était impuissante à assister la Yougoslavie en cas d'attaque italienne.<sup>58</sup> Le même jour, le gouvernement yougoslave a interrogé les gouvernements turc et grec sur leur position dans le cas où l'Italie et l'Allemagne attaqueraient la Yougoslavie. La même question a été soulevée à Bucarest. Les Turcs, les Grecs et les Roumains ont exprimé leur volonté de s'entendre sur une assistance mutuelle sur une base réciproque. La Turquie a ajouté qu'elle agirait toujours conformément aux vues exprimées par les gouvernements britannique et français dans cette affaire. Après avoir reçu des informations selon lesquelles les Britanniques n'entreraient pas en guerre contre l'Italie, Šumenković avait annoncé le lendemain qu'il se désistait.<sup>59</sup> Le 18 mai, de Berlin, un député grec a informé que, dès le début du mois, les cercles allemands étaient convaincus que les Anglais essaieraient de déplacer la guerre dans les Balkans au cours de la seconde moitié du mois. Les facteurs de guerre allemands ont donc été résolus pour empêcher l'Angleterre de le faire en entrant dans les États des Balkans. Les succès de l'offensive allemande à l'ouest éliminent momentanément tout danger venant des Balkans, puisqu'il n'y avait plus aucun risque d'atterrissage anglais et donc de contre-mesures allemandes. Le seul danger réel serait de vaincre les Balkans si l'Italie intervenait en Méditerranée. Dans ce cas, si la Grèce ou un autre pays des Balkans adoptait une position hostile ou seulement suspecte,

<sup>57</sup> Ф. Гальдер, *Военный дневник*, I том, Moskva, 1968, p. 381.

<sup>58</sup> PRO, FO 371/25031, R 6165/191/92 ; Note officielle du secrétaire d'État du comte d'Halifax sur sa conversation avec la princesse Olga ; *Britanci o Kraljevini Jugoslaviji*, III (1939–1941), p. 446.

<sup>59</sup> Ž. Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Beograd, 1986, p. 35.

alors il serait occupé et détruit à la vitesse de la lumière. Selon le rapport, si les États balkaniques étaient en mesure de garder une attitude juste et neutre, on pouvait penser qu'ils seraient épargnés par la guerre.<sup>60</sup> Immédiatement après avoir reçu ces informations, l'attaché militaire allemand, le colonel Toussaint, a été convoqué le 20 mai, la veille de l'offensive sur la Manche par les troupes allemandes, pour être interrogé par l'état-major yougoslave. A cette occasion, les autorités yougoslaves ont accepté d'influencer leur presse dans l'intérêt de l'Allemagne. Il a ensuite appris qu'un attaché militaire français avait déclaré que les troupes françaises ne pouvaient résister moralement à la vitesse des frappes allemandes et surtout des frappes aériennes, et qu'il y avait deux groupes d'armées de 20 divisions françaises et plusieurs divisions anglaises sur le territoire à l'ouest de la ligne de front allemande Anvers-Saint-Quentin, et que les changements dans le commandement suprême français étaient le signe d'une grande faiblesse. Les Yougoslaves ont demandé à Toussaint d'aider à calmer les cercles militaires et politiques ainsi que le public en Yougoslavie, qui craignait une éventuelle attaque italienne.<sup>61</sup>

Ainsi, l'échec des alliés occidentaux a également scellé le destin de l'ouverture du front des Balkans contre l'Allemagne, tandis que la Yougoslavie et d'autres pays balkaniques favorables aux alliés, confrontés à une nouvelle réalité, ont été contraints de trouver un modus vivendi avec l'Allemagne qui est devenue, après l'effondrement de la France, la maîtresse complète du continent européen.

---

<sup>60</sup> AY, 370 – 21 – 675 ; Télégramme crypté, strictement confidentiel n° 1585, Belgrade, le 19 mai à 21h – Ankara le 20 mai à 08h. Cincar-Marković écrit à l'ambassade d'Ankara.

<sup>61</sup> Bundesarchiv, Militärarchiv (Freiburg im Breisgau), RW, 4/313; Deutsche Gesandtschaft, Telegramm, Nr.400 vom 20.05, Belgrad, den 20.Mai1940.

## Bibliographie

Avramovski, Živko, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1986.

Barker, Elisabeth, *Britanska politika na Balkanu u II svjetskom ratu*, Globus, Zagreb, 1978.

Denda, Dalibor, “Tenkovske jedinice u Vojsci Kraljevine Jugoslavije (1930 – 1941)”, *Vojnoistorijski glasnik*, Institut za strategijska istraživanja – Odeljenje za vojnu istoriju, Beograd, 1, 2009, pp. 147–171.

Denda, Dalibor, *Jugoslovenska vojska i Treći Rajh 1933–1941* (doktorska disertacija u rukopisu), Filozofski fakultet, Beograd, 2016.

Denda Dalibor, “Prilozi za biografiju generala Milana Nedića do aprilskog rata 1941. godine”, Veljko Đurić Mišina, *General Milan Nedić i domaća uprava u Srbiji 1941-1944. godine*, Muzej žrtava genocida, Beograd, 2017, pp. 11–30.

Денда, Далибор, *Шлем и шајкача: војни фактор и југословенско-немачки односи (1918–1941)*, Матица српска, Нови Сад, 2019.

Денда, Далибор, „Војна обавештајна служба у Краљевини СХС/Југославији (1918–1941)», *Војноисторијски гласник*, бр. 2, Београд, 2010, стр. 20–39.

Hoptner, Jakob B., *Jugoslavija u krizi 1934–1941*, Nova iskra, Minhen, 1964.

Krizman, Bogdan, *Vanjska politika jugoslavenske države 1918–1941*, Školska knjiga, Zagreb, 1975.

Vinaver, Vuk, “Da li je jugoslovensko-francuski pakt iz 1927. godine bio vojni savez”, *Vojnoistorijski glasnik*, I, Beograd, 1970, pp. 145–183

Vinaver, Vuk, “Početak nemačke orijentacije stare Jugoslavije”, *Istorijski zapisi*, Istorijiski institut Crne Gore, Titograd, 3–4, 1977, pp. 795 – 800.

Vinaver, Vuk, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata* (Da li je Jugoslavija bila francuski satelit?), Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1985.

## Summary

### **KINGDOM OF YUGOSLAVIA AND FRENCH PLANS ON CREATION OF BALKAN FRONT 1939–1940**

After First world war ended France become main continental power in Europe. Together with Great Britain it guaranteed European security system based on the results of the Paris peace conference (1919 – 1920). As a state of so called “Versailles system” Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes (from 1929 on Kingdom of Yugoslavia) saw France as its main support in foreign policy matters, although there was no formal alliance agreement between two countries. The main reason for that were Yugoslav tensions with neighboring Italy, which was main French ally against Germany at the time. However, being part of “Little Entente” treaty together with Czechoslovakia and Romania, which established closer relations to France, the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes became part of the French security system in Central Europe. That was the reason why France supported occasionally strengthening of Yugoslav military power. France approved 300.000.000 Francs military loan in 1923 and mutual Friendship treaty was signed in 1927. This treaty comprised also a secret military convention on intelligence exchange in case of war. Soon after, the reform of Yugoslav military forces was supported by the French instructors. Although the strength of the political relations declined after 1936, the Friendship pact and military convention stayed in power formally until 1942. When the WWII broke up Yugoslavia announced its neutrality, but exchange of military intelligence with the French Supreme Command started immediately. In 1939 and during the spring 1940 High Yugoslav Military authorities were also involved in negotiations with the allies regarding the ideas of French commanding general in Syria Maxime Weygand of the establishment of the Balkan front against the Axis. Chief of Yugoslav General Staff general Dušan Simović used the negotiations held in November

1939 in Belgrade, to secure shipments of military equipment for the Yugoslav army. In December 1939 French Major Carolet was sent to Belgrade as a liaison officer. At the same time Yugoslavs send retired navy officer Božidar Mažuranić to France. Weygand also negotiated with other Balkan pact member countries. During the negotiations with the Yugoslav War minister general Milan Nedić in April 1940 the questions of use of Yugoslav airports by the allies were discussed in Belgrade. At the same time French representatives negotiated with the Greeks, Romanians and Turks possible joint actions too. After German aggression against Denmark and Norway, the French plans on defense of Balkans were presented to Yugoslav military attaché to Ankara. Meanwhile, thanks to German successes in the northern front the idea of reestablishment of Salonika front has been temporary abounded. At the beginning of May there was a great fear in Yugoslavia from possibility of Italian aggression. Yugoslav allies from the Balkan pact were not ready to support Yugoslavia in case of Italian and German aggression. The same was the position of the Western allies. After success of German offensive at Western Front in May 1940, the idea of ecreation of Balkan front was finally abounded. Yugoslavia and all the other pro allied oriented Balkan countries had to find less painful *Modus Vivendi* with the Axis Powers.

**Key words:** Yugoslavia, France, Second World War, Balkan front, Maxime Weygand.

---

**САЖЕТАК**

**КРАЉЕВИНА ЈУГОСЛАВИЈА И ФРАНЦУСКИ  
ПЛАНОВИ О ОТВАРАЊУ БАЛКАНСКОГ  
ФРОНТА 1939/1940. ГОДИНЕ**

Након завршетка Првог светског рата Француска је постала главна континентална сила у Европи. Заједно са Великом Британијом гарантовала је европски систем безбедности на основу резултата Париске мировне конференције (1919 – 1920). Као држава тзв. „версајског система“, Краљевина СХС (од 1929. године Краљевина Југославија) видела је Француску као свој главни ослонац у спољнополитичким питањима, иако није било формалног споразума о савезу између две земље. Главни разлог за то биле су југословенске тензије са суседном Италијом, која је у то време била главни француски савезник против Немачке. Међутим, као део споразума „Мале Антанте“ заједно са Чехословачком и Румунијом, који је успоставио ближе односе са Француском, Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца је постала део француског система безбедности у средњој Европи. То је био разлог зашто је Француска подржавала повремено јачање југословенске војне моћи. Француска је 1923. одобрила војни зајам од 300.000.000 франака, а 1927. потписан је споразум о међусобном пријатељству. Овај уговор је садржао и тајну војну конвенцију о размени обавештајних података у случају рата. Убрзо потом, реформу југословенских војних снага подржали су француски инструктори. Иако је снага политичких односа после 1936. године опала, пакт о пријатељству и војна конвенција су формално остали на снази до 1942. године. Када је Други светски рат избио, Југославија је објавила неутралност, али је одмах почела размена војних обавештајних података са француском Врховном командом. Током 1939. и током пролећа 1940. Високе југословенске војне

власти су, такође, биле укључене у преговоре са савезницима у вези са идејама француског команданта у Сирији Максима Вејганда о успостављању Балканског фронта против Осовине. Начелник југословенског Генералштаба генерал Душан Симиновић искористио је преговоре вођене новембра 1939. у Београду да обезбеди пошиљке војне опреме за Југословенску војску. У децембру 1939. француски мајор Кароле је послат у Београд као официр за везу. У исто време, Југословени шаљу у Француску пензионисаног морнаричког официра Божицара Мажуранића. Вејганд је, такође, преговарао са другим земљама чланицама Балканског пакта. Током преговора са југословенским војним министром генералом Миланом Недићем у априлу 1940. године у Београду се расправљало о питањима коришћења југословенских аеродрома од стране савезника. Истовремено, француски представници су преговарали са Грцима, Румунима и Турцима о могућим заједничким акцијама. Након немачке агресије на Данску и Норвешку, француски планови о одбрани Балкана представљени су југословенском војном аташеу у Анкари. У међувремену, захваљујући немачким успесима на Северном фронту, идеја о поновном успостављању Солунског фронта је привремено напуштена. Почетком маја у Југославији је владао велики страх од могућности италијанске агресије. Југословенски савезници из Балканског пакта нису били спремни да подрже Југославију у случају италијанске и немачке агресије. Исти је био став западних савезника. После успеха немачке офанзиве на Западном фронту у мају 1940. године, идеја о стварању Балканског фронта коначно почела да се развија. Југославија и све друге савезнички оријентисане балканске земље морале су да пронађу мање болан *modus vivendi* са силама Осовине.

**Кључне речи:** Југославија, Француска, Други светски рат, Балкански фронт, Максим Веган.

---



**Dr. Ratomir Milikić**

*Collaborateur scientifique supérieur  
Institut d'histoire contemporaine de Belgrade, Serbie*

---

## **COLLABORATION DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE EN EXIL AVEC LA FRANCE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE\***

### **Résumé**

---

*A travers cet article, l'auteur souhaite éclaircir les relations entre, d'un côté, le gouvernement du Royaume de Yougoslavie qui, après la guerre d'avril 1941, s'est retrouvé en exil et de l'autre côté la France, autant celle du général de Gaulle que celle gouvernée par Vichy. Les relations ont été variées, souvent non institutionnelles, et se sont établies par divers canaux diplomatiques et paradiplomatiques. En raison des liens avec les deux gouvernements français, les relations avec la France libre du général de Gaulle ont été quelque peu dissimulées au public. L'article étudie également la communication des autorités yougoslaves avec de Gaulle, qui s'était particulièrement intensifiée dans la seconde moitié de la guerre.*

**Mots clés:** *Le Royaume de Yougoslavie, la Troisième République française, la Seconde Guerre mondiale, de Gaulle, le gouvernement de Vichy.*

---

\* Cet article est le fruit du projet de l'Institut d'histoire contemporaine intitulé *Société serbe dans l'Etat yougoslave du 20<sup>e</sup> siècle : Entre la démocratie et la dictature* (No 177016) approuvé et financé par le ministère de l'Education, de la Science et du Développement technologique.

Il y a plusieurs manières d'analyser les relations bilatérales. Outre les visites réciproques à différents niveaux, ainsi que l'image médiatique créée dans les deux pays, le décernement de distinctions aux citoyens des deux pays est une méthode plus que valable pour évaluer avec précision le degré et le niveau des relations existantes.

Les relations franco-yougoslaves ont incontestablement atteint leur apogée avant l'assassinat du roi Alexandre Karađorđević à Marseille le 9 octobre 1934.<sup>1</sup> Elles ont ensuite été maintenues au plus haut niveau pendant un certain temps par inertie, mais ont ensuite inévitablement perdu en intensité, en particulier à la veille de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'ont commencé à se défaire les alliances politiques et militaires promues par la France, et dans lesquelles le Royaume de Yougoslavie était l'un des principaux piliers.

Le sacrifice tout d'abord du territoire et ensuite de l'indépendance de la Tchécoslovaquie imposé par les accords de Munich de septembre 1938 et de septembre 1939, et l'invasion allemande de la Pologne ont provoqué des troubles tectoniques sur la scène internationale, dont il a fallu longtemps pour se remettre. Au cours de cette période, la politique étrangère du Royaume de Yougoslavie a oscillé entre amis et alliés traditionnels incarnés par la France, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, la Grande-Bretagne et la Grèce et alliés imposés tels le Troisième Reich allemand et l'Italie.

Le début de la guerre en Pologne a légèrement pris au dépourvu la diplomatie du Royaume de Yougoslavie. En quête de neutralité jusqu'à la fin de la première phase des guerres sur le front occidental et jusqu'à la chute de la France en mai 1940, le Royaume de Yougoslavie maintint des relations actives avec les deux parties belligérantes. Au cours de cette période, les contacts diplomatiques ont été très intenses avec les autorités françaises, mais également avec tous les anciens alliés dont les dirigeants et l'élite s'étaient retrouvés en exil en France, tels que les dirigeants et l'élite polonais. Les archives diplomatiques conservées, malheureusement peu nombreuses, en témoignent, de même que les données

---

<sup>1</sup> Pour la question des relations bilatérales pendant la période en question, consulter: Stanislav Sretenović, *Francuska i Kraljevina Srba Hrvata i Slovenaca*, ISI, Belgrade, 2008.

sur les distinctions décernées. Bien que les conflits militaires aient commencé, les décernements de distinctions ont continué et la dernière décoration yougoslave a été attribuée à un citoyen polonais sur le front français au début de l'année 1940 et à des ressortissants français de la Troisième République en février 1940.<sup>2</sup>

Lorsque la chance tourna et que la plus grande partie de l'armée française s'effondra, le réseau diplomatique du Royaume de Yougoslavie sur l'ancien territoire français resta presque inchangé. Une mission diplomatique avec un nombre réduit d'agents diplomatiques remplaça la légation à Paris. Une mission à Vichy fut ouverte auprès du gouvernement du maréchal Pétain (1940-1941). Certains consulats sur le territoire français continuèrent de fonctionner. Le consulat général de Marseille, officiellement fermé après l'invasion du royaume de Yougoslavie par les Allemands, devint particulièrement important au début de la guerre et continua de fonctionner jusqu'à la fin de l'année 1942, sous la forme d'un bureau consulaire, c'est-à-dire du comité yougoslave, où le gouvernement de Vichy maintenait l'immunité consulaire du consul de Yougoslavie.<sup>3</sup> Cette pratique a également été appliquée dans le cas du consulat de Grèce à Marseille.<sup>4</sup>

Pendant presque onze mois, de mai 1940 jusqu'à l'attaque du 6 avril 1941 contre le Royaume de Yougoslavie, la Yougoslavie a maintenu ses relations avec Vichy et a même décoré les citoyens français sous ledit gouvernement.<sup>5</sup> Ainsi, nous savons que la dernière décoration attribuée à un citoyen français, et en même temps la dernière distinction décernée par un décret du gouvernement Cvetković, fut destinée au consul de France (gouvernement

<sup>2</sup> Ratomir Milikić, „Les ressortissants polonais qui ont reçu des décorations yougoslaves entre les deux guerres mondiales“ dans *Југославија и Пољска: односи у XX веку*, sous la direction de Momčilo Pavlović, Andrzej Zaćmiński et Nebojša Stambolija, Institut d'histoire contemporaine de Belgrade, Institut d'histoire et des relations internationales de Bydgoszcz, Belgrade, 2019, p. 94.

<sup>3</sup> Archives de Yougoslavie (AY), Gouvernement du Royaume de Yougoslavie en exil (103), F56, Essai, « Заштита наших интереса у Француској » date inconnue (1942).

<sup>4</sup> AY, 103, F 56, Rapport du Consulat du 24 juillet 1942.

<sup>5</sup> Ratomir Milikić, „Les ressortissants polonais qui ont reçu des décorations yougoslaves entre les deux guerres mondiales“, *op.cit.*, p. 95.

de Vichy) à Ljubljana (par le même décret du 24 mars 1941 étaient également décorés les consuls allemand et italien).<sup>6</sup>

Le mécontentement national dû à l'adhésion au Pacte tripartite a conduit au coup d'État du 27 mars 1941.<sup>7</sup> Bien qu'il n'y ait pas eu de discontinuité avec le gouvernement précédent en matière de politique étrangère, le nouveau gouvernement a néanmoins tenté de défendre le pays et de trouver d'autres alliés parmi ceux qui restaient, notamment le Royaume-Uni et l'Union soviétique. À la suite de l'effondrement de l'armée dû à une soudaine attaque contre le Royaume de Yougoslavie, le gouvernement, le roi et une petite partie de l'armée parviennent à s'exiler en traversant la Grèce.<sup>8</sup> Ils se réfugient d'abord à Jérusalem et en Égypte (britannique), puis le gouvernement du Royaume de Yougoslavie s'installe à Londres.

Entre-temps, tous les alliés de l'Allemagne rompent leurs relations diplomatiques avec le Royaume de Yougoslavie. Parmi eux le gouvernement de Vichy qui a ordonné en mai l'évacuation de la mission du pays. Peu de temps après, le 28 août, alors que le gouvernement yougoslave voyageait entre l'Afrique du Nord et Londres, Maurice Dejean, commissaire aux Affaires étrangères de la France libre, a adressé deux lettres au gouvernement yougoslave en exil, lui exprimant ses regrets pour la décision du gouvernement de Vichy et soulignant que le général de Gaulle était le seul représentant légitime des Français.<sup>9</sup> Les documents d'archives conservés montrent que la correspondance diplomatique s'est bien déroulée entre le gouvernement yougoslave et les représentants de la France libre. Les autres gouvernements qui se sont retrouvés en exil à Londres n'avaient pas ce dilemme, comme on peut le voir sur leurs listes diplomatiques où les représentants diplomatiques de la France libre étaient dûment accrédités.<sup>10</sup>

---

<sup>6</sup> AY, Ministère des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie (334), F726, Décret sur la décoration de trois consuls à Ljubljana du 24 mars 1941.

<sup>7</sup> Pour plus de précisions sur le 27 mars consulter : Branko Petranović, Nikola Žutić: *27. MART 1941. – TEMATSKA ZBIRKA DOKUMENATA*, Belgrade, 1990.

<sup>8</sup> Ratimir Milikić, „Povlačenje jugoslovenskog diplomatskog osoblja iz kraljevine Rumunije 1941. godine“, *Istorija XX veka* 1/2022, str. 73–88.

<sup>9</sup> AY, 103, F56, Lettre de Maurice Dejean à Momčilo Ninčić.

<sup>10</sup> AY, 103, F81, Liste diplomatique de la Tchécoslovaquie de janvier 1941.

Le problème lorsqu'on étudie les relations diplomatiques entre le Royaume de Yougoslavie et la France libre est qu'on ne sait pas, sur la base des archives disponibles de provenance nationale, à quelle date ces relations ont été officialisées, car elles existaient même avant avril 1941<sup>11</sup> par l'intermédiaire de la Légation de Londres. On peut apprendre, de mémoire de contemporains, que le 7 juin 1941, le premier diplomate français fidèle à de Gaulle a pris contact avec le gouvernement yougoslave à Jérusalem. Par hasard, le général de Gaulle lui-même a brièvement séjourné dans le même hôtel de Jérusalem qu'une partie du gouvernement yougoslave, sans qu'aucun contact officiel n'ait cependant été établi.<sup>12</sup>

Il est intéressant de noter que la liste des agents diplomatiques accrédités auprès du gouvernement serbe à Londres datant de novembre 1941 n'incluait pas de représentants français, ni de partisans de de Gaulle, ni du gouvernement de Vichy. La première liste dressée pour l'information du roi Pierre II répertorie les représentants diplomatiques de la plupart des pays alliés et d'une partie des pays neutres, avec en dessous de cette liste, le nom de de Gaulle inscrit à la main, et son nom un espace non rempli prévu pour la liste diplomatique.<sup>13</sup> La seule interprétation serait que les relations avec de Gaulle, bien qu'établies, étaient tenues secrètes, pour que le consulat général à Marseille reste ouvert, sous la juridiction du gouvernement de Vichy.

Le sort des diplomates yougoslaves en poste en France a été très différent selon qu'ils se trouvaient dans la partie du territoire contrôlé par Vichy ou dans la zone d'occupation allemande. Les agents diplomatiques et consulaires yougoslaves qui se sont retrouvés hors du territoire placé sous le contrôle direct du gouvernement de Vichy ont été emprisonnés au lac de Constance, rejoignant le groupe où se trouvait Ivo Andrić, ancien ministre de la légation à Berlin, et où étaient amenés tous les représentants diplomatiques

<sup>11</sup> Depuis son exil au Royaume-Uni en juin 1940, de Gaulle s'est imposé comme le leader des Français non occupés, de la France libre. Le Gouvernement de la France libre a été créé le 24 septembre 1941 et, à ce titre, a été reconnu par les autres pays alliés comme représentant légitime de la France.

<sup>12</sup> Kosta St. Pavlović, *Ratni dnevnik 1941-1945*, Otkrovenje, Službeni glasnik, Belgrade, 2011, p. 21.

<sup>13</sup> AY,103, F 81, Liste des membres du Corps diplomatique, novembre 1941.

qui, après le 6 avril, s'étaient trouvés sous contrôle direct de l'Allemagne. Selon l'interprétation allemande, les normes internationales sur les relations diplomatiques ne s'appliquaient pas aux yougoslaves, car la Yougoslavie avait cessé d'exister en tant que pays et il n'y avait pas d'obligation de les transférer dans un pays tiers neutre. Ils ont été ramenés à Belgrade dans des wagons scellés, où une partie du groupe a été immédiatement arrêtée, torturée et déportée dans des camps de concentration.<sup>14</sup>

Contrairement à l'Allemagne, les autres pays du Pacte tripartite organisaient malgré tout un retrait sécurisé des diplomates yougoslaves dans un pays tiers, ce qui fut le cas avec l'Italie, le plus proche allié de l'Allemagne. La légation à Vichy s'est retirée au Portugal et de là au Royaume-Uni. Le gouvernement de Vichy a fait une autre manoeuvre diplomatique intéressante: bien qu'il ait rompu ses relations diplomatiques officielles et fermé la mission diplomatique yougoslave à Vichy le 22 août 1941, il a continué à tolérer le consul général yougoslave à Marseille (privé de ce statut pendant la guerre), qui aida sans réserve les ressortissants serbes restés sur le territoire du sud de la France, et joua un rôle particulier dans l'évasion des prisonniers de guerre qui fuyaient les camps pour aller vers l'Espagne et la Suisse, car leur itinéraire principal passait directement par lui et par Marseille.<sup>15</sup> Le consul Gerasimović rendait également compte régulièrement de la situation en France.<sup>16</sup> Sa position, son statut, ainsi que la protection des ressortissants serbes dans la zone contrôlée par Vichy sont intéressants du point de vue juridique. En

<sup>14</sup> AY,103, F186, Rapport de Vojislav Božić sur le retrait de Paris, le 15 mars 1943.

<sup>15</sup> Après le retrait de France de toutes les missions diplomatiques et consulaires yougoslaves en 1941, à l'exception de celle de Marseille, cinq agents avec statut consulaire et trois gardiens des missions diplomatiques évacuées sont restés sur l'ancien territoire français. AY, 103,206, Liste des envois de fonds pour Marseille, le 16 Mars 1942.

<sup>16</sup> Les rapports sur la situation interne en France et dans les zones occupées sont très détaillés et proviennent souvent de sources proches de Laval. Le consul Gerasimović a également régulièrement rendu compte de la persécution des Juifs sur l'ancien territoire français. En outre, les rapports portaient souvent sur les positions des troupes allemandes ou sur les régions françaises annexées, telles que l'Alsace. AY, 103, F180, Rapport du consulat général du 18 juin 1942.

fait, il est devenu une sorte de conseiller du gouvernement de Vichy pour la protection des ressortissants serbes.<sup>17</sup>

Les documents d'archives conservés nous donnent une idée de l'importance du travail du consulat général à Marseille. Jusqu'à la fin de l'année 1942<sup>18</sup>, il versa des allocations aux étudiants du sud de la France, aux fugitifs de l'armée et au prince Mihailo Petrović-Njegoš.<sup>19</sup> Les documents mentionnés indiquent le montant des fonds mis à la disposition du consulat général qui servirent à aider des centaines de ressortissants yougoslaves au sud de la France. D'autre part, dans des rapports insuffisamment détaillés sur l'évacuation du consulat en décembre 1942, il est indiqué que les troupes allemandes auraient occupé le bâtiment de l'ancien consulat général à Marseille avec l'aide des représentants de l'Etat indépendant de Croatie et s'y seraient installées.<sup>20</sup>

Peu de temps après son arrivée à Londres, le ministre des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie, dans sa lettre du 12 novembre 1941, reconnaît explicitement la France libre comme l'exclusif représentant de la France. Ainsi sont également établies les relations diplomatiques entre les deux gouvernements à Londres. Les relations avec la France libre et de Gaulle étaient quelque peu cachées au public et étaient certainement beaucoup plus voilées que certains contacts avec d'autres gouvernements en exil. Les raisons de cette situation devraient probablement être recherchées dans la poursuite des relations tacites avec le gouvernement de Vichy, qui

---

<sup>17</sup> AY,103, F56, Rapport conf. No 1568/42.

<sup>18</sup> En raison de la menace allemande croissante à la suite de la suppression de la zone de démarcation entre la France occupée et celle contrôlée par Vichy, le consul général Gerasimović dut quitter Marseille avec les derniers agents du consulat le 14 décembre 1942. Selon la soixantaine de rapports existants, le soutien financier aux Serbes des environs de Marseille s'est poursuivi. AY, 103, F206, lettre du ministre de la légation à Berne, Jurišić-Šturm adressée à Londres le 12 avril 1943.

<sup>19</sup> Pour plus de précisions consulter les documents financiers du Consulat général de Marseille, AY,103, F206.

<sup>20</sup> Le problème pour déterminer toutes les circonstances qui ont conduit à l'évacuation du consulat général provient de l'impossibilité d'évacuer les archives dans des circonstances données, de sorte qu'il ne reste que des sources indirectes et des déclarations fragmentées. AY, 103, F206 Décision du Comité des finances de Londres du 3 août 1943.

passaient principalement par sa tolérance à l'égard du travail du consul de Yougoslavie à Marseille. Cependant, le gouvernement du Royaume de Yougoslavie a été parmi les premiers à Londres à nommer un représentant diplomatique auprès de la France libre. Il s'agissait de Božin Simić<sup>21</sup>, personnage à la biographie pittoresque, dont la nomination était prête avant même la reconnaissance officielle de la France libre (le 30 octobre 1941).

Immédiatement après son entrée en fonction, Božin Simić a été reçu chez le général de Gaulle, le 10 février 1942. Les deux hommes ont discuté des relations bilatérales et du rôle de l'URSS dans la lutte contre l'Allemagne.<sup>22</sup> La conversation s'est déroulée sur un ton très cordial et direct et de Gaulle a manifesté un intérêt particulier pour le pacte germano-grec de janvier 1941. En outre, sur la base des archives disponibles, on peut constater la coopération très étroite du gouvernement yougoslave avec Maurice Dejean, commissaire français aux Affaires étrangères, et avec son successeur, René Pleven.

L'attitude des citoyens ordinaires de Marseille envers la Serbie est également révélatrice. Lors d'une manifestation contre les Allemands et Laval organisée le 14 juillet 1942, pendant laquelle plusieurs manifestants ont trouvé la mort, des fleurs ont été déposées et une minute de silence a été respectée sur le monument au roi Alexandre et au ministre Barthou assassinés<sup>23</sup>. Plus intéressant encore: un tract du mouvement de résistance en France avec un portrait du roi Petar Karadjordjević glorifie le comportement héroïque de l'armée serbe pendant la Première Guerre mondiale et appelle à l'amitié traditionnelle entre les deux peuples.<sup>24</sup> Un ton similaire

---

<sup>21</sup> Božin Simić (1881-1966), colonel du Royaume de Serbie qui a participé au coup d'État de mai 1903. Après avoir été condamné à Salonique en 1917 pour un attentat présumé contre le régent Alexandre, il a fui et s'est réfugié sous les drapeaux de l'Armée rouge aux côtés de laquelle il a pris part à la guerre civile en Russie. Il n'est rentré au Royaume de Yougoslavie que vers le milieu des années trente. Pendant la guerre, il fut le premier représentant du Royaume de Yougoslavie auprès de de Gaulle, puis décida de se mettre à la disposition des nouvelles autorités à Belgrade et de poursuivre sa carrière diplomatique.

<sup>22</sup> AY,103, F56, Compte rendu de l'entretien avec le général de Gaulle du 10 février 1942.

<sup>23</sup> AY,103, F56, Rapport du Gerasimović du 15 juillet 1942.

<sup>24</sup> AY,103, F56, Rapport confidentiel du 6 septembre 1942.

est repris par un tract distribué par la mission de la France libre au Portugal en 1943 à l'occasion du 27 mars 1941 au Royaume de Yougoslavie.<sup>25</sup> Quelques jours plus tard, toujours au Portugal, à la conférence destinée aux Français réfugiés, les représentants de la France libre ont souligné la résistance que le général Mihailović livrait dans le Royaume de Yougoslavie occupé.<sup>26</sup>

En décembre 1941, conformément aux positions de la France libre, le gouvernement yougoslave reconnut l'indépendance de la Syrie et du Liban. En juin 1943, il reconnut le Comité de la France libre pour l'Algérie. Le général Giraud, dans un discours prononcé en Algérie le 14 juin 1943, salua également la résistance héroïque des combattants du général Mihailović.<sup>27</sup>

A partir de 1943 l'Algérie devient très importante pour de Gaulle, qui s'y est installé et prépare son retour en France métropolitaine, mais aussi pour le gouvernement yougoslave, qui, grâce à la position de l'Algérie, a pu contourner le contrôle très strict que le Royaume-Uni exerçait sur ses contacts avec l'Armée yougoslave de la patrie de Draža Mihailović (AYdP).

Un autre problème pour la partie yougoslave représentait la censure constante de ses «hôtes britanniques» sur les radiocommunications avec le ministre de l'Armée, le général Mihailović, qui se trouvait sur le territoire occupé du Royaume. Dès le début de l'établissement de la liaison radio en 1941, les Britanniques ont cherché à la contrôler, ce qui a été particulièrement visible à la fin de l'année 1942 et surtout en 1943, lorsqu'ils ont changé d'attitude envers les mouvements de résistance en Yougoslavie et ont commencé à favoriser le mouvement des Partisans et Tito.

Dans une telle situation, le gouvernement yougoslave en exil nomme, dès l'été 1941, Jovan Đonović<sup>28</sup>, ancien ministre de la lé-

<sup>25</sup> AY,103, F56, télégramme codé de la Légation à Lisbonne No 400 du 26 mars 1943.

<sup>26</sup> AY,103, F56, Rapport de la Légation à Lisbonne du 17 avril 1943.

<sup>27</sup> AY,103, F56, Rapport confidentiel de la Légation à Lisbonne No 846 du 17 juin 1943.

<sup>28</sup> Jovan Đonović (Rijeka Crnojevića 1883-New York 1963), diplomate serbe, journaliste et député, a été condamné à la peine capitale dans la Principauté du Monténégro dans l'affaire des poseurs de bombes de 1907. Il a quitté le

gation à Tirana, délégué du gouvernement royal au Moyen-Orient. Au début, les Britanniques mettent à sa disposition deux stations de radio, en Palestine et au Caire. Avec le temps, ils commencent à entraver la communication avec Mihailović et à tenir ces canaux sous un contrôle strict. À partir de 1942, une station de radio secrète à diffusion limitée est exploitée avec succès au Caire de décembre 1943 à août 1944.<sup>29</sup> Comme cela ne répondait pas aux besoins du Royaume de Yougoslavie, il a été décidé de nommer Jovan Đonović ministre de la légation auprès du gouvernement provisoire de France en Algérie.<sup>30</sup> Cette nomination avait pour objectif non seulement d'améliorer les relations entre les deux alliés, mais également d'établir un nouveau canal de communication avec Mihailović.

Il convient de mentionner que le 1<sup>er</sup> juin 1943, le général Giraud consent à ce que Jovan Đonović vienne en Algérie en qualité de représentant yougoslave, mais il s'est écoulé presque une année avant que cela se fasse en raison de l'opposition du Royaume-Uni qui n'appréciait pas la personnalité de Đonović et son ferme engagement en faveur du général Mihailović.<sup>31</sup>

Le 4 avril 1944, Jovan Đonović remet les copies de ses lettres de créances au ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire de la République française, René Massigli<sup>32</sup>, et explique par la suite à ses collaborateurs le contexte de son arrivée en Algérie en vue d'établir une radiocommunication directe avec la Serbie. Trois jours plus tard, le général de Gaulle le recevait également.<sup>33</sup>

---

Royaume de Yougoslavie dans le sous-marin *Nebojša* en avril 1941. Après la guerre, il s'engage dans la politique et journalistique aux États-Unis, et édite les oeuvres de Jovan Dučić publiées à titre posthume.

<sup>29</sup> Jovan Đonović, *Moje veze sa Dražom Mihailovićem*, Kosta Nikolić, ISI, Belgrade, 2004, p. 96.

<sup>30</sup> Jovan Đonović, *Moje veze sa Dražom Mihailovićem*, Kosta Nikolić, ISI, Belgrade, 2004, p. 96.

<sup>31</sup> Kosta St. Pavlović, *idem*, p. 238 et 428.

<sup>32</sup> René Massigli (1888 Montpellier – 1988 Paris), diplomate français éminent qui, après s'être retiré du poste de ministre de la légation en Turquie, s'est enfui de Vichy au Royaume-Uni pour devenir commissaire aux Affaires étrangères de la France libre.

<sup>33</sup> Đonović, *idem*, p. 102.

Avec le consentement personnel de de Gaulle, donné lors d'une réunion directe, le ministre de la légation yougoslave, Jovan Donović, a réussi, dans le plus grand secret, à établir une liaison radio avec le général Mihailović en Serbie. Ceci est délibérément fait à l'insu des Britanniques. Cette ligne a fonctionné du 27 mai 1944 jusqu'à la fin de la guerre, à la mi-avril 1945.<sup>34</sup> Le général de Gaulle a ouvertement encouragé le combat du général Mihailović, essayant de renforcer le soutien des Alliés à l'AYdP, sans succès apparent. Le chef d'état-major de de Gaulle a adopté la même position, avertissant que, dans le mouvement de résistance français, l'élément le plus actif était l'élément communiste, qui cherchait à mener le pays à un conflit interne, et il a réitéré son plein soutien au général Mihailović et à son mouvement de résistance en Yougoslavie.<sup>35</sup> À cette occasion, des informations complémentaires sur la situation en Yougoslavie ont été demandées et il a été souligné que la France défendrait devant les autres alliés les représentants légitimes du Royaume de Yougoslavie en exil et dans le pays. Il a été souligné que, bien qu'il ait été envisagé d'envoyer des officiers français au siège de Tito, l'idée avait été abandonnée pour ne pas lui donner de légitimité.

Pour étudier les relations entre les deux pays il est intéressant de savoir que Mihailović a envoyé plusieurs télégrammes au général de Gaulle. En juin 1944, Mihailović envoya à de Gaulle un télégramme en français dans lequel il le remercia au nom des Serbes pour son soutien. En réponse, de Gaulle a salué les actions du mouvement de Mihailović sur le territoire du Royaume de Yougoslavie et a exprimé des réserves au sujet de l'attitude des Britanniques à l'égard des Serbes et de Mihailović.<sup>36</sup>

A partir de 1944, les relations diplomatiques entre le Royaume de Yougoslavie et la France du général de Gaulle ont été maintenues sur une partie du territoire français, en Algérie. Outre ses relations bilatérales directes, la délégation du Royaume de Yougoslavie a, pendant son bref fonctionnement en Algérie, rendu compte de

---

<sup>34</sup> *Idem*, p. 97.

<sup>35</sup> AY, 103, F180, Rapport confidentiel No 142, du 27 avril 1944.

<sup>36</sup> Djonović, *idem*, p. 104.

manière intensive des activités de politique étrangère de de Gaulle et du Comité français de libération nationale.<sup>37</sup> On a même songé à l'introduction d'une décoration conjointe de « l'Ordre de la résistance européenne ». La proposition, qui n'a finalement pas été adoptée, prévoyait que la médaille soit une récompense pour les résistants contre l'occupant pendant la Seconde Guerre mondiale.<sup>38</sup>

Même avant l'arrivée du chef de la délégation Đonović, des contacts ont été maintenus entre la nouvelle délégation et des responsables français, notamment au sujet des relations entre les deux mouvements de résistance sur le territoire du Royaume de Yougoslavie et de l'attitude de l'URSS à leur égard.<sup>39</sup> De Gaulle a même personnellement reçu M. Smiljanić, suppléant du chef de la délégation, pour lui présenter l'état de la résistance sur le territoire de la France occupée et expliquer le rôle primordial joué par les communistes dans la résistance active, mais a également indiqué que le seul débarquement allié aurait lieu en France et non dans les Balkans.<sup>40</sup> De surcroît, des informations sur les problèmes internes français, les activités de l'Assemblée consultative et les relations entre le général de Gaulle et le général Giraud ont été constamment partagées.

Malgré la nécessité pour les deux gouvernements d'échanger des représentants militaires, cela n'a été fait qu'aux derniers moments de la guerre. Le colonel Milan Prosen a maintenu, au nom du gouvernement yougoslave, des contacts avec les autorités françaises, mais sur une base non résidentielle. Ce n'est qu'en août que la partie française a demandé la nomination du général Julien Flipo et que la partie Yougoslavie a nommé le lieutenant colonel Kosta Simić attaché militaire. Il n'occupa pas ce poste très longtemps, car dès novembre 1944, la légation à Paris demanda la nomination d'un nouvel attaché militaire en France.

---

<sup>37</sup> AY,103, F180, Rapport sur des relations franco-finlandaises du 12 février 1944.

<sup>38</sup> AY,103, F180, Proposition de l'introduction de l'Ordre de la résistance européenne, du 19 février 1944.

<sup>39</sup> AY,103, F180, Compte rendu de l'entretien avec Massigli du 14 février 1944.

<sup>40</sup> AY,103, F180, Compte rendu de l'entretien avec de Gaulle du 15 mars 1944.

La légation yougoslave à Paris a rouvert ses portes en octobre 1944 lorsque les nouvelles autorités ont envoyé Milan Ristić comme chargé d'affaires. Après son entrée en fonction, il a exhorté à plusieurs reprises les autorités françaises à faire cesser la pratique des missions diplomatiques françaises d'aider certains représentants du mouvement national de l'ancien gouvernement et de tous ceux qui n'avaient pas reconnu l'accord Tito-Šubašić.<sup>41</sup>

Il convient de noter que le gouvernement de Vichy a établi des relations diplomatiques avec l'Etat indépendant de Croatie au niveau des ministres des légations en 1944 et qu'il a envoyé à Zagreb en avril 1944, Georges Desbons, avocat de la défense de l'assassin du roi Aleksandar Karadordević à Marseille en 1934, tandis que les Croates envoyait Dušan Zenko comme ministre de la légation à Vichy.

Dans le tourbillon de la guerre, les forces qui ont libéré la France en 1944 sont venues de deux directions. Le gros des forces alliées avec un fort soutien des unités françaises ont participé au débarquement de Normandie (Opération Overlord) en juin 1944 et peu après au débarquement allié dans le sud de la France (Opération Dragon) en août 1944. Dans ces opérations également, les forces de de Gaulle devaient s'imposer pour libérer Paris et devancer les autres troupes alliées afin de libérer les territoires de l'est de la France et déboucher sur l'Alsace et le Rhin. La France a eu la chance d'être libérée, et de surcroît, avec la participation active des troupes du gouvernement légitime de la France libre, ainsi que des unités du mouvement de résistance qui attendaient le débarquement des Alliés, et elle a eu le bonheur de réussir à surmonter de façon pacifique les profondes divisions politiques qui existaient entre ses mouvements de résistance.

Malheureusement, tel n'a pas été le sort réservé à la Serbie et au Royaume de Yougoslavie, qui ont subi de graves pertes et dégâts à la fin des hostilités, en raison aussi de la non-ouverture d'un nouveau front allié pendant les opérations de libération finale du pays. L'attitude du général de Gaulle à l'égard des nouvelles autorités est

---

<sup>41</sup> AY,103, F180, Rapport du chargé d'affaires Ristić p. conf. No 101 du 18 novembre 1944.

clairement illustrée par le fait qu'il a évité pendant des années les contacts avec les autorités de la nouvelle Yougoslavie socialiste et que, après de nombreuses années d'insistance de la part de Tito, son premier contact avec l'ambassadeur de Yougoslavie à Paris, ne s'est réalisé que dans la seconde moitié des années cinquante, dans le lobby d'un hôtel.

D'autre part, les nouvelles autorités yougoslaves ont, après leur recours initial peu critique et presque aveugle aux modèles soviétiques pour la construction d'une nouvelle Yougoslavie communiste, et après la rupture de Tito avec Staline, commencé à chercher de nouveaux alliés. Pendant cette période, les autorités communistes de Yougoslavie se sont également souvenues de l'Europe occidentale et Tito a commencé ses visites au Royaume-Uni en 1953, puis en France en 1956. Il a, entre autres, demandé à ses hôtes de soutenir l'intégration de la Yougoslavie à de nombreuses organisations européennes, et en premier lieu au Conseil de l'Europe.<sup>42</sup>

## Bibliographie

Archives Nationales de Yougoslavie: Fond du Gouvernement du Royaume de Yougoslavie en exil, Fond du ministère des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie

Branko Petranović, Branko, Žutić, Nikola *27. mart 1941. – Tematska zbirka dokumenata*, Beograd, 1990.

Djonović, Jovan, *Moje veze sa Dražom Mihailovićem*, priredio Kosta Nikolić, Institut za savremenu istoriju, Belgrade, 2004.

Milikić, Ratimir, *Zaboravljena Evropska epizoda: Jugoslavijai Savet Evrope 1949-1958*, Institut za savremenu istoriju, Belgrade, 2014.

Milikić, Ratimir, "Poljski državljani dobitnici jugoslovenskih odlukovanja između dva svetska rata", *Jugoslavija i Poljska: odnosi u XX veku*, uredili Momčilo Pavlović, Andžej Začminjski i Nebojša

---

<sup>42</sup> Consulter pour plus de précisions : Ratimir Milikić, *Zaboravljena evropska epizoda: Jugoslavija i Savet Evrope 1949-1958*, Institut d'histoire contemporaine, Belgrade, 2014.

Stambolija, Institut za savremenu istoriju u Beogradu, Institut za istoriju i međunarodne odnose u Bidgošću, Belgrade, 2019

Pavlović, Kosta St., Ratni dnevnik 1941-1945, Otkrovenje, Službeni glasnik, Belgrade, 2011.

Milikić, Ratomir, „Povlačenje jugoslovenskog diplomatskog osoblja iz kraljevine Rumunije 1941. godine“, *Istorija XX veka* 1/2022, str. 73–88.

<https://doi.org/10.29362/ist20veka.2022.1.mil.73-88>

Sretenović, Stanislav *Francuska i Kraljevina Srba, Hrvata i Slovenaca*, Institut za savremenu istoriju, Belgrade, 2008.

**Summary**

---

**COOPERATION OF THE EMIGRATION  
GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA  
WITH FRANCE DURING THE SECOND WORLD WAR**

This paper provides review of the relations between the Government of the Kingdom of Yugoslavia, which found itself outside its borders after the April War in 1941, and two French Governments, namely the one represented by General de Gaulle and the other under Vichy Government regime. The relations were diverse, often non-institutional and maintained through different diplomatic and paradiplomatic channels. Maintenance of relations with both French Governments was the reason why the relations with General de Gaulle's Free France were to a certain degree hidden from the public. The paper also provides observation of the communication between the Yugoslav authorities with De Gaulle, the communication which became particularly intensified after the second part of the war.

**Key words:** Kingdom of Yugoslavia, Third French Republic, Second World War, De Gaulle, Vichy government.

---

## САЖЕТАК

### **САРАДЊА ВЛАДЕ КРАЉЕВИНЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ У ЕМИГРАЦИЈИ СА ФРАНЦУСКОМ ТОКОМ ДРУГОГ СВЕТСКОГ РАТА**

Овај рад даје преглед односа Владе Краљевине Југославије, која се након Априлског рата 1941. нашла ван њених граница, и две француске владе, једне коју је представљао генерал де Гол и друге под режимом Вишијевске владе. Односи су били разноврсни, често ванинституционални и одржавани различитим дипломатским и парадипломатским каналима. Одржавање односа са обе француске владе био је разлог што су односи са Слободном Француском генерала де Гола били у извесној мери скривени од јавности. У раду се такође сагледава комуникација југословенских власти са Де Голом, комуникација која се посебно интензивирала у другом делу рата.

**Кључне речи:** Краљевина Југославија, Трећа француска република, Други светски рат, Де Гол, Вишијевска влада.

---





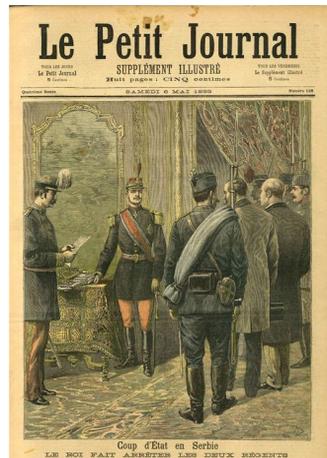
*Chemins de fer des Balkans*



*Pavillon de la Serbie,  
Exposition Universelle (1889)*



*Ambassade de la France  
à Belgrade, vers 1885*



*Coup d'Etat en Serbie (1893)*



*La Reine Nathalie de Serbie*



*Pavillon de la Serbie, Exposition Universelle (1900)*



*Ambassade de Serbie à Paris, vers 1900*



*Le coup d'état de mai (1903)*



*Pavillon de la Serbie, Exposition Universelle (1900)*



Le coup d'État de mai (1903)



L'Humanité, le 8 octobre 1908



Pierre Ier de Serbie

Pierre Ier de Serbie, 1911





*L'Heroique Serbie, Le Petit Journal*



*Étudiants serbes dans le sud de la France pendant la Grande Guerre*



*Les membres de la mission française en Serbie pendant la Grande Guerre*



*Journée serbe (1916)*



*Alexandre de Serbie (1916)*



*Journée serbe (1916)*



*La Rentrée du roi Pierre en Serbie*

# LA GRANDE GUERRE

N° 33



## ENTRÉE SOLENNELLE DU ROI PIERRE A BELGRADE

LES SERBES VICTORIEUX ONT CHASSÉ LES AUTRICIENS DE LEUR TERRITOIRE

Le Roi PIERRE DE SERBIE est entré solennellement dans sa capitale à la tête de son commandement, accompagné de ses jeunes fils, les Princes KOSTA, ALEXANDRE et GEORGE. Une foule immense s'est rassemblée à la Casernes; les victorieux ont été félicités en réjouissances populaires. (15 Décembre 1918).

La ville de Belgrade, qui était bombardée depuis le début des hostilités, vient d'être délivrée par la vaillante armée serbe, qui a infligé une cruelle défaite aux troupes autrichiennes. Il ne reste plus au sud de Franciscopolis un territoire serbe; en outre des 42.000 hommes qui furent fait prisonniers pendant les derniers combats.

*Entrée solennelle du roi Pierre à Belgrade*



*Réception et bal à l'occasion de la visite officielle du Régent Aleksandar Karađorđević à Strasbourg (1920)*

*Dépôt de gerbes, Monument au héros inconnu Paris, entre-deux-guerres*



*Franchet d'Espèrey à Belgrade (1936)*

*Yvon Delbos à Belgrade (1937)*





*Inauguration  
du Monument  
des rois Roi Pierre Ier  
de Serbie et Alexandre  
de Yougoslavie*



*Inauguration  
du Monument  
de Gratitude à la France,  
Belgrade*



*Monument  
au roi Alexandre  
de Yougoslavie  
et Louis Barthou  
à Marseille*



Visite officielle de Tito, Paris, 1956



Visite officielle de Tito, Paris, 1956



Visite officielle de Tito, Paris, 1970

Tito à Paris, Les Nouvelles Yougoslaves, 1956





Bulletin d'Informations de Yougoslavie

L'Art sur le territoire de la Yougoslavie de la préhistoire à nos jours, Exposition, Paris, 1971.



L'Opéra National de Belgrade

Les Ballets de Belgrade à Paris 1956





*Monument des rois Roi Pierre Ier de Serbie et Alexandre de Yougoslavie, Paris*

\* Sources: *Le Petit Journal*, *Politika*, *Ilustrovana Politika*, *Bulletin d'Informations de Yougoslavie*, *Les Nouvelles Yougoslaves*, *Sećanje na Bolije – Souvenirs de Beaulieu*, dir. Vojin M. Djordjevic, Milan Stojadinovic, Belgrade: 1928, R. Millet, H. De Torcy, *Le commerce français en Orient. La Serbie économique et commerciale*, Paris: 1891, [www.galica.fr](http://www.galica.fr), collection privée.





**Dr. Miljan Milkić**

*agrégé supérieur de recherche*

*Institut de recherche stratégique, Belgrade, Serbie*

---

## **LES RELATIONS MILITARO-POLITIQUES DE LA YUGOSLAVIE ET DE LA FRANCE DANS LE CONTEXTE DE LA RÉOLUTION DU CONFLIT DE TRIESTE (1945-1954)**

### **Résumé**

---

*Cet article analyse les relations militaro-politiques entre la Yougoslavie et la France de 1945 à 1954. Les relations bilatérales de la Yougoslavie et de la France durant cette période ont été grevées par le règlement du conflit de Trieste. L'objectif de ce document est d'examiner le développement des relations militaro-politiques entre la Yougoslavie et la France à une période très spécifique en raison de ses défis politiques, économiques et de sécurité. Il est basé sur une analyse de sources historiques non publiées provenant des Archives diplomatiques de Belgrade, des Archives de Yougoslavie, des Archives militaires de Belgrade, de sources publiées et de publications en serbe, slovène, allemand, français et anglais. La France a aligné sa politique envers la Yougoslavie sur celle de ses alliés. L'une des priorités de cette politique était d'aider l'Italie politiquement et économiquement. D'autre part, la Yougoslavie avait un intérêt politique et économique à coopérer avec les pays occidentaux et à apporter la solution la plus favorable à la crise de Trieste.*

**Mots clés:** *France, Yougoslavie, conflit de Trieste, relations politiques, assistance militaire, pacte balkanique.*

---

Entre le 1er mai 1945 et le 5 octobre 1954, l'un des principaux aspects de la politique étrangère de la Yougoslavie fut la résolution du conflit de Trieste.<sup>1</sup> Bien qu'elle ait débuté à cause du différend frontalier entre la Yougoslavie et l'Italie dans la région Vénétie julienne, cette crise a grandement affecté les relations militaro-politiques entre les grandes puissances.<sup>2</sup> C'est une période particulière qui a marqué les relations militaro-politiques, économiques et culturelles entre la Yougoslavie, les pays d'Europe occidentale et les États-Unis. La division de la région de Vénétie julienne en deux zones (la zone yougoslave et la zone anglo-américaine) convenue par l'accord signé à Duino le 20 juin 1945 n'était qu'une solution temporaire, qui devait durer jusqu'à la signature du Traité de paix.<sup>3</sup> Les différends entre la Yougoslavie et l'Italie n'ont même pas été résolus par la signature du Traité de paix avec l'Italie le 10 février 1947. Le Territoire Libre de Trieste a été créé sur la base de l'article 21 du Traité de paix.<sup>4</sup> La zone au sud (zone B) était gouvernée par un commandant des forces militaires yougoslaves, tandis que l'administration de la zone anglo-américaine (zone A) était prise en charge par les autorités militaires anglo-américaines.<sup>5</sup> Dans un effort pour trouver une solution plus poussée, les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France ont adopté la

<sup>1</sup> Janko Jeri, *Tržaško vprašanje po Drugi svetovni vojni, (tri faze diplomatskega boja)*, Cankarjeva založba, Ljubljana, 1961. Jean-Baptiste Duroselle, *Le conflit de Trieste 1943-1954*. Editions de l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles, 1966. Miljan Milkić, "Yugoslavia and Italy, 1945-1947: Yugoslav Policies and Strategies in the Trieste Crisis". In: *Italy's Balkan Strategies (19<sup>th</sup>-20<sup>th</sup> Century)*, (Edited by Vojislav G. Pavlović), Institute for Balkan Studies of the Serbian Academy of Sciences and Arts, Belgrade 2014, 267-279.

<sup>2</sup> Miljan Milkić, „Jugoslavija, velike sile i pitanje statusa Julijske krajine 1943-1945, u zborniku: *Oslobođenje Beograda 1944. godine* (urednik: Aleksandar Životić), Institut za noviju istoriju Srbije Beograd, 2010, 282-296.

<sup>3</sup> Miljan Milkić, „Sporazumi o Julijskoj krajini 1945“, u zborniku: *1945. kraj ili novi početak?* (urednik: Zoran Janjetović), Institut za noviju istoriju Srbije, Muzej žrtava genocida, Beograd 2016, 141-160.

<sup>4</sup> Ukaz o ratifikaciji Ugovora o miru sa Italijom“, *Službeni list FNRJ*, 29. avgust 1947, pp. 1001-1085.

<sup>5</sup> Miljan Milkić, "Das Freie Territorium Triest unter jugoslawischer Militärregierung 1947 bis 1954", *Die Alpen im Kalten Krieg Historischer Raum, Strategie und Sicherheitspolitik* (Dieter Krüger, Felix Schneider), Oldenbourg Verlag, München 2012, 325-336.

Déclaration du Territoire Libre de Trieste le 20 mars 1948.<sup>6</sup> L'absence de cette déclaration était la proposition de soumettre le Territoire Libre de Trieste à la souveraineté italienne. Les réactions vives du gouvernement yougoslave n'ont fait qu'approfondir la crise d'alors.<sup>7</sup> N'ayant aucune intention de soutenir la Yougoslavie de cette manière, l'Union soviétique était contre la Déclaration, parce qu'elle avait ses propres intérêts stratégiques.<sup>8</sup> Les années qui ont suivi ont été émaillées de tentatives pour établir un dialogue mais parallèlement, on a vu surgir plusieurs crises mineures au seul d'un conflit armé. La nouvelle raison de l'insatisfaction du gouvernement yougoslave a été la tenue de la Conférence de Londres des représentants américains et britanniques et l'adoption d'une déclaration le 9 mai 1952, qui a placé presque toute l'administration de la zone A sous le contrôle du gouvernement italien.<sup>9</sup> Le conflit de Trieste a abouti à l'annonce de la décision du 8 octobre 1953 par laquelle les gouvernements américain et britannique ont décidé de retirer leurs troupes de la zone A et de laisser toute la zone au gouvernement italien.<sup>10</sup> Après avoir évité le danger d'un conflit armé entre les armées italienne et yougoslave, des négociations diplomatiques ont été engagées. Le conflit de Trieste prit fin avec l'adoption du Mémorandum de Londres le 5 octobre 1954, qui divisait le territoire litigieux entre l'Italie et la Yougoslavie.

---

<sup>6</sup> *Balkanski ugovorni odnosi 1976-1996*, Dvostrani i višestrani međunarodni ugovori i drugi diplomatski akti o državnim granicama, političkoj i vojnoj saradnji, verskim i etničkim manjinama, III tom (1946-1996), (priredio: Momir Stojković), Službeni list SRJ, Beograd, 1999, 152-153.

<sup>7</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *Le conflit de Trieste 1943-1954*. Editions de l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles, 1966, 307.

<sup>8</sup> Leo Mates, *Međunarodni odnosi socijalističke Jugoslavije*, Nolit, Beograd, 1976, 78-80.

<sup>9</sup> Dragan Bogetić, *Jugoslavija i Zapad 1952-1955, Jugoslovensko približavanje NATO-u*, Službeni list SRJ, Beograd, 2000, 49.

<sup>10</sup> *Balkanski ugovorni odnosi 1976-1996*, Dvostrani i višestrani međunarodni ugovori i drugi diplomatski akti o državnim granicama, političkoj i vojnoj saradnji, verskim i etničkim manjinama, III tom (1946-1996), (priredio: Momir Stojković), Službeni list SRJ, Beograd, 1999, 233-234.

## I. RELATIONS POLITIQUES

Les premiers contacts diplomatiques militaires officiels entre la nouvelle Yougoslavie et la France ont eu lieu par le biais de la mission militaire française arrivée en Yougoslavie en mars 1945 où, par l'intermédiaire de la mission militaire yougoslave, le général Ivan Rukavina, parti pour Paris en juin 1945.<sup>11</sup> Le 11 juin 1945, le ministère français des Affaires étrangères a confirmé les pouvoirs de l'ambassadeur Marko Ristić.<sup>12</sup> Le premier ambassadeur de France à Belgrade après la guerre était Jean Payart, qui a reçu un agrément au début d'août 1945.<sup>13</sup> La compréhension des relations politiques franco-yougoslaves est caractérisée par la première impression de l'ambassadeur Ristić qui, après son premier entretien avec le ministère français des Affaires étrangères le 25 août 1945, écrivait dans son rapport que «l'attitude envers la Yougoslavie d'aujourd'hui est très réservée».<sup>14</sup>

En prévision de la Conférence de paix à Paris, le 31 août 1945, l'ambassadeur de la Yougoslavie, Ristić, rencontra pour la première fois Georges Bidault, ministre français des Affaires étrangères.<sup>15</sup> Bien que le plus grand soutien, en ce qui concerne Trieste, était attendu de l'Union soviétique, les représentants diplomatiques yougoslaves ont prêté une attention particulière à l'effort visant à persuader le gouvernement français de justifier ses demandes concernant Trieste. Avec son attitude flexible, le gouvernement français a joué le rôle de médiateur entre les gouvernements occidentaux et l'Union soviétique.<sup>16</sup> Le chef de la délégation yougoslave, Edvard Kardelj, s'est entretenu avec Bidault les 5 et 8 mai et avec Charles

---

<sup>11</sup> Archives du Ministère des Affaires étrangères (AMAE), f. 9, 1945, dossier 13, n° 1881.

<sup>12</sup> Miljan Milkić, *Tršćanska kriza u vojno-političkim odnosima Jugoslavije sa velikim silama 1943-1947*, INIS, Beograd, 2012, 25-26.

<sup>13</sup> *Ibid.*, 26.

<sup>14</sup> AMAE, f. 9, 1945, dossier 18, n° 1314.

<sup>15</sup> Miljan Milkić, *Tršćanska kriza u vojno-političkim odnosima Jugoslavije sa velikim silama 1943-1947*, INIS, Beograd, 2012, 107-141.

<sup>16</sup> Edvard Kardelj, *Sećanja. Borba za priznanje i nezavisnost nove Jugoslavije 1944-1957*, NIRO Radnička štampa, Državna založba Slovenije, Beograd, Ljubljana, 1980, 86.

de Gaulle le 9 mai, qui lui a dit que le gouvernement français ne partageait pas pleinement les vues du gouvernement yougoslave et qu'il donnerait son point de vue, tout en prenant soin des intérêts yougoslaves.<sup>17</sup>

Suite à la résolution du Kominform du 28 juin 1948 et à la détérioration des relations politiques avec l'Union soviétique et les régimes communistes d'Europe orientale, la Yougoslavie a commencé à intensifier sa coopération avec les pays occidentaux. La communication officielle entre les représentants diplomatiques français à Belgrade et les représentants du gouvernement yougoslave était empreinte de confiance mutuelle. Fin janvier 1949, l'ambassadeur de France Payart s'était opposé au «malentendu et à la cruauté» de la plupart des membres du personnel diplomatique du ministère des Affaires étrangères yougoslave.<sup>18</sup> Un haut responsable du ministère yougoslave des Affaires étrangères, Aleš Bebler, dans son compte rendu d'une réunion avec Payart le 7 avril 1949, a écrit qu'il avait quitté la réunion plus tôt «parce que Payart venait régulièrement avec de petites choses, puis dérangeait avec des questions».<sup>19</sup> En France, en revanche, les représentants diplomatiques yougoslaves ont travaillé dans des conditions d'isolement politique presque complet. Les rapports politiques des représentants yougoslaves avant 1949 se résumaient à des grèves en France, à des congrès de travailleurs des ports et de marins, à des syndicats, à des « larges masses populaires », à diverses conférences de travailleurs dans des «salles louées», à des entretiens avec étudiants et divers membres du Parti communiste français.<sup>20</sup> De tels rapports mettent en évidence le manque de contact et l'incapacité des diplomates yougoslaves de parler aux hauts responsables du gouvernement français. L'engagement de la Yougoslavie à atteindre ses objectifs de politique étrangère principalement en agissant au sein des «larges masses populaires» était directement lié

---

<sup>17</sup> Miljan Milkić, *Tršćanska kriza u vojno-političkim odnosima Jugoslavije sa velikim silama 1943-1947*, INIS, Beograd, 2012, 126.

<sup>18</sup> AMAE, f. 36, 1949, dossier 13a, n° 423588.

<sup>19</sup> AMAE, f. 36, 1949, dossier 13a, n° 423584.

<sup>20</sup> AMAE, f. 47, 1948, dossiers 6, 7, 8, 9 et 10.

aux tentatives de diffusion de propagande par la promotion de la culture yougoslave.<sup>21</sup> Cette pratique était conforme à la politique nationale établie et était typique de la propagande culturelle yougoslave dans tous les pays d'Europe occidentale.<sup>22</sup>

Les relations avec la France ont commencé à s'améliorer beaucoup plus lentement que celles avec les autres pays d'Europe occidentale. Jean-Jacques Servin, attaché de politique étrangère au journal *Le Monde*, a déclaré lors d'une conversation avec Dragomir Petrović, secrétaire de l'ambassade à Paris le 1er mars 1949 à l'occasion de l'approche de la Yougoslavie auprès des États d'Europe de l'Ouest que «l'Occident pense qu'il réussira à séparer la Yougoslavie de l'Union soviétique», tandis que Servin pensait personnellement qu'il ne s'agissait que d'illusions.<sup>23</sup> L'ambassadeur de Yougoslavie à Paris, Srđa Prica, dans son rapport du 3 février 1954, écrivait qu'une telle situation relevait de la politique française hésitante, qui louvoyait entre la loyauté envers la politique américaine et les efforts visant à affirmer la France en tant que première puissance européenne.<sup>24</sup> Étant donné que, dans sa politique étrangère vis-à-vis de la Yougoslavie, le gouvernement français n'a pas dépassé le concept des États-Unis et de la Grande-Bretagne, le changement d'attitude de la politique française à l'égard de la Yougoslavie s'est manifesté à partir de 1951.<sup>25</sup> Un tel changement dans l'attitude française a été influencé par la décision politique des gouvernements américain et britannique de commencer à aider la Yougoslavie sur les plans politique, économique et militaire. Pour les relations politiques et économiques entre la Yougoslavie et la France, la signature de l'Accord sur l'établissement d'une ligne aérienne entre Belgrade et Paris, signé le 15 janvier 1952 à Paris,

<sup>21</sup> AMAE, f. 51, 1948, dossier 12.

<sup>22</sup> Miljan Milkić, "Diplomacy through the Culture: Yugoslav Cultural Influence in Italy 1947-1954", in: *Serbian-Italian Relations: History and Modern Times* (Srđan Rudić, Antonello Biagini, Eds.), Institute of History Belgrade, Sapienza University of Rome, Belgrade-Roma 2015, 243-259.

<sup>23</sup> AMAE, f. 36, 1949, dossier 14, n° 44780.

<sup>24</sup> AMAE, f. 22, 1954, dossier 2, n° 41814.

<sup>25</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

a été importante.<sup>26</sup> Un groupe de neuf parlementaires français s'est rendu en Yougoslavie du 18 au 30 septembre 1952.<sup>27</sup> L'échec de la planification de la visite de Georges Bidault en Yougoslavie au cours du premier semestre de 1953 et l'examen de la possibilité d'une visite de Josip Broz en France témoignent néanmoins de l'amélioration des relations politiques.<sup>28</sup>

La coopération économique a essentiellement suivi le développement des relations politiques. Après la Seconde Guerre mondiale, la France a subordonné l'établissement de relations économiques avec la Yougoslavie à la réglementation des anciennes dettes publiques et des avoirs nationalisés. La Yougoslavie et la France ont conclu le premier accord commercial le 12 juin 1946 et la durée jusqu'au 31 décembre 1946.<sup>29</sup> Depuis 1946, à l'exception de 1950, année de sécheresse pour la Yougoslavie, les échanges entre la Yougoslavie et la France ont augmenté régulièrement.<sup>30</sup> En avril 1951, outre l'accord commercial plus étendu, d'autres accords ont été conclus pour régler les problèmes financiers litigieux. À partir de juin 1951, les livraisons françaises ont commencé sur la base d'une assistance économique gratuite en matières premières et biens de consommation. Les exportations yougoslaves vers la France étaient basées sur des produits agricoles.

## II. ASSISTANCE MILITAIRE FRANÇAISE ET COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉFENSE

À la suite d'une demande d'assistance économique du gouvernement yougoslave émanant des gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, une conférence se réunit à Londres en avril 1951, à laquelle assista la France qui la rejoignit de sa propre initiative.<sup>31</sup> La Conférence de Londres a conclu que la Yougoslavie

<sup>26</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 7, n° 18020.

<sup>27</sup> AMAE, f. 26, 1952, dossier 5, n° 413575.

<sup>28</sup> AMAE, f. 28, 1953, dossier 3, n° 410857.

<sup>29</sup> AMAE, f. 34, 1949, dossier 18, n° 418503.

<sup>30</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 42892.

<sup>31</sup> Dragan Bogetić, *Jugoslavija i Zapad 1952-1955, Jugoslovensko približavanje NATO-u*, Službeni list SRJ, Beograd, 2000, 15.

devait bénéficier d'une assistance économique pour 1951-1952 au montant de 120 millions de dollars. La France a contribué à hauteur de 12%, soit 14,4 millions de dollars. La part des États-Unis était de 65% et celle du Royaume-Uni de 23%. Sur la base des conclusions de la Conférence de Londres, un échange des *aide-mémoires* entre le gouvernement yougoslave et les trois gouvernements a eu lieu à Bled en juillet 1951. Ils ont servi de base à la fourniture d'une assistance économique à la Yougoslavie.<sup>32</sup> Sur la base de ces conclusions, les trois gouvernements ont accordé à la Yougoslavie les montants susmentionnés à trois reprises, à savoir les 27 août 1951, 5 janvier 1952 et 29 février 1952. La passation des marchés en vertu de cet accord a été partiellement réalisée en 1953.<sup>33</sup> L'assistance économique des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France avait pour objectif d'éliminer les difficultés économiques et de renforcer les capacités de défense de la Yougoslavie.

L'attaché militaire yougoslave à Paris, Zvonko Grahek, a été officiellement informé le 28 juin 1951 que le gouvernement français avait décidé d'envoyer à la Yougoslavie une assistance gratuite d'un montant de 5 milliards 600 millions de francs suisses de matériel militaire.<sup>34</sup> Le matériel consistait exclusivement en armes de trophée allemandes. La partie française a cherché à résoudre le problème du transport de matériel car il était prévu de le rendre disponible à Marseille ou à la frontière française. Le 10 octobre 1951, les Français ont annoncé la décision finale concernant le matériel militaire promis à la Yougoslavie: 3 000 mitrailleuses MG42, 2 000 fusils d'assaut, 6,5 millions de balles, 76 obusiers 105 et 70 000 grenades, 13 obusiers 150 et 15 000 grenades, 10 000 grenades 50 PAK, 80 canons 20 Flak et 500 000 balles.<sup>35</sup> Ils ont promis que les armes seraient réparées à leurs frais, tandis que les frais d'emballage et d'expédition seraient à la charge de la partie yougoslave. La coopération militaire avec la France a considérablement progressé lorsque, à partir de 1951, le gouvernement français a autorisé

<sup>32</sup> AMAE, f. 26, 1952, dossier 10.

<sup>33</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

<sup>34</sup> Archives militaires (AM), ÉM – 10, boîte 373, f. 1, n° 336.

<sup>35</sup> AM, ÉM – 10, boîte 373, f. 1, n° 631.

l'attaché militaire yougoslave, ainsi que tous les attachés des pays occidentaux, à se rendre dans des établissements militaires.<sup>36</sup>

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont pris des initiatives dans le cadre de négociations militaires avec la Yougoslavie. Le 7 août 1951, une conférence technique sur les questions d'assistance militaire a été ouverte à Washington, à laquelle ont assisté des généraux américains et yougoslaves.<sup>37</sup> La conférence a également discuté des variantes possibles de défense contre l'agression soviétique contre la Yougoslavie.<sup>38</sup> Les États-Unis ont indiqué que la Yougoslavie devait adhérer au pacte de l'OTAN ou à un pacte de la Méditerranée. En août 1951, une autre délégation yougoslave a eu des entretiens similaires au Royaume-Uni.<sup>39</sup>

En plus de fournir une assistance militaire en 1951, des experts militaires américains ont envisagé la possibilité que des pays de l'Europe du Sud-Est rejoignent l'OTAN ou forment le pacte pour la Méditerranée. Certains experts militaires américains ont estimé que le front sud-est de l'Europe devrait comprendre les troupes de l'OTAN en Autriche et à Trieste, l'Italie, la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie et l'Iran.<sup>40</sup> Conformément à cette politique de l'OTAN, le Premier ministre grec Sophoklís Venizélos et le ministre turc des Affaires étrangères, Fuad Köprülü, ont proposé début février 1952 la formation d'un pacte régional incluant la Turquie, la Grèce, l'Italie et la Yougoslavie.<sup>41</sup> L'Italie a été exclue du pacte balkanique à cause du soutien de la Grèce à la Yougoslavie à Trieste, ainsi que du désaccord entre les représentants turcs et italiens à la conférence de l'OTAN à Lisbonne du 20 au 25 février 1952. Les bases d'une future alliance militaire ont été posées lors d'une visite de la délégation parlementaire grecque en Yougoslavie du 4 au 14 juillet

<sup>36</sup> AMAE, f. 22, 1954, dossier 2, n° 41814.

<sup>37</sup> Ivan Laković, *Zapadna vojna pomoć Jugoslaviji 1951-1958*, Istorijski institut Crne Gore, Podgorica, 2006, 48, 49.

<sup>38</sup> AM, ÉM – 10, b. 373, f. 1, 3, télégramme n° 1.

<sup>39</sup> Dimitrijević Bojan, *Jugoslavija i NATO (1951-1957)*, NIC „Vojska“, Beograd, 2003, 22.

<sup>40</sup> AM, ÉM – 10, b. 373, f. 1, 3.

<sup>41</sup> AMAE, 1952, f. 88, n° 42065.

1952.<sup>42</sup> Avec l'accord des pays d'Europe occidentale et des États-Unis, après une préparation minutieuse, les ministres des Affaires étrangères de Grèce, de Turquie et de Yougoslavie ont signé le 28 février 1953 à Ankara un Accord d'amitié et de coopération entre la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie.<sup>43</sup> En 1953, la France considérait positivement l'approche de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Turquie, mais souhaitait en même temps soutenir l'adhésion de l'Italie à ces pays.<sup>44</sup> Le 10 mars 1953, Georges Bidault a déclaré à l'ambassadeur Prica qu'il était convaincu que l'accord conclu entre la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie constituait une contribution importante à la défense de la paix.<sup>45</sup>

L'ambassade de Yougoslavie à Paris en 1953 a eu divers problèmes dans ses travaux, principalement en ce qui concerne la position française sur Trieste, ainsi que pour l'achat d'une licence pour l'avion *Le Dassault MD-454 Mystère IV*.<sup>46</sup> L'initiative visant à améliorer les relations militaires s'appliquait presque exclusivement du côté yougoslave, tandis que du côté français, il existait une attitude passive, en particulier sur des questions pouvant revêtir un caractère politique.

La France était particulièrement intéressée par une place appropriée dans l'industrie de guerre et l'aviation militaire yougoslaves par la vente de licences et la fourniture d'une assistance technique, ainsi que par la livraison de machines et de matériels divers.<sup>47</sup> En 1953, le gouvernement français a suggéré à plusieurs reprises aux diplomates yougoslaves à Paris d'obtenir l'accord des États-Unis pour commander l'avion *Le Dassault MD-454 Mystère IV* dans

---

<sup>42</sup> Miljan Milkić, „Pregovori o političkoj i vojnoj saradnji FNRJ i Kraljevine Grčke do potpisivanja Ankarskog ugovora“, u zborniku: *Balkanski pakt 1953/1954* (priredio: Nemanja Milošević), Institut za strategijska istraživanja, Beograd, 2008, 111-129.

<sup>43</sup> Dragan Bogetić, *Jugoslavija i Zapad 1952-1955, Jugoslovensko približavanje NATO-u*, Službeni list SRJ, Beograd, 2000, 81, 82. Darko Bekić, *Jugoslavija u hladnom ratu (Odnosi s velikim silama 1948-1955)*, Globus, Zagreb, 1988, 497.

<sup>44</sup> AMAE, f.27, 1953, dossier 2, n° 44227.

<sup>45</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 28, n° 43468.

<sup>46</sup> AMAE, f. 22, 1954, dossier 2, n° 41814. *Le Dassault MD-454 Mystère IV* était un chasseur de jour français des années 1950.

<sup>47</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 42892.

le cadre du système de paiement offshore. Le 9 novembre 1953, l'ambassadeur Prica s'est entretenu avec le ministre français de la Défense, René Pleven, de l'accélération de l'aide à la construction du char yougoslave et de l'obtention d'une licence pour l'avion *Le Dassault MD454 Mystère IV*.<sup>48</sup> René Pleven a déclaré qu'il ne pouvait pas donner l'approbation du ministre des Affaires étrangères et qu'il organiserait une réunion commune quelques jours plus tard, après quoi une décision serait prise. Pleven était en faveur d'une solution positive et estimait que le Ministère français des Affaires étrangères n'y verrait pas d'inconvénient.<sup>49</sup> Cependant, ce sont précisément les relations politiques, c'est-à-dire les politiques suivies par le ministère des Affaires étrangères français, qui ont rendu impossible la participation de l'état-major français à la résolution du conflit de Trieste. Le ministère des Affaires étrangères a également empêché l'acquisition d'une licence pour l'avion *Le Dassault MD-454 Mystère IV*.<sup>50</sup> En 1953, le même ministère influença le choix d'un nouvel attaché militaire français en Yougoslavie.

La mise en œuvre de la Convention spéciale du 14 avril 1951, prévoyant le financement de livraisons de matériel militaire français à la Yougoslavie avec un prêt de cinq ans, n'était pas satisfaisante. En raison de la complexité du système de crédit français, les sociétés de transport françaises n'ont pas été en mesure d'exporter leurs commandes à temps, ce qui a retardé certaines livraisons de plus d'un an. Tout cela a abouti au fait que deux ans après la signature de la Convention, l'armée et la marine yougoslaves ont conclu des contrats importants pour un montant d'environ 3,5 milliards au lieu des cinq milliards estimés. En raison du retard dans les livraisons à cause des difficultés financières mentionnées ci-dessus, les délais de remboursement du prêt ont été pratiquement raccourcis de cinq à trois ans. Par conséquent, le gouvernement yougoslave a demandé au gouvernement français de différer de deux ans le paiement du prêt au titre de cette Convention. Cette demande yougoslave a rencontré la résistance des industriels français. Dans le cadre de

<sup>48</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

<sup>49</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 30, 415769.

<sup>50</sup> AMAE, f. 22, 1954, dossier 2, n° 41814.

la coopération économique de 1953, le gouvernement français a crédité des fournitures militaires pour les besoins de l'armée yougoslave et a approuvé un prêt d'un montant compris entre 1. 600. 000 et 1. 700. 000 francs avec un délai de livraison de deux ans et demi.<sup>51</sup> La condition de ce prêt était qu'Assurance Crédit d'État approuve le paiement d'une partie de l'obligation de prêt pour 12 mois et l'autre pour le prêt de 18 mois. Cependant, la banque a demandé à la Yougoslavie de payer les marchandises dans l'une des monnaies de l'Union européenne des paiements.

Les délégations militaires ont joué un rôle important dans l'évolution des relations militaires franco-yougoslaves. Le chef d'état-major de l'Armée de terre, le général Clément Blanc, s'est rendu en Yougoslavie et s'est entretenu avec Josip Broz à Brdo, près de Kranj, le 9 octobre 1952.<sup>52</sup> Le général Blanc était la plus grande figure politique française à avoir visité la Yougoslavie après la Seconde Guerre mondiale. Bien que l'ambassadeur Prica ait estimé que la visite du général Blanc n'apporte rien d'important aux relations franco-yougoslaves, le général Blanc était beaucoup plus ouvert à la coopération dans la période à venir et prêt à comprendre les vues de la Yougoslavie.<sup>53</sup> Lors d'un déjeuner organisé par les ambassadeurs Prica et Zvonko Grahek le 19 février 1953, le général Blanc a souligné à plusieurs reprises qu'il avait une vision très favorable du développement de la coopération militaire entre la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie.<sup>54</sup> Il a ajouté que lors de la dernière réunion de l'OTAN, le chef de l'état-major italien, Efisio Marras, avait insisté sur le fait que le pacte balkanique ne devrait pas être formé sans d'abord aborder le problème de Trieste. Blanc pensait que la question de Trieste devait être laissée de côté et que les questions importantes pour la défense devraient être abordées. Il a ajouté qu'il en avait discuté avec Bidault. Au cours de la période suivante, le général Blanc a soutenu la poursuite de

---

<sup>51</sup> AMAE, f. 22, 1954, dossier 2, n° 41814.

<sup>52</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 41814.

<sup>53</sup> AMAE, f. 22, 1954, dossier 2, n° 44227.

<sup>54</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 28, n° 42301.

la coopération militaire franco-yougoslave.<sup>55</sup> En novembre 1952, le vice-amiral Sala, (préfet maritime), se rendit en Yougoslavie avec des représentants de la marine française.<sup>56</sup> L'ambassadeur Prica a été informé que les délégations en visite en Yougoslavie avaient été empêchées pour des raisons politiques de publier leurs impressions sur la visite.<sup>57</sup>

Trois délégations militaires yougoslaves ont rendu visite à l'armée française en 1953.<sup>58</sup> Du 14 au 24 juin 1953, une délégation de la marine yougoslave accompagnée du vice-amiral Mata Jerković a rendu visite à la marine française. Le vice-amiral Jerković a honoré trois amiraux français à l'ambassade de Yougoslavie.<sup>59</sup> Du 20 juin au 6 juillet 1953, une délégation de l'état-major yougoslave dirigée par le lieutenant général Peko Dapčević, chef de l'état-major, s'est rendue en France.<sup>60</sup> Un déjeuner a été organisé à l'ambassade de Yougoslavie à Paris le 2 juillet 1953, en présence du général Peko Dapčević, du général Blanc, de l'amiral Nomay, du maréchal Alphonse Pierre Juin, commandant en chef du secteur Centre-Europe de l'Organisation atlantique Nord et de René Pleven.<sup>61</sup> La bonne humeur y régnait. Pleven voulait connaître l'opinion du général Dapčević sur l'armée française. Pleven a demandé au général Dapčević ce que la Yougoslavie voudrait de la France, si elle était prête à offrir un service. Les rapports sur ce déjeuner ne nous renseignent pas sur réponses de Dapčević.<sup>62</sup> L'ambassadeur Prica a indiqué que les Français étaient prêts à offrir une nouvelle aide, quelle que soit sa forme. Prica a longuement parlé de la situation politico-militaire en Europe avec Pleven. Un cocktail a été organisé chez le général Blanc le 4 juillet en l'honneur du général Dapčević, en présence de Georges Bidault et de Schuman. Dans son rapport, l'ambassadeur Prica a suggéré au ministère des

<sup>55</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

<sup>56</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

<sup>57</sup> AMAE, f. 22, 1943, dossier 2, n° 41814.

<sup>58</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

<sup>59</sup> AMAE, f. 28, 1953, dossier 3, n° 47624.

<sup>60</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

<sup>61</sup> AMAE, f. 28, 1953, dossier 3, n° 49018.

<sup>62</sup> AMAE, f. 28, 1953, dossier 3, n° 49018.

Affaires étrangères de donner à ces événements une importance légèrement plus grande en Yougoslavie.<sup>63</sup>

Les délégations militaires yougoslaves en France ont eu une réunion cordiale et ont eu la possibilité de visiter diverses installations militaires. À la suite de ces visites, les représentants de l'armée française étaient beaucoup plus ouverts à une coopération militaire plus poussée et ont commencé à soutenir davantage les revendications de la Yougoslavie. L'armée française a compris l'importance de la Yougoslavie pour la défense de l'Europe dans l'éventualité d'une attaque de l'Union soviétique. En conséquence, les Français étaient plus intéressés par la coopération militaire que par la coopération politique.

En février 1954, l'ambassadeur Prica suggéra à son ministère de poursuivre les travaux pour resserrer les liens militaires, estimant que cela affecterait indirectement l'amélioration des relations politiques générales.<sup>64</sup> Estimant que l'état-major français était favorable à un tel développement des relations, il a annoncé que l'ambassade à Paris continuerait à agir aux côtés des hauts responsables de la défense, afin de rapprocher les vues politiques de la France des intérêts communs des deux pays.<sup>65</sup>

À la fin de 1954 et au début de 1955, la Yougoslavie était économiquement et militairement liée aux pays occidentaux, dont elle continuait de recevoir une assistance économique et militaire importante.<sup>66</sup> La valeur du programme d'assistance militaire total pour 1954 est estimée à environ 257 875 000 dollars et représente le montant le plus élevé approuvé par le programme d'un an.<sup>67</sup> Cela montre le grand intérêt des pays occidentaux pour aider l'armée yougoslave et sa participation à la défense de l'Europe. Le gouvernement français prévoyait de continuer à fournir une assistance militaire à la Yougoslavie. Par l'intermédiaire du chargé

---

<sup>63</sup> AMAE, f. 28, 1953, dossier 3, n° 49018.

<sup>64</sup> AMAE, f. 22, 1954, dossier 2, n° 41814.

<sup>65</sup> AMAE, f. 22, 1954, dossier 2, n° 41814.

<sup>66</sup> Dragan Bogetić, *Nova strategija jugoslovenske spoljne politike 1956-1961*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 2006, 107.

<sup>67</sup> Ivan Laković, *Zapadna vojna pomoć Jugoslaviji 1951-1958*, Istorijski institut Crne Gore, Podgorica, 2006, 165.

d'affaires de l'ambassade de France à Belgrade, Burin de Rosiers, le 6 novembre 1954, le gouvernement yougoslave a été informé que le gouvernement français avait l'intention de participer à l'aide tripartite l'année suivante avec 1 300 000 francs.<sup>68</sup> Burin de Rosiers a cherché à savoir, lors de ses réunions les 15 novembre et 13 décembre 1954, si le gouvernement yougoslave avait des idées sur la prolongation des pourparlers militaires antérieurs à Washington.<sup>69</sup> Il a également été demandé à de Rosier d'indiquer si le gouvernement yougoslave acceptait que des représentants grecs et turcs, ainsi que peut-être des représentants italiens, assistent aux pourparlers militaires.<sup>70</sup> Son interlocuteur, Salko Fejić, a toutefois répondu diplomatiquement qu'il ne pouvait donner que «son opinion personnelle et que la situation n'était pas de nature à imposer une urgence sur cette question».

### III. ATTITUDE DE LA FRANCE ENVERS LA RESOLUTION DU CONFLIT DE TRIESTE

Les hommes politiques français craignaient le renforcement de l'Allemagne et son éventuelle alliance avec l'Italie, ce qui incitait le gouvernement français à aider l'Italie à se séparer de l'Allemagne. Les évaluations des diplomates yougoslaves indiquent sans équivoque qu'après la Seconde Guerre mondiale, la France a beaucoup plus travaillé que d'autres pays dans la réhabilitation de l'Italie et était également une sorte de représentant italien aux forums internationaux.<sup>71</sup> Le soutien politique et économique apporté par le gouvernement français à l'Italie est particulièrement important dans le cadre du processus de résolution du conflit de Trieste. C'est le ministre français des Affaires étrangères, Georges Bidault, qui a publié la Déclaration de Trieste lors d'un discours prononcé le 20 mars 1948 à Turin, où il séjournait pour conclure

---

<sup>68</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 6, n° 414803.

<sup>69</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 6, n°414944.

<sup>70</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 6, n° 416350.

<sup>71</sup> AMAE, f. 26, 1952, dossier 1, mémoire „Quelques questions de politique étrangère et intérieure et de relations franco-yougoslaves“.

l'accord d'union douanière franco-italienne.<sup>72</sup> Lors de la conférence franco-italienne à Santa Margherita, près de Rapallo, du 12 au 14 février 1951, le Premier ministre italien Alcide de Gasperi a appelé le gouvernement français à contribuer à la mise en œuvre de la Déclaration tripartite.<sup>73</sup> Le ministre italien des Affaires étrangères, Carlo Sforza, a également exigé que le rapport officiel mentionne le fait que la France estime que la déclaration de Trieste est toujours valable. Le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, a déclaré à de Gasperi et Sforza qu'une solution au conflit de Trieste devrait être une décision commune des alliés.

Baudet a indiqué à son ministère à Paris que le gouvernement yougoslave était insatisfait de la position de la France dans le différend entre la Yougoslavie et l'Italie au cours du premier semestre de 1952 et il a demandé que des mesures soient prises pour éliminer cette impression négative.<sup>74</sup> Le gouvernement français est spécifiquement engagé dans la question de Trieste depuis septembre 1953 et a pris une part active au processus décisionnel du 8 octobre 1954.<sup>75</sup> Le ministère français des Affaires étrangères a cherché à justifier, dans ses contacts avec les représentants de la Yougoslavie, les menaces politiques et militaires italiennes contre la Yougoslavie.<sup>76</sup> Lors de contacts avec l'ambassade de France à Belgrade en 1953, plus de 20 contacts avaient trait exclusivement ou principalement à Trieste.<sup>77</sup> Parallèlement, l'ambassadeur Prica a eu une série de réunions concernant Trieste avec le Premier ministre Georges Bidault et de hauts responsables du ministère français des Affaires étrangères. À la mi-décembre 1953, Baudet dit ouvertement à l'ambassadeur Prica que la France tenait l'Italie de côté.<sup>78</sup>

L'entretien de l'ambassadeur de France, Philippe Baudet, avec le vice-ministre des Affaires étrangères, Aleš Bebler, le 22 décembre

<sup>72</sup> Janko Jeri, *Tržaško vprašanje po Drugi svetovni vojni, (tri faze diplomatskega boja)*, Cankarjeva založba, Ljubljana, 1961, 207.

<sup>73</sup> Archives de Yougoslavie, 836 (Cabinet du Maréchal de Yougoslavie), I-3-b/344.

<sup>74</sup> AMAE, f. 25, 1952, dossier 20, n° 414557.

<sup>75</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

<sup>76</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 4427.

<sup>77</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

<sup>78</sup> AMAE, f. 27, 1953, dossier 2, n° 44227.

1953, a marqué un tournant dans la résolution du problème du statut du Territoire Libre de Trieste.<sup>79</sup> L'ambassadeur Baudet a informé Bebler de la position des gouvernements américain, britannique et français selon laquelle le conflit de Trieste serait résolu par des négociations directes entre les représentants de la Yougoslavie et de l'Italie. En janvier 1954, l'ambassadeur des États-Unis, James W. Riddelberger, et le chargé d'affaires britannique, John Shattock, s'accordèrent avec le ministre yougoslave des Affaires étrangères, Koča Popović, pour que la question de Trieste soit résolue par des négociations secrètes.<sup>80</sup> Les négociations entre le représentant de la Yougoslavie, Vladimir Velebit, le représentant des États-Unis, Llewellyn E. Thomson, et le représentant de la Grande-Bretagne, Geoffrey W. Harrison, ont débuté à Londres le 2 février 1954.<sup>81</sup> La méthodologie de ces entretiens reposait sur la conclusion d'un accord que les Américains et les Britanniques présenteraient plus tard aux Italiens pour obtenir leur consentement.

Le 5 octobre 1954, l'ambassadeur de France, Baudet, félicite le vice-ministre des Affaires étrangères, Aleš Bebler, pour l'accord conclu sur Trieste, et annonce que la France s'associera aux déclarations des États-Unis et du Royaume-Uni pour ne pas soutenir de nouvelles dérogations territoriales entre la Yougoslavie et l'Italie.<sup>82</sup>

Une amélioration significative des relations entre la Yougoslavie et la France intervient après la formation d'un gouvernement présidé par Pierre Mendès France en juin 1954.<sup>83</sup> Cette amélioration des relations devait coïncider avec les progrès accomplis dans la résolution du conflit de Trieste, éliminant ainsi une source importante d'instabilité politique et sécuritaire en Europe. Les politiciens français ont commencé affirmativement à parler de coopération

---

<sup>79</sup> Dragan Bogetić, *Jugoslavija i Zapad 1952-1955. Jugoslovensko približavanje NATO-u*, Službeni list SRJ, Beograd, 2000, 76.

<sup>80</sup> *Ibid*, 125.

<sup>81</sup> Janko Jeri, *Tržaško vprašanje po Drugi svetovni vojni, (tri faze diplomatskega boja)*, Cankarjeva založba, Ljubljana, 1961, 283. John C. Campbell (Ed.), *Successful Negotiation: Trieste 1954. An Appraisal by the Five Participants*, Princeton University Press, Princeton, 1976.

<sup>82</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 6, n° 413410.

<sup>83</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 7, n° 18021.

avec la Yougoslavie et la presse française a écrit favorablement sur Trieste, sur le pacte balkanique et le rôle de la Yougoslavie dans la construction européenne.<sup>84</sup> L'ambassadeur Prica a été officiellement informé par le ministère français des Affaires étrangères que l'ambassadeur de France à Belgrade avait reçu pour instruction de travailler à un rapprochement accru entre la Yougoslavie et la France.<sup>85</sup> Au début du mois d'août 1954, Pierre Mendès France donna une interview au quotidien de Belgrade, *Politika*, soulignant la nécessité de développer davantage les relations amicales dans les domaines économique, culturel et politique. Le 25 octobre 1954, une réunion du Premier ministre yougoslave Edvard Kardelj et de Pierre Mendès France eut lieu à Paris. Elle soulignait la proximité de nombreuses questions politiques, ainsi que la nécessité de procéder à des consultations politiques. Lors d'une visite aux États-Unis du 17 au 20 novembre 1954, Mendès France a déclaré que la coopération de la France avec la Yougoslavie était dans l'intérêt général et que les autorités françaises envisageaient d'inviter Josip Broz à se rendre en France.<sup>86</sup> Lors d'un dîner organisé le 27 octobre 1954 par Josip Broz en l'honneur de l'ambassadeur français sortant, Philippe Baudet, Aleš Bebler a déclaré que le bonheur pour l'Europe était une situation appartenant au passé, dans laquelle la présence de la France n'était pas remarquée.<sup>87</sup> Après quelques verres de vin, Baudet fut très bavard, jurant que l'ancien ministre Georges Bidault était un buveur réactionnaire qui ne faisait rien et il loua Pierre Mendès France, qui travaillait jour et nuit. Le début de l'année suivante 1955 apporta une qualité nouvelle aux relations franco-yougoslaves. Le 21 janvier 1955, le gouvernement français invita Josip Broz à se rendre en France. Il y répondit favorablement le 3 février.<sup>88</sup>

---

<sup>84</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 6, n° 413709.

<sup>85</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 2, n° 49102.

<sup>86</sup> United States Department of State, (William Z. Slany, Ed.), *Foreign relations of the United States, 1952-1954. Eastern Europe; Soviet Union; Eastern Mediterranean*, Volume VIII, U.S. Government Printing Office, Washington, 1988, 1425.

<sup>87</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 6, n° 414181.

<sup>88</sup> AMAE, f. 23, 1954, dossier 7, n° 18021.

## CONCLUSION

Le développement des relations bilatérales entre la Yougoslavie et la France de 1945 à 1954 correspond pleinement aux progrès accomplis dans la résolution du conflit de Trieste. Dans des conditions militaro-politiques extrêmement complexes, la coopération bilatérale dépendait des relations multilatérales. La politique étrangère de la France était pleinement conforme aux politiques américaine et britannique. En outre, la France avait intérêt à aider l'Italie sur les plans politique et économique. Toutes ces circonstances dans lesquelles la politique étrangère française fonctionnait n'étaient pas favorables au gouvernement yougoslave, qui avait des prétentions territoriales sur le territoire que l'Italie considérait comme le sien. La méfiance des pays occidentaux envers la Yougoslavie en tant que pays communiste constituait un problème supplémentaire. Le conflit entre la Yougoslavie et l'Union soviétique en juin 1948 contraignit le gouvernement yougoslave à orienter sa politique étrangère dans le sens d'une coopération avec les pays d'Europe occidentale et les États-Unis. La Yougoslavie avait un intérêt politique et économique à coopérer avec la France et à apporter une solution favorable au problème de Trieste par le biais de la France. La méfiance originelle de l'Occident à l'égard de la Yougoslavie a vite disparu lorsque la Yougoslavie a commencé à recevoir une assistance militaire et à participer à l'élaboration de plans de défense. En prenant soin de ses intérêts, le gouvernement français a rejoint les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni et a commencé à allouer des ressources financières et matérielles importantes à l'assistance militaire en Yougoslavie. Bien que la coopération bilatérale avec la Yougoslavie ait considérablement progressé depuis 1951, les questions importantes de la politique étrangère yougoslave ont été peu soutenues. Le gouvernement français a continué à soutenir les revendications territoriales italiennes dans la résolution du conflit de Trieste. En outre, le gouvernement français a soutenu l'entrée de l'Italie dans le pacte balkanique. Un changement significatif dans l'attitude de la France à l'égard de la Yougoslavie est intervenu après les progrès accomplis dans la

résolution du conflit de Trieste. Cette évolution a coïncidé avec la formation du gouvernement Mendès France, qui était déterminé à développer de bonnes relations avec la Yougoslavie. La signature de l'accord sur la solution du conflit de Trieste le 5 octobre 1954 a marqué le début de la pleine coopération de la Yougoslavie avec la France et les autres pays occidentaux.

## Bibliographie

- Archives du Ministère des Affaires étrangères, Archives politiques  
Archives de Yougoslavie, 836 (Cabinet du Maréchal de Yougoslavie).  
Archives militaires, ÉM-10.
- Bogetić Dragan, *Jugoslavija i Zapad 1952-1955, Jugoslovensko približavanje NATO-u*, Službeni list SRJ, Beograd, 2000.
- Bekić Darko, *Jugoslavija u hladnom ratu (Odnosi s velikim silama 1948-1955)*, Globus, Zagreb, 1988.
- Laković Ivan, *Zapadna vojna pomoć Jugoslaviji 1951-1958*, Istorijski institut Crne Gore, Podgorica, 2006.
- Duroselle Jean-Baptiste, *Le conflit de Trieste 1943-1954*, Editions de l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles, 1966.
- Milkić Miljan, *Tršćanska kriza u vojno-političkim odnosima Jugoslavije sa velikim silama 1943-1947*, INIS, Beograd, 2012.
- Milkić Miljan, "Yugoslavia and Italy, 1945-1947: Yugoslav Policies and Strategies in the Trieste Crisis", in: *Italy's Balkan Strategies (19<sup>th</sup>-20<sup>th</sup> Century)* (Edited by Vojislav G. Pavlović), Institute for Balkan Studies of the Serbian Academy of Sciences and Arts, Belgrade 2014, 267-279.
- Milkić Miljan, "Pregovori o političkoj i vojnoj saradnji FNRJ i Kraljevine Grčke do potpisivanja Ankarskog ugovora", u zborniku: *Balkanski pakt 1953/1954* (priredio: Nemanja Milošević), Institut za strategijska istraživanja, Beograd, 2008, 111-129.

## **Summary**

---

### **MILITARY-POLITICAL RELATIONS BETWEEN YUGOSLAVIA AND FRANCE IN THE CONTEXT OF THE TRIESTE CRISIS (1945-1954)**

Between May 1, 1945 and October 5, 1954, one of the main features of Yugoslav foreign policy was the resolution of the Trieste crisis. The Trieste crisis represented a special period that marked the military-political, economic and cultural relations between Yugoslavia and Western European countries and the United States. Until 1950, official communication between the French and Yugoslav state representatives was full of mutual distrust. Relations between France and Yugoslavia began to improve much more slowly than Yugoslavia's relations with other Western European countries. Economic cooperation has followed in its main lines the development of political relations. From June 1951, began French deliveries of economic aid in raw materials and consumer goods. Although the initiative on military cooperation with Yugoslavia was taken by the United States and the United Kingdom, France also provided military assistance to Yugoslavia. Of great importance in the development of Yugoslav-French military relations were military delegations. The Yugoslav government considered French policy to be hesitant and torn between loyalty to US policy and, on the other hand, an effort to affirm France as a leading European power. On the issue of resolving the Trieste crisis, the French government supported the Italian demands. The assessments of Yugoslav diplomats indicate that after the Second World War, France worked much more than other countries in the rehabilitation of Italy and was also a sort of Italian representative in international relations. Political relations between Yugoslavia and France began to improve during 1954 when it was certain that the Trieste crisis would be resolved. The signing of the agreement on the solution of the Trieste crisis on October 5, 1954 marked the

beginning of full cooperation of Yugoslavia with France and other Western countries.

**Key words:** France, Yugoslavia, conflict of Trieste, political relations, military assistance, Balkan pact.

---

**САЖЕТАК****ВОЈНО-ПОЛИТИЧКИ ОДНОСИ ЈУГОСЛАВИЈЕ И ФРАНЦУСКЕ У КОНТЕКСТУ РЕШАВАЊА ТРШЋАНСКЕ КРИЗЕ (1945-1954)**

У периоду од маја 1945. до октобра 1954. једна од главних карактеристика југословенске спољне политике била је решавање Тршћанске кризе. Иако је избила због граничног спора између Југославије и Италије, ова криза, која у својој основи представља прву кризу Хладног рата, у великој мери је утицала на војнополитичке односе између Великих сила. Период од завршетка Другог светског рата па све до потписивања споразума којим је решена Тршћанска криза, био је испуњен покушајима успостављања дијалога, али истовремено и избејањем мањих кризе које су биле на граници оружаних сукоба. Улогу Француске у овом периоду потребно је сагледавати у контексту њеног положаја као велике силе и чланице победничке коалиције из Другог светског рата. Својим спољнополитичким одлукама француска влада је значајно утицала на решавање Тршћанске кризе, као и на спољнополитички положај Југославије. Француска влада је своју политику према Југославији усклађивала са политиком Велике Британије и Сједињених Америчких Држава. Француска политика и њен утицај на Југославију значајна је у вези са имплементацијом одредби Мировног уговора, затим, током процеса вођења преговора у вези са решавањем Тршћанске кризе, као и у вези са приближавањем Југославије НАТО пакту и преговорима о војној сарадњи и пријемом војне помоћи коју је Југославија добијала од западноевропских земаља и САД.

**Кључне речи:** Француска, Југославија, Тршћанска криза, политички односи, војна помоћ, Балкански пакт.



**Dr. Aleksandra Kolaković**

*collaboratrice scientifique supérieur  
Institut d'études politiques, Belgrade, Serbie*

---

## **PRÉSENTATION DE LA NOUVELLE YUGOSLAVIE EN FRANCE DE 1945 À 1973 : DIPLOMATIE ET CULTURE\***

### **Résumé**

---

*Au cours des premières années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le nouveau gouvernement communiste de Yougoslavie, en plus de renforcer les autorités du pays, a également tenté de développer une propagande à l'étranger. La France, en tant que pays d'Europe occidentale dans lequel les communistes yougoslaves avaient coopéré avec le Parti communiste français (PCF) et qui comptait environ 14 000 émigrants politiques, revêtait une importance particulière pour le nouveau régime yougoslave. Les premiers diplomates yougoslaves, tels que Marko Ristić, ambassadeur, ont été choisis dans les rangs des non-communistes parce que le personnel était insuffisant et on pensait que ces personnes, éduquées en France ou ayant des liens avec les cercles culturels français, contribueraient à créer une image positive de la nouvelle Yougoslavie, à un moment où les relations bilatérales avec la France étaient tendues, en raison des frontières nordouest*

---

\* L'article a été créé dans le cadre de l'activité de recherche scientifique de l'Institut d'études politiques, financé par le Ministère de l'éducation, des sciences et du développement technologique de la République de Serbie.

*du pays et des relations avec l'Union soviétique, et alors que la Résolution du Kominform (28 juin 1948) bouleversait la donne.*

*Parallèlement, les Yougoslaves ont tenté de collaborer avec des personnalités importantes du monde culturel français, par exemple avec Louis Aragon. Cette diplomatie culturelle a non seulement utilisé les relations entre intellectuels et scientifiques (conférences, traduction d'ouvrages, etc), mais également des expositions d'art, des performances, des films et de la musique. L'objectif était de présenter le nouvel État et d'améliorer son image internationale, ainsi que d'accomplir parfois des tâches spécifiques complexes. Cet article analyse le contenu, les plans et les domaines de la diplomatie culturelle yougoslave dans la période qui s'étale de 1945 jusqu'à la création du Centre d'information culturelle à Paris en 1973, à partir des archives conservées aux Archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères de la France, aux Archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères de la Serbie et Archives de la Yougoslavie.*

**Mots-clés:** *République populaire fédérale de Yougoslavie (Yougoslavie), France, Serbie, diplomatie, soft power, propagande, diplomatie culturelle.*

---

Au cours des premières années qui ont suivi la Grande Guerre, le nouveau gouvernement communiste de la République populaire fédérale de Yougoslavie (Yougoslavie), en plus de consolider le pouvoir dans le pays, a cherché à développer sa propagande à l'étranger. Comme lors de la crise de Trieste dans les premières années d'après-guerre et de la collision des intérêts de la Yougoslavie et des puissances occidentales, il était également utile de présenter le nouvel État aux pays d'Europe occidentale. Bien que la Yougoslavie s'appuie sur l'URSS (Traité d'amitié, d'assistance mutuelle et de coopération et de participation d'après-guerre à la

Conférence de fondation des Nations Unies à San Francisco d'avril à juin 1945), les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie ont également soutenu l'affiliation à d'autres organisations socio-politiques internationales. La Conférence syndicale mondiale de 1945 à Paris, ainsi que la Fédération démocratique internationale des femmes, créée à la fin de la même année, également à Paris, ont accru l'intérêt pour la France chez les communistes yougoslaves. La France, en tant que pays d'Europe occidentale où les communistes yougoslaves coopéraient avec le Parti communiste français (PCF) en matière de propagande de la diaspora et d'introduction d'un nouvel État dans le monde, était particulièrement importante pour le nouveau régime yougoslave. En outre, la coopération d'intellectuels français et serbes<sup>1</sup>, qui avaient une histoire de plus d'un siècle, depuis la période précédant la Grande Guerre, jusqu'aux premières années de l'après-Seconde Guerre mondiale, en passant par l'entre-deux-guerres, la Guerre civile espagnole – lorsque le Comité national yougoslave agissait à Paris pour aider les Républicains – et la Résistance, entre dans une nouvelle phase marquée par la coopération entre les partis et la substitution d'une relation franco-yougoslave normalisée à l'idée d'amitié éternelle franco-serbe.<sup>2</sup> Celle-ci, en 1945, établissait les principes de base

<sup>1</sup> Voir: Fadiil Ekmečić, *Poslednjih sto godina Jugoslovena u Francuskoj La Presence Yougoslave en France depuis 100 ans* (expose préliminaire, these et chronologie succincte), Paris, 1981, pp. 30–34; Slavenko Terzić (dir.), *Jugoslovensko-francuski odnosi: povodom 150 godina od otvaranja prvog francuskog konzulata u Srbiji*, Istarski institut, Beograd 1990; Mihailo Pavlović, Jelena Novaković, *Srpsko-francuski odnosi 1904–2004*, Arhiv Srbije, Beograd, 2004; Dušan T. Bataković, *Une alliance atypique Les relations franco-serbes 1878–1940*, Balkanološki institut SANU, Belgrade 2010; Dušan T. Bataković, «Francuski uticaji u Srbiji 1835–1914. Četiri generacije Parizlija», *Zbornik Matice srpske za istoriju*, 57 (1997), pp. 73–95; Stanislav Sretenović, *Francuska i Kraljevina Srba Hrvata i Slovenaca 1919–1929*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 2009; Aleksandra Kolaković, *U službi otadžbine: saradnja francuskih i srpskih intelektualaca*, Institut za političke studije, Beograd, 2016; Aleksandra Kolaković, «War and Propaganda in 1915: French Intellectuals and Actuation of Serbian Issues», Dalibor Denda, Christian Ortner (dir.), *The Great War in 1915*, Belgrade Wien 2017, pp. 330–352.

<sup>2</sup> Savo Pešić, «Komunistička partija Jugoslavije i španski građanski rat», *Vojno-istorijski glasnik*, 2 (1986), pp. 261–276; Dragoljub Kuprešanin, Veselinka Kastratović-Ristić, Dušica Knežević, *U čast španskih boraca. Španski*

et les modes de fonctionnement de la diplomatie culturelle de la Yougoslavie en France.

Les premiers diplomates yougoslaves ont également été recrutés parmi les non-communistes, notamment dans les pays occidentaux, principalement en raison du manque de cadres communistes. On pensait que ces personnes contribueraient à la création d'une image positive de la nouvelle Yougoslavie dans une période de relations tendues avec les puissances occidentales, en raison des frontières nord-ouest du pays et des relations avec l'Union soviétique, désormais conditionnées par la Résolution du Kominform (28 juin 1948).<sup>3</sup> L'importance de la France est également mise en évidence par le fait que, à partir d'avril 1945, Marko Ristic devint l'ambassadeur de la Yougoslavie en France : ancien étudiants français, surréaliste, expert de la culture et des arts français, il était un amie réputé et respecté de la France.<sup>4</sup>

---

*građanski rat 1936-1939: jugoslovenski dobrovoljci u Španskom građanskom ratu: arhivski materijal, svedočenja, sećanja*, Muzej istorije Jugoslavije, Beograd 2006; Hervé Lemesle, «Les volontaires yougoslaves en Espagne républicaine: des sources pour une étude prosopographique: des sources pour une étude prosopographique», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 123/124, pp. 50–58.

<sup>3</sup> *Le cas Yougoslave: intéresse l'opinion publique*, Association des jeunes des brigades en Yougoslavie Toulouse, 1948; Vladimir Dedijer, *The battle Stalin lost : memoirs of Yugoslavia 1948-1953*, New York : Grosset & Dunlap, 1972; Ćedomir Štrbac, *Jugoslavija i odnosi između socijalističkih zemalja: sukob KPJ i Informbiroa*, Prosveta 1984; Dragan Bogetić, «Saradnja Jugoslavije i zapada u vreme sukoba sa Kominformom (1952–1955)», *Velike sile i male države u Hladnom ratu: slučaj Jugoslavije*, Beograd 2005, pp. 43–62.

<sup>4</sup> Marko Ristić était surréaliste, écrivain et diplomate. Né au début du XXe siècle, dans une famille de Belgrade vieille et respectée (il était le petit-fils de Jovan Ristić, ministre serbe, Premier ministre, homme d'Etat et académicien), il a fait ses études à Belgrade et en Suisse, où il a appris le français. Son travail en tant que surréaliste et écrivain a déterminé la rencontre avec la littérature surréaliste française qui lui a été apportée par Rastko Petrović, en revenant de Paris en 1922. La formation définitive de Ristić en tant que surréaliste a été déterminée par son séjour à Paris en 1926 et 1927. Alors Marko Ristić sort du cadre de la seule culture serbe (yougoslave) et à travers le contact avec des surréalistes français dans les salons de l'époque parisienne, il rencontre un nouveau monde qu'il tente de transférer à Belgrade. Une première réunion de Ristić et Breton et d'autres surréalistes, Éluard et Aragon, a eu lieu en 1926 à Paris. Louis Aragon, André Mason, Paul Eluard, Jacques Prévert, Georges Bataille, Jean Cocteau, les membres du Premier tour des surréalistes de Paris,

En arrivant en France il fit part à ses hôtes de l'honneur et de la fièreté d'être l'ambassadeur de la Yougoslavie à Paris, « dans un pays qui nous a toujours été cher, dans un pays qui, par le sens légal de son histoire, la richesse de sa culture et la liberté de son peuple, étaient pour nous, depuis longtemps, une source d'espoir, d'encouragement et d'inspiration ».<sup>5</sup> Cette venue de Ristić, dans l'édifice de l'ambassade de Yougoslavie près du Trocadéro, rassembla à nouveau des surréalistes, ainsi que d'autres écrivains et artisans. Aragon, Paul Eluard, Duclaux, Pierre Emmanuel, Jean Cassou et d'autres étaient des invités fréquents du « salon littéraire-politique ». En tant qu'ambassadeur non communiste, Ristić a été soumis à de fortes tensions avec le personnel diplomatique de l'ambassade, qui ne comprenait pas toujours l'échange culturel et la coopération avec les Français. Souvent compromise par la suspicion d'espionnage, même la coopération culturelle des deux pays était considérée comme potentiellement dangereuse. Cela s'est reflété dans la nature et la portée des initiatives de Marko Ristić, qui a reçu la Grand-Croix de la Légion d'honneur à la fin de son service en France. Au début de l'après-guerre, Vuk Dragović, ancien journaliste de *Politika* et conseiller de presse à l'ambassade de la République populaire fédérale de Yougoslavie, a eu une influence sur la forme qu'adopta la diplomatie culturelle de la nouvelle Yougoslavie.<sup>6</sup>

---

étaient les modèles dont Ristić a suivi et introduit dans le cercle des surréalistes serbes, dont Oskar Davičo, Milan Dedinac, Dusan Matić, Rastko Petrović et d'autres, y compris l'épouse de Ristić, Jelica Živadinović Ševa Ristić ont fait partie. Comme la plupart des surréalistes vivaient à Paris dans les années vingt et trente du XXe siècle, Ristić est également confronté à des personnalités telles que : René Margit, Juan Miro, Max Ernst, Salvador Dalí, Alberto Dacometi. Voir: Marko Ristić, *Književna politika: članci i pamfleti*, Prosveta, Beograd, 1952; Marko Ristić, *Politička književnost (za ovu Jugoslaviju) 1944-1958*, Oslobođenje, Sarajevo, 1977; *Legat Marka Ristića = Leg de Marko Ristić: likovna eksperimentacija grupe beogradskih nadrealista : 1926-1939* : Muzej savremene umetnosti, Beograd novembar 1993-januaar 1994; Marko Ristić, *Diplomatski spisi*, Prosveta, Beograd, 1996.

<sup>5</sup> Slobodan Selinić, «Ambasador nekomunista i partijska diplomatija. Marko Ristić u Parizu 1945– 1951»; *Tokovi istorije*, 2 (2012), pp. 144–145.

<sup>6</sup> Slobodan Selinić, *Partija i diplomatija u Jugoslaviji 1945–1952*, INIS, Beograd, 2013, pp. 218–239.

L'idée de Marko Ristic était d'accorder une attention particulière à la coopération avec d'éminents intellectuels français. C'était la voie qu'avait suivie la diplomatie culturelle du Royaume de Serbie, puis celle du Royaume de Yougoslavie.<sup>7</sup> Dragovic, en tant que journaliste expérimenté, a souligné l'importance de la presse. La coopération dans les cercles journalistiques s'établissant par le biais des liens entre partis politiques, les journaux les plus influents étaient presque inaccessibles durant cette période initiale et la série d'articles paraissait dans des journaux communistes et à tendance de gauche. Des efforts ont également été déployés pour collaborer avec des personnalités du monde culturel, notamment de la littérature.<sup>8</sup> Elles furent d'abord invitées en Yougoslavie et devaient ensuite informer leurs amis et le public à leur retour. Louis Aragon et Paul Eluard se rendirent en Yougoslavie en mai 1946, y rencontrèrent également Tito et exprimèrent un avis favorable sur le nouveau régime et le nouveau pays, avant que la résolution du Kominform ne change la donne.

Elsa Triolet était venue avec Aragon. Elle a eu des commentaires très négatifs sur la Yougoslavie, avant même que les relations entre communistes français et yougoslaves ne se détériorent.<sup>9</sup>

Durant cette période, à l'initiative des épouses de Marko Ristic et de Vuk Dragovic, une série de réceptions fut donnée et, à partir de 1947, la musique fut utilisée à des fins diplomatiques. Un groupe de folklore composé de filles expatriées yougoslaves a été fondé à Paris comptant 15 membres. Il fut dirigé par Mme Marina Olenjina Dragovic. Le groupe était également parrainé par l'épouse de l'ambassadeur Marko Ristic. En janvier 1948, ce groupe s'est présenté lors d'un événement à l'hôtel Lutétia.<sup>10</sup> Cet

<sup>7</sup> Aleksandra Kolaković, «Kultura i diplomatija: Francuska i Srbija», Aleksandra Vraneš, Ljiljana Marković (dir.), *Kulture u dijalogu – Cultures in Dialogue, Cultural Diplomacy and Libraries, book 3*, Filološki fakultet, Belegarde, 2013, pp. 101–122.

<sup>8</sup> Arhiv Ministarstva spoljnih poslova Republike Srbije, 1948, Francuska, 48, 12, VII, 48/172, pov. br. 1169, telegram, Ristic, Ambasada – MIP, Paris 14. 04. 1948.

<sup>9</sup> Fadil Ekmečić, *Poslednjih sto godina Jugoslovena u Francuskoj La Presence Yougoslave en France depuis 100 ans, op. cit*, p. 18.

<sup>10</sup> *Ibid.*

hôtel, dont l'architecture exprimait le passage de l'Art Nouveau à l'Art Déco depuis son ouverture en 1910, a été le centre d'un rassemblement d'artistes, intellectuels, hommes politiques et diplomates. Le passage d'invités de marque dans cet hôtel, où étaient souvent organisés des expositions, des conférences et autres événements est attesté par le fait que le général de Gaulle, qui a passé sa lune de miel dans ce bâtiment, y a même passé la nuit qui a précédé son départ pour son exil en Angleterre, oubliant une valise qui lui fut restituée à la Libération. Picasso et Matisse étaient également invités, tout comme la célèbre Joséphine Baker, et l'hôtel est devenu un bastion du jazz en France. Compte tenu de tout cela, il est évident que la médiatisation du nouvel État par la musique a suscité beaucoup d'attentes.<sup>11</sup> Ce filon s'est longtemps limité au folklore, du moins jusqu'en 1952, avant de se diversifier et de devenir le principal outil de promotion du pays.

Le numéro spécial de mai 1948 du magazine *Regards*, consacré à la Yougoslavie et illustré par le peintre Milivoje Uzelac, est le fleuron de la diplomatie culturelle de la RPFY de cette époque.<sup>12</sup> Au même moment, le premier film d'art yougoslave *Slavica* était projeté en France. Outre les contacts et les liens avec les écrivains et les journalistes, l'utilisation du film et du folklore, les traductions de certains auteurs yougoslaves ont constitué un domaine important de la diplomatie culturelle. La traduction en français nécessitait des efforts considérables, était strictement contrôlée par la Commission culturelle de Belgrade et comprenait principalement des livres qui témoignaient des luttes de la Seconde Guerre mondiale ou du lien qui unissait les cultures française et yougoslave. Parmi les premiers ouvrages à être traduits, *Avec les partisans, souvenirs* de Vladimir Nazor et, à la veille de la résolution du Kominform, une édition spéciale de *Jama (la Caverne)* d'Ivan Goran Kovacic, qui était en cours de préparation et était agrémentée d'une gravure de Picasso sur une partie des pages – sa distribution fut

---

<sup>11</sup> Pierre Assouline, *Lutetia*, Gallimard, Paris, 2005.

<sup>12</sup> Fadiil Ekmečić, *Poslednjih sto godina Jugoslovena u Francuskoj La Presence Yougoslave en France depuis 100 ans*, op. cit, p. 38.

suspendue.<sup>13</sup> La diplomatie culturelle tant attendue de la Yougoslavie a donc été un échec majeur. Les liens tissés par la Seconde Guerre mondiale entre la Résistance française et les combattants yougoslaves qui y avaient participé ont également été ébranlés par la crise de 1948, à l'instar de la diplomatie culturelle yougoslave. Un autre problème venait compromettre les relations diplomatiques entre la France et la RPFY : c'était la présence d'un nombre important d'émigrants politiques, qui publiaient leurs journaux et organisaient de la contre-propagande.<sup>14</sup> La plupart des événements, qui ont initialement impliqué la participation de groupes folkloriques et de chorales formés en France puis en provenance de Yougoslavie, ainsi que la publication de journaux, étaient destinés aux expatriés yougoslaves en France. La fête de la République était une fête particulièrement célébrée et il semble que l'utilisation de la culture en France a été principalement destinée aux membres de la diaspora, plus que comme moyen de communication entre les deux pays. L'association France-Yougoslavie, composée de Français et de Serbes, a été un acteur culturel important de la Yougoslavie en France. En effet, cette association a été interdite après la résolution du Kominform, mais à partir de 1949, d'autres associations ont été formées qui poursuivaient une mission similaire, telle que l'Association Fraternité – Unité (Bratstvo – Jedinstvo).<sup>15</sup>

La culture a été la voie choisie pour « dégeler » les liens franco-yougoslaves, qui ont été perturbés par plusieurs éléments : la présence de quelque 14 000 membres de l'émigration politique serbe en France, les relations de Gaulle-Tito et la résolution du Kominform, révélant la méfiance entre communistes français et serbes.<sup>16</sup> À partir de 1949, il y a eu une nouvelle vague de propagande culturelle accrue en France, visant clairement à assouplir les relations tendues. Cette année-là, l'Agence d'information yougoslave

---

<sup>13</sup> *Sve Goranove Jame*, katalog izložbe, NSK, Zagreb, 2013.

<sup>14</sup> Arhiv Ministarstva spoljnih poslova Republike Srbije, 1948, Francuska, 50, 359, Godišnji izveštaj rada gen. Konz. u Marselju.

<sup>15</sup> Arhiv Ministarstva spoljnih poslova Republike Srbije, 1948, Francuska – 9, 6, Kulturno prosvetni život Francuske, 47/247, telegram, 426688, Simić MIP – Ambadi Pariz, 02. 01. 1948; Ibid, 47/248, telegram, pov. 645, 26. 02. 1948.

<sup>16</sup> AMAE, Z Europe Yougoslavie, 1944 – 1949, Z 510 – 1, Yougoslaves en France.

s'ouvrit au cœur de Paris dans le deuxième arrondissement. Elle publia bientôt un magazine francophone, *Les Nouvelles de Yougoslavie*, dans lequel le nouvel État se présentait sur les plans culturel, historique, politique, économique et touristique.<sup>17</sup> Au sein de cette institution, il y avait une exposition permanente la première exposition de photographies témoignant des luttes menées en Yougoslavie pendant la Seconde Guerre mondiale, des salles de lecture et des magasins de livres, de magazines et de disques (en gomme laquée) yougoslaves, ainsi que des textiles, en particulier de l'artisanat local. La création de cette institution marque la première tentative d'organiser plus systématiquement la diplomatie culturelle en France. Jacques Cassou, ancien membre du Mouvement de la résistance et directeur du Musée d'art moderne de Paris, était une nouvelle personnalité qui comptait parmi les intellectuels sur lesquels s'appuyait la Yougoslavie.<sup>18</sup> C'est à cette époque que le sport a été utilisé pour la première fois comme un outil de diplomatie dans les relations franco-yougoslaves. Un match de football a d'abord été joué entre l'Etoile Rouge et les Girondins de Bordeaux (avec un score de 9 : 2), puis les premiers matchs des équipes nationales ont été joués.<sup>19</sup> L'importance de la propagande yougoslave pour la France est également attestée par le fait que le premier journaliste occidental à avoir interviewé Tito après la crise du Kominform était un Français – Louis Dalmas, journaliste à *France Soir*, à la suite de quoi une série d'articles dans ce journal a été publiée au tour de 1949 à 1950.<sup>20</sup>

Nouvel ambassadeur de Yougoslavie en France, Srdjan Srdja Prica, avocat de formation, membre du Parti communiste depuis 1925, ayant l'expérience de la Guerre civile espagnole et résidant aux États-Unis, membre de la nouvelle diplomatie yougoslave, à

<sup>17</sup> *Les Nouvelles de Yougoslavie*, Paris 1948–1949.

<sup>18</sup> David Drake, *Intellectuals and Politics in Post-War France*, Palgrave, 2002, pp. 74–75.

<sup>19</sup> Fadiil Ekmečić, *Poslednjih sto godina Jugoslovena u Francuskoj La Presence Yougoslave en France depuis 100 ans*, op. cit, p. 32.

<sup>20</sup> David Drake, *Intellectuals and Politics in Post-War France*, p. 76.

Paris entre 1950 et 1955, sur proposition d'Edvard Kardelj, accorda une attention particulière à l'utilisation du *soft power*.<sup>21</sup>

On utilisa aussi la mémoire des combattants et des réservistes yougoslaves en France à des fins de diplomatie culturelle. On inaugura en leur honneur, de façon très solennelle, une plaque commémorative au cimetière d'Ivry, le 18 juin 1950.

La même année, une exposition d'art yougoslave médiéval a été organisée au Palais Chaillot. La plupart des icônes et des peintures murales serbes constituaient « une grande découverte pour les amateurs d'art français ».<sup>22</sup>

Dès l'année 1951, un groupe de plus de 20 journalistes permanents français prit ses quartiers en Yougoslavie et, la même année, Mosa Piade dirigea une délégation yougoslave qui déposa des gerbes sur la sépulture de résistants tombés au combat au Mont Villery. Des traductions de livres de Milovan Djilas, Koca Popovic, Ales Bebler, Tito en français ont été publiées à cette époque, ainsi que des monographies consacrées à la Yougoslavie. En mai 1952, une grande exposition sur les arts populaires à Paris fut organisée: 1.400 pièces, 28 costumes nationaux et 70 tapis. Du 15 au 17 juillet 1952, le Ballet national yougoslave, avec 76 joueurs et chanteurs, se présentait pour la première fois à Paris. Le Palais Chaillot, lieu prestigieux s'il en est, était tout indiqué pour attirer un important public français. La presse française a écrit avec enthousiasme au sujet de cette représentation. La qualité de ce programme a encouragé une seconde représentation la même année, du 3 au 12 octobre, avec 45 danseurs et chanteurs, dont la performance a été qualifiée de rhapsodie slovène. Elle fut si remarquable que les artistes yougoslaves prolongèrent leur séjour et gratifièrent le public français d'une prolongation de leur spectacle du 18 au 28 octobre. Deux ans plus tard, le 23 novembre 1954, le concert a été organisé par Miroslav Cangalovic au Conservatoire de musique.

---

<sup>21</sup> Voir: Dragan Bogetić, *Nova strategija spoljne politike Jugoslavije 1956–1961*, Institut za savremenu istoriju, Beograd 2006.

<sup>22</sup> Arnold Suppan, «La politique culturelle yougoslave durent d'ère Tito», Jean-François Sirinelli, Georges Henri Soutou, *Culture et Guerre froide*, Presses Paris Sorbonne, Paris, 2005, p.192.

Le succès de Cangalovic est attestée par le fait qu'il a reçu le prix du jury international de la critique en tant que meilleur chanteur de la saison au Festival du Théâtre des Nations à Paris pour son rôle de Méphisto (1959).<sup>23</sup>

Sur la base de ce qui a été étudié jusqu'à présent, il semble que la diplomatie culturelle de la Yougoslavie ait été cruciale dans la préparation de la première visite officielle de Tito en France. Déjà en janvier 1955, le président français René Coty avait adressé l'invitation au président yougoslave de visiter la France, mais la visite a été prolongée pour 1956, lorsqu'Ales Bebler a pris la tête de l'ambassade de Yougoslavie à Paris. La même année, à la mi-avril, l'opéra de Belgrade s'est produit au Théâtre des Champs-Élysées, avec les solistes Miroslav Cangalovic, Dusan Popovic, Valeri Heibalov et Melanija Bugarinovic. En même temps, le Premier ministre français Guy Mollet a déclaré pour le journal *Oslobodjenje* (*Libération*) de Sarajevo : « Je serai heureux de saluer le président de la Yougoslavie à Paris », et Josip Broz Tito a déclaré aux journalistes du *Monde* : « J'attends avec impatience de partir en France où je ne suis pas allé depuis 1939 ».<sup>24</sup> La deuxième interview de Tito dans le prestigieux journal a été publiée le 5 mai 1956. La visite de Tito (du 7 au 12 mai 1956) s'est accompagnée d'un accroissement des activités culturelles de la Yougoslavie en France, qui se sont poursuivies au cours de la période suivante, mais comme le disent les études actuelles, leur intensité est réduite.<sup>25</sup>

En 1956, les diplomates yougoslaves en France ont fait un effort particulier pour développer la coopération avec Jean-Paul Sartre, avec pour objectif de donner une vision officielle yougoslave de la situation mondiale et du développement de la Yougoslavie. Ces contacts ont débouché sur des visites de Sartre en Yougoslavie, ainsi que sur des traductions de ses œuvres, qui ont constitué des événements culturels et politiques importants. Au moment

<sup>23</sup> Fadiil Ekmečić, *Poslednjih sto godina Jugoslovena u Francuskoj La Presence Yougoslave en France depuis 100 ans*, op. cit., p. 37.

<sup>24</sup> *Le Monde*, le 5 mai 1956; Momčilo Stefanović, *Svet i Tito*, Globus, Matica Srpska, Zagreb, Novi Sad, 1988.

<sup>25</sup> Voir: <https://www.youtube.com/watch?v=uZQAc6zwGtQ>

où Radivoje Uvalić,<sup>26</sup> nouvel ambassadeur de Yougoslavie, étudiant en droit français et combattant espagnol, arrivait à la tête de l'ambassade en 1957, les échanges culturels et les visites d'artistes du monde de la littérature, de la musique et des arts dramatiques étaient nettement plus développés que dix ans auparavant, lorsque seuls des groupes folkloriques, des chorales et des discours d'intellectuels construisaient l'image de la Yougoslavie.

Au milieu des années 50, les traductions des œuvres d'Andrić et de Krleža étaient très populaires auprès du public français. À la fin de 1957 et au début de 1958, les grandes œuvres de Krleža, *Sprovod u Terezijenburgu* (Funérailles à Teresienburg) et *Povratak Filipa Latinovica* (Retour de Filip Latinovic) ont orienté les grands éditeurs français Calmann-Levy, Maurice Nadeau et Gabriel Marcel vers d'autres auteurs yougoslaves. L'une des personnalités sur lesquelles s'appuyait la propagande yougoslave était Jean Duvi-gnaud, qui a ouvert la voie à la propagande littéraire yougoslave pour les magazines *Express*, *France Observateur* etc.<sup>27</sup> Il est à noter que la diplomatie culturelle yougoslave reposait également sur l'Alliance française, avec laquelle le Royaume de Serbie et le Royaume de Yougoslavie avaient déjà développé une coopération. Les principaux contributeurs à la diplomatie yougoslave ont été les conférenciers de la Sorbonne, de l'École des langues orientales, ainsi que ceux de Strasbourg, Lyon, Bordeaux et Dijon. De plus, en 1957, Alain Bosquet, poète et essayiste, prépara une anthologie de la poésie yougoslave, Gaëtan Picon, essayiste, critique et écrivain, se rendit en Yougoslavie grâce aux activités culturelles et diplomatiques de l'ambassade. Les écrivains français de cette période étaient particulièrement intéressés par le cas de Djilas.<sup>28</sup>

<sup>26</sup> Voir: *Questions actuelles du socialisme*, Agence yougoslave d'information, Paris, 1951–1987; Venceslav Glišić, «Radivoje Uvalić», *Enciklopedija Jugoslavije*, t. 8, JLZ, Zagreb, 1971, p. 448.

<sup>27</sup> David Drake, *Intellectuals and Politics in Post-War France*, op. cit., pp. 73; Slobodan Selinić, *Književna diplomatija : međunarodna saradnja jugoslovenskih pisaca od sredine pedesetih do kraja sedamdesetih godina 20. veka*, INIS, Beograd, 2019.

<sup>28</sup> Nikola Mijatov, «The Case of Milovan Djilas and the European Socialists 1954-1958», *Istorija 20. veka*, 37 (2019), pp. 217–238.

À cette occasion, l'ambassadeur Radivoje Uvalic et le conseiller culturel Petar Segedin ont eu une conversation avec les écrivains Jean Cassou, Claude Avelin, Jean Duvignaud, Martin-Chauffier, Edith Thomas et Clara Malraux. A cette époque, Cassou exprima une attitude suspicieuse à l'égard des dirigeants yougoslaves, qu'il soutenait pourtant depuis la résolution du Kominform.

Cependant, en 1960, les relations franco-yougoslaves se sont refroidies. Tito a reçu à Belgrade le président du gouvernement temporaire algérien, Ferhat Abbas, ce qui a, bien entendu, heurté Paris.<sup>29</sup> Cependant, il semble que la diplomatie française ait voulu maintenir un lien fort avec Belgrade. Elle a donc proposé le fils de Franchet d'Esperey comme nouvel ambassadeur. Cependant, ses accréditations ont été rejetées en raison de ses liens avec l'émigration politique serbe à Paris. La réponse de la France ne se fit pas attendre : de Gaulle reçut plusieurs personnalité qui incarnaient l'ancien régime yougoslave : l'ex-reine de Yougoslavie, Marie Karadjordjevic, le prince régent Pavle (Paul), Bogoljub Jevtic, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, titulaire de la Grande Croix de la Légion d'honneur, Dragisa Cvetkovic, Premier ministre, et le prétendant au trône monténégrin, le prince Mihajlo Petrovic Njegos. En outre, à la demande du gouvernement français, et à l'occasion de la reconnaissance du gouvernement algérien, l'ambassadeur de Yougoslavie a quitté Paris en 1961. La presse locale a expliqué comment le régime de Tito avait aidé la partie adverse à prendre part à la guerre, avait envoyé des armes et avait même annoncé un montant de 55 millions de dollars pour le Front de libération algérien.<sup>30</sup>

---

<sup>29</sup> Dragan Bogetić, «Podrška Jugoslavije borbi alžirskog naroda za nezavisnost u završnoj fazi alžirskog rata 1958–1962», *Istorija 20. veka*, 3 (2012), 147–162; Vojislav Pavlović, «La guerre d'Algérie et la quête d'une nouvelle politique étrangère de la Yougoslavie de Tito», *La guerre d'Algérie et le monde communiste*, Histories EUD, Paris, 2017, pp. 119–138.

<sup>30</sup> Louis Dalmas, *Le Communisme yougoslave depuis la rupture avec Moscou*, Paris, 1950, p. 62; «Tito et de Gaulle», *Le Monde*, le 26 mai 1980 [https://www.lemonde.fr/archives/article/1980/05/26/tito-et-de-gaulle\\_2822508\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1980/05/26/tito-et-de-gaulle_2822508_1819218.html) (22.09.2019)

À partir de cette période, les échanges culturels et les représentations de musiciens et d'artistes yougoslaves se sont tus. L'Alliance française est pratiquement devenue le seul moyen d'exercer une influence en France. Ainsi, en 1961 à Poitiers, on a organisé des nuits yougoslaves et la promotion d'un film d'art : *Les trois quarts du soleil*. Lorsque les étudiants yougoslaves ont commencé à participer à ces activités, ils ont également proposé de jouer des matchs de basketball. Cependant, la diplomatie sportive n'a pas donné de résultats rapides au cours de cette période. Le niveau des relations diplomatiques étant tombé si bas, il était difficile de développer une coopération culturelle, scientifique et sportive.

Les émigrants politiques serbes et croates ont aussi contribué, par des actes d'opposition au régime communiste, à rendre la tâche de la diplomatie culturelle yougoslave encore plus difficile. Le « Comité yougoslave pour l'accueil des émigrés » à Paris provoqua des émeutes devant le consulat en 1962, tandis que la Mission catholique croate en France recueillait de l'aide pour fournir de l'argent et de la nourriture aux nouveaux arrivants venus de Yougoslavie et que des exilés politiques oustachis préparaient des actions contre le régime yougoslave.<sup>31</sup> Nous pouvons trouver un indice du dégel des relations franco-serbes en 1964, lorsque l'ambassadeur de France, Yves Chataigneau, a prononcé le 31 janvier une conférence à Poitiers sur la Yougoslavie, et en particulier à Skopje après le tremblement de terre. En 1964, un accord a été signé pour l'emploi de travailleurs yougoslaves en France et en 1965, le Club de l'ambassade de Yougoslavie et une école complémentaire ont été organisés.<sup>32</sup> L'événement culturel le plus remarquable a été l'exposition d'icônes (des XI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècles, originaires de la Macédoine) au Musée des Arts Décoratifs. Jusqu'à cette époque, 23 œuvres d'auteurs yougoslaves ont été traduites en français et ces contacts culturels ont été les plus profonds. Oscar Davico, Mira Aleckovic, Midhat Begic, Janez Menart et d'autres se sont rendus

---

<sup>31</sup> Fadiil Ekmečić, *Poslednjih sto godina Jugoslovena u Francuskoj La Presence Yougoslave en France depuis 100 ans, op. cit.*, p. 43.

<sup>32</sup> Arhiv Ministarstva spoljnih poslova Republike Srbije, 1965, Francuska, le Club de l'ambassade de Yougoslavie.

en France en 1965. Midhat Begić, ancien conférencier à Lyon et à Dijon, a également donné une conférence sur la littérature yougoslave à l'Institut slave.<sup>33</sup> Ces visites étaient le résultat d'une convention culturelle signée et visaient les échanges culturels, la formation linguistique et les contacts avec les éditeurs. Les visites et les conférences d'Aleksandar Vučo, du 24 mai au 3 juin 1966, organisées par le Ministère français des Affaires étrangères et de la Culture, ont été un franc succès.<sup>34</sup>

La vague de la nouvelle représentation de la Yougoslavie a commencé progressivement,<sup>35</sup> mais sans plan ni lignes directrices claires, et était principalement liée aux activités de la diaspora. La création du Club de l'ambassade de Yougoslavie était considérée comme un bon moyen, mais les résultats ne pouvaient pas être constatés rapidement, en particulier depuis l'attentat à la bombe contre le Club en 1968, qui a été suivi de l'émigration politique.<sup>36</sup> En 1968 également, à Paris, la vie était très instable et pleine de bouleversements politiques, sociaux et culturels. Dans ces conditions, il était difficile d'organiser des activités de diplomatie culturelle. En avril 1968, la librairie *Yougo-France*, créée en 1965, organisa un stand pour vendre des livres et des produits yougoslaves, notamment des disques phonographiques à Porte de Clignancourt.<sup>37</sup> En mai de la même année, la semaine yougoslave se tenait à la Maison des jeunes et de la culture de Palaiseau : *la Grande Semaine yougoslave*. Cet événement comprenait des expositions de peinture de Petar Lubarda, Milo Milunovic, Ivan Generalić, Marko Čelebonović et d'autres, ainsi qu'un programme de folklore et de divertissement auquel Teresa Kesovija a participé. Bien que ces activités n'aient pas été organisées directement

<sup>33</sup> *Spomenica 60. godišnjice Filozofskog fakulteta u Sarajevu (1950–2010)*, Filozofski fakultet, Sarajevo 2010, pp. 154-155.

<sup>34</sup> Fadiil Ekmečić, *Poslednjih sto godina Jugoslovena u Francuskoj La Presence Yougoslave en France depuis 100 ans*, op. cit, p. 44.

<sup>35</sup> Voir: Dragan Bogetić, *Nova strategija spoljne politike Jugoslavije 1956–1961*, Institut za savremenu istoriju, Beograd 2006.

<sup>36</sup> *Journal-export : specijalni broj posvećen francusko-jugoslovenskim odnosima (1956-1984)*, Beograd, 1983.

<sup>37</sup> Fadiil Ekmečić, *Poslednjih sto godina Jugoslovena u Francuskoj La Presence Yougoslave en France depuis 100 ans*, op. cit, p. 55.

par l'Ambassade de Yougoslavie, l'ambassadeur de l'époque, Ivo Vejvoda, a ouvert l'événement.<sup>38</sup> La librairie *Yougo-France* était l'organisateur de tels événements et l'Ambassade de Yougoslavie a soutenu les activités. Outre le folklore en tant que moyen de communication culturelle, une nouvelle vague de jumelages de villes françaises et yougoslaves a également été tentée et des concerts ont été organisés dans le cadre de ces festivités. En février 1971, l'Inex-France, un bureau de spectacles de Belgrade, a été créé en tant qu'importateur exclusif de disques phonographiques et organisateur de concerts pour les Yougoslaves. Cette organisation reprit également l'ensemble du programme d'événements déjà convenu entre Radio Belgrade, l'émission *Ensemble ce soir* et la librairie *Yougo-France*. De tels événements ont été organisés dans le but d'animer et de provoquer l'intérêt de la diaspora pour la Yougoslavie, c'est-à-dire de réaliser l'unité de la diaspora et son attachement au nouvel État, d'autant plus qu'il y a eu des vagues de ce qu'on appelle la diaspora active. On pourrait en conclure que les activités destinées aux diplomates et hommes politiques français, ainsi qu'au public, étaient à l'arrière-plan.

## Conclusion

Dragan Nedeljkovic, étudiant français et conférencier à la faculté de Strasbourg de 1955 à 1957, estime qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une « politique a été adoptée, ne politique qui détruisait les liens de coopération amicale franco-serbe » d'une période antérieure. La Serbie *héroïque* est devenue inconsciente pour les descendants de ceux qui l'appelaient ainsi. *La nouvelle Yougoslavie* et le régime communiste ont émergé à l'horizon, cherchant à se présenter à Paris à l'ensemble du monde occidental. L'une des façons était d'utiliser *la puissancedouce*.<sup>39</sup> Les armes de la diplomatie culturelle étaient les liens entre les intellectuels,

---

<sup>38</sup> Aleksandar Životić, «Ivan Ivo Vejvoda», *Srpska enciklopedija*, T.2, SANU, Matica srpska, Beograd, Novi Sad, 2013, p.180.

<sup>39</sup> Dragan Nedeljković, «Srpska dijaspora u Francuskoj posle Drugog svetskog rata», *Danica, srpski narodni ilustrovani kalendar za 1994 godinu*, Vukova zadužbina, Beograd 1994, pp. 278–279.

les érudits, les conférences, la traduction de livres, les expositions d'art, les pièces de théâtre, les films et, bien sûr, la musique. L'objectif était de présenter un nouveau pays et d'accroître sa réputation internationale, et, parfois, des tâches spécifiques et complexes s'imposaient.

Sur la base de l'analyse de la diplomatie culturelle post-yougoslave jusqu'à nos jours, il est évident que l'activité se concentrait sur le contact avec des intellectuels, des écrivains, des journalistes, puis sur le folklore, des conférences, des expositions et des traductions. Cela dit, les représentations susmentionnées de l'opéra, du film et de la peinture de Belgrade n'avaient pas une grande portée. Malgré le succès initial sporadique, il y avait un manque de systématisation des activités de l'État, ainsi qu'une divergence dans les activités de tous les acteurs de la diplomatie culturelle – des ambassades, des associations yougoslaves et des particuliers. L'absence de coordination des activités et la grande méfiance qui présidaient à la coopération franco-yougoslave, entre communistes yougoslaves et français depuis 1948 et entre l'ambassade yougoslave et certains représentants du ministère des Affaires étrangères, en particulier au cours de la première décennie qui a suivi la guerre, étaient évidentes. Après la résolution du Kominform, au moment de « l'ouverture » de la Yougoslavie vers l'Ouest, il semblait que, outre les mauvaises relations entre les communistes français et yougoslaves, la diplomatie culturelle avait eu les résultats les plus remarquables. Cependant, de graves problèmes existaient dans les relations franco-yougoslaves (les relations De Gaulle Tito, l'émigration politique des Serbes et des oustachis en France, la guerre en Algérie, la décolonisation, le Mouvement des non-alignés, etc.). Le général De Gaulle considérait le sort que Tito avait réservé au général Mihailovic comme inacceptable et estimait en plus que la fédération yougoslave en tant que telle était une structure étatique plus que fragile.<sup>40</sup> Mais avec l'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou en 1969, les relations entre le chef de l'Etat français et le maréchal Tito s'améliorèrent légèrement, le contentieux algérien n'étant

---

<sup>40</sup> Jean-Christophe Buisson, *Héros trahi par les Alliés, le général Mihailović (1893–1946)*, Librairie Académique Perrin, Paris, 1999.

plus là pour séparer les deux présidents.<sup>41</sup> Avant la troisième visite de Tito à Paris le 23 octobre 1971, au cours de laquelle il rencontra le président français Georges Pompidou, les relations bilatérales entre les deux pays étaient au plus bas. Cette interruption se reflétait également dans la propagande de la Yougoslavie en France, qui visait principalement la diaspora et, dans une moindre mesure, la promotion du pays à l'étranger. Venait ensuite, au second plan, le rôle des acteurs non gouvernementaux et des individus dans le cadre de la diplomatie culturelle (les librairies, les associations, les artistes de renom, etc.).

La conviction que la propagande culturelle et l'organisation de la diplomatie culturelle étaient efficaces et profitables à la Yougoslavie, a influencé la création du Centre culturelle et d'information à Paris le 26 mai 1973.<sup>42</sup> Jusque-là, la culture n'était pas systématiquement et suffisamment utilisée dans la politique étrangère yougoslave à destination de la France. Par conséquent, les interventions des musiciens les plus respectés, des artistes et des écrivains parrainés par l'État étaient insuffisantes pour exercer un réel pouvoir d'influence. La nouvelle doctrine de la « puissance douce » a été marquée par la création du Centre culturel et d'information de la Yougoslavie à Paris. Toutefois, les résultats des recherches effectuées à ce jour montrent que les grandes attentes des historiens à ce sujet n'étaient pas pleinement justifiées. En fait, nous pouvons conclure de cette étude que la diplomatie culturelle de la Yougoslavie en France a eu une portée limitée et un succès variable. Néanmoins, dans certains cas, elle a brisé les barrières de relations diplomatiques parfois rigides. L'absence d'une approche systématique, de plans à court terme et l'utilisation occasionnelle de la matrice de « l'amitié éternelle franco-serbe » convertie en

<sup>41</sup> Gilles Troude, «La Yougoslavie titiste vue par les diplomates français (1955–1974)», *Balcanica XL* (2009), 167–181.

<sup>42</sup> Aleksandra Kolaković, «Kultura i diplomatija: Francuska i Srbija», *op.cit.*, pp. 101–122; Ljiljana Rogač Mijatović, *Kulturna diplomatija i identitet Srbije*, FDU, CLIO, Beograd, 2014, pp. 203–205; Branislav Pantović, Nina Aksić, «Instrumentalizacija institucija kulture u međunarodnom ambijentu na primeru Kulturnog centra Srbije (Pariz) i turskog kulturnog centra «Junus Emre» (Novi Pazar)», *Zbornik Fakulteta dramskih umetnosti*, 31 (2017), pp.163–179.

« amitié éternelle franco-yougoslave »<sup>43</sup> constituaient un élément clé de la diplomatie culturelle yougoslave d'après-guerre en France, sans toutefois nourrir une culture du souvenir de ce qui était à la base de ce syntagme et qui est, à ce jour, le trait dominant des relations franco-serbes.

## Bibliographie

AMAE, *Z Europe Yougoslavie, 1944 – 1949*, Z 510 – 1, Yougoslaves en France.

Arhiv Ministarstva spoljnih poslova Republike Srbije, Francuska

Assouline, Pierre, *Lutetia*, Gallimard, Paris, 2005.

Bataković, Dušan T. “Francuski uticaji u Srbiji 1835–1914. Četiri generacije Parizlija”, *Zbornik Matice srpske za istoriju*, 57 (1997), pp. 73–95.

Bataković, Dušan T. *Une alliance atypique Les relations franco-serbes 1878–1940*, Balkanološki institut SANU, Belgrade 2010.

Bogetić, Dragan, “Saradnja Jugoslavije i zapada u vreme sukoba sa Kominformom (1952–1955)”, *Velike sile i male države u Hladnom ratu: slučaj Jugoslavije*, Beograd 2005, pp. 43–62.

Bogetić, Dragan, *Nova strategija spoljne politike Jugoslavije 1956 – 1961*, Institut za savremenu istoriju, Beograd 2006.

Bogetić, Dragan, “Podrška Jugoslavije borbi alžirskog naroda za nezavisnost u završnoj fazi alžirskog rata 1958–1962”, *Istorija 20. veka*, 3 (2012), 147–162.

Buisson, Jean-Christophe, *Héros trahi par les Alliés, le général Mihailović (1893–1946)*, Librairie Académique Perrin, Paris, 1999.

Dalmas, Louis, *Le Communisme yougoslave depuis la rupture avec Moscou*, Paris, 1950.

---

<sup>43</sup> Aleksandra Kolaković, «La France et la Grande Guerre dans la mémoire serbe», *Srpska politička misao*, special edition, 2018, pp. 83–106.

Dedijer, Vladimir, *The battle Stalin lost : memoirs of Yugoslavia 1948-1953*, New York : Grosset & Dunlap, 1972.

Drake, David, *Intellectuals and Politics in Post-War France*, Palgrave, 2002.

Glišić, Venceslav, "Radioje Uvalic", *Enciklopedija Jugoslavije*, t. 8, JLZ, Zagreb, 1971, p. 448.

Ekmečić, Fadiil, *Poslednjih sto godina Jugoslovena u Francuskoj La Presence Yougoslave en France depuis 100 ans* (expose preliminaire, these et chronologie succinte), Paris, 1981.

*Journal-export : specijalni broj posvećen francusko-jugoslovenskim odnosima (1956-1984)*, Beograd, 1983.

Kolaković, Aleksandra, "Kultura i diplomatija: Francuska i Srbija", Aleksandra Vraneš, Ljiljana Marković (dir.), *Kulture u dijalogu – Cultures in Dialogue, Cultural Diplomacy and Libraries, book 3*, Filološki fakultet, Belegrade, 2013, pp. 101–122.

Kolaković, Aleksnadra, *U službi otadžbine: saradnja francuskih i srpskih intelektualaca*, Institut za političke studije, Beograd, 2016.

Kolaković, Aleksandra, "War and Propaganda in 1915: French Intellectuals and Actualization of Serbian Issues", Dalibor Denda, Christian Ortner (dir.), *The Great War in 1915*, Belgrade Wien 2017, pp. 330–352.

Kolaković, Aleksandra, "La France et la Grande Guerre danas la memoire serbe", *Srpska politička misao*, special edition, 2018, pp. 83-106.

Kuprešanin, Dragoljub, Kastratović-Ristić, Veselinka, Knežević, Dušica, *U čast španskih boraca. Španski građanski rat 1936-1939: jugoslovenski dobrovoljci u Španskom građanskom ratu: arhivski materijal, svedočenja, sećanja*, Muzej istorije Jugoslavije, Beograd 2006.

*Le cas Yougoslave: intéresse l'opinion publique*, Association des jeunes des brigades en Yougoslavie Toulouse, 1948.

*Legat Marka Ristića: likovna eksperimentacija grupe beogradskih nadrealista : 1926-1939* : Muzej savremene umetnos-ti, Beograd novembar 1993-januar 1994.

Lemesle, Hervé, “Les volontaires yougoslaves en Espagne républicaine: des sources pour une étude prosopographique: des sources pour une étude prosopographique”, *Matériaux pour l’histoire de notre temps*, 123/124, pp. 50–58.

Le Monde

*Les Nouvelles de Yougoslavie*, Paris 1948–1949.

Mijatov, Nikola “The Case of Milovan Djilas and the European Socialists 1954-1958”, *Istorija 20. veka*, 37 (2019), pp. 217–238.

Nedeljeković, Dragan, “Srpska dijaspora u Francuskoj posle Drugog svetskog rata”, *Danica, srpski narodni ilustrovani kalendar za 1994 godinu*, Vukova zadužbina, Beograd 1994, pp. 278–279.

Pantović, Branislav, Aksić, Nina, “Instrumentalizacija institucija kulture u međunarodnom ambijentu na primeru Kulturnog centra Srbije (Pariz) i turskog kulturnog centra “Junus Emre” (Novi Pazar)”, *Zbornik Fakulteta dramskih umetnosti*, 31 (2017), pp.163–179.

Pavlović, Mihailo, Novaković, Jelena, *Srpsko-francuski odnosi 1904–2004*, Arhiv Srbije, Beograd, 2004.

Pavlović, Vojislav, “La guerre d’Algérie et la quête d’une nouvelle politique étrangère de la Yougoslavie de Tito”, *La guerre d’Algérie et le monde communiste*, Histories EUD, Paris, 2017, pp. 119–138.

Pešić, Savo, “Komunistička partija Jugoslavije i španski građanski rat”, *Vojno-istorijski glasnik*, 2 (1986), pp. 261–276.

Ristić, Marko, *Književna politika: članci i pamfleti*, Prosveta, Beograd, 1952; Marko Ristić, *Politička književnost (za ovu Jugoslaviju) 1944-1958*, Oslobođenje, Sarajevo, 1977.

Ristić, Marko, *Diplomatski spisi*, Prosveta, Beograd, 1996.

Rogač Mijatović, Ljiljana, *Kulturna diplomatija i identitet Srbije*, FDU, CLIO, Beograd, 2014.

Selinić, Slobodan, “Ambasador nekomunista i partijska diplomatija. Marko Ristić u Parizu 1945–1951”, *Tokovi istorije*, 2 (2012), pp. 144–145.

Selinić, Slobodan, *Partija i diplomatija u Jugoslaviji 1945–1952*, INIS, Beograd, 2013.

Selinić, Slobodan, *Književna diplomatija : međunarodna saradnja jugoslovenskih pisaca od sredine pedesetih do kraja sedamdesetih godina 20. veka*, INIS, Beograd, 2019.

Sretenović, Stanislav, *Francuska i Kraljevina Srba Hrvata i Slovenaca 1919–1929*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 2009.

*Spomenica 60. godišnjice Filozofskog fakulteta u Sarajevu (1950–2010)*, Filozofski fakultet, Sarajevo 2010.

Štrbac, Čedomir, *Jugoslavija i odnosi između socijalističkih zemalja: sukob KPJ i Informbiroa*, Prosveta 1984.

Stefanović, Momčilo, *Svet i Tito*, Globus, Matica Srpska, Zagreb, Novi Sad, 1988.

Suppan, Arnold, “La politique culturelle yougoslave durant d’ère Tito», Jean-François Sirinelli, Georges Henri Soutou, *Culture et Guerre froide*, Presses Paris Sorbonne, Paris, 2005, pp. 183–205.

*Sve Goranove Jame*, katalog izložbe, NSK, Zagreb, 2013.

Terzić, Slavenko, (dir.), *Jugoslovensko–francuski odnosi: povodom 150 godina od otvaranja prvog francuskog konzulata u Srbiji*, Istorijski institut, Beograd 1990.

Troude, Gilles, “La Yougoslavie titiste vue par les diplomates français (1955–1974)”, *Balkanica XL* (2009), 167–181.

*Questions actuelles du socialisme*, Agence yougoslave d’information, Paris, 1951–1987.

Životić, Aleksandar, «Ivan Ivo Vejvoda», Srpska enciklopedija, T.2,-SANU, Matica srpska, Beograd, Novi Sad, 2013, p.180.

<https://www.youtube.com/watch?v=uZQAc6zwGtQ>

## **Summary**

---

### **PRESENTATION OF THE NEW YUGOSLAVIA IN FRANCE FROM 1945 TO 1973: DIPLOMACY AND CULTURE**

In the first years after the WWII, the new communist government, in addition to strengthening its power in the country, worked as well, to strengthen propaganda abroad. Being the Western European country where the Yugoslav communists had cooperation with the Communist Party of France and a home to 14,000 political emigrants, France was very important to the Yugoslav regime. First Yugoslav diplomats, such as Marko Ristic, were elected from the groups of non-communists, because of the shortage of educated staff, and also because of the belief that those individuals, educated in France and connected to cultural circles of France, will contribute in the creation of positive picture of new Yugoslavia in the period of strained relationships, because of north-western state borders and relations with Soviet Union, especially after the political turnaround brought by the Informbiro Resolution (1948). At the same time, there were attempts of collaboration with prominent French intellectuals, such as Louis Argon. Used tools of cultural diplomacy were, not only relations between intellectuals and scientists, lectures, book translations, but also: art exhibitions, theater plays, movies and music. The main goal was to present new state and to raise its international reputation but also, from time to time, there were some special and complex tasks. This paper analyzes the content, plans and reach of Yugoslav cultural diplomacy in the period from 1945 until the establishment of the Cultural Information Center in Paris in 1973, based on archival material obtained from the Diplomatic Archives of the French Ministry of Foreign Affairs, the Diplomatic Archives of the Ministry of Foreign Affairs of Serbia and the Archives of Yugoslavia.

**Key words:** Federal People's Republic of Yugoslavia (Yugoslavia), France, Serbia, diplomacy, soft power, propaganda, cultural diplomacy.

---

## САЖЕТАК

### **ПРЕДСТАВЉАЊЕ НОВЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ У ФРАНЦУСКОЈ (1945–1973): ДИПЛОМАТИЈА И КУЛТУРА**

У првим годинама након Другог светског рата нова комунистичка власт Југославије поред учвршћивања власти у земљи настојала је да развије пропаганду и у иностранству. Француска је као западноевропска земља у којој су југословенски комунисти имали сарадњу са Комунистичком партијом Француске (КПФ) и у којој је живело око 14.000 политичких емиграната, била посебно битна новом југословенском режиму. Прве југословенске дипломате, као што је на пример Марко Ристић, амбасадор, бирани су из редова некомуниста, јер није било довољно кадрова, а и веровало се, да ће ти појединци школовани у Француској или са везама у културним круговима Француске, допринети стварању позитивне слике нове Југославије у периоду заоштрених односа због северозападних граница земље и односа са Совјетским савезом, односно преокретом који је донела Резолуција Информбироа (1948). Упоредо, настојало се сарађивати и са истакнутим појединцима из света културе у Француској на пример са Лујом Арагоном. Као средства културне дипломатије коришћене су не само везе интелектуалца, научника, предавања, преводјење књига, већ и уметничке изложбе, представе, филмови и музика. Циљ је био представити нову државу и подићи њен међународни углед, а повремено су се јављала и специфични и комплексни задаци. У раду се, на основу архивске грађе, похрањене у Дипломатском архиву Министарства спољних послова Француске, Дипломатском архиву Министарства спољних послова Србије и Архиву Југославије, анализирају садржај, планови и домети југословенске културне дипломатије у

периоду од 1945. до основања Културно-информативног центра у Паризу 1973. године.

**Кључне речи:** Федеративна Народна Република Југославија (Југославија), Француска, Србија, дипломатија, мека моћ, пропаганда, културна дипломатија.

---



**Dr. Naïma Berkane**

*Sorbonne Université, École doctorale IV,  
EUR'ORBEM, CIRCE*

---

# **LA RÉCEPTION DU CINÉMA YUGOSLAVE EN FRANCE, ENTRE RELATIONS DIPLOMATIQUES, CHOIX DE PROGRAMMATION ET ACCUEIL CRITIQUE: LE CAS DE *J'AI MÊME RECONTRÉ DES TZIGANES HEUREUX* D'ALEKSANDAR PETROVIĆ**

## **Résumé**

---

*Le Festival de Cannes entretient depuis ses tous débuts une relation avec la Yougoslavie, puis plus tard avec la Serbie. Le premier film yougoslave sera présenté en compétition dès sa deuxième édition en 1949. En 1967, *J'ai même rencontré des Tziganes heureux* (Skupljači perja) d'Aleksandar Petrović est le premier long métrage récompensé. Des oeuvres yougoslaves seront également sélectionnées dans les compétitions parallèles : à la Semaine de la Critique à partir de 1966 et dès l'inauguration de la Quinzaine des réalisateurs en 1969. Ces différentes sélections proposent un panorama large des cinématographies yougoslaves, puis ex-yougoslaves. En 2017, à l'occasion de la 70ème édition du Festival, le programme de reprise Cannes Classic projette à nouveau le film de Saša Petrović, couronné en 1967 du Grand Prix du Jury. Ce film sera souvent considéré comme ayant*

*ouvert la voie au cinéma d'Emir Kusturica primé à plusieurs reprises à Cannes. La compétition officielle sera, elle, vue comme ayant toujours privilégié une vision balkaniste du cinéma yougoslave. Le premier film de Saša Petrović sélectionné à Cannes est le court-métrage *Let nad močvarom* en 1957, puis son long-métrage *Dvoje* sera en compétition officielle. À travers son oeuvre et sa réception cannoise, ainsi qu'à travers les rapports qu'il établira ensuite avec les productions et distributions françaises, nous essaierons de retracer les relations de diplomatie culturelle entre le festival et la Yougoslavie, puis la Serbie. Nous verrons qu'à part pendant les années 1970 pendant lesquelles le cinéma yougoslave est absent, il a joui d'une présence continue dans les différentes programmations. Si seuls le film de Saša Petrović et les films d'Emir Kusturica paraissent avoir marqué la représentation française du cinéma serbe, le festival avait, lui, ouvert la porte à des oeuvres de plusieurs factures.*

**Mots clés:** *diplomatie culturelle, la réception, le cinema, le film, la France, la Yougoslavie, Saša Petrović, Le Festival de Cannes.*

---

## **Introduction**

Une présence continue en France du cinéma yougoslave de l'après-guerre a toujours été maintenue, et même, ponctuée de quelques succès critiques et publics.

Un accord intergouvernemental entre la France et la Yougoslavie est signé en 1954 qui permet la réalisation de nombreuses coproductions entre ces deux pays. Les films yougoslaves, documentaires, films d'animation, courts-métrages amateurs et longs-métrages de fiction font partie des programmations des festivals français, les festivals du film d'animation d'Annecy, du film amateur de Cannes, le festival international de Cannes et bien d'autres, depuis

le début des années 1950. Certains de ces films y sont remarqués, de manière individuelle ou comme appartenant à un groupe à suivre. Michel Cervoni dans les *Cahiers du cinéma* en 1966 mentionne, par exemple, le cinéma d'animation yougoslave comme un phénomène déjà bien connu pour l'originalité de son graphisme.<sup>1</sup> Plusieurs types de manifestations sont organisés pour présenter le cinéma yougoslave en France mais il faut attendre 1986 pour qu'une large rétrospective soit organisée au centre Pompidou qui projette alors cent cinq films et donne lieu à une publication monographique en français.<sup>2</sup> Nous pouvons également compter parmi les ouvrages en langue française, *Les cinémas de l'Est*, d'Antonin et de Mira Liehm traduit et publié en 1989 qui consacre deux chapitres au cinéma yougoslave, des nouvelles tendances qui émergent pendant les années 1960, aux années 1980.<sup>3</sup> Jusqu'en 1984, seuls soixante-seize longs métrages de fiction yougoslaves sont vendus en France<sup>4</sup>. Le catalogue du Centre national de la cinématographie répertorie de 1945 à 1984, cinquante-trois longs-métrages yougoslaves contre quatre-vingt tchécoslovaques et quarante-trois polonais.<sup>5</sup> En 2012, à l'occasion d'une saison culturelle française dédiée à la Croatie au moment de son entrée dans l'Union européenne, un cycle sur le cinéma croate s'est tenu à la Cinémathèque française. En 2019, une rétrospective autour de l'oeuvre de Željimir Žilnik est organisée au centre Pompidou. Mais cela reste des événements marginaux, que ce soit dans le cadre d'établissements publics ou largement subventionnés comme dans ces cas-ci, ou dans un cadre associatif plus restreint. Mis à part quelques initiatives individuelles ou associatives, peu de films yougoslaves sont aujourd'hui diffusés sur les écrans ou distribués en DVD en France aujourd'hui, ni même

<sup>1</sup> Michel Cervoni, « Porretta Terme », *Cahiers du cinéma*, No. 181, 1966, p. 10.

<sup>2</sup> Zoran Tasić, Jean-Louis Passek (dir.), *Le Cinéma yougoslave*, Paris : Centre Pompidou, 1986.

<sup>3</sup> Mira et Antonin Liehm, *Les Cinémas de l'Est de 1945 à nos jours*, Paris : Le Cerf, 1989.

<sup>4</sup> Dejan Kosanović, « Le cinématographe, trait d'union entre la France et la Yougoslavie » in Zoran Tasić, Jean-Louis Passek (dir.), *op. cit.*

<sup>5</sup> Site du CNC : consulté le 14/11/2019 : [http://www.cnc-aff.fr/internet\\_cnc/Home.aspx?Menu=MNU\\_ACCUEIL](http://www.cnc-aff.fr/internet_cnc/Home.aspx?Menu=MNU_ACCUEIL)

accessibles en version sous-titrée. Le cinéma yougoslave est donc toujours resté méconnu en France. Malgré quelques percées ci et là, il semble qu'aucune oeuvre n'ait influé profondément sur la réception de cette cinématographie, et ce jusqu'à Emir Kusturica, qui devient, depuis sa Palme d'or en 1985 pour *Papa est en voyage d'affaires* (*Otac na službenom putu*), le seul représentant de la région.

La question est donc posée, y a-t-il jamais vraiment eu de réception du cinéma yougoslave en France ? Mon hypothèse est qu'aucun succès, si grand ait-il été, n'a jamais contribué à une connaissance profonde de cette cinématographie.<sup>6</sup> J'étudierai ici la réception au long cours du film *J'ai même rencontré des Tziganes heureux* (*Skupljači perja*) d'Aleksandar Petrović. Ce film est la première oeuvre yougoslave à recevoir un prix d'importance au Festival de Cannes, ce qui ne se reproduira qu'avec les films d'Emir Kusturica en 1985, 1989 et 1993. Il y est couronné, en 1967, du Grand Prix du jury ex-aequo avec *Accident* de Joseph Losey et du prix international de la critique FIPRESCI ex-aequo avec *Terra en transede* Glauber Rocha. Il fait alors grand effet aux festivaliers et à la presse. Sa carrière en festivals est couronnée de succès à travers le monde, il reçoit, entre autres, la plus haute distinction au festival national yougoslave de Pula, un prix au festival international de Karlovy Vary et vaut à la Yougoslavie une nomination aux Golden Globes et aux Oscars – la deuxième pour Petrović. Le succès est aussi au rendez-vous dans les salles de cinéma en Yougoslavie comme à l'international, le film est vendu dans plus de cent pays<sup>7</sup>. Il fait partie des films les plus vus à Belgrade avec un premier jour en salles record qui rassemble 17 436 spectateurs. À Zagreb, on compte 105 000 spectateurs sur les trois premières semaines d'exploitation.<sup>8</sup> À Paris les quatre salles dans lesquels il est diffusé comptabilise environ 200 000 tickets vendus. Dans son ouvrage *Novi film, crni film*, Aleksandar Petrović reproduit

---

<sup>6</sup> Naïma Berkane, *L'amour, lieu de la révolution dans les films du Nouveau Cinéma yougoslave*, Sorbonne Université, UFR d'études slaves, 2023. p. 58.

<sup>7</sup> Vlastimir Sudar, *A Portrait of the Artist as a Political Dissident : The Life and Work of Aleksandar Petrović*, Bristol : Intellect Books, 2013, p. 144.

<sup>8</sup> Aleksandar Petrović, *Novi film, crni film*, Belgrade : Naučna Knjiga, 1988, p. 81-85.

un article yougoslave de l'époque qui voit dans le développement du tourisme français en Yougoslavie un lien direct avec le succès du film<sup>9</sup>. Ce film n'est pas le premier film yougoslave à être remarqué en France mais il est probablement celui qui aura le plus grand retentissement.

*Ce qui a été « Autant en emporte le vent » pour le cinéma américain, « Le diable au corps » pour le cinéma français, « Le Troisième Homme pour l'Angleterre, « L'Ange bleu » pour l'Allemagne, « Le Voleur de bicyclettes » pour l'Italie, voilà ce qu'est aujourd'hui pour le cinéma yougoslave, J'ai même rencontré des Tziganes heureux, le film d'Aleksandar Petrovic qui secoua le dernier Festival de Cannes et faillit « enlever » le Grand Prix à Blow-Up.*<sup>10</sup>

Aleksandar Petrović devient après ce prix, une figure du festival de Cannes et est considéré de manière consensuelle comme le chef de file à l'international du *Novi film*, nouvelle vague des années 1960. D'après Vlastimir Sudar, il est à la fois le représentant des nouvelles tendances et devient avec ses *Tziganes heureux*, une figure *mainstream* du cinéma. Cependant, il n'est peu resté de cet événement cannois dans la mémoire collective française. Jusqu'à sa distribution en DVD par Malavida en 2017, à l'occasion de sa reprise au festival de Cannes dans le programme « Cannes Classic » qui fêtait les soixante-dix éditions du festival, le film n'avait pas été édité. La Cinémathèque française l'avait projeté en 2012 dans le cadre du cycle *Bohèmes*, consacré aux représentations des Roms dans le cinéma.<sup>11</sup> Malgré quelques mentions dans les histoires du cinéma, aucune rétrospective ni monographie ne lui a été consacrée en français.

Vlastimir Sudar qui a rédigé sa thèse de doctorat sur la vie d'Aleksandar Petrović, considère que c'est le destin de la Yougoslavie qui a influé sur la réception de son oeuvre. Le réalisateur meurt

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 257.

<sup>10</sup> Fonds Yves Kovacs, KOVACS142-B30, Vie sociale : coupure de presse, plaquette de distribution du film, 1967-1971 : Schedina Dear Film, 20th Century Fox.

<sup>11</sup> Site de la Cinémathèque française : <https://www.cinematheque.fr/film/30060.html>

en 1994, en plein milieu des guerres yougoslaves qui conduiront à la désintégration du pays et à la délégitimation de son héritage au niveau ex-yougoslave et international. Il ajoute que le dernier film du réalisateur, *Migrations (Seobe)*, supposé ouvrir l'édition cannoise de 1989, empêché par des disputes entre les producteurs a également participé à son oubli. Il voit donc les années 1990 comme étant le moment-clé de décrochage à l'égard de son œuvre.<sup>12</sup> C'est le niveau international qui intéresse ici Sudar. Dans le contexte français, l'attention portée à l'oeuvre d'Aleksandar Petrović après le succès de 1967 est allée décroissante et l'on ne peut pas véritablement parler de réception de celle-ci, tout comme du cinéma yougoslave dans son ensemble qu'il était supposé représenter<sup>13</sup>. Cette étude de cas me paraît particulièrement pertinente pour le démontrer. D'abord, pour le caractère emblématique du festival de Cannes comme festival international en France, pour le succès français exceptionnel de ce film, puis pour les affinités naturelles qu'entretenait Petrović à la France ; il y est né et parlait couramment la langue, il y a noué des relations avec des producteurs et autres acteurs du métiers qui ont participé ensuite à plusieurs de ces films, il s'y est installé et y a poursuivi sa carrière après avoir été inquiété par les autorités yougoslaves au début des années 1970, il y a reçu des distinctions, a pris part aux institutions etc. Il semble donc qu'il réunissait les conditions pour être le réalisateur qui aurait dû marquer le public, la presse et l'industrie du cinéma en France.

### **Le Festival international du film de Cannes**

Le Festival de Cannes connaît sa première édition en 1946. Il est alors créé comme un événement culturel autant que diplomatique. Les invitations se font par la voie diplomatique. La première édition à laquelle participe la Yougoslavie est celle de 1949. Il est habituel de voir cette date comme le tournant de l'histoire yougoslave, au lendemain de son éviction du Kominform. Il semble que ce

---

<sup>12</sup> Vlastimir Sudar, *op. cit.*, p. 3-6.

<sup>13</sup> Naïma Berkane, «1968 et le cinéma yougoslave, une révolution sexuelle ?», Dembéni, 2019, p. 122.

ne soit pas tout à fait le cas ici. En 1946 des films tchécoslovaque, roumain et soviétique faisaient partie de la compétition. L'année 1947, année des premiers longs-métrages de fiction réalisés par des cinéastes yougoslaves et produits en Yougoslavie (*Slavica* de Vjekoslav Afrić et *Živjeće ovaj narod* de Nikola Popović), considérés alors comme l'acte de naissance du cinéma national, ne verra pas de représentant soviétique. L'URSS déserte les festivals occidentaux jusqu'à 1951 et y aura une présence fluctuante les années suivantes. « Cette période correspond exactement au niveau international à l'une des phases les plus dures de la guerre froide. Entre bloc de « l'Est » et bloc de « l'Ouest », l'affrontement a alors lieu sur tous les terrains qu'ils soient militaires, politiques, économiques ou encore culturels.<sup>14</sup> » De son côté le Festival de Cannes met du temps à se stabiliser. Il est en compétition avec la Mostra de Venise qui, l'année 1947, parvient à être le seul festival international en Europe en forçant Cannes à une programmation plus restreinte. En 1948, pour les mêmes raisons, il est annulé mais revient l'année suivante sous la forme qu'on connaît aujourd'hui.<sup>15</sup>

À partir de 1949, la Yougoslavie est représentée par des films presque chaque année, que ce soit en ce qui concerne la compétition des longs-métrages que celle des courts-métrages. Sont sélectionnés divers types de films de fiction, certains noms reviennent d'une année à l'autre : d'abord France Stiglić, puis Veljko Bulajić et enfin Aleksandar Petrović. Cette présence soutenue des films yougoslaves en compétition officielle dure jusqu'à 1969. S'en suit un moment d'absence jusqu'en 1977, ce qui correspond à un passage à vide dans la production yougoslave.<sup>16</sup> Les années 1990 ne voient plus aucun film de l'espace ex-yougoslave, à l'exception de ceux de Kusturica. D'autres prix, d'interprétation ou attribués à des courts-métrages ont été décernés au fil des ans. Depuis les

<sup>14</sup> Pauline Gallinari, « L'URSS au festival de Cannes 1946-1958 : un enjeu des relations franco-soviétiques à l'heure de la Guerre froide », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze*, No. 51, 2017. consulté le 14/11/2019 : <http://journals.openedition.org/1895/1462>

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> Naïma Berkane, *L'amour, lieu de la révolution dans les films du Nouveau Cinéma yougoslave*, *op.cit.*, p. 84.

années 2000, la multiplicité des catégories (Un Certain regard, Cinéfondation etc.) permet que tous les pays ex-yougoslaves soient représentés, même si leur présence reste rare.

Les premiers films qui jouissent d'un véritable intérêt du côté de la critique française sont ceux de Veljko Bulajić dès son premier long-métrage, présenté à Cannes en 1959, *Trains sans horaires* (Vlak bez voznog reda), qui suit alors les canons néo-réalistes de l'époque.<sup>17</sup>

Ce film va tourner dans tous les festivals internationaux et son réalisateur va ainsi devenir le poulain de la diplomatie culturelle yougoslave. Ses films sont alors inscrits dans la catégorie du meilleur film étranger aux Oscars. Il n'y sera nommé qu'en 1969 avec sa superproduction sur la guerre de Libération nationale, *La Bataille de la Neretva* (Bitka na Neretvi). La première de ce film à Sarajevo donne lieu à un véritable événement diplomatique : invitations internationales, cérémonies officielles, vernissage du centre culturel et sportif Skenderija, conférences, visite de Dubrovnik et Mostar etc.<sup>18</sup> C'est sur lui que la Yougoslavie misera aussi à Cannes, sans succès et parfois avec insistance, comme on peut le voir dans certaines correspondances entre les deux parties<sup>19</sup>, pour que les films soient sélectionnés. Il en sera de même pour que le réalisateur prenne part au jury de la compétition officielle, ce pour quoi ils obtiendront gain de cause à trois reprises, pendant les éditions de 1968, 1969 et 1980. Son film *Skopje 63*, film documentaire réalisé après les tremblements de terre qui ont

---

<sup>17</sup> Fonds Georges Sadoul, SADOUL489-B31, Vie sociale : document relatif à l'activité journalistique, dossier de presse, matériel documentaire, matériel publicitaire, 1962-1967. Les documents du service de presse du film cite des extraits des critiques de René Clair, François Truffaut, Andrejz Wajda, du *Parisien*, *Le Figaro*, *Libération*, *L'Humanité*, *L'Espoir*, *Le Monde provençal*, *Les Lettres françaises*, *Cinéma 59*; Albert Cervoni dans *France Nouvelle* le 10/12/1969, rappelle que Claude Chabrol le considérait comme le meilleur film de l'édition cannoise de 1958.

<sup>18</sup> *Ibid.* : Bulletin du centre de presse rédigé par Zdenka Marok, Sarajevo, 29/11/1969.

<sup>19</sup> Fonds Festival International du Film de Cannes : Service Administration, -FIFA1025-B163, Invitations et correspondances, 1966 : correspondances entre Favre le Bret, le Ministère des affaires étrangères, l'Ambassade de la Yougoslavie, Jadran Film et Jugoslavija film.

secoué la ville, sera présenté hors compétition à Cannes. Ce film aura une vie tout particulièrement diplomatique et participera à la campagne du Comité de reconstruction de Skopje. Des projections seront organisées dans plusieurs capitales mondiales, il recevra de l'UNESCO en 1964 le prix Kalinga pour la coopération internationale.<sup>20</sup> Avec le succès mondial du film *Tri*, Aleksandar Petrović va être identifié par la diplomatie culturelle comme un autre réalisateur sur lequel compter. Il semble que cela sera un choix, des autorités yougoslaves, plus heureux. Ce film appartient au courant du *Novi film* qui n'avait pas toujours les grâces des autorités yougoslaves pour sa dimension parfois provocatrice ou nihiliste, mais ce film-ci traite de la résistance des Partisans pendant la Seconde Guerre mondiale, thème récurrent du cinéma yougoslave et apprécié par le régime. L'oeuvre de Petrović entre plus facilement dans les canons de l'époque, c'est-à-dire, un cinéma revendiquant le statut d'auteur et les esthétiques modernistes. Il va donc plaire plus aisément dans le marché des festivals occidentaux et y remporter de plus vifs succès. Le cinéma yougoslave ne sera donc représenté à Cannes que par peu de figures qui doivent alors tenir le rôle de chefs de file. Si la diplomatie culturelle yougoslave a tendance à ne proposer aux festivals officiels que peu de réalisateurs différents, les choix de programmation de Cannes accentuent ce phénomène, et n'ont que peu laissé la place dans sa compétition de longs métrages à ce qu'émergent de nouveaux réalisateurs. Aleksandar Petrović y sera le seul représentant de la nouvelle vague yougoslave. Une plus grande diversité peut être remarquée dans la catégorie des courts-métrages où plusieurs réalisateurs qui deviendront des cinéastes importants de cette tendance seront présentés comme Puriša Đorđević, Zvonimir Berković et Bato Čengić.

Avec la diversification des programmes non-officiels à Cannes, nés d'associations de critiques et réalisateurs, attirés particulièrement par les nouvelles vagues mondiales, d'autres noms vont

<sup>20</sup> Fonds Georges Sadoul, *op.cit.*, livret anglophone autour du film rédigé par Nikola Popović, Branko Lustig, Information Centre, Skopje City Council, The committee for the reconstruction and rebuilding of Skopje, The Skopje reconstruction fund ; dossier de presse de Jugoslavija film pour l'édition de Cannes de 1966 ; communiqué de l'UNESCO du 5/10/1964.

apparaître. Il s'agira de films qui n'ont pas été retenus par la sélection officielle ou de films soumis directement par les productions yougoslaves. En 1962, le Syndicat français de la critique de cinéma crée la Semaine de la Critique, sélection dans laquelle le critique Georges Sadoul, particulièrement attentif aux cinématographies de l'Est en général et de Yougoslavie en particulier – ce qui fait de lui le seul médiateur systématique de ce cinéma en France – tient une place importante. Après les événements de 1968, des réalisateurs français s'organisent autour de la Quinzaine des réalisateurs. Sont invités dans ces deux programmations plusieurs réalisateurs de la nouvelle vague comme Zvonimir Berković, Matjaž Klopčič, Vlado Kristl, Dušan Makavejev, Vatroslav Mimica, le duo Gordan Mihić et Ljubiša Kozomara, Krsto Papić et Živojin Pavlović. Ce sont donc elles qui contribuent à une connaissance plus diversifiée de la cinématographie yougoslave. Seulement, délivrées des relations et obligations diplomatiques, elles ont tendance à être moins attentives à la continuité de la présence de ce cinéma dans leur programmation. À partir de la deuxième moitié des années 1970, de longues périodes passeront sans aucune représentation de celui-ci, contrairement à ce qui est le cas dans la sélection officielle. Une petite cinématographie comme l'est la cinématographie yougoslave a eu besoin de la force de frappe institutionnelle pour se maintenir sur les écrans français, ses médiateurs individuels étant trop peu nombreux et n'ayant que rarement développé d'approche systématique à son encontre.

### **Aleksandar Petrović à Cannes et le succès des « Tziganes heureux »**

Le Festival de Cannes reçoit d'abord Petrović pour un court-métrage, *Entre le ciel et le marais* (*Let nad močvarom*), en 1957 puis pour son long-métrage *Elle et lui* (*Dvoje*) en 1962. Le film suivant *Les Jours* (*Dani*) n'est pas autorisé à être présenté en festival.<sup>21</sup> Si le film de Bulajić a été préféré par les autorités yougoslaves au long-métrage de Petrović *Trois* (*Tri*) pour être soumis à

---

<sup>21</sup> Vlastimir Sudar, *op. cit.*, p. 70.

Cannes, son succès international le met au premier plan en ce qui concerne la diplomatie culturelle dans le domaine cinématographique. *J'ai même rencontré des Tziganes heureux* est donc soumis au festival et accepté en 1967. Après le succès des *Tziganes heureux*, Petrović reviendra deux fois en compétition officielle, une première fois pour le film de 1969, *Il pleut sur mon village (Biće skoro propast sveta)*, puis pour une coproduction franco-allemande en 1977, *Portrait de groupe avec dame*. Il est invité à participer au jury de la compétition officielle de longs-métrages en 1971. Son dernier film, *Migrations*, s'il rate l'occasion de faire l'ouverture de Cannes en 1989, sera malgré tout présenté en 1993, hors-compétition.<sup>22</sup> C'est avec la projection des *Tziganes heureux* à Cannes que la Serbie en 2017 renouera ses relations avec la France et signera un contrat intergouvernemental pour encourager et faciliter les coproductions entre les deux pays. L'événement sera l'occasion de présenter plusieurs films contemporains dans une sélection de l'ACID consacrée à la Serbie. Il s'agit alors, ici, d'affirmer que ce film et ce festival sont les lieux naturels des relations culturelles et diplomatiques entre les deux pays.

En 1967, en plus des prix décernés aux *Tziganes heureux*, le court-métrage *Un plus un font trois (Jedan plus jedan jeste tri)* de Branko Ranistović et Zdenko Gašparović reçoit le Prix spécial du jury ex-aequo. Cette sélection permettra de présenter le film précédent de Petrović, *Tri* dans le marché du film du festival et d'organiser une sortie dans les salles françaises. Elle est vue comme une grande opportunité pour le rayonnement du cinéma yougoslave, et beaucoup de moyens seront dépensés pour la communication autour de l'événement. Plusieurs polémiques à ce sujet éclatent en Yougoslavie à ce moment-là dans lesquelles on reproche ces dépenses à l'État<sup>23</sup>.

Comme la croisette en a le don, les projections du film deviennent un événement *people* et glamour, centré autour des acteurs. La beauté de Bekim Fehmiu, en particulier, est célébrée par tous les journalistes qui voient en lui le nouveau Brando ou

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 300.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p.146.

Belmondo<sup>24</sup>, « il arrive aujourd'hui à Paris (...) et toutes les femmes auront pour lui les yeux d'Ursula Andress ».<sup>25</sup> Ce qui lui permettra de tourner ensuite plusieurs films à l'international. Olivera Katarina signe après cela plusieurs dates à l'Olympia.<sup>26</sup> Une anecdote fait du bruit : Claude Lelouch quitte le jury avant les délibérations. Il justifie alors son geste en disant vouloir acheter les droits du film de Petrović pour le distribuer en France, il aurait donc perdu son impartialité. Plus tard il expliquera que la Palme d'Or avait déjà été promise à Antonioni pour son film *Blow-Up*, et qu'il lui préférerait le film yougoslave. Cette anecdote sera répétée à l'envi dans la presse d'hier et de 2017. Une projection supplémentaire est organisée, plusieurs galas, projections privées suivent à Paris et font l'objet d'articles de presse. L'une d'entre elles voit dans son public les Pompidou, et autres personnalités françaises<sup>27</sup>. Le film fera la une de tous les journaux pour sa sortie en salle: « c'est un lancement quelque peu inhabituel pour un film d'auteur, de l'Est de surcroît.<sup>28</sup> » Un autre aspect du film lui assurera de faire événement, il est considéré comme le premier film en langue romani. Certains acteurs du film sont non-professionnels et viennent des communautés de Roms de Voïvodine, la chanson « Djelem djelem » est pour la première fois enregistrée à cette occasion. Il faut noter que l'actrice et chanteuse dans le film n'est pas Rom. Plusieurs événements autour des Roms en France prennent le film comme représentant de la cause de cette minorité, il sera projeté au Musée de l'Homme par l'Association des études tziganes<sup>29</sup>, et aura une carrière à l'UNESCO autour de ces questions.

<sup>24</sup> Fonds Festival International du Film de Cannes : Service Presse, FIFP28-B4, Activité : Activité métier liée à la manifestation : dépêche, 1967 : dépêche AFP No 4bis, 2 /05/1967 : H. Lemaire, *Le Soir*; Derek Prouse, *The Sunday Times*.

<sup>25</sup> Fonds Yves Kovacs, *op.cit.*, « Gouvernement et opposition réconciliés après une projection privée du film », *Le Journal du Dimanche*, 1967.

<sup>26</sup> Fonds Georges Sadoul, *op.cit.*, livret *Jugoslavija film* ; Olivera Katarina, *Aristokratsko stopalo*, Belgrade : Kontrast, 2017, p. 115.

<sup>27</sup> Fonds Yves Kovacs, *op.cit.*, « Gouvernement et opposition réconciliés après une projection privée du film », *op.cit.*

<sup>28</sup> *Ibid.*, Jean-Jacques Naudet, « Cinq minutes avec Aleksandar Petrovic », *Combat*, 21/10/1967.

<sup>29</sup> *Ibid.*, Samuel Lachize, « En visite à l'Humanité », 12/06/67.

Le succès de ce film amène assez naturellement à ce que, deux ans plus tard, le film suivant, coproduction franco-yougoslave, soit sélectionné en compétition officielle. Le film d'après, *Le Maître et Marguerite* n'est pas en lice. Après ce film, qui connaîtra de la censure en Yougoslavie, et divers événements polémiques de 1972, inquiété par les autorités, Petrović quitte le pays et s'installe en Allemagne puis en France. Il ne réalisera ensuite plus que deux films. Il écrira divers scénarios en France, pour des commandes ou comme projets de film, mais aura toujours beaucoup de difficultés à trouver des productions et le reste de sa carrière sera précaire. Même si l'attention de Cannes à son égard restera constante comme cela a été montré, les retombées de son Grand Prix faibliront vite et ce succès ne lui permettra pas de capitaliser longtemps sur son aura et sur les relations nouées à cette occasion.

### Accueil critique

Le film mobilise la presse tant à Cannes que pour sa sortie en salles, la réception critique est importante et globalement positive.<sup>30</sup> Certaines réserves se font entendre, en particulier pour sa dimension folklorique, et il séduit pour la même raison. Car si une partie de la presse s'intéresse aux détails *people*, une autre partie est largement consacrée à la représentation des Roms dans ce film. La majeure partie de la communication en interne joue sur cette cordelà. Le fait même que le titre international choisi soit celui-ci montre bien l'orientation de la publicité. Le titre provisoire en français était plus proche du titre original, *Les Plumassiers*, et il en était en anglais une traduction littérale, *The Feather Collectors*. Le titre choisi pour l'international est finalement un vers d'une des chansons du film. Plusieurs des chants traditionnels du film sont transcrits dans les livrets de présentation (de Jugoslavija film et de la production Avala film) qui comportent également des

---

<sup>30</sup> Fonds Festival International du Film de Cannes : Service Presse, *op. cit.* : dépêches AFP « Le Festival à travers la presse française et étrangère » : « Bien accueilli par la critique », No 4, 1/05/1967; « Bon accueil », No4bis, 2/05/1967 ; « Excellent accueil de la presse étrangère », No4ter, 3/05/1967.

descriptions des communautés romanis de Voïvodine.<sup>31</sup> Aleksandar Petrović aussi, parle longuement en interview de cette minorité, de ses conditions de vie, et modes de vie fantasmés, et participe ainsi à tout ce que le film révélait de l'imaginaire français : « Ces hommes, les Tziganes, vivent véritablement une « vie d'art ». Leur comportement tragique et inachevé envers la vie est semblable au rapport des arts et de la vie. Car, en marge de la société, insatisfaits, toujours à la recherche de quelque chose, ils touchent à l'absolu». <sup>32</sup> Il revendique un regard authentique, documentaire, ce qui sera un élément séduisant pour la presse:

J'ai voulu faire un film réaliste, fantasmagorique et âcre à la fois. Un film dans lequel les frontières entre le bien et le mal, le réel et l'irréel, l'amour et la haine, n'existeraient presque pas.

N'est-ce pas ce cauchemar du rêve et de la réalité dans lequel vivent sans cesse, depuis des siècles, mes héros, les Tziganes ?

*L'origine des Tziganes se perd dans la nuit des temps. Ils vivent en marge de la société, malheureusement encore dans une sorte de ghetto et dans un dénuement total. Ils vivent sans obligations (...)*

*J'ai tourné « LES TZIGANES » en couleurs, car sans ces couleurs on ne pourrait pas tout à fait saisir le sujet. Quand vous arrivez dans une petite ville de Vojvodina, dans le quartier des Tziganes, ce sont les couleurs les plus bizarres sur les maisons qui, bien que d'aspect pauvre, rappellent les maisons de conte de fées ou celles des films de Disney. Par exemple, les Tziganes peignent la façade de leurs maisons de la même couleur que les murs des chambres.*

*Le goût des Tziganes pour les couleurs est étroitement lié à leur amour du fantastique et du merveilleux, qui est très développé chez eux. C'est pourquoi, si on sent le fantastique dans ce film, qu'on n'aille pas croire qu'il est inventé ou recréé, non, il s'agit ici d'un film réaliste, dans lequel les limites de la réalité ont évolué avec la vie (...)*<sup>33</sup>

<sup>31</sup> Fonds Georges Sadoul, *op.cit.*, livrets Jugoslavija film et Avala film.

<sup>32</sup> Fonds Yves Kovacs, *op. cit.*, Jean-Jacques Naudet, *op.cit.*

<sup>33</sup> Fonds Yves Kovacs, *op.cit.*, « Gouvernement et opposition réconciliés après une projection privée du film », *op.cit.*

La communication officielle autour du film, les prises de parole de Petrović et, bien sûr, le film en lui-même dans sa vision romantique des Roms définiront la majeure partie des articles à son sujet. La forme du film, et son casting amènent les journalistes à le voir comme un « document<sup>34</sup> », un « docu-fiction », un « reportage unique sur les tziganes, sur leur vie, sur leur comportement, sur leur âme »<sup>35</sup>, « un portrait de ce peuple qui fascine et dérout<sup>36</sup> » Les couleurs du film seront souvent commentées comme les plus à même de représenter le lyrisme de la vie des Roms. On parlera des « passions folles », de la « frénésie de vivre », de l'« authenticité », de la « folie douce », « furieuse », de la « beauté », de l'« éclair », de la « foudre »<sup>37</sup>, de la « démesure », l'« exubérance »<sup>38</sup>, l'« extraordinaire instinct », « l'inaltérable orgueil »<sup>39</sup>, de ces « Tziganes rebelles », « insoumis de naissance » et « indisciplinés »<sup>40</sup>. La distribution du film en 2017 créera les mêmes émois. Les stratégies de communication de la société de distribution Malavida sont basées sur les mêmes lexiques et emphases. Il faut noter que le synopsis est conservé tel qu'il était en 1967, qui décrit le personnage féminin principal comme une « sauvageonne ». Le livret reprend les anecdotes cannoises, ajoute que « Djelem djelem » est devenu l'hymne national romani et s'étend sur la dimension diplomatique qu'a jouée le film pour cette communauté. Après sa rediffusion à Cannes et quelques festivals de patrimoine, la sortie en salles se fait de manière jointe avec le film du tchécoslovaque Dušan Hanak, *Rêves en rose*, qui a aussi des Roms au centre de son intrigue. La presse tourne donc autour de ces axes-là. Le même discours est dans tous les articles : « ce travail quasi-docu libère la

<sup>34</sup> Fonds Festival International du Film de Cannes : Service Presse, *op. cit.* : dépêche AFP No 4bis, 2/05/1967 :H. Lemaire, *op.cit.* ; Derek Prouse, *op.cit.*

<sup>35</sup> *Ibid.* : dépêche AFP No 4bis, *op. cit.* :André Lafargue, *Le Parisien libéré.*

<sup>36</sup> *Ibid.* : dépêche AFP No 4ter, 3/05/1967 : Guy Daussois, *Le Populaire.*

<sup>37</sup> *Ibid.* : dépêche AFP No 4quater, 11/05/1967 : Pierre Ajame, *Les Nouvelles littéraires.*

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> Fonds Yves Kovacs, *op.cit.* :Jean de Baroncelli, « Le Cinéma par Jean de Baroncelli », *Le Monde*, 24/10/1967.

<sup>40</sup> *Ibid.* :Henry Chapier, « Le film du jour par Henry Chapier », *Combat*, 23/10/1967.

voix d'un peuple Rom épris de liberté»<sup>41</sup>, il s'agit d'une « immersion criante de vérité », un « quasi docu-fiction<sup>42</sup> », ou un « quasi docu », avec « une perspective descriptive, ethnographique»<sup>43</sup>, plein de « liesse et détresse», dans lequel « (l)es Tziganes serbes chantent la fureur et l'amour (...) authentiquement capturés (...)»<sup>44</sup>, d'une « fantaisie poétique, probablement émise par la communauté elle-même<sup>45</sup>». Il est, en 2017, considéré comme le film qui préfigurera Emir Kusturica. De la même façon que pour le film de Petrović, Kusturica verra le titre d'un de ses films modifié pour laisser apparaître cette dimension, ici aussi, bien présente dans le film : il s'agit de *Dom za vešanje* (le foyer de pendaison) qui devient *Le Temps des gitans*. Si les choix de communications sont ceux-ci, c'est qu'ils entendent répondre à un imaginaire occidental sur les Balkans. Un imaginaire centré sur la culture populaire et quoi de mieux que la communauté romani pour ce faire. L'émergence du cinéma de Kusturica, comme le montre Anne Madelain, va amener le public français à réveiller son intérêt traditionnel pour le *storytelling* épique émanant de cette région du monde.<sup>46</sup> L'incapacité bien connue de l'Occident à envisager ou à s'intéresser aux expressions modernes qui peuvent émaner des Balkans<sup>47</sup> force probablement la communication pour ces oeuvres dans ce sens-là. C'est aussi une piste qui expliquera pourquoi les films de Petrović qui s'éloigneront de ce sujet n'éveilleront pas le même intérêt chez les critiques et le public. Ça n'est pas pour ses aspirations modernistes et parce qu'il était le chef de file du *Novi film* que ce film est remarqué. Très

<sup>41</sup> Charlotte Pavard, «Hymne tzigane », *Lumière 2017 : Le Journal du festival lumière*, 2017.

<sup>42</sup> *J'ai même rencontré des Tziganes heureux*, *Les Années laser*, No. 260, 2019.

<sup>43</sup> Antoine Royer, *J'ai même rencontré des Tziganes heureux*, un film d'Aleksandar Petrović », *DVDKlassik*, 14/11/2017.

<sup>44</sup> *J'ai même rencontré des Tziganes heureux*, *Les Années laser*, *op.cit.*

<sup>45</sup> Jérémie Pierre, « Le somptueux retour en grâce des Tziganes », *Libération*, 2017.

<sup>46</sup> Anne Madelain, « Moderniser, diversifier, dépayser. Traduire entre la Serbie et la France depuis 1991 », p. 122, in Aleksandra Kolaković (éd.), *Francusko-srpski odnosi: Istorijsko iskustvo i savremeni izazovi*, Belgrade : Institut za političke studije, 2018.

<sup>47</sup> Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, New York : Oxford University Press, 1997.

peu d'articles mentionnent ce point, malgré les interviews que Petrović donne où il tente de parler du paysage cinématographique yougoslave et de sa place dans les nouvelles tendances émergentes. Il arrive que Makavejev et la Vague noire soient mentionnés mais de manière sporadique<sup>48</sup>. Et quand il en est fait mention, c'est pour exalter la figure romantique de l'artiste/auteur-dissident comme on aime le faire quand il s'agit de l'Est<sup>49</sup>. Dans ce cas de figure-là, il n'y a pas de consensus. Certains voient le film comme émanant du pouvoir et d'autres, comme un critique dissidente à son encontre. Tout cela est, bien sûr, nourri par une méconnaissance de la Yougoslavie et de sa scène artistique.

Déjà, en 1967, la situation politique du pays faisait débat chez les critiques. Certains louaient le libéralisme politique de la Yougoslavie et voyaient ce film comme sa preuve : « En Yougoslavie, pays où le non-conformisme et l'anarchie sont le plus à l'aise, ces Tziganes vivent encore selon leur coeur »<sup>50</sup>, et d'autres comme c'est le cas, par exemple, dans les *Cahiers du cinéma*, verront ce film et l'oeuvre de Petrović comme jouant le jeu d'un pouvoir totalitaire, d'autant plus que si le film est en compétition officielle, c'est qu'il a été proposé par la voie officielle. Ils lui préféreront des Dušan Makavejev et Matjaž Klopčič, présentés à la Semaine de la critique<sup>51</sup>. Ils seront pour eux les vrais auteurs/dissidents et donc les représentants naturels de la modernité. La presse spécialisée en cinéma sera de toute façon peu intéressée par le film et l'oeuvre de Petrović dans son entier, que ce soit dans les *Cahiers* ou d'autres revues comme *Positif* qui ne lui consacreront que peu d'articles ; la plupart d'entre eux seront des critiques de film et non des entretiens

<sup>48</sup> Dans la revue de presse de Malavida, c'est le cas uniquement des articles suivants : Antoine Royer, *J'ai même rencontré des Tziganes heureux*, un film d'Aleksandar Petrović », *op. cit.* ; *avoiràlire*, 25/10/2017 ; Jean-François Dickeli, « Aleksandar Petrović – J'ai même rencontré des Tziganes heureux (Skupljaci perja) (1967) », *culturoping.com*, 15/11/2017.

<sup>49</sup> Nebojša Jovanović, « Bosnian Cinema in the Socialist Yugoslavia and the Anti-Yugoslav Backlash », *KinoKultura*, 2012.

<sup>50</sup> Fonds Yves Kovacs, *op.cit.* : Henry Chapier, « Le film du jour par Henry Chapier », *Combat*, 23/10/1967.

<sup>51</sup> Plusieurs discussions traversent les pages des *Cahiers du cinéma* entre 1966 et 1968 dans les numéros 179, 182, 190, 191, 196, 197, 206, 213 etc.

ou articles sur sa filmographie. Du côté des admirateurs de Petrović et de son film, le cas d'Henry Chapier est intéressant, il loue donc la liberté qui règne en Yougoslavie, considère le film comme radical contrairement à une certaine gauche française culturelle et communiste, « les intellectuels desséchés » qui forment le jury cannois, et probablement aussi les rangs des revues spécialisées : « En bannissant le lyrisme, la démesure, l'exubérance, les petits fonctionnaires de la gauche font une erreur manifeste : une pensée révolutionnaire n'est pas définie par un tempérament sinistre ; « réduire le jeune cinéma » aux conversations agressives de bistrots, et aux personnages en marge, cela signifie que l'on se trompe profondément sur l'homme, et sur la vie.<sup>52</sup>» Deux ans plus tard avec le film *Il pleut sur mon village*, il voit une critique acerbe du régime yougoslave et parle de ses déceptions à son endroit : « Cannes 69 aura été pour tous les films de l'Est l'année des bilans du régime socialiste, qu'il soit stalinien ou plus libéral, comme on le croit à tort en Yougoslavie.(...) la plus violente satire d'un régime mystificateur, qui n'a fait qu'encourager les instincts les plus néfastes de l'homme ».<sup>53</sup>

C'est principalement entre ces deux pôles que les films suivants du réalisateurs seront interprétés. *Il pleut sur mon village* est encore pour les critiques français dans la même veine que *les Tziganes heureux*, l'affiche française a même pour sous-titre « J'ai même rencontré des communistes amoureux ». Le film plaît moins mais reste identifiable, il est d'inspiration folklorique : « Voici à nouveau la pauvre campagne serbe et ses gitans mélomanes<sup>54</sup>», « (s)es personnages sont des paysans d'un petit village de la Voïvodine, où les coeurs sont simples et les moeurs frustres».<sup>55</sup> Il continue donc à jouer sur la corde sensible de la réception française, il s'agit d'un document sur les cultures traditionnelles slaves telles qu'on les connaît. « Si nous en croyons ce document folklorique, on chercherait vainement une circonstance dramatique de la vie humaine que les rhapsodes slaves n'aient traduite en couplets. » nous dit Louis

<sup>52</sup> Fonds Yves Kovacs, *op.cit.* : Henry Chapier, 19/05/1967.

<sup>53</sup> *Ibid.* : Henry Chapier, « Le pessimisme de l'Est », *Combat*, 19/05/1969.

<sup>54</sup> Pierre Billard, « Il pleut dans mon village », *L'Express*, 2/06/1969.

<sup>55</sup> Fonds Yves Kovacs, *op. cit.* : Jean de Baroncelli, 20/05/1969.

Chauvet.<sup>56</sup> Quand il s'éloigne de ses thèmes de prédilection, avec le film d'après, adapté du roman de Boulgakov, *Le Maître et Marguerite*, il dérouté. Certains l'encenseront pour sa critique du régime yougoslave et s'intéresseront à l'interdiction d'être projeté qui le frappe en Yougoslavie<sup>57</sup>, mais la presse *mainstream* se détourne. Avec ce film et ceux d'après, elle ne fera plus que relater des anecdotes de tournage et de casting concernant les stars de l'époque qui peuplent ou devaient peupler ces films : Romy Schneider, Catherine Deneuve, Marcelo Mastroianni, Mimsy Farmer etc.<sup>58</sup>, en faisant de moins en moins mention au réalisateur et aux *Tziganes heureux*.

Il semble donc qu'un film yougoslave a toujours dû en France représenter autre chose que lui-même, un reportage authentique sur les modes de vie traditionnels des différentes communautés ethniques du pays, oeuvre de dissidence ou de propagande etc.<sup>59</sup> Cela crée plusieurs incompréhensions par-dessus la méconnaissance générale du contexte, et empêche la réception des autres films d'un même réalisateur quand ils n'entrent plus dans les critères d'identification, et des autres oeuvres émanant de la région.

## Bibliographie

Berkane, Naïma, *L'amour, lieu de la révolution dans les films du Nouveau Cinéma yougoslave*, Sorbonne Université, UFR d'études slaves, 2023.

Berkane, Naïma, « 1968 et le cinéma yougoslave, une révolution sexuelle ? », Dembéni, 2019, pp. 113-128.

---

<sup>56</sup> *Ibid.* : Louis Chauvet, 3/06/1969.

<sup>57</sup> Jacques Doniol-Valcroze, « Le Diable et le pouvoir », *L'Express*, 29/10-4/11/1973.

<sup>58</sup> Fonds Yves Kovacs, *op. cit.*, Pierre Montaigne, « Petrović : le diable venge Mastroianni », 17/11/1970 ; « Mastroianni partenaire de Deneuve » ; « Michel Drucker a joué les « gentils facteurs » pour Romy Schneider », *France Soir*, 7-8/11/2016.

<sup>59</sup> Naïma Berkane, „Picturing the margins : peripheries, minorities and taboos in the films of Želimir Žilnik“, In: *Marges en images. Périphéries, minorités et tabous dans les films de Marcel Loziński, Pál Schiffer et Želimir Žilnik*, (eds.) Naïma Berkane, Mathieu Lericq, Sorbonne Université EUR'ORBEM, 2021, pp. 175-190.

Berkane, Naïma, „Picturing the margins : peripheries, minorities and taboos in the films of Želimir Žilnik“, , In: *Marges en images. Périphéries, minorités et tabous dans les films de Marcel Loziński, Pál Schiffer et Želimir Žilnik*, (eds.) Naïma Berkane, Mathieu Lericq, Sorbonne Université EUR'ORBEM, 2021, pp. 175-190.

Fonds Festival International du Film de Cannes: Service Administration, FIFA1025-B163, Invitations et correspondances, 1965-1966.

Fonds Festival International du Film de Cannes: Service Presse, FIFP28-B4, Activité : Activité métier liée à la manifestation : dépêche, 1967.

Fonds Yves Kovacs, KOVACS142-B30, Vie sociale: coupure de presse, 1967-1971 : *Combat, Le Monde, Le Figaro, Télé 7 jours, Le Nouveau Journal*, Henry Chapier, Louis Chauvet, Jean de Baroncelli, Yvonne Baby, Pierre Montaigne, René Quinson, Georges Charensol, Pierre Marcabru, Samuel Lachize.

Fonds Georges Sadoul, SADOUL489-B31, Vie sociale : document relatif à l'activité journalistique, dossier de presse, matériel documentaire, matériel publicitaire, 1962-1967.

Fonds Georges Sadoul, SADOUL82-B5, Vie sociale : carton d'invitation, coupure de presse, document relatif à l'activité journalistique, matériel documentaire, matériel publicitaire, revue de presse, 1966-1969 : Festival international de Cannes, *France Nouvelle*.

Cervoni Michel, « Porretta Terme », *Cahiers du cinéma*, No. 181, 1966.

Dickeli Jean-François, « Aleksandar Petrović - *J'ai même rencontré des Tziganes heureux* (Skupljači perja) (1967) », [culturo-ping.com](http://culturo-ping.com), 15/11/2017.

Doniol-Valcroze Jacques, « Le Diable et le pouvoir », *L'Express*, 29/10-4/11/1973.

Pavard Charlotte, «Hymne tzigane », *Lumière 2017 : Le Journal du festival lumière*, 2017.

Pierre Jérémey, « Le somptueux retour en grâce des Tziganes », *Libération*, 2017.

Royer Antoine, *J'ai même rencontré des Tziganes heureux*, un film d'Aleksandar Petrović », *DVDKlassik*, 14/11/2017.

*J'ai même rencontré des Tziganes heureux*, *Les Années laser*, No. 260, 2019. à voir à lire, 25/10/2017

*Les Cahiers du Cinéma* : No. 179, 182, 190, 191, 196, 197, 206, 213, 1966-1968.

Site du CNC : consulté le 14/11/2019 : [http://www.cnc-aff.fr/internet\\_cnc/Home.aspx?Menu=MNU\\_ACCUEIL](http://www.cnc-aff.fr/internet_cnc/Home.aspx?Menu=MNU_ACCUEIL)

Site de la Cinémathèque française : consulté le 14/11/2019 : <https://www.cinematheque.fr/film/30060.html>

Gallinari Pauline, « L'URRS au festival de Cannes 1946-1958 : un enjeu des relations franco-soviétiques à l'heure de la Guerre froide », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze*, No. 51, 2017. consulté le 14/11/2019 : <http://journals.openedition.org/1895/1462>

Jovanović Nebojša, « Bosnian Cinema in the Socialist Yugoslavia and the Anti-Yugoslav Backlash », *KinoKultura*, 2012.

Liehm Mira, Liehm Antonin, *Les Cinémas de l'Est de 1945 à nos jours*, traduit de l'anglais par Michel Euvrard et Catherine Fournier, Paris : Le Cerf, 1989.

Madelain Anne, « Moderniser, diversifier, dépayser. Traduire entre la Serbie et la France depuis 1991 », Kolaković Aleksandra (dir.), *Француско-српски односи: Историјско искуство и савремени изазови*, Belgrade : Institut za političke studije, 2018, p. 107-126.

Petrović Aleksandar, *Novi film, crni film (1965-1970)*, Belgrade: Naučna Knjiga, 1988.

Sudar Vlastimir, *A Portrait of the Artist as a Political Dissident : The Life and Work of Aleksandar Petrović*, Bristol : Intellect Books, 2013.

Tasić Zoran, Passek Jean-Louis (dir.), *Le Cinéma yougoslave*, Paris : Centre Georges Pompidou.

Todorova Maria, *Imagining the Balkans*, New York : Oxford University Press, 1997.

**Summary**

---

**THE RECEPTION OF YUGOSLAV CINEMA IN FRANCE, BETWEEN DIPLOMATIC RELATIONS, CHOICE OF PROGRAMMING AND CRITICAL RECEPTION: THE CASE OF I EVEN MET HAPPY GYPSIES BY ALEKSANDAR PETROVIĆ**

Before Kusturica even became the one and only figure of (post-)Yugoslav cinema in France, Aleksandar Petrović's *I Even Met Happy Gypsies* got a huge success at the Cannes Festival in 1967. Then how come it seems there are no traces of it in the French critic and audience. I'll demonstrate that this cinematography always had its place in French festivals thanks mostly to diplomatic necessities. The success this film enjoyed probably knew the glamorous anecdotic sparkle such a star-centered event can generate which would explain why it didn't have the follow-up one could have expected. Also I'll add that each and every Yugoslav or more generally Balkan artworks always had to fit French expectations based on their own imaginary of the region, which led to miscomprehension and then oblivion of the said artworks.

**Key words:** cultural diplomacy, reception, cinema, film, France, Yugoslavia, Saša Petrović, Cannes Film Festival.

---

## САЖЕТАК

### **РЕЦЕПЦИЈА ЈУГОСЛОВЕНСКЕ КИНЕМАТОГРАФИЈЕ У ФРАНЦУСКОЈ, ИЗМЕЂУ ДИПЛОМАТСКИХ ОДНОСА, ИЗБОРА ПРОГРАМА И КРИТИЧКЕ РЕЦЕПЦИЈЕ: СЛУЧАЈ ФИЛМА „СКУПЉАЧИ ПЕРЈА“ АЛЕКСАНДРА ПЕТРОВИЋА**

Пре него што је Кустурица постао једина и једина фигура (пост)југословенске кинематографије у Француској, „Скупљачи перја“ Александра Петровића постигао је велики успех на Канском фестивалу 1967. Како је онда могуће да му нема ни трага ни код француске критике нити код публике?. Показаћу да је ова кинематографија увек имала своје место на француским фестивалима захваљујући углавном дипломатским потребама. Успех у коме је овај филм уживао током Фестивала у Кану дугује вероватно гламурозној искрици коју такав догађај усредсређен на звезде може да створи, што би објаснило зашто није имао наставак који се могао очекивати. Такође, додаћу да је свако југословенско или уопштено балканско дело увек морало да одговара француским очекивањима заснованим на сопственом имагинаријуму о региону, што је довело до погрешног разумевања, а потом и заборав поменутих уметничких дела.

**Кључне речи:** културна дипломатија, рецепција, биоскоп, филм, Француска, Југославија, Саша Петровић, Кански филмски фестивал.

---



**Dr. Velimir Mladenović**

*Université de Novi Sad, Serbie, Université de Poitiers, France*

---

## **UN NOUVEAU MUSÉE D'ART EN EUROPE: LA RÉCEPTION DES BEAUX-ARTS CLASSIQUES ET MODERNES SERBES DANS LES LETTRES FRANÇAISES (1945-1970)**

### **Résumé**

*Cet article se propose de présenter et d'analyser tous les textes publiés dans Les Lettres françaises de 1945 à 1970 qui se rapportent à l'art serbe classique et moderne. Ces textes datant de l'époque où la Yougoslavie existait encore, peu d'articles se réfèrent directement à la l'art et aux artistes serbes, mais la majorité d'entre eux se consacrent, d'une manière ou d'une autre, aux artistes qui ont leurs origines en Serbie ou qui travaillent dans ce pays. C'est pourquoi notre étude tente de répondre aux questions suivantes : quels artistes et œuvres ont suscité l'intérêt de l'hebdomadaire français ? Quels sont les principaux motifs, sur les plans politique et esthétique, de la publication dans Les Lettres françaises des articles consacrés à la réception de l'art serbe ?*

**Mots clés:** *Les Lettres françaises, art serbe, Louis Aragon, Vladimir Veličković*

---

**INTRODUCTION:  
NAISSANCE DE L'INTÉRÊT DES  
LETTRES FRANÇAISES POUR L'ART SERBE**

L'hebdomadaire *Les Lettres françaises*, fondé clandestinement en 1942, comme issue d'une discussion entre les résistants : Louis Aragon, Jacques Decour et Georges Politzer, devient après la Deuxième guerre mondiale un des hebdomadaires culturels et artistiques le plus important en France, sous la direction de Claude Morgan. Dans ses rubriques, cet hebdomadaire publie les textes et reportages de divers pays d'Europe, des écrivains et des textes critiques sur l'art classique et moderne. À partir de 1953 jusqu'en 1972, *Les Lettres françaises*, dirigées par l'écrivain et poète Louis Aragon, bénéficieront du soutien financier du Parti communiste français, ce qui lui permettait d'avoir plusieurs correspondants partout en Europe. Dans *Les Lettres françaises*, un certain nombre des textes a été consacré aux arts et littératures des pays balkaniques. Il faut mentionner que le premier reportage publié dans cet hebdomadaire peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale présentant les arts de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de l'Albanie<sup>1</sup> a été publié en 1945, tandis que le premier texte qui mentionne la Yougoslavie, la Serbie et la littérature serbe, a été publié en 1946 par Louis Aragon<sup>2</sup> dans *Les Lettres françaises* intitulé « À Paris comme à Rebesinje, les liens de la France et de la Yougoslavie ». <sup>3</sup> Dans cet article, même si l'auteur parle d'un pays appelé Yougoslavie,

---

<sup>1</sup> Claude Morgan, « Soleils sur les Balkans », *Les Lettres françaises*, du 1er décembre 1945, n° 84, p.1.

<sup>2</sup> Juste après la Deuxième guerre mondiale Louis Aragon tenait de bons rapports avec les intellectuels serbes, surtout avec l'ex-surréaliste Marko Ristić, qui est au moment de la publication de ce texte ambassadeur yougoslave à Paris.

<sup>3</sup> Louis Aragon, « À Paris comme à Rebesinje », *Les Lettres françaises*, 14-21 mai 1946, n° 108, p. 5. Voir plus sur le rapport de Louis Aragon et la Yougoslavie de l'époque : Velimir Mladenović, « Louis Aragon et la réception de son œuvre dans le milieu yougoslave et serbe de 1945 à nos jours. » *Анали Филолошког факултета*. 2020, 32 (1), pp. 133-147. Cet auteur et sa femme, elle aussi écrivaine nourrissent de bonnes relations avec les démocraties populaires en mettant en exergue l'art et les écrivains de ces pays. Voir les reportages de Triolet sur la Hongrie : Velimir Mladenović, « Elsa Triolet : un épisode hongrois », *Acta Romanica*. 2021 / . 32, pp. 223-231.

comme le démontre explicitement le titre, Aragon met l'accent sur la littérature, les auteurs et les grands événements historiques serbes, comme les rois serbes médiévaux ; les révoltes contre les Ottomans et le héros national Karageorges.<sup>4</sup> D'autres reportages et nouvelles sur la culture yougoslave et serbe entrent dans les pages de cet hebdomadaire relativement tard –les reportages consacrés à la réception de films yougoslaves, à partir de 1956<sup>5</sup>, et le premier texte consacré à un cinéaste yougoslave et serbe a été publié en 1958.<sup>6</sup>

## I. L'ART SERBE CLASSIQUE DANS *LES LETTRES FRANÇAISES*

Premier texte qui se réfère à l'art serbe classique dans *Les Lettres françaises* est publié par Katarina Ambrozić, du musée de Belgrade, sous le titre emblématique « Artistes serbes et français pendant la Seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle »<sup>7</sup> dans lequel Ambrozić présente les plus importants peintres serbes du XIX<sup>e</sup> siècle, en montrant que la pression turque provoque des migrations serbes vers le Nord et vers les terres autrichiennes, ce qui a donné aux

<sup>4</sup> Voir plus sur la littérature serbe dans *Les Lettres françaises* : Velimir Mladenović, « La Littérature serbe dans *Les Lettres françaises 1945-1970* » in *Les relations littéraires et culturelles franco-serbes dans le contexte européen*, Matica srpska, Novi Sad, 2019, p.55-68.

<sup>5</sup> Anne Philipe : « Les archives mondiales du cinéma à Dubrovnik », *Les Lettres françaises*, n° 638, 1956, p.1. Louis Aragon qui a déjà eu l'occasion d'être en relation avec des artistes serbes connaît parfaitement la littérature et la culture de ce pays. Voir plus de détails : Velimir Mladenović, « D'une guerre à l'autre : Louis Aragon et son transfert culturel franco-serbe (1924-1939). » *Филолошки преглед*, 2020 (2), pp. 149-159

<sup>6</sup> Entretien avec Vladimir Pogacic, cinéma yougoslave », *Les lettres françaises*, n° 731, 1958, p.7. Voir plus sur ce sujet : Velimir Mladenović, « Les réalisateurs yougoslaves s'attachent trop à la guerre » La réception du cinéma yougoslave dans *Les Lettres françaises. Годишњак Филозофског факултета у Новом Саду*. 2021, 46, (3), pp. 277-291

<sup>7</sup> Katarina Ambrozić, « Artistes serbes et français pendant la Seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Les Lettres françaises*, n° 740, du 25 sep.-1.oct 1958, p.12. Cette étude publiée comme reportage sur l'art serbe a été présentée au Congrès international d'Histoire d'art, dont la session s'est tenue à Paris la même année.

auteurs serbes une opportunité d'entrer en contact avec la civilisation européenne centrale occidentale.

Dans l'ordre chronologique, l'auteur mentionne l'artiste Katarina Ivanović, très connue pour ses jolies natures mortes, qui, après ses études à Vienne, se consacre à une technique qualifiée d'«ingresque», comme en témoigne son autoportrait qui est «un des plus jolis portraits de la Serbie du XIXe siècle». L'autre artiste de l'époque, Paja Jovanović, lui aussi scolarisé à l'étranger, à Vienne, a été inspiré pour ses œuvres par la vie balkanique, dont il idéalise les éléments ethnographiques. L'auteur nous révèle que son *Combat de coqs* est inspiré par le tableau<sup>8</sup> de Jean Léon Gérôme<sup>9</sup> portant le même titre.

« Son *Combat de coqs*, qui reportera une médaille d'or à Vienne en 1898 et qui, exposé actuellement au Musée national à Belgrade, connaît le même succès populaire, évoque un tableau français. On sait que le peintre serbe se rendait en France plusieurs fois, dont la première fois en 1886, et il parle dans son autobiographie de ses visites au Louvre. »<sup>10</sup>

Les deux tableaux sont différents par leur style, mais ils représentent le même thème central. D'autres contacts, plus profonds et plus personnels, avec la peinture française du XXe siècle ont nourri les artistes serbes: Miloš Tenković et Đorđe Krstić qui après 1870 a eu le premier contact avec les maîtres français lors de la Première exposition internationale, reste en relation avec les œuvres de Barbizonet Courbet. Cet artiste, qui était le premier à abandonner les sujets religieux, se consacre aux paysages et son chef-d'œuvre *Paysage aux vaches* nous montre cette passion pour la nature. C'est la première fois que ce sujet apparaît dans la peinture serbe, Đorđe Krstić, que Katarina Ambrozić caractérise comme «le plus profondément peintre de nos artistes de la deuxième moitié

<sup>8</sup> *Un combat de coqs* titré aussi *Jeunes Grecs faisant battre des coqs* ; il est exposé au musée d'Orsay depuis sa création en 1986.

<sup>9</sup> Jean-Léon Gérôme, 1824 -1904, est un peintre et sculpteur français, membre de l'Académie des beaux-arts. Il composa des scènes orientalistes, mythologiques, historiques et religieuses.

<sup>10</sup> Katarina Ambrozić, « Artistes serbes et français pendant la Seconde moitié du XIXe siècle », *Les Lettres françaises*, n° 740, du 25 sept. au 1.oct 1958, p.12.

du XXe siècle », commence sa carrière en rencontrant les tableaux de Courbet, qui lui permet d'établir un nouveau style – « celui du réalisme serbe ».

« Les tableaux de Dj. Krstić même ceux au sujet religieux qui défient les formules conventionnelles et appartiennent à un climat nouveau, le climat du réalisme européen, sont durement attaqués par le critique, car pour la Serbie d'alors tout est nouveau chez Krstić. »

L'auteur n'oublie pas Nadežda Petrović, dont les premiers tableaux ont été perdus pendant la Grande Guerre, et qui a un talent puissant. Selon l'auteur Petrović nous montre l'orientation définitive de l'art serbe vers Paris à partir de 1900, lorsque les artistes serbes font leurs études à Paris.

L'intérêt des auteurs serbes et français pour l'art médiéval serbe est évident dans les deux textes : D. St. Pavlović<sup>11</sup> est l'auteur du texte « Au carrefour des influences – Une architecture originale » ; publié à côté du texte de George Boudaille « Redécouvert de l'art médiéval yougoslave ». <sup>12</sup> Dans son texte, Pavlović révèle que c'est Gabriel Millet<sup>13</sup> qui avait le premier attiré l'attention sur le fait que le peuple et l'art serbes se trouvent entre Byzance et l'Italie. Il nous rappelle que l'état serbe au Moyen âge était relativement riche et puissant et que l'art et l'architecture de ce pays se voient dans les constructions de grands bâtiments, des églises et monastères surtout, parmi lesquels il faut mentionner : le monastère Visoki Dečani (datant de la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle et que l'auteur compare avec la cathédrale Notre-Dame de Paris, qui est dans son volume plus de 30 fois plus grande et dans son plan douze fois plus grande que le monastère serbe). Cette architecture médiévale serbe a été confiée aux meilleurs techniciens que l'on pouvait trouver en Serbie à cette époque-là, tandis que les ouvriers et maçons étaient recrutés à l'intérieur du pays, venant de la Grèce, de Byzance et de la Dalmatie. L'auteur française documente sur l'architecture serbe

<sup>11</sup> Conservateur général aux Monuments historiques de Serbie.

<sup>12</sup> Georges Boudaille, « Redécouverte de l'art médiéval yougoslave », *Les Lettres françaises*, n° 1062, du 7 au 13 janv. 1965, p.14

<sup>13</sup> Gabriel Millet (1867-1953) est un archéologue et historien français, auteur de nombreux ouvrages sur l'art byzantin.

grâce à une brochure publiée pour l'exposition des fresques serbes à l'UNESCO à Paris : « J'ai vu à Zica et à Decani des monuments où tout ce qui pouvait être sauvé l'a été avec, non seulement goût, mais aussi esprit scientifique (...). Une certaine lenteur témoigne de la prudence avec laquelle les travaux sont menés ».

Les monastères qui ont attiré l'attention de Boudaille sont ceux de Dečani, Bogorodica Ljeviška, Gračanica, qui, selon lui, témoignent d'une grande influence turque, mais il tient également à présenter le cas de l'église de Bogorodica Ljeviška, dont les minarets ont été abattus lors de la Libération de la ville en 1912, et dont les fresques extérieures et intérieures demeurent ignorées. Dans cet article nous apprenons que les experts étrangers ont été consultés pour sa restauration : « Les fresques ne pourront être complétées que dans les sens où les spécialistes disposent d'une documentation absolument sûre. » L'un des derniers textes sur l'art serbe classique, dont le titre et une photo qui l'accompagne ont été publiés à la Une de l'hebdomadaire en 1971, sous le titre « Cette tête a huit mille ans »<sup>14</sup> de l'auteur serbe Milutin V. Garašanin, nous donne des informations sur une exposition<sup>15</sup> ayant eu lieu aux Galeries internationales du Grand Palais sur l'art yougoslave et serbe, qui a réussi à ressembler plus de 600 œuvres originales, pour la première fois, du néolithique au XXe siècle. Parmi celles-ci, ont été présentées les premières œuvres d'art apparues en territoires yougoslaves : les figures modèles de Lepenski Vir. Dans son étude, Garašanin présente l'art néolithique yougoslave et serbe : il considère les figures emblématiques de Lepenski Vir, dont les visages féminins sont simplifiés, comme « un des phénomènes les plus extraordinaires de l'art préhistorique en Europe » en disant que cette conception de l'art, les conditions spécifiques d'isolement manifestent un art hors pair et unique jusqu'à nos jours.

---

<sup>14</sup> Milutin V. Garašanin, « Cette tête à huit mille ans », *Les Lettres françaises*, n° 1375, du 3 au 9 mars 1971, p.1 et 26.

<sup>15</sup> Cette exposition s'est tenue de 3 au 17 mai 1971.

## II. LA RÉCEPTION DES BEAUX-ARTS MODERNES

Nous allons présenter les articles qui traitent de l'art serbe moderne de l'époque, dans notre article, de manière chronologique et thématique. Tout d'abord, il faut mentionner que les textes sur les beaux-arts serbes entrent dans ce journal en 1950 grâce au texte intitulé « Tito et la peinture du mensonge »<sup>16</sup> dans lequel l'auteur explique que plusieurs liens sont communs entre l'art yougoslave et serbe de l'époque et l'art français d'après la Deuxième Guerre mondiale. En effet, ces deux peuples mènent en parallèle plusieurs batailles pour sauver et propager la paix.<sup>17</sup> Ces luttes culturelles et idéologiques ont fondé en Yougoslavie un style assez particulier, nommé dans cet article comme « réalisme lyrique » et défini comme « la peinture du mensonge ». Cette réalité lyrique dans laquelle vit le peuple yougoslave est la réalité lyrique des prisons, des bagnes et des pelotons d'exécution. « La tapisserie yougoslave assume un héritage culturel »<sup>18</sup> est le premier article qui présente l'art moderne serbe dans *Les Lettres françaises*. Celui-ci dit que, dans la Yougoslavie d'après-guerre, une forte ambition et tradition populaire parvient à renouveler une technique qui lui permet d'inventer une expression puissante et innovatrice, surtout chez l'artiste Milica Zarić, qui peint les personnages allégoriques et qui les gestes fantastiques rattachent au mythe à l'imagination populaire, avec des motifs des fresques médiévales avec les costumes paysans. Moulin considère cette artiste de haute valeur comme un « génie populaire authentiquement populaire, nourri des unités du temps et du lieu, gonflés de sève nationale ». Le même auteur (JR Moulin) publie le

<sup>16</sup> Jean Milhau, « Tito et la peinture du mensonge », *Les Lettres françaises*, n° 328, 21 sept. 1950, p.2. Dans sa thèse de doctorat sous le titre « Les guerres d'Elsa Triolet : romans, nouvelles, articles (1945-1957) », l'auteur de ces lignes explique également les rapports entre la Yougoslavie et la France dans cette période.

<sup>17</sup> Le Parti communiste français a mené plusieurs batailles pour la paix et pour la propagation de la culture, surtout il faut souligner « La Bataille du livre » de 1950-1952 fondée par François Billoux et organisée et animée par Elsa Triolet; Dans sa thèse de doctorat sous le titre « Les guerres d'Elsa Triolet : romans, nouvelles, articles (1945-1957) », l'auteur de ces lignes explique également les rapports entre la Yougoslavie et la France dans cette période.

<sup>18</sup> *Les Lettres françaises*, n° 855, du 22 au 28 dec.1960, p.11.

texte «L'art yougoslave à la conquête de nouveaux domaines»<sup>19</sup>, pour lequel il s'inspire des travaux yougoslaves et serbes, grâce à une exposition à Paris, organisée par le musée moderne de Rijeka, qui ressemble environ quarante ouvrages qui, selon lui, cherchent un nouveau domaine en art. Il souligne que l'artiste de son temps se lance à la recherche d'un langage universel en essayant de ne pas sacrifier les éléments originaux de sa personnalité. C'est pourquoi comme les bons exemples il cite les noms suivants: Kantoci, Radovani, Ružić, qui, selon Moulin, donne à leurs sculptures une galanterie gauchère, tandis que Olga Jovanić, représente la sensualité florale. Dans son texte «L'art contemporain yougoslave» Moulin analyse les tableaux de nature morte de Marko Čelebonović et Gvozdenović, de deux peintres, qui sont, selon lui restent fidèles à leurs premiers succès, tandis que l'auteur donne son impression sur les toiles de Stančić, qu'il n'apprécie pas tellement.

Les articles de Georges Boudaille sur l'art yougoslave et serbe nous montrent un grand et permanent intérêt pour cet art et une grande connaissance des artistes et des tendances dans l'histoire de l'art serbe. Dans son article «Une peinture expressive, B. Mikhaïlovitch et B. Olson»<sup>20</sup>, il présente les œuvres de ces deux artistes. À propos de Mikhaïlovitch, il dit que son lyrisme est évident, reconnaissable et flamboyant : «Peut-être faut-il voir dans cette qualité le reflet du tempérament de ce Serbe, emporte, intransigeant, acharné au travail, passionné et jamais découragé par les difficultés.» Boudaille dans ce texte avoue qu'il n'aime pas les toiles de cet artiste serbe, mais qu'elles sont de haute qualité, parce que, selon les mots de ce critique d'art, les œuvres de Mihajović nous amènent à penser à notre vie et à notre organisme d'une façon qui provoque un malaise et que : «C'est assez dire sa puissance».

Un des événements les plus marquants en culture yougoslave et serbe d'après-guerre est certainement l'inauguration du musée de l'art contemporain à Belgrade,<sup>21</sup> le 20 octobre 1965. Boudaille a eu l'occasion avec d'autres critiques d'art et invités de toute

<sup>19</sup> *Les Lettres françaises*, n° 798, novembre 1959, p.12.

<sup>20</sup> *Les Lettres françaises*, n 1120, 1966, p.

<sup>21</sup> Le musée d'Art contemporain de Belgrade créée en 1958, sous le nom de Musée

l'Europe d'assister à l'ouverture du musée. Ce critique d'art explique que l'idée pour la fondation de ce musée remonte à la Libération et que la décision officielle a été prise plus de dix ans plus tôt. À Belgrade, il a discuté avec les artistes serbes, avec les conservateurs de ce musée et avec l'architecte du musée Ivan Andrić. L'auteur insiste à montrer au public français l'importance d'un tel bâtiment et son style assez particulier: « Ivan Andrić, l'architecte m'explique ce que je commençais à discerner. Le musée est sous forme d'éléments cubiques. La base est un rectangle qui se décompose en une suite de cubes de neuf mètres du côté disposés longitudinalement. La partie supérieure est formée de cubes ayant pour cote la diagonale des cubes de base, soit environ treize mètres cinquante et dispose à quarante-cinq degrés. Ainsi la lumière pénètre sous tous les angles. Dans les angles morts déterminés pour la coupure, des cadres ont été aménagés d'agréables petites loggias où le soleil pénètre à flot. Le toit est formé de troncs de pyramide entièrement vitrés. Un escalier central permet d'accéder rapidement aux salles désirées tandis que des escaliers circulaires encouragent une visite logique et complète. Au centre, un bloc de service avec escalier, monte-charge, services électriques, etc.<sup>22</sup> Dans son article « Un nouveau musée d'art en Europe »<sup>23</sup>, l'auteur nous informe que la conception du musée a été divisée en trois périodes et générations : celle d'avant la Première Guerre mondiale ; celle d'entre les deux guerres ; et la troisième partie est constituée d'œuvres d'après la Deuxième Guerre mondiale. En commentant l'art yougoslave et serbe contemporain, il constate qu'il n'a pris son essor qu'à partir de 1954, avec la liberté que lui donne l'abstraction, grâce à laquelle beaucoup d'artistes ont réussi à trouver une forme particulière et appropriée à leur état d'esprit.

« L'art yougoslave contemporain n'a pris son essor qu'à partir de 1954 environ. Avec la liberté d'expression que donne

---

d'Art moderne dont la collection permanente compte quelque 8 800 œuvres. Fermé en 2007 pour restauration, le musée a rouvert au public le 20 octobre 2017.

<sup>22</sup> Georges Boudaille, « Un nouveau musée d'art en Europe », *Les Lettres françaises*, n° 1103, au 28 oct. du 3 nov. 1965, p.24.

<sup>23</sup> Georges Boudaille, « Un nouveau musée d'art en Europe », *Les Lettres françaises*, n° 1103, au 28 oct du 3 nov. 1965, p.24.

l'abstraction, nombreux sont les artistes qui ont su trouver d'emblée une formée appropriée à leur état d'esprit où se mêlent une vigueur expressionniste, un goût baroque de la matière et des apparitions surréalistes. »<sup>24</sup>

La sculpture, déjà récompensée à l'étranger, est partout dans le musée, ainsi que dans ses jardins. Pour ce critique d'art, qui admire les artistes serbes de l'époque « Belgrade a désormais un musée digne d'une grande capitale ».

Denys Chevalier s'occupe de la sculpture et dans son article « Ivan Meštrović (1833-1962) au Musée Rodin »<sup>25</sup> il donne plus d'informations sur ce sculpteur, qu'il considère comme le plus grand en Yougoslavie. Chevalier a eu l'occasion d'assister à une exposition de clinquantes cinquante œuvres de cet artiste yougoslave dans les jardins de l'hôtel Biron à Paris. L'auteur explique que Meštrović travaille toute sa vie sur les mêmes thèmes, presque obsessionnels : sur la Vie et sur la Mort, sur les sujets bibliques et la musique.

Les critiques d'art des *Lettres françaises* manifestent leur vif intérêt pour des expositions qui se sont tenues dans la capitale de la Yougoslavie, ils ont eu l'occasion d'assister à l'inauguration des expositions et d'en produire des reportages critiques. Dans un de ces articles sous le titre « Le pop art à Belgrade »<sup>26</sup> de l'auteur d'origine serbe Irina Subotić, nous lisons que, grâce à une idée du critique d'art italien Enrico Crispolti, une exposition internationale s'est tenue à Belgrade. L'idée principale des organisateurs a été d'indiquer certains aspects du réel qui, par leur présence vivante, offrent les conditions d'un nouveau genre artistique. Les artistes liés sous ce phénomène de la vie contemporaine, ils trouvent le matériel de leurs transpositions dans les événements de l'histoire plus ou moins proche, dans la technique et la science. Comme le souligne Subotić, Crispolti a divisé l'exposition en sections correspondant aux diverses hypothèses – sources de la création artistique :

---

<sup>24</sup> Georges Boudaille, « Un nouveau musée d'art en Europe », *Les Lettres françaises*, n° 1103, au 28 oct. du 3 nov. 1965, p.24.

<sup>25</sup> Denys Chevalier, « Ivan Mestrovic au Musée Rodin », n° 1296, 20-26 aout 1969, p.32.

<sup>26</sup> Irina Subotić, « Le pop'art à Belgrade », n° 1197, 31 aout – 6 sep.1967, p.30.

« le narrateur quotidien », et dans la section « La perspective visionnaire » on retrouvait des artistes tels que Reljić et Kalajić. Subotić qualifie cette exposition comme une bonne occasion pour le public belgradois de voir pour la première fois une imposante exposition, qui cultive les arts plastiques, nécessaire à ce milieu, qui représente un foyer important des tendances montrées à cette exposition.

Boudaille publie un texte sur Vladimir Veličković ayant pour titre « Vladimir Veličković »<sup>27</sup>. Il le considère comme « un des artistes jeunes les plus doués et les plus attachés de son pays ». L'auteur de cet article explique qu'il a fait la connaissance avec ce peintre, graveur et sculpteur serbe<sup>28</sup> grâce à Katarina Ambrozić du musée de Belgrade. Dans ce texte Boudaille commente le style du jeune Veličković, en le caractérisant comme un style libre, lyrique, coloré et cependant sombre « avec des ambivalences de formes, qui rappellent le surréalisme et un certain baroque, le situent bien dans la tradition. » Boudaille rappelle que depuis 1965 les bourses ont permis à Veličković de faire de longs séjours à Bruxelles, puis à Paris, où il a eu l'occasion d'être mis en rapport avec directeur de la galerie Dragon: « Par la force des images qu'il nous livre, l'art de Veličković est d'une actualité brûlante ; la qualité de ces compositions aux transpositions puissantes est gage de l'avenir de ce peintre de trente-deux ans ».<sup>29</sup>

Moulin continue à présenter les artistes et l'art serbe contemporain : dans son texte intitulé « L'estampe yougoslave à Belgrade »<sup>30</sup>, il souligne que l'estampe yougoslave classe le pays parmi ceux qui manifestent le plus de vitalité et d'originalité en ce domaine : « Belgrade apparaît comme le centre le plus composite en raison des

<sup>27</sup> Georges Boudaille, « Vladimir Veličković », *Les Lettres françaises*, n° 1182, du 11 au 17 mai 1967, p.32.

<sup>28</sup> Vladimir Veličković, membre de l'Académie serbe des sciences et des arts, et d'Institut de France, a expliqué à plusieurs reprises son rapport avec Boudaille. Voir plus sur ce sujet: <http://www.utopiesdaujourd'hui.fr/index.php/culture/voir/788-les-cauchemars-de-vladimir-velickovic><https://www.artshebdomedias.com/article/180909-vladimir-velickovic-les-lecons-de-tenebres/>

<sup>29</sup> Georges Boudaille, « Vladimir Veličković », *Les Lettres françaises*, n° 1182, du 11 au 17 mai 1967, p.32.

<sup>30</sup> Jean Moulin, « L'estampe yougoslave à Belgrade », *Les Lettres françaises*, n° 1344, au 22 du 28 juillet 1970, p.25.



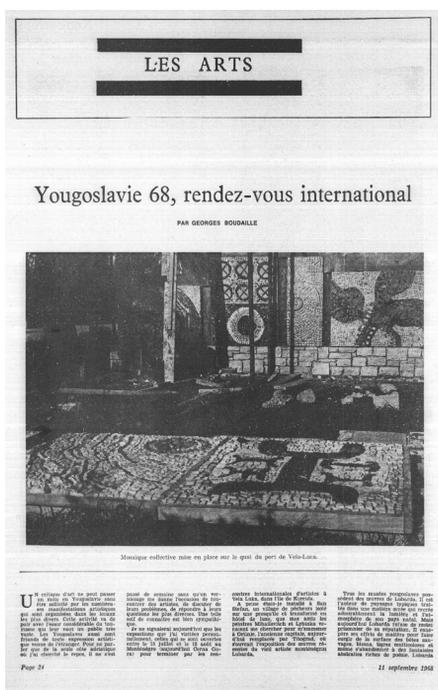
Les Lettres françaises, n°491, 1953, p.8.



Les Lettres françaises, n°740, 1958, p. 12.



influences qui s'y croisent et s'y aiguisent. » L'article qui conclue la représentation des artistes serbes et de l'art serbe dans *Les Lettres françaises* est intitulé « De la "nouvelle tendance" à la nouvelle génération d'artistes yougoslaves »<sup>31</sup>, dans lequel l'auteur nous rappelle que cette nouvelle tendance s'inscrit dans le prolongement du groupe Extat 51 (« Eksprementalniklub ») fondé en 1951 en réaction contre le réalisme socialiste, par les peintres Ivan Picelj, Aleksandar Sinec et le sculpteur Vjenceslav Richter. Selon le critique, ces artistes voulaient démontrer que les méthodes et les principes de l'art abstrait n'étaient pas l'expression d'une décadence.



*Les Lettres françaises*,  
n°1248, 1968, p.24.

<sup>31</sup> De la « nouvelle tendance » à la nouvelle génération d'artistes yougoslaves », *Les Lettres françaises*, n° 1399, 1971, p.22-23-24.

## CONCLUSION

En analysant la présence des textes sur l'art serbe classique et moderne dans *Les Lettres françaises*, nous pouvons constater que cet hebdomadaire culturel a consacré une attention particulière à cet art peu connu en France, et aussi que sa présence dépendait des relations entre la France et la Yougoslavie de l'époque. Même si ces relations avaient dans une certaine mesure influencé les rapports entre les critiques et les artistes serbes, *Les Lettres françaises* auront réussi à entretenir, vingt-cinq ans durant, un intérêt continu pour les artistes classiques et contemporains serbes et surtout pour les mouvements de l'époque. Par ailleurs, tous les auteurs français qui ont écrit sur l'art serbe ont presque tous fait le même constat, à savoir qu'il s'agit d'un art très important mais qu'il n'est pas suffisamment connu en Hexagone.

## Bibliographie

«De la "nouvelle tendance" à la nouvelle génération d'artistes yougoslaves», *Les Lettres françaises*, n° 1399, 1971.

«La tapisserie yougoslave assume un héritage culturel», *Les Lettres françaises*, n° 855, du 22 au 28 déc.1960.

Ambrozić Katarina, «Artistes serbes et français pendant la Seconde moitié du XIXe siècle», *Les Lettres françaises*, n° 740, du 25 sep.-1. oct 1958.

Boudaille Georges, «Redécouverte de l'art médiéval yougoslave», *Les Lettres françaises*, n° 1062, du 7 au 13 janv. 1965.

Boudaille Georges, «Un nouveau musée d'art en Europe», *Les Lettres françaises*, n° 1103, au 28 oct. du 3 nov. 1965.

Boudaille Georges, «Vladimir Veličković», *Les Lettres françaises*, n° 1182, du 11 au 17 mai 1967.

Boudaille Georges, «Vladimir Veličković», *Les Lettres françaises*, n° 1182, du 11 au 17 mai 1967.

Chevalier Denys, «Ivan Mestrovic au Musée Rodin», n° 1296, 20-26 aout 1969.

Garašanin Milutin V., «Cette tête à huit mille ans», *Les Lettres françaises*, n° 1375, du 3 au 9 mars 1971.

Milhau Jean, «Tito et la peinture du mensonge», *Les Lettres françaises*, n° 328, 21 sept. 1950.

Moulin J.R., «L'art yougoslave à la conquête de nouveaux domaines», *Les Lettres françaises*, n° 798, novembre 1959.

Moulin Jean, «L'estampe yougoslave à Belgrade», *Les Lettres françaises*, n° 1344, au 22 du 28 juillet 1970.

Subotić Irina, «Le pop'art à Belgrade», *Les lettres françaises*, n° 1197, 31 aout 6 sept. 1967.

Mladenović, Velimir, «Louis Aragon et la réception de son œuvre dans le milieu yougoslave et serbe de 1945 à nos jours. » *Анали Филолошког факултета*. 2020, 32 (1), pp. 133-147.

Mladenović, Velimir, «Elsa Triolet : un épisode hongrois », *Acta Romanica*. 2021/32, pp. 223-231.

Mladenović, Velimir, «Les réalisateurs yougoslaves s'attachent trop à la guerre » La réception du cinéma yougoslave dans *Les Lettres françaises*. *Годишњак Филозофског факултета у Новом Саду*. 2021, 46, (3), pp. 277-291.

Mladenović, Velimir, «D'une guerre à l'autre : Louis Aragon et son transfert culturel franco-serbe (1924-1939). » *Филолошки преглед*, 2020 (2), pp. 149-159.

Mladenović, Velimir, «Les guerres d'Elsa Triolet : romans, nouvelles, articles (1945-1957) », thèse de doctorat, Université de Novi Sad, Université de Poitiers, 2022.

---

## Summary

### **A NEW ART MUSEUM IN EUROPE: THE RECEPTION OF SERBIAN CLASSIC AND MODERN FINE ARTS IN *FRENCH LETTERS* (1945-1970)**

This article proposes to present and analyze all the texts published in *Les Lettres françaises* from 1945 to 1970, which relate to classical and modern Serbian art. These texts, dating back to the time when Yugoslavia still existed, few articles refer directly to Serbian art and artists, but most of them devote themselves, in one way or another, to artists who have their origins in Serbia or who work in this country. Therefore, our study attempts to answer the following questions: which artists and works aroused the interest of the French weekly? What are the main political and aesthetic reasons for the publication in *Les Lettres françaises* of the articles devoted to the reception of Serbian art?

**Key words:** French Letters, Serbian art, Louis Aragon, Vladimir Veličković.

**САЖЕТАК**

---

**НОВИ МУЗЕЈ САВРЕМЕНЕ УМЕТНОСТИ У  
ЕВРОПИ: РЕЦЕПЦИЈА СРПСКЕ КЛАСИЧНЕ И  
МОДЕРНЕ ЛИКОВНЕ УМЕТНОСТИ У ЧАСОПИСУ  
*LES LETTRES FRANÇAISES* (1945-1970)**

Овај чланак предлаже да се представе и анализирају сви текстови објављени у часопису *Les Lettres Françaises* од 1945. до 1970. године, а који се односе на класичну и модерну српску уметност. У овим текстовима, који датирају из времена када је Југославија још постојала, мали број текстова се директно односи на српску уметност и уметнике, али се већина њих, на овај или онај начин, посвећује уметницима који воде порекло из Србије или раде у овој земљи. Стога наша студија покушава да одговори на следећа питања: који уметници и дела су изазвали интересовање француског недељника? Који су главни политички и естетски разлози за објављивање чланака посвећених рецепцији српске уметности у *Les Lettres Françaises*?

**Кључне речи:** Француска књижевност, српска уметност, Луј Арагон, Владимир Величковић.

---

**Prof. Dr. Sacha Markovic**

*Paris IV-Sorbonne/ISP Nanterre, Paris, France*

---

## **LE SILENCE DE LA GAUCHE INTELLECTUELLE FRANÇAISE SUR LA CRISE MORALE DU MARXISME CRITIQUE SERBE (1963–1968)**

### **Résumé**

---

*Dans les années 1960, alors que la social-démocratie européenne accorde une attention soutenue à l'expérience autogestionnaire yougoslave et au pendant géopolitique de la « troisième voie » que constitue le non alignement, les intellectuels de gauche français fréquentent assidûment le séminaire d'été de Korčula et la rédaction de la revue Praxis. Ils sont impressionnés par l'antistalinisme yougoslave et tout particulièrement par ce marxisme critique ayant renoué avec l'idéalisme utopique du Marx jeune. Emprunt de « socialisme à visage humain », cet « humanisme marxiste » hisse la philosophie marxiste yougoslave au rang d'objet intellectuel insolite digne d'un engouement international indiscutable, notamment sensible chez les Français, comme Henri Lefebvre, Serge Mallet ou Lucien Goldmann. Ils sont unanimes à considérer que le marxisme humaniste yougoslave allie l'utopie idéaliste allemande de Kant et l'espoir de l'émancipation humaine d'Ernst Bloch. Cette contribution se propose d'identifier les spécificités du marxisme critique yougoslave, qui ont tant plu aux intellectuels de gauche français.*

**Mots clés:** *la gauche, l'intellectuelle française, le marxisme, l'autogestionnaire, la Yougoslavie, Serbie.*

---

Lorsqu'on s'intéresse aux relations entre les intellectuels de gauche français et la Yougoslavie socialiste de Tito<sup>1</sup>, on s'aperçoit que les thèmes de l'autogestion, du non alignement et de la culture socialiste couvrent l'essentiel des sujets. En y regardant de plus près, on observe que la circulation des idées, les transferts, les syncrétismes, métissages et autres hybridations emportent l'attention de la plupart des chercheurs. On accorde beaucoup plus rarement ses faveurs aux malentendus, aux méconnaissances et aux incompréhensions.

Le « marxisme humaniste », aussi appelé « marxisme critique », auquel donne naissance le groupe *praxis*, du nom éponyme de la revue de Zagreb (1964-1974), est sans doute le courant de pensée yougoslave de l'après-Seconde Guerre mondiale le plus connu internationalement pour sa production philosophique et sociologique, et en même temps celui dont on maîtrise le moins bien les inflexions politiques de ses membres, lorsqu'il ne s'agit pas, du moins en apparence, de revirements complets. Derrière l'unité apparente du groupe *praxis* que croit percevoir la gauche européenne lorsqu'elle fait son « voyage de Yougoslavie », notamment à l'occasion des séminaires d'été de Korčula (1963-1974), se cachent en effet déjà des fissures et des mésententes, qui compromettent l'avenir de ce « socialisme dyonisiaque » qu'évoque Henri Lefebvre<sup>2</sup>, au moment même où il est au zénith de sa notoriété internationale. Il est divisé sur des questions aussi essentielles que l'ampleur à donner à la décentralisation autogestionnaire, la place de l'État ou le niveau de fédéralisation de la communauté yougoslave. La question nationale ne manque pas d'affecter la cohérence et l'unité de cet « intellectuel collectif ». <sup>3</sup> Tout cela passe inaperçu aux yeux des intellectuels de gauche occidentaux, tout autant que la déception profonde que causent aux « praxistes » les échecs des

---

<sup>1</sup> Frank Georgi, *L'autogestion en chantier : les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948–1981)*, Nancy, Éd. Arbre bleu, 2018.

<sup>2</sup> Milan Kangrga, *Izvan povijesnog događanja : dokumenti jednog vremena*, Split, Feral Tribune, 1997, p. 287.

<sup>3</sup> Sacha Markovic, *Les intellectuels marxistes humanistes de Serbie : entre socialisme et nationalisme : aux origines intellectuelles et culturelles des transitions yougoslaves*, thèse de doctorat dirigée par Jean-Charles Szurek, Université Paris Nanterre, novembre 2017.

mouvements étudiant et ouvrier du « Printemps de Belgrade » de juin 1968, parce qu'ils se sont révélés incapables de constituer le moteur d'une véritable révolution autogestionnaire<sup>4</sup>. Pourtant, les grands noms que sont Lucien Goldmann ou Henri Lefebvre, les trotskistes d'Ernest Mandel, les anarchistes de Daniel Guérin et les libres penseurs de Pierre Naville fréquentent Korčula, sinon lisent la version internationale de *Praxis*, de même que les collaborateurs ou anciens rédacteurs des revues françaises *Arguments* (Edgar Morin, Roland Barthes, Jean Duvignaud, Colette Audry, Dionys Mascolo, Serge Mallet, François Fejtö, Pierre Fougeyrolas, Kostas Axelos), qui cessa d'exister en 1962, et *Socialisme ou barbarie* (Cornelius Castoriadis et Claude Lefort), qui fut dissoute en 1967, sans oublier Annie Kriegel.

Lorsque le « rideau de fer » disparaît en 1989, rares sont les intellectuels occidentaux qui comprennent qu'il ne s'agit pas seulement d'une révolution démocratique mais aussi d'une vague nationaliste, qui connaîtra des expressions paroxystiques sur tout le territoire d'une Yougoslavie bientôt dévastée par la guerre. Les intellectuels de gauche français auront alors du mal à saisir les manifestations et les fondements d'un national-communisme enraciné dans l'expérience yougoslave, qui verra les retournements les plus inattendus se produire chez des praxistes comme Mihailo Marković, Ljubomir Tadić ou Svetozar Stojanović<sup>5</sup>. Ils ne leur pardonneront jamais. Et pourtant, les prodromes de ces mutations-transitions apparaissent dès le début des années 1960, notamment chez un intellectuel comme Dobrica Ćosić<sup>6</sup>, alors que la gauche occidentale croît à la réussite du « modèle yougoslave », en particulier pour ce qui est de la résolution de la « question nationale ».

Les historiens sont aussi des enfants de leur temps et dans le contexte post/anti-communiste des années d'après-Guerre froide, ils ont souvent exagéré le trait à propos des praxistes, soit en les faisant passer pour des dissidents, qu'ils n'étaient en aucune façon selon nous, soit en les accablant du rôle de propagandistes du

<sup>4</sup> *Ibid*, p. 509-566.

<sup>5</sup> *Ibid*, p. 412-566, 677-824.

<sup>6</sup> *Ibid*, p. 567-721.

régime titiste, ce qui mérite sans doute quelques nuances et précisions chronologiques.<sup>7</sup>

Un aspect, parmi tant d'autres, se prête parfaitement à ce qui pourrait constituer une tentative d'histoire en creux des silences, des ignorances et des incompréhensions d'une relation culturelle et intellectuelle bilatérale franco-serbe. Les intellectuels de gauche français qui par ailleurs connaissent les praxistes et fréquentent assidûment le Séminaire d'été de Korčula ne montrent aucune sensibilité explicite, dans leurs écrits du moins, à l'un des questionnements pressants qui assaillent les humanistes serbes tout particulièrement, au point de provoquer une crise intellectuelle et morale chez ces derniers<sup>8</sup>. En effet, la conviction que l'autogestion, telle qu'elle est conduite par le pouvoir titiste, favorise la résurgence des nationalismes ethniques, fait son chemin dans leur esprit, au moment même où le praxisme yougoslave atteint son acmé et accède à la notoriété internationale, dans la seconde moitié des années 1960 et au début des années 1970.

La plupart des humanistes serbes sont pris au piège d'une contradiction politico-économique qui les voit, d'un côté, soutenir avec conviction un processus de dépérissement de l'État autoritaire, omniscient et omnipotent, au profit d'une autogestion démocratique, alors que de l'autre ils redoutent l'autonomie renationalisante (au sens ethnico-national) et le libéralisme jugé si peu socialiste, qui semblent vouloir accompagner les processus de décentralisation et de transfert de compétences, processus pourtant inhérents aux principes mêmes de la révolution autogestionnaire yougoslave entamée dès 1950. Les communistes « libéraux », majoritairement slovènes et croates, rejettent quant à eux l'hypercentralisme dirigiste d'un système planifié étatiste comme contraire à l'esprit même d'une révolution-résistance conduite par une « communauté yougoslave » plurinationale. Ils considèrent bien volontiers l'émancipation économique des républiques comme un pas, certes appréciable mais très tardif et surtout insuffisant, vers la libération nationale des peuples constitutifs de la Yougoslavie, promise dès

---

<sup>7</sup> *Ibid*, p. 62–411.

<sup>8</sup> *Ibid*, p. 412–566.

1943, sinon l'Entre-deux-guerres, par le PCY comme un principe fondamental et fondateur de son idéologie humaniste libératrice.<sup>9</sup>

### Une autogestion vidée de sa substance

Chemin faisant, l'autogestion ouvrière s'est vidée de sa substance et de sa portée socio-politique démocratique directe, selon les humanistes serbes. Elle s'est muée en un processus d'émancipation politique et d'autonomisation économique par un glissement sémantique et politique qui a procédé à une nationalisation (ethnico-nationale) de l'idée même d'autogestion, alors que la plupart des humanistes serbes concevaient au contraire cette dernière comme un viatique vers l'universalisme socialiste yougoslave. Cri d'alarme ou de détresse ? Les propos prémonitoires de Ljubomir Tadić témoignent en tout cas avec force et émotion d'un terrible sentiment d'échec, omniprésent et récurrent dans les écrits humanistes de la fin des années 1960 et du début des années 1970 :

« Selon moi, la liquidation de l'« eschatologie » révolutionnaire s'est soldée par sa sécularisation erronée. En effet, il a été relativement facile de provoquer le « désenchantement » après l'exaltation *révolutionnaire et de se débarrasser de l'« idéologie » révolutionnaire, au moyen d'une realpolitik fondée sur l'« action économique nationale »*. (...) *La lutte concurrentielle (et de ce fait intolérante) pour le pouvoir économique ne pouvait que susciter une vague d'égoïsme national, c'est-à-dire un combat pour le prestige politique et culturel de sa propre nation. C'est ainsi que la perte de la foi dans l'eschatologie révolutionnaire et le renoncement de la société à se projeter dans l'avenir ont permis que leur soit substitué le « présent tangible » de l'essence nationale propre, poussée à son paroxysme. (...) Les douloureux problèmes de l'inefficacité de notre économie et de la paralysie de nos institutions fédérales ne seront jamais résolus ni par la centralisation hiérarchisée des planificateurs bureaucratiques tout-puissants ni par la décentralisation féodale des « économies nationales », qui mènent*

---

<sup>9</sup> Sacha Markovic, «Les intellectuels révolutionnaires yougoslaves de l'entre-deux-guerres», *Revue des études slaves*, LXXXIX-4 | 2018, pp. 521-534.

*une impitoyable concurrence déloyale sur les marchés nationaux et internationaux. Une contradiction évidente apparaît là aussi entre notre ouverture au monde et cette fermeture dans le cadre étriqué des frontières économiques et politiques intérieures. (...) Faut-il douter un seul instant que l'unique issue à cette crise, que l'on continue à faire passer pour une 'réforme économique', est la réintégration démocratique de la totalité des potentialités de la communauté yougoslave?»<sup>10</sup>*

Svetozar Stojanović se montre moins grandiloquent mais d'autant plus précis et explicite. Il apporte en outre une nouvelle tonalité dans la voix humaniste, de plus en plus présente chez certains d'entre eux à mesure que l'on se dirige vers la fin des années 1960 et que l'unité de la Yougoslavie autogestionnaire semble menacée, selon lui, par les particularismes nationaux et les égoïsmes sociaux des élites nationales. En effet, l'autogestion intégrale, que l'auteur appelle « autogestion très directe », ne suscite plus une adhésion aussi inconditionnelle qu'auparavant, même si l'argument de l'intégration et de la concentration technologiques, organisationnelles et financières rendues nécessaires par la modernité a toujours été omniprésent chez des auteurs comme Svetozar Stojanović ou Mihailo Marković, par exemple :

« La société [yougoslave (NdA)] d'autogestion doit être édi-  
fiée comme un système social complet. Cela signifie d'abord qu'elle  
doit intégrer toutes les composantes de la société [yougoslave  
(NdA)]. En outre, l'autogestion ne doit pas seulement s'appliquer  
isolément à chacune des composantes de cette communauté [you-  
goslave (NdA)], mais également à la société tout entière, comprise  
globalement et considérée comme une totalité. (...) Si tel n'est pas le  
cas, la soumission des processus sociaux au 'pouvoir des individus  
unis' et l'espoir de la 'libre association des producteurs' prophé-  
tisés par Marx se révéleront utopiques. (...) Sur le plan théorique,

<sup>10</sup> Ljubomir Tadić, «Da li je nacionalizam naša sudbina?», *Gledišta*, n° 7–8, 1971, pp.1054–1058. Voir aussi: Ljubomir Tadić, «Državnost ili samoupravnost», *Gledišta*, n° 3/1971, Belgrade, 1971, pp. 443–445; Budimir Košutić, «Savez država ili savezna država», *Gledišta*, n° 3/1971, Belgrade, 1971, p. 446–450; Vojislav Simović, «O prirodni federalizma i federacije», *Gledišta*, n° 7–8/1971, Belgrade, 1971, pp. 1041–1053.

une chose est claire en tout cas dès maintenant : le monopole que détiennent certains groupes isolés, même s'il se dissimule sous le manteau de l'autonomie autogestionnaire, ne peut pas présenter de caractère socialiste. La société autogestionnaire, considérée comme macrophénomène, n'est pas transposable à une échelle restreinte (...). (...) il ne faut pas confondre société autogestionnaire et groupes d'autogestion. Pour les idéologues des groupes d'autogestion, l'idéal conçu par Marx du 'travail en association libre' et de la 'libre association des producteurs' trouverait son incarnation dans des groupes complètement autonomes, sans liens qui les unissent, et même opposés les uns aux autres. (...) Une classe ouvrière *ainsi fragmentée [par la partition nationale, régionale ou entre entreprises (NdA)] fait naturellement preuve d'égoïsme et de particularisme. C'est seulement dans le cadre d'une autogestion intégrale qu'elle manifesterait son caractère social, sa solidarité et son universalisme. Seule une autogestion intégrée horizontalement et verticalement peut permettre à la classe ouvrière de devenir la force sociale prépondérante. L'existence de groupes particularistes d'autogestion renforce la puissance de l'État au lieu de l'annihiler, contrairement à ce que prétendent leurs partisans, parce qu'alors on sera toujours forcé de se tourner vers l'État pour arbitrer les conflits. (...) S'il n'existe pas de véritable communauté, quelque chose doit nécessairement en tenir lieu. L'expérience yougoslave enseigne que l'autogestion 'atomisée' peut être facilement manipulée, par l'appareil d'État ou les groupes particularistes. (...) L'illusion selon laquelle la société d'autogestion correspondrait à une décentralisation totale et la conviction naïve qu'une autogestion très directe serait réalisable, constitue l'arrière-plan théorique de cette forme particulariste d'autogestion de groupes. Conformément à cette conception, on morcèle délibérément les grands services (chemins de fer, poste, électricité, etc), et la taille des organisations et des entreprises de production est artificiellement limitée. Les unités territoriales (...) sont conçues comme des unités finies et fermées sur elles-mêmes. En évoluant, l'autonomie locale s'est ainsi transformée en autarcie locale. / L'aversion pour toute espèce de mesures et de règlements sociaux revêtant une valeur*

*générale [fédérale et universelle socialement (NdA)] est significative de ce type d'organisations, où l'on s'imagine que de telles dispositions seraient autant de menaces pour les droits des groupes autogérés. Le processus de 'dépérissement de l'État' est compris, de façon très primitive, comme la renonciation aux normes de caractère général et non comme la modification du caractère de ces normes et, par là-même, de leur contenu. (...) Cette tendance devrait se heurter aux inévitables phénomènes d'intégration et de concentration techniques et technologiques, organisationnelles et financières. Les partisans de l'étatisme exploitent habilement cette tendance pour démontrer que l'autogestion est un obstacle au développement des forces de production. (...) On relève, dans notre système actuel, un dualisme évident (...) : un État fort au plan national [l'auteur, yougoslaviste, veut dire « fédéral » (NdA)] et des groupes autogérés au plan local».<sup>11</sup>*

Plus loin, il précise sa pensée :

*«Les groupes d'autogestion les plus puissants peuvent lutter pour imposer aux organes représentatifs [fédéraux (NdA)] et aux organes de l'État [fédéral (NdA)] les décisions qu'exigent leurs propres intérêts particuliers. (...) Chez nous, en Yougoslavie, l'aliénation est uniquement étudiée comme une séquelle de l'étatisme. Mais l'aliénation peut également exister à l'intérieur de la structure de l'autogestion, non seulement à cause des groupes oligarchiques mais aussi en raison de l'existence de certains groupes d'autogestion, qui agissent comme s'ils étaient des totalités. L'aliénation des produits du travail et des moyens de production peut également se produire par le truchement des groupes d'autogestion. [...] D'ailleurs, l'aliénation particulariste autogestionnaire est inséparable de son complément : l'aliénation étatique. L'aliénation et la réification vont généralement de pair : de nombreux groupes autogérés traitent les autres membres de la société, et la société dans son ensemble, comme des moyens et comme des choses. / Certains qualifient d'anarcho-libéralisme l'idéologie de l'autogestion et de la propriété de groupes qui se dissimule sous*

<sup>11</sup> Svetozar Stojanović, *Critique et avenir du socialisme*, traduit par Michel Sinueux, Paris, Éd. du Seuil, 1971 [1969], p. 131-134.

celle de l'autogestion et de la propriété sociale. Il suffit de remplacer le concept de groupe d'autogestion par celui de capitaliste pour que s'impose à nous l'analogie entre l'anarcho-libéralisme 'socialiste' et l'idéologie du capitalisme libéral. Le comportement de nombreux groupes autogérés, défendu par l'anarcho-libéralisme, évoque irrésistiblement le 'laisser-faire' du capitalisme. Si l'on en croit l'anarcho-libéralisme 'socialiste', les groupes d'autogestion n'auraient pour seul impératif que de réaliser leurs intérêts et d'augmenter leurs profits. Mais les intérêts des groupes d'autogestion coïncideraient spontanément avec ceux de la société tout entière, même s'ils se contredisent entre eux. Le marché et le profit réalisé sur ce marché refléteraient automatiquement les rapports en vigueur dans la société socialiste. Ne serait-ce pas à s'y méprendre la conception chère au capitalisme libéral de la 'main invisible' du marché, qui fait converger les intérêts concurrents ? (...) Toute forme de coordination, d'orientation et de planification sérieuse, extérieure au groupe d'autogestion, est taxée par eux d'étatisme et tout effort d'intégration sociale horizontale et verticale se voit qualifié d' 'étatisme occulte'. Toute tentative en vue d'empêcher que les groupes d'autogestion ne détournent les produits du travail social est dénoncée par les anarcho-libéraux comme une aliénation étatique des droits autogestionnaires. Tout appel lancé aux communistes [aux militants dans les républiques (NdA)] pour qu'ils dépassent cet état d'esprit particulariste mesquin est considéré par les anarcho-libéraux comme une tentative d'éloigner les communistes de la classe ouvrière [dans chaque république, en fait au sein de chaque nation (NdA)]».<sup>12</sup>

Ce passage est probablement l'un de ceux qui montrent le mieux comment et à quel point les humanistes serbes établissent un lien et une proximité presque organiques entre le socialisme libéral – officiellement désigné par l'expression « socialisme autogestionnaire de marché (avancé) ». Cette analyse revient *de facto* à proposer la notion de « national-libéral-communisme » – expression qu'ils nous suggèrent et nous laissent imaginer, sans jamais l'employer explicitement. Toute la question est de savoir si le nationalisme

<sup>12</sup> Svetozar Stojanović, *Critique et avenir du socialisme*, op. cit., pp. 137–140.

est le cheval de Troie d'une révolution libérale en marche ou si le social-libéralisme est la feuille de vigne d'un néo-nationalisme de gauche en gestation. En tout cas, les humanistes serbes apparaissent ainsi clairement comme les opposants, à la fois, de l'étatisme conservateur, du « libéralisme » pseudo-autogestionnaire et du crypto-nationalisme communiste. Ce fait ne manquera pas d'avoir des conséquences politiques sur les alliances de circonstance qui commenceront à se nouer contre les humanistes serbes, à partir de 1968. Elles auront raison de lui dans le champ politique, sans que cela ne préjuge en aucune façon du sort que Tito réserve par ailleurs aux « libéraux » et aux nationalistes du Parti.

On comprend, dans ces conditions, que l'accession à la direction des ligues communistes républicaines respectivement croate et serbe de jeunes technocrates « libéraux », faisant du recentrage sur les intérêts économiques spécifiques de leur propre région un axe majeur assumé de leur programme politique, a tout pour heurter et inquiéter les humanistes serbes. Car, à l'instar de Svetozar Stojanović, ils rejettent leur « technocratisme liberticide et antidémocratique », allant même jusqu'à remettre en cause leur conception jugée potentiellement néo-stalinienne de la modernité et de la modernisation. C'est en effet à un parallèle entre la brutalité productiviste inhumaine du « libéralisme », en l'occurrence autonomiste national, et celle du technocratisme stalinien que se livre en fait l'auteur, établissant une certaine continuité idéologique entre les deux et considérant que ni le stalinisme ni le libéralisme capitaliste nationaliste ne sont des « nécessités historiques ».<sup>13</sup>

### **Contrôle et processus de décision passés aux mains des élites locales**

En outre, sur le seul plan socio-économique, selon les humanistes serbes, le pouvoir de décision et le contrôle des « processus de production et de répartition-redistribution de l'accumulation du surproduit » est passé aux mains des cadres dirigeants, des technocrates et des banquiers locaux. Ce phénomène se produit alors

---

<sup>13</sup> Svetozar Stojanović, *Critique et avenir du socialisme*, op. cit., pp. 64–67.

même que l'État s'est maintenu, d'après eux, dans sa majesté « toute-puissante », autoritaire et contraignant dans la sphère régalienne mais beaucoup moins protecteur dans le domaine social, en particulier dans la relation de travail. Au terme de cette évolution qui se solde par le démantèlement de l'État-Providence et de l'État social, ceux qui devaient constituer le point de convergence de toutes les préoccupations socialistes, les travailleurs, sont plus que jamais des salariés subordonnés à leur employeur, pratiquement livrés à eux-mêmes dans un huit-clos oppressant, alors qu'ils sont par ailleurs fragilisés et précarisés par une « marchandisation socialiste » de l'économie. Elle oppose la « rationalité » économique à tout mouvement social et à toute revendication, chaque fois qu'elle sécrète inflation, chômage, licenciements et émigration, en attendant l'hyperinflation et les pénuries de produits de première nécessité.<sup>14</sup>

De fait, selon les humanistes serbes, la désétatisation – en réalité la défédéralisation – et la dé-yougoslavisisation ont surtout profité et profitent encore alors aux élites locales. La propriété sociale, pourtant idéologiquement considérée par le pouvoir lui-même jusqu'il y a peu encore comme la condition première de la libération politique et sociale des travailleurs, a été progressivement démantelée. Elle l'a été au profit de ce qui s'apparente objectivement à des « capitaux privés » (individuels, bancaires, financiers, commerciaux)<sup>15</sup>, donc locaux et déyougoslavisés, d'autant qu'ils échappent

<sup>14</sup> Entre 1964 et 1969, le coût moyen de la vie augmente de 15% (14% pour l'alimentation, plus de 20% pour les services, plus de 25% pour les loyers, 14% pour le chauffage et l'éclairage, près de 13% pour les transports, la poste et les télécommunications). Si les revenus nominaux moyens affichent une augmentation conséquente dans les années 1960, les salaires réels connaissent une forte chute (-22%) dans le secteur industriel par exemple, là où éclatent les grèves les plus importantes.

<sup>15</sup> Jovan Djordjević, «Protivrečnosti društvene svojine u socijalizmu», *Gledišta*, n° 11/1965, Belgrade, 1965, pp. 1465–1472; Branko Horvat, «Individualno i društveno vlasništvo u socijalizmu», *Gledišta*, n° 3/1967, Belgrade, 1967, pp. 335–348; Ivan Lavrač, «Lični rad i privatna svojina u socijalizmu», *Gledišta*, n° 6–7/1967, Belgrade, 1967, pp. 897–908; Aleksandar Bajt, «Društvena svojina – kolektivna i individualna», *Gledišta*, n° 4/1968, Belgrade, 1968, pp. 531–544; Catherine Samary parle de « désétatisation sans socialisation réelle des moyens de production » et explique qu'« une 'privatisation' croissante s'opère en substance dans l'ensemble de l'économie ». Cf. Catherine Samary, *Le marché contre*

désormais de plus en plus clairement au contrôle de l'État fédéral et des instances autogestionnaires, avec toutes les dérives politico-financières criminelles et/ou nationalistes que nous avons signalées. Catherine Samary elle-même, pourtant très modérée dans son propos général et favorablement disposée à l'endroit de l'expérimentation yougoslave d'un « socialisme de marché », souligne : « On a également évoqué les rapports de connivences réciproques des directions de banques et des pouvoirs locaux : cela pouvait conduire les institutions financières à soutenir des projets sur des critères de politique plus que rentabilité. Enfin, le démantèlement des fonds sociaux n'a pas conduit à la mise en place d'un véritable marché financier. Les banques, malgré leur droit d'opérer sur tout le territoire se sont assez fortement 'régionalisées' – ne serait-ce qu'en raison de l'importance des soutiens politiques recherchés, et des osmose locales plus faciles.<sup>16</sup> » Ces euphémismes nous explique, en réalité, que les élites locales n'ont pas attendu la fin des années 1960 pour couvrir mutuellement leurs « libertés » respectives et leurs largesses réciproques : contre obtention de crédits pour financer leurs projets locaux, les « barons rouges » utilisent leur poids politique et le trafic d'influence pour protéger les banques et les entreprises locales quand elles se montrent peu regardantes sur le respect des règles régissant l'investissement, le financement, le crédit, les liquidités, etc.<sup>17</sup> Cette connivence élitaire et nationale est évidemment à la fois révélatrice et vectrice de l'émiettement et de l'autogestion ouvrière et de la Fédération yougoslave. Concrètement, les seuls secteurs, branches et segments de l'économie fédérale qui ne subissent pas l'effet hautement corrosif de ces mécanismes sont ceux qui offrent un profit financier conséquent et immédiat : la production automobile, l'infrastructure routière, les transports maritime et aérien. En revanche, les comportements affairistes des

---

*l'autogestion. L'expérience yougoslave*, Paris, Montreuil, Publisud, La Brèche, 1988, pp. 192–199, 206–210.

<sup>16</sup> Catherine Samary, *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, op. cit., p. 197.

<sup>17</sup> Sacha Markovic, « De la détente à l'entente (1966-1969), des relations franco-yougoslaves restaurées ? », *Српска политичка мисао – посебно издање* 2/2022, str. 59-81.

élites locales nationales sont un frein puissant à tous les chantiers et projets stratégiques fédéraux (les infrastructures de transport en général, ferroviaire en particulier, de communication, d'extraction, par exemple) susceptibles de permettre une meilleure intégration yougoslave et une plus grande souveraineté économique, un développement global et un aménagement du territoire raisonné de la Fédération, pensée comme une entité économique unique, mue par un intérêt économique commun. Ce système génère cloisonnement, segmentation et atomisation de l'espace économique fédéral, donc de la Yougoslavie politique et du sentiment yougoslave, lorsqu'il ne dégénère pas en absurdités économiques, comme le développement de pôles industriels identiques dans plusieurs régions faisant doublon et provoquant une surcapacité dans certains domaines de production, alors que d'autres sont délaissés ou négligés, hors de toute cohérence et rationalité économique. Et ce d'autant que le pays s'est privé de structures institutionnelles pour opérer les grands choix et maîtriser les équilibres d'ensemble, bien avant la fin des années 1980, où l'on sera réduit à constater *post festum* la déliquescence intégrale – sans jeu de mots facile – de la Fédération (économique, sociale, politique, institutionnelle).

Ainsi, un véritable fossé d'incompréhensions et de dissemblances se creuse alors entre les humanistes serbes et les « libéraux » qui, à l'inverse, restent très incrédules et sceptiques face à ce qu'ils considèrent être des défiances révoltées, des méfiances désabusées et des réticences outrées. Ils estiment au contraire que le socialisme autogestionnaire est suffisamment installé dans une maturité rassurante qui ne laisse augurer d'aucun retour possible vers un système productif générateur de relations d'exploitation, d'injustices sociales et d'oppression des travailleurs. L'autogestion ainsi décentralisée et même le travail individuel couplé à une propriété, des capitaux et des moyens de production privés constituent, à leurs yeux, une forme d'autogestion véritablement socialiste, voire même l'expression achevée d'un « socialisme associatif » pétri de démocratie sociale directe, dans la mesure où ils sont débarassés de toute relation d'exploitation salariale de type «

capitaliste bourgeois ». <sup>18</sup> La complexification des processus de production et de gestion au sein des entreprises ne fera qu'accroître l'éloignement entre les positions respectives des uns et des autres.

À partir de la fin des années 1960, en effet, la gestion des entreprises se professionnalise et se technocratise. *De facto*, la participation des ouvriers aux décisions de l'entreprise se fait de moins en moins effective, laissant quasiment place nette aux directeurs et aux cadres <sup>19</sup>. Alors que l'« Assemblée générale des travailleurs » devient progressivement une coquille vide sans pouvoir, les conseils ouvriers se vident de leurs ouvriers dont la part a décliné de presque 10% en dix ans – passant de 76% à 67% entre 1960 et 1970. Cette baisse intervient alors même que la LCY enregistre une déclin historique plus que préoccupante de ses adhérents, en particulier chez les paysans et les ouvriers. Les humanistes commencent à se déchirer à propos de la place respective qu'il faut accorder à l'autogestion et au marché. Certains d'entre eux n'hésitent pas à reléguer désormais l'autogestion à la seule phase exclusive du décollage économique et préfèrent confier les commandes de l'économie « socialiste de marché avancée » à des experts. Ceux-ci leur semblent être les seuls capables selon eux de maîtriser les enjeux et la complexité de la technologie, de l'entreprise et, plus généralement, de la sphère économique modernes, alors que les subtilités

<sup>18</sup> Aleksandar Bajt, «Društvena svojina – kolektivna i individualna», *op. cit.*, p. 540; Branko Horvat, *An Essay on Yugoslav Society*, New York, IASP, 1969, pp. 21–27.

<sup>19</sup> Catherine Samary résume ainsi la situation : « L'orientation de l'accumulation et la politique financière de l'entreprise étaient décidées en substance par les équipes de direction, plus ou moins formellement ratifiées par les Assemblées Générales auxquelles les experts présentaient un monceau de documents techniques. De vraies difficultés contribuaient à étouffer l'autogestion sur le plan institutionnel et socio-économique. Josip Županov et bien d'autres sociologues yougoslaves ont évoqué notamment cette 'marée de règlements qui impose aux organismes économiques un énorme travail de paperasserie et des dépenses élevées'. Les fréquentes modifications juridiques (...) dont le sens échappait aux principaux intéressés, n'ont rien facilité. (...) La dimension des entreprises, les processus de fusion/ absorption dans cette période, ont favorisé l'émancipation des équipes de direction. Les nouveaux comités d'affaire n'ont parfois été composés que de directeurs et de cadres. » Cf. Catherine Samary, *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, *op. cit.*, p. 203.

scientifiques, techniques, financières, bancaires, managériales sont devenues inaccessibles au commun des mortels.

### **La montée en puissance des nationalismes économiques**

Il est indéniable cependant que le sujet d'inquiétude majeur des humanistes serbes, dans la sphère socio-économique, est certainement la montée en puissance de ce que l'on pourrait appeler les nationalismes économiques des peuples yougoslaves. Les réformes économiques des années 1960 avaient donné aux humanistes serbes de gauche le sentiment que le régime cherchait à infléchir sa politique dans un sens très libéral qui, de fait, avantageait les Républiques occidentales, plus riches, de Slovénie et de Croatie. Les responsables politiques des Républiques de l'est du pays – les plus pauvres – n'hésitent pas, quant à eux, à considérer ces réformes comme très défavorables aux régions les moins développées économiquement, lorsqu'ils ne les perçoivent pas comme discriminatoires. Ils exigent de ce fait, à partir de la fin de l'année 1968, des mesures compensatoires et cherchant à s'opposer systématiquement à toutes les propositions (essentiellement slovènes et croates) qui tendent à accentuer l'évolution libérale marchande, notamment dans les secteurs de la banque et du commerce extérieur. Cet affrontement «nationaliste économique» prend rapidement de l'ampleur et finit par provoquer une véritable paralysie institutionnelle, dans un pays devenant quasiment confédéral où la décision politique est de plus en plus fréquemment entravée par le droit de veto des Républiques, qu'elles soient d'ailleurs riches ou pauvres, selon le sujet à l'ordre du jour, les intérêts en jeu et les orientations visées. Cette tendance générale est parfaitement illustrée par deux exemples emblématiques qui cristallisent alors les tensions : le projet avorté d'autoroute slovène et les revendications du secteur financier croate.<sup>20</sup>

Lorsqu'à la fin des années 1960 le gouvernement slovène décide de demander un prêt à la Banque mondiale pour financer une autoroute qui relierait Ljubljana aux frontières italienne et

<sup>20</sup> Catherine Samary, *op. cit.*, p. 180–184, 218–225.

autrichienne, afin de favoriser le commerce extérieur yougoslave avec les riches voisins de l'Ouest, les Républiques de l'est s'en émeuvent durant l'été 1969. Elles choisissent de ne retenir de ce projet que sa dimension, selon elles, anti-yougoslave et localiste, dans la mesure où ce dernier se retrouve en concurrence budgétaire directe avec d'autres projets d'autoroutes reliant les différentes régions yougoslaves<sup>21</sup>. L'entreprise slovène est ainsi marquée du sceau infamant de l'égoïsme national et de l'occidentalisme. Ce sentiment anti-slovène ira crescendo avec le temps et laissera bon nombre de Yougoslaves de l'est convaincus que «ces Autrichiens de langue slave» préféreraient des relations renforcées avec l'Europe occidentale à la solidarité interyougoslave et à la consolidation de l'intégration économique du pays. Elle se solde par une crise majeure au sein du Parlement fédéral qui ne parvient pas à en venir à bout, obligeant ainsi Tito à intervenir pour faire plier le gouvernement slovène qui évite de justesse une chute humiliante. Précisément parce que la tentative slovène est en accord parfait avec l'esprit, les principes et les mécanismes libéraux marchands mis en place par la réforme économique du régime, les humanistes serbes ne peuvent la comprendre autrement que comme l'illustration parfaite de leurs analyses. Tout se passe en effet comme dans leurs pires prévisions politiques, lorsqu'ils mettaient en garde contre une décentralisation atomisante et nationalisante qui désignerait le chef charismatique comme l'unique et ultime recours face à la toute-puissance des satrapes, tuant ainsi dans l'œuf la démocratie socialiste autogestionnaire. La Slovénie, quant à elle, sort de cet épisode avec le sentiment amer que ses initiatives sont bridées, son dynamisme entravé et son avenir compromis par le retard économique des autres Yougoslaves, alors même qu'elle considère qu'il s'agissait d'optimiser le plus rationnellement possible un crédit international obtenu pour la Yougoslavie et dans son intérêt général, pour le bien commun de tous les Yougoslaves. Le nationalisme économique commence ainsi à diffuser son venin délétère à la

---

<sup>21</sup> Sur cette « affaire de l'autoroute » [„*cestnaafera*“], voir : Dženita Sarač-Rujanac, «Rasprave o nacionalnom i religijskom identitu u 'Sveskama' Instituta za proučavanje nacionalnih odnosa 1983–1990», *Prilozi*, n° 41/2012, Sarajevo, 2012, pp. 147–183; Igor Omerza, *Cestnaafera*, Ljubljana, Magellan, 1989.

fin des années 1960, suggérant aux Slovènes qu'il est peut-être de leur intérêt d'envisager précisément le repli économique et un développement séparé plus en adéquation avec leur structure, leurs moyens et leur modèle socio-économiques propres. Quoi qu'il en soit, la blessure et le ressentiment sont suffisamment importants pour qu'une manifestation ait lieu à Ljubljana et que le Premier ministre slovène, Stane Kavčič, oppose une protestation officielle aux autorités fédérales.

Le contentieux entre la Croatie et les républiques moins développées, portant sur une décentralisation plus poussée de la gestion des banques et des devises au profit des républiques riches, va s'avérer plus profond et en même temps teinté d'un nationalisme et d'un anti-yougoslavisme ressentis par les humanistes serbes et les Yougoslaves de l'est comme beaucoup plus marqué. Certains responsables politiques (Vladimir Bakarić, Savka Dabčević-Kučar, Marko Tripalo) et des intellectuels croates (surtout parmi les économistes de sensibilité nationaliste comme par exemple Sime Đodan) exigent, en effet, de garder dans la région et de pouvoir contrôler une part plus importante du produit intérieur républicain – alors même que la réforme autogestionnaire autorise en fait les entreprises à gérer directement une part plus importante de leurs fonds propres, hors de toutes considérations nationales ou territoriales. Ils critiquent sévèrement les ponctions fédérales destinées à la redistribution en faveur des régions moins développées. Dans la mesure où les institutions fédérales siègent hors de Croatie, en fait pour la plupart à Belgrade, en Serbie, l'affaire prend rapidement une tournure nationaliste. Même si Belgrade la fédérale ne se confond pas avec la capitale de la Serbie, l'amalgame est manifestement trop tentant et les milieux nationalistes croates ont beau jeu de souligner qu'on prive le peuple croate des fruits de son travail pour que des bureaucrates serbes, tapis dans l'ombre des comités de crédit de leurs banques fédérales, accaparent les richesses des entreprises croates et le pouvoir de décision, y compris lorsqu'il s'agit de décisions économiques stratégiques (par exemple, les investissements à long terme) qui engagent l'avenir de la Croatie. Le même raisonnement est tenu pour les devises issues principalement du tourisme

en Dalmatie et en Istrie. Les responsables croates estiment que 46% de ces dernières devaient rester en Croatie et échapper au prélèvement fédéral des fameux « quotas de devises ». Pourtant, ces quotas de rétention limitaient ce volume à 7%, le reste étant centralisé à Belgrade et utilisé pour les importations yougoslaves, en principe, en fonction des besoins du pays tout entier, sachant que 40% des devises durement gagnées par le pays l'étaient par les entreprises croates. L'économiste croate Sime Đodan va même jusqu'à parler d'une véritable « exploitation de la Croatie » par la Yougoslavie, plus écrasante et inique en cette fin des années 1960 qu'elle ne l'a été pendant l'Entre-deux-guerres.

On comprend aisément le caractère éminemment troublant, sinon destructeur, d'une telle polémique sur le sentiment yougoslave et la conviction autogestionnaire, surtout lorsqu'on doute déjà de la compatibilité entre unité yougoslave et socialisme autogestionnaire démocratique d'un côté, décentralisation autonomiste et libéralisme marchand de l'autre. De nouveau, les mécanismes, les principes et la logique de la réforme révèlent et exacerbent à la fois les clivages nationaux, au grand dam des humanistes serbes. Un débat fédéral eût pu porter sur les principes et les modes de prélèvement, de gestion et d'allocation des fonds fédéraux d'aide au développement des sous-régions intra-républicaines défavorisées, afin que les aides ne soient pas allouées aux républiques, qui en disposent ensuite à leur aise, mais à des sous-régions précises, en respectant une échelle géographique plus pertinente et plus proche des besoins réels. Ce dispositif se serait également appliqué aux zones défavorisées croates, puisque certaines d'entre elles étaient moins développées que certaines régions serbes. Mais le nationalisme faisant son œuvre, il biaise totalement une discussion qui tourne à l'affrontement entre les « Républiques riches » et les « Républiques pauvres », ces dernières ne manquant pas de rappeler avec hostilité qu'elles produisent à bas coût des matières premières et énergétiques qui irriguent des industries slovènes et croates bien heureuses de ne pas avoir à les acheter au prix du marché international. De même, leurs gouvernements rappellent que les peuples yougoslaves de l'est constituent un bassin de consommation quasi captif pour des produits slovènes et croates qui ne seraient pas

concurrentiels sur ce même marché international, dont par ailleurs ils n'approchent pas les standards de qualité. C'est très exactement ce qu'exprime explicitement la résolution très connue votée par la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine à la fin de l'année 1968, qui réclame des « compensations pour les effets défavorables du marché unique en Yougoslavie »<sup>22</sup>.

Le nationalisme économique n'est pourtant qu'un des aspects de ce qu'il convient d'appeler une résurgence tonitruante du sentiment identitaire national dans la Yougoslavie titiste des années 1960. La question culturelle et les réformes constitutionnelles successives constituent alors des motifs d'inquiétude et de doute tout aussi prégnants pour les humanistes serbes<sup>23</sup>. Même si elles constituent des avatars de l'autogestion à leurs yeux, elles ne peuvent trouver leur place dans notre propos, du fait des contraintes éditoriales.

## Conclusion

Alors, pourquoi ce silence, du moins jusqu'à la répression titiste des « printemps yougoslaves », à la fin des années 1960 et au début des années 1970?<sup>24</sup> Quelques hypothèses de travail viennent à l'esprit. Les humanistes serbes sont certainement restés relativement discrets dans leurs échanges internationaux avec leurs interlocuteurs français sur une expérience indicible au moment où le titisme séduisait le socialisme européen par son autogestion et son non alignement. Il était en outre difficile de partager les désillusions d'autogestionnaires révolutionnaires confrontés à un communisme d'État avec des intellectuels de gauche occidentaux essentiellement préoccupés par les aspects théoriques de l' « expérience yougoslave », surtout pour évoquer cette maladie honteuse du nationalisme. Comble de l'hérésie, ç'eût été pour dire qu'elle était peut-être le fruit amer de l'autogestion et non pas seulement le vestige d'une société honnie et vaincue. Le marxisme critique yougoslave était né avec

---

<sup>22</sup> Catherine Samary, *op. cit.*, pp. 220–223.

<sup>23</sup> Sacha Markovic, *Les intellectuels marxistes humanistes de Serbie, op. cit.*, pp. 432–508.

<sup>24</sup> *Ibid*, p. 434–446, 509–566.

l'anti-stalinisme de 1948-1950, son expression pratique serbe se muait en anti-titisme à la fin des années 1960. Le « *yugoslav way of live* » faisait encore illusion à Paris, la réalité laissait beaucoup plus perplexe à Belgrade. Question de lisibilité, de perception, de représentation... et de propagande, sans doute. Plus prosaïquement, la contestation ne dispose pas, à l'instar du pouvoir, d'une « machine de guerre médiatique » – *agitprop* en d'autres temps – pour diffuser ses idées et la revue *Praxis* ou le Séminaire d'été de Korčula n'y suffisent pas, d'autant que leur financement dépend du bon vouloir de l'administration et du fait du prince.

Il faut ajouter à cela que l'image des marxistes critiques est ambiguë et brouillée par une identité politique trouble, difficile à déchiffrer depuis l'extérieur. Longtemps « hussards noirs » de la république titiste antistalinienne et autogestionnaire, fer de lance d'une « culture socialiste yougoslave » aux ambitions messianiques universelles, ces « intellectuels organiques » se mettent à flirter avec la dissidence, lorsque le désenchantement les assaille et les fait vaciller, parfois jusqu'au doute irrémédiable. Pour les uns, il prendra le visage d'un nationalisme défensif désabusé, à l'instar de Ćosić ; pour d'autres, il se vêtira des oripeaux d'un pluripartisme mal taillé, sans grand rapport avec la démocratie directe un temps rêvée. Tout ce qui faisait l'attrait du « modèle yougoslave » pose désormais question aux humanistes serbes, terrorisés par le risque d'une dissolution de la fédération et d'une compromission des acquis de la révolution : la décentralisation, la désétatisation, la démocratisation autogestionnaire (directe) posent désormais question. Même la modernité semble interroger la pertinence de l'autogestion et remettre en cause son adéquation avec les progrès technologiques et la complexité organisationnelle, assoiffés d'expertise et de hautes qualifications. Pour Ljubomir Tadić, les faiblesses du modèle autogestionnaire deviennent même les meilleurs alliés et le socle de légitimité de l'intercession du chef charismatique providentiel.

C'est finalement « le printemps belgradois » de juin 1968 qui donnera *ex post* une certaine cohérence idéologique au marxisme critique serbe et l'absoudra de ses pêchés hérétiques par l'onction dissidente. Il n'est pas évident que cela ait facilité la compréhension de l'humanisme serbe par la gauche intellectuelle française.

## Bibliographie

Georgi Frank, *L'autogestion en chantier : les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*, Nancy, Éd. Arbre bleu, 2018.

Horvat Branko, *An Essay on Yugoslav Society*, New York, IASP, 1969.

Kangrga Milan, *Izvan povijesnog događanja : dokumenti jednog vremena*, Split, Feral Tribune, 1997.

Markovic Sacha, *Les intellectuels marxistes humanistes de Serbie : entre socialisme et nationalisme : aux origines intellectuelles et culturelles des transitions yougoslaves*, thèse de doctorat dirigée par Jean-Charles Szurek, Université Paris Nanterre, novembre 2017.

Markovic Sacha, “Les intellectuels révolutionnaires yougoslaves de l’entre-deux-guerres”, *Revue des études slaves*, LXXXIX-4 | 2018, pp. 521-534.

<https://doi.org/10.4000/res.2273>

Markovic Sacha, “De la détente à l’entente (1966-1969), des relations franco-yougoslaves restaurées?”, *Српска политичка мисао - посебно издање 2/2022*, str. 59-81.

<https://doi.org/10.22182/spm.specijal22022.3>

Samary Catherine, *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, Paris, Montreuil, Publisud, La Brèche, 1988.

Košutić Budimir, “Savez država ili savezna država”, *Gledišta*, n° 3/1971, Belgrade, 1971.

Simović Vojislav, “O prirodi federalizma i federacije”, *Gledišta*, n° 7-8/1971, Belgrade, 1971, p. 1041-1053.

Stojanović Svetozar, *Critique et avenir du socialisme*, traduit par Michel Sinieux, Paris, Éd. du Seuil, 1971.

Tadić Ljubomir, “Državnost ili samoupravnost”, *Gledišta*, n° 3/1971, Belgrade, 1971, p. 443-445.

Tadić Ljubomir, “Da li je nacionalizam naša sudbina?”, *Gledišta*, n° 7-8, 1971, p.1054-1058.

## Summary

### **THE SILENCE OF THE FRENCH LEFT ABOUT THE MORAL CRISIS OF THE SERBIAN CRITICAL MARXISM (1963–1968)**

At the end of the eighties, Yugoslavia is already quite far ahead with its desintegration process. This latter comes to light and forecasts a probable flight of violence. It also has in store many outward surprises as the presence of learned serbian marxist intellectuals by the side of Slobodan Milošević. Ljubomir Tadić, Mihailo Marković or Svetozar Stojanović, for instance, were among the more eminent figures of the yugoslav communism in the sixties and seventies. At first sight, this evolution takes place in the general upheavals that break out in Eastern Europe, during the liberal transition on the occasion of the communist collapse. The yugoslav decomposition and the individual mutations seem to be the result of a global transition process, territorial, political and socioeconomic at once, that takes the whole “Other Europe” at a glance. Thus, the serbian elites would just have experience a process of “conversion” to “liberalism” and the country would have been subjected to structural transformations because of the Tito’s regime collapse. However, the uncommon nature of the yugoslav self-management experience induces us to question the past of a country which went through many political and socioeconomic transitions, a good while before the eighties ones. These last-mentioned are able to explain the emergence of an exclusive nationalism, which has its source upstream from the eighties. This feature article intends to analyse one aspect of the intellectual and cultural origins of the final yugoslav divisions by studying how self-management can induce nationalism, according to the humanist marxists of the University of Belgrade. In spite of their numerous contacts with the praxists, french left intellectuals didn’t comment at all this moral crisis among the intellectual cercles of Belgrade in the

seventies by the sixties. It seemed to be interesting to understand why it was so difficult to the western socialism to grasp this feeling of faintness or to admit it and think about. This diving in the communist past of Serbians reveals that neither the World War II nor the eastern communism collapse are the only historical matrix of the rise of nationalism in Yugoslavia.

**Key words:** left, French intellectual, Marxism, self-government, Yugoslavia, Serbia.

---

**САЖЕТАК**

---

**ЂУТАЊЕ ФРАНЦУСКЕ ИНТЕЛЕКТУАЛНЕ  
ЛЕВИЦЕ О МОРАЛНОЈ КРИЗИ СРПСКОГ  
КРИТИЧКОГ МАРКСИЗМА (1963-1968)**

Крајем осамдесетих Југославија је већ доста напредовала у дезинтеграционим процесима. Ово последње долази до изражаја кроз „бег у насиље“. Такође, постоје многа спољна изненађења као што је присуство учених српских марксистичких интелектуалаца поред Слободана Милошевића. Љубомир Тадић, Михаило Марковић или Светозар Стојановић, на пример, били су међу најеминентнијим личностима југословенског комунизма шездесетих и седамдесетих година. На први поглед, ова еволуција се одвија у складу са општим претвратима који се дешавају у Источној Европи током либералне транзиције поводом слома комунизма. Југословенски распад и индивидуалне мутације као да су резултат глобалног процеса транзиције, територијалног, политичког и социоекономског, који на први поглед преузима целу „Другу Европу“. Тако посматрано, српске елите би доживеле процес „конверзије“ у „либерализам“ и земља би била подвргнута структурним трансформацијама услед слома Титовог режима. Међутим, необична природа југословенског самоуправног искуства наводи нас да преиспитамо прошлост земље која је прошла кроз многе политичке и друштвено-економске транзиције, доста пре осамдесетих. Ови последњи су у стању да објасне настанак ексклузивног национализма, који има своје изворе „узводно“ од осамдесетих. Овај текст има за циљ да анализира један аспект интелектуалног и културног порекла коначних југословенских подела проучавајући како самоуправљање може да изазове национализам према учењу хуманистичких марксиста са београдског Универзитета. И поред бројних контаката са практичарима, француски леви интелектуалци уопште

нису коментарисали ову моралну кризу која се дешавала у интелектуалним круговима Београда седамдесетих и осамдесетих година. Интересантно је да се покуша разумети зашто је западном социјализму било тако тешко да схвати овај осећај слабости или да га призна и размисли. Ово зарађење у комунистичку прошлост Срба открива да ни Други светски рат ни слом источног комунизма нису једина историјска матрица која је довела до успона национализма у Југославији.

**Кључне речи:** левица, француски интелектуалац, марксизам, самоуправа, Југославија, Србија.

---



**Dr. Marko Pejković**

*collaborateur scientifique*

*Institut d'études politiques, Belgrade, Serbie*

---

## **L'INFLUENCE DE L'HOMME DE DROITE FRANÇAIS CHARLES MAURRAS SUR L'HOMME DE DROITE SERBE MOMIR NIKOLIC**

### **Résumé**

---

*En écrivant sur la nécessité que la politique soit indépendante de la scolastique, dans laquelle elle baignait grâce à la démocratie (afin de se réorienter vers la recherche de la vraie nature des institutions politiques et des causes des phénomènes politiques), l'homme de droite serbe Momir Nikolic dans sa collection d'essais nommée Le jardin du citoyen a souligné que Charles Maurras avait accompli, parmi tous les écrivains politiques, le plus grand progrès sur ce sujet. Donc, l'étude de l'influence qu'exerçait Maurras sur Nikolic s'imposait pour un chercheur presque par elle-même. Par ailleurs, ces deux auteurs ont idéologiquement inspiré les mouvements politiques de droite en France et en Serbie durant l'entre-deux-guerres, mais aussi ultérieurement et jusqu'à nos jours. La première partie de cet article aura pour but de présenter les similitudes et les différences explicites (surtout celles qui concernent la démocratie, la monarchie et l'Eglise) entre ces deux auteurs. Dans la deuxième partie de l'article nous allons essayer de montrer que ces deux auteurs furent les prisonniers d'un paradigme rationnel et constructiviste de la*

*philosophie moderne et de montrer l'influence implicite de Maurras sur Nikolic.*

**Mots clés:** Charles Maurras, Momir Nikolic, France, Serbie, démocratie, monarchie, constructivisme rationnel.

---

Il n'y a aucun doute que pendant une longue période la pensée de Maurras a été négligée en France. Mais, depuis quelques décennies déjà le nombre d'ouvrages qui lui sont dédiés augmente. De même, les ouvrages qui sont dédiés à l'étude de l'influence de Maurras sur les penseurs politiques à l'étranger sont également de plus en plus nombreux. L'étude d'Olivier Dard a montré que l'influence de Charles Maurras existe en Belgique, en Suisse, au Portugal, en Espagne, au Canada, en Roumanie, en Angleterre, au Brésil, en Argentine, en Egypte, en Allemagne, aux Etats-Unis.<sup>1</sup> C'est le cas principalement dans les pays latins ayant un héritage francophone. Mais jusqu'à présent, la Serbie, ainsi que l'ex-Yougoslavie en général, n'était pas considérée comme un pays dans lequel l'influence de Maurras était présente. Les scientifiques français qui font des recherches sur Maurras et son influence à l'étranger, ne sont pas responsables de cette omission. Jusqu'à nos jours Maurras et sa pensée n'étaient jamais l'objet de la recherche scientifique pour des raisons idéologiques ni en Serbie ni auparavant en Yougoslavie. Les scientifiques négligeaient non seulement Maurras, mais aussi tous les auteurs serbes qui étudiaient Maurras. Et peu importe si ces auteurs seulement popularisaient la pensée de Maurras (Vladislav D. Stakic)<sup>2</sup> ou bien plaidaient pour la réception critique des ouvrages maurrassiens (Momir Nikolic).

À cause de tout cela, cet article sera une modeste contribution aux efforts visant à ouvrir un débat sur la réception serbe de Charles Maurras (sur l'exemple de Momir Nikolic). Dans cet article,

---

<sup>1</sup> Olivier Dard, "L' Action Français: une matrice européenne et transatlantique des droites radicales?", *Stud. hist.*, H.<sup>a</sup> cont., 30, Ediciones universidad de Salamanca, 2012, p. 27-46.

<sup>2</sup> Vladislav D. Stakić, *Monarhistička doktrina Šarla Morasa osnovi francuskog poretk*, Francuskosrpska knjižara A.M. Popovića, Beograd, 1939.

je cherche à démontrer seulement les principales similitudes et différences – quant à leur pensée politique – entre l'écrivain de droite français Charles Maurras et l'écrivain de droite serbe Momir Nikolic. Je voudrais, en fait, présenter les points principaux de l'influence de Maurras sur Nikolic (qu'il s'agisse de l'influence explicite ou implicite), en gardant à l'esprit tout ce qu'il a écrit sur Maurras dans son livre *Le jardin du citoyen*.<sup>3</sup> En faisant allusion à la nécessité de réformer la science politique (en imitant la réforme scientifique de Francis Bacon suggérée dans son livre *La Grande Instauration*), Nikolic écrit: "La politique doit être libérée de la scolastique, dans laquelle elle avait baigné grâce à la démocratie. Il faut réaliser ici ce qui s'appelle *magna instauration*. Le temps dira si ce projet de Bacon sera réalisé par Maurras, mais pour l'instant, personne d'autre n'a fait plus dans ce domaine-là concernant la science politique". Nikolic a aussi écrit ceci sur Maurras : "Il devient de plus en plus le maître de la pensée européenne. L'esprit qui ne connaît pas sa pensée (...) cet esprit malgré sa grandeur n'est pas contemporain. Parce que dans le maurrassisme les questions fondamentales de la civilisation du XXe siècle sont résolues, avec la plus grande fiabilité et la plus haute clarté dans le meilleur ordre possible".

## I

C'est dans les observations critiques de Nikolic sur la démocratie et les élections parlementaires d'une part, dans les idées de Nikolic sur l'Église d'autre part, que nous pouvons trouver le plus clairement les points principaux de l'influence explicite de Maurras sur Nikolic. Avant de procéder à cette analyse, il faut brièvement mentionner les données fondamentales de la biographie de Momir Nikolic. Au sujet de Maurras, je suppose qu'il est beaucoup plus connu que Nikolic en France et en Serbie. Et pour cette raison, je ne vais pas évoquer sa biographie. La première partie de l'article sera consacrée à ces sujets. La deuxième partie de l'article va contenir l'analyse des liens épistémologiques et méthodologiques entre Maurras et Nikolic ou, plus précisément, l'analyse de leurs erreurs théorétiques, quoiqu'implicites.

<sup>3</sup> Momir Nikolić, *Građaninov vrt*, Nova Iskra, Beograd, 2009.

Les données biographiques qui sont disponibles se trouvent seulement dans la préface du livre *Le jardin du citoyen* et dans une thèse de doctorat où Nikolic est mentionné de manière incidente. Momir Nikolic était un avocat serbe qui habitait et travaillait à Belgrade. Il fut étudiant français. Il fit ses études de droit à Paris et là, pendant ses études il participa en quelque sorte aux activités politiques de l'Action française. Il fut l'éditeur des deux revues – *Beograd* (Belgrade) et *Politički glasnik* (*Le courrier politique*). Et son livre *Le jardin du citoyen* qui est fondamental pour le présent article, est en fait et en grande partie une collection de ses essais, publiés dans le journal *Politički glasnik* durant la période entre 1925 et 1928. En ce qui concerne son engagement pratique en politique, il fut l'un des dirigeants du mouvement politique *Jugoslovenska akcija* (*L'Action yougoslave*) fondé en 1930, et après l'un des idéologues du mouvement politique *Zbor* (*Le Rassemblement*).<sup>4</sup> Les membres de deux mouvements furent en grande partie interdépendants et tous les deux critiquèrent la démocratie libérale, le capitalisme, l'individualisme, la franc-maçonnerie. Avant la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants de ces deux mouvements avec tous leurs membres supportèrent la dictature du roi Alexandre I en 1929. Une fois la dictature terminée, ils participèrent aux élections parlementaires et se battirent contre les communistes dans les rues. Pendant l'occupation allemande, ils travaillèrent pour l'appareil administratif de l'occupant et jouèrent un rôle-clé dans la réalisation des projets sociaux et politiques de l'occupant. Par conséquent, la recherche scientifique sur Momir Nikolic est très importante si l'on veut comprendre la vie politique serbe (à l'époque: yougoslave) de l'entre-deux-guerres et ensuite les circonstances de l'occupation allemande.<sup>5</sup>

Nikolic écrit sur divers sujets politiques. Or, nous trouvons dans le livre *Le jardin du citoyen* les chapitres suivants: Politique,

---

<sup>4</sup> Aleksandar D. Stojanović, *Ideje, društveno-politički projekti i praksa vlade Milana Nedića (1941–1944)* – doktorska disertacija, Univerzitet u Beogradu – Filozofski fakultet, Beograd, 2014, str. 41-45, 82.

<sup>5</sup> Marko Pejčević, «Germanski faktor u rusko-srpskim odnosima pred prvi svetski rat», *Politička revija*, br. 4, 2014, str. 43-55.

Histoire, Liberté, Légalité, Égalité, Autonomie, Propriété, Révolution, Famille, Civilisation, Peuple. Pourtant, dans cette partie de l'article ce qui nous intéresse exactement, c'est l'influence explicite de Maurras, dans les chapitres dans lesquels Nikolic a mentionné le nom de Maurras explicitement: Démocratie, Parlement, Église. Mais, il faut savoir que dans le chapitre "Démocratie", Maurras est mentionné par Nikolic dans le contexte de la critique de la démocratie et dans le chapitre "Parlement" dans le contexte de la critique des élections législatives et de la légitimité électorale.

En critiquant la démocratie dans le chapitre "Démocratie", Nikolic suit les traces de Maurras et offre une alternative dans la forme de gouvernement monarchique. Nikolic affirme que la formule monarchique de Maurras pourrait être conçue de la manière suivante: le roi à la tête des républiques françaises (communautés autonomes). La condition préalable pour une telle entreprise est que les compétences de l'État soient réduites avec un renforcement concomitant de la société – dans le but de rétablir l'équilibre entre l'État et la liberté. En même temps, il faut souligner que Nikolic a interprété Maurras ici de telle manière que les républiques françaises ne soient pas quelque chose qui existe en ce moment comme un résultat de la spontanéité sociale, mais quelque chose qui doit être formé dans l'avenir par une action planifiée, parce que Nikolic a lui-même écrit: "Il faut affaiblir l'État en faveur de la société au moyen de la création des républiques autonomes". Les républiques autonomes jusqu'alors avaient été supprimées par l'État. Il n'y a aucun doute que Nikolic avait lu l'ouvrage de Maurras intitulé *Les Idées royalistes*, avant d'écrire sur cette conception monarchique de Maurras (particulièrement la partie III de cet ouvrage).<sup>6</sup> Nikolic n'examine pas en détails ces républiques autonomes mais on peut supposer grâce à cet ouvrage de Maurras qu'il s'agit des

---

<sup>6</sup> Charles Maurras, *Les Idées royalistes*, Édition électronique réalisée par Maurras.net (2010), 1910, III: "Tout a été dit sur les destructions méthodiques accomplies ou confirmées alors aux dépens de l'Église, de la Famille, de la Commune, de la Province, des Métiers, de l'Université, de toutes les Compagnies et Communautés d'ordre local ou professionnel, religieux ou civil. Ce grief général de la nation et de la société française contre les institutions consulaires est classique depuis longtemps."

républiques suivantes: l'Eglise, la famille, les communes, les provinces, les différentes associations des métiers et de l'artisanat, les groupes civils et ecclésiastiques, même l'université. Nikolic accepte de tout son coeur la doctrine monarchique de Maurras mais ce n'est pas simplement de la récupération automatique. Nikolic accepte Maurras de manière critique dans une certaine mesure et adresse trois reproches à Maurras:

Selon Nikolic, Maurras surestime l'importance du roi par rapport à l'importance des républiques autonomes. Probablement parce que Maurras, selon Nikolic, avait pensé que le roi qui était revenu, formerait automatiquement des républiques autonomes ou parce que Maurras avait pensé que les préjugés de l'opinion publique française à l'égard du roi avaient été beaucoup plus intenses par rapport aux républiques autonomes et à cause de cela il fallait beaucoup plus promouvoir l'idée de la monarchie. Et selon Nikolic, l'importance du monarque (qui est l'émanation du pouvoir) et l'importance des républiques autonomes (qui sont l'émanation de la société) doivent être les mêmes, car en raison de la prédominance de l'État sur la société dans la démocratie il n'y a ni État efficace ni société libre.

Maurras néglige le rôle de l'aristocratie dans la monarchie. Nikolic a supposé que Maurras avait pensé que l'aristocratie serait formée spontanément après le retour du roi ou qu'une fois la monarchie rétablie, le rôle ancien de l'aristocratie serait joué par les bureaucrates royaux. Mais, Nikolic a refusé le concept d'aristocratie bureaucratique, parce que selon lui les bureaucrates ne peuvent pas avoir un tel degré d'indépendance comme l'aristocratie médiévale.<sup>7</sup> De même, l'interprétation de Nikolic concernant le rétablissement spontané de l'aristocratie est contradictoire. Car, comment est-il possible que l'aristocratie soit prétendument si importante pour la monarchie qui peut pour sa part, selon Nikolic, attendre la naissance spontanée de l'aristocratie? Car, pour que l'aristocratie soit formée spontanément, il faut beaucoup de temps.

---

<sup>7</sup> Marko Pejčević, «Stvaranje Kraljevine SHS (Jugoslavije) u trouglu realpolitike, geopolitike i identiteta», *Nacionalni interes*, br. 3, 2018, str. 21-39.

Donc, nous pouvons conclure que Nikolic n'avait pas sincèrement la spontanéité à l'esprit ici.

Nikolic critique Maurras parce que Maurras n'avait pas condamné la monarchie française absolue comme le précurseur de la république démocratique: "La démocratie a hérité sa compréhension de l'étatisme divin justement de la monarchie absolue". Nikolic pensa que Maurras avait omis cette critique de la monarchie absolue avec l'intention de ne pas complexifier l'idée royaliste aux yeux de l'opinion publique française.

Dans le chapitre "Parlement", Nikolic mentionne Maurras une seule fois dans le contexte de la critique des élections législatives. Nikolic affirme que chaque système politique doit être fondé sur le principe de la légitimité (qui doit comporter la notion de *consentement*). À cette occasion, Nikolic évoque Maurras qui avait refusé d'identifier le consentement politique à la volonté des électeurs aux élections. Il semble que Nikolic ait lu la partie II du livre *Mes idées politiques* de Maurras, où dans le chapitre "Le droit et la loi" Maurras écrit que le consentement politique, du point de vue historique, s'était révélé extrêmement rare comme une ratification explicite sous la forme des élections et beaucoup plus souvent tacitement, comme une absence de toute réaction à un acte politique.<sup>8</sup> Ainsi, on voit ici un accord parfait entre Nikolic et Maurras.

Ce qui était à première vue le moins attendu — compte tenu du fait que Nikolic était (au moins en apparence) un homme de foi orthodoxe et Maurras un homme de foi catholique romaine — s'est produit exactement dans le chapitre "Eglise". Ici, Nikolic a été influencé par l'ouvrage de Maurras intitulé *Trois idées politiques*, particulièrement par la partie du livre qui s'appelle "Les déistes". Nikolic est d'accord avec la position de Maurras sur le rôle positif du pape et son infailibilité à l'égard de la mentalité de l'individu

---

<sup>8</sup> Bien que la plupart des textes dans le livre "Le jardin du citoyen" aient été écrits avant 1930, la première édition de ce livre était parue en 1937. Donc, dans la même année de la parution de la première l'édition du livre "Mes idées politiques" de Maurras. Par conséquent, il est possible que Nikolic ait écrit le chapitre "Parlement" cette année-là. S'il n'y a pas de lien direct, il est évident que Nikolic a pris le concept de Maurras sur ce sujet des livres différents, mais ce sujet est en tout cas le mieux présenté justement dans "Mes idées politiques".

comme un membre fonctionnel de la société. Nikolic écrit: "Maurras considère que, de la même manière que l'hérédité est le principe le plus important pour l'État c'est l'infailibilité qui l'est pour l'Église. L'élément de l'unité, de la continuité et de la force". Nikolic est complètement d'accord avec Maurras mais complètement en contradiction avec les dogmes de la foi orthodoxe. Il en va de même pour la critique de Nikolic sur le droit des prêtres orthodoxes de se marier. Dans le même esprit, on peut interpréter son envie d'union entre l'Église orthodoxe et le pape. Nikolic s'éloigne ici des doctrines orthodoxes traditionnelles, selon lesquelles l'unité avec le pape n'est possible que s'il renonce aux dogmes nonorthodoxes. Néanmoins, Nikolic resta un peu sceptique sur le temps nécessaire pour réaliser cette unité.

Nous pouvons conclure cette première partie de l'article par le point suivant : il y a sans aucun doute une influence explicite de Maurras sur Nikolic mais cette influence est parfois présente comme une reproduction automatique, et parfois comme une réception critique.

## II

Il y a également une influence implicite de Maurras sur Nikolic. Dans cette partie de l'article, nous allons essayer de prouver que la démocratie moderne et la restauration royaliste (de la manière dont elles sont comprises par les deux) partagent les mêmes racines théoriques et épistémologiques, qui doivent être identifiées comme le constructivisme rationnel. De cette façon on verra que la pensée politique de Maurras et Nikolic implique une antinomie entre le but déclaré et le résultat obtenu. En étudiant la réception des idées de Maurras Nikolic avait adopté son constructivisme rationnel.

Le constructivisme rationnel fut créé par Bacon (que Nikolic invoque) et Descartes (que Maurras invoque).<sup>9</sup> L'idée de base

---

<sup>9</sup> Vujačić, *Politička teorija*, Čigoja štampa, Beograd, 2002, pp. 35-96; Michael Sutton, *Nationalism, Positivism and Catholicism The Politics of Charles Maurras and French Catholics 1890-1914*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982, стр. 54.

du constructivisme rationnel consiste à détruire la classification des sciences d'Aristote et à établir un système épistémologique commun. La politique, comme toute autre discipline scientifique, ne doit pas utiliser la prudence comme instrument épistémologique, mais la connaissance mathématique. Ce constructivisme est caractérisé par une foi dans le Progrès éternel des sciences et par son application pratique jusqu'à l'utopie. On peut définir le constructivisme rationnel comme un scientisme, la notion élaborée par Hayek – l'essai de l'utilisation des méthodes scientifiques des sciences naturelles en sciences humaines et sociales.<sup>10</sup> En citant l'utopiste social Saint-Simon, Hayek avait considéré que la Révolution française était responsable du bannissement de l'éducation classique des départements de sciences sociales en 1795 et de la promotion des sciences naturelles (c'est-à-dire de la promotion du scientisme).<sup>11</sup> Le fait qu'il soit lui-même partisan du scientisme, en espérant que la science contribuerait à rétablir l'ordre à la place de l'anarchie révolutionnaire de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle, est le mieux illustré par ses propres mots, quand il glorifie le scientisme de Comte dans le livre *L'Avenir de l'intelligence*.<sup>12</sup>

Le scientisme de Maurras est très perceptible dans sa vision de la monarchie décentralisée ou fédéralisée.<sup>13</sup> Maurras croit que

<sup>10</sup> Brandon Harnish, „Alasdair MacIntyre and F. A. Hayek on the Abuse of Reason“, *The Independent Review*, v. 15, n. 2, Fall 2010, p. 180.

<sup>11</sup> F. A. Hayek, *The Counter-Revolution of Science*, Collier-Macmillan Limited, London, 1955, p. 110.

<sup>12</sup> Charles Maurras, *L'Avenir de l'intelligence*, Albert Fontemoing, Paris, 1905, стр. 116-117: «Pour réorganiser» c'était son idée principale. Il se marquait ainsi son but. «Les travaux scientifiques» étaient «nécessaires»: il marquait son moyen et le définissait. Ce mot de scientifique est à prendre dans un sens strict. L'astronomie, la physique, la chimie, la physiologie cherchent et trouvent les lois des apparences qu'elles étudient: il faut examiner comment elles s'y prennent pour cela et, cette étude faite, fonder de la même manière une science de la vie supérieure de l'homme. Cette science sera, comme les autres, relative à des apparences; mais ces apparences seront, comme les autres, reliées par des lois. Substituer à la recherche des causes et des substances, qui, réelles ou imaginaires, nous demeurent insaisissables, la simple recherche des lois: ce fut la méthode nouvelle. Cette méthode était destinée à fournir la doctrine nouvelle qui serait le principe d'une nouvelle autorité, destinée elle-même à vaincre l'esprit d'examen et à remplacer notre anarchie transitoire par l'ordre nouveau.»

<sup>13</sup> Charles Maurras, *Les Idées royalistes*, Édition électronique réalisée par

dans un tel État il y aurait beaucoup plus de liberté et d'ordre. La monarchie pourrait obtenir tout ce qu'elle veut de bas en haut, au moyen de l'accumulation volontaire des ressources matérielles qui provient de plusieurs centres autonomes (comme la famille, les associations professionnelles, les communautés locales), tandis que la république centralisée le fait en l'imposant de haut en bas. En même temps, selon Maurras, chaque république démocratique a tendance à être plus centralisée. Et nous pouvons voir ici pourquoi Maurras a presque gardé le silence sur la critique de la monarchie moderne, pour lequel il a été réprimandé par Nikolic.<sup>14</sup> Car la tendance à la centralisation ne fut pas moins présente dans la monarchie moderne qui avait supprimé les libertés féodales. Malgré cela, dans la monarchie maurrassienne les collectivités régionales et locales auront leur domaine qui sera contrôlé par eux-mêmes et ils seront représentés au sein des organes du pouvoir national dans le but de protéger leurs intérêts, lorsque le centre décide de la politique commune. Le centre national doit retenir juste "les cas royaux" qui sont importants pour "l'unité française", parce que le roi est seul "assez haut placé pour les examiner dans la plénitude de sa lumière, assez puissant pour les trancher". Et Maurras écrit aussi ce qui suit: "Autorité du roi de France, protection des républiques françaises".

La monarchie de Maurras est déjà un plan en soi. Ce n'est pas quelque chose qui existe – au moins comme quelque chose de rudimentaire – qu'il veut améliorer. Non, Maurras a par contre élaboré la monarchie comme un plan avec des contours élémentaires en s'appuyant sur l'optimisme scientifique. Et, il nous semble que Maurras avait dessiné le plan monarchique seulement avec des contours essentiels avec l'intention de laisser une marge de manœuvre au roi autant que possible pour que ce dernier exerce

---

Maurras.net (2010), 1910, IV.

<sup>14</sup> Mais ce n'est pas tout à fait vrai, car Maurras lui-même a écrit ce qui suit: "Considérant que la décadence de la Monarchie nationale suivit sous les Bourbons la décadence de ces corps, compagnies et communautés: chaque empiétement du pouvoir royal sur leur autonomie étant aussi marqué par l'amoindrissement secret de ce pouvoir." – Charles Maurras, *Dictateur et Roi*, Édition électronique réalisée par Royaliste.org (2007), 1899, L'autorité en haut, p. 4-5.

son pouvoir. Maurras ne définit pas la famille, les communautés locales ou les associations professionnelles, il ne nous dit pas qui, quand et comment on peut obtenir le statut de ces entités infranationales. Est-ce que ces entités peuvent se définir librement et décider qui sera considéré comme l'une d'entre elles et qui ne le sera pas? Ou est-ce que cette décision appartient au roi? Ou au roi en coordination avec ces entités? Quels sont ces cas royaux? Sont-ils fixés pour toujours ou pourraient-ils être augmentés s'ils étaient interprétés différemment selon les nécessités de l'unité nationale de temps en temps? Qu'est-ce que la protection des républiques françaises exactement? Est-ce que cela sous-entend uniquement la protection de la vie et de la propriété (libertarianisme)? Ou bien est-ce que cela comprend également une protection sociale, économique, éducative et de la santé? Qu'est-ce qu'il faut faire en cas de faillite d'une des associations professionnelles? Est-ce que ça veut dire que le roi la sauvera artificiellement (au détriment d'autres associations et citoyens) et à quel prix économique? Qu'est-ce qui se passe avec les entreprises qui ne veulent pas être membres de ces associations professionnelles – est-ce que l'adhésion à ces associations est impérativement imposée par l'État? Maurras affirme que la réponse à toutes ces questions sera donnée par un roi qui possédera la plénitude de la lumière et qui est assez puissant pour trancher toutes les questions qui touchent aux intérêts de la nation. Cette formule dirigiste du scientisme est peut être le mieux analysée dans le livre de Maurras *Dictateur et Roi*. Il y écrit que "le pays producteur, le pays travailleur sera ainsi mis en contact perpétuel avec le pouvoir politique" et le roi ne sera pas seulement modérateur entre les opinions différentes mais l'initiateur des décisions et l'arbitre des conflits des associations professionnelles aussi.<sup>15</sup> L'in-

---

<sup>15</sup> Charles Maurras, *Dictateur et Roi*, Édition électronique réalisée par Royaliste.org (2007), 1899, L'autorité en haut, p. 9: "Le pays producteur, le pays travailleur sera ainsi mis en contact perpétuel avec le pouvoir politique. Celui-ci, devenu organe spécial, sera le maître de sa spécialité. On le conseillera et on l'éclairera, mais au nom du principe de la division du travail, on ne l'entravera point dans ses actes propres. Ces conseils techniques du trône, ces assemblées professionnelles, pourraient former plus tard les éléments de quelque Sénat nouveau; mais, outre qu'un Sénat, création historique, ne s'improvise point,

terdépendance permanente et institutionnelle de la politique et de l'économie *via* le roi en tant que chef de l'ensemble du système politique n'a jamais été un principe lié à une quelconque pensée royaliste avant le scientisme de la Révolution française.

Par conséquent, la compétence de la compétence appartient au roi et la confiance de Maurras dans la puissance de la méthode scientifique de Comte ne fait qu'encourager un tel raisonnement. Comme si Maurras essayait de nous dire qu'en France tout commence et finit avec un roi. Nikolic le confirme explicitement lorsqu'il écrit que Maurras avait voulu l'État affaibli en faveur de la société au moyen de la *création* des républiques autonomes. Cela signifierait qu'avant la monarchie, pas une seule institution sociale ne s'était développée de manière autonome et que tout était le résultat d'une politique démocratique de haut en bas. Selon Maurras, il fallait désormais commencer par la construction de la nouvelle société monarchique en repartant de zéro.

S'il avait voulu être différent des révolutionnaires, Maurras aurait compris que la monarchie médiévale (y compris sa phase finale à l'époque moderne) n'avait pas précédé pas la société et l'Église, mais que c'est le contraire qui s'était produit. Une partie de la société romaine avait fusionné-avec le christianisme (qui était encore indépendant de l'État) et l'empereur romain adhéra à cette symbiose, mais pas avant le IV<sup>e</sup> siècle. Le roi ne fut pas un inspireur de la société chrétienne mais seulement son garant suprême ou plus précisément un facteur de stabilité conditionnel. Cela est prouvé par plusieurs renversements de gouvernement qui se sont produits dans l'empire byzantin par exemple, lorsque le monarque gouvernait de manière inefficace. Il en allait de même pour la société française au XIX<sup>e</sup> siècle. Le fait même (que Maurras ne met pas en doute) qu'il était possible de critiquer les dirigeants de l'État prouve l'existence de groupes économiques qui étaient en quelque

---

mieux vaut peut être aussi que les conseils techniques, expression de compétences particulières, soient tenus normalement isolés les uns des autres, pour que chacun exerce pleinement son autorité respective: au besoin l'on pourra soit les assembler en des congrès, soit en former certaines commissions mixtes dont le Roi, en personne ou par ses commissaires, sera le modérateur, l'initiateur et l'arbitre.”

sorte indépendants du gouvernement – parce que les journalistes et les partis d'opposition, dans ce cas concret, bénéficiaient du soutien financier provenant de certaines sources autonomes. Bien qu'il soit exact que les acteurs économiques étaient sous la pression fiscale grandissante du régime républicain, néanmoins cela ne veut pas dire que la République a complètement détruit toute activité sociale, comme on pourrait le déduire de la pensée de Maurras. Et quelque chose de plus dans le concept de la monarchie de Maurras implique qu'il fut un adepte ardent du scientisme : la conviction que la société tout entière sera changée très rapidement (peut-être du jour au lendemain) du simple fait que la république est supprimée et la monarchie proclamée. Bien au contraire, l'expérience historique montre que la symbiose entre la monarchie et la société était un long processus d'adaptation flexible. Ainsi, cette adaptation n'a jamais été le résultat d'un plan scientifique mais plutôt d'un apprentissage mutuel et spontané.

Nikolic est beaucoup plus prudent sur la question de la restauration royaliste. Dans le chapitre "Monarchie", il considère que "la monarchie absolue est la monarchie la plus faible", alors que la monarchie qui n'est qu'un "juge des conflits entre les collectivités autonomes" est la plus forte (c'est-à-dire quand on peut observer un équilibre entre le roi et le citoyen). C'est à la monarchie qu'incombe toujours la compétence en matière de défense nationale selon Nikolic. Mais il ne pense ici qu'à une compétence temporaire et minimale en période de crise car c'est seulement avec l'armée que « le pays pourra à nouveau faire l'expérience de sa renaissance interne ».

Malgré ces précautions, Nikolic, imprégné de scientisme,<sup>16</sup> recommande un très grand domaine du pouvoir central,

---

<sup>16</sup> Bien qu'il a regardé le modèle scientifique de Bacon avec une crainte révérencielle, Nikolic – paradoxalement – dans le chapitre "Politique" a classé la politique dans la catégorie des sciences poétiques, ce qui impliquerait qu'il utilisa l'ancienne classification des sciences. Mais, c'est sans importance ici. Parce que, selon Aristote, les sciences spéculatives et les sciences poétiques utilisent toutes deux des règles et des méthodes précisément définies, afin de produire des connaissances qui sont aussi certaines. La seule différence entre eux, c'est que les sciences poétiques ont pour leur objectif ultime l'implémentation

principalement dans l'économie. Dans le chapitre "Propriété", il a condamné la tentative socialiste d'anéantir la propriété privée, parce que selon lui la production n'est pas possible sans la propriété privée. Nikolic a été contre le concept de l'État entrepreneur. D'autre part, il a voulu "une production planifiée" avec laquelle "une adaptation de la production à la consommation serait possible" et "l'introduction des associations des patrons « au niveau national ». L'adhésion à ces associations serait imposée par l'État, parce que les associations volontaires d'employeurs conduisaient jusqu'alors l'économie nationale à l'échec, à cause d'un manque de « connaissance de la réalité totale, d'un objectif commun et de toutes les ressources ». Ainsi, il préconise une économie fortement régulée et fondée sur les lois inspirées par le scientisme. Cela contredit la pensée conservatrice traditionnelle, selon laquelle l'intervention de l'État dans l'économie est admise mais certainement sans aucun plan ou principe scientifique.<sup>17</sup> Dans les monarchies (pré)modernes, l'intervention de l'État dans l'économie était exclusivement pragmatique comme un résultat spontané, après beaucoup d'erreurs et de corrections de longue durée.

## CONCLUSION

Dans la première partie de cet article, nous avons démontré que Nikolic fut sous l'influence de Maurras et la pensée maurrassienne ou, autrement dit, que dans la Serbie (Yougoslavie) existait une « façon différente d'être maurrassien ».<sup>18</sup> Et ce fait n'était pas

---

pratique et les sciences spéculatives la contemplation. De l'autre côté, la politique selon Aristote utilise la prudence comme une méthode qui n'est pas définie avec précision et qui ne produit pas des connaissances définies. Bacon et Nikolic pensèrent que la politique, comme chaque autre science, doit produire des connaissances précises, si elle veut être la science. Et, bien que Nikolic reconnut les différences entre les États, néanmoins, il pensa que quelques caractéristiques doivent être pareilles pour chaque État. Et nous pouvons voir dans ses réflexions sur l'économie qu'il interpréta ces caractéristiques communes très largement.

<sup>17</sup> Marko Pejkočić, «Državni kapacitet između utilitarizma i konzervativizma», *Politička revija*, br. 2, 2021, str. 71-86.

<sup>18</sup> Olivier Dard, op. cit., p. 42.

connu jusqu'à présent par la communauté scientifique étrangère. Mais il était plus intéressant d'examiner l'influence implicite de Maurras sur Nikolic, qui est selon nous bien visible dans leur épistémologie venue du scientisme. Ce scientisme ou constructivisme rationnel caractérise tous ceux qui font l'objet de vives critiques de la part de Maurras et Nikolic – les républicains modernes, les démocrates et les socialistes. Ce scientisme a caractérisé les dirigeants de la Révolution française aussi. Maurras et Nikolic ont probablement très bien repéré tous les défauts du système politique mis en place après la Révolution française mais c'est un fait que l'alternative proposée par eux n'est pas *fondamentalement* différente de n'importe quelle république révolutionnaire. Leur alternative pourrait être interprétée comme le remplacement d'un scientisme par un autre.

Ils se sont éloignés des conservateurs traditionnels et des hommes de droite, et pour cette raison ils ne peuvent être considérés comme des hommes de droite que sous certaines conditions, comme des adversaires *superficiels* des vainqueurs de 1789. Les conservateurs traditionnels avec Burke à la tête, affirment qu'un ordre politique se construit le mieux au cours de l'évolution des mœurs graduellement, à travers de nombreuses générations pendant plusieurs siècles, et en tout cas sans un plan rationnel élaboré par un planificateur social dans un délai très court.<sup>19</sup> D'un point de vue conservateur, le scientisme mis en œuvre au nom d'un individu est aussi mauvais que celui mis en œuvre au nom d'une communauté. C'est-à-dire, le scientisme mis en œuvre par le «sage monarque» est aussi mauvais que celui mis en œuvre par la république démocratique qui a remplacé l'ancienne monarchie. Ce qui distingue essentiellement la politique conservatrice de la politique révolutionnaire, ce n'est pas un sujet d'individualisme ou de collectivisme, ni de la méthode de l'ascension au pouvoir. Mais la question-clé qui se pose est de savoir s'il existe derrière la politique un plan rationnel

<sup>19</sup> Larry Arnhart, „Friedrich Hayek's Darwinian Conservatism“, in: *Liberalism, Conservatism, and Hayek's Idea of Spontaneous Order*, (edited by Louis Hunt and Peter McNamara), Palgrave Macmillan, New York, 2007, p. 128; Russell Kirk, „Burke and the Philosophy of Prescription“, *Journal of the History of Ideas*, Vol. 14, No. 3 (Jun., 1953), p. 368.

comme le scientisme ou ce sont seulement la tradition, la spontanéité, les coutumes, les préjugés et la conviction qui jouent un rôle. S'il n'y a pas de scientisme derrière la politique, celle-ci est vraiment antirévolutionnaire, conservatrice ou de droite. Il serait bon de connaître la relation des autres maurrassiens avec Maurras en ce qui concerne ces questions théoriques et épistémologiques. Est-ce qu'il y a des maurrassiens qui sous l'influence de la critique de la république démocratique par Maurras ont aussi critiqué le système politique actuel, mais d'un point de vue théoriquement et épistémologiquement différent?

### **Bibliographie**

Maurras, Charles *Les Idées royalistes*, Édition électronique réalisée par Maurras.net (2010), 1910.

Maurras, Charles *Dictateur et Roi*, Édition électronique réalisée par Royaliste.org (2007), 1899.

Charles Maurras, *Mes idées politiques*, Fayard (Les grandes études politiques), Paris, 1937.

Charles Maurras, *L'Avenir de l'intelligence*, Albert Fontemoing, Paris, 1905.

Olivier Dard, "L' Action Français: une matrice européenne et transatlantique des droites radicales?", *Stud. hist.*, H.<sup>a</sup> cont., 30, Ediciones universidad de Salamanca, 2012.

Stojanović, Aleksandar D. *Ideje, društveno-politički projekti i praksa vlade Milana Nedića (1941–1944) – doktorska disertacija*, Univerzitet u Beogradu – Filozofski fakultet, Beograd, 2014.

Stakić, Vladislav D. *Monarhistička doktrina Šarla Morasa osnovi francuskog poretka*, Francusko-srpska knjižara A.M. Popovića, Beograd, 1939.

Vujačić, Ilija *Politička teorija*, Čigoja štampa, Beograd, 2002.

Nikolić, Momir *Građaninov vrt*, Nova Iskra, Beograd, 2009. Brandon Harnish, „Alasdair MacIntyre and F. A. Hayek on the Abuse of Reason“, *The Independent Review*, v. 15, n. 2, Fall 2010.

Hayek, F. A. *The Counter-Revolution of Science*, Collier-Macmillan Limited, London, 1955.

Arnhart, Larry “Friedrich Hayek’s Darwinian Conservatism”, *Liberalism, Conservatism, and Hayek’s Idea of Spontaneous Order*, (edited by Louis Hunt and Peter McNamara), Palgrave Macmillan, New York, 2007.

Sutton, Michael *Nationalism, Positivism and Catholicism The Politics of Charles Maurras and French Catholics 1890-1914*.

Kirk, Russell “Burke and the Philosophy of Prescription”, *Journal of the History of Ideas*, Vol. 14, No. 3 (Jun., 1953).

Pejković, Marko, “Stvaranje kraljevine SHS (Jugoslavije) u trouglu realpolitike, geopolitike i identiteta”, *Nacionalni interes*, br. 3, 2018, str. 21-39.

Pejković, Marko, “Germanski faktor u rusko-srpskim odnosima pred prvi svetski rat”, *Politička revija*, br. 4, 2014, str. 43-55.

Pejković, Marko, “Državni kapacitet između utilitarizma i konzervativizma”, *Politička revija*, br. 2, 2021, str. 71-86.

**Summary**

---

**THE INFLUENCE OF THE FRENCH  
RIGHTIST CHARLES MAURRAS ON THE  
SERBIAN RIGHTIST MOMIR NIKOLIC**

By writing about the need of having politics independent of scholasticism (in which it has plunged because of democracy) and with the goal of reorientation of research toward the real nature of political institutions and causes of political phenomena – a Serbian right-winger Momir Nikolic underlined in his collection of essays “Garden of the Citizen” that Charles Maurras had achieved the most success in this sense, among all the other political writers. Therefore, a research of influence of Maurras on Nikolic imposes itself quite naturally. Besides, these two authors have ideologically inspired rightist political movements in France and Serbia between two World Wars, but also in the aftermath until our days. In the first part of this article we will present explicit similarities and differences between these two authors (particularly those concerning democracy, monarchy and Church), while in the second part, we will try to explain how these two authors were captivated by one and the same paradigm of modern philosophy which is known as rational constructivism (in order to show an implicit influence of Maurras on Nikolic).

**Key words:** Charles Maurras, Momir Nikolić, France, Serbia, democracy, monarchy, rational constructivism.

---

**САЖЕТАК**

---

**УТИЦАЈ ФРАНЦУСКОГ ДЕСНИЧАРА  
ШАРЛА МОРАСА НА СРПСКОГ  
ДЕСНИЧАРА МОМИРА НИКОЛИЋА**

Пишући о потреби да се политика као наука ослободи схоластике у којој се нашла захваљујући демократији, како би се преусмерила ка истраживању праве природе политичких институција и узрока политичких појава, српски десничар Момир Николић је у збирци својих есеја „Грађанинов врт“ истакао да је Шарл Морас од свих политичких писаца највише урадио на том пољу. Самим тим, проучавање утицаја Мораса на Николића се за истраживача намеће само по себи. Осим тога, оба писца су идеолошки инспирисали десничарске политичке покрете у Србији и Француској између два светска рата, а и након тога све до данас. У првом делу овог чланка изложићемо експлицитне сличности и разлике између ова два аутора (посебно оних који се тичу демократије, монархије и цркве), док ћемо у другом делу покушати да објаснимо како су ова два аутора била опчињена једним и иста парадигма модерне филозофије која је позната као рационални конструктивизам (како би се показао имплицитни Морасов утицај на Николића).

**Кључне речи:** Шарл Морас, Момир Николић, Француска, Србија, демократија, монархија, рационални конструктивизам.

---



**MA Dušan Gujaničić**

*chercheur-collaborateur*

*Institut d'études politiques Belgrade, Serbie*

---

## **LA DROITE EN FRANCE ET EN SERBIE : IDEES, VALEURS, ACTION**

### **Résumé**

---

*La montée en puissance de la droite, et notamment de certains de ses courants, est une tendance manifestement présente sur le continent européen depuis plusieurs années déjà; on dirait même que cette affirmation est devenue le lieu commun le plus fréquent dans le discours politique au niveau européen. Dans ce contexte, compte tenu d'une simplification médiatique considérable de l'échiquier politique européen, mais aussi d'une déformation, consciente ou pas, de la réalité, il serait utile de se rappeler de manière objective les idées et les valeurs les plus importantes des mouvements et partis de droite, en l'occurrence en France et en Serbie, mais également indiquer les lignes directrices de leur action et les formes d'organisation dans la période contemporaine.*

**Mots-clés:** *droite, idées, valeurs, tradition, héritage.*

---

### **Introduction**

La France et la Serbie, en tant que pays que beaucoup de choses séparent mais d'autre part également relie à travers leur appartenance commune à la civilisation et à la culture européennes, la première étant une vieille démocratie européenne et le deuxième un pays sorti relativement récemment des turbulences politiques,

des guerres civiles et du monopartisme communiste, sont à notre avis des exemples pertinents nous permettant de procéder à l'analyse comparative des idées et valeurs de droite dans des contextes nationaux, religieux et culturels différents, mais néanmoins suffisamment proches pour que cette analyse comparative puissent avoir du sens.

« Si certains veulent mourir pour les idées, les partis politiques vivent pour elles ».<sup>1</sup> Ce constat, très juste à première vue, apparaît comme une vérité générale devant faire partie intégrante de l'ADN de chaque parti politique. Mais, quel que soit le parti politique soumis à l'analyse, les idées, nonobstant toute leur importance irréfutable, ne représentent qu'un élément, un seul parmi tant d'autres dans le fonctionnement d'un parti.

Tout d'abord, mettons en avant un fait qu'exige l'honnêteté intellectuelle élémentaire : le clivage gauche/droite n'a ni la même importance, ni le même développement historique, ni la même portée en France d'un côté, et en Serbie de l'autre. En France, vu qu'il s'agit du pays dans lequel ledit clivage a vu le jour pendant la Révolution de 1789<sup>2</sup>, elle représente toujours, nonobstant certaines voix déniaient sa pertinence, l'axe principale de positionnement sur l'échiquier politique. En Serbie, eu égard au contexte socio-politique radicalement différent, ce clivage n'est pas enraciné à notre sens si profondément dans la sphère publique, bien que certaines invocations, assez sporadiques il est vrai, des notions gauche/droite soient à noter dans le discours politique.

De même, indépendamment du fait que notre article concerne la période contemporaine, les points de départs ne sont pas identiques pour les deux pays: pour la France c'est l'année 1958 que nous avons choisie – l'année de la naissance du régime actuel de la V<sup>e</sup> République – alors que pour la Serbie c'est l'année 1990 qui y

---

<sup>1</sup> Thomas Hochmann, «La liberté idéologique des partis politiques», in *Le droit interne des partis politiques*, sous la direction de Julie Benetti, Anne Levade et Dominique Rousseau, Mareš Martin, 2017, p. 25.

<sup>2</sup> Selon l'explication classique, les adversaires du veto royal dans la Révolution étaient assis du côté gauche du Parlement à l'époque, alors que ses partisans occupaient le côté droit de l'hémicycle.

aurait le plus de sens comme point de départ, cette date représentant le retour du pluralisme politique et du renouveau démocratique.

## Le regard sur la droite en France

« La France, ce pays où les opinions sont si diverses et si nuancées qu'aucune d'entre elles ne peut espérer l'emporter assez nettement par le suffrage universel pour gouverner par ses seuls moyens ». <sup>3</sup> Quand on prend en considération ce propos très perspicace, et avant tout exact, prononcé par François Mitterrand il y a plus d'un demi-siècle, on se rend alors compte de la complexité de cette tâche d'analyser de manière approfondie les idées politiques en France, dans toutes leurs nuances nombreuses, des couches ajoutées au fil du temps, ainsi que le grand nombre de leurs représentants – il s'agissait parfois de micro – formations politiques. Si l'on y ajoute cette réflexion d'Alain Duhamel, fin connaisseur de la vie politique française depuis plusieurs décennies, selon laquelle « le premier parti de France a toujours été le parti des mécontents. C'est vrai sous l'Ancien Régime, c'est aussi vrai depuis la Révolution » <sup>4</sup>, on peut facilement imaginer toute la complexité du paysage politique français.

D'autre part, si comme l'affirme Maurice Duverger, « tout gouvernement tend vers le conservatisme, parce qu'il est plus difficile d'innover que de maintenir » <sup>5</sup>, alors il y a vraiment lieu de se consacrer à l'étude de la droite, en l'occurrence en France et en Serbie, eu égard notamment à une identification très répandue que l'on effectue entre ces deux notions (droite-conservatisme).

L'un des traits saillants de la droite française que beaucoup n'oublie pas de mettre en avant concerne un certain culte (ou bien une culture) du « chef », cette volonté d'accorder une grande confiance à une personne choisie pour incarner au mieux les valeurs et les idées de la droite. Corrélativement à ce constat, la gauche serait dépourvue par sa nature politique d'une telle vision du « guide

<sup>3</sup> François Mitterrand, *Le coup d'état permanent*, Les Belles Lettres, 1964, p. 39.

<sup>4</sup> Alain Duhamel, *Les pathologies politiques françaises*, Plon, 2016, p. 147.

<sup>5</sup> Maurice Duverger, *La République des citoyens*, Editions Ramsey, 1982, p.280.

». Aucun chercheur avisé des phénomènes politiques ne devrait être trop surpris par cette donnée, à notre sens incontournable, pour ne pas dire essentielle. Dans ce contexte, il convient d'invoquer le célèbre sociologue allemand Max Weber: «Du point de vue psychologique, une des forces motrices les plus importantes de tout parti politique consiste dans la satisfaction que l'homme éprouve à travailler avec le dévouement d'un croyant au succès de la cause d'une personnalité et non pas tellement au profit des médiocrités abstraites d'un programme. C'est justement en cela que réside le pouvoir «charismatique» d'un chef.<sup>6</sup>

En France, la droite a effectivement parcouru un chemin très particulier après la Deuxième Guerre mondiale. Dans ce contexte, il convient de se rappeler les paroles de cet illustre juriste et politiste français qu'était Maurice Duverger, datant des années 1960: « En France, nul ne veut s'avouer à droite : tout le monde veut être à gauche ou au moins au centre ».<sup>7</sup> Et il ajoute : « La gauche a obtenu un grand succès en parvenant à culpabiliser la droite ».<sup>8</sup> Un autre témoignage assez similaire au précédent vient d'Edouard Balladur, ancien Premier ministre et figure de proue de la droite dans les années 1990: « Depuis la Libération, la gauche, imprégnée par le marxisme ou influencée par lui n'a pas souvent été politiquement majoritaire mais a toujours dominé le domaine de la pensée politique ».<sup>9</sup> Ce phénomène est né comme le produit d'un certain stigmat, d'une condamnation qu'a subie la droite française sur le fondement des événements au cours de la Deuxième Guerre mondiale pendant laquelle un certain nombre, nullement négligeable d'ailleurs, de membres ou de sympathisants de cette idéologie a collaboré avec l'occupant à travers le mouvement du maréchal Pétain.<sup>10</sup>

---

<sup>6</sup> Max Weber, *Le savant et la politique*, Plon, 1969, p.172.

<sup>7</sup> Maurice Duverger, *Institutions politiques*, PUF, 1966., p. 126.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p.126.

<sup>9</sup> Edouard Balladur, *Caractère de la France*, Plon, 1997, p.185.

<sup>10</sup> Bien que les choses ne soient aucunement univoques ici, car nombre de membres et de sympathisants des mouvements de droite a également participé dans la Résistance, ce qui est un fait parfois oublié ou négligé.

De même, quand on parle de cette famille politique, soulignons le fait que la droite française a complètement accepté, au prix de certaines résistances plus ou moins prononcées, les acquis de la Révolution de 1789 ainsi que le régime républicain ; dans ce sens, on peut constater que la droite antirévolutionnaire et monarchiste semble historiquement dépassée.<sup>11</sup> Dans ce sens, eu égard à la période contemporaine qui nous intéresse ici, la fameuse classification de la droite française effectuée jadis par l'historien René Rémond, qui distinguait la droite légitimiste, la droite orléaniste et la droite bonapartiste, est dans ce contexte peu pertinente.

D'autre part, la droite en France pâtit depuis des années d'un problème d'identification d'un certain nombre de partis politiques avec elle. A titre d'exemple, même un Charles de Gaulle, fondateur de la Cinquième République, ne voulait pas être identifié à la droite, bien que la plus grande partie de l'opinion publique et de ses adversaires politiques le percevaient comme tel.<sup>12</sup> Dans ce contexte, il faut relever ses propos venant de la campagne présidentielle de 1965 : « Je ne suis pas de droite, je ne suis pas de gauche, je suis pour la France ». Et effectivement, plusieurs décennies se sont écoulées avant que cette notion n'ait perdu cette dimension « récriminatoire ».<sup>13</sup>

En termes généraux, la droite française pourrait être divisée en trois catégories : le centre droit, la droite « classique » ou traditionnelle et la droite extrême. La seule grosse tentative de regroupement des partis de droite depuis plusieurs décennies est arrivée en 2002 avec la formation d'un grand parti destiné à englober la droite traditionnelle et le centre droit ; il s'agissait de l'Union du mouvement populaire (UMP), née de la fusion du Rassemblement

---

<sup>11</sup> Mais compte tenu de cette simple vérité que l'histoire ne connaît pas de fins définitives, on va s'abstenir de constater que cette droite-là a subi la défaite irrévocable pour toujours.

<sup>12</sup> Dušan Gujaničić, „Politička ideologija degolizma“, *Politička revija*, 1/2018, str. 127-152.

<sup>13</sup> Ce qui est un fait confirmé par François Fillon, ancien premier ministre, considéré plus ou moins comme un conservateur classique, qui disait que l'ensemble de l'élite intellectuelle (ou tout ce que l'on sous-entend ordinairement par ce vocable), notamment celle en provenance des hautes écoles les plus éminentes, regardait avec mépris les individus déclarés à droite pendant les années 1970.

pour la République (RPR) et de l'Union pour la démocratie française (UDF). D'autre part, de nos jours il y a trois partis majeurs de droite en France qui doivent être mentionnés : « Les Républicains » comme parti représentant ce que l'on estime être encore la droite traditionnelle, de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy et des anciens premiers ministres François Fillon et Alain Juppé qui, au moment où nous écrivons ces lignes, n'a toujours pas son nouveau chef en raison de la défaite aux élections européennes de 2019 ; « Debout la France ! » de Nicolas Dupont-Aignan ; et le « Rassemblement national » de Marine Le Pen (anciennement « Front national »).<sup>14</sup> La question du centre droit en France, eu égard à sa nature hybride qui dépasse le cadre du présent article, ne sera pas soulevée cette fois-ci, comme ce sera le cas aussi avec des mouvements mineurs droitiers en dehors du parlement qui, du moins pour le moment, n'ont ni un socle sociologique puissant ni l'envergure politique.

Ce qu'il est nécessaire de souligner ici sans aucun doute est une sorte de tournant culturel et sociologique en France, notamment après les années 2000 qui a consisté à positionner au centre du débat politique et de l'attention sociale certains sujets que l'on met en rapport habituellement avec les forces de droite en France, par exemple la nation, l'identité, l'immigration. D'un côté, les difficultés objectives dans la société causées par l'insuffisante intégration d'une partie de la population musulmane issue de l'immigration et les attaques terroristes en découlant, et de l'autre l'action intense et la présence médiatique des intellectuels considérés comme de droite (à titre d'exemple Éric Zemmour et Alain Finkielkraut) dont les hypothèses et les attitudes ont conquis une bonne partie de l'opinion publique, ont le plus contribué à ce phénomène qu'est le « tournant droitier ». Ce fait a même été avoué récemment par l'ancien candidat à la présidence du Parti socialiste, Benoît Hamon, qui a dit que la gauche est restée culturellement minoritaire en France, et ce après plusieurs décennies.

---

<sup>14</sup> Dušan Gujaničić, « Nacionalni front Francuske – rastuća snaga evropske desnice », *Politička revija*, br. 1, 2015, str. 189-205.

A la fin de cette partie consacrée à la situation de la droite française, évoquons la question qui mérite également d'être posée et concerne l'éventuel regroupement des partis et mouvements de droite, et ce notamment en France où, depuis des décennies déjà, survit la logique du « cordon sanitaire » vis-à-vis du Rassemblement (anciennement Front) national qui a toujours suffisamment d'adeptes pour entraver toute forme de coopération approfondie. Une partie de l'opinion publique espère ouvertement une certaine union des patriotes mais, à cause des animosités partisans, manque de leader charismatiques et de la logique de résistance à l'encontre du parti de Marine Le Pen.<sup>15</sup> Toujours présente sur une bonne partie de l'échiquier politique classé à droite, cette idée ne peut rester pour le moment qu'un objectif inaccessible. Là réside justement l'une des faiblesses majeures de la droite française, alors que la gauche française a une propension plus importante à l'ouverture et au regroupement politiques.

### **Le regard sur la droite en Serbie**

En Serbie, à la différence de la France, le clivage droite/gauche doit être pris avec certaines réserves. Les grandes discontinuités dont souffre l'histoire contemporaine serbe, qui commence à partir de 1804, suivies de surcroît de conflits dynastiques et idéologiques violents pendant deux siècles, ainsi que certains traits de la culture politique serbe, n'ont pas permis l'éclosion des conditions nécessaires à la naissance d'un champ politique qui serait fondé sur la polarisation classique droite/gauche, comme dans le cas français. Autrement dit, « au moment de leur naissance à la fin de 1989 et au début de 1990, les élites politiques, au lieu de faire l'objet d'une distinction idéologique sophistiquée, se divisent en Serbie en parlant des identités politiques rudimentaires : communistes/non-communistes, partisans/ tchetniks, chrétiens/athées »<sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> Dušan Gujaničić, « Nacionalni front Francuske – rastuća snaga evropske desnice », *op.cit.*, p. 193.

<sup>16</sup> Dijana Vukomanovic, *Obnova partijskog pluralizma u Srbiji krajem XX veka*, Institut za politicke studije, 2010, p. 106.

Néanmoins, au fil du temps, à partir des années 1990, ce clivage<sup>17</sup> commence à voir le jour et acquière un certain poids, une certaine légitimité, quoique toujours limités. Au (tout) début du rétablissement du pluralisme politique en Serbie, la notion de « droite » était liée quasi exclusivement à l'anticommunisme et au désir de renouveler les valeurs de l'ancienne royauté d'avant 1945, c'est-à-dire de la période précommuniste. Dans ce contexte, c'est le Mouvement serbe du renouveau (SPO en serbe) qui apparaissait comme la force monarchiste principale, qui rassemblait la majeure partie de l'opposition au régime de Slobodan Milosevic durant la dernière décennie du XXe siècle, avant de devenir une force politique très mineure de nos jours. D'autre part, le flambeau du combat de la droite, appelons-la nationaliste, pour les intérêts serbes a été repris en grande partie par le Parti radical serbe (SRS en serbe), lui aussi cultivant un discours anticommuniste prononcé, avec comme point principal de son programme politique la création de la Grande Serbie.<sup>18</sup> De même, il convient de souligner encore la naissance d'un parti de droite dans les années 1990 résultant de la scission d'un parti fondamentalement libéral, d'aucuns diraient même centriste, qu'est le Parti démocratique son aile droite a formé le Parti démocratique de Serbie (DSS en serbe) en 1992, dont est issu le premier président de Serbie après Slobodan Milosevic en 2000, Vojislav Kostunica, et qui existe toujours, quoique considérablement affaibli après les dernières élections législatives, n'ayant même pas réussi à obtenir suffisamment de suffrages (5%) pour se maintenir au Parlement.

---

<sup>17</sup> Relevons également ici, ne serait-ce qu'à titre anecdotique, l'emploi abusif de l'adjectif « *droitier* » par de nombreux médias en Serbie, pratique notamment courante pour désigner un groupe de supporters footballistiques ou bien de casseurs de rue lorsqu'ils commettent un incident ou une violence collective, ce qui devrait donner lieu à notre sens à une sérieuse remise en question du rôle des médias lors du façonnement des catégories et de l'usage des notions complexes.

<sup>18</sup> Ajoutons en passant que, contrairement à un avis erroné et bien enraciné surtout dans les pays occidentaux, consistant à croire que l'idée de la Grande Serbie était commune à tous les partis politiques serbes, et notamment à ceux au pouvoir, elle caractérisait uniquement le programme politique du Parti radical serbe.

Après les grands bouleversements politiques survenus au lendemain du 5 octobre 2000, un seul mouvement de droite, digne d'être mentionné selon nous au vu de son importance et de son action, est né. C'est le mouvement Dveri, directement issu du giron de l'Eglise orthodoxe serbe et qui a toujours gardé cette dimension religieuse et cléricale, et constitue une certaine exception à cet égard parmi les mouvements et partis de droite en Serbie.

D'autre part, de graves difficultés surgiraient si l'on essayait de classifier avec précision le parti aujourd'hui au pouvoir, le Parti progressiste serbe (SNS en serbe), car cette organisation, elle non plus, n'a aucune propension à proposer un corpus doctrinal défini, ce qui rend sa définition et sa classification complexes, voire impossible. Si on peut se permettre, juste un instant, d'invoquer en la matière les propos de la presse, en l'occurrence française, en tant qu'argument extrascientifique, on s'aperçoit que le Parti progressiste serbe a été défini comme un courant politique qui s'apparenterait à ce qu'on appelle en France le centre droit. Sans entrer de manière plus détaillée dans l'analyse qui dépasserait le cadre du présent article, on doit toutefois remarquer qu'une telle qualification aurait probablement ses arguments «pour» et «contre».

Or, si on devait résumer les valeurs et les idées de la droite serbe de 1990 jusqu'à présent, ce serait avant tout un souci réel ou supposé, peu importe ici, de l'intérêt national serbe dans son intégralité, avec un appui considérable sur la Russie, ensuite les valeurs sociétales traditionnelles, avec un soutien plus ou moins prononcé de la part de l'Eglise orthodoxe serbe, en tant qu'organisation la plus ancienne du peuple serbe. Ce souci est en grande partie motivé et pérennisé depuis deux à trois décennies par un fort ressentiment lié à l'injustice qu'aurait subie le peuple serbe dans les guerres en ex-Yougoslavie (1991-1999), selon l'opinion de tous les partis évoqués, puis par certaines pertes territoriales, les sanctions pluriannuelles infligées par l'Occident, l'attaquemilitaire de l'OTAN en 1999, ainsi que par de nombreuses condamnations prononcées par le Tribunal pénal international de la Haye à l'encontre des officiers et hommes politiques serbes, surreprésentés par rapport aux condamnés appartenant à toutes les autres parties

belligérantes en ex-Yougoslavie, pour en constater la culmination d'une certaine façon à l'occasion de la déclaration d'indépendance unilatérale du Kosovo en 2008 par les séparatistes albanais.

De même, n'oublions pas que le large discrédit qu'a subi l'idéologie de la gauche au bout de presque cinquante ans de règne communiste en Serbie, a considérablement contribué, objectivement parlant, à ce qu'une bonne partie de la population et de l'opinion publique serbes épousent les idées conservatrices.

Enfin, pour ce qui est des perspectives de la droite serbe dans l'avenir proche, les choses évoluent dans un sens également positif pour elle, mais pour des raisons quelque peu différentes par rapport à la situation en France. Nous sommes enclins à y voir trois raisons principales:

1) Tout d'abord, la société serbe est beaucoup plus conservatrice que les sociétés occidentales (y compris française), ce qui apparaît comme une évidence même à un observateur moyen. D'ailleurs, la structure patriarcale de la famille serbe (et balkanique en général) ainsi que la vie familiale dans le cadre des coopératives campagnardes jusqu'à la moitié du XXe siècle environ, ont laissé une empreinte durable sur la manière dont la population serbe appréhende les rapports personnels, politiques et sociaux dans la vie quotidienne. Dans une telle société, il est quasiment naturel et nullement surprenant que les idées de droite trouvent un écho retentissant et un grand nombre de supporters et sympathisants.

2) En deuxième lieu, nous estimons que le discrédit, très poignant et durable, que les idées de gauche ont subi en Serbie, à cause du règne dictatorial du parti communiste tout-puissant pendant presque cinquante ans, n'a pu que favoriser un retournement manifeste de l'opinion serbe vers les idées conservatrices et nationalistes à moyen, voire à long terme.

3) Enfin, c'est la présence de sujets nationaux brûlants comme par exemple celui du statut de la région de Kosovo-et-Métochie, qui contribueront à ce que les fortes revendications nationales restent toujours ou très souvent légitimes, séduisantes et justifiées pour une très large partie du peuple serbe. Bien entendu, bien que la question de Kosovo-et-Métochie demeure un nœud inextricable

à l'heure où nous écrivons ces lignes, d'autres sujets nationaux peuvent être aussi cités dans ledit contexte (tensions politiques permanentes avec la Croatie du fait de la guerre 1991-1995, présence d'un certain nombre de djihadistes en Bosnie, agression de l'OTAN contre la Serbie en 1999, etc.) qui ne font qu'ajouter des ferments au terreau déjà copieusement fertile du renforcement du sentiment national et, corrélativement, des idées conservatrices.

Bien entendu, le fort enracinement des idées de droite en Serbie ne saurait être ramené à ces trois facteurs mais il ne fait aucun doute que ces facteurs expliquent en grande partie le phénomène décrit.

### Les éléments communs

Il est également important de constater que la droite ni en France ni en Serbie n'a de matrice idéologique commune, un personnage dont les préceptes ou la doctrine seraient entièrement repris et diffusés. Sachant tout cela, que reste-t-il finalement de commun?

Écartons d'emblée des liens formels et institutionnels à travers des contacts directs entre les partis et les leaders qui pratiquement n'existent pas. Car, hormis la présence de Jean-Marie Le Pen à un rassemblement du Parti radical serbe en 1997, aucun autre fait de ce type, à notre connaissance, n'est connu dans le cadre partisan. La ressemblance entre les droites française et serbe réside dans un rapprochement fondamental de leurs idées principales et vision du monde. Nous les avons classées en dans trois champs: 1) la protection de la Nation et de l'identité, 2) le souci des valeurs traditionnelles et 3) l'antiglobalisme sur le plan extérieur.<sup>19</sup>

En premier lieu, il s'agit avant tout d'une orientation très prononcée vers l'idée de nation et de protection de l'identité, en tant qu'idée majeure de chaque organisation de droite, c'est-à-dire d'une mission de transmission de l'héritage historico-culturel à la postérité. Cette orientation est suivie, toujours ou très souvent, d'un pessimisme national spécifique. Dans ce sens, évoquons l'exemple

---

<sup>19</sup> Dušan Gujaničić, «Pravno-politički pogled na francusko shvatanje nacije», *Srpska politička misao*, br. 1, 2017, str. 299-320.

d'une phrase que nous trouvons dans le programme politique du Parti démocratique de Serbie (DSS), dans laquelle on peut lire que la Serbie est « territorialement amputée, politiquement désemparee et spirituellement déracinée »<sup>20</sup>. Un pessimisme relativement proche peut être observé chez leurs homologues français, où l'on parle du « déclin national », de la perte de la puissance française avec cette remarque si souvent citée que « c'était mieux avant », ce qui a donné lieu dans son ensemble au «déclinisme», un néologisme récemment forgé décrivant ledit phénomène. Ce qui a fait dire à Bernard Maris, journaliste et intellectuel de gauche tragiquement disparu lors du massacre contre la rédaction du Charlie Hebdo en 2015, avec l'humour incisif qui caractérisait sa pensée: «La droite parle de la France comme d'une douleur, d'un mal de dos».<sup>21</sup>

La seconde similitude que l'on observe est l'insistance sur les valeurs traditionnelles et sur la sauvegarde de la famille classique. C'est ainsi que l'on constate, dans la programme de « Dveri », le désir que la maternité soit considérée comme un métier à part entière et, que la promotion de l'homosexualité soit interdite. La même revendication, quoiqu'exprimée peut-être de façon plus nuancée, se trouve également dans les programmes des partis de droite français, sous la forme d'un très fort attachement à la famille, considérée comme cellule de base de la société. Dans le cadre de ces valeurs, il conviendrait aussi de mettre en avant l'insistance sur la notion d'autorité, une composante incontournable de l'idéologie de droite, bien qu'elle soit pour l'instant plus prononcée chez les forces françaises de droite, en raison de l'effondrement proclamé de l'autorité dans de nombreux domaines de la société.

Sur le plan extérieur, certaines similitudes pourraient également être dégagées. Elles concernent en premier lieu le combat pour l'établissement d'un monde multipolaire et notamment le maintien des bonnes relations avec la Russie. Avec cette différence inévitable que, contrairement à la droite en Serbie, celle en France n'est pas unanime. La tendance évoquée vaut assurément pour le Rassemblement national et Debout la France! alors que chez les

---

<sup>20</sup> <http://www.dss.rs/srp/o-nama/dss-izbliza/program-stranke/>

<sup>21</sup> Bernard Maris, *Et si on aimait la France*, Grasset, 2014, p.17.

Républicains les choses sont un peu plus complexes car, outre le courant souverainiste, il existe également un courant plutôt euhophile, voire dans une moindre mesure atlantiste, représenté par certains individus haut placés au sein du parti.

## Conclusion

Au terme de cette contribution, il semble possible de conclure que « l'esprit du temps » (le fameux *zeitgeist* allemand) est propice au renforcement des idées et valeurs de droite. D'abord en France, dans cette période de crise de l'identité nationale, d'aliénation culturelle, de dégradation de l'éducation classique, de déclin de la famille traditionnelle, d'effondrement de l'autorité dans beaucoup de champs (ce qui inclut à titre d'exemple le père de famille, l'instituteur à l'école, le policier dans la rue, etc.), les idées et valeurs de droite apparaissent comme un refuge pour un nombre grandissant d'individus, une sorte de « retour aux sources », en tant que sentiment largement partagé par de nombreux partis et mouvements de droite en France.

D'autre part en Serbie, comme on l'a souligné préalablement dans l'article, trois phénomènes principaux contribuent, et contribueront à notre avis dans l'avenir, à ce que les idées et valeurs de droite restent largement acceptés par les citoyens et légitimés dans la grande partie de l'opinion public.

La tâche des scientifiques est naturellement de suivre attentivement ce processus complexe et intéressant afin de contribuer aux connaissances approfondies dudit phénomène.

## Bibliographie

Balladur, Edouard, *Caractère de la France*, Plon, 1997.

Duhamel, Alain, *Les pathologies politiques françaises*, Plon, 2016.

Duverger, Maurice, *Institutions politiques*, PUF, 1966.

Duverger, Maurice, *La République des citoyens*, Editions Ramsey, 1982.

Gujaničić, Dušan, "Pravno-politički pogled na francusko shvatanje nacije", *Srpska politička misao*, br. 1, 2017, str. 299-320.

Gujaničić, Dušan, "Nacionalni front Francuske – rastuća snaga evropske desnice", *Politička revija*, br. 1, 2015, str. 189-205.

Gujaničić, Dušan, „Politička ideologija degolizma“, *Politička revija*, br.1, 2018, str. 127-152.

<https://doi.org/10.22182/pr.5512018.6>

Hochmann, Thomas, « La liberté idéologique des partis politiques », *Le droit interne des partis politiques*, sous la direction de Julie Benetti, Anne Levade et Dominique Rousseau, Mareš Martin, 2017

Maris, Bernard, *Et si on aimait la France*, Grasset, 2014.

Mitterrand, François, *Le coup d'état permanent*, Les Belles Lettres, 1964.

Vukomanovic, Dijana, *Obnova partijskog pluralizma u Srbiji krajem XX veka*, Institut za politicke studije, 2010.

Weber, Max, *Le savant et la politique*, Plon, 1959. <http://www.dss.rs/srp/o-nama/dss-izbliza/program-stranke/>

## Summary

---

### **RIGHT-WING PARTIES IN FRANCE AND SERBIA: IDEAS, VALUES, ACTION**

The right wing in France and Serbia, as part of a broader European phenomenon, has a number of similarities in the realm of values and ideas on the one hand, but also a different inception and socio-historical development on the other. Primarily, it is always necessary to keep in mind that the fundamental political division between right and left is much more consistently expressed in France, seeing as it is the historical cradle of this divide since the Great revolution of 1789. A certain problem of identifying with the right has existed in this country for several decades after World War II, when in the wake of collaboration with the occupier, a certain number of members and sympathizers of right-wing parties found it inadvisable to invoke the concept of the right. In Serbia, on the other hand, due to an almost half-century of communist single party dictatorship, there were no real foundations for the division between left and right to emerge before 1990, when the first multi-party elections were held. However, what really brings the right wing in France and Serbia together is, according to our opinion, primarily the connection to three founding ideas: 1) protection of the nation and its identity; 2) care for traditional values of society, and 3) anti-globalist action. In the French case, due to several centuries of deterioration of national identity, the decline of classical education, the destruction of the traditional family and the degrading of the concept of authority in many spheres, a fertile soil was created for a visible rise of right-wing ideas and movements in the past years. In Serbia, however, traditional patriarchal society, half a century of communist dictatorship and burning national questions (foremost among them, the status of Kosovo and Metohija) enabled the commitment of a considerable number of

citizens toward right-wing parties and movements. Considering that the zeitgeist seems to favor the development and strengthening of conservative (right-wing) ideas and movements, researchers are left with carefully following and analyzing this interesting and dynamic phenomenon.

**Key words:** law, ideas, values, tradition, heritage.

---

**САЖЕТАК****ДЕСНИЦА У ФРАНЦУСКОЈ И У СРБИЈИ  
ИДЕЈЕ, ВРЕДНОСТИ, ДЕЛОВАЊЕ**

Десница у Француској и Србији, као део ширег европског феномена, има низ сличности у домену вредности и идеја, с једне стране, али и различит настанак и друштвено-историјски развој, с друге. Пре свега, увек је потребно имати на уму да је фундаментална политичка подела између деснице и левице много доследније изражена у Француској, будући да је она историјска колевка ове поделе од Велике револуције 1789. Одређен проблем поистовећивања са десница у овој земљи постоји већ неколико деценија након Другог светског рата, када је у јеку сарадње са окупатором одређени број чланова и симпатизера десничарских партија сматрао неприпоручљивим позивање на концепт деснице. У Србији, с друге стране, због скоро полувековне комунистичке једнопартијске диктатуре, није било правих основа да се подела на левицу и десницу појави пре 1990. године, када су одржани први вишестраначки избори. Међутим, оно што заиста спаја десницу у Француској и Србији је, по нашем мишљењу, пре свега веза са три темељне идеје: 1) заштита нације и њеног идентитета; 2) брига о традиционалним вредностима друштва и 3) антиглобалистичко деловање. У француском случају, услед вишевековног пропадања националног идентитета, опадања класичног образовања, уништења традиционалне породице и деградације концепта ауторитета у многим сферама, створено је плодно тло за видљив успон идеје и покрета деснице протеклих година. У Србији, међутим, традиционално патријархално друштво, пола века комунистичке диктатуре и горућих националних питања (пре свега статус Косова и Метохије) омогућили су приврженост значајног броја грађана десничарским партијама

и покретима. С обзиром на то да дух времена изгледа фаворизује развој и јачање конзервативних (десничарских) идеја и покрета, истраживачима остаје да пажљиво прате и анализирају овај занимљив и динамичан феномен.

**Кључне речи:** право, идеје, вредности, традиција, наслеђе.

---

**Dr. Nebojsa Vukadinovic**

*Enseignant à Sciences Po Paris, campus de Dijon, France*

---

## **L'UNION EUROPÉENNE ET LA SERBIE: ESPACES ET TEMPS**

### **Résumé**

---

*A l'heure des profondes mutations que connaissent les Balkans occidentaux et l'Union européenne, cet article propose de soulever les questions de l'espace et du temps liées à l'élargissement de l'UE. Les réformes internes à l'UE sont désormais présentés comme étant un préalable pour les futurs élargissements au risque de laisser dans une attente indéterminée une région sensible du continent européen. Les conséquences et les enjeux d'une telle situation sont multiples et permettent aux acteurs internationaux non européens de se positionner dans la région. L'Union européenne est dans une phase de réforme du processus d'élargissement et ne se prononce toujours pas sur le calendrier d'adhésion. Dans ce contexte, l'article aborde aussi le rôle de la France dans une période charnière pour l'Union européenne.*

**Mots-clés:** *européanisation, Serbie, France, Union Européenne, l'élargissement, temps.*

---

Les profonds changements que subissent l'Union européenne et les Balkans occidentaux depuis plusieurs décennies montrent qu'une analyse statique du processus d'élargissement est aujourd'hui impossible. Une approche dynamique est, en effet, nécessaire afin de mieux cerner les enjeux en cours. Par ailleurs, il est nécessaire d'intégrer de plus en plus dans les analyses sur le processus

d'élargissement les notions d'espaces et de temps pour comprendre les transformations en cours. Ces deux notions reviennent de fait par vagues successives dans les discours politiques à chaque fois qu'il est question de futurs élargissements de l'Union européenne. Dans ce contexte, «quelle Europe pour quelle Serbie»?<sup>1</sup> Quel est le rôle de la France face aux futurs élargissements? Restent des questions d'actualité d'autant plus que de profondes réformes au sein de l'Union européenne et de la politique d'élargissement sont annoncées.

### **Les modes d'intégrations différenciés et la nouvelle méthodologie: Quel avenir pour l'élargissement de l'UE ?**

Les processus d'adhésions précédents ont soulevés jusqu'à présent plusieurs questionnements : «faut-il intégrer un groupe de pays?» ou bien procéder à «des intégrations au cas par cas?». Ainsi, les notions de «géométries variables» ou encore de «cercles successifs» ou bien «d'Europe à la carte» à la mode dans la deuxième moitié des années 1990 et au début des années 2000 sont revenus à plusieurs reprises dans les discours politiques récemment. Toutes ces notions portaient du principe de «modes d'intégrations différenciés»<sup>2</sup> reposant de fait sur la reconnaissance d'existence de différences notables entre les Etats et sous-entendant que certains étaient plus avancés que d'autres ou bien plus développés. En outre, la différenciation reposait aussi sur «les plus intégrables» et «les moins intégrables».

La géométrie variable sous entend l'existence d'une différence dans la capacité des Etats à s'intégrer. «L'Europe à la carte» quant à elle repose sur l'idée d'un menu dans lequel les Etats peuvent piocher leurs domaines de participation. Dans les deux cas de figures, «géométrie variable» ou «à la carte» se dessine l'idée d'une

---

<sup>1</sup> Nebojsa. Vukadinovic, «Quelle Europe pour quelle Serbie?», *Revue Outre-Terre*, /2, 32, 2012, p. 313

<sup>2</sup> Concernant le concept d'intégration différenciée, voir Josef, Janning,, Werner, Weidenfeld, «La nouvelle Europe : stratégies d'intégration différenciée », *Politique étrangère* ,61-63, 1996, p.521.

«Europe à plusieurs vitesses» selon laquelle les objectifs communs peuvent être différenciés tout comme les trajectoires pour y parvenir.

Dans le contexte de l'élargissement des Balkans occidentaux à l'UE ces thématiques liées à la différenciation des Etats dans le processus d'intégration sont revenus sur le feu de la scène en 2019 et 2020. La France a ainsi suggéré au Conseil de l'Union européenne en octobre 2019 d'examiner l'idée «d'une modernisation du processus d'élargissement». Cette réforme reposait sur l'idée de „mérite à la carte“. En effet, les pays candidats pourraient obtenir „des bénéfices dans les domaines où les critères sont remplis“ c'est à dire: «Une fois les critères remplis et les négociations terminées dans un domaine particulier, par exemple dans le domaine financier ou culturel, le pays candidat pourrait s'asseoir à la même table que les membres de l'Union européenne et participer aux discussions sur ces thèmes là, mais sans droit de vote». <sup>3</sup> Par ailleurs «si un pays décidait de changer de trajectoire politique ou s'il ne se comportait pas en conformité avec les valeurs de l'UE, il pourrait perdre ces bénéfices car il s'agirait d'un processus réversible». <sup>4</sup>

Cette réforme du processus d'élargissement présentée telle quelle serait accompagnée d'une transformation interne de l'UE, c'est à dire «d'un processus d'amélioration du fonctionnement de l'UE, ce qui implique l'amélioration de la politique de la défense, de la politique sociale, de la manière dont les accords commerciaux sont conclus (...) ce n'est pas une réforme à mettre en oeuvre avant l'élargissement, c'est une réforme qui doit se faire en parallèle des efforts consentis par les pays de la région pour remplir les critères d'adhésion». <sup>5</sup>

La nouvelle méthodologie <sup>6</sup> présentée par le commissaire à l'élargissement Oliver Varhelyi le 5 février 2020 reprend ces idées

<sup>3</sup> Voir <https://diplomaticportal.bidd.org.rs/modernisation-du-processus-dadhesion-a-lue/>

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Le document de communication à la presse du 5 février 2020 de la Commission européenne intitulé : « Un processus d'adhésion à l'UE plus crédible, plus dynamique, plus prévisible et plus politique » présente la nouvelle méthodologie en quatre parties : Plus de crédibilité; Une direction politique plus forte;

dans l'espoir de répondre aux suggestions françaises et afin de redynamiser le processus d'adhésion qui semblait être bloqué suite à la position française. La nouvelle méthodologie ne devrait pas concerner la Serbie et le Monténégro mais l'Albanie et la Macédoine du nord ainsi que les autres pays qui aspirent à intégrer l'UE. Même si cette nouvelle méthodologie suit toujours les critères de Copenhague<sup>7</sup> et les Accords de Stabilisation et d'Association (ASA), les modifications proposées ne sont pas sans conséquences. En effet, à côté du principe de « réversibilité », on trouve « l'approche fondée sur le mérite ». Par ailleurs, la nouvelle méthodologie propose l'idée de « regroupement des chapitres de négociation en six groupes thématiques : marché intérieur; compétitivité et croissance inclusive; programme environnemental et connectivité durable; ressources, agriculture et cohésion; relations extérieures »<sup>8</sup>. Ce regroupement rejoint d'une certaine manière les « six initiatives phares de l'UE pour les Balkans occidentaux »<sup>9</sup> annoncées en mai 2018. Il est à noter que ce regroupement des chapitres de négociation rejoint aussi l'approche sectorielle promulguée par l'UE dans les Balkans occidentaux.

### **L'approche sectorielle et l'intégration à l'Union européenne**

Afin de mettre en cohérence son aide avec les politiques publiques, l'UE a annoncé en juin 2010 la mise en œuvre de l'approche sectorielle (SWAP<sup>10</sup>) dans les Balkans occidentaux. Une telle approche avait déjà été mise en place en Afrique et en Amérique Latine. Elle se différencie de l'approche classique ou « approche projet » comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous.

---

Un processus plus dynamique; Un processus plus prévisible ». [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP\\_20\\_181](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_20_181)

<sup>7</sup> Critère politique, critère économique et critère institutionnel

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/six-flagship-initiatives-support-transformation-western-balkans\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/six-flagship-initiatives-support-transformation-western-balkans_en.pdf)

<sup>10</sup> SWAP : Sector Wide Approach

*Tableau 1 : Qu'est-ce qui distingue l'approche sectorielle de l'approche projet classique?*

Approche sectorielle	Approche classique
Une vision globale de l'ensemble du secteur au niveau du pays	Une concentration sur des projets au service d'objectifs étroitement définis
Des partenariats fondés sur la confiance mutuelle et la responsabilité partagée	Une obligation de comptes du bénéficiaire à l'égard du donneur
Une coordination des partenaires extérieurs et un dialogue collectif	Des négociations et des accords bilatéraux
Une utilisation accrue des procédures locales	Des dispositifs parallèles de mise en œuvre
Un renforcement à long terme des capacités et systèmes du secteur	Des décaissements et une réussite des projets qui s'inscrivent dans le court terme
Une approche axée sur les processus via l'apprentissage par l'action	Une approche reposant sur la reproduction de modèles

Banque Mondiale (2004) «A World Bank Perspective »

Dans l'approche classique chaque ministère ou institution développe ses projets tandis que dans l'approche sectorielle plusieurs ministères et/ou institutions d'un secteur développent des projets et des programmes communs. En ce sens, la notion d'approche sectorielle s'apparente aussi à celle de politiques publiques.

Les termes « approche sectorielle (SWAP) » et « programmes de développements sectoriels »<sup>11</sup> sont proches. Ils sont utilisés par les principaux donateurs de l'aide internationale. Ces deux termes reposent sur l'approche par programme que l'on retrouve à différents niveaux : programmes des donateurs, programmes budgétaires, etc. L'approche programme peut être définie comme « un moyen d'engager la coopération pour le développement sur la base des principes d'appui coordonné en faveur d'une action de développement dont la maîtrise est assurée au niveau local, telle une stratégie nationale, un programme sectoriel ».<sup>12</sup>

<sup>11</sup> Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité, OCDE 2006 « Un programme de développement sectoriel (PDS) est un ensemble de mesures et d'activités spécifiques, assorties d'un échéancier et d'une évaluation budgétaire, dont l'objet est de soutenir une stratégie sectorielle (autrement dit le « cadre budgétaire et programmatique unique et détaillé » d'une AP, intégrant les ressources provenant des pouvoirs publics aussi bien que des donneurs) ». <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver>

<sup>12</sup> Définition du Réseau d'apprentissage sur les approches programmes (Learning Network on Programme Based Approaches – LENPA) <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver>

Tableau 2 : L'approche sectorielle en Serbie

Les composantes clés d'une SWAp efficace sont les suivantes :	Durée	Mise en œuvre de l'approche sectorielle en Serbie
Une politique et des stratégies sectorielles claires que le pays s'est appropriées	3–10 ans	Malgré une amélioration de la qualité des stratégies, il manque encore des stratégies sectorielles qui couvrent les autres stratégies <sup>13</sup> dans plusieurs secteurs
Une institution principale <sup>14</sup> dans les secteurs	1–2 ans	Des institutions principales existent dans les secteurs
Un programme de dépenses à moyen terme reflétant les stratégies sectorielles	3–5 ans	La relation entre les stratégies et la programmation budgétaire n'est pas encore très développée
Des dispositifs systématiques de programmation des ressources à affecter au secteur	3–5 ans	Les plans d'actions récents pour la mise en œuvre des stratégies reposent sur une programmation des ressources
Un système de suivi des performances permettant de mesurer les progrès réalisés et de renforcer l'obligation de rendre compte	3–5 ans	Le système de suivi des performances a été mis en place dans plusieurs secteurs.
De vastes mécanismes de consultation associant toutes les principales parties prenantes	1–3 ans	Les mécanismes de consultation associant les parties prenantes existent
Un processus formalisé, et placé sous la conduite du gouvernement, de coordination de l'aide et de dialogue au niveau du secteur	1–3 ans	Le ministère de l'intégration à l'Union européenne a un rôle clef dans la coordination de l'aide et du dialogue au niveau du secteur
Un processus arrêté d'un commun accord d'harmonisation des systèmes d'établissement de rapports, de budgétisation, de gestion financière et de passation des marchés.	5–7 ans	Les réformes sont en cours concernant les systèmes de budgétisation

Dans le cas de la Serbie, comme dans les autres pays des Balkans occidentaux, l'approche sectorielle a été mise en œuvre principalement par l'intermédiaire des fonds européens IPA (Instruments de pré-adhésion) à partir de 2012 et durant la période de programmation 2013-2020.<sup>15</sup> Ainsi, les projets financés par l'UE ont

<sup>13</sup> Le terme synonyme souvent utilisé par l'UE pour une stratégie sectorielle est souvent celui de « *umbrella strategy* ».

<sup>14</sup> Le terme en anglais est celui de *Lead Institution*

<sup>15</sup> Nebojsa Vukadinovic, "L'Union européenne et la Serbie : une mise au point dans une période charnière", *Revue Est Europa*, numéro spécial, La Serbie aujourd'hui : enjeux politique et européen, 2015, pp. 129-137.

pris la forme de « documents d'actions sectoriels » annuels<sup>16</sup> par secteur et de « documents de planification sectoriels » pluriannuels<sup>17</sup> rédigés pour une période de trois ans. Cependant, pour que l'approche sectorielle puisse être efficace, les fonds IPA ne sont pas suffisants, il faut une appropriation de cette approche par le pays bénéficiaire et la mise en œuvre de réformes. Le tableau ci-dessous illustre la mise en œuvre de l'approche sectorielle en Serbie.

Afin de mettre en œuvre l'approche sectorielle en Serbie neuf secteurs ont été définis pour la première fois en 2012 puis douze en 2014<sup>18</sup> dans le cadre d'un document pour la planification de l'aide internationale.<sup>19</sup> On retrouve aussi ces mêmes secteurs dans les documents de planification et de programmation de l'UE, c'est-à-dire dans les documents d'actions et dans les documents de planification sectoriels. La mise en place de secteurs a été suivie de la création de groupes de travail sectoriels auxquels participent les représentants des ministères et des institutions. Dans certains secteurs l'UE a également opté pour une nouvelle modalité d'aide avec «le soutien budgétaire sectoriel» qui permet «d'injecter» dans le budget de l'Etat des sommes relativement importantes pour un secteur donné. Ces transferts financiers se font par tranches en fonction de la réalisation et du suivi d'indicateurs prédéfinis. Ces dernières années, plusieurs secteurs ont ainsi bénéficié du soutien budgétaire sectoriel.<sup>20</sup>

---

<sup>16</sup> En anglais *Action document (AD)*

<sup>17</sup> En anglais *Sector Planning document (SPD)*

<sup>18</sup> Les secteurs sont : Justice, Affaires intérieures, Réforme de l'administration publique, Concurrence, Energie, Environnement, Transport, Ressources humaines et développement social, Agriculture et développement rural, Culture, Média, Société civile. Le nombre de secteurs devrait être restreint en 2020. Un secteur couvre plusieurs ministères et/ou institutions. Le secteur de la réforme de l'administration publique est celui qui comprend le plus grand nombre de ministères et/ou institutions.

<sup>19</sup> [http://www.mei.gov.rs/upload/documents/medjunarodna\\_pomoc/programiranje\\_%20medjunarodne\\_pomoci/NAD\\_2014\\_2017.pdf](http://www.mei.gov.rs/upload/documents/medjunarodna_pomoc/programiranje_%20medjunarodne_pomoci/NAD_2014_2017.pdf)

<sup>20</sup> Actuellement, les secteurs de la réforme de l'administration publique, de la justice et des affaires intérieures bénéficient de cette modalité.

## **Intégration à l'UE différenciée graduelle par secteurs**

L'idée d'une intégration à l'UE graduelle des Balkans occidentaux par secteurs<sup>21</sup> repose sur l'ouverture déjà existante de certains programmes communautaires aux pays de la région et à la réalité de la mise en œuvre de l'approche sectorielle. Cette idée s'intègre «aux tendances actuelles de l'UE qui vont vers des modèles d'intégration différenciée. Appliquée à l'extérieur, elle pourrait en outre contribuer à maintenir des liens étroits avec le Royaume-Uni et à rapprocher de l'UE les pays sans perspectives d'adhésion».<sup>22</sup> Elle repose aussi sur le fait que la négociation des chapitres de l'Acquis communautaire concerne à chaque fois des secteurs. Ceci-dit, il y a bien davantage de chapitres que de secteurs. Cette idée aurait été reprise par « l'ancien directeur de la Commission européenne pour les Balkans occidentaux, Pierre Mirel».<sup>23</sup> Pour les concepteurs de cette proposition, cette approche devrait être accompagnée d'une augmentation des fonds destinés à la région et notamment à partir des fonds structurels. Par ailleurs «un financement accru permettrait de différencier plus clairement les pays qui obtiennent de bons résultats en matière de réforme de ceux qui n'en obtiennent pas, en liant leur allocation aux progrès effectivement réalisés par chaque Etat».<sup>24</sup> Cette proposition de modification profonde des modalités d'intégration à l'UE pose de nombreuses questions. Premièrement, comment définir la maturité d'un secteur ? Pour l'UE, cette maturité repose sur les critères<sup>25</sup> de l'approche sectorielle. Il s'agirait

---

<sup>21</sup> Idée proposée par Milica Delevic, ancienne directrice du Bureau pour l'Intégration européenne du gouvernement serbe (2008-2012) et membre du Conseil de l'ECFR et Tena Prelec ; chercheuse du Département de Politique et Relations internationales de l'Université d'Oxford. Voir : [https://www.ecfr.eu/paris/post/les\\_nouvelles\\_voies\\_daces\\_des\\_balkans\\_occidentaux\\_a\\_lue](https://www.ecfr.eu/paris/post/les_nouvelles_voies_daces_des_balkans_occidentaux_a_lue)

<sup>22</sup> Ibid.

<sup>23</sup> Ibid.

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> Voir le Rapport annuel 2013 sur l'aide financière à l'élargissement (IAP, PHARE, CARDS, instrument de préadhésion pour la Turquie et facilité transitoire), Commission européenne, Bruxelles, le 30.9.2014. (5+2) : Les cinq critères principaux sont : 1-des stratégies nationales bien définies, 2-Une institution principale dans le secteur (*Lead Institution*), 3-Coordination dans le secteur et coordination des donateurs, 4-Une perspective budgétaire à moyen terme

ainsi de soutenir principalement les pays qui ont le plus de secteurs jugés matures alors que les secteurs plus problématiques seraient moins soutenus financièrement. Etant donné les expériences de programmation de fonds IPA du passé, il paraît difficile d'envisager de pénaliser les secteurs où les réformes se font plus difficilement et où les conditions de l'approche sectorielle ne sont pas mises en œuvre de façon efficace.

### **Intégration à l'UE différenciée par espaces économiques**

Dans l'attente d'une future intégration, l'UE propose aux Etats balkaniques de se réunir et de coopérer dans des espaces pacifiés et décloisonnés. La création d'un Espace économique de l'Europe du Sud-Est comme étape dans le processus d'adhésion suit cette logique. Cette idée poursuit la volonté « d'approche régionale » prônée par l'Union européenne depuis 1997 apparue après plusieurs années de conflits, de segmentations et de cloisonnements des territoires de l'ex-Yougoslavie par les reconnaissances internationales des nouveaux Etats qui en sont issus et la création de milliers de kilomètres de nouvelles frontières. Elle repose aussi sur une idée simple : « pour entrer dans l'UE, commencer par coopérer entre vous ! ». La coopération transfrontalière qui s'est beaucoup développée durant ces vingt dernières années dans les Balkans occidentaux sous l'impulsion de l'UE fait partie intégrante de cette « approche régionale » et de cette logique tout comme la création de la zone de libre-échange CEFTA.<sup>26</sup> Plus largement, le projet qualifié de « mini Schengen » se heurte à la participation de Pristina qui a mis à mal les accords CEFTA par l'instauration de taxes de cent pour cent en novembre 2018 pour les produits venant de

---

établie sur les bases d'une analyse du budget et des allocations dans le secteur dans un cadre pluriannuel à moyen terme, 5-Un système de *monitoring* des politiques dans le secteur. Les deux autres critères sont : 6-Un système de gestion des finances publiques efficace et transparent., 7-Des projections macro-économiques dans le cadre des politiques sectorielles seront mises en œuvre.

<sup>26</sup> CEFTA (en anglais : *Central European Free Trade Agreement*) – Accord de libre-échange centre européen est un accord économique entre les pays du Sud-Est de l'Europe.

Serbie. Par ailleurs, une zone économique de libre circulation des biens et des personnes se heurte aussi à des résistances politiques.

D'un point de vue économique, l'idée de renforcer les zones de libre-échange a le mérite de donner l'impression à des investisseurs directs étrangers qu'il y a là un marché plus vaste à conquérir. Cependant, les limites des zones de libre-échange reposent en partie sur le fait « qu'une répartition équilibrée des bienfaits de l'intégration implique que les pays membres aient des tailles économiques afin d'absorber de la même manière le « choc » de l'intégration ». <sup>27</sup> D'autre part puisque l'UE est le « principal partenaire commercial des pays balkaniques (...), c'est donc avec l'UE que le potentiel d'effets de création et de détournement d'échanges est le plus fort ». <sup>28</sup> Malgré ces limites, la création de zones économiques dans les Balkans suscite toujours un certain intérêt de la part de l'UE et de ses Etats membres ainsi que des pouvoirs politiques locaux. Au-delà des aspects économiques, les zones de libre-échange sont également considérées dans les Balkans comme un facteur de réconciliation dont la pertinence et la viabilité ne doit pas être jugé uniquement sur des critères économiques. <sup>29</sup>

Au-delà de la région des Balkans et des zones économiques, l'intégration à des projets de macro-régions comme EUSDR <sup>30</sup> et EUSAIR <sup>31</sup> suscite un certain intérêt par le fait que des Etats membres de l'UE y participent en liens étroits avec les pays des Balkans occidentaux. L'idée d'associer des Etats membres de l'UE aux projets de coopération régionale des Etats balkaniques a connu un essor ces vingt dernières années principalement grâce aux projets de coopérations transfrontalières financés par les fonds IPA. <sup>32</sup> A

---

<sup>27</sup> Assen Slim, «Une zone de libre-échange dans les Balkans a-t-elle un sens ?», *Balkanologie*, vol. VII, 1, 2003, p. 184.

<sup>28</sup> Ibid. p.186.

<sup>29</sup> Olivier Lammote, «Une zone de libre-échange en Europe du Sud-Est. Pertinence et viabilité», *Le Courrier des pays de l'Est*, n°139, 2003, p. 4.

<sup>30</sup> EUSDR : *European Strategy for the Region* ou la Stratégie pour la région du Danube

<sup>31</sup> EUSAIR : *European Strategy for the Adriatic and Ionian Region* ou la Stratégie pour la région adriatique et ionienne.

<sup>32</sup> Nebojsa Vukadinovic, «Territorialisation et spatialisation du développement économique à la périphérie de l'UE : les macro-régions dans les Balkans

cela s'ajoute la possibilité pour les Etats ayant obtenu le statut de candidat de participer à d'autres fonds européens et pour lesquels des partenariats avec des organisations des Etats membres de l'UE sont un préalable.

Participer à une zone ou un «espace commun» c'est aussi prendre part à «l'espace perçu, l'espace conçu et l'espace vécu».<sup>33</sup> C'est dans cette dimension multiple de l'espace qui relève à la fois du symbolique et du politique qu'il faut également appréhender les rapports entre les Etats balkaniques et de ceux-ci avec l'Union européenne. Pour les pouvoirs politiques et pour les individus vivant dans les Balkans, appartenir à l'espace de l'Union européenne c'est avant tout changer le vécu. Il ne s'agit pas d'un espace utopique mais d'un espace de normes qui devrait permettre d'améliorer la vie. Or le processus d'intégration est un chemin vers un «espace de construction sociale» qui a des formes multiples: institutionnelles, politiques, sociales et économiques. Cependant, l'Union européenne subit de profonds changements: Brexit, crises migratoires, etc ; elle est elle-même un espace en proie à la balkanisation.<sup>34</sup> Malgré cela, elle constitue encore un pôle d'attraction et un magnétisme qui vu des Balkans permet de garantir le développement et la stabilité.

## **L'européanisation et les transferts institutionnels**

L'européanisation est apparue comme concept au courant des années 1990 et a largement contribué aux analyses sur les

---

occidentaux», *Српска политичка мисао-посебно издање*, Институт за политичке студије, Београд, 2022, стр. 167-190.

<sup>33</sup> Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, Editions Anthropos 1974 (réédition 2000). p. 4. Selon Henri Lefebvre, il est nécessaire de distinguer : Les représentations de l'espace qui sont liées aux rapports de production, aux connaissances, aux codes et la pratique spatiale qui englobe production et reproduction. « La pratique spatiale d'une société secrète son espace ; elle le pose et suppose, dans une interaction dialectique : elle le produit lentement et sûrement en le dominant et en se l'appropriant ».

<sup>34</sup> Jean-Claude, Piris, «L'Union européenne et les sécessionnismes régionaux : la résistible balkanisation de l'Europe», *Policy paper*, Fondation Robert Schuman, 2015, p.1.

transformations en cours en Europe de l'Est. La « transitologie »<sup>35</sup> des années 1990 et du début des années 2000 s'est développée en parallèle des événements liés à l'élargissement de l'UE et a intégré cette notion. Ainsi, le croisement entre européanisation et transferts institutionnels a vu l'émergence d'une analyse comparatiste à plusieurs niveaux : entre la sphère internationale et locale, entre les impulsions extérieures et les contraintes institutionnelles intérieures. La littérature sur les transferts des politiques publiques dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne « porte pour l'essentiel sur les objectifs de l'élargissement, sur ses modalités particulières (notamment autour des critères de Copenhague et de l'acquis communautaire) ou encore sur les effets de l'arrivée de nouveaux Etats-membres sur le fonctionnement des institutions et des politiques communautaires ».<sup>36</sup> Ainsi présentés « les transferts institutionnels reposent sur les sources, les modalités et résultats obtenus ».<sup>37</sup> A cela nous pouvons ajouter les moyens et les instruments mis en œuvre dans le cadre des transferts institutionnels. Ainsi, l'Union européenne apparaît comme une source de tels transferts lorsqu'elle utilise ses moyens et ses instruments comme par exemple les fonds de pré-adhésion IPA dans les Balkans. En outre, les réformes souhaitées sont souvent à mettre en relation avec les politiques publiques des Etats membres dont elles s'inspirent. L'impact des instruments mis en œuvre par l'UE fait l'objet d'évaluations régulières, notamment dans le cadre des « Méta évaluations »<sup>38</sup>. Une recommandation souvent mise en avant depuis plusieurs années par ces évaluations est d'ajuster l'aide de l'Union européenne aux cadres stratégiques des pays en voie d'adhésion. Les stratégies nationales de ces pays sont par ailleurs

<sup>35</sup> Philippe Schmitter, Nicolas Guilhot, "From Transition to Consolidation. Extending the concept of Democratization and the Practice of Democracy", in Michel Dobry (dir.), *Democratic and Capitalist Transitions in Eastern Europe. Lessons for the Social Sciences*, Dordrecht, Kluwer, 2000, p.131

<sup>36</sup> Sabine Saurugger, Yves Surel, «L'élargissement de l'Union européenne : un processus de transfert institutionnel?», *Revue internationale de politique comparée*, Vol.13, 2006, p. 177.

<sup>37</sup> Ibid.

<sup>38</sup> [https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/financial\\_assistance/phare/evaluation/2013/ipa\\_interim\\_meta\\_evaluation\\_report.pdf](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/financial_assistance/phare/evaluation/2013/ipa_interim_meta_evaluation_report.pdf)

elles-mêmes rédigées de telle façon à être en lien avec les directives et politiques européennes. En ce sens, l'euro-péanisation des Balkans est un processus long et complexe qui se poursuit par les transferts institutionnels.

## **La Serbie, la transition « débloquée » et l'Union européenne**

La Serbie n'échappe pas à cette situation. Cependant, l'élargissement de l'Union Européenne à ce pays est différent de tous les autres à plusieurs titres. Tout d'abord, à l'heure du Brexit, il ne s'agit plus de la même Union Européenne par rapport à il y a vingtaine voir une quinzaine d'années, c'est-à-dire en comparaison avec les précédents processus adhésions. D'autre part, les conditions que doivent remplir les pays des Balkans occidentaux et en particulier la Serbie dans le « jeu des négociations »<sup>39</sup> avec l'UE sont beaucoup plus sévères. A cela s'ajoute pour la Serbie les relations entre Belgrade et Pristina (chapitre 35 de l'acquis communautaire).<sup>40</sup>

Si en 2004, à l'heure de l'élargissement de l'UE à l'Est, la transition de la Serbie paraissait bloquée<sup>41</sup> en 2019 la situation semble avoir changé et bon nombre d'acteurs internationaux saluent les avancées de la Serbie, notamment sur le plan économique. Pourtant aucune date précise n'est encore avancée pour son adhésion à l'UE. Malgré une croissance revue à la baisse entre 3,5% à 2,9% en 2019 selon les sources<sup>42</sup> et une baisse globale par rapport à l'année 2018, celle-ci reste soutenue et continue. Ce sont principalement les politiques monétaires et budgétaires qui sont saluées et permettent

---

<sup>39</sup> Sandra Gajic, *Le jeu des négociations entre l'Union européenne et la Serbie : les critères politiques d'adhésion (2000-2018)*, thèse de doctorat en droit public soutenue à l'Université Bordeaux IV. 2018.

<sup>40</sup> Chapitre 35, <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/AD-12-2015-INIT/fr/pdf>

<sup>41</sup> Mirjana Morokvasic, Nebojsa Vukadinovic (dir), « Serbie-Monténégro : sortir de la transition bloquée, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, CNRS, vol.35, n°1-2., 2004.

<sup>42</sup> EBRD report 2019, FMI, NBS ([https://www.nbs.rs/internet/english/18/18\\_3/presentation\\_invest.pdf](https://www.nbs.rs/internet/english/18/18_3/presentation_invest.pdf)); WIWW <https://wiiw.ac.at/serbia-overview-ce-47/html>; [https://ec.europa.eu/neighbourhoodenlargement/sites/near/files/serbia\\_erp\\_2019-2021.pdf](https://ec.europa.eu/neighbourhoodenlargement/sites/near/files/serbia_erp_2019-2021.pdf)

d'expliquer cette situation<sup>43</sup>. Le processus d'intégration à l'UE est également un facteur à prendre en compte pour comprendre l'attractif économique de la Serbie<sup>44</sup>. Ainsi, la transition est-elle maintenant « débloquée ? ». La question reste ouverte car il reste encore des efforts notamment dans le domaine des réformes structurelles. Par ailleurs, l'avenir du processus d'intégration à l'Union européenne aura également des conséquences sur les réformes en cours. Dans l'hypothèse d'un processus « d'élargissement bloqué ou très ralenti » la question du déblocage de la transition restera encore plus ouverte.

### **Intégration et transferts institutionnels : les frictions de temporalités**

Dans le cadre de l'intégration à l'Union européenne, on assiste à des transferts institutionnels qui engendrent une multiplication de temps, de durées et de temporalités pour différents acteurs (UE, gouvernements, individus, etc). Le temps est une catégorie de la conscience.<sup>45</sup> En ce sens, il se présente dans la pensée bergsonienne comme une durée, un flux qui échappe à la connaissance mathématique et à la science.<sup>46</sup> La pluralité des temps en sciences sociales<sup>47</sup> pose par ailleurs la question des rapports entre temps et acteurs. Ici, la conscience individuelle du temps se superpose à celle des organisations, des institutions et d'autres acteurs encore. Dans ce contexte, comment se développent les décalages et les

---

<sup>43</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/pays/RS>

<sup>44</sup> Reinhard Neck, "Macroeconomic Effects of Serbia's Integration in the EU and the Euro Area", *International Advances in Economic Research*, vol 25, 2019, p. 277.

<sup>45</sup> Henri Bergson, *Essai sur les données immédiates de la conscience*, Editions F. Alcan, Paris, 1989.

<sup>46</sup> L'auteur précise ; « Mais si le temps, tel que la conscience immédiate l'aperçoit, était comme l'espace un milieu homogène, la science aurait pris sur lui comme sur l'espace. Or nous avons essayé de prouver que la durée en tant que durée, le mouvement en tant que mouvement, échappent à la connaissance mathématique, laquelle ne retient du temps que la simultanéité, et du mouvement lui-même que l'immobilité. », Ibid, p.207.

<sup>47</sup> Voir Maryse Bresson, Jean Cartier-Bresson., Vincent Geronimi, Frédéric Leriche, (dir.) *Le temps dans les sciences sociales*, Editions Karthala, 2016.

frictions de temporalités ? L'Union européenne et les autres organisations internationales formulent des demandes de réformes qui nécessitent un temps long et parfois ne sont pas relayées par les politiques publiques locales. En effet, les gouvernements sont pris par les calendriers électoraux et par des intérêts parfois divergents au sein des coalitions. Il en découle une friction des temporalités entre des temps longs des organisations internationales et des temps à moyen terme des gouvernements. Ces « frictions » sont encore plus fortes lorsqu'il s'agit des individus et des entreprises qui se situent dans des temps courts. Le manque de synchronisation provient des divergences d'objectifs entre ces acteurs.

En regardant de plus près, on s'aperçoit que chaque durée peut être divisée de façon plus fine. Ainsi, l'Union européenne a des intentions de politiques et des instruments comme les fonds IPA qui suivent des logiques temporelles liées à la programmation budgétaire. De l'autre côté les politiques publiques et les stratégies nationales ne sont pas parfois en corrélation étroite avec les intentions et les instruments de l'UE. Il en découle des problèmes de transformations<sup>48</sup> qui se traduisent par une inefficacité dans la mise en œuvre des réformes. C'est pourquoi, l'UE insiste sur la nécessité d'une mise en cohérence entre les instruments de l'aide de l'UE avec les stratégies nationales et le budget national.

Pour l'instant de nombreux problèmes surgissent dans ces relations. Ainsi, lorsqu'une stratégie nationale n'est pas accompagnée d'un plan d'action avec des activités et des indicateurs clairs ainsi que des sources de financements annoncés dans les programmes du budget national il s'avère difficile de mettre en œuvre la synergie souhaitée. Les individus quant à eux agissent en fonction des effets d'annonces des acteurs politiques locaux et internationaux. Ils sont dans une temporalité courte et ne peuvent pas sentir les bénéfices des réformes rapidement. Dans des situations de crises économiques ou politiques ils réagissent très rapidement en ayant une vision à court terme. C'est dans les différences de temporalités entre les acteurs qu'apparaissent les frictions et les problèmes

<sup>48</sup> DR + I / PP + S = P T DR = (Demande de réformes, I = Instruments, PP = Politiques publiques, S = Stratégies, PT= Problèmes de transformation)

de transformations des systèmes politiques, économiques et institutionnels comme l'indique le tableau ci-dessous.

Les acteurs sont tous dans des temporalités différentes : temporalités institutionnelles, temporalités des réformes, temporalités budgétaires, temporalités individuelles etc. Par ailleurs les temps sont aussi différents selon les acteurs. A titre d'exemple, pour l'Union européenne le temps nécessaire à la préparation des « documents d'actions sectoriels » durant la période de programmation des fonds européens IPA est en moyenne d'un an. Ce temps correspond à la temporalité des cycles de projets. Ensuite la préparation des termes de référence<sup>49</sup> et autres documents similaires peut durer encore un an jusqu'à la publication des appels d'offres. Le cycle de projet étant très long, il n'est souvent pas en corrélation avec les temporalités des réformes induites par les négociations des chapitres de l'Acquis communautaire, qui relèvent quant à elles des temporalités juridiques. Ainsi, dans ces différences de temporalités, les trajectoires des réformes peuvent déboucher sur des transformations incomplètes ou bien bloquées. A cela s'ajoutent les résistances aux changements et aux réformes, principalement à cause de la difficulté à se projeter dans des temps longs afin d'évaluer les bénéfices de celles-ci pour les individus. Dans certains secteurs en Serbie, comme celui de la justice, les transferts institutionnels débouchent aussi sur l'émergence de systèmes hybrides (combinant le modèle continental avec le modèle anglo-saxon) qui se détachent ainsi de l'héritage institutionnel. Ainsi apparaissent des développements institutionnels « rhizomiques »<sup>50</sup> dont on peut difficilement mesurer les impacts à long terme.

---

<sup>49</sup> Les termes de références sont des documents préparés pour les appels d'offre.

<sup>50</sup> Gilles Deleuze, Felix Guattari, *Capitalisme et schizophrénie, Tome 2 Mille plateaux*, Paris : Editions de Minuit, 1980, p. 16

*Tableau 3 : Acteurs et problèmes de transformations*

Acteurs	Temporalités	Intentions	Instruments	Processus	Problèmes de transformations
UE	<p>Temps long :</p> <p>Temporalités des réformes</p> <p>Temporalités des cycles de projets</p> <p>Temporalités budgétaires</p>	Demande de réformes	IPA et autres	Impulsion de réformes et de changements	<p>Lenteurs dans la mise en œuvre des instruments</p> <p>Manque de synchronisation avec les politiques publiques locales</p> <p>Résistance aux changements</p>
Autres donateurs	<p>Temps long :</p> <p>Temporalités des réformes</p> <p>Temporalités des cycles de projets</p> <p>Temporalités budgétaires</p>	Demande de réformes	Fonds bilatéraux	Impulsion de réformes et de changements	<p>Lenteurs dans la mise en œuvre des instruments</p> <p>Manque de synchronisation avec les politiques publiques locales</p> <p>Résistance aux changements</p>
FMI	<p>Temps long :</p> <p>Temporalités des réformes</p> <p>Temporalités financières et budgétaires</p>	Demande de réformes	Négociation de la dette	Impulsion de réformes et de changements	<p>Lenteurs dans la mise en œuvre des réformes</p> <p>Blocages politiques</p>

LA FRANCE ET LA SERBIE LES DÉFIS DE L'AMITIÉ ÉTERNELLE

Banque mondiale	Temps long : Temporalités des réformes  Temporalités budgétaires	Demande de réformes structurelles	Crédits préférentiels  Fonds financiers	Impulsion de réformes et de changements	Lenteurs dans la mise en œuvre des instruments  Manque de synchronisation avec les politiques publiques locales
Gouvernement	Temps moyen : Temporalités des politiques  Temporalités législatives	Politiques publiques et stratégies nationales	Budget national	Apprentissages  Adaptation	Résistance aux changements  Blocages politiques
Ministères et institutions	Temps moyen : Temporalités Institutionnelles et administratives	Politiques publiques et stratégies nationales	Budget national	Apprentissages  Adaptation	Résistance aux changements  Fréquence des départs des emplois occupés par les fonctionnaires ( <i>turn-over</i> )
Entreprises	Temps court Temporalités économiques	Développement économique	Moyens de production	Perception des informations  Apprentissage et  Production  Adaptation	Résistance aux changements  Difficultés financières  Manque de débouchés
Individus	Temps court : Temporalités individuelles  Dimension de l'Être	Développement individuel		Perception des informations. Apprentissages  /Adaptation	Résistance aux changements  Difficultés financières

## **Quels rôles pour la France dans le processus d'adhésion à l'UE de la Serbie et des Balkans occidentaux?**

Lors du sommet informel sur les Balkans organisé à Berlin le 29 avril 2019, le Président de la République Emmanuel Macron a annoncé une stratégie française pour les Balkans occidentaux. Celle-ci se développe autour de « mesures concrètes » et de trois axes : 1. intensification des relations politiques avec les pays de la région ; 2. renforcement de la coopération bilatérale dans quatre domaines : a) développement économique et social par l'intervention de l'Agence française de développement (AFD), b) sécurité, c) justice, d) défense ; 3. Compléter l'action de l'Union européenne pour soutenir le rapprochement européen de la région ». <sup>51</sup> La visite du Président français à Belgrade le 15 juillet 2019 a été l'occasion de renouer les liens avec la Serbie et s'inscrit dans le premier axe de cette stratégie. Par ailleurs, la France a mis en œuvre plusieurs projets de jumelage financés par l'UE ces dernières années, notamment dans les domaines de l'emploi <sup>52</sup>, du transport <sup>53</sup> et des finances publiques. <sup>54</sup> Elle est aussi présente dans le domaine de la justice et participe activement à la réforme de l'administration publique avec l'ENA. <sup>55</sup> Par ailleurs, des sociétés françaises ont remporté des appels d'offre de l'Union européenne ces dernières années comme le projet PLAC <sup>56</sup> dans le domaine de la justice et plus particulièrement de l'harmonisation du cadre juridique avec l'UE. Même si les montants alloués à la coopération bilatérale paraissent faibles en comparaison avec les autres donateurs (principalement l'Allemagne, la Suède, la Suisse), l'arrivée de l'AFD en 2019 change la donne. Ainsi, malgré la perception de blocage ou de ralentissement de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux,

<sup>51</sup> Voir <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/europe/balkans-occidentaux/strategiefrancaise-pour-les-balkans-occidentaux/>

<sup>52</sup> Projet mis en œuvre par Pôle emploi.

<sup>53</sup> Projet mis en œuvre par Expertise France

<sup>54</sup> Projet mis en œuvre par Expertise France

<sup>55</sup> L'Ecole Nationale d'Administration (ENA) a renforcé la coopération avec la Serbie, notamment dans le cadre de l'accord de partenariat avec l'Académie nationale d'administration publique.

<sup>56</sup> *Policy Legal Advice Center*

la France entend participer activement à « l'eupéanisation » des pays de la région. Ainsi, durant la période d'attente pour une future intégration à l'UE, la France reprend un rôle actif dans les Balkans. A l'heure du Brexit, le couple franco-allemand appelle à une réforme de l'UE<sup>57</sup> qui est pour la France un préalable aux futurs élargissements. Cependant, la « politique de l'attente » se poursuit pour les pays des Balkans occidentaux, principalement pour ceux qui sont perçus comme étant les plus problématiques et pour lesquels les « règles du jeu » sont susceptibles de changer. Une attente indéfinie pour l'adhésion à l'UE n'est pourtant pas sans risques. Premièrement, après la « fatigue de l'élargissement » au sein de l'UE, on pourrait assister à une « fatigue de l'attente » au sein des pays des Balkans occidentaux. Cela donne également la possibilité à d'autres acteurs internationaux de prendre une place géostratégique plus importante dans la région (Russie, Chine, Etats-Unis, Turquie). Enfin, l'absence d'un calendrier d'adhésion avec une date annoncée pour l'intégration à l'UE n'est pas de nature à rassurer les investissements directs étrangers, qui malgré leurs augmentations très nettes sont encore loin derrière ce qu'avaient connu les autres pays de l'Europe de l'Est avant leurs intégrations. Sans cette arrivée d'investissements les économies des Etats des Balkans occidentaux ne pourront pas décoller et garderont un retard considérable<sup>58</sup> par rapport aux autres Etats membres de l'UE.

### **Conclusion : pour une lecture non linéaire du processus d'adhésion**

L'élargissement de l'UE s'inscrit dans une dynamique non linéaire. Jusqu'à présent deux modèles semblaient apparaître. D'un

---

<sup>57</sup> Paris et Berlin soutiennent l'idée d'une « conférence sur l'avenir de l'Europe » s'étalant sur plus de deux ans de 2020 à 2022, afin de renforcer l'unité de l'UE.

<sup>58</sup> Concernant le retard de développement économique des pays issus de l'ex-Yougoslavie excepté la Slovaquie, il est considérable puisque pour retrouver leurs niveaux de production de 1989 il leur faudra encore plusieurs décennies. Voir à ce sujet Mirjana Morokvasic, Nebojsa Vukadinovic (dir), « Serbie-Monténégro : sortir de la transition bloquée », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, CNRS, vol.35, n°1-2.2004.

côté, le suivi du modèle de transferts institutionnels par absorption des règles et normes fixées par Bruxelles. De l'autre, « la traduction du modèle par la mise en œuvre de réformes sans pour autant reproduire le modèle». <sup>59</sup> Dans les deux cas, le processus de transferts institutionnels suppose des périodes « d'apprentissage »<sup>58</sup> et d'adaptation. Avec la redéfinition du modèle d'intégration qui s'annonce par la « nouvelle méthodologie pour l'élargissement » la durée de l'adaptation et d'apprentissage aux nouvelles règles s'ajoutera à celle de l'attente. Ainsi, les questions de l'espace et du temps resteront d'actualité. Le processus d'adhésion semblait jusqu'à peu suivre une même logique malgré l'augmentation des conditionnalités pour les pays des Balkans occidentaux et en particulier pour la Serbie. Désormais, une lecture non linéaire s'imposera en fonction des nouvelles modalités d'adhésion à venir.

## Bibliographie

Bergson Henri, *Essai sur les données immédiates de la conscience*, Editions F. Alcan, 1989.

Bresson Maryse, Cartier-Bresson Jean, Geronimi Vincent, Leriche Frédéric, (dir.) *Le temps dans les sciences sociales*, Editions Karthala, Paris, 2016.

Deleuze Gilles, Guattari Felix, *Capitalisme et schizophrénie*, Tome 2 Mille plateaux, Editions de Minuit, Paris, 1980.

Dobry Michel (dir.), *Democratic and Capitalist Transitions in Eastern Europe. Lessons for the Social Sciences*, Dordrecht, Kluwer, 131, 2000.

Dumoulin Laurence, Saurugger Sabine, «Les policy transfer studies : analyse critique et perspectives», *Critique internationale*, n° 3, 48, 2010.

Gajic Sandra, *Le jeu des négociations entre l'Union européenne et la Serbie : les critères politiques d'adhésion (2000-2018)*, thèse de doctorat en droit public soutenue à l'Université Bordeaux IV. 2018.

---

<sup>59</sup> Laurence Dumoulin, Sabine Saurugger, «Les policy transfer studies : analyse critique et perspectives», *Critique internationale*, 3, 48 (2010), pp. 9-24.

Janning Josef, Weidenfeld Werner, « La nouvelle Europe : stratégies d'intégration différenciée », *Politique étrangère*, 613, 1996.

Lammote Olivier, « Une zone de libre-échange en Europe du Sud-Est. Pertinence et viabilité », *Le Courrier des pays de l'Est*, n°139, 2003.

Lefebvre Henri, *La production de l'espace*, Editions Anthropos, Paris, 1974 (réédition 2000).

Morokvasic Mirjana, Vukadinovic Nebojsa, (dir), « Serbie-Monténégro : sortir de la transition bloquée », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Paris : CNRS, vol.35, n°12., 2004.

Neck Reinhard, « Macroeconomic Effects of Serbia's Integration in the EU and the Euro Area », *International Advances in Economic Research* vol. 25, 2019.

Piris Jean-Claude, « L'Union européenne et les sécessionnismes régionaux: la résistible balkanisation de l'Europe », *Policy paper*, Fondation Robert Schuman, 2015.

Saurugger Sabine, Surel Yves, « L'élargissement de l'Union européenne : un processus de transfert institutionnel? », *Revue internationale de politique comparée*, Vol.13, 2006.

Slim Assen, « Une zone de libre-échange dans les Balkans a-telle un sens? », *Balkanologie*, vol.VII, 1, 2003.

Vukadinovic Nebojsa, « Quelle Europe pour quelle Serbie? », *Revue Outre-Terre*, 2, 32, 2012.

Vukadinovic, Nebojsa, « L'Union européenne et la Serbie : une mise au point dans une période charnière », *Revue Est Europa*, numéro spécial, La Serbie aujourd'hui : enjeux politique et européen, 2015, pp. 129-137.

Vukadinovic, Nebojsa, « Territorialisation et spatialisation du développement économique à la périphérie de l'UE : les macro-régions dans les balkans occidentaux », *Српска политичка мисао-посебно издање*, Институт за политичке студије, Београд, 2022, стр. 167-190.

## **Summary**

---

### **THE EUROPEAN UNION AND SERBIA: SPACES AND TIME**

At a time of profound changes in Western Balkans countries and in European Union after the Brexit, this article proposes to raise the questions of space and time linked to the enlargement. The European Union is in the process of reforming the enlargement process and is still not taking a decision on the next accession calendar. Internal EU reforms are now presented as a prerequisite for future enlargements, at the risk of leaving Western Balkans in indefinite waiting. The consequences and challenges of such policy are manifold and allow international non-European actors, mainly Russia, China and Turkey to position themselves in the region. In this context, the article also addresses the role of France in a pivotal period for the European Union.

**Key words:** Europeanization, Serbia, France, European Union, enlargement, time.

---

## САЖЕТАК

### **ЕВРОПСКА УНИЈА И СРБИЈА: ПРОСТОР И ВРЕМЕ**

У време дубоких промена у земљама Западног Балкана и у Европској унији након Брежита, овај чланак предлаже да се покрену питања простора и времена везаних за проширење. Европска унија је у процесу реформисања процеса проширења и још увек не доноси одлуку о следећем календару приступања. Унутрашње реформе ЕУ се сада представљају као предуслов за будућа проширења, уз ризик да се Западни Балкан остави у неограниченом чекању. Последице и изазови такве политике су многоструки и омогућавају међународним неевропским актерима, углавном Русији, Кини и Турској, да се позиционирају у региону. У овом контексту, чланак се, такође, бави улогом Француске у поменутом кључном периоду за Европску унију.

**Кључне речи:** европеизација, Србија, Француска, Европска унија, проширење, време.

---

**Dr. Duško Lopandić**

*Ambassadeur*

*Ministère des Affaires Étrangères de la République de Serbie*

---

## **LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION D'ACCESSION DE LA SERBIE À L'UE ET LE RÔLE DE LA FRANCE DANS L'ÉLARGISSEMENT\***

### **Résumé**

---

*Cet article aura pour sujet l'analyse du développement historique de la coopération entre la Communauté économique européenne (CEE)/Union européenne (UE) et l'ex-Yougoslavie, y compris l'analyse du rôle de la France dans ce processus. Cette perspective historique fut, d'une certaine façon, la base du renouvellement et du développement des relations entre l'UE et la Serbie en ce début de siècle, dans la perspective d'une intégration complète de la Serbie dans l'Union européenne. La première partie de cette étude traitera le rôle de la France dans la construction de la CEE, ainsi que le développement des relations extérieures pendant la période 1960-1990, en tenant compte en particulier des relations spécifiques entre la Yougoslavie de Tito et de ses successeurs avec les Communautés européennes. La deuxième partie analysera le rôle de la France dans l'évolution des relations entre l'UE et la Serbie durant la période qui s'étend de l'année 2000 à nos jours. Enfin, la troisième partie sera consacrée*

---

\* Les opinions exprimées dans cet article sont strictement personnelles.

*aux relations actuelles entre l'UE et la Serbie dans le contexte des négociations d'accession de la Serbie à l'Union européenne, en tenant compte plus particulièrement du rôle de la France dans ce processus.*

**Mots clés:** *la Serbie, la France, l'EU, l'élargissement, l'adhésion, l'intégration européenne.*

---

La Serbie est un pays candidat « potentiel » à l'adhésion à l'Union européenne depuis presque deux décennies. Elle a demandé officiellement son adhésion en 2009 et les négociations d'adhésion entre l'UE et la Serbie ont commencé en 2014. Il s'agit donc d'une période relativement longue pour un tel processus, alors que de l'adhésion des Pays de l'Europe centrale et orientale a pu aboutir en une décennie. Comme nous l'avons déjà abordé dans un autre texte<sup>1</sup>, la Serbie a eu le malheur de sortir, avec d'autres pays de l'ex-Yougoslavie, d'un système communiste, non pas par la voie des réformes et de la transition, mais par la voie de la décomposition, de déchirements sociaux, de luttes interethniques et de guerres. De ce fait, elle a subi un retard de presque une décennie qui s'est ensuite même accru par rapport aux autres pays de l'Europe centrale et orientale.

La France – pays fondateur de l'Union (Communauté) européenne – a toujours eu un rôle prépondérant dans le processus d'adhésion des pays tiers à l'UE. Cependant, actuellement en 2019, c'est la France sous la présidence de Macron qui semble (avec les Pays – Bas) s'opposer le plus à un processus rapide d'intégration des pays des Balkans Occidentaux à l'Union européenne.

Dans une première partie de l'article nous allons revoir l'histoire des relations entre l'ex-Yougoslavie (y compris la Serbie) et l'Union européenne. Ensuite, nous allons présenter brièvement le rôle de la France dans différents cas d'adhésion des pays tiers à l'Union européenne. Finalement, nous allons présenter le

---

<sup>1</sup> Dusko Lopandic, « La Serbie et Monténégro sur la voie de l'intégration européenne » in : Michel Drouet et Xavier Richet (sous la direction), *Vers l'élargissement de l'Union européenne à l'Europe du Sud-Est*, PUR, Rennes, 2007, pp. 199-208.

développement des négociations d'adhésion entre l'UE et la Serbie pendant ces dernières années, avec une attention particulière consacrée au rôle de la France dans ce processus.

### **Les étapes des relations bilatérales entre l'Union européenne et la Serbie (Yougoslavie)**

La Serbie est redevenue un État indépendant en 2006.<sup>2</sup> Précédemment, elle a fait partie d'un État fédéral composite, la Yougoslavie, qui a depuis la Deuxième Guerre mondiale joué un rôle particulier dans le contexte géopolitique de l'Europe et du monde. La Yougoslavie a été un État socialiste (en fait communiste), mais elle n'a jamais fait partie du Pacte de Varsovie et de ce fait, elle avait adopté une position de pays « non-aligné » par rapport aux deux blocs, développant une politique internationale originale et d'avant-garde. De ce fait, contrairement à l'URSS et aux pays du bloc soviétique, la Yougoslavie a essayé, dès les débuts de la création de la Communauté économique européenne, d'établir des relations diplomatiques et conventionnelles avec cette organisation particulière<sup>3</sup>. Sans entrer dans le détail des relations entre la Yougoslavie et la CEE, nous allons juste signaler trois étapes importantes dans le développement de ces relations :

Etablissement des relations diplomatiques et négociation, puis conclusion des premiers accords commerciaux entre la CEE et la RSFY (à partir de 1965),

Nouvelle étape de relations et développement exemplaire, suite à la conclusion d'un accord de coopération de type « méditerranéen » (à partir de 1980),

Dégradation rapide des relations bilatérales suite à la crise politique et constitutionnelle en Yougoslavie, suivie par la décomposition de la Fédération, les guerres en Slovénie, Croatie et

---

<sup>2</sup> Pour la première fois dans les temps modernes la Serbie a été reconnue indépendante après le Congrès de Berlin de 1878, après avoir été un État semi-indépendant (autonome) vassal de l'Empire Ottoman depuis 1830, et suite aux „Revoltes“ Serbe contre l'Empire Ottoman (de 1804. Et de 1815).

<sup>3</sup> Voir Dusko Lopandic, *La Communauté économique européenne et la Yougoslavie*, Paris, Yougofranc, 1985, 202 p.

Bosnie–Herzégovine et l'imposition des sanctions et autres mesures de la part de la CEE/UE (à partir de 1991).

À partir de l'année 1992 et pendant toute la dernière décennie du XXe siècle, nous ne pouvons plus parler de relations bilatérales avec l'Union européenne mais plutôt de tentatives de celle-ci d'intervenir à différents niveaux (diplomatie, médiation, sanctions, actions humanitaires, actions de la politique commune étrangères etc.) dans le but d'arrêter la dégradation de la situation dans l'espace de ex-Yougoslavie.<sup>4</sup>

Bien que les relations diplomatiques et officielles entre Bruxelles et Belgrade ne se soient jamais totalement rompues, il faudra attendre le changement de la situation politique à Belgrade et l'établissement d'un régime démocratique « normal » à la fin de l'année 2000 pour donner un nouveau cadre aux relations de l'UE avec la Serbie.

Une première phase des relations entre l'Union européenne et l'Union d'Etats Serbie et Monténégro (SCG) a été couverte par le « processus de stabilisation et d'association » pour les Pays des Balkans Occidentaux, proclamée par l'Union européenne en 1999 (Conseil européen de Cologne), couvrant tout l'espace de l'ex-Yougoslavie moins la Slovénie, plus l'Albanie. Il s'agit d'un « nouveau type de relation contractuelle offrant une perspective d'adhésion à l'Union européenne lorsque les critères définis à Copenhague seront remplis ». Au Conseil européen de Fiera en juin 2000 tous les Etats des Balkans Occidentaux reçoivent le statut de « candidats potentiels à l'adhésion ». Ce processus a été en particulier renforcé pendant le sommet UE-Balkans Occidentaux de Thessalonique en 2003 et comprenait des mesures commerciales (préférences autonomes), financières (l'instrument de pré-accession – IPA), ouvertures des programmes européens pour les PBO et des accords bilatéraux (les accords de stabilisation et d'association). En parallèle, l'UE soutient le processus de coopération régionale des Balkans par le biais du Pacte de Stabilité, lancé lors du sommet de Cologne (1999).

---

<sup>4</sup> Dusko Lopandic, „The EC and the Yugoslav crisis“, *Revue Yougoslave de Droit International*, vol. 41, 1994, 311-350. Dusko Lopandic, „Les mémorandums d'entente: des instruments juridiques spécifiques de la PESC de l'UE – le cas de l'ex-Yougoslavie“, *Revue du Marche Commun et de l'UE*, No 392, novembre 1995, 557-562.

Suite au referendum d'indépendance du Monténégro de 2006, l'Union de Serbie-Monténégro a cessé d'exister, ce qui a simplifié les négociations entre la Serbie et l'Union européenne pour la conclusion d'un accord bilatéral. La Serbie a finalement conclu l'accord de stabilisation et d'association avec l'UE en 2008 (en force depuis 2013).<sup>5</sup> Un pas important pour la population a été franchi par la levée de l'obligation de visas pour des séjours de 90 jours dans l'espace Schengen (2009). Dès la fin de 2009, la Serbie a déposé sa candidature pour devenir membre de l'Union européenne.

Toute une série de questions avaient ralenti la progression des relations, dont celles-ci : les difficultés de fonctionnement de l'Union Serbie-Monténégro (jusqu'en 2006), la crise politique produite par l'assassinat du Premier ministre réformiste Zoran Djindjic (en 2003), la question de la coopération de la Serbie avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de la Haye (TPIY), puis la question du statut et de la déclaration d'indépendance du Kosovo. De ce fait, la Serbie n'a pas été en mesure de s'approcher de l'UE de la même manière que la Croatie, qui a rejoint l'UE en 2013 comme le seul pays des Balkans Occidentaux qui a réussi à devenir membre de l'UE pendant la décennie 2010-2020. Par contre, la Serbie est devenue officiellement candidate pour l'adhésion en 2012 et a ouvert des négociations officielles au début de 2014.<sup>6</sup>

## **La France et les élargissements successifs de l'Union européenne**

Dans cette partie, nous allons rappeler le rôle joué par la France au cours des élargissements successifs de l'Union européenne.<sup>7</sup>

---

<sup>5</sup> V. Slobodan Samardžić (priredio), *Srbija u procesu pridruživanja Evropskoj uniji*, Službeni glasnik, Beograd, 2009, 289 str. V. posebno T. Mišćević, „Pregovori Srbije i EU za zaključenje sporazuma o stabilizaciji i pridruživanju“, in Slobodan Samardžić, *ibid.*, str. 147-167.

<sup>6</sup> Daniela Heimerl, „La Serbie, le Montenegro et l'Union européenne de l'isolement à l'adhésion?“, *LA Revue d'Etudes Comparatives Est-Oest*, vol. 35, 2004, No 1-2, 157-182.

<sup>7</sup> En outre, voire Frank Emert, Sinisa Petrovic, „The Past, Present and Future of EU Enlargement“, *Fordham International Law Journal*, 37, 5, 2014, pp. 1350-1417.

Le premier élargissement de la Communauté européenne avait concerné la Grande Bretagne et trois pays liés à la GB dans l'AELE. Ces quatre pays avaient déposé leur candidature d'adhésion en 1961. Cependant, le président français Charles de Gaulle, qui considérait la Grande Bretagne comme le cheval de Troie des Etats-Unis en Europe, avait repoussé par deux fois cette adhésion (en 1963 et en 1967). Ce n'est qu'en 1969, après le changement de président français, que les négociations se sont poursuivies et que la Grande Bretagne, l'Irlande et le Danemark ont finalement rejoint le CEE en 1973.

En 1974 la Grèce, libérée du régime de dictature militaire, a demandé l'adhésion à la CE. Malgré un avis réservé de la Commission de la CE sur l'adhésion rapide de la Grèce, le Conseil des ministres a est passé outre cette réserve, notamment sous l'impulsion de la France. La raison en était une relation privilégiée entre le président français Giscard d'Estaing et le président grec Karamanlis.

La France a aussi joué un rôle prépondérant – mais dans le sens opposé quant à l'élargissement de la CEE aux Douze, avec l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, qui ont déposé leurs candidatures en 1977. Craignant la concurrence pour les produits agricoles méditerranéens, la France (avec l'Italie) a considérablement retardé les négociations d'adhésion qui n'ont finalement eu lieu qu'en 1986.

Alors que le quatrième élargissement de l'UE (1995) aux trois pays de l'AELE (Autriche, Suède, Finlande) n'a pas produit de contentieux interne notable, il n'en a pas été de même quant au grand élargissement aux pays de l'Europe centrale et orientale de 2004. En effet, la perspective d'un élargissement à 15 États avait déjà provoqué un débat sur le changement du processus de décision et sur la composition des institutions de l'UE, qui s'envenimait à mesure que le nombre de membres allait croissant. Le dilemme « l'approfondissement versus l'élargissement » a été définitivement posé depuis la décision du sommet de Copenhague de 1993 d'intégrer sous certaines conditions les Pays de l'Europe centrale et orientale à l'UE<sup>8</sup>. Il faut souligner que la France a en général tou-

---

<sup>8</sup> Dans ce sens v. Maja Kovačević, „EU između politike proširenja i tendencija produblivanja evropske integracije“, in Slobodan Samardžić (prir), *Srbija u procesu pridruživanja Evropskoj uniji*, op. cit, pp. 15-43.

jours insisté sur la question de l'« approfondissement » comme étant la condition nécessaire pour l'élargissement, ce qui a été notamment le but principal des amendements des Traités sur l'UE à Amsterdam en 1997 et (surtout) à Nice en 2000.<sup>9</sup>

Comme soulignait L. Macek, « *si les élargissements méditerranéens des années 1980 ont pu en partie réconcilier la France avec ce processus, celui de 2004 a révélé de vieilles craintes, face à l'entrée des pays perçus comme une sorte d'arrière-cour allemande* ». <sup>10</sup>

Par ailleurs, la France a soutenu un peu plus particulièrement et politiquement certains pays qu'elle considérait proches et susceptibles de faire pencher la balance à l'intérieure de l'UE vers les intérêts français, qui telle la Roumanie de culture latine, ou bien la Pologne pour des raisons de géopolitique (contrepois face à la puissance allemande).

Toutefois, il faut souligner que depuis le « big bang » de 2004 et suite au référendum national de 2005 qui avait bloqué l'adoption du traité constitutionnel, la France officielle (et son opinion publique) se situe régulièrement du côté des États membres réservés sur de futurs élargissements, en arguant du besoin de pause afin de « digérer » proprement les nouveaux membres dans le cadre institutionnel, économique et social de l'Union. En général, la France fait partie des pays où prospère une « fatigue d'élargissement ». <sup>11</sup>

### **Le processus d'élargissement de l'Union européenne, la perspective d'adhésion de la Serbie à l'UE et la position de la France**

Suite au « big bang » de l'élargissement de 2004 (plus de 2007), le Conseil européen a adopté une série de conclusions sur

---

<sup>9</sup> V. Constantinesco, Y. Gautier, D. Simon (sous la dir), *Le Traité de Nice. Premières Analyses*, PUS, Strasbourg, 2001, 266 p; Jaques Zigler, *Les nouveaux traités européens: Lisbonne et après*, Montchresien, Paris, 2008, p. 159.

<sup>10</sup> Lukas Macek, *L'élargissement, met-il en péril le projet européen?* Paris, La Documentation française, 2011, p. 50.

<sup>11</sup> V. Lukas Macek, *L'élargissement, met-il en péril le projet européen?* Op.cit., 159 p; Rosa Balfour and Corina Stratulat, *EU Member States and enlargement towards the Balkans*, EPC, Brussels, EPC Issue Paper, No. 79, July 2015, p. 237.

la stratégie d'élargissement en 2006 qui ont servi de base pour le «consensus renouvelé» sur la suite de ce processus pendant cette décennie. En bref, la procédure de négociation est, avec le temps, devenue de plus en plus détaillée et plus complexe, avec de nouvelles étapes menant vers la conclusion définitive de négociations. Les dirigeants de l'UE ont convenu de poursuivre une stratégie basée sur:

- la consolidation des engagements de l'UE concernant les négociations d'adhésion,
- des conditions équitables et rigoureuses à tous les stades des négociations avec les pays candidats,
- une transparence accrue et une meilleure communication afin de gagner un soutien large et durable de l'opinion publique,
- la capacité de l'UE à intégrer de nouveaux membres.

En 2006, les négociations d'adhésion ont commencé avec la Croatie et la Turquie, en tenant compte de nouvelles procédures de négociation qui, en outre, comprenaient les éléments suivants:

- la division de *l'acquis communautaire* en un nombre de chapitres (35 chapitres) qui sont ouverts successivement au cours des négociations, puis clos vers la fin des négociations, division du processus de négociation en étapes de plus en plus détaillées. Par exemple « l'ouverture de négociations » a été ces dernières années divisée en trois étapes : la décision (du Conseil européen) sur le « statut de candidat officiel pour l'adhésion », « la décision d'ouvrir des négociations » et l'organisation de la Conférence inter-gouvernementale d'accession.
- le processus approfondi de « *screening* » (l'examen analytique) de la législation du pays candidat par rapport à l'état de l'acquis communautaire. Ce screening, réalisé conjointement par la Commission européenne et chacun des pays candidats, permet à ces derniers de se familiariser avec le droit de l'UE ainsi que de démontrer leur capacité à mettre en œuvre *l'acquis communautaire*,

- procédure de « benchmarks »<sup>12</sup> (critères d'ouverture ou de clôture pour des chapitres particuliers, notamment les chapitres 23 et 24).<sup>13</sup>

La Croatie a réussi à conclure des négociations et à adhérer à l'UE en 2013, alors que les négociations de l'UE avec la Turquie sont allées extrêmement lentement pour être bloquées pendant certains périodes, la dernière fois en 2017.

Dans son discours d'investiture au Parlement européen en 2014, le président de la Commission J. C. Juncker avait déclaré qu'aucune adhésion n'aurait lieu durant son mandat, ce qui a uniquement reflété l'état de l'opinion générale dans l'UE. Outre l'affaiblissement de l'Union, la crise et la vague populiste, les raisons en sont multiples, dont le manque de réformes adéquates dans les États des Balkans Occidentaux, une transition et un développement ralentis etc. Cependant, le ralentissement de l'intégration dans l'UE des Balkans Occidentaux crée un cercle vicieux : le manque réel de perspective européenne de ces pays influence négativement le développement et notamment les investissements étrangers dans la région, de même qu'il risque de porter atteinte à la stabilité de la région, dont la fragilité économique, sociale et politique est un fait entendu. Pour cette raison, la Commission européenne de Juncker a proposé en 2018 une nouvelle stratégie d'élargissement, dans la perspective des réformes de l'UE jusqu'en 2025. Dans sa communication de février 2018, intitulée « *Une perspective d'élargissement crédible, ainsi qu'un engagement de l'Union européenne renforcé pour les Balkans occidentaux* »<sup>14</sup>, la Commission européenne a déclaré que « cette perspective, ferme et fondée sur le mérite, de l'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE est dans l'intérêt même de l'Union, tant sur le plan politique que *sécuritaire*

<sup>12</sup> “The purpose of benchmarks is to evaluate whether the negotiating country is sufficiently prepared-”willing and able” – to apply the *acquis* completely, correctly, and effectively and become a Member State of the EU.”, Frank Emert, Sinisa Petrovic, „The Past, Present and Future of EU Enlargement“, op.cit, p. 1405.

<sup>13</sup> Chapitre 23 – Appareil judiciaire et droits fondamentaux. Chapitre 24 – Justice, liberté et sécurité.

<sup>14</sup> Commission européenne, *Communication*, Strasbourg le 6.2.2018, COM (2018) 65 final.

*et économique. Il s'agit pour elle d'un investissement géostratégique dans une Europe stable, solide et unie, fondée sur des valeurs communes.* » Dans ce cadre, la Commission européenne a déclaré que le Monténégro et la Serbie, moyennant une forte volonté politique, la mise en place de réformes réelles et résolues et le règlement de différends avec leurs voisins, pourraient être prêts à adhérer à l'horizon 2025.<sup>15</sup>

Au sommet UE-Balkans Occidentaux de Sofia, les États membres n'ont pas entièrement suivi les recommandations de la Commission européenne. Dans la déclaration de Sofia, il est dit que « l'UE réaffirme son soutien sans équivoque à la perspective européenne des Balkans occidentaux »<sup>16</sup> sans mention du mot « élargissement » et encore moins de dates prévisionnelles pour l'adhésion. La France a été parmi les États membres qui ont montré le plus de réticence vis-à-vis d'une approche plus ambitieuse pour l'élargissement de l'UE.<sup>17</sup>

Le président français Macron a notamment réitéré sa position stipulant qu'il ne peut y avoir d'élargissement de l'UE qu'après des réformes approfondies de l'Union européenne.<sup>18</sup>

Quant aux perspectives d'adhésion des autres pays des Balkans Occidentaux<sup>19</sup>, il est intéressant de noter que la Macédoine du Nord

<sup>15</sup> Commission européenne, *op.cit.*, pp. 2.

<sup>16</sup> [https://www.consilium.europa.eu/media/34778/sofia-declaration\\_fr.pdf](https://www.consilium.europa.eu/media/34778/sofia-declaration_fr.pdf). Vu le 13.8.2019.

<sup>17</sup> Sur la question des relations UE – Balkans Occidentaux, v. Pierre Mirel, « Les Balkans Occidentaux : entre stabilisation et intégration à l'UE, Fondation Robert Schuman, *Questions d'Europe*, no. 459, 22.1.2018, Policy Paper, 14 p.

<sup>18</sup> Macron : « Je pense que ce processus ne peut et ne doit aboutir, en termes d'accession à l'Union européenne pour les uns ou élargissement pour les autres que si l'Union européenne se réforme au préalable. L'Union européenne à 28 aujourd'hui, 27 demain, dans ses règles de fonctionnement actuelles, on le voit bien, ne sait plus prendre de décisions suffisamment stratégiques et fortes hors sous la pression des événements. Si nous voulons avoir une Union européenne plus forte et plus unie, il nous faut aussi moderniser l'Union européenne et la zone euro, et pour moi c'est un préalable à toute adhésion supplémentaire. » Conférence de Presse de Sofia, 18 mai 2019. Voir aussi Loïc Tregoures, « L'élargissement de l'UE aux Balkans : un pas en avant, deux pas en arrière ? », Fondation Jean Jores, <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-elandissement-de-l-ue-aux-balkans-un-pas-en-avant-deux-pas-en-arriere>, Vu le 12.9.2019.

<sup>19</sup> Sur la question d'adhésion des BO en général, v. Richard Grievson, Julia Grubler and Mario Holzner, « Western Balkans EU Accession, Is the 2025

a déposé sa candidature d'adhésion en 2004 et que la Commission européenne a recommandé de commencer les négociations en 2009. La Commission a renouvelé cette recommandation chaque année depuis, mais la question du nom du pays a empêché le consensus au sein du Conseil européen. Depuis la résolution de la question du nom du pays, les perspectives d'adhésion de la Macédoine du Nord sont devenues plus réalistes. Toutefois, c'est notamment la France qui a, en 2018, au sein du Conseil européen repoussé la décision d'ouverture de négociations pour l'année suivante.

Le Monténégro a demandé à adhérer en 2008 et les négociations officielles ont commencé en 2012. Jusqu'en 2019, le Monténégro a ouvert 32 chapitres, mais n'en a clôt que 3 sur 35. L'Albanie a déposé sa candidature d'adhésion en 2009 mais n'a pas encore commencé les négociations. La Bosnie Herzégovine a déposé sa candidature en 2016.

La Serbie a déposé sa candidature d'adhésion en 2009. Elle est devenue candidate officielle en 2012, alors que les négociations ont commencé en 2014 (la première conférence inter-gouvernementale s'est tenue en janvier 2014). Du point de vue de l'UE, les négociations d'adhésion sont basées sur le « cadre de négociation » qui ne diffère pas trop des autres pays candidats – sauf pour le chapitre particulier 35 – qui contient aussi la référence sur le dialogue entre Belgrade et Pristina. La Serbie a ouvert jusqu'en septembre 2019 au total 17 chapitres de négociation. Elle n'a clôturé que deux chapitres – ceux qui sont relativement les plus « faciles » (ch. 25 – science et recherche, ch. 26 – éducation et culture).<sup>20</sup>

À part la question très complexe du dialogue Belgrade-Pristina, on peut conclure que les négociations d'adhésion entre l'UE et la Serbie progressent très lentement, avec une tendance au ralentissement encore plus prononcée. À la « fatigue d'élargissement » dans les pays de l'UE s'ajoute la « fatigue des réformes » dans

---

Target Date Realistic?“, WIIW, *Policy Notes and Reports*, 22, May 2018, 19 p. Matteo Bonomi, „The WE and the EU Moving? In the right direction?“ *CIFE Policy Paper* No 77, October 22, 2018, p. 11.

<sup>20</sup> Voir European Commission, *2019 Communication on EU Enlargement Policy, Serbia 2019 Report*, COM 2019 260 final, Brussels, 29.5.2019. SWD 2019 219 final, p. 109.

les pays candidats des Balkans Occidentaux, y compris la Serbie. Cinq ans après l'ouverture formelle des négociations d'adhésion, il n'y a que la moitié des chapitres qui sont ouverts et très peu qui soient clos. À part le cas de la Turquie, les négociations d'élargissement avec le Monténégro et la Serbie vont atteindre une durée historique dont la perspective finale en ce moment n'est pas en vue.

## **Conclusion**

### **Le renforcement des relations bilatérales entre la France et la Serbie comme nouvelle donne dans la perspective de l'adhésion de la Serbie à l'UE**

Nous avons vu qu'historiquement la France a toujours joué un rôle important dans la politique d'élargissement de l'Union européenne.

L'arrivée au pouvoir du président Macron, malgré les impressions contradictoires concernant son opposition en 2018-2019 à un processus plus rapide d'adhésion de la Serbie et des Balkans Occidentaux à l'UE, pourrait à plus long terme faciliter l'adhésion de la Serbie à l'UE.

En premier lieu, l'UE a besoin de succès dans ses politiques, et en particulier dans sa politique d'élargissement. Sa politique concernant les Balkans Occidentaux, comprenant l'adhésion comme but ultime, peut toujours avoir une influence cruciale dans le processus de transition, de stabilisation, de modernisation et d'intégration de la région dans son environnement politique européen naturel.

Les négociations et l'intégration de la Serbie dans l'UE ne sont aucunement incompatibles ou préjudiciables au processus de réformes de l'UE, notamment en tenant compte des périodes de transition (après l'adhésion), ainsi que du fait que la Serbie, pays économiquement faible et petit, ne ferait sans doute pas partie dans l'immédiat du cercle intérieur de l'UE (la zone euro, l'espace Schengen etc.).

Finalement, la France a intérêt à voir s'intégrer dans l'UE des pays avec qui elle a des liens d'amitié et de proximité traditionnels et des relations dites « stratégiques », tels que la Serbie.

La récente visite du président français Macron à Belgrade marque une nouvelle étape de ces relations.<sup>21</sup>

De son côté, il est dans l'intérêt de la Serbie de « rééquilibrer » ses relations actuelles, trop centrées sur certains grands États de l'Union (notamment l'Allemagne) ou dirigées vers des partenaires externes à l'UE (telles la Russie, la Chine etc.)

## Bibliographie

Commission européenne, *Communication*, Strasbourg le 6.2.2018, COM (2018) 65 final

Heimerl, Daniela “La Serbie, le Montenegro et l'Union européenne- de l'isolement à l'adhésion?”, *La Revue d'Etudes Comparatives Est-Oest*, vol. 35, 2004, No 1-2.

Lopandic, Dusko «La Serbie et Monténégro sur la voie de l'intégration européenne», Michel Drouet et Xavier Richet (sous la direction), *Vers l'élargissement de l'Union européenne à l'Europe du Sud-Est*, PUR, Rennes, 2007.

Lopandic, Dusko *La Communauté économique européenne et la Yougoslavie*, Paris, Yougofranc, 1985.

Lopandic, Dusko “The EC and the Yugoslav crisis”, *Revue Yougoslave de Droit International*, vol. 41, 1994.

Lopandic, Dusko «Les mémorandums d'entente: des instruments juridiques spécifiques de la PESC de l'UE – le cas de l'ex-Yougoslavie», *Revue du Marche Commun et de l'UE*, No 392, novembre 1995.

European Commission, *2019 Communication on EU Enlargement Policy, Serbia 2019 Report*, COM 2019 260 final, Brussels, 29.5.2019. SWD 2019 219 final.

Frank Emert, Sinisa Petrovic, „The Past, Present and Future of EU Enlargement“, *Fordham International Law Journal*, 37, 5, 2014.

---

<sup>21</sup> Voir „Emanuel Macron en visite en Serbie pour renouer des liens distendus“, <https://www.france24.com/fr/20190715-serbie-france-emmanuel-macron-visite-renouer-liens-distendus>. Vu le 23.9.2019.

Zigler, Jaques *Les nouveaux traités européens: Lisbonne et après*, Montchresien, Paris, 2008.

Tregoures, Loic «L'élargissement de l'UE aux Balkans : un pas en avant, deux pas en arrière?», Fondation Jean Jores, <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-elandissement-del-ue-aux-balkans-un-pas-en-avant-deux-pas-en-arriere>, Vu le 12.9.2019.

Macek, Lukas *L'élargissement, met-il en péril le projet européen?* Paris, La Documentation française, 2011.

Kovačević, Maja “EU između politike proširenja i tendencija produbljivanja evropske integracije”, Slobodan Samardžić, *Srbija u procesu pridruživanja Evropskoj uniji*, Službeni glasnik, Beograd, 2009.

Bonomi, Matteo “The WE and the EU Moving? In the right direction?” *CIFE Policy Paper* No 77, October 22, 2018.

Drouet, Michel, Richet, Xavier (sous la direction), *Vers l'élargissement de l'Union européenne a l'Europe du Sud-Est*, PUR, Rennes, 2007.

Mirel, Pierre «Les Balkans Occidentaux : entre stabilisation et intégration à l'UE, Fondation Robert Schuman, *Questions d'Europe*, no. 459, 22.1.2018, Policy Paper.

Grievson, Richard, Grubler, Julia, Holzner, Mario “Western Balkans EU Accession, Is the 2025 Target Date Realistic?”, WIIW, *Policy Notes and Reports*, 22, May 2018.

Balfour, Rosa, Stratulat, Corin, *EU Member States and enlargement towards the Balkans*, EPC, Brussels, EPC Issue Paper, No. 79, July 2015.

Slobodan Samardžić, *Srbija u procesu pridruživanja Evropskoj uniji*, Službeni glasnik, Beograd, 2009.

Miščević, Tanja “Pregovori Srbije i EU za zaključenje sporazuma o stabilizaciji i pridruživanju”, Slobodan Samardžić, *Srbija u procesu pridruživanja Evropskoj uniji*, Službeni glasnik, Beograd, 2009.

Constantinesco, V. Gautier, Y. Simon D. (sous la dir), *Le Traité de Nice. Premières Analyses*, PUS, Strasbourg, 2001.

## **Summary**

---

### **THE PROCESS OF NEGOTIATIONS FOR ACCESSION OF SERBIA TO THE EU AND THE ROLE OF FRANCE IN THE ENLARGEMENT**

In the first part of the article we review the history of relations between the former Yugoslavia or Serbia and the European Union. Next, we briefly present the role of France in various cases of accession of third countries to the European Union. Finally, we present the development of the accession negotiations between the EU and Serbia for the past few years with particular attention devoted to the role of France in this process. Historically, France has always played an important role in the enlargement policy of the European Union. The coming to power of President Macron, despite the contradictory impressions regarding his opposition in 2018–2019 to a faster process of accession of Serbia and the Western Balkans to the EU, may in the longer term facilitate the accession of Serbia to the EU. France has an interest in seeing countries with which it has traditional ties of friendship and proximity and so-called “strategic” relations, such as Serbia, integrated into the EU. On the other hand, It is in Serbia’s interest to “rebalance” its current relations which are too focused only on certain large states of the Union (notably Germany) or dispersed to partners external to the EU.

**Key words:** Serbia, France, EU, enlargement, membership, European integration.

---

**САЖЕТАК**

---

**ПРОЦЕС ПРЕГОВОРА ЗА ПРИСТУПАЊЕ СРБИЈЕ  
ЕУ И УЛОГА ФРАНЦУСКЕ У ПРОШИРЕЊУ**

У првом делу чланка осврћемо се на историју односа између бивше Југославије или Србије и Европске уније. Затим укратко представљамо улогу Француске у различитим случајевима приступања трећих земаља Европској унији. На крају, представљамо развој приступних преговора између ЕУ и Србије у последњих неколико година са посебном пажњом посвећеном улози Француске у овом процесу. Историјски гледано, Француска је увек играла важну улогу у политици проширења Европске уније. Долазак на власт председника Макрона, упркос контрадикторним утисцима о његовом противљењу у 2018-2019 бржем процесу придруживања Србије и Западног Балкана ЕУ, може дугорочно да олакша приступање Србије ЕУ. Француска има интерес да земље са којима има традиционалне пријатељске и близине и такозване „стратешке” односе, попут Србије, интегрише у ЕУ. С друге стране, у интересу Србије је да „ребалансира” тренутне односе који су превише фокусирани само на одређене велике државе Уније (посебно Немачку) или су дисперзовани на партнере ван ЕУ.

**Кључне речи:** Србија, Француска, ЕУ, проширење, чланство, европске интеграције.

---

**Dr. Jelena Todorović Lazić**

*collaboratrice scientifique supérieur  
Institut d'études politiques, Belgrade, Serbie*

---

## **EUROPÉANISATION DE L'ADMINISTRITATION PUBLIQUE EN SERBIE : LE RÔLE DE LA FRANCE\***

### **Résumé**

*L'évolution de l'intégration européenne et les changements dans le système politique de l'UE contribuent à une compréhension différente du concept d'euro-péanisation. De nos jours, l'euro-péanisation est le plus souvent associée à une adaptation nationale aux pressions découlant directement ou indirectement de l'adhésion à l'UE. En ce sens, l'euro-péanisation est utilisée pour indiquer comment les institutions nationales s'adaptent aux obligations de l'adhésion. L'un des domaines importants où les pays candidats à l'adhésion à l'UE sont clairement « euro-péanisés » est la réforme de l'administration publique. Cela fait 20 ans que l'Union européenne a commencé à élaborer un cadre pour un modèle idéal d'adminis-tration publique qui servirait de modèle aux démocraties post-communistes. L'adhésion à l'UE dépendait d'un certain nombre de critères, parmi lesquels la base est une administration publique efficace. La réforme de l'administration publique est l'un des*

---

\* L'article a été créé dans le cadre de l'activité de recherche scientifique de l'Institut d'études politiques, financé par le Ministère de l'éducation, des sciences et du développement technologique de la République de Serbie

*domaines de réforme horizontaux les plus importants dans chaque pays, car elle fournit un cadre pour la mise en œuvre d'autres politiques. Il est donc tout aussi important pour les États membres de l'UE, les pays candidats et les candidats potentiels, dans la mesure où il permet de mettre en place un système fournissant une base solide pour la mise en œuvre de l'acquis de l'UE. En 2004, la Serbie a entamé une approche systématique de la réforme de l'administration publique en adoptant la Stratégie de réforme de l'administration publique. Jusqu'à présent, la réforme de l'administration publique en Serbie a progressé. Toutefois, ce processus n'est pas sur le point de s'achever car la politisation de l'administration publique est encore largement présente. La France soutient la Serbie dans le domaine de la réforme de l'administration publique depuis plusieurs années, principalement dans les domaines de la gestion des ressources humaines et du développement professionnel, notamment grâce aux travaux conjoints de l'Académie nationale de Serbie et de l'École nationale d'administration française. À cet égard, la réforme de l'administration publique fait partie des domaines dans lesquels la Serbie entend utiliser l'expérience française. Jusqu'à présent, le rôle de la France dans ce domaine a été plus important au niveau multilatéral, au sein de l'UE, que bilatéral. Toutefois, à l'avenir, le rôle de la France dans ce domaine continuera à se développer principalement grâce à la signature de l'accord administratif entre le ministère de l'Administration publique et de l'Autonomie locale de la République de Serbie et le ministère de l'Administration publique de la République française.*

**Mots-clés:** *administration publique, européanisation, Serbie, France, Union Européenne.*

---

L'européanisation peut être utile comme point de départ pour une meilleure compréhension des changements en cours dans la vie politique et dans la société en général. Le chercheur a la responsabilité de lui donner un sens précis. En tant que terme appartenant aux sciences sociales, il peut évoluer à travers l'histoire, la culture, la politique, la société et l'économie. L'européanisation est un processus de changement structurel qui affecte différemment les acteurs, les institutions, les idées et les intérêts.<sup>1</sup> Au sens le plus large, l'européanisation peut être identifiée avec le terme Europe, alors qu'au sens strict, elle peut être interprétée comme une réponse aux politiques de l'Union européenne.<sup>2</sup>

L'européanisation représente un concept extrêmement complexe et il serait faux d'interpréter ce terme uniquement comme synonyme d'intégration européenne ou de convergence des politiques, bien que de nombreux points soient associés à ces termes. L'européanisation a une influence dominante sur l'élaboration des politiques publiques dans les États membres. Cependant, cette influence n'est pas uniforme, ni dans toutes les politiques ni dans tous les pays. Les États membres ont perdu une grande partie de leur espace pour l'action indépendante dans certains domaines (les politiques publiques), tels que la politique monétaire ou commerciale. Dans d'autres domaines, ils ont plus d'influence sur la création : les politiques de la santé ou de l'emploi.

L'européanisation est un concept largement accepté dans le cadre des sciences sociales. En termes de résultats, l'européanisation concerne principalement l'analyse des effets nationaux des processus de diffusion dans les États membres actuels et potentiels de l'UE.<sup>3</sup> Ce concept n'a pas de définition unique. L'européanisation

---

<sup>1</sup> Jelena Todorović, „Утицај европеизације и политике условљавања на јачање административних капацитета“, *Српска политичка мисао*, бр. 4, 2011, стр. 197-213.

<sup>2</sup> Kevin Featherstone, «Introduction: In the Name of 'Europe'» in: Kevin Featherstone, Claudio Radaelli, (eds.), *The Politics of Europeanization*, Oxford University Press, Oxford, 2003, p. 3.

<sup>3</sup> Tanja Börzel, Thomas Risse, «The Transformative Power of Europe The European Union and the Diffusion of Ideas», *KFG Working Paper Series*, No.1, Freie Universität Berlin Kolleg-Forschergroupe, 2009, p. 5.

peut être définie comme l'existence de structures de gouvernance spécifiques au niveau européen.<sup>4</sup> Le deuxième groupe de définitions considère l'eupéanisation comme une influence descendante, c'est-à-dire une influence de l'UE sur les États membres.<sup>5</sup> Le troisième groupe de définitions considère l'eupéanisation comme un transfert horizontal de concepts et de politiques entre les États membres.<sup>6</sup> Le dernier groupe de définitions analyse l'eupéanisation en tant qu'interaction réciproque entre l'UE et les États membres. Klaus Goetz appelle ainsi l'eupéanisation « une interaction complexe dans laquelle les politiques publiques nationales façonnent les intégrations européennes, où les acteurs nationaux les utilisant pour créer des politiques publiques nationales ».<sup>7</sup> Toutes les définitions mentionnées ont en commun de considérer l'eupéanisation comme un processus plutôt que comme l'état.

### **Eupéanisation de l'administration publique sur la voie vers l'adhésion à l'Union européenne**

L'une des questions qui se pose logiquement est de savoir dans quelle mesure et de quelle manière les systèmes d'administration publique des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne sont transformés sous l'influence du processus d'adhésion à l'Union européenne. Lors de l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale, on s'attendait à ce que les systèmes d'administration publique nationaux commencent à se ressembler en réponse à

---

<sup>4</sup> Thomas Risse, Maria Green Cowles, James Caporaso, „Europeanization and Domestic Change: Introduction”, in: Thomas Risse, Maria Green Cowles, James Caporaso, (eds.), *Transforming Europe: Europeanization and Domestic Change*, Cornell University Press, Ithaca, 2001, p.2.

<sup>5</sup> Robert Ladrech, «Europeanization of Domestic Politics and Institutions:The Case of France», *Journal of Common Market Studies*, John Wiley & Sons Ltd., Vol.32, No.1, 1994, p. 69.

<sup>6</sup> Claudio Radaelli, «Europeanisation: Solution or problem?», *European Integration online Papers (EIoP)*, Vol. 8, No.16, 2004, p. 11.

<sup>7</sup> Klaus H. Goetz, «The New Member States and the EU», in: Simon Bulmer, Christian Lequesne, (eds.), *Member States and the European Union*, Oxford University Press, Oxford, 2004, p.20.

l'eupéanisation. Au lieu de cela, les preuves empiriques laissent entrevoir une divergence entre eux selon les caractéristiques nationales. En outre, l'eupéanisation formelle et légale de l'administration publique, c'est-à-dire la réforme de ce secteur, ne s'accompagne souvent pas d'une eupéanisation réelle et substantielle. Nous pouvons dire que le processus d'eupéanisation de l'administration publique dans les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que dans les pays des Balkans occidentaux candidats actuels à l'adhésion, oscille entre la professionnalisation et la politisation, la décentralisation et la recentralisation.<sup>8</sup>

En appliquant le concept d'eupéanisation, il est possible de surveiller et d'identifier les changements survenant dans des entités situées en dehors de l'UE, précisément à cause des pressions de l'UE, mais aussi de comprendre pourquoi les changements nécessaires ne se sont pas produits. La pression de l'Union européenne varie selon les domaines, mais elle dépend également de la volonté du pays candidat de mettre en œuvre des réformes. En cas de coûts élevés pour répondre aux pressions de l'UE, le processus de réforme de l'administration publique devrait se dérouler plus lentement. La littérature trouve souvent une approche qui surestime l'impact des facteurs au niveau de l'UE et réduit l'impact des facteurs nationaux.<sup>9</sup> Il ne fait aucun doute que les effets de l'eupéanisation ne peuvent être interprétés sans invoquer des facteurs nationaux susceptibles d'atténuer ou d'amplifier ses effets.

L'eupéanisation n'est pas une approche rivale de la modernisation. Au lieu de cela, il est préférable de les considérer comme des perspectives complémentaires.<sup>10</sup> La réforme de l'administration publique se déroule parallèlement sous l'influence de

---

<sup>8</sup> Attila Ágh, «Europeanization of Public Administration in Eastern and Central Europe», *Croatian and comparative public administration*, br. 3., 2013, pp.739-762.

<sup>9</sup> Dimitris Papadimitriou, David Phinnemor, „Europeanization, Conditionality and Domestic Change: The Twinning Exercise and Administrative Reform in Romania“, *Journal of Common Market Studies*, Volume 42, Issues 3, 2004, pp. 619–639.

<sup>10</sup> Klaus H. Goetz, «Making sense of post-communist central administration: modernization, europeanization or latinization?», *Journal of European Public Policy*, Volume 8, Issue 6, 2001, pp.1032-1051.

la modernisation et de l'eupéanisation. La perspective de l'eupéanisation reconnaît clairement l'importance des pressions et des attentes extérieures, ainsi que le rôle des acteurs internationaux dans l'orientation de la réforme de l'administration publique. Bien que l'accent soit souvent mis sur la nécessité de moderniser l'administration publique des candidats à l'adhésion, il n'existe pas, au niveau de l'UE, de modèle pour la mise en œuvre de réformes dans ce domaine. En conséquence, malgré l'insistance de l'Union européenne sur la mise en œuvre rapide et intégrale de l'acquis communautaire, le choix des outils permettant de réaliser cet acquis reste entre les mains des pays candidats.

Plus généralement, plus le volume de la coopération transfrontalière est important en termes de coopération entre administrations, plus le degré d'eupéanisation de l'administration publique est élevé. Cette hypothèse a été avancée par Olsen dans un texte intitulé « The Many Faces of Europeanization » (« Les nombreux visages de l'eupéanisation ») dans lequel il analysait les divers aspects et éléments de l'eupéanisation de l'administration publique dans la pratique, y compris « l'exportation » d'éléments de l'Espace Administratif Européen (EAE).<sup>11</sup> La coopération transfrontalière va souvent de l'interaction fonctionnelle bilatérale entre les municipalités et les régions à l'interaction des administrations nationales au sein de l'Union européenne. Le travail des fonctionnaires dans les administrations nationales est de plus en plus imprégné d'emplois « européens ». Les fonctionnaires doivent avoir une bonne connaissance des procédures décisionnelles au sein du système institutionnel de l'UE et une connaissance des politiques, ainsi que de la culture et des pratiques administratives dans les autres États membres de l'UE.<sup>12</sup>

En l'absence d'un modèle européen unique d'administration publique, il convient de mentionner le rôle du jumelage en tant qu'outil. Un jumelage prévoit le détachement d'au moins un an de conseillers en assistance de préadhésion auprès d'administrations

---

<sup>11</sup> Johan Olsen, «The Many Faces of Europeanization», Volume 40, Issue5, *Journal of Common Market Studies*, 2002, pp. 921-952.

<sup>12</sup> Johan Olsen, „The Many Faces of Europeanization“, *op.cit.*, p. 925.

publiques des États membres dans les pays candidats, chargés de fournir des connaissances sur la mise en œuvre de l'acquis.<sup>13</sup> L'implication de la Commission dans le processus de sélection des partenaires de jumelage est limitée par le rôle de coordination. Le choix des partenaires de jumelage incombe aux pays candidats, qui sont libres de choisir les systèmes les mieux adaptés à leur culture, à leur organisation et à leurs intérêts nationaux. Toutefois, la Commission a encouragé une « approche diversifiée » dans la sélection des partenaires de jumelage. À cet égard, la création d'un « marché administratif » (auprès duquel les pays candidats pourraient « acheter » les solutions les plus appropriées à leurs problèmes particuliers) était l'une des principales priorités. Dans ce processus, la Commission agit en tant qu'intermédiaire en fournissant des conseils techniques aux partenaires avant la signature de l'accord de jumelage final. En termes de partenaires de jumelage sélectionnés, la France était le choix le plus populaire de la Roumanie, alors qu'elle était en voie d'adhésion à l'Union européenne, seule ou avec d'autres partenaires, dans 23 projets. La France est suivie par l'Allemagne (15 projets), l'Italie et le Royaume-Uni (11 projets chacun) et les Pays-Bas (9 projets).<sup>14</sup>

Outre le jumelage, il convient de mentionner le TAIEKS (Technical Assistance and Information Exchange Instrument – Instrument d'assistance technique et d'échange d'informations), qui offre l'aide aux pays partenaires dans l'objectif de rapprocher et de mettre en œuvre l'acquis et qui fournit, à court terme, une assistance spécialisée pour renforcer les capacités administratives. L'assistance TAIEK est disponible à travers des missions d'experts – des experts des États membres fournissent des conseils sur l'adoption et la mise en œuvre de l'acquis ; les visites d'étude dans l'un des États membres de l'UE, les séminaires et les ateliers.

Il n'est pas surprenant que de nombreux auteurs ayant analysé le processus de réforme de l'administration publique en Europe

---

<sup>13</sup> Dimitris Papadimitriou, David Phinnemor, «Europeanization, Conditionality and Domestic Change: The Twinning Exercise and Administrative Reform in Romania», *op.cit.*, p. 627.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 631.

centrale et orientale, même une décennie après la chute du communisme, ont conclu que les réformes étaient plus lentes en raison de l'influence de ce que l'on pourrait appeler le legs du communisme. Les réformes de la fonction publique, par exemple, ont été retardées dans la plupart des pays depuis l'adoption des premières lois sur la fonction publique à la fin des années 90 ou au début des années 2000. Mais même dans les situations où des lois étaient adoptées, elles n'étaient souvent pas appliquées ou restaient incomplètes et contradictoires. Cela avait comme conséquence que le mauvais état de l'administration publique en Europe centrale et orientale a longtemps été interprété dans la littérature à travers les effets négatifs de l'héritage communiste. Les milieux universitaires et non universitaires ont insisté sur la nécessité de surmonter l'héritage communiste afin de mettre en œuvre les réformes du secteur de l'administration publique.

Meyer-Saling souligne l'effet limité des traditions communistes et affirme que l'histoire des administrations publiques des pays d'Europe centrale et orientale ne peut être réduite à une administration communiste qui a empêché les réformes post-communistes, ayant en vue qu'il existe de nombreux autres héritages du passé dans les États mentionnés.

Premièrement, l'histoire administrative des pays d'Europe centrale et orientale ne peut être réduite à une administration publique communiste de type idéal, dont on pourrait dire qu'elle a largement entravé la réforme administrative postcommuniste. Il existe de différents héritages du passé qui ont des effets différents sur les réformes administratives en Europe centrale et orientale. D'une part, il faut tenir compte du fait que les « administrations publiques communistes » différaient d'un État à l'autre, tandis que, d'autre part, l'héritage pré-communiste des pays susmentionnés était encore plus différent. En conséquence, l'image de la tradition administrative est bien plus diverse que l'hypothèse qui a jusqu'à présent dominé les explications de la réforme de l'administration publique dans les États post-communistes. Il est important de savoir que la tradition administrative n'explique que partiellement la lenteur du processus de réforme du secteur de l'administration

publique. Nous pouvons donc parler d'autres déterminants tels que les facteurs socio-économiques, les variables du système politique, le processus de prise de décision, mais aussi de certains facteurs liés à la situation, tels que les scandales et les crises politiques soudaines.<sup>15</sup>

### **Européanisation de l'administration publique en Serbie**

En ce qui concerne les pays candidats à l'adhésion, y compris la Serbie, la question de l'administration publique est fondamentalement couverte par les critères politiques de Copenhague, en premier lieu le règne de droit et le respect des droits de l'homme, tandis que l'acquis communautaire ne comporte pas de chapitre spécifique traitant de la question de l'administration publique. En formulant les principes de la zone administrative européenne (EAE), les fondements du concept de convergence des systèmes administratifs nationaux des États membres et des pays candidats à l'adhésion avec des pratiques administratives au niveau de l'UE ont été posés. Le concept de zone administrative européenne a été défini en 1999 par SIGMA (Support for Improvement in Governance and Management Soutien à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion – ce qui représente une initiative conjointe de l'OCDE et de l'Union européenne). Il englobe des éléments tels que la fiabilité, la prévisibilité, la responsabilité et la transparence, mais également les capacités techniques et administratives, la capacité organisationnelle, la viabilité financière et la participation des citoyens. Le transfert d'expérience en matière de bonne gouvernance s'effectue au niveau bilatéral, généralement par le biais d'une coopération formalisée individuelle entre les États membres de l'UE et les pays candidats couverts par le Mémorandum sur la coopération. À cet égard, le pays candidat est libre d'évaluer quel système ou quelle partie du système de différents modèles d'administration publique

---

<sup>15</sup> Jan-Hinrik Mejer-Saling, «Varieties of legacies: a critical review of legacy explanations of public administration reform in East Central Europe», *International Review of Administrative Sciences*, Volume 75, Issue 3, 2009, pp. 509–528.

européenne aiderait le plus à moderniser la structure institutionnelle nationale existante.

Les rapports de progrès annuels de la Commission européenne, les Principes européens pour la réforme de l'administration publique, les Règlements d'application de l'IAP II, ainsi que des documents nationaux tels que la Stratégie de réforme de l'administration publique, le Plan d'action pour l'application de la Stratégie de réforme de l'administration publique, la Loi sur la fonction publique, la Loi sur les ministères, la Loi sur les fonctionnaires publiques, permettent de contrôler les progrès accomplis en Serbie dans le domaine des réformes d'administration publiques. La Commission a défini une nouvelle approche du processus d'élargissement définie dans la Stratégie d'élargissement 2014-2015 et a souligné que le suivi et l'évaluation des progrès de l'intégration européenne seraient axés sur les trois piliers, à savoir le règne de droit, la réforme de l'administration publique et la gouvernance économique.<sup>16</sup>

Les premières tentatives de réforme globale de l'administration publique en Serbie ont été enregistrées depuis 2004. Cependant, les premières mesures plus concrètes n'ont été enregistrées qu'en 2008, lorsqu'une approche stratégique visant à mettre en place une administration publique de type européen moderne a été mise en place. Une évaluation des mesures prises jusqu'à présent dans le domaine de la réforme de l'administration publique sur la base de la méthodologie de la Commission (mais également sur la base de la méthodologie appliquée par SIGMA et WEBER) indique que les progrès ont un caractère « limité ».<sup>17</sup> Dans les rapports de suivi de la Commission européenne sur l'avancement de la Serbie, il a été souligné, il y a plusieurs années, que la corruption était un problème systémique

---

<sup>16</sup> Stratégie d'élargissement et principaux défis 2014-2015 [http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu\\_dokumenta/strategija\\_za\\_prosirenje/strategija\\_14\\_15.pdf](http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu_dokumenta/strategija_za_prosirenje/strategija_14_15.pdf)

<sup>17</sup> Western Balkans Enabling Project for Civil Society Monitoring of Public Administration Reform

- WeBER – un projet triennal de l'Union européenne financé par le Royaume des Pays-Bas et portant sur l'état de la réforme de l'administration publique dans les Balkans occidentaux, regardez de plus près sur <http://www.par-monitor.org/>

et structurel.<sup>18</sup> Dans le même temps, cela représente l'un des principaux défis à relever pour mettre en place une bonne administration publique, comme le confirme un document conjoint de l'UE, de SIGMA et de l'OCDE sur les principes de bonne gouvernance.

La réforme de l'administration publique est l'un des domaines de réforme horizontale les plus importants dans chaque pays, notamment parce qu'elle fournit un cadre pour la mise en œuvre d'autres politiques. La stratégie de réforme de l'administration publique en République de Serbie a été adoptée en janvier 2014 et le premier Plan d'action pour la période 2015-2017 en mars 2015. Lors de la préparation du Plan d'action pour la réforme de l'administration publique, une attention particulière a été portée aux activités qui envisagent la mise en œuvre du cadre législatif et l'obtention de résultats visibles, à la lumière des derniers rapports et de la méthodologie OCDE / SIGMA révisée pour les Principes de l'administration publique, qui passe désormais de la mesure du cadre réglementaire à la mise en œuvre et une implémentation cohérente des objectifs prévus.<sup>19</sup> Les principes de l'administration publique publiés par la Commission et SIGMA, et qui étaient présentés au cours de novembre 2014, fournissent un cadre pour la planification et le suivi de la réforme de l'administration publique dans les pays cherchant à s'intégrer dans l'UE et bénéficiant de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP). Les principes définissent la signification pratique de la bonne gouvernance (angl. good governance) et représentent les normes de base que les pays candidats devraient suivre dans le processus d'intégration de l'UE dans le domaine de

---

<sup>18</sup> Rapport de suivi annuel de la Commission européenne sur l'avancement de la Serbie pour l'année 2019, [http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu\\_dokumenta/godisnji\\_izvestaji\\_ek\\_o\\_napretku/20190529-serbia-report\\_SR\\_-\\_REVIDIRANO.pdf](http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu_dokumenta/godisnji_izvestaji_ek_o_napretku/20190529-serbia-report_SR_-_REVIDIRANO.pdf) ; , Rapport de suivi annuel de la Commission européenne sur l'avancement de la Serbie pour l'année 2018, [http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu\\_dokumenta/godisnji\\_izvestaji\\_ek\\_o\\_napretku/izvestaj\\_ek\\_o\\_srbiji\(1\).pdf](http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu_dokumenta/godisnji_izvestaji_ek_o_napretku/izvestaj_ek_o_srbiji(1).pdf) Rapport de suivi annuel de la Commission européenne sur l'avancement de la Serbie pour l'année 2016, [http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu\\_dokumenta/godisnji\\_izvestaji\\_ek\\_o\\_napretku/izvestaj\\_ek\\_srbija\\_2016.pdf](http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu_dokumenta/godisnji_izvestaji_ek_o_napretku/izvestaj_ek_srbija_2016.pdf)

<sup>19</sup> Plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie de réforme de l'administration publique en République de Serbie pour la période 2018-2020, <http://mduls.gov.rs/wp-content/uploads/AP-RJUnarativni-deo-2018-2020.pdf?script=lat>

l'administration publique et de la réforme des finances publiques.<sup>20</sup> Les principes se réfèrent à la partie de l'administration publique qui fonctionne au niveau central, à savoir ils n'incluent pas l'autonomie locale, mais incluent des organes indépendants tels que le Parlement ou le pouvoir judiciaire dans leur pouvoir de contrôle et de supervision du travail de l'administration publique.

Le dernier rapport de la Commission pour l'année 2018 indique que la Serbie est modérément préparée à la réforme de l'administration publique.<sup>21</sup> Certains progrès ont été accomplis dans le domaine de la prestation de services et de l'adoption de lois régissant la planification des politiques, les auditions publiques, l'administration électronique et le système de rémunération du secteur public. Toutefois, les recommandations de la Commission des années précédentes n'ont pas été pleinement respectées, notamment en ce qui concerne la dépolitisation et la professionnalisation de l'administration publique. L'influence politique dans le recrutement de hauts fonctionnaires suscite de vives inquiétudes. Les amendements à la Loi sur les fonctionnaires publiques de 2018 ne traitent pas suffisamment de cette question. Le processus de recrutement statutaire basé sur le mérite n'est pas toujours respecté. Au lieu de cela, une disposition légale autorisant les nominations au poste d' « intérim » jusqu'à six mois (avec une prolongation maximale de trois mois) est souvent abusée. Jusqu'à 63% des postes de haut niveau sont pourvus par intérim.<sup>22</sup> La viabilité financière représente un autre problème dû à la dépendance des fonds des donateurs. En outre, la mise en œuvre du Plan d'action pour la réforme de l'administration publique est retardée. Selon les recommandations de la Commission, la Serbie devrait: « harmoniser le Programme national d'adoption de l'acquis de l'UE sur le plan de travail annuel du gouvernement, le plan budgétaire à moyen terme, déterminer le coût des activités et le mettre à jour afin de

---

<sup>20</sup> Principes d'administration publique, SIGMA, UE, OCDE, <http://www.sig-maweb.org/publications/Principles-Public-Administration-Overview-Serbian.pdf>

<sup>21</sup> Rapport de suivi annuel de la Commission européenne sur l'avancement de la Serbie pour l'année 2019, page 10.

<sup>22</sup> Rapport de suivi annuel de la Commission européenne sur l'avancement de la Serbie pour l'année 2019, page 13.

mettre en place un programme législatif encourageant un meilleur processus réglementaire fondé sur des analyses d'impact et consultations interinstitutionnelles et publiques opportunes; modifier la Loi sur l'administration publique sur la base d'un processus fondé sur l'inclusion et des indicateurs, qui garantisse la neutralité et la continuité de l'administration publique et assure la gestion des ressources humaines fondées sur le mérite; surveille et rend compte de la mise en œuvre du programme de réforme de la gestion des finances publiques conformément au rapport établi pour la stratégie de réforme de l'administration publique ».<sup>23</sup>

### **Contribution française à l'eupréanisation de l'administration publique en Serbie**

La réforme de l'administration publique est l'un des domaines dans lequel la Serbie entend utiliser l'expérience et la pratique françaises. La coopération entre la Serbie et la France est définie dans l'accord Administratif conclu entre le Ministère de l'Administration d'Etat et de l'Autonomie locale de la République de Serbie et le Ministère de l'Administration publique de la République française lors de la visite du président de la République française en Serbie.<sup>24</sup> Un tel accord devrait fournir un cadre formel adéquat pour la poursuite et l'intensification de la coopération entre la Serbie et la France.<sup>25</sup> À cet égard, la France a envoyé en avril 2018 au Ministère de l'Administration publique et de l'Autonomie locale experte, Claudine Justafre, qui soutient la mise en œuvre de la réforme de l'administration publique, en particulier la promotion de la gestion des ressources humaines et la création de compétences de l'Académie nationale de l'administration publique.<sup>26</sup> Le premier accord

<sup>23</sup> *Ibid*, page10.

<sup>24</sup> <http://mduls.gov.rs/saopstenja/ruzic-ugledamo-se-na-francusku-u-stvaranju-profesionalne-iefikasne-administracije/>, 19/07/2019

<sup>25</sup> Јелена Тодоровић Лазич, Александра Колаковић, «Les Balkans occidentaux aux yeux du quotidien « Le Monde » : 2013–2020», Српска политичка мисао-посебно издање, Институт за политичке студије, Београд, 2020, стр. 220.

<sup>26</sup> <http://mduls.gov.rs/saopstenja/saradnja-srbije-i-francuske-u-oblasti-reforme-javne-uprave/?script=lat>

de coopération a été signé entre le directeur de l'École nationale d'administration de la République française (ENA) et l'Académie nationale d'administration publique de la République de Serbie (NAJU) à Strasbourg en juin 2018.<sup>27</sup> La création de l'Académie nationale de l'administration publique est une étape importante qui contribuera à la formation continue des fonctionnaires, ce qui est nécessaire pour fournir un personnel de la plus haute qualité.

À compter de 2014, dans le cadre de l'Accord de partenariat stratégique entre la Serbie et la France, 12 personnes ont été envoyées au secrétariat général des affaires européennes de la République française (SGAE).<sup>28</sup> Le séjour de quatre semaines à Paris est organisé par l'Ambassade de la République française à Belgrade, anciennement le Bureau de l'intégration européenne, et aujourd'hui le Ministère de l'Intégration européenne. Ce séjour est organisé pour les membres des groupes de négociation participant aux négociations sur l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne. L'objectif principal de ce programme bilatéral est de renforcer les capacités de l'administration de la Serbie en vue du processus d'adhésion à l'Union européenne. Outre ce programme, dans le même but, l'Ambassade de France a approuvé 20 bourses d'études à court ou à long terme pour l'ENA (Ecole nationale d'administration publique) dans la période entre 2002 et 2010.<sup>29</sup>

En discutant avec certains participants au programme de formation bilatéral, on a l'impression qu'un tel programme est extrêmement utile pour les fonctionnaires impliqués dans les questions d'intégration européenne. Voici un extrait d'un entretien avec l'un des stagiaires du Secrétariat général aux affaires européennes de la République française : « Lors de notre séjour en France, nous avons assisté à des réunions et à des discussions organisées avec des employés de différents secteurs du Secrétariat général aux affaires européennes de la République française (SGAE). Des collègues de ces secteurs nous ont fourni des réponses aux questions

---

<sup>27</sup> <https://rs.ambafrance.org/ENA-i-Nacionalna-akademija-za-javnu-upravu-ot-pocinju-medusobnu-saradnju>

<sup>28</sup> Selon les données de l'Institut français en Serbie.

<sup>29</sup> Extrait de l'interview avec les participants au programme bilatéral (cf.aut).

spécifiques (principalement liées aux parties de l'acquis communautaire que le Ministère de l'Intérieur a transposées dans la réglementation nationale au cours de cette période, ainsi qu'aux modifications prévues de la réglementation de l'UE), expliquant comment l'administration française transpose les directives dans les législations nationales et les compare aux pratiques d'autres États membres. En outre, des réunions sur la protection des consommateurs ont été organisées au sein du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique. Il s'avère que les modèles français et serbes de coordination des affaires européennes sont similaires, c'est pourquoi plus d'idées ont été avancées à Paris pour améliorer la coordination et le travail sur les questions d'intégration européenne dans le Ministère de l'intérieur (Département de l'Intégration européenne, Ministère du Commerce, des Télécommunications et des Transports), ainsi que pour améliorer les relations avec d'autres institutions dans le cadre de ces activités. »<sup>30</sup> On peut en conclure que de tels programmes contribuent également à l'europeanisation de l'administration publique en Serbie, mais son champ d'application dépend de la volonté d'appliquer réellement les connaissances et les bonnes pratiques adoptées.

Parmi les projets de jumelage dans lesquels la France est partenaire de la Serbie, il convient de mentionner l'actuel projet d'une durée de deux ans, doté d'un budget de 2 millions d'euros (2017-2019), qui permettra le transfert de pratiques optimales, d'expériences et de compétences entre le Ministère de l'Économie et des Finances de la République française et l'Unité d'harmonisation centrale du Ministère des Finances de la République de Serbie, conformément à l'harmonisation de la réglementation serbe avec l'acquis de l'UE.<sup>31</sup> L'objectif du projet est d'établir un système moderne et efficace de gestion des finances publiques à tous les niveaux de gouvernement, ce qui se traduit par une utilisation plus transparente des fonds publics en République de Serbie.

Jusqu'à présent, la France a été partenaire de quatre autres projets de jumelage, dont deux relatifs à la protection de l'environnement,

---

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> <http://www.cfcu.gov.rs/vest.php?id=466>

l'un au transport et l'autre à l'emploi (« Préparation des institutions du marché du travail en République de Serbie à la Stratégie européenne pour l'emploi » – partenaires France, Roumanie et Suède ;<sup>32</sup> « La mise en place de systèmes de surveillance, de compte rendu et de vérification nécessaires au succès de la mise en œuvre du Système européen d'échange de quotas d'émission de l'UE » – partenaires : Allemagne, Autriche, France ;<sup>33</sup> « Le renforcement des capacités administratives du secteur des transports au sein du Ministère de la Construction, des Transports et de l'Infrastructure et des institutions compétentes » – les partenaires avec le Ministère français des Transports, conjointement avec l'Agence finlandaise des transports et le Ministère lituanien des transports ;<sup>34</sup> « La mise en place d'un mécanisme pour la mise en œuvre du règlement sur le mécanisme de surveillance – partenaires du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie de la République française et du Centre technique multidisciplinaire pour l'étude de la pollution atmosphérique (CITEPA) ».<sup>35</sup>

L'étendue de la coopération multilatérale à laquelle participe la France en tant qu'État membre de l'UE dans le domaine de la réforme de l'administration publique est beaucoup plus large. Les projets en cours comprennent:

- Le Contrat de réforme sectorielle pour le secteur de la réforme de l'administration publique IAP 2015 de l'UE pour un montant de 80 millions d'EUR (70 millions d'EUR d'appui budgétaire direct et 10 millions d'EUR d'appui complémentaire au travers de 4 contrats d'assistance technique) pour la période 2016–2019.<sup>36</sup>
- Le soutien à la réforme de l'administration publique (le soutien complémentaire au titre du traité de réforme sectorielle) EU IAP 2015 3,5 millions d'euros, mars 2018

---

<sup>32</sup> <https://europa.rs/eu-ulaze-u-ljudske-kapacitete-u-srbiji/>

<sup>33</sup> <https://euinfo.rs/pomoc-eu-srbiji-u-zastiti-zivotne-sredine/>

<sup>34</sup> <http://www.cfcu.gov.rs/vest.php?id=395>

<sup>35</sup> <http://www.cfcu.gov.rs/vest.php?id=316>

<sup>36</sup> <http://mduls.gov.rs/projekti-i-programi/sektorski-reformski-ugovor-za-sektor-reforme-javneuprave/?script=lat>

- mars 2021.<sup>37</sup> Le soutien à la création de l'Académie nationale de l'administration publique, financée par l'Union européenne dans le cadre d'un programme de dix mois (avril 2018 – janvier 2019).<sup>38</sup>

L'Union européenne est le principal fournisseur d'aide financière à la Serbie. Un soutien à la réforme de l'administration publique de 210 millions d'euros est prévu pour 2014-2020.<sup>39</sup> À la suite d'une évaluation des progrès réalisés dans ce domaine, l'UE a approuvé, à la fin de 2018, le paiement de la première demande financière pour le respect des engagements pris dans le contrat de réforme sectorielle, pour un montant de 30,5 millions d'EUR. Tout décaissement futur dépendra probablement de l'évaluation des progrès accomplis par rapport aux objectifs de la Stratégie de réforme de l'administration publique. Par conséquent, le gouvernement serbe devrait donner la priorité à ces objectifs afin de garantir le paiement des futures tranches. La Commission a également soutenu le programme d'optimisation du gouvernement en partenariat avec la Banque mondiale dans le cadre du programme IAP II (2014-2020). Le programme de résultats en matière de modernisation et d'optimisation de l'administration publique consiste en une aide budgétaire à la République de Serbie, destinée à la réalisation d'obligations prédéfinies, d'un montant total de 69 millions d'euros.<sup>40</sup> Ce programme soutient la mise en œuvre de deux des cinq objectifs du Plan d'action : (1) établir un système cohérent de fonctionnaire fondé sur le mérite et améliorer la gestion des ressources humaines, et (2) améliorer la gestion des finances publiques et des achats.

Cela fait 20 ans que l'Union européenne a commencé à élaborer un cadre pour un modèle idéal d'administration publique qui

<sup>37</sup> <http://mduls.gov.rs/projekti-i-programi/podrska-reformi-javne-uprave-komplementarna-podrska-okviru-sektorskog-reformskog-ugovora/?script=lat>

<sup>38</sup> <https://www.napa.gov.rs/tekst/171/projekat-podrska-uspostavljanju-nacionalne-akademije-zajavnu-upravu-finansiran-od-strane-evropske-unije.php>

<sup>39</sup> <https://europa.rs/pomoc-eu-republici-srbiji/eu-i-srbija-na-delu/>

<sup>40</sup> <http://mduls.gov.rs/projekti-i-programi/program-za-rezultate-za-modernizaciju-i-optimizacijujavne-uprave/?script=lat>

servirait de modèle aux démocraties post-communistes.<sup>41</sup> L'adhésion à l'Union européenne est conditionnée par le respect d'un certain nombre de critères, parmi lesquels la pierre angulaire est une administration publique efficace. La réforme de l'administration publique est l'un des domaines de réforme horizontaux les plus importants dans chaque pays, car elle fournit un cadre pour la mise en œuvre d'autres politiques. Il est donc tout aussi important pour les États membres de l'UE, les pays candidats et les candidats potentiels, dans la mesure où il permet de mettre en place un système fournissant une base solide pour la mise en œuvre de l'acquis de l'UE. La Serbie a adopté une approche systématique de la réforme de l'administration publique depuis 2004, année de l'adoption de la Stratégie de réforme de l'administration publique. Jusqu'à présent, la réforme de l'administration publique en Serbie a progressé. Toutefois, ce processus n'est pas presque achevé car la politisation de l'administration publique est encore largement présente. La France soutient la Serbie dans le domaine de la réforme de l'administration publique depuis plusieurs années, principalement dans les domaines de la gestion des ressources humaines et du développement professionnel, notamment grâce aux travaux conjoints de l'Académie nationale de Serbie et de l'École nationale d'administration française. Jusqu'à présent, le rôle de la France dans ce domaine a été plus important au niveau multilatéral au sein de l'UE que bilatéral. Toutefois, à l'avenir, le rôle de la France dans ce domaine continuera à se développer principalement grâce à la signature de l'accord administratif entre le Ministère de l'Administration publique et de l'Autonomie locale de la République de Serbie et le Ministère de l'Administration publique de la République française.

---

<sup>41</sup> Јелена Тодоровић Лазић, *Јавне политике у Европској унији-осврт на политику заштите животне средине*, Институт за политичке студије, Београд, 2019, стр. 83.

## Bibliographie

Ágh, Attila, “Europeanization of Public Administration in Eastern and Central Europe”, *Croatian and comparative public administration*, no. 3, 2013, p. 739–762.

Börzel, Tanja, Risse, Thomas, “The Transformative Power of Europe The European Union and the Diffusion of Ideas”, *KFG Working Paper Series*, No.1, Freie Universität Berlin Kolleg-Forschergruppe, 2009.

Featherstone, Kevin, “Introduction: In the Name of ‘Europe’”, Kevin Featherstone, Claudio Radaelli, (eds.), *The Politics of Europeanization*, Oxford University Press, Oxford, 2003.

Featherstone, Kevin, Radaelli, Claudio, *The Politics of Europeanization*, Oxford University Press, Oxford, 2003.

Goetz, Klaus H., “Making sense of post-communist central administration: modernization, europeanization or latinization?”, *Journal of European Public Policy*, Volume 8, Issue 6, 2001, pp.1032-1051.

Goetz, Klaus H., “The New Member States and the EU”, in: Simon Bulmer, Christian Lequesne, (eds.), *Member States and the European Union*, Oxford University Press, Oxford, 2004.

Ladrech, Robert, “Europeanization of Domestic Politics and Institutions: The Case of France”, *Journal of Common Market Studies*, John Wiley & Sons Ltd., Vol.32, No.1, 1994.

Meyer-Sahling, Jan-Hinrik, “Varieties of legacies: a critical review of legacy explanations of public administration reform in East Central Europe”, *International Review of Administrative Sciences*, Volume 75, Issue 3, 2009, pp. 509–528.

Olsen, Johan, “The Many Faces of Europeanization”, Volume 40, Issue 5, *Journal of Common Market Studies*, 2002, pp. 921-952.

Papadimitrou, Dimitris, Phinnemor, David, “Europeanization, Conditionality and Domestic Change: The Twinning Exercise and Administrative Reform in Romania”, *Journal of Common Market Studies*, Volume 42, Issues 3, 2004, pp. 619–639.

Radaelli, Claudio “Whither Europeanization? Concept stretching and substantive change”, *op.cit.*, pp. 3-4.

Radaelli, Claudio, “Europeanisation: Solution or problem? *European Integration online Papers (EIoP)*, Vol. 8, No.16, 2004.

Risse, Thomas, Cowles, Maria Green, Caporaso, James, „Europeanization and Domestic Change: Introduction”, in: Thomas Risse, Maria Green Cowles, James Caporaso, (eds.), *Transforming Europe: Europeanization and Domestic Change*, Cornell University Press, Ithaca, 2001.

Risse, Thomas, Cowles, Maria Green, Caporaso, James, *Transforming Europe: Europeanization and Domestic Change*, Cornell University Press, Ithaca, 2001.

Тодоровић, Јелена, „Утицај европеизације и политике условљавања на јачање административних капацитета“, *Српска политичка мисао*, бр. 4, 2011, стр. 197-213, <https://doi.org/10.22182/spm.3442011.10>

Тодоровић, Лазивић, Јелена, *Јавне политике у Европској унији – осврт на политику заштите животне средине*, Институт за политичке студије, Београд, 2019.

Тодоровић Лазивић, Јелена, Колаковић, Александра, «Les Balkans occidentaux aux yeux du quotidien « Le Monde » : 2013 – 2020», *Српска политичка мисао – посебно издање*, Институт за политичке студије, Београд, 2020. стр. 191-237, DOI:10.22182/spm.specijal22022.8

Plan d’action pour la mise en œuvre de la Stratégie de réforme de l’administration publique en République de Serbie pour la période 2018-2020, <http://mduls.gov.rs/wp-content/uploads/AP-RJU-narrativni-deo-2018-2020.pdf?script=lat>

Rapport de suivi annuel de la Commission européenne sur l’avancement de la Serbie pour l’année 2016, [http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu\\_dokumenta/godisnji\\_izvestaji\\_ek\\_o\\_napretku/izvestaj\\_ek\\_srbija\\_2016.pdf](http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu_dokumenta/godisnji_izvestaji_ek_o_napretku/izvestaj_ek_srbija_2016.pdf)

Rapport de suivi annuel de la Commission européenne sur l'avancement de la Serbie pour l'année 2018, [http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu\\_dokumenta/godisnji\\_izvestaji\\_ek\\_o\\_napretku/izvestaj\\_ek\\_o\\_srbiji\(1\).pdf](http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu_dokumenta/godisnji_izvestaji_ek_o_napretku/izvestaj_ek_o_srbiji(1).pdf)

Rapport de suivi annuel de la Commission européenne sur l'avancement de la Serbie pour l'année 2019, [http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu\\_dokumenta/godisnji\\_izvestaji\\_ek\\_o\\_napretku/20190529-serbia-report\\_SR\\_-\\_REVIDIRANO.pdf](http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu_dokumenta/godisnji_izvestaji_ek_o_napretku/20190529-serbia-report_SR_-_REVIDIRANO.pdf)

Stratégie d'élargissement et principaux défis 2014-2015 [http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu\\_dokumenta/strategija\\_za\\_prosirenje/strategija\\_14\\_15.pdf](http://www.mei.gov.rs/upload/documents/eu_dokumenta/strategija_za_prosirenje/strategija_14_15.pdf)

*Principes d'administration publique*, SIGMA, EU, OECD, <http://www.sigmaweb.org/publications/Principles-Public-Administration-Overview-Serbian.pdf>

<http://mduls.gov.rs/saopstenja/ruzic-ugledamo-se-na-francusku-u-stvaranju-profesionalne-i-efikasne-administracije/>, 19/07/2019

<http://www.cfcu.gov.rs/vest.php?id=316> 20/08/2019

<http://mduls.gov.rs/projekti-i-programi/sektorski-reformski-ugovor-za-sektor-reforme-javne-uprave/?script=lat> 20/08/2019

<http://mduls.gov.rs/projekti-i-programi/podrska-reformi-javne-uprave-komplementarna-podrska-u-okviru-sektorskog-reformskog-ugovora/?script=lat> 15/08/2019

<https://www.napa.gov.rs/tekst/171/projekat-podrska-uspostavljanju-nacionalne-akademije-za-javnu-upravu-finansiran-od-strane-evropske-unije.php> 06/07/2019

<https://europa.rs/pomoc-eu-republici-srbiji/eu-i-srbija-nadelu/> 20/07/2019

<http://mduls.gov.rs/projekti-i-programi/program-za-rezultate-za-modernizaciju-i-optimizaciju-javne-uprave/?script=lat> 22/09/2019

<http://www.cfcu.gov.rs/vest.php?id=466> 15/09/2019

<https://europa.rs/eu-ulaze-u-ljudske-kapacitete-u-srbiji/> 13/07/2019

<https://euinfo.rs/pomoc-eu-srbiji-u-zastiti-zivotne-sredine/> 10/09/2019

<http://www.cfcu.gov.rs/vest.php?id=395> 14/08/2019

<http://mduls.gov.rs/saopstenja/saradnja-srbije-i-francuske-u-oblasti-reforme-javne-uprave/?script=lat> 03/07/2019

<https://rs.ambafrance.org/ENA-i-Nacionalna-akademija-za-javnu-upravu-otpocinju-medusobnu-saradnju> 05/08/2019

## **Summary**

---

### **EUROPEANIZATION OF PUBLIC ADMINISTRATION IN SERBIA : THE ROLE OF FRANCE**

The European integration process together with the changes in the EU political system contribute to different understandings of the Europeanization concept. Europeanisation is most commonly associated with domestic adjusting to the pressures arising directly or indirectly from the EU membership. In this sense, Europeanization is used to indicate how national institutions adapt to EU membership obligations. One of the important areas where EU candidate countries are clearly «Europeanized» is public administration reform. It has been 20 years since the European Union began to develop framework for an ideal model of public administration that would serve as a model for post-communist democracies. Membership in the EU has been subject to the whole range of criteria, including an effective public administration. Public administration reform is one of the most important horizontal reform areas in each country because it provides a framework for implementing other policies. It is therefore equally important for EU Member States, candidate countries and potential candidates, as it enables the construction of a system that provides good basis for the implementation of the EU *acquis*. In 2004, Serbia began a systematic approach to public administration reform, when it adopted the Public Administration Reform Strategy. So far, there has been some progress in public administration reform in Serbia. However, this process is not near completion as the politicization of public administration is still largely evident. France has been supporting Serbia in the area of public administration reform for several years, primarily in the area of human resource management and professional development, thanks to, among other things, the joint work of the National Academy of Serbia and the French National School of Administration. Consequently, public administration reform is

among the areas where Serbia wants to use the French experience. Until now, the role of France in this area more respectable multilaterally as part of the EU rather than bilaterally. However, in the future, the role of France in this area will continue to grow primarily due to the signing of the Administrative Agreement between the Ministry of State Administration and Local Self-Government of the Republic of Serbia and the Ministry of Public Administration of the Republic of France.

**Key words:** public administration, Europeanization, Serbia, France, European Union.

---

**САЖЕТАК****ЕВРОПЕИЗАЦИЈА ЈАВНЕ УПРАВЕ У СРБИЈИ – УЛОГА ФРАНЦУСКЕ**

Еволуција европских интеграција и промене у политичком систему ЕУ доприносе различитим схватањима концепта европеизације. Европеизација је данас најчешће повезана са домаћим прилагођавањем на притиске који произилазе директно или посредно из чланства у ЕУ. У том смислу, европеизација се користи да означи како се националне институције прилагођавају на обавезе из чланства. Једна од важних области у којима су државе кандидати за чланство у ЕУ очигледно „европеизиране“ јесте реформа јавне управе. Прошло је 20 година од када је Европска унија почела да развија оквир за идеалан модел јавне управе која би послужила као узор посткомунистичким демократијама. Чланство у ЕУ било је условљено испуњењем читавог низа критеријума међу којима камен темељац представља ефикасна јавна управа. Реформа јавне управе представља једну од најважнијих хоризонталних реформских области у свакој земљи зато што пружа оквир за спровођење других политика. Стога је једнако важна за државе чланице Европске уније, државе кандидате и потенцијалне кандидате, јер омогућава изградњу система који пружа чврсту основу за спровођење правних тековина ЕУ. Србија је 2004. године започела системски приступ реформи државне управе, када је усвојила Стратегију реформе државне управе. До сада је постигнут изванредан напредак у реформи јавне управе у Србији. Међутим тај процес није близу завршетка будући да је још увек у великој мери присутна политизација јавне управе. Француска већ неколико година пружа подршку Србији на пољу реформе јавне управе, пре свега у домену управљања људским ресурсима и професионалном усавршавању, захваљујући између осталог, заједничком раду Националне академије Србије

и француске Националне школе за администрацију. Са тим у вези, реформа јавне управе је међу областима у којима Србија намерава да искористи француску искуство тако да би се могло закључити да Француска има централну улогу у европеизацији јавне управе у Србији.

**Кључне речи:** јавна управа, европеизација, Србија, Француска, Европска унија.

---



CIP – Каталогизacija у публикацији  
Народна библиотека Србије, Београд

327(44:497.11)''18/20''(082)

930.85(44:497.11)''18/20''(082)

94(497.11:44)''18/20''(082)

**La FRANCE et la Serbie les défis de l'amitié éternelle :**

hommage au 180e anniversaire des relations diplomatiques franco-serbes /  
Aleksandra Kolaković, Sacha Markovic (dir.) ; [traduction Vasilisa Branković,  
Marijana Buljugić, Aleksandra Tadić]. - [2. éd. modifiée]. - Belgrade : Institut  
d'études politiques, 2023 (Belgrade : Donatgraf). - 504 str. : ilustr. ; 24 cm

Tiraž 100. - Str: 9-11: Introduction / Aleksandra Kolaković, Sacha Markovic.

- Napomene i bibliografske reference uz radove.

- Bibliografija uz svaki rad. - Summaries.

ISBN 978-86-7419-370-9

а) Међународни односи -- Србија -- 19в-21 в -- Зборници б) Међународни  
односи -- Француска -- 19в-21в -- Зборници в) Србија -- Културна политика  
-- Француска -- 19в-21в -- Зборници г) Србија -- Историја -- Француска  
-- 19в-21в -- Зборници

COBISS.SR-ID 110671369